Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 4 novembre 2019 à 19 h

5151, chemin de la Côte-Sainte-Catherine

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 7 octobre 2019 à 17 h et de la séance ordinaire du 7 octobre 2019 à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.04 Commentaires

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires de la mairesse et des conseillers.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions et de demandes du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.07 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194921005

Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1197413004

Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

20.03 Contrat de services professionnels

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1185302001

Résilier le contrat de services professionnels numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 avec la firme GR7 Architecture dans le cadre du projet de réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir (résolution CA18 170056).

20 – Administration et finances

20.04 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1191837001

Autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

20.05 Immeuble - Location

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1195323010

Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

20.06 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1195265015

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 4 555 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Corporation Jardin Communautaire Châteaufort 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 591 Montréal (Québec) H3S 2T6 M. Tommy Gagnon Président du conseil d'administration Corporation Jardin Communautaire Châteaufort	Pour la « Fête du Jardin » qui a célébré les récoltes, le samedi 24 août 2019 dans l'enceinte même du jardin.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 250 $ Lionel Perez 250 $ Magda Popeanu 300 $
Association philippine-canadienne artistes du Québec | *Filipino Canadian Artist Association of Québec* 219 – 2525, boul. Cavendish Montréal (Québec) H4B 2Y6 a/s Mme Michelle Vargas Lao Présidente	Pour contribuer à la planification immédiate et favoriser la réalisation des activités de cette association.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $
Le Centre communautaire iraqien | *Iraqi Community Center (ICC)* 6767, chemin ce la Côte-des-Neiges, bureau 601.4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Salam El-Mousawi Membre du conseil d'administration	Chaque année, le centre organise un événement annuel « Aldarbouneh » pour faire revivre une journée dans le quartier iraqien avec différents thèmes. En 2017, le centre a commencé à travailler avec la communauté syrienne. Cette année, le thème sera « Games from Iraq and Syria ». Les visiteurs apprendront les différents jeux joués par les enfants dans ces pays, soit : « hopscotch, soccer, hide and seek, marble, musical chairs, etc. » Il y aura un coin pour goûter la nourriture de ces pays.	**TOTAL : 700 $** Lionel Perez 700 $

Jeune conseil de Montréal 275, rue Notre-Dame Est Bureau 3110 Montréal (Québec) H2Y 1C6 a/s Mme Rayane Zahal Présidente du comité de direction	Pour soutenir les mandats d'éducation citoyenne, de représentativité et d'incubation de talent pour la scène municipale montréalaise. Le Jeune Conseil de Montréal est un organisme à but non lucratif et non-partisan qui promeut l'engagement citoyen chez les jeunes à Montréal de 12 à 30 ans. Par ses mandats, il contribue à initier les jeunes à la vie politique municipale, aux enjeux des administrations locales et à la démocratie représentative. Chaque année, le Jeune Conseil et le Conseil Sous-18 accueillent entre 80 et 250 jeunes conseillers et conseillères afin de les initier à la démocratie municipale en participant à la plus grande simulation francophone d'un conseil municipal en Amérique du Nord.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 200 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $
ANKAS INC. (Académie de karaté Alexandru Sorin) 164, avenue Milton Montréal (Québec) H8R 0A1 a/s M. Alexandru Sorin Entraîneur-chef (Président)	Pour aider une athlète Angelia Grandea de notre arrondissement à participer au Championnat du monde qui aura lieu au Chili.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 300 $
MOISSON MONTRÉAL 6880, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal (Québec) H4T 2A1 a/s Monsieur Richard D. Daneau Directeur général	Pour aider Moisson Montréal à assurer un approvisionnement alimentaire optimal aux organismes communautaires desservant les personnes en difficulté sur l'île de Montréal tout en participant au développement de solutions durables pour favoriser la sécurité alimentaire. En 2018, Moisson Montréal a distribué 321 901 kg de denrées dans notre arrondissement à différents organismes, tels que Baobab Familial, Auberge Shalom pour femmes, Multicaf, NDG Food Depot.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 200 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc. | *The Antigua and Barbuda Association of Montréal inc.* C.P. 183, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Mme Erene Anthony Responsable des relations publiques	Pour assurer le succès de la célébration du 38e anniversaire de l'indépendance d'Antigua-et-Barbuda le 16 novembre 2019. Une bourse sera remise à un récipiendaire et à une organisation montréalaise dédiée au cancer.	**TOTAL : 500 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $ Christian Arseneault 100 $

FONDATION EVA R. GSUM 7056 Marie-Rollet Montréal (Québec) H8N 3E7 a/s M.Gavin Musgrave Fondateur et directeur général	Depuis 2008, cet organisme sans but lucratif offre une aide financière aux étudiants-athlètes défavorisés qui souhaitent poursuivre l'éducation post-secondaire. Notre appui aidera à couvrir les dépenses reliées pour la location de l'aréna Doug-Harvey lors de l'événement sur glace qui aura lieu le 11 janvier 2020.	**TOTAL : 255 $** Lionel Perez 255 $

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1191247008

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 50 831 $ (taxes incluses si applicable) à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018-2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1195284016

Accorder une contribution financière aux Carrefour jeunesse emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce, totalisant 20 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la réalisation du projet-pilote « Brigade neige », pour la période du 5 novembre 2019 au 30 avril 2020, et approuver les projets de convention à cette fin.

20.09 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1197838038

Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier une entente de principe avec la Commission scolaire de Montréal qui viserait à intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde.

30.01 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1195265014

Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal*, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

30.02 Administration - Directive / Procédure / Calendrier

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194570010

Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

30.03 Administration - Directive / Procédure / Calendrier

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194570014

Modifier le lieu de la tenue de la séance ordinaire du lundi 2 décembre 2019 afin qu'elle se tienne dans la nouvelle salle du conseil au 5160, boulevard Décarie.

30.04 Budget - Autorisation de dépense

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197606001

Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 millions $ du surplus libre de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école Les-Enfants-du-Monde.

30.05 Recours judiciaires et règlement de litiges

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193930002

Mandater le Service des affaires juridiques afin de prendre toutes les mesures nécessaires y compris un recours devant la Cour supérieure pour faire démolir l'immeuble incendié situé au 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

30.06 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Direction des travaux publics* - 1198241006

Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald.

30.07 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CA *Direction des travaux publics* - 1198241007

Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la coordination et de la réalisation des travaux pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la *Charte de la Ville de Montréal*.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction des travaux publics* - 1198236002

Édicter une ordonnance établissant l'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre les avenues Somerled et Bessborough.

40.02 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction des travaux publics* - 1190235003

Édicter une ordonnance établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, à l'intersection de l'avenue Grey.

40.03 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1197838036

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics » pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.04 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197078004

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 014 000 $ pour la réalisation de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs et déposer le projet de règlement.

40.05 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197078005

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 2 709 000 $ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement et déposer le projet de règlement.

40.06 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1197078006

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 267 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et déposer le projet de règlement.

40.07 Règlement - Avis de motion

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1194570012

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020 et déposer le projet de règlement.

40.08 Règlement - Avis de motion

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194570013

Donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance du conseil d'arrondissement ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) et déposer le projet de règlement.

40.09 Règlement - Adoption du second projet

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558056

Adopter, tel que soumis, le second projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

40.10 Règlement - Adoption

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558012

Adopter, tel que soumis, le Règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

40.11 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1196954007

Adopter, tel que soumis, le règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020.

40.12 Urbanisme - Plan d'implantation et d'intégration architecturale

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558051

Adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-112 visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558041

Adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction d'un bâtiment résidentiel de 8 à 10 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.14 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1193558039

Adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.15 Règlement - Adoption

CA *Direction des travaux publics* - 1196880003

Adopter, tel que soumis, le règlement modifiant le *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société commerciale.

40.16 Ordonnance - Circulation / Stationnement

CA *Direction des travaux publics* - 1196880004

Édicter une ordonnance déterminant les modalités d'émission et d'utilisation de permis de stationnement sur rue destinés aux membres d'une société de développement commerciale.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1194535010

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 10.03

2019/11/04 19:00

Unité administrative responsable	Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Niveau décisionnel proposé	Conseil d'arrondissement
Sommet	-
Contrat de ville	-
Projet	-
Objet	Approuver les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 7 octobre 2019 à 17 h et de la séance ordinaire du 7 octobre 2019 à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ :

Que les procès-verbaux de la séance extraordinaire du 7 octobre 2019 à 17 h et de la séance ordinaire du 7 octobre 2019 à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce soient approuvés tel que soumis aux membres du conseil avant la présente séance et versés aux archives de l'arrondissement.

Signataire:

Geneviève Reeves

_____

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe
Direction des services administratifs et du greffe
Arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 7 octobre 2019 à 17 h au 6400, avenue de Monkland à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Hélène Brousseau, chef de division ressources financières et matérielles;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement;

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 17 h.

RÉSOLUTION CA19 170245

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 7 octobre 2019 à 17 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Marvin Rotrand — Remercie les directeurs pour leur grande disponibilité et pour leur travail avec les membres du conseil à la préparation du budget et du PTI.

  Mentionne que ses préoccupations vont au-delà du budget d'arrondissement et portent notamment sur les hausses du nouveau rôle d'évaluation.



- Christian Arseneault — Mentionne que le budget présenté ce soir constitue une bonne nouvelle pour le district de Loyola, notamment grâce aux investissements prévus pour améliorer les installations dans le secteur de Westhaven et l'aménagement d'un grand parc canin dans le parc Loyola.

  Se réjouit des sommes importantes prévues pour la création d'une installation permanente pour les centres Loyola et Walkley.

- Magda Popeanu — Rappelle que l'augmentation des valeurs foncières ne se traduit pas nécessairement par l'augmentation des taxes ou des loyers.

  Est fière des investissements importants notamment pour le parc Jean-Brillant, et fait état de fonds disponibles qui proviennent de la Ville-centre notamment pour les bibliothèques et dans le cadre du programme MADA.

- Peter McQueen — Fait était d'investissements prévus à même le PTI notamment dans les installations municipales, les parcs et l'aire d'exercice canin.

- Lionel Perez — Remercie les services, la mairesse et son personnel pour leur travail acharné dans la préparation du budget et du PTI.

  Fait état de certaines préoccupations quant au budget et au PTI, notamment en ce qui a trait aux montants généralement prévus par la Ville-centre en sus du budget local.

- Sue Montgomery — Remercie Mmes Gaudreault et Brousseau pour leur travail dans le cadre de la confection du budget et du PTI, et M. Plante pour sa collaboration.

  Mentionne la création de nouveaux postes dont un poste pour soutenir le logement social et abordable.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

• Renate Betts	Coordonnatrice au Centre communautaire Westhaven, fait état de l'enclavement de ce secteur et des difficultés de sa population dont les besoins sociaux et communautaires sont importants, et demande que l'on en tienne compte dans la confection du budget.
• Alexander Montagano	Exprime ses doléances concernant notamment l'heure et le format privilégié pour l'adoption du budget et du PTI et **dépose un document.**
• Myrna Lashley	Demande qu'une portion du budget serve à prendre des mesures concrètes dans l'arrondissement à la suite de la diffusion du rapport portant sur l'analyse des données d'interpellations policières.
• Carolyn Goldberg	Demande deux aires d'exercice canin dans le secteur Notre-Dame-de Grâce.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL



Aucune question n’est posée.

RÉSOLUTION CA19 170246

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES - EXERCICE FINANCIER 2020

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

De regrouper les points 30.01 et 30.02 aux fins des délibérations et de la mise aux voix.

LA PROPOSITION EST ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D’adopter et soumettre au comité exécutif les prévisions budgétaires de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, pour l'exercice financier 2020.

Un débat s'engage.

La conseillère Magda Popeanu et les conseillers Peter McQueen et Christian Arseneault votent en faveur de la proposition.

Les conseillers Marvin Rotrand et Lionel Perez votent contre la proposition.

LA PROPOSITON PRINCIPALE EST ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

30.01 1196954005

RÉSOLUTION CA19 170247

PTI 2020-2021-2022

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver la liste ci-jointe des projets qui constituent le programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement, de même que les montants d'investissements et les sources de financement prévues pour ces projets en 2020, 2021 et 2022 et d'en approuver la transmission au comité exécutif de la Ville de Montréal.

D'autoriser le lancement des appels d'offres pour lesdits projets.



La conseillère Magda Popeanu et les conseillers Peter McQueen et Christian Arseneault votent en faveur de la proposition.

Les conseillers Marvin Rotrand et Lionel Perez votent contre la proposition.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

30.02 1197078003

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 18 h 35.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA19 170245 à CA19 170247 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 7 octobre 2019 à 19 h au 6400, avenue de Monkland à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Sue Montgomery**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Marvin Rotrand, conseiller du district de Snowdon;
Lionel Perez, conseiller du district de Darlington;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Christian Arseneault, conseiller du district de Loyola.

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs et du greffe;
Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
Sonia Gaudreault, directrice des sports, loisirs, culture et du développement social;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 h.

RÉSOLUTION CA19 170248

ADOPTION - ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 7 octobre 2019 à 19 h du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.02

RÉSOLUTION CA19 170249

APPROBATION - PROCÈS-VERBAL

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du 3 septembre 2019 du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.03

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DE LA MAIRESSE ET DES CONSEILLERS

- Sue Montgomery

Dans la foulée de l'adoption du budget, mentionne la création d'un poste de conseiller pour soutenir la création de logement social et abordable, et des sommes disponibles pour l'aménagement des parcs, le déneigement et les bibliothèques.

Annonce que le comité exécutif a mandaté l'OCPM afin que ce dernier tienne des consultations portant sur le développement du site de l'ancien Hippodrome pour en faire un quartier écologique, carboneutre, innovant et mixte.

Continuera à assurer le suivi pour exiger le plus de logements abordables possible.

Annonce le prochain café de la mairesse le 17 octobre prochain au parc Nelson-Mandela.

- Peter McQueen

Donne une mise à jour des développements dans le cadre du projet Turcot et indique qu'une rencontre du comité de bon voisinage se tiendra le 16 octobre au Centre St-Raymond.

Sera présent à la consultation publique pour le projet particulier visant le bâtiment situé au 5867, chemin de la Côte-Saint-Antoine et explique la procédure d'adoption de ce projet.

Annonce le point 40.01, soit l'implantation d'un panneau d'arrêt à l'intersection des avenue Notre-Dame-de-Grâce et Hingston et, dans un avenir rapproché, à l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Antoine et de l'avenue Grey ainsi qu'à l'angle des avenue de Monkland et Hingston.

Annonce le point 40.06 visant à interdire les hôtels dans certaines zones du sud de Notre-Dame-de-Grâce.

- Lionel Perez

Signale la présence d'un candidat fédéral et souhaite bonne chance à tous les candidats.

Dans la foulée de l'adoption du budget de fonctionnement et du PTI, s'inquiète du fait qu'à ce jour, aucune somme n'est prévue par la Ville centre pour les travaux de réfection routière et d'aqueduc dans l'arrondissement.

Fait état de la diffusion du rapport portant sur l'analyse des données d'interpellations policières, dans lequel des indicateurs permettent de croire qu'il y aurait du profilage racial au sein du SPVM.

- Marvin Rotrand

Souligne le 50ieme anniversaire de la Ligne des Noirs du Québec et félicite son président, M. Dan Philipps, qui quittera ses fonctions très prochainement.

Indique que le conseil municipal a adopté la motion qu'il a déposée visant à attribuer le nom d'Elie Wiesel à un lieu situé sur le territoire de la Ville.



Explique qu'il a voté contre le budget de fonctionnement et le PTI de l'arrondissement.

Dans le cadre des consultations qui se tiendront pour le développement de l'ancien Hippodrome, fait état de ses réserves quant aux annonces faites par la mairesse Plante concernant la construction de logements sociaux.

Explique pourquoi il s'oppose à l'abolition des commissions scolaires et invite les citoyens à voter le 21 octobre.

- Christian Arseneault

Se réjouit de l'adoption du budget et du PTI pour les résidents de Loyola, notamment grâce aux investissements prévus pour l'amélioration du parc Coffee, la création d'une installation permanente pour les centres Loyola et Walkley et l'aménagement d'un grand parc canin dans le parc Loyola.

Remercie tous ceux qui ont participé à la marche pour le climat le 27 septembre dernier.

- Magda Popeanu

Explique que le budget de déneigement est assumé par la Ville centre ; que l'arrondissement fait des surplus historiques ; que des sommes sont prévues pour promouvoir le logement social ainsi que l'élagage et l'abattage d'arbres.

Indique que des investissements sont prévus à même le PTI pour la réparation des rues, le transport collectif, les parcs et les bibliothèques.

Annonce le point 40.05, soit un projet pilote afin de permettre aux membres de la SDC Expérience Côte-des-Neiges et leurs employés d'avoir accès à des permis de stationnement réservé sur rue, et le point 40.12, soit l'adoption d'un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages.

Son administration souhaite valoriser la présence des communautés culturelles à Montréal et invite les citoyens à participer aux activités prévues en octobre dans le cadre du mois de la culture latino-américaine

---

PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Au cours de cette période, les personnes suivantes se sont adressées au conseil sur les sujets mentionnés plus bas :

• Anthony Turcotte	En lien avec le développement d'un terrain sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, est choqué qu'un projet dérogatoire puisse être présenté, et s'enquiert du processus d'adoption d'un tel projet.
• Israel Fortin	Lit l'extrait d'une lettre du promoteur et demande les raisons pour lesquelles les citoyens ne sont pas impliqués plus tôt dans le développement de projets en matière d'urbanisme.
• Anne Weigns	Décrit le secteur visé par le projet particulier présenté au point 40.15 de l'ordre du jour, déplore les caractéristiques du projet proposé et s'enquiert de la possibilité de modifier l'échéancier.
• Paul MacLean (demande transmise par courriel)	En lien avec le projet 40.15, demande des détails concernant le processus d'adoption d'un PPCMOI.
• Carl Hamilton	S'enquiert du soutien de l'administration et de l'opposition à une taxe pour les acheteurs étrangers ou propriétaires non résidents et déplore la hauteur de bâtiment autorisée au centre-ville de Montréal.
• Domenico Raco	Explique une problématique de stationnement sur l'avenue Fielding.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

• Joël Coppieters	Souligne le manque de logements sociaux et abordables et encourage les élus à mettre de la pression sur les différents paliers de gouvernement pour accélérer la cadence pour leur construction et se questionne sur le plan de l'arrondissement à cet égard.
• Alexander Montagano	Soutient que les sommes reçues par l'arrondissement pour son budget devraient être plus élevées et que l'établissement de celles-ci discrimine l'arrondissement étant donné sa forte population.
• Carole Delisle	En lien avec les travaux sur la rue Michel-Bibaud, explique qu'il reste peu d'espace carrossable étant donné le stationnement autorisé des deux côtés de la rue, demande à l'arrondissement d'interdire le stationnement sur l'un des deux côtés uniquement, et souhaite une copie de la pétition qui aurait été signée par les résidents de la rue.
• Nigel Spencer	Fait état d'une problématique de sécurité routière aux abords du pavillon de l'école des Cinq-Continents situé sur l'avenue Dupuis, demande un suivi pour la demande de brigadier dans ce secteur, et s'enquiert de détails entourant le projet Royalmount.
• Caroline Orchard	Souligne que l'organisme Le Grand Pas recevra un numéro d'organisme de charité, rappelle sa demande de financement au conseil d'arrondissement et déplore les signes haineux apparaissant dans l'arrondissement.
• David Lazar	Explique une problématique de sécurité à l'intersection des avenues Wilson et Notre-Dame-de-Grâce, questionne l'emplacement des panneaux d'arrêt obligatoire, et propose à l'arrondissement de planter un arbre face à sa résidence.
• Bruna Roti	Questionne l'espèce d'arbre plantée sur l'avenue d'Oxford et déplore le manque de communication avec les résidents à cet égard.

La période de questions et de demandes du public de 90 minutes est maintenant terminée.

RÉSOLUTION CA19 170250

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Sue Montgomery

De prolonger la période de questions et de demandes du public pour une durée de 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.08

• Catherine Nahas	Indique que la sortie de garage de sa résidence, sur l'avenue Beaconsfield, près de l'intersection de la rue Sherbrooke, n'est pas sécuritaire, propose l'implantation d'un dos d'âne et mentionne que des voitures sont stationnées illégalement dans la ruelle verte à l'arrière de l'avenue Beaconsfield.



• Adam Atlas	S'enquiert du plan de la Ville pour l'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques, pour les résidences n'ayant pas d'entrée de garage, et demande des informations concernant le projet à l'intersection sud-est de la rue Sherbrooke et du boulevard Cavendish.
• Geneviève Gareau	En lien avec les travaux sur la rue Michel-Bibaud, se questionne sur les suivis effectués lors des chantiers, demande quelles mesures seront prises pour rendre les sorties de stationnement plus sécuritaire et le délai pour la plantation d'arbres sur la rue.

La prolongation de la période de questions et de demandes du public de 15 minutes est terminée.

RÉSOLUTION CA19 170251

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ET DE DEMANDES DU PUBLIC

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Magda Popeanu

De prolonger la période de questions et de demandes du public pour une période additionnelle de 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10.09

• Michael Shafter	Demande à l'administration d'adopter une déclaration confirmant le maintien des services bilingues sur l'île de Montréal et à la mairesse, de rassurer les citoyens de l'arrondissement à l'effet que les services seront rendus dans les deux langues.

La prolongation de la période de questions et de demandes du public de 15 minutes est terminée.

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Aucune question n'est posée.

CORRESPONDANCE

Mme Geneviève Reeves dépose un courriel du 9 septembre 2019 de Mme Liza Novak, directrice du Centre communautaire Mountain Sights pour la reconnaissance du soutien de l'arrondissement de CDN–NDG.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA19 170252

CONTRAT - REMORQUAGE O SECOURS INC. - LOCATION DE 4 REMORQUEUSES AVEC OPÉRATEUR

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

De demander au comité exécutif, d'accorder à Remorquage O Secours inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location de quatre remorqueuses avec opérateur pour le déplacement des véhicules lors des opérations de déneigement dans le secteur régie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les années 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022, conformément à l'appel d'offres public numéro 19-17650 et d'autoriser une dépense à cette fin de 470 567,66 $ incluant les taxes, l'indexation et tous les frais accessoires le cas échéant, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1198268002

RÉSOLUTION CA19 170253

BUDGET DE CONTINGENCES - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - 5160, BOULEVARD DÉCARIE

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser un budget de contingences au montant de 74 733,75 $, taxes incluses, pour les travaux d'aménagement en lien avec le renouvellement du bail pour l'immeuble situé au 5160, boulevard Décarie, pour des fins de bureaux pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

D''imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1175941005

RÉSOLUTION CA19 170254

CONVENTION ET SOUTIEN FINANCIER- FONDATION DU THÉÂTRE EMPRESS



Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la signature d'une convention à intervenir entre l'arrondissement et la Fondation du Théâtre Empress.

D'autoriser le versement à cet organisme d'une contribution financière de 15 214,70 $, laquelle correspond aux montants déboursés pour acquitter les honoraires professionnels dans le cadre du projet de revitalisation de l'ancien Théâtre Empress situé au 5550-5564, rue Sherbrooke Ouest.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1193571012

RÉSOLUTION CA19 170255

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 18 ORGANISMES

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault
Marvin Rotrand

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 9 000 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Société Philippine de bénévoles et des bourses d'études du Québec | *Philippine Benevolent and Scholarship Society of Quebec* PO Box 403 Montréal (Québec) H3P 3C6 a/s Mme Ermelinda Pelausa Présidente	Pour soutenir le programme de cet organisme et promouvoir la réussite scolaire.	**TOTAL : 200 $** Marvin Rotrand 200 $
L'Association St-Vincent et Grenadines de Montréal inc. Case postale 396, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T3 a/s M. Alfred Dear, président	Pour aider à l'organisation de son gala qui célébrera le 40^{e} anniversaire de l'Association.	**TOTAL : 400 $** Lionel Perez 200 $ Christian Arsenaault 200 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Forum socio-culturel du Bangladesh au Canada | *Bangladesh socio-cultural forum of Canada* 4762, rue Bouchette Montréal (Québec) H3W 1C5 a/s M. Suhel Miah, président	Pour apporter notre soutien à la planification et à l'organisation des activités socioculturelles de cet organisme et du club social en langue bengali.	**TOTAL : 500 $** Marvin Rotrand 300 $ Lionel Perez 200 $
Les Dames de Rizal du Chapitre de Montréal | *Kababaihang rizalista Montreal Chapter* 6395, rue Baillargeon Brossard (Québec) J4Z 1T2 a/s Mme Esphie Manaog Présidente	Pour le 20e anniversaire de la fondation de cet organisme et pour aider à l'organisation d'un gala qui aura lieu à l'automne 2019.	**TOTAL : 300 $** Marvin Rotrand 150 $ Lionel Perez 150 $
Échecs Filcan et Club Social – Filcan Chess & Social Club 335, avenue Lagacé Dorval (Québec) H9S 2M2 a/s M. Manny Lagasca, président	Pour soutenir l'organisation de son tournoi d'échecs. Pour aider au financement de la location d'un local pour les jeux d'échecs des enfants et pour l'achat de nouveaux échiquiers et horloges. Pour permettre la réussite d'une fête à la fin de l'année.	**TOTAL : 1 000 $** Marvin Rotrand 500 $ Lionel Perez 500 $
Les Amis de la Loge de Montréal | *The Lodge Brothers of Montreal* 6-6691, chemin de la Côte-St-Luc Montréal (Québec) H4V 1G9 a/s M. Curlan Richardson Président	Pour la réussite du party de Noël annuel de cet organisme qui aura lieu le 14 décembre 2019 en achetant des jouets et des cadeaux pour les enfants.	**TOTAL : 250 $** Christian Arseneault 250 $
Association de loisirs de West Hill 101 – 4400, avenue West Hill Montréal (Québec) H4B 2Z5 a/s M. Jean-Pierre Hébert Vice-président	Pour l'acquisition d'un équipement plus adéquate pour le comité Cinéma et pur l'organisation de nouvelles activités pour les locataires de l'immeuble.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 150 $ Christian Arseneault 250 $
Conseil communautaire NDG 206-5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal (Québec) H4A 1N1 a/s Mme Al Ubaidi Directrice générale Monsieur Steve Charters Organisateur communautaire	Pour la Fête de quartier de Saint-Raymond («Harvest Fest») qui aura lieu le 5 octobre 2019 au Centre communautaire de Saint-Raymond et le parc Georges-Saint-Pierre de 14 h à 17 h. Cette fête est organisée en collaboration avec d'autres organismes communautaires incluant le Dépôt alimentaire NDG, la Ruche d'art NDG et bien d'autres.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 300 $ Peter McQueen 100 $



P.A.A.L. Partageons le monde 3-4610, Grand Boulevard Montréal (Québec) H4B 2X9 a/s M. Rafael Benitez Directeur artistique	Pour venir en aide au développement du projet #diademuertosNDG 2019 dans l'arrondissement organisé dans le cadre de la fête connue sous le nom de « Jour des morts ». C'est un événement festif auquel la communauté est conviée pour venir découvrir la signification de la vie et de la mort dans la culture mexicaine qui se déroulera dans une ambiance détendue qui allie artisanat, musique et cuisine traditionnelle. Pour cette 3e édition, la programmation artistique sera enrichie par le projet La Corde invisible du violon, un rapprochement musical entre le Québec et le Mexique. De plus, cet organisme travaille avec plusieurs organismes de notre arrondissement : Conseil communautaire NDG, la Ruche d'art NDG, les centres communautaires de Walkley et St-Raymond, Bienvenu NDG, etc. pour la sensibilisation à la diversité culturelle et pour aider à l'inclusion et à la cohésion sociale.	**TOTAL : 1 000 $** Peter McQueen 300 $ Magda Popeanu 300 $ Christian Arseneault 400 $
Centre d'Orientation des Nouveaux arrivants et immigrants de Montréal (CONAM) 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 693-4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Alfred Mandaka Directeur	Pour l'activité « Côte-des-Neiges en clin d'œil et accueil à l'insertion sociale ». Ce projet vise à sortir la clientèle du centre composée en général de personnes immigrantes de son isolement, de son ignorance des services d'aide qui existent dans son milieu communautaire qu'est le quartier Côte-des-Neiges, de son état d'exclusion et de pauvreté. En plus d'aider ces personnes en les outillant des informations nécessaires en recherche d'emploi, de devenir autonome économiquement.	**TOTAL : 400 $** Magda Popeanu 400 $
Ordre des chevaliers de Rizal de Rizal – chapitre de Montréal 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 692-3 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Gerry Danzil, président	Pour l'assemblée *KOR 6th Canada* les 13, 14 et 15 septembre 2019 sous le thème *Dr. Jose Protacio Rizal, Noon at Ngayon* et le *Commanders' Ball & Ladies Gala Dinner and Dance* le samedi. 14 septembre 2019.	**TOTAL : 650 $** Marvin Rotrand 325 $ Lionel Perez 325 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Club de basketball Marquis Montréal 5803, avenue Wentworth Côte Saint-Luc (Québec) H4W 2S5 Case postale 255 Succursale Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H4V 2Y4 a/s M. Edgardo Tupaz, président	Afin d'apporter notre soutien au programme annuel de basketball pour des jeunes joueurs de 7 à 17 ans qui leur apprend les bases fondamentales du basketball : « dribbler », passer, lancer et esprit d'équipe. Ce programme inclut également l'entraînement des joueurs pour des niveaux compétitifs et récréationnels. Ce programme débute le 21 septembre 2019 et les activités ont lieu au CELO.	**TOTAL : 600 $** Marvin Rotrand 350 $ Lionel Perez 250 $
Le Grand Pas 2492, av. Walkley Montréal (Québec) H4B 2K1 a/s M. André Jean-Ricardo Président LGP	Pour les programmes de réinsertion 2019 et les soutenir dans leur travail auprès des sans-abris et des Inuit ainsi que l'organisation du souper du 25 décembre.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Christian Arseneault 200 $
Association Saint-Raymond NDG 5600, chemin Upper-Lachine Montréal (Québec) H4W 2E5 a/s Mme Josie Mancini	Pour permettre la réalisation des activités de la *Semaine italienne 2019*.	**TOTAL : 750 $** Peter McQueen 500 $ Christian Arseneault 250 $
Métèque Atelier/Galerie d'Art s.e.n.c. 5442, chemin de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3X 1C5 a/s Mme Carolina Echeverria Directrice artistique	Pour l'exposition collective du 23 octobre 2019 qui donnera un espace aux artistes/artisans professionnels ou en voie de professionnalisation.	**TOTAL : 500 $** Peter McQueen 200 $ Magda Popeanu 200 $ Christian Arseneault 100 $
La ligue de baseball mineur de N.D.G. inc. | *N.D.G. Minor Baseball League inc.* 6411, rue Sherbrooke Ouest Case postale 24527 Montréal (Québec) H4B 1N3 a/s Mme Sharon Sweeney Événements spéciaux	La ligue offre à la communauté deux grands événements au cours de l'été : *Pitch Hit Run* qui donne une chance d'essayer de jouer au baseball et de participer à une compétition d'habiletés. 2^{e} événement – *Family Fun Day* est offerte à tout le quartier pour le plaisir et les jeux. La ligue offre gratuitement de nombreuses activités à la communauté et les frais d'inscription sont minimes.	**TOTAL : 200 $** Peter McQueen 100 $ Christian Arseneault 100 $
Association du Groupe de Femmes | *The Women's Group Association* 8064, avenue Mountain Sights Montréal (Québec) H4P 2S1 a/s Mme Nasrin Chowdhury Présidente	Cette association prépare des paniers de Noël pour les femmes de tout âge moins favorisées. Des sessions sont offertes pour des logements abordables pour les citoyens à faibles revenus. Projet Genesis se rend à l'association pour aider les gens à compléter les formulaires de demande d'accès à un logement social ou communautaire. Organisation d'activités estivales pour les femmes de l'association. Pour les célébrations de la Journée de la Femme, le Nouvel An et autres.	**TOTAL : 750 $** Sue Montgomery 250 $ Marvin Rotrand 500 $



Le Centre communautaire iraqien | *Iraqi Community Center (ICC)* 6767, chemin ce la Côte-des-Neiges, bureau 601.4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s M. Salam El-Mousawi Membre du conseil d'administration	Chaque année, le centre organise un événement annuel « Aldarbouneh » pour faire revivre une journée dans le quartier iraqien avec différents thèmes. En 2017, le centre a commencé à travailler avec la communauté syrienne. Cette année, le thème sera *Games from Iraq and Syria*. Les visiteurs apprendront les différents jeux joués par les enfants dans ces pays, soit : *hopscotch, soccer, hide and seek, marble, musical chairs, etc.* Il y aura un coin pour goûter la nourriture de ces pays.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 300 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1195265012

RÉSOLUTION CA19 170256

DÉPENSE - ACHAT DE BILLETS ET ESPACE PUBLICITAIRE

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Sue Montgomery

D'autoriser une dépense totalisant la somme de 1 400 $ à deux organismes pour l'achat de billets et d'espace publicitaire, taxes comprises si applicables.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
d^2 productions 45-5235, chemin de la Côte-Saint-Luc Montréal (Québec) H3W 2H8 a/s M. Dale Hayes Directeur artistique et producteur	Pour l'insertion d'une publicité – format carte d'affaires – 100 $ – dans leur affiche ainsi que sur leur site internet pour plusieurs semaines. La production de la pièce *Late Company* qui sera présentée au Centre Segal des arts de la scène du 10 au 15 décembre 2019. Cette pièce de Jordan Tannahill a été récompensée et aborde les sujets suivants : la santé mentale, le suicide chez les jeunes, l'homophobie et l'intimidation.	**TOTAL : 400 $** Sue Montgomery 100 $ Lionel Perez 100 $ Peter McQueen 100 $ Magda Popeanu 100 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

La Ligue des Noirs du Québec 5201, boulevard Décarie Montréal (Québec) H3W 3C2 a/s M. Dan Phiilps, président	Pour l'achat de billets pour le gala du 50e anniversaire de cet organisme qui aura lieu au Living Room, 5687, rue Paré, Mont-Royal. Table de 10 places = 1 000 $	**TOTAL : 1 000 $** Sue Montgomery 167 $ Marvin Rotrand 167 $ Magda Popeanu 167 $ Lionel Perez 166 $ Peter McQueen 166 $ Christian Arseneault 167 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1195265013

RÉSOLUTION CA19 170257

ORDONNANCE - PANNEAUX D'ARRÊT - AVENUE NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Sue Montgomery

D'édicter l'ordonnance numéro OCA19 17038 établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur l'avenue Notre-Dame-de-Grâce à l'intersection de l'avenue Hingston.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1196880002

RÉSOLUTION CA19 170258

ORDONNANCE - 2520, CHEMIN BATES

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Christian Arseneault

D'édicter l'ordonnance numéro OCA19 17039 en vertu du *Règlement sur les exemptions en matière d'unités de stationnement* (5984 modifié), exemptant le propriétaire du 2520, chemin Bates, de l'obligation de fournir quinze unités de stationnement qu'exige la réglementation d'urbanisme dans le cadre de l'agrandissement du bâtiment.

De prendre acte qu'en vertu de l'article 19 du *Règlement sur les tarifs* (Exercice financier 2019) RCA18 17308 aucun montant ne sera versé au fonds de compensation.



_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1193558044

RÉSOLUTION CA19 170259

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - OCTOBRE ET DÉCEMBRE 2019

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Marvin Rotrand

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 octobre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances numéros OCA19 17040, OCA19 17041 et OCA19 17042 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1197838035

RÉSOLUTION CA19 170260

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020 et dépose le projet de règlement.

40.04 1196954007

RÉSOLUTION CA19 170261

AVIS DE MOTION

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1) afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale et dépose le projet de règlement.

40.05 1196880003

RÉSOLUTION CA19 170262

AVIS DE MOTION

Mme Sue Montgomery donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT RCA19 17320

Il est proposé par Christian Arseneault

appuyé par Peter McQueen

D'adopter, tel que soumis, le projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD), puis mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.06 1193558056

RÉSOLUTION CA19 170263

ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT RCA19 17319

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201 a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 septembre 2019, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement a été tenue le 18 septembre 2019, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumis, le second projet de règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

Un débat s'engage.

La conseillère Magda Popeanu et les conseillers Marvin Rotrand, Peter McQueen et Christian Arseneault votent en faveur de la proposition.

Le conseiller Lionel Perez vote contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

40.07 1193558012

RÉSOLUTION CA19 170264

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA19 17321

ATTENDU QUE le règlement modifiant le *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (c. C-3.2) afin de mettre à jour les montants d'amende prescrits pour les infractions a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 septembre 2019, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA19 17321 modifiant le *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis à l'égard de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce* (c. C-3.2) afin de modifier à jour les montants d'amende prescrits pour les infractions.

Un débat s'engage.

La conseillère Magda Popeanu et les conseillers Marvin Rotrand, Peter McQueen et Christian Arseneault votent en faveur de la proposition.



Le conseiller Lionel Perez vote contre la proposition.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

40.08 1193558036

RÉSOLUTION CA19 170265

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 4629-4631, AVENUE DE KENSINGTON

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 4629-4631, avenue de Kensington, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.09 1193558052

RÉSOLUTION CA19 170266

DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR EN COPROPRIÉTÉ DIVISE - 5520-5522, RUE LAVOIE

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault

D'accorder une dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divise pour l'immeuble situé aux 5520-5522, rue Lavoie, conformément au *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1193558053

RÉSOLUTION CA19 170267

DÉROGATION MINEURE - 3838, AVENUE OLD ORCHARD

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Christian Arseneault



D'accorder une dérogation mineure afin de régulariser un empiètement de 0,24 m dans la marge latérale pour le bâtiment situé au 3838, avenue Old Orchard, en vertu du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1193558054

RÉSOLUTION CA19 170268

PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-112

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 39 387.00$ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-112 visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment de 6 étages/20 m situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 173 127 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment de 6 étages est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 27 2° et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

4. Tous travaux d'excavation qui doit avoir lieu dans la portion non construite du terrain, tel qu'illustré à la figure 5.1 jointe à l'annexe C, doivent être supervisés par un archéologue.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION DES FONDATIONS DU BÂTIMENT EXISTANT ET DES TRAVAUX D'EXCAVATION

5. Les travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment doivent être précédés d'un inventaire archéologique préalable. Cet inventaire doit être réalisé dans l'emprise des travaux prévus dans la zone identifiée à la figure 5.1 joint à l'annexe C de la présente résolution, par un expert en archéologie.

6. Les travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment doivent, dans la zone identifiée à figure 5.1 joint à l'annexe C de la présente résolution, doivent être surveillés par un expert en archéologie.

7. En vertu de l'article 74 de la Loi sur le patrimoine culturel, quiconque découvre un bien ou un site archéologique doit en aviser le ministre (ministère de la Culture et des Communications du Québec) sans délai.

8. À la suite de l'inventaire archéologique et de la surveillance des travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment, l'expert doit faire un rapport archéologique. Une copie de ce rapport doit être transmise à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

SECTION II
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

9. La démolition du bâtiment portant le numéro civique 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et sis sur le lot 2 647 913 du cadastre du Québec est autorisée.

10. La demande d’autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction pour le nouveau bâtiment tel qu’identifié sur le plan intitulé « Perspectives et plans » joint en annexe B à la présente résolution.

11. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation pour la démolition du bâtiment, le requérant doit produire une lettre de garantie bancaire irrévocable à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé. La garantie monétaire doit être égale à 25% de la valeur du bâtiment existant et du terrain au rôle d'évaluation foncière.

La garantie doit demeurer en vigueur jusqu'à la fin des travaux de construction et d’aménagement paysager visés à la présente résolution.

Si les travaux ne sont pas réalisés conformément à la présente résolution, l’arrondissement peut réaliser la garantie bancaire.



12. Le certificat d'autorisation pour la démolition du bâtiment est délivré au même moment que le permis de construction du projet de remplacement.

SECTION III
CADRE BÂTI

13. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages / 20 mètres.

14. Une partie du toit doit être prévu pour l'aménagement d'une terrasse accessible aux résidants. Cette terrasse doit être étudiée en révision architecturale en fonction des critères des articles 16 et 18 de la présente résolution.

SECTION IV
STATIONNEMENT

15. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable, un minimum de 4 unités de stationnement est exigé.

SECTION V
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

16. Aux fins de la délivrance des permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l'apparence extérieure, de l'alignement de construction, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères énoncés à l'article 668 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° accroître la présence de la végétation sur le site;
2° favoriser une facture architecturale contemporaine;
3° créer un milieu de vie et des espaces à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les lieux de rencontres;
4° minimiser les impacts du nouveau développement sur l'ensoleillement des bâtiments voisins;
5° favoriser l'intégration dans le milieu d'insertion.

17. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans », joints en annexe B à la présente résolution.

SOUS-SECTION I
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

18. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1° les caractéristiques architecturales doivent permettre de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;
2° l'effet de masse du bâtiment doit être atténué par la variation des volumes et de la matérialité;
3° le rez-de-chaussée du bâtiment doit favoriser un lien avec le domaine public et contribuer à l'animation de la rue;
4° les matériaux employés doivent présenter des qualités de durabilité.



SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

19. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :
1° toutes les cours et la terrasse au toit doivent être pourvues d'un aménagement paysager composé de végétaux. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d'un revêtement minéral;
2° le verdissement du terrain, et particulièrement de la cour avant, doivent être maximisé;
3° le long du chemin de la Côte-des-Neiges, les aménagements doivent contribuer à l'attrait des piétons vers l'intérieur du bâtiment;
4° les équipements techniques et mécaniques situés sur un toit doivent être dissimulés derrière des écrans architecturalement liés au bâtiment ou recevoir un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments ;
5° un équipement d'éclairage extérieur doit être conçu de manière à minimiser l'éblouissement et l'impact de la dispersion lumineuse vers le ciel et sur les propriétés adjacentes.

SOUS-SECTION III
L'ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION

20. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :
1° l'alignement de construction doit assurer le respect du caractère de l'ensemble des bâtiments du milieu d'insertion;
2° le bâtiment et les aménagements extérieurs doivent contribuer à l'encadrement de la rue.

SECTION VI
DÉLAIS DE RÉALISATION

21. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 36 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution. En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

22. Si les travaux de construction ne débutent pas dans les 6 mois suivants la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

23. Les travaux de construction du bâtiment doivent débuter dans les 60 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

24. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « PERSPECTIVES ET PLANS »

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ANNEXE C
PLAN INTITULÉ « FIGURE 5.1 »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.12 1193558051

RÉSOLUTION CA19 170269

RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-111

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-111 visant à autoriser les usages complémentaires " école préscolaire " et " école spécialisée " pour le bâtiment situé au 3484, boul. Décarie a été adopté à la séance ordinaire tenue le 25 juin 2019, conformément aux articles 214 et 145.38 et 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 7 août 2019 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU ;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 21 août 2019, conformément aux articles 145.38 et 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de résolution a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 septembre 2019, conformément aux articles 145.38 et 128 de la LAU, et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

Il est proposé par Peter McQueen

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumise, la résolution approuvant le projet particulier PP-111 visant à autoriser les usages "école préscolaire et école spécialisée" pour le bâtiment situé au 3484, boulevard Décarie, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 4 139 546 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS



2. En plus des usages déjà autorisés les usages "école préscolaire et "école spécialisée" sont autorisés à l'étage immédiatement supérieur au rez-de-chaussée aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 327.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.13 1193558027

RÉSOLUTION CA19 170270

PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-113

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 176 524 $ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à déposer une garantie financière au montant de 308 524 $ afin de garantir le versement de la contribution financière ainsi que l'aménagement d'au moins 12 logements abordables pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite ou d'une garantie bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter**,** en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), un projet de résolution approuvant le projet particulier PP-113 visant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2805, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages.

De mandater le secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION



1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur les lots 174 639 et 2 174 640 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. La démolition des bâtiments existants sis aux 2795 et 2805, chemin Bates et la construction en lieu et place d'un bâtiment de 6 étages sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 21.1, 22, 52 à 65, 71 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le « Territoire d'application » doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d'autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction du futur bâtiment**.**

6. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le territoire d'application doit :

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l'accumulation d'eau.

7. Un permis de construction pour un nouveau bâtiment ne peut être délivré si les conditions énoncées à l'article 5 et au paragraphe 1° de l'article 6 ne sont pas respectées.

8. Une garantie monétaire de 100 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 5 et 6.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l'exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

SECTION IV
CONDITIONS



SOUS-SECTION I
USAGES

9. En plus des usages autorisés par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), l'usage de la catégorie H.7 est autorisé.

10. L'usage « Location de véhicules à court terme (moins de 96 heures) » est également autorisé.

Aux fins de l'usage mentionné au premier alinéa, il est possible d'aménager un local d'affaires d'au plus 10m^2 au rez-de-chaussée du bâtiment. L'affichage de cet usage est interdit.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

11. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 24 m incluant la construction hors toit.

12. Une construction hors toit abritant une partie d'un logement et comportant un corridor commun est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° cette construction respecte la superficie et les retraits exigés à l'article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), à l'exception du retrait exigé par rapport au mur arrière situé dans la partie contiguë à la courette, qui est nul;

2° cette construction respecte les hauteurs prescrites à l'article 10 de la présente résolution;

3° cette construction n'abrite que des parties de logements. Celles-ci doivent nécessairement être en lien avec les logements situés immédiatement en dessous.

4° le recul par rapport au plan de façade principal à l'avant doit être d'au moins 4 m.

13. L'implantation du bâtiment est celle présentée au plan de l'annexe B.

14. La localisation du TSS est autorisée derrière le plan de façade principal montré sur le plan de l'annexe B

15. Les fenêtres donnant sur la marge arrière doivent être à double vitrage respectant au minimum les prescriptions suivantes : 6 mm d'épaisseur – 400 mm d'espace d'air – 6 mm d'épaisseur.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

16. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

17. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction



délivré.

18. Un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural.

19. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

20. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié. Cet équipement ne peut être situé dans une cour avant.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

21. Le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé ne doit pas dépasser une (1) unité par deux (2) logements.

22. Aux fins de l'exercice de l'usage mentionné à l'article 10, le nombre d'unités de stationnement peut être inclus dans le nombre maximal d'unités de stationnement.

23.. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le Territoire d'application.

24. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le Territoire d'application.

25. Les stationnements pour vélos doivent être localisés à l'intérieur du bâtiment.

SOUS-SECTION V
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

26. Des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d'une demande de permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795, chemin Bates, Montréal, QUÉBEC » joint en annexe C à la présente résolution.

27. Un mur anticollision, indépendant de la structure du bâtiment et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment doit être implanté entre la limite d'emprise de la voie ferrée et ce bâtiment.

Ce mur doit être localisé dans les 3 premiers mètres de la limite de propriété de ce bâtiment et peut dépasser une hauteur de 2 m.

28. Une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

29. Des plans et devis relatifs aux mesures de protection contre le bruit et les vibrations doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction afin de respecter les dispositions des articles 122.10 à 122.14 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-



de-Grâce (01-276) et intégrant les recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795 chemin Bates, Montréal, Québec », jointe en annexe C à la présente résolution

SOUS-SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

30. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

31. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural doivent respecter les principes et le caractère général du projet illustré à l'annexe D de la présente résolution.

32. **Objectif 1** :

Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° s'assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

3° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur dans les tons pâles, et en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment pour les parties accessibles aux occupants;

4° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit.

33. **Objectif 2** :

Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;

3° tendre à développer une canopée optimale afin que le projet contribue à l'atteinte des objectifs mentionnés dans le Plan local de développement durable;



4° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonnes cyclable et véhiculaire.

34. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « Territoire d'application »

ANNEXE B
PLAN D'IMPLANTATION

ANNEXE C
RAPPORT INTITULÉ « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795, chemin Bates, Montréal, Québec »

ANNEXE D
PERSPECTIVE DU PROJET

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.14 1193558039

RÉSOLUTION CA19 170271

PROJET DE RÉSOLUTION - PROJET PARTICULIER PP-114

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 40 282.00$ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Christian Arseneault

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-114 visant à autoriser la transformation du bâtiment situé au 5867, chemin de la Côte-Saint-Antoine en quatre unités résidentielles et la construction, sur le même site, de trois nouvelles unités résidentielles en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 606 462 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation du bâtiment existant et la construction d'un volume de 2 étages sont autorisées aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 9° , 22°, 40°, 45.1°, 49°, 52 à 65, 81°, 88.4°, 123° et 336 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
USAGES

4. L'usage H.4 est autorisé.

SECTION II
CADRE BÂTI

5. La hauteur maximale du volume A identifié au « Territoire d'application » est de 11 mètres, y compris les mezzanines.

6. Les mezzanines sont autorisées seulement sur le volume A.

7. L'implantation du volume B doit être conforme au plan de l'Annexe B.

SECTION III
STATIONNEMENT

8. Un maximum de sept (7) unités de stationnement est autorisé.

9. Les unités de stationnement pour vélos ne peuvent être situées dans une cour avant.



SECTION IV
OBJECTIFS ET CRITÈRES D'AMÉNAGEMENT, D'ARCHITECTURE ET DE DESIGN

10. Aux fins de la délivrance des permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l'apparence extérieure, de l'alignement de construction, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères énoncés à l'article 668 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les objectifs et critères de la présente section s'appliquent.

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

1° assurer le maintien des qualités architecturales du bâtiment existant, tout en favorisant une composition architecturale de l'ensemble des volumes résolument contemporaine;

2° favoriser l'intégration optimale du seuil entre le domaine privé et le domaine public.

11. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural ainsi que l'aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés à l'annexe C de la présente résolution.

SOUS-SECTION I
ARCHITECTURE D'UN BÂTIMENT

12. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1° les caractéristiques architecturales du volume A (bâtiment existant) (composition des élévations, type et formes des ouvertures d'origine, appareillage de brique, etc.) doivent être conservées, restaurées et mises en valeur;

2° les caractéristiques architecturales du volume B doivent permettre de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

3° les caractéristiques volumétriques et architecturales du volume B (alignements, rythme des ouvertures, traitement des saillies, matériaux, etc.) doivent s'apparenter à celles présentées à l'annexe C.

SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

13. Les critères permettant d'évaluer l'atteinte des objectifs sont les suivants :

1° les cours doivent être pourvues d'un aménagement paysager composé de végétaux. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d'un revêtement minéral;

2° le verdissement du terrain, et particulièrement de la cour avant, doit être maximisé en tenant compte de la plantation à venir d'arbres publics sur rue;

3° le caractère privatif des cours aménagées entre les deux volumes doit être assuré;

4° dans le prolongement de la hauteur actuelle du rez-de-chaussée du volume A (bâtiment actuel), la hauteur du talus doit être atténuée par une stratégie d'emmarchements ou de plantations pour améliorer la relation entre l'accès aux unités du bâtiment existant et le domaine public.

_____



ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « TERRITOIRE D'APPLICATION »

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ « 5867, chemin de la Côte-Sainte-Antoine - Implantation »

ANNEXE C
PLANS INTITULÉ « 5867, chemin de la Côte-Sainte-Antoine - Volumétrie et matériaux »

Un débat s'engage.

Il est proposé par Lionel Perez

appuyé par Sue Montgomery

De fixer la séance publique de consultation au 13 novembre 2019 à 19 h.

LA PROPOSITION PRINCIPALE TELLE QU'AMENDÉE EST ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.15 1193558055

RÉSOLUTION CA19 170272

PIIA - 5995, BOULEVARD DÉCARIE

ATTENDU QUE le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 14 août 2019, la demande d'approbation d'un PIIA en vertu du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et du projet particulier PP-110.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Christian Arseneault

D'approuver, conformément au titre VIII (PIIA) du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) et au projet particulier PP-110 la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages sur la propriété située au 5995, boulevard Décarie tel que présenté sur les plans P-1 à P-19, signés par Les architectes Joly Baygin (S.E.N.C), et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises, le 23 septembre 2019, joints en annexe - dossier relatif à la demande de permis 3001603583.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.16 1193558050



RÉSOLUTION CA19 170273

NOMINATION DU MAIRE SUPPLÉANT - NOVEMBRE 2019 À AVRIL 2020 INCLUSIVEMENT

Il est proposé par Sue Montgomery

appuyé par Marvin Rotrand

De nommer M. Christian Arseneault à titre de maire suppléant du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour les mois de novembre 2019 à avril 2020 inclusivement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1194570011

RÉSOLUTION CA19 170274

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - AOÛT 2019

Mme Sue Montgomery dépose les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044), pour les périodes du 1er au 31 août 2019.

60.01 1194535009

RÉSOLUTION CA19 170275

DÉPÔT - ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET REVENUS PROJETÉS - ANNÉE 2019

Mme Sue Montgomery dépose l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2019 en date du 31 août 2019, pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2019 comparé avec le 31 août 2018.

61.01 1196954006

RÉSOLUTION CA19 170276

MOTION - SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

ATTENDU QUE, le 27 octobre prochain, l'état de Saint-Vincent-et-les Grenadines célébrera fièrement le 40e anniversaire de son indépendance;

ATTENDU QU'il existe, au Canada et à Montréal, une grande diaspora de personnes d'origine ou de descendance vincentaise;

ATTENDU QU'en tant que membres du Commonwealth des nations, Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Canada ont collaboré étroitement;

ATTENDU QUE le Canada et Saint-Vincent-et-les Grenadines ont des relations harmonieuses et que le commerce et les échanges touristiques entre ces deux pays sont en hausse;

ATTENDU QUE les personnes d'origine et de descendance vincentaise sont, depuis longtemps, liées à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, où habitent un grand nombre de personnes qui s'identifient à Saint-Vincent-et-les Grenadines;

ATTENDU QUE l'Association St.Vincent et Grenadines de Montréal, qui est la principale association vincentaise de la ville, a établi un partenariat avec l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et reçu l'appui du conseil pour son programme visant à combler les besoins sociaux, culturels et récréatifs de ses membres.

Il est proposé par Marvin Rotrand

appuyé par Lionel Perez

Que le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce félicite Saint-Vincent-et-les Grenadines pour le 40e anniversaire de son indépendance.

Que le conseil d'arrondissement transmette ses meilleurs vœux aux Montréalais d'origine et de descendance vincentaise alors qu'ils célèbrent cet événement important.

Que le greffier de l'arrondissement envoie une copie de cette résolution à Fitzgerald Huggins, Consul général, au Consulat de Saint-Vincent-et-les Grenadines, à Toronto.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

65.01 1193571011

_____

RÉSOLUTION CA19 170277

PARTICIPATION AU PROJET « LIRE C'EST PAYANT » - SEMAINE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DU QC

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Il est proposé par Magda Popeanu

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser la participation des bibliothèques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre–Dame-de-Grâce au projet « Lire c'est payant! » qui débutera avec la Semaine des bibliothèques publiques du Québec et qui se tiendra du 19 au 26 octobre 2019.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1197838033

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.

La séance est levée à 22 h 15.

_____	_____
Sue Montgomery	Geneviève Reeves
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

Les résolutions CA19 170248 à CA19 170277 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.



Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194921005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce, au prix et condition de sa soumission, soit pour une somme de 163 733, 61 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public CDN-NDG-19 -AOP-DAI-48 et autoriser la dépense à cette fin.

D'autoriser une dépense additionnelle de 16 373, 36 $, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences.

D'autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant.

D'imputer cette dépense, après avoir opéré les virements budgétaires requis, conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:38

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194921005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce a été construit en 2001 et a été le premier aménagé sur le territoire de l'arrondissement. Durant ses premières années de fonctionnement, plusieurs anomalies de fonctionnement ont été constatées. Pour assurer un maintien d'une offre de service minimale, une première intervention y a été réalisée en 2008 et a porté principalement sur le remplacement du panneau de gestion et de contrôle des séquences ainsi que le remplacement de quelques modules de jeu jugés déficients. Les composantes installées en 2008 ont été fournies par la firme Installation Vortex Structures Installations.
Vu l'année d'installation initiale des composantes mécaniques et des modules de jeu d'eau, les opérations d'entretien et de mise en marche des composantes initiales de 2001 sont devenues très complexes ce qui cause des arrêts de fonctionnement répétitifs.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de fourniture de nouvelles composantes mécaniques du système de gestion et circulation d'eau ainsi que certains nouveaux modules de jeu d'eau. De ce fait, toutes les composantes de ce jeu d'eau seront de la même compagnie ce qui devrait simplifier les opérations de mise en marche et d'entretien.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA 194921004: Accorder à la firme Vortex Structures Internationales le contrat au montant de 32 430 $, avant taxes, pour un total de 37 286, 39 $, taxes incluses, pour le projet de modification et réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense totale à cette fin de 37 286, 39 $, taxes incluses;
DA 194921001: Accorder à la firme Girard-Hébert le contrat de services professionnels, au montant de 13 107, 15 $, taxes incluses, pour le projet de modification et réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense totale à cette fin de 16 566, 40 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura à fournir tous les matériaux ainsi que les services suivants :

- travaux de démantèlement et de démolition;
- travaux de construction divers;
- travaux de fourniture d'équipements et d'aménagement;
- travaux divers d'installation de modules de jeux d'eau fournis par la Ville;
- maintien des garanties générales du projet jusqu'à expiration de leurs délais;
- autres travaux et services selon les plans et devis.

JUSTIFICATION

Pour permettre l'octroi du présent contrat de travaux, la Direction des services administratifs et du greffe a procédé, le 30 septembre 2019, à un appel d'offres public, **CDN –NDG-19-AOP-DAI-048**. Un addenda a été émis durant la période de l'appel d'offres. Quatre soumissions ont été reçues et l'ouverture publique a eu lieu le 21 octobre 2019 à 11 heures, en présence des soumissionnaires et des représentantes du service du greffe de l'arrondissement.

Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section «Pièces jointes» du présent dossier et dans le tableau suivant :

SOUMISSIONNAIRES	Prix de base (avant taxes)	Prix de base (avec taxes)	Conformité
Urbex Construction	165 638, 00 $	190 442, 29 $	OUI
9153-5955 Québec inc. (terrassements Limoges et fils)	142 408, 01 $	163 733, 61 $	OUI
Installation Jeu-Tec inc.	142 417, 88$	163 744, 95 $	NON
Les Entreprises Ventec inc.	216 000, 00 $	248 346, 00 $	OUI

Les vérifications relatives à la conformité de tous les soumissionnaires auprès des Registres de la RBQ et à la liste des personnes devant être déclarées non conformes en vertu du Règlement du conseil de la Ville sur la gestion contractuelle (18-038) ont été faites par la Division du greffe de l'arrondissement.

Après validation, la soumission de la firme Installation Jeu-Tec inc. est jugée non-conforme., car le soumissionnaire n'a pas complété le formulaire de soumission émis en addenda 1.

Prix de base :

La firme **9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils),** plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base *(avant les contingences et toutes les taxes applicables)* de **142 408, 01 $**, pour un total, de **163 733, 61 $**, incluant toutes les taxes applicables. Sa soumission est jugée conforme.

Contingences :

Un montant maximal équivalent à **10%** de la soumission**, soit 14 240, 80 $**, avant taxes, pour un total de **16 373, 36 $**, incluant toutes les taxes applicables, sera prévu au présent dossier pour couvrir toute demande supplémentaire nécessaire durant le chantier.

Estimation:

L'estimation totale des coûts des travaux, soumise par les concepteurs, est de **80 872 $**, avant taxes. La plus basse soumission est supérieure de **61 536, 01 $** par rapport à l'estimation des professionnels, ce qui représente une différence de **76, 09 %**. Cette différence s'explique, tout d'abord par des erreurs ou omissions lors de l'estimation des travaux selon les indicateurs du marché en cours et, d'autre part, par les conditions actuelles du marché qui semble favoriser une hausse marquante de tous les prix dans l'industrie de la construction.

Étant donné que les professionnels basent, le plus souvent, leurs estimations sur les résultats des projets réalisés durant les deux dernières années, il devient clair que ces estimations ne sont pas mises à jour selon les variations des coûts des travaux durant les derniers mois. De plus, le marché de la construction est actuellement très favorable aux entrepreneurs lesquels ne sont pas soumis à une compétition constante. Les métiers spécialisés de la construction (plomberie, électricité, acier et autres) souffrent d'un manque de main-d'oeuvre qui pointe à la hausse et les indicateurs ne sont pas positifs pour, au moins, les deux années à venir.

Conclusion et recommandation :

La Direction des services administratifs et du greffe recommande l'octroi du présent contrat de travaux au plus bas soumissionnaire conforme, **9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils)** pour un montant total de **180 106, 97$**

Le montant total à autoriser au présent dossier est de **180 106, 97 $,** incluant les contingences et toutes les taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total à autoriser est de **180 106, 97 $**, incluant les contingences et toutes les taxes applicables.
Le montant imputable net de ristourne TPS et TVQ, est de **164 461, 67 $**.

Ce projet est financé à 100% par l'arrondissement par le report de PTI 2016 (RCA16 17274).

La certification des fonds et les informations relatives au règlement d'emprunt, au code d'imputation et au numéro de sous-projet sont indiquées dans l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame -de-Grâce du présent dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une attention particulière sera portée aux matériaux utilisés dans ce projet et sur la gestion d'impact durant le chantier.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent projet permettra l'implantation d'une offre de service attendue dans ce secteur.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les interventions de communications seront assurées par l'arrondissement auprès des utilisateurs.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi de contrat par le conseil d'arrondissement : 4 novembre 2018;
- Période des travaux - Chantier : printemps/été 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution des contrats. Les règles d'adjudication des contrats, en vigueur, ont été respectées. Les vérifications relatives à la conformité des firmes ont été effectuées par la Division du greffe, avant et après la réception des propositions des prix.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Julie FARALDO BOULET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514 872-8436
Télécop. : 514 872-7474

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194921005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

FDC-Recommandation Terrass Limoges.pdfSoumission terrass Limoges -.pdf

PV-Ouverture Greffe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar BENSACI
Gestionnaire immobilier

Tél : 514-872-9783
Télécop. : 514-868-4562

Projet : **Réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce - CDN-NDG-19-AOP-DAI-048**

Contrat de travaux: 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils)

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat :	**Travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Prix forfaitaire	100,0%	**142 408,01**	**7 120,40**	**14 205,20**	**163 733,61**
	Réabilitation des sols					
	Divers - Autres trav.					
	Sous-total :	100,0%	**142 408,01**	**7 120,40**	**14 205,20**	**163 733,61**
	Contingences	10,0%	14 240,80	712,04	1 420,52	16 373,36
	Total - Contrat :		**156 648,81**	**7 832,44**	**15 625,72**	**180 106,97**
Incidences :	Dépenses générales	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
	Coût des travaux		**156 648,81**	**7 832,44**	**15 625,72**	**180 106,97**
Ristournes :	Tps	100,00%				7 832,44
	Tvq	50,0%				7 812,86
	Coût net après ristoune					**164 461,67**

Préparé par : Amar Bensaci
2019-10-21

COPIE

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : CDN-NDG-19-AOP-DAI-048

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	5160, boulevard Décarie, Rez-de-chaussée, Montréal, QC H3X 2H9:
30	sept	2019	21	oct	2019	

Réaménagement du jeu d'eau au parc Notre-Dame-de-Grâce

Description et sommaire de soumission		Montant
Remplacement de structures de jeux d'eau, du cabinet de contrôle des jeux d'eau et réfection d'une partie de la dalle de béton au parc Notre-Dame-de-Grâce		
Montant total avant taxes :	$	142 408,01
Taxe sur les produits et services 5 % :	$	7 120,40
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	$	14 205,20
Montant total :	**$**	**163 733,61**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1 162 862 412

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils)

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

2249 Chemin Forest, Rawdon, Qc, J0K 1S0

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone :	(450) 834-5678	
FRÉDÉRIC LIMOGES (PRÉSIDENT)	Télécopieur :	(450) 834-3463	
	Courriel :	info@terrassementlimoges.com	
Signature:	Jour	Mois	Année
	20	octobre	2019

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Copies pour Amar

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
CDN-NDG-19-AOP-DAI-048

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **lundi 21 octobre 2019 à 11 heures.**

Sont présents :

• Viviane Gauther	analyste de dossiers	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe
• Amar Bensaci	Gestionnaire immobilier – chef d'équipe	Aménagement des parcs – actifs immobiliers
• Danièle Lamy	Secrétaire d'unité administrative	Direction des services administratifs et du greffe Division du greffe

Les soumissions reçues pour **CDN-NDG-19-AOP-DAI-048 Parc Notre-Dame-de-Grâce – Réaménagement du jeu d'eau** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	PRIX
URBEX CONSTRUCTION	190 442,29 $
9153-5955 QUÉBEC INC. (TERRASSEMENTS LIMOGES ET FILS)	163 733,61 $
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	163 744,9575 $
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	248 346,00 $

L'appel d'offres public de l'aménagement des parcs – actifs immobiliers a été publié dans Le Journal de Montréal et sur le site SEAO le 30 septembre 2019.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à l'aménagement des parcs – actifs immobiliers, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194921005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Fichier des infos budg. et compt. - TRAVAUX - Terrassement Limoges et fils- Modif. et Réam, jeux d'eau parc NDG - GDD 11949.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-29

Guylaine GAUDREAULT
Directrice
Tél : 514 872- 8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

MAJ : 30 juillet 2014

Demande de démarrage et de gestion d'un projet d'investissement

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140

Service/Arrondissement : CDN - NDG

Veuillez compléter les différentes pages de ce formulaire. Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Page 1 Demande de création ou modification du segment « Source »

Le demandeur doit y inscrire toutes les informations requises pour supporter la demande de création d'une valeur « Source » lié à un nouveau règlement d'emprunt entériné par le Conseil d'arrondissement, le Conseil municipal ou le Conseil d'agglomération. Les documents de support doivent, au besoin, être joints à la Demande de Service (DDS) ou envoyés par télécopieur. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité avant de procéder à une demande de création des valeurs demandées par l'entremise de CA Service Desk.

Page 2 Demande de création de comptes de grand-livre * Onglet complété

Le demandeur doit y inscrire les comptes de grand-livre à faire créer. Ces comptes de grand-livre sont reproduits automatiquement sur l'onglet «Administration» qui sera utilisé pour la création des comptes dans SIMON. Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON au niveau des Activités d'investissement.

Page 3 Demande de virement de crédits

Le demandeur doit y inscrire les informations requises (comptes de grand-livre et montants) pour un virement de crédits ou pour l'inscription des crédits autorisés dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 4 Demande d'écriture de journal

Le demandeur doit y inscrire les informations nécessaires (comptes de grand-livre et montants) pour la saisie et l'enregistrement d'une écriture au RÉEL dans les comptes «Projet ». Le Service des finances assurera un contrôle de qualité pour maintenir la cohérence du plan comptable SIMON et la conformité aux normes de la comptabilité municipale.

Page 5 Demande de documentation d'un « Projet »

Ce formulaire sert à 2 fins. Le demandeur doit y inscrire :

- les informations relatives au Programme de subvention gouvernementale en vertu duquel un projet est éligible;
- la période de financement lorsque le projet doit être financé sur une période plus courte que celle prévue par la politique de financement de la Ville. C'est le cas, notamment, d'un projet qui doit être financé sur une période décrétée par une instance décisionnelle (Conseil) ou par un programme de subvention en service de dette.

Page 6 Demande de crédits autorisés sur planification

Ce formulaire sert à verser des crédits autorisés sur planficiation pour les projets de dépenses en immobilistions. Les informations requises serviront à valider la capitalisation et à créer les clés comptables si requis.

Page 7 Demande de création d'un sous projet Investi / projet Simon

Le demandeur doit inscrire les informations nécessaires pour la création d'un sous projet Investi / projet Simon.

Calcul des taxes 2019

Contrat	Avec taxes
Montant avant taxes	142 408.01
TPS 5%	7 120.40
TVQ 9,975%	14 205.20
Contrat ⟶	**163 733.61**
Ristourne TPS à 100%	(7 120.40)
Ristourne TVQ à 50%	(7 102.60)
Dépense ⟶	**149 510.61**

Contingences	Avec taxes
Montant avant taxes	14 240.80
TPS 5%	712.04
TVQ 9,975%	1 420.52
Contingences ⟶	**16 373.36**
Ristourne TPS à 100%	(712.04)
Ristourne TVQ à 50%	(710.26)
Dépense ⟶	**14 951.06**

Incidence	Avec taxes
Montant avant taxes	0.00
TPS 5%	0.00
TVQ 9,975%	0.00
Incidences ⟶	**0.00**
Ristourne TPS à 100%	0.00
Ristourne TVQ à 50%	0.00
Dépense ⟶	**0.00**

TOTAL T.T.I.	**180 106.97**
TOTAL imputable	**164 461.67**

Ristourne 2019 - ***1.049875***

GDD1194921005 - TRAVAUX - Terrassement Limoges et fils - Modif et Réam - jeux d'eau - parc BDG

Calcul des dépenses							
	Montant avant taxe	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**	**Quote-part CORPO**	**Quote-part ARRON 100%**
Contrat	142 408.01	7 120.40	14 205.20	163 733.61	149 510.61	0.00	149 510.61
Contingents	14 240.80	712.04	1 420.52	16 373.36	14 951.06	0.00	14 951.06
S-total	***156 648.81***	***7 832.44***	***15 625.71***	***180 106.97***	***164 461.67***	***0.00***	***164 461.68***
Incidences	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total projet	***156 648.81***	***7 832.44***	***15 625.71***	***180 106.97***	***164 461.67***	***0.00***	***164 461.67***

DOSSIER	:	1194921005
Estimation du coût du projet	:	
Contrat (travaux et contingences)	:	180 106.97 $
Incidences	:	-
Moins ristourne (TPS)	:	(7 120.39)
Moins ristourne (TVQ)	:	(7 102.60)
Coût total net du projet	=	164 461.67 $
Portion Arron		164 461.67 $

PROVENANCE 1	
Report PTI 2016	RCA16 17274
Source:	0616344
Sous-projet:	183427001
Projet SIMON:	169922
Montant :	164 461.67 $

IMPUTATION		
Requérant	:	59-00
Projet	:	34227
Sous-projet	:	1934227008
Exécutant	:	59-00
Projet SIMON	:	177714
Montant :		164 461.67 $

Budget au net au PTI - 2019-2021	:	**2019**	**2020**	**2021**	**Ult.**	**TOTAL**
Prévision de la dépense						
Brut	:	164	0	0	0	164
Autre	:	0	0	0	0	0
BF		0	0	0	0	0
Sub-C		0	0	0		0
Net	:	164	0	0	0	164
Écart	:	0	0	0	0	0

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : NOV Année : 2019 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2019/11/04 Nom d'écriture : 191104udesjvc- TRAVAUX - Terrassement Limoges et fils - Modif et Réam - jeux d'eau - parc NDG

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**0.00**	**0.00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de virement de crédits

Période : 04-Nov

Saisie par:

Téléphone : 514-868-5140 **Initial:** **Confirmation # :**

Service/Arrondissement : **CDN NDG**

Description du virement : 191104udesjvc - TRAVAUX - Terrassement Limoges et fils - Modif et réam des jeux d'eau parc

*(Exemple: 140308udechna - Description) **Le code U doit être celui du demandeur*

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur	arrondi au $ près À (DT)	De (CT)	Description
1	6406	0616344	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000		164 461.67	Report PTI 2016
2	6406	0616344	800250	07151	57201	000000	0000	177714	000000	22035	00000	149 510.61		Travaux
	6406	0616344	800250	07151	57201	000000	0000	177714	012130	22035	00000	14 951.06		Contingences
3	6406	0616344	800250	07151	57201	000000	0000	177714	012079	22035	00000	0.00		Incidences
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
											Total de l'écriture	**164 461.67**	**164 461.67**	

Remarques

Approbation: _____ Date: _____

Report : _____ _____ _____
(V.90) (Signature) (Date) (Confirmation #)

Approbation Directeur d'Arrondissement

_____ _____
Stéphane Plante Date

Catégorie de virement : V.10 ☐ V.20 ☐ V.90 ☒

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre à la personne qui a le pouvoir de faire la saisie dans SIMON.
Si vous effectuez la saisie pour une personne autorisée en vertu du règlement de délégation, veuillez transmettre la copie signée à Nathalie Dechamps

NDG - GDD1194921005

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de création de comptes de grand-livre

Activités d'investissement

Les créations de comptes reliées à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectuées sans que vous ne complétiez ce formulaire.

Demandeur : Michelle Desjardins Téléphone : 514-868-5140
Service/Arrondissement : CDN - NDG

Svp vous assurer que les projets qui suivent ont bien été transférés d'INVESTI à SIMON.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	Sous-objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
1	6406	0616344	800250	01909	57201	000000	0000	102600	000000	98001	00000
2	6406	0616344	800250	07211	57201	000000	0000	177714	000000	22035	00000
3	6406	0616344	800250	07211	57201	000000	0000	177714	012130	22035	00000
4	6406	0616344	800250	07211	57201	000000	0000	177714	012079	22035	00000
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
28											
29											
30											
31											
32											
33											
34											
35											
36											
37											
38											
39											
40											

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Administration - SIMON

Demande de création de comptes de grand-livre

#	Comte de grand-livre
1	6406.0616344.800250.01909.57201.000000.0000.102600.000000.98001.00000
2	6406.0616344.800250.07211.57201.000000.0000.177714.000000.22035.00000
3	6406.0616344.800250.07211.57201.000000.0000.177714.012130.22035.00000
4	6406.0616344.800250.07211.57201.000000.0000.177714.012079.22035.00000
5	.....
6	.....
7	.....
8	.....
9	.....
10	.....
11	.....
12	.....
13	.....
14	.....
15	.....
16	.....
17	.....
18	.....
19	.....
20	.....
21	.....
22	.....
23	.....
24	.....
25	.....
26	.....
27	.....
28	.....
29	.....
30	.....
31	.....
32	.....
33	.....
34	.....
35	.....
36	.....
37	.....
38	.....
39	.....
40	.....

Demande de virement de crédits

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!

18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Demande d'écriture de journal

#	Comte de grand-livre	Débit	Crédit
1	#REF!	#REF!	#REF!
2	#REF!	#REF!	#REF!
3	#REF!	#REF!	#REF!
4	#REF!	#REF!	#REF!
5	#REF!	#REF!	#REF!
6	#REF!	#REF!	#REF!
7	#REF!	#REF!	#REF!
8	#REF!	#REF!	#REF!
9	#REF!	#REF!	#REF!
10	#REF!	#REF!	#REF!
11	#REF!	#REF!	#REF!
12	#REF!	#REF!	#REF!
13	#REF!	#REF!	#REF!
14	#REF!	#REF!	#REF!
15	#REF!	#REF!	#REF!
16	#REF!	#REF!	#REF!
17	#REF!	#REF!	#REF!
18	#REF!	#REF!	#REF!
19	#REF!	#REF!	#REF!
20	#REF!	#REF!	#REF!
21	#REF!	#REF!	#REF!
22	#REF!	#REF!	#REF!
23	#REF!	#REF!	#REF!
24	#REF!	#REF!	#REF!
25	#REF!	#REF!	#REF!
26	#REF!	#REF!	#REF!
27	#REF!	#REF!	#REF!
28	#REF!	#REF!	#REF!
29	#REF!	#REF!	#REF!
30	#REF!	#REF!	#REF!
31	#REF!	#REF!	#REF!
32	#REF!	#REF!	#REF!
33	#REF!	#REF!	#REF!
34	#REF!	#REF!	#REF!
35	#REF!	#REF!	#REF!
36	#REF!	#REF!	#REF!
37	#REF!	#REF!	#REF!
38	#REF!	#REF!	#REF!
39	#REF!	#REF!	#REF!
40	#REF!	#REF!	#REF!

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1194921005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Accorder un contrat au montant de 163 733,61 $, incluant les taxes, à 9153-5955 Québec inc. (Terrassement Limoges et fils), pour les travaux de réaménagement du jeu d'eau du parc Notre-Dame-de-Grâce à la suite de l'appel d'offres public CDN-NDG-19-AOP-DAI-048, et autoriser une dépense totale à cette fin de 180 106, 97 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant (4 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Validation Contrat 19-AOP-DAI-048.pdf
Analyse des soumissions 19-AOP-DAI-048.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FARALDO BOULET
Secrétaire recherchiste

Tél : 514 872-9492

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-29

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe
Tél : 514 868-3644
Division :

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : CDN-NDG-19-AOP-DAI-048

No du GDD : 1194921005

Titre de l'appel d'offres : Réaménagement du jeu d'eau au parc Notre-Dame-de-Grâce

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 9 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 21 - 10 - 2019

Ouverture faite le : 21 - 10 - 2019

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 4 - 10 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 40

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
9153-5955 QUÉBEC INC. (TERRASSEMENT LIMOGES ET FILS)	163 733,61 $	√	
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	163 744,96 $	NC	
URBEX CONSTRUCTION INC.	190 442,29 $		
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	248 346,00 $		

Information additionnelle

Aucun formulaire de désistement reçu.

Préparé par : Julie Faraldo-Boulet

Le 22 - 10 - 2019

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **CDN-NDG-19-AOP-DAI-048**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP[1]	Attestation fiscale	Liste PGC[2]	RENA[3]	Liste RBQ[4]	Licence RBQ[5]	LFRI[6]	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité de la soumission
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	1165056681	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	Copie*	ok	Le soumissionnaire n'a pas utilisé le formulaire émis en addenda.	Non-conforme
9153-5955 QUÉBEC INC.	1162862412	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
URBEX CONSTRUCTION	1161557807	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok	ok		Conforme
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	1145668878	ok	ok	ok	ok	ok	ok	inscrit	ok	ok	Inscrit sur la liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant	Conforme**

1. Vise les contrats visés par le Décret 1049-2013, 795-2014 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2019-10-22**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2019-10-22**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2019-10-22**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2019-10-22.**

* défaut mineur qui aurait pu être corrigé par le soumissionnaire.

** la soumission est conforme. Le fournisseur étant sur la LFRI, l'arrondissement aurait pu refuser sa soumission si celle-ci avait été la plus basse conforme.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197413004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement, pour une somme maximale de 349 870,08 $, conformément à l'appel d'offres public 19-17855;

D'autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-30 11:36

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197413004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

CONTENU

CONTEXTE

La forêt urbaine de l'arrondissement de CDN-NDG compte près de 47 000 arbres et demande de plus en plus d'intervention pour la maintenir sécuritaire et en bonne santé. De ce nombre, environ 35 % se retrouvent sous le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec. L'élagage des arbres situés à proximité du réseau électrique aérien présente une problématique particulière puisque, pour chaque intervention d'élagage que nous planifions sur un de ces arbres, un dégagement de 3 mètres doit être respecté, et ce dégagement du réseau ne peut être fait que par des entreprises ayant une convention de travail avec Hydro -Québec.
En octroyant un contrat d'élagage à une entreprise possédant une convention de travail avec Hydro-Québec, cette dernière pourra à la fois dégager le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec et procéder à l'élagage complet des arbres qui auront été déterminés. Le contrat prévoit également le ramassage des branches. Ce qui nous permettra d'améliorer notre efficacité d'intervention, de rattraper une partie du retard d'entretien actuel, et de permettre à nos équipes d'intervenir plus rapidement sur les arbres qui ne se trouvent pas sous le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec.

De plus, Hydro-Québec n'offre plus le service d'élagage sous leur réseau sur le domaine privé. Les résidants, doivent eux-mêmes trouver un entrepreneur certifié pour effectuer les travaux. Sachant qu'il n'y a que 13 entrepreneurs certifiés qui sont membres de la SIAQ, le marché se retrouve extrêmement restreint et nous risquons d'avoir une pénurie de cette main d'oeuvre spécialisée pour effectuer nos travaux dans les années à venir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170196 - D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. le contrat pour des travaux d'élagage de 148 arbres publics (systématique sectoriel) sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce en 2019. D'autoriser une dépense à cette fin de 76 924,02 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à effectuer des travaux d'élagage de 3 lots de (200 arbres) dans le district Notre-Dame-de-Grâce, incluant le ramassage des branches. Une seule (1) compagnie a déposé une soumission avant le 17 octobre 2019, à 12 heures, heure limite pour le dépôt des soumissions.
Une autre compagnie s'est également procurée le cahier de charge mais n'a pas soumissionné. La raison est qu'elle a déjà une charge de travail remplie qui l'empêche de réaliser un contrat de cette envergure.

Les prix ainsi que les documents de soumission reçus furent vérifiés.

Voici un résumé de la soumission reçue (taxes et contingences comprises) :

CDN-NDG 19-17855	LOT #1
Résultats de soumission	Taxes incluses
Firmes soumissionnaires conformes	**Total**
Arboriculture de Beauce inc	115 345,22 $
Estimation du projet	114 974,00 $
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme ($)	**371,22 $**
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme (%)	**0,33 %**

CDN-NDG 19-17855	LOT #2
Résultats de soumission	Taxes incluses
Firmes soumissionnaires conformes	**Total**
Arboriculture de Beauce inc	116 640,99 $
Estimation du projet	114 974,00 $
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme ($)	**1 666,99 $**
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme (%)	**1,45 %**

CDN-NDG 19-17855	LOT #3
Résultats de soumission	Taxes incluses
Firmes soumissionnaires conformes	**Total**
Arboriculture de Beauce inc	117 883,87 $
Estimation du projet	114 974,00 $
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme ($)	**2 909,87 $**
Écart entre l'estimation et la plus basse soumission conforme (%)	**2,53 %**

JUSTIFICATION

La Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources nécessaires pour répondre aux différentes requêtes relatives aux travaux d'élagage sous le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec. Les services d'entreprises privées sont donc requis afin de procéder à l'exécution de ces travaux.
Pour réaliser ce projet, la Division voirie et parcs de la Direction des travaux publics a procédé, le 25 septembre dernier, à un appel d'offres public. La réception des soumissions a eu lieu le 11 octobre 2019 à 13 h 30. L'entreprise Arboriculture de Beauce inc. a déposé la

plus basse soumission conforme pour chacun des 3 lots (la liste des soumissionnaires est détaillée dans l'intervention de la Direction de l'approvisionnement) pour un total de 349 870,08 $, c'est-à-dire 115 345,22$ pour le lot 1, 116 640,99$ pour le lot 2, et 117 883,87$ pour le lot 3.

Puisque la firme Arboriculture de Beauce inc. a présenté la seule soumission, que celle-ci est conforme, et que le prix total est de seulement 1,43% plus élevé que l'estimé de départ, nous recommandons de retenir la proposition de cette firme (proposition jointe en annexe) et de lui accorder le contrat.

Estimé du coût des travaux : Une estimation des coûts a été faite à 344 925,00 $, taxes incluses, ce qui équivaut à 574,87 $ l'arbre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Rappelons que l'arrondissement a manifesté son intention d'utiliser une partie des fonds du surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2018 (GDD 1196954003) pour financer des travaux d'élagage dans le cadre du Plan quinquennal d'élagage 2019-2020.
Ainsi le contrat accordé à l'entreprise Arboriculture de Beauce inc. s'élève à 349 870,08 $ taxes incluses, ce qui représente un déboursé net de ristourne de 319 478,01 $. Le coût total du présent contrat sera financé par le surplus 2018 affecté aux travaux d'élagage de l'arrondissement

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services		
		Année 2019
Soumission	**100 %**	**304 301,00 $**
T.P.S	**5 %**	**15 215,05 $**
T.V.Q	**9,975 %**	**30 354,03 $**
Total Taxes incluses		**349 870,08 $**
Ristourne TPS	**100 %**	**(15 215,05) $**
Ristourne TVQ	**50 %**	**(15 177,02) $**
Déboursé net		**319 478,01 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis plusieurs années, la forêt urbaine de l'arrondissement connaît une décroissance d'entretien qui va en s'accentuant sous le réseau électrique de Hydro-Québec. Les efforts d'entretien ne doivent donc pas être ralentis indûment par des retards d'exécution dû à la complexité d'intervention.
Le plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020 (PDDCM) prévoit l'amélioration des infrastructures vertes à Montréal en faisant passer la canopée de 20 à 25 % d'ici 2025 (par rapport à 2007). L'arrondissement doit donc maintenir et même augmenter ses investissements dans sa forêt urbaine.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le contrat permettra de traiter un bon nombre de requêtes et d'interventions d'élagage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 4 novembre 2019
Début des travaux : dans les 5 jours suivant la résolution du CA
Fin des travaux : 20 décembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution de contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Ghislaine LACHAPELLE)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Étienne LANGLOIS, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Étienne LANGLOIS, 28 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-25

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197413004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

Appel d'offres 19-17855 Lot #1, #2 et #3
Travaux d'élagage sous le réseau électrique de Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Formulaire de soumission Arboriculture de Beauce inc.

Bordereau de prix sommaire Arboriculture de Beauce.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Frédérik GENDRON
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-872-9390
Télécop. : 514-872-1670

Numéro d'appel d'offres	19-17855
Titre de l'appel d'offres	Service d'élagage systématique d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1143264779
Adresse du soumissionnaire	364E, route du Président Kennedy, Beauceville (Qc) G5X 1N9

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le borderau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Élagage et rabattage systématique sous le réseau Hydro Québec - 2019	100 322,00 $	5 016,10 $	10 007,12 $	115 345,22 $
				Montant total - Lot 1	**115 345,22 $**
2	Élagage et rabattage systématique sous le réseau Hydro Québec - 2019	101 449,00 $	5 072,45 $	10 119,54 $	116 640,99 $
				Montant total - Lot 2	**116 640,99 $**
3	Élagage et rabattage systématique sous le réseau Hydro Québec - 2019	102 530,00 $	5 126,50 $	10 227,37 $	117 883,87 $
				Montant total - Lot 3	**117 883,87 $**

17 OCT. 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1197413004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17855 pv.pdf 19-17855 Liste des commandes SEAO.pdf 19-17855 Tableau de prix.pdf

19-17855 Intervention 1197413004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ghislaine LACHAPELLE
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-7269

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-30

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquistion de biens

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP19 0514

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 17 octobre 2019 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique – Service du greffe
M. Simon Bélanger-Gagnon, agent de bureau principal – Service du greffe
M. Abdenour Touabi, commis de bureau – Service du greffe

APPEL D'OFFRES 19-17855

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « A59 – Service d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce – 2019 » est ouverte par l'agent de bureau principal du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire		**Prix**
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	**Lot 1**	115 345,22 $
364E, route du Président-Kennedy	**Lot 2**	116 640,99 $
Beauceville (Québec) G5X 1N9	**Lot 3**	117 883,87 $

(3 cautionnements de 10 % du montant de la soumission)

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 25 septembre 2019 dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A. 1

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Agent de bureau principal – Service du greffe

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17855
Numéro de référence : 1305479
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : 19-17855 A59 - Service d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement Côte-des-neiges / Notre-Dame-de-Grâce 2019

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Arboriculture de Beauce Inc. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville, QC, G5X 1N9	Monsieur Denis Rancourt Téléphone : 418 774-6217 Télécopieur : 418 774-3371	**Commande : (1645531)** 2019-09-26 13 h 17 **Transmission :** 2019-09-26 13 h 17	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Émondage Martel (3087-5520qc inc) 22 rue Montcalm Saint-Esprit, QC, J0K 2L0	Monsieur Maxim Bélanger Téléphone : 450 803-5416 Télécopieur :	**Commande : (1649777)** 2019-10-07 16 h 15 **Transmission :** 2019-10-07 16 h 15	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Candiac. 100, boul. Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Natalie Ross Téléphone : 450 444-6054 Télécopieur :	**Commande : (1650425)** 2019-10-08 17 h 13 **Transmission :** 2019-10-08 17 h 13	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
19-17855

Agent d'approvisionnement
Ghislaine Lachapelle

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item		Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
1	Élagage & rabattage	Arboriculture de Beauce Inc	0	0		1	ch	1	100 322,00 $	100 322,00 $	115 345,22 $
		Total (Arboriculture de Beauce Inc)								**100 322,00 $**	**115 345,22 $**
2	Élagage & rabattage	Arboriculture de Beauce Inc	0	0		1	ch	1	101 449,00 $	101 449,00 $	116 640,99 $
		Total (Arboriculture de Beauce Inc)								**101 449,00 $**	**116 640,99 $**
3	Élagage & rabattage	Arboriculture de Beauce Inc	0	0		1	ch	1	102 530,00 $	102 530,00 $	117 883,87 $
		Total (Arboriculture de Beauce Inc)								**102 530,00 $**	**117 883,87 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17855 — No du GDD : 1197413004

Titre de l'appel d'offres : A59 - Service d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement Côte-des-neiges / Notre-Dame-de-Grâce 2019

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 9 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 17 - 10 - 2019

Ouverture faite le : 17 - 10 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 3

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 14 - 4 - 2020

Date d'échéance révisée : 14 - 4 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Arboriculture de Beauce Inc	115 345,22 $	√	1
Arboriculture de Beauce Inc	116 640,99 $	√	2
Arboriculture de Beauce Inc	117 883,87 $	√	3

Information additionnelle

Trois (3) firmes ont pris possesion des documents sur SEAO. Arboriculture de Beauce Inc est la seule firme à avoir déposé une offre dans le cadre de ce projet. Une firme nous a indiquer que selon leur carnet de commande à la période de l'année visée pour l'excécution des travaux était complet. Quant à l'autre preneur des documents, il s'agit de la Ville de Candiac.

Préparé par : Ghislaine Lachapelle — Le 29 - 10 - 2019

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1197413004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division de la voirie et des parcs - Parcs
Objet :	Accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce 2019 et autoriser une dépense à cette fin de 349 870,08 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 19-17855.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1197413004 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières

Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-29

Guylaine GAUDREAULT
Directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1197413004

Calcul de la dépense 2019

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Montant toutes taxes comprises**	**Ristournes**	**Montant net de ristourne**
Contrat	304 301.00 $	15 215.05 $	30 354.02 $	349 870.07 $	30 392.06 $	319 478.01 $
Total des dépenses	**304 301.00 $**	**15 215.05 $**	**30 354.02 $**	**349 870.07 $**	**30 392.06 $**	**319 478.01 $**

	Montant	%
Portion Ville-Centre		0.0%
CDN-NDG	319 478.01 $	100.0%

IMPUTATION	2019
2406.0012000.300716.07163.55401.014713.0.0.0.0.0	319 478.01 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Source : Affectation de surplus - Arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - TP Activité : Horticulture et arboriculture Objet : Entr. Rép - Immeubles et terrains Sous-objet : Entretien paysager et émondage	
Total de la disponibilité	**319 478.01 $**

SIMON Système intégré Montréal

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3814
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : NOV Année : 2019 Type d'écriture : Réel (A)
Date de l'écriture : 2019/11/05 Nom d'écriture : 191105umart1m - Travaux d'élagage Arboriculture de Beauce Inc GDD 1197413004 2019

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	319 478.01		GDD 1197413004 2019
2	2406	0012000	300716	41000	71120	000000	0000	000000	000000	99000	00000		319 478.01	GDD 1197413004 2019
3														
4														
5														
6														
7												à	de	
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**319 478.01**	**319 478.01**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Diego Andres Martinez Téléphone : 514-868-3488
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Période : NOV Année : 2019 **NOV-19** Description de l'écriture : 191105umart1m - Travaux d'élagage Arboriculture de Beauce Inc GDD 1197413004 2019

Virement de crédits demandé en vertu de : ○ .a délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
● .'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no. GDD1197413004

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0012000	300716	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		319 478.01	Surplus affecté - Plan quinquennal d'élagage
2	2406	0012000	300716	07163	55401	014713	0000	000000	000000	00000	00000	319 478.01		Travaux d'élagage
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13												à	de	
14														
Total de l'écriture :												**319 478.01**	**319 478.01**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.03

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 avec la firme GR7 Architecture dans le cadre du projet de réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir (résolution numéro CA18 170056).

IL EST RECOMMANDÉ :
Résilier le contrat de services professionnels numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 avec la firme GR7 Architecture inc. dans le cadre du projet de réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir, résolution numéro CA18 170056.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:39

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1185302001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Résilier le contrat de services professionnels numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 avec la firme GR7 Architecture dans le cadre du projet de réaménagement, la rénovation et la mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir (résolution numéro CA18 170056).

CONTENU

CONTEXTE

Sommaire addenda 1185302001

Objet	Résilier la *Convention de services professionnels* numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050 conclue avec GR7 Architecture inc. dans le cadre du projet de réaménagement, de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir, résolution numéro CA18 170056
Contenu	
Contexte	

Le 12 mars 2018, le Conseil d'arrondissement a approuvé la *Convention de services professionnels* (« **Convention** ») afin de retenir les services de la firme GR7 Architecture inc. (« **GR7** ») pour la préparation des plans, du devis et pour la surveillance des travaux de réaménagement, de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo au centre le Manoir.

Le montant maximal approuvé pour les honoraires professionnels de GR7 était de 242 890,44 $ taxes incluses, soit 211 255,00 $ plus les taxes, incluant les contingences de 15%.

Dans le cadre de son mandat, les professionnels devaient participer à chacune des étapes du projet et remettre, pour chacune d'elles, lorsque requis, les documents correspondants.

Lors de la remise, par les professionnels, du dossier à la «Phase de conception - dossier définitif à 80%» d'avancement, la Division aménagement des parcs - Actifs immobiliers a dû suspendre le projet, car l'estimation de coûts déposée par GR7 dépassait de 24,34 % le budget autorisé par la Ville.

La *Direction des services administratifs et du greffe* recommande de résilier la *Convention de services professionnels* numéro CDN-NDG-17-AOP-DAI-050.

Décisions(s) antérieure(s)

CA18 170056 : octroi d'un contrat à GR7 Architecture inc. au montant de 242 890,44 $, taxes incluses, pour la préparation des plans, du devis et de la surveillance des travaux dans le cadre du projet de réaménagement, de rénovation et de mise aux normes du gymnase et du dojo au centre Le Manoir (Appel d'offres public CDN-NDG-17-AOP-DAI-050).

Description

À l'étape «Phase de conception - dossier définitif à 80%», la *Direction des services administratifs et du greffe* a suspendu le projet puisque l'estimation «classe A1-R3» de 4 012 962,92 $ que GR7 a remis le 24 avril 2019 dépassait de 785 623,86 $ le budget de 3 227 339,05 $ (estimation «classe C») autorisé par la Ville, soit un écart de 24,34 %.

Ce dépassement de coût était d'autant plus surprenant que l'estimation «classe B» soumise par GR7 lors de la remise du 7 décembre 2018 du dossier «Phase de conception - dossier préliminaire à 50%» d'avancement était de 2 872 345,69 $ soit de 354 993,36 $ inférieur au budget de 3 227 339,05 $ autorisé un écart de (12,36) %.

Le 26 avril 2019, la *Direction des services administratifs et du greffe* demandait aux professionnels de justifier l'écart pour chaque discipline, entre l'estimation de «classe B» et l'estimation de «classe A1-R3» et d'énumérer, avec les coûts à l'appui, les travaux qui pouvaient être retranchés du projet pour revenir au budget autorisé de 3 227 339,05 $ taxes incluses.

Les plans et le devis soumis à l'étape «Phase de conception - dossier définitif à 80%» et transmis le 17 mai 2019 par GR7 à la Ville ne respectaient toujours pas le budget autorisé par la Ville le 28 juin 2018, et notamment, l'article 6.1 (classe A 1) de la Convention.

Le 27 août dernier, GR7 a transmis à l'arrondissement deux factures au montant total de 60 194,60 $ taxes incluses (52 354,50 $ avant les taxes) pour le paiement de ses honoraires professionnels. À ce jour, 131 784,60 $ taxes incluses ont été facturés par les professionnels, mais seulement 71 590,01 $ taxes incluses leur ont été payés. Le montant maximal autorisé d'honoraires de services professionnels est de 242 890,44 $ taxes incluses pour ce contrat.

Le 25 septembre, la *Direction des services administratifs et du greffe* , accompagnée du *Service des affaires juridiques,* a répondu à la firme GR7 par l'envoi d'une mise en demeure afin qu'elle revoie à ses frais l'ensemble du projet, depuis la phase de conception, afin de rétablir l'adéquation du programme versus le budget.

La Ville a donné 10 jours à GR7 pour lui remettre une nouvelle proposition conforme à son budget. À défaut de ce faire, la Ville a averti GR7 qu'elle résilierait la Convention et que ses factures ne seraient pas acquittées. En cas de résiliation de la Convention, la Ville s'est réservé tous ses droits et recours contre GR7.

Le délai de 10 jours donné à GR7 prenait fin le 4 octobre dernier et cette dernière n'a toujours pas répondu à la mise en demeure de la Ville.

Justification

La *Direction des services administratifs et du greffe* recommande au Conseil d'arrondissement de résilier la Convention intervenue entre GR7 et la Ville, notamment en vertu de la clause 11.1 des *clauses administratives générales* :

« 11.1 Dans le cas mentionné à l'article 10.1.1, la Ville avise l'adjudicataire de son défaut et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai qu'il lui indique. Si, à l'échéance du délai indiqué dans l'avis, l'adjudicataire n'a pas remédié à ses défauts, la Ville peut sans préjudice de ses autres droits et recours, résilier le contrat »

La *Direction des services administratifs et du greffe* justifie cette demande de résiliation en raison des manquements de la firme GR7 et de la rupture du lien de confiance avec le contractant. La situation actuelle compromet la bonne marche du projet et ne permet pas de donner suite au dossier selon les attentes de l'arrondissement.

Le moment est propice pour mettre fin au contrat en vigueur puisque le projet se situe à une étape antérieure à la période d'appel d'offres aux entrepreneurs.

Aspect(s) financier(s)

La différence d'honoraires de 148 989,28 $ plus les taxes, pour un total de 171 300,43 $ taxes incluses, non payé aux professionnels, sera récupérée des crédits non requis découlant de la résiliation du contrat faisant l'objet du présent dossier.

Ce montant sera retourné au règlement d'emprunt RCA14 17220 (numéro SIMON de ce projet est le 15424).

Opération(s) de communication

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social rencontrera les partenaires et les occupants du Manoir pour leur faire part du nouvel échéancier.

Calendrier et étape(s) subséquente(s)

Résiliation de contrat : CA 4 novembre 2019

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 11 octobre 2019
Hélène BROUSSEAU, 9 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte B LEMAY
Gestionnaire immobilier

514 872-4140
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 20.04

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1191837001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

D'imputer cette dépense conformément aux informations comprises dans l'intervention financière.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:41

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191837001**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

CONTENU

CONTEXTE

Le coût total de l'entente pour les années 2019 à 2022 est de 183 980 $ toutes taxes incluses, soit 167 980 $ net de ristournes, pour une dépense annuelle de 41 995 $, taxes incluses et net de ristournes.
Conformément aux informations inscrites à la rubrique *aspects financiers* du sommaire décisionnel, la dépense 2019 a été assumée par les surplus de gestion de l'arrondissement et le financement de cette entente devait être voté annuellement pour chacune des années ultérieures de l'entente.

À la demande du bureau des élus, la Direction culture, sports, loisirs et développement social (DCSLDS) présente cet addenda pour modifier l'aspect financier du sommaire décisionnel pour demander au Conseil d'arrondissement d'autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

Exercice financier Coût avant taxes Taxes incluses Coût net de ristournes

2020 40 000 $ 45 990 $ 41 995 $
2021 40 000 $ 45 990 $ 41 995 $
2022 40 000 $ 45 990 $ 41 995 $

Cette dépense sera imputée dans la clé comptable suivante:
2406.0012000.300728.07001.54506.000000.0000.0000000.0000000.000000.000000

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 11 septembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louise GÉLINAS
Conseillère en planification

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1191837001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Autoriser une dépense de 137 970 $, toutes taxes incluses, soit 45 990 $ par an, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement, pour le paiement relatif à l'entente de service entre l'arrondissement et Ville Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville Mont-Royal pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1191837001 - ADDENDA - cert. fonds DSLCDS - Secteur Glenmount.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1191837001- ADDENDA MODIF**
Nature du dossier	**Services techniques**
Financement	**Surplus de gestion**

Ce dossier vise à :

Autoriser la signature d'une entente de service à intervenir entre l'arrondissement et Ville de Mont-Royal pour permettre aux résidents du secteur Glenmount d'utiliser les services de sports, loisirs et bibliothèque de Ville de Mont-Royal pour une période de quatre ans, soit du 1er mars 2019 au 31 décembre 2022 et approuver une dépense de 45 990.00 $ toutes taxes incluses pour l'année 2020, provenant des surplus de gestion de l'arrondissement.

GDD 1191837001 - Services techniques - Secteur Glenmount

Calcul des dépenses					
	Montant avant taxes	**TPS**	**TVQ**	**Dépenses t.t.i**	**Crédits**
Contrat	120 000,00 $	6 000,00 $	11 970,00 $	137 970,00 $	125 985,00 $
Total projet	**120 000,00 $**	**6 000,00 $**	**11 970,00 $**	**137 970,00 $**	**125 9855,00 $**

Le montant annuel 2020 net de ristournes est de 41 995.00 $ et sera imputé comme suit:

IMPUTATION provenant des surplus libres de l'arrondissement	**annuel**
2406.0012000.300728.07001.54506.000000.0000.0000000.0000000.000000.000000	
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Centre de responsabilité : CDN - Affectation de surplus - arrondissement Activité : Loisirs et culture + Dir. adm. et soutien - À répartir Objet : Serv.tech.-Sport,culture et événements publics	41 995.00$
Total	**41 995.00 $**

Un virement annuel sera nécessaire pour chaque année, au montant de 41 995.00 $

U:\RESSOURCES FINANCIÈRES\INTER‘

Cette dépense annuelle est conditionnelle à l'adoption de chacun des surplus et budgets annuels de la Ville de Montréal par le Conseil municipal.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1195323010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre - Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

Il est recommandé :

1. d'approuver la première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, pour une période additionnelle d'une année, à compter du 1 er octobre 2019, au rez-de-chaussée et sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, d'une superficie de 9 334 pi², à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'Arrondissement, pour un loyer total de 207 659,68 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à la première convention de prolongation du bail;
2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:47

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1195323010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre - Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1999, la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 62553652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, l'immeuble dans sa totalité situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, connu sous le nom de Centre communautaire Walkley, aux fins d'activités communautaires et de loisirs. Plusieurs activités s'y déroulent tout au long de l'année pour l'ensemble des résidents et particulièrement les jeunes du district de Loyola, dans l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre–Dame-de-Grâce (Arrondissement). Le local est requis afin que l'Arrondissement puisse maintenir les activités communautaires et de loisirs pour les citoyens.
Le Service de la gestion et de la planification immobilières (SGPI) a reçu le mandat de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) de l'Arrondissement d'exercer l'option de renouvellement prévue au bail pour une période additionnelle d'une année, à compter du 1er octobre 2019.

Le propriétaire, souhaitant redévelopper l'immeuble dans un horizon de 3 à 5 ans est favorable à négocier une prolongation de bail. Des recherches de sites alternatifs ont cependant été entreprises, mais il y a une rareté d'immeubles locatifs dans ce secteur. La localisation de l'immeuble répond toujours aux besoins de l'Arrondissement. Toutefois, l'immeuble requiert des travaux devant être réalisés par le propriétaire. Par conséquent, le

SGPI s'engage à maintenir la pression sur le propriétaire pour que certains travaux en lien avec la salubrité et la sécurité des usagers soient réalisés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 170237 - 10 août 2015 - Approuver le bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, aux fins d'activités communautaires et de loisirs à l'intérieur de l'arrondissement de CDN-NDG, pour un terme de 4 ans et un mois, à compter du 1er septembre 2015, pour une dépense totale de 819 021,59 $ taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au bail.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver la première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 62553652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux situés au rez-de-chaussée et au sous-sol, de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, d'une superficie de 9 334 pi², à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'Arrondissement, pour un terme additionnel d'une année, à compter du 1er octobre 2019. La Ville peut également utiliser le terrain adjacent à l'immeuble.
La Ville verra à l'entretien mineur des locaux (le déneigement, l'entretien ménager, les frais d'énergie, etc.), à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment et aux composantes mécaniques, électriques et de plomberie.

JUSTIFICATION

La Ville souhaite maintenir son occupation même si l'immeuble requiert des travaux qui font l'objet de discussions. Les locaux sont requis pour les raisons suivantes :
1. La nécessité de maintenir les activités communautaires et de loisirs auprès des jeunes et des résidents dans cette zone défavorisée de l'Arrondissement;
2. La non-disponibilité d'autres locaux répondant aux besoins dans le secteur recherché.

Le loyer unitaire demandé est représentatif de la valeur marchande pour des espaces similaires de type commercial.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Voici les coûts annuels du bail pour la période entre le 1er octobre 2019 et le 30 septembre 2020.

	Loyer antérieur 2019	Loyer 1er octobre au 31 décembre 2019	Loyer 1 er janvier au 30 septembre 2020	Total 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020
Loyer net	123 955,52 $	31 688,93 $	95 066,79 $	126 755,72 $
Frais d'exploitation	5 973,76 $	1 330,10 $	3 990,29 $	5 320,39 $
Taxes foncières	48 536,80 $	12 134,20 $	36 402,60 $	48 536,80 $
Total avant taxes	178 466,08 $	45 153,23 $	135 459,68 $	180 612,91 $
TPS	8 923,30 $	2 257,66 $	6 772,98 $	9 030,64 $
TVQ	17 801,99 $	4 504,03 $	13 512,10 $	18 016,13 $
Total incluant taxes	205 191,37 $	51 914,92 $	155 744,76 $	207 659,68 $
Ristourne TPS	(8 923,30 $)	(2 257,66 $)	(6 772,98 $)	(9 030,64 $)
Ristourne TVQ	(8 901,00 $)	(2 252,02 $)	(6 756,05 $)	(9 008,07 $)

Coût total net	187 367,07 $	47 405,24 $	142 215,73 $	189 620,97 $

Le loyer net a été indexé à l'IPC. Les frais d'exploitation et les taxes foncières seront remboursés selon les coûts réels encourus.
L'Arrondissement assumera à même son budget tous les frais relatifs à la location.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le maintien de cette location est souhaitable afin de permettre la poursuite des activités communautaires et de loisirs dans le secteur Loyola de l'Arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 4 novembre 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Michelle DESJARDINS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie-Claude OUELLET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Patricia ARCAND, 15 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-27

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514 872-8726
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2019-10-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2019-10-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1195323010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre - Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

NEQ 6253652 Canada.pdf NEQ 8794014 canada.pdf Confirmation renouvelement bail.pdf

Prolongation bail final 25 sept 2019.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine D'ASTOUS
Conseillère en Immobilier

Tél : 514-872-2493
Télécop. :

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2019-09-06 16:50:39

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1162398680
Nom	6253652 CANADA INC.

Adresse du domicile

Adresse	400-425 place Jacques-Cartier Montréal (Québec) H2Y3B1 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	KUGLER KANDESTIN S.E.N.C.R.L.

Adresse	1170-1 PLACE VILLE MARIE Montreal Québec H3B2A7 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2004-07-30
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2004-07-30
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2004-06-29 Constitution
Régime constitutif	

	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44
Régime courant	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-08-27
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-08-27 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2020-02-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2019-02-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7412
Activité	Courtiers boursiers
Précisions (facultatives)	REAL ESTATE INVESTMENTS & RENTAL

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	WOLFE, MICHAEL
Adresse	598 av. Argyle Westmount (Québec) H3Y3B7 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom	WOLFE, MICHAEL
Date du début de la charge	
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président, Secrétaire, Trésorier
Adresse	598 av. Argyle Westmount (Québec) H3Y3B7 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-08-27

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-08-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-08-24
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-12-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-12-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-01-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-01-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-01-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-11-14
Déclaration annuelle 2010	2011-01-18
Déclaration annuelle 2009	2010-01-20
Déclaration annuelle 2008	2009-05-11
Déclaration annuelle 2007	2008-03-06
Déclaration annuelle 2006	2007-02-03
Déclaration annuelle 2005	2005-12-09
Modification correction / Acte de régularisation	2004-09-14
Déclaration d'immatriculation	2004-07-30

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2004-06-29

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
6253652 CANADA INC.		2004-06-29		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2019-09-06 16:48:43

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1169861045
Nom	8794014 CANADA INC.

Adresse du domicile

Adresse	400-425 place Jacques-Cartier Montréal (Québec) H2Y3B1 Canada

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	KUGLER KANDESTIN S.E.N.C.R.L.

Adresse	1170-1 PLACE VILLE MARIE Montreal Quebec H3B2A7 Canada

Immatriculation

Date d'immatriculation	2014-02-24
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2014-02-24
Date de fin de l'existence	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2014-02-19 Constitution
Régime constitutif	

	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44
Régime courant	CANADA: Loi canadienne sur les sociétés par actions, L.R.C. (1985), c. C-44

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2019-03-12
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2019-03-12 2019
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2019	2019-08-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2018	2018-08-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion et scission

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7599
Activité	Autres exploitants immobiliers
Précisions (facultatives)	REAL ESTATE MANAGEMENT

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom de famille	WOLFE
Prénom	HARVEY
Adresse	698B av. Aberdeen Westmount (Québec) H3Y3A8 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires.

Liste des administrateurs

Nom de famille	WOLFE
Prénom	MICHAEL
Date du début de la charge	2014-02-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire, Trésorier
Adresse	598 av. Argyle Westmount (Québec) H3Y3B7 Canada

Nom de famille	WOLFE
Prénom	HARVEY
Date du début de la charge	2014-02-19
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse	698B av. Aberdeen Westmount (Québec) H3Y3A8 Canada

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-03-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-03-27
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-06-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-07-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-07-22
Déclaration de mise à jour de correction	2014-06-06
Déclaration d'immatriculation	2014-02-24

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms 2014-02-24

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
8794014 CANADA INC.		2014-02-24		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

8794014 CANADA INC.
425 Place Jacques Cartier, Suite 400
Montreal, Quebec
H2Y 3B1

April 11, 2019

Par courrier recommandé

VILLE DE MONTREAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction des transactions immobilières
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal, Québec H2Y 3Y8

À l'attention de Madame Marie-Eve Quesnel

OBJET : Renouvellement du Bail (le vôtre #8029) – 6650 chemin de la Cote St. Luc

Madame Quesnel,

Nous référons à la vôtre de 25 mars 2019.

Nous vous confirmons par la présente l'exercice de l'Option de Renouvellement de votre Bail, sujet à l'approbation des autorités compétent de la Ville de Montréal, lequel sera renouvelé pour une durée d'un (1) an, soit effectivement de 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, et pas de 1er septembre 2019 au 31 août 2020, que vous avez indiqué par erreur dans votre lettre.

Le loyer sera modifié et ajusté selon les modalités prévues à l'Article 4 du Bail, à savoir, suivant la fonction de l'indice des prix à la consommation.

Nous vous prions d'agréer, Madame Quesnel, l'expression de nos salutations distinguées.

Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig
6253652 Canada Inc., Katalin Papp and Roy Salomon
représentée par **8794014 Canada Inc.,**
représentée par M. Michael Wolfe

Par : _____
Michael Wolfe

PREMIÈRE CONVENTION DE PROLONGATION DU BAIL

ENTRE : **HARVEY WOLFE, MARK SHAPIRO, BARRY SHAPIRO, STANLEY HITZIG, 6253652 CANADA INC. KATALIN PAPP** et **ROY SALOMON**, représentes par 8794014 Canada Inc., une compagnie dûment constituée en vertu de la Loi sur les Corporations canadiennes, Partie 1, maintenant régie par la Loi canadienne sur les sociétés par actions, et dont le siège social est situé au 425 Place Jacques-Cartier, Bureau 400, à Montréal, province de Québec H2Y 3B1, représentée aux présentes par **Monsieur Michael Wolfe**, dûment autorisé à cette fin en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 10 juillet 2015.

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160 boulevard Décarie, bureau 600, Montréal, province de Québec, H3X 2H9, agissant et représentée aux présentes par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044);

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

ATTENDU QU'en vertu d'un bail signé le **17** août 2015, le Locataire a loué du Locateur des locaux dans l'édifice situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à Montréal, d'une superficie locative approximative de 9 334 p² (les « Lieux loués »), pour un terme de quatre (4) ans et un (1) mois, débutant le 1er septembre 2015 et se terminant le 30 septembre, 2019 (le «Bail»);

ATTENDU QUE le Locataire désire exercer l'option de renouvellement prévue au Bail à l'article 3.2 du Bail **;**

ATTENDU QUE le Locataire désire prolonger la durée du Bail pour une durée additionnelle d'une année, aux termes et conditions stipulés ci-après et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente.

Paraphes	
Locateur	Locataire

ARTICLE 2
DURÉE

Durée : Le Bail est prolongé pour une période d'une (1) année, commençant le 1er octobre 2019 et se terminant le 30 septembre 2020, et il n'y aura pas d'autre option de renouveler le Bail ou la présente Convention de Prolongation du Bail.

ARTICLE 3
LIEUX LOUÉS

3.1 **Lieux loués :** Les Lieux loués sont décrit à l'article 2.1 du Bail.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer annuel**: Pendant toute la durée prolongée, le Bail est consenti en considération d'un loyer annuel de cent quatre-vingt mille six cent douze dollars et quatre-vingt-dix cents (180 612,90 $), payable en douze (12) versements mensuels, égaux et consécutifs de quinze mille cinquante et un dollars et huit cents (15 051,08 $) chacun, auxquels s'ajoutent les taxes applicables, d'avance au début de chaque mois.

Le loyer inclut tous les Frais d'exploitation, les Taxes foncières et se compose des coûts unitaires annuels suivants :

- Loyer de base	13,58 $/p²
- Frais d'exploitation	0,57 $/p²
- Taxes foncières	5,20 $/p²
	Total : 19,35 $/p²

ARTICLE 5
AUTRES CONDITIONS

5.1 À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, en double exemplaire, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ 2019

Le LOCATEUR : Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada Inc. Katalin Papp et Roy Salomon, représentée par 8794014 Canada Inc.

_____
par : Michael Wolfe

Paraphes	
Locateur	Locataire

Le _____ 2019

Le LOCATAIRE : Ville de Montréal

_____
par : Geneviève Reeves

Paraphes	
Locateur	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195323010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre - Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

BAIL Centre Walkley - Renouvellement 2019-2020 - 1 an.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michelle DESJARDINS
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-5140

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-04

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

No. de dossier	**1195323010**
Nature du dossier	**Renouvellement du Bail du Centre Walkley – 1 an**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à:

- Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie approximative de 9334 p², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre--Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes si applicables. Bâtiment 8029.

- Approuver le bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

	Loyer antérieur 2019	Loyer 1er octobre au 31 décembre 2019	Loyer 1 er janvier au 30 septembre 2020	Total 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020
Loyer net	123 955,52 $	31 688,93 $	95 066,79 $	126 755,72 $
Frais d'exploitation	5 973,76 $	1 330,10 $	3 990,29 $	5 320,39 $
Taxes foncières	48 536,80 $	12 134,20 $	36 402,60 $	48 536,80 $
Total avant taxes	178 466,08 $	45 153,23 $	135 459,68 $	180 612,91 $
TPS	8 923,30 $	2 257,66 $	6 772,98 $	9 030,64 $
TVQ	17 801,99 $	4 504,03 $	13 512,10 $	18 016,13 $
Total incluant taxes	205 191,37 $	51 914,92 $	155 744,76 $	207 659,68 $
Ristourne TPS	(8 923,30 $)	(2 257,66 $)	(6 772,98 $)	(9 030,64 $)
Ristourne TVQ	(8 901,00 $)	(2 252,02 $)	(6 756,05 $)	(9 008,07 $)
Coût total net	187 367,07 $	47 405,24 $	142 215,73 $	189 620,97 $

Le loyer net a été indexé à l'IPC. Les frais d'exploitation et les taxes foncières seront remboursés selon les coûts réels encourus.

La dépense sera imputée comme suit:

0010000.300727.07001.55201.014700.0000.000000.000000.00000.00000

N.B. Le montant indiqué à l'annexe 24 de l'année 2020, est suffisant pour payer le loyer de ce bâtiment.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1195265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 4 555 $.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 4 555 $.

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Corporation Jardin Communautaire Châteaufort 6767, ch. de la Côte-des-Neiges, #591 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Monsieur Tommy Gagnon Président du conseil d'administration Corporation Jardin Communautaire Châteaufort **CHÈQUE AU FIDUCIAIRE: SOCENV (Société environnementale de Côte-des-Neiges) avec la mention sur le chèque « Pour la fête du Jardin 2019 – jardin communautaire Châteaufort »** Case postale 78581, succ.	Pour la « Fête du Jardin » qui a célébré les récoltes, le samedi 24 août 2019 dans l'enceinte même du jardin.	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 250 $ Lionel Perez 250 $ Magda Popeanu 300 $

Wilderton Montréal (Québec) H3S 2W9		
Association philippine-canadienne artistes du Québec Filipino Canadian Artist Association of Québec 219 – 2525, boul. Cavendish Montréal (Québec) H4B 2Y6 a/s Madame Michelle Vargas Lao Présidente	Pour contribuer à la planification immédiate et favoriser la réalisation des activités de cette association.	**TOTAL : 400 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $
Le Centre communautaire iraqien **Iraqi Community Center (ICC)** 6767, ch. ce la Côte-des-Neiges, #601.4 Montréal (Québec) H3S 2T6 a/s Monsieur Salam El-Mousawi Membre du conseil d'administration	Chaque année, le centre organise un événement annuel « Aldarbouneh » pour faire revivre une journée dans le quartier iraqien avec différents thèmes. En 2017, le centre a commencé à travailler avec la communauté syrienne. Cette année, le thème sera « Games from Iraq and Syria ». Les visiteurs apprendront les différents jeux joués par les enfants dans ces pays, soit : « hopscotch, soccer, hide and seek, marble, musical chairs, etc. » Il y aura un coin pour goûter la nourriture de ces pays.	**TOTAL : 700 $** Lionel Perez 700 $
Jeune conseil de Montréal 275, rue Notre-Dame Est, #3110 Montréal (Québec) H2Y 1C6 a/s Madame Rayane Zahal Présidente du comité de direction	Pour soutenir les mandats d'éducation citoyenne, de représentativité et d'incubation de talent pour la scène municipale montréalaise. Le Jeune Conseil de Montréal est un organisme à but non lucratif et non-partisan qui promeut l'engagement citoyen chez les jeunes à Montréal de 12 à 30 ans. Par ses mandats, il contribue à initier les jeunes à la vie politique municipale, aux enjeux des administrations locales et à la démocratie représentative. Chaque année, le Jeune Conseil et le Conseil Sous-18 accueillent entre 80 et 250 jeunes conseillers et conseillères afin de les initier à la démocratie municipale en participant à la plus grande simulation francophone d'un	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 200 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $

	conseil municipal en Amérique du Nord.	
ANKAS INC. (Académie de karaté Alexandru Sorin) 164, av. Milton Montréal (Québec) H8R 0A1 a/s Monsieur Alexandru Sorin Entraîneur-chef (Président)	Pour aider une athlète Angelia Grandea de notre arrondissement à participer au Championnat du monde qui aura lieu au Chili.	**TOTAL : 300 $** Magda Popeanu 300 $
MOISSON MONTRÉAL 6880, ch. De la Côte-de-Liesse Montréal (Québec) H4T 2A1 a/s Monsieur Richard D. Daneau Directeur général	Pour aider Moisson Montréal à assurer un approvisionnement alimentaire optimal aux organismes communautaires desservant les personnes en difficulté sur l'île de Montréal tout en participant au développement de solutions durables pour favoriser la sécurité alimentaire. En 2018, Moisson Montréal a distribué 321 901 kg de denrées dans notre arrondissement à différents organismes, tels que Baobab Familial, Auberge Shalom pour femmes, Multicaf, NDG Food Depot,	**TOTAL : 800 $** Sue Montgomery 200 $ Lionel Perez 200 $ Peter McQueen 200 $ Christian Arseneault 200 $
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc. **The Antigua and Barbuda Association of Montréal inc.** C.P. 183, Station Snowdon Montréal (Québec) H3X 3T4 a/s Madame Erene Anthony Responsable des relations publiques	Pour assurer le succès de la célébration du 38e anniversaire de l'indépendance d'Antigua-et-Barbuda le 16 novembre 2019. Une bourse sera remise à un récipiendaire et à une organisation montréalaise dédiée cancer.	**TOTAL : 500 $** Marvin Rotrand 200 $ Lionel Perez 200 $ Christian Arseneault 100 $
FONDATION EVA R. GSUM 7056 Marie-Rollet Montréal (Québec) H8N 3E7 a/s Gavin Musgrave Fondateur et directeur général	Depuis 2008, cet organisme sans but non lucratif offre une aide financière aux étudiants-athlètes défavorisés qui souhaitent poursuivre l'éducation post-secondaire. Notre appui aidera à couvrir les dépenses reliées pour la location de l'aréna Doug-Harvey lors de l'événement sur glace qui aura lieu le 11 janvier 2020.	**TOTAL : 255 $** Lionel Perez 255 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:25

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 4 555 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande Sue Montgomery, mairesse de l'arrondissement de CDN-NDG, de Marvin Rotrand, conseiller de la Ville pour le district de Snowdon, de Lionel Perez, conseiller de la Ville pour le district de Darlington, de Peter McQueen, conseiller de la Ville pour le district de Notre-Dame-de-Grâce, de Magda Popeanu, conseillère de la Ville pour le district de Côte-des-Neiges et de Christian Arseneault, conseiller de la Ville pour le district de Loyola, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 4 555 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 4 555 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 4 555 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 4 555 $. La dépense totale est imputée au budget des élus, tel que décrit dans la certification de fonds.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Diego Andres MARTINEZ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-3196
Télécop. : 514-868-3572

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-25

Annalisa HARRIS
directeur(trice) de cabinet en arrondissement

Tél : 514-872-4863
Télécop. : 514-868-3327

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1195265015

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Bureau des conseillers municipaux
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 4 555 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1195265015 Certification de fonds.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en ressources financières

Tél : 514-872-0419

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-29

Guylaine GAUDREAULT
Directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement
Tél : 514-872-8436
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Numéro de dossier	**1195265015**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 4 555 $ comme suit :

Organisme	DA	Christian Arsenault	Lionel Perez	Magda Popeanu	Marvin Rotrand	Peter McQueen	Sue Montgomery	Total général
Association Philippine-canadienne artistes du Québec	619615		(200)		(200)			(400)
Corporation Jardin Communautaire Châteaufort	619601		(250)	(300)			(250)	(800)
L'Association antiguaise et Barbuda de Montréal inc.	619653	(100)	(200)		(200)			(500)
Le Centre communautaire iraqien Iraqi Community Center (ICC)	619633		(700)					(700)
Jeune conseil de Montréal	619637	(200)	(200)			(200)	(200)	(800)
ANKAS INC. (Académie de karaté Alexandru Sorin)	619640			(300)				(300)
MOISSON MONTRÉAL	619649	(200)	(200)			(200)	(200)	(800)
FONDATION EVA R. GSUM	619660		(255)					(255)
TOTAL		**(500)**	**(2 005)**	**(600)**	**(400)**	**(400)**	**(650)**	**(4 555)**

La dépense totale est imputée au budget des élus comme suit :

Donateur	Imputation	Total
Christian Arsenault	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003048.0	(500)
Lionel Perez	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000557.0	(2 005)
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.0	(600)
Marvin Rotrand	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000137.0	(400)
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.0	(400)
Sue Montgomery	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.003047.0	(650)
Total général		(4 555)

Les fonds ont été réservés par les demandes d'achat inscrites au tableau.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1191247008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 50 831 $ (taxes incluses si applicable) à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière totalisant 15 362 $ (taxes incluses si applicable) à À deux mains Inc. pour la réalisation du projet « Projet Mauve » dans le cadre du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

D'accorder une contribution financière totalisant 12 019 $ (taxes incluses si applicable) à Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges, pour la réalisation du projet « Mon centre j'y suis j'y reste » dans le cadre du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

D'accorder une contribution financière totalisant 7 514 $ (taxes incluses si applicables) à Club de Plein Air NDG Inc., pour la réalisation du projet « Aventures en plein air pour les ados de NDG » dans le cadre du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

D'accorder une contribution financière totalisant 10 046 $ (taxes incluses si applicables) à Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la réalisation du projet « Sensibiliser aux violences sexuelles » dans le cadre du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

D'accorder une contribution financière totalisant 5 890 $ (taxes incluses si applicables) à Westhaven Elmurst Community Recreation Association pour la réalisation du projet « Arts à Westhaven » dans le cadre du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

D'approuver les cinq (5) projets de convention à cet effet.

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Ces dépenses seront entièrement assumées par la Ville.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:44

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1191247008**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 50 831 $ (taxes incluses si applicable) à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Relativement au Programme d'Intervention de Milieu Jeunesse (PIMJ 2019)
La clientèle jeunesse représente une priorité pour l'ensemble des arrondissements, cependant comme les ressources financières sont limitées, peu de nouveaux programmes ont été développés depuis quelques années. Les problématiques (obésité, décrochage scolaire, intégration difficile, etc.) augmentent et le besoin d'agir davantage en amont grâce à des activités, des projets et par la prévention est prouvé depuis longtemps.

Suite à un exercice de priorisation en matière d'intervention municipale jeunesse effectuée auprès des directions culture, sport, loisir et développement social de tous les arrondissements, des directions corporatives concernées dont celles du Service de la Qualité de Vie et de certains grands partenaires institutionnels jeunesse, la Ville de Montréal a adopté le Programme d'Intervention de Milieu Jeunesse (PIMJ) (sommaire 1071535001) en mai 2007. Les actions du PIMJ s'actualisent tant sur le plan régional que sur le plan local (dans tous les arrondissements). Depuis 2007, conformément à une entente signée par les deux (2) parties, le PIMJ est assorti du soutien financier de la Ville de Montréal ainsi que du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI).

La treizième édition du PIMJ pour des jeunes de 12 à 30 ans est officiellement lancée. Elle s'inscrit dans le cadre du plan d'action montréalais pour les jeunes 2018-2020 et du Plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant.

Relativement à l'Entente administrative MIDI-Ville 2018-2021
Depuis 1999, le partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec a permis la réalisation de nombreuses interventions dans le cadre de la réalisation du Plan d'action visant les activités d'accueil et l'intégration en français des immigrants. En août 2017, le MIDI et la Ville signaient une entente sur une période d'une (1) année afin de poursuivre les actions auprès de la clientèle issue des communautés culturelles. L'entente MIDI-Ville 2017-2018 a pris fin le 31 mars 2018.

Le 26 mars 2018, le conseil municipal a approuvé la nouvelle entente triennale entre le MIDI et la Ville de Montréal assortie d'un budget de 12 M$, couvrant la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2021. Cette entente relève du Programme Mobilisation-Diversité du MIDI visant à soutenir les municipalités dans ses efforts à favoriser la concertation et la mobilisation préalables à une collectivité accueillante et inclusive.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Relativement au Service de la diversité et l'inclusion sociale
CE18 1998 - 05 décembre 2018
Adopter le premier plan d'action de la Ville de Montréal « Montréal inclusive » 2018-2021, en matière d'intégration des nouveaux arrivants

CM18 0383 26 mars 2018
Approuver un projet d'entente triennale entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'un soutien financier à la Ville de 12 M$, pour la période 2018-2021, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période

CM17 1000 21 août 2017
Approuver le projet de protocole d'entente entre la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et la Ville de Montréal relativement au versement d'une aide financière à la Ville de 2 000 000 $, pour la période 2017-2018, pour planifier, mettre en œuvre et soutenir des projets visant l'intégration des personnes immigrantes / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses de cette somme, pour la même période
CE07 0768: Accorder un montant de 150 000 $ à la Direction de la diversité sociale du Service du développement culturel, de la qualité du milieu de vie et de la diversité ethnoculturelle pour la coordination, le suivi et la mise en œuvre du « Programme d'intervention de milieu et des Priorités jeunesse municipales »

Relativement à l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

CA 18 170246- 4 septembre 2018
D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 64 770 $, incluant toutes les taxes si applicables, à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dont 50 831 $ dans le cadre de l'édition 2018 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI- Ville (2018 - 2021) et 13 939 $ provenant du surplus libre et du budget de fonctionnement de l'arrondissement pour compléter le financement du projet Place aux filles.

CA17 170320 - 13 décembre 2017
D'accorder un soutien financier totalisant la somme de 44 770 $ aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le

ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2017–2018) dans le cadre de l'édition 2017 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans.

DESCRIPTION

Pour la mise en oeuvre de l'édition 2019, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) a lancé du 13 août au 10 septembre 2019, un appel à solutions sur invitation à douze (12) organismes intervenant principalement auprès des jeunes de 12 à 30 ans. Cet appel a été prolongé pour une deuxième période au terme de laquelle un nombre total de cinq projets ont été reçus.
Suite à l'analyse, les cinq (5) projets sont recommandés pour un soutien financier :

- **Organisme:** À deux mains Inc.
- **Projet:** Projet MAUVE
- **Brève description:** Offrir une programmation sportive et artistique le samedi pour les jeunes de 12 à 30 ans
- **Montant de la contribution recommandé:** 15 362 $

- **Organisme:** Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges (CELO)
- **Projet:** Mon centre, j'y suis j'y reste
- **Brève description:** Offrir un accès à des disciplines culturelles aux jeunes de 10 à 16 ans en impliquant les jeunes de 18 à 25 ans à titre de mentors
- **Montant de la contribution recommandé:** 12 019 $

- **Organisme:** Club de plein air NDG Inc.
- **Projet:** Aventures en plein air pour les ados de NDG
- **Brève description:** Offrir des expériences de plein air à Montréal à 75 jeunes de 12 à 17 ans de NDG issus de l'immigration.
- **Montant de la contribution recommandé:** 7 514 $

- **Organisme:** Westhaven Elmurst community recreation association
- **Projet:** Arts à Westhaven
- **Brève description:** Encourager la pratique artistique amateur en offrant des cours d'arts plastiques aux jeunes de 12 à 17 ans en explorant le thème de l'interculturalité.
- **Montant de la contribution recommandé:** 5 890 $

- **Organisme:** Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- **Projet:** Sensibiliser aux violences sexuelles
- **Brève description:** sensibiliser les jeunes et leur offrir un espace de discussion autour des questions concernant le genre et l'égalité
- **Montant de la contribution recommandé:** 10 046 $

JUSTIFICATION

Le financement accordé vise à soutenir la réalisation de projets locaux qui répondent aux besoins des jeunes âgés de 12 à 30 ans, dans un esprit de collaboration et de concertation avec les acteurs du milieu. Pour répondre aux particularités locales, l'arrondissement a sollicité des projets répondant à des besoins identifiés, mais non comblés ou partiellement comblés dans les domaines d'intervention suivants :

- Favoriser l'intégration sociale;
- Accroître l'accès aux activités physiques dans les parcs en hiver;
- Développer des activités en lien avec la pratique artistique amateur;
- Stimuler la participation citoyenne.

Les cinq projets retenus sont en concordance avec un ou plusieurs de ces axes.

De plus, ces projets sont en lien avec certaines actions du projet de plan d'action en développement social 2020-2024 de l'arrondissement qui devrait être adopté avant la fin 2019.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce soutien financier de 50 831 $ (taxes si applicables) demeure non récurrent et est réparti ainsi :

Ø Un montant de 32 728 $ sera assumé par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants à Montréal (BINAM) dans le cadre de l'Entente entre le MIDI-Ville 2018-2021.
Ø Un autre montant de 18 103 $ sera assumé par le budget de fonctionnement du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS).

Organisme	Projet	Soutien accordé		Soutien recommandé 2019	Soutien recommandé sur budget global du projet (%)
		2017	2018		
À deux mains Inc.	Projet Mauve	13 989 $	13 989 $	15 362 $	54 %
Centre Communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges	Mon centre, j'y suis j'y reste	11 410 $	11 410 $	12 019 $	51 %
Club de plein air NDG Inc.	Aventures en plein air pour les ados de NDG	0 $	0 $	7 514 $	55 %
Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Sensibiliser aux violences sexuelles	0 $	0 $	10 046 $	38 %
Westhaven Elmurst community recreation association	Arts à Westhaven	0 $	0 $	5 890 $	90 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ces projets d'intégration visent au rapprochement interculturel et à une meilleure intégration sociale des citoyennes et citoyens d'origines diverses. Ils participent ainsi à des objectifs sociaux du développement durable. Ces projets vont dans le sens de la réalisation de l'Action 9 du Plan de développement durable « Montréal durable 2016-2020 » : Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion. Par cette action, la Ville de Montréal s'engage notamment à poursuivre et renforcer des actions en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et à collaborer à la réalisation de mesures visant l'intégration des personnes immigrantes et leur pleine participation à la vie montréalaise.
Par ailleurs, ils s'inscrivent aussi dans la priorité 3 « Assurer l'accès à des quartiers durables à échelle humaine et en santé » du Plan local de développement durable 2019-2022 de l'arrondissement Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces projets s'inscrivent dans l'objectif du programme d'intervention de milieu soit "d'offrir à des jeunes de 12 à 30 ans des activités de qualité, diversifiées, accessibles et adaptées à leurs besoins, en complémentarité et en concertation avec les milieux de vie, de façon à prévenir des problématiques sociales. De plus, les organismes seront outillés afin tenir compte de l'approche ADS+ dans la mise en oeuvre de leur projet.
Les types d'intervention proposés auront un impact significatif sur les adolescents et les jeunes adultes puisqu'elles leur permettront :

- de participer à des activités de loisir culturel;
- d'apprendre différentes techniques artistiques;
- de découvrir une nouvelle offre d'activités et de plein air;
- de promouvoir l'égalité et la diversité;
- de développer des compétences interculturelles;
- d'accroître leur sentiment d'appartenance au quartier et à la société québécoise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications doivent se faire selon le protocole de visibilité de l'entente MIDI-Ville, ci -joint en annexe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les projets feront l'objet d'un suivi de la part de la DCSLDS. Un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet**.** L'organisme s'engage à fournir les rapports d'étape et finaux aux dates prévues à cet effet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mourad BENZIDANE, Direction générale
Stéphane LIVERNOCHE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Nadia MOHAMMED, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Panagiota PAPADAKIS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Amélie FRANCK, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Louise-Michel LAURENCE, Service de la diversité sociale et de l'inclusion sociale
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 23 octobre 2019
Louise-Michel LAURENCE, 22 octobre 2019
Stéphane LIVERNOCHE, 21 octobre 2019
Hélène BROUSSEAU, 21 octobre 2019
Panagiota PAPADAKIS, 21 octobre 2019
Mourad BENZIDANE, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 868-4956
Télécop. : 872-4585

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **À DEUX MAINS INC. / HEAD & HANDS INC.**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 3465, avenue Benny, Montréal (Québec) H4B 2R9, agissant et représentée par Madame Andrea Clarke, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : 1006097266
N° d'inscription T.V.Q. : S.O.
N° d'inscription d'organisme de charité : 131454415RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de travailler en collaboration avec les jeunes pour promouvoir leur bien-être physique et mental.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de la direction culture, sports, loisirs et développement social

2.7 « **Unité administrative** » : Direction culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quinze mille trois cent soixante deux dollars (15 362 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un seul versement.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3465 Avenue Benny, Montréal, Québec, H4B 2R9 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 20

À deux mains Inc. / Head & Hands Inc.

Par : _____
Andrea Clarke, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4e jour de novembre 2019 (Résolution……..).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : À deux mains / Head & Hands

Titre du projet : Projet Mauve

1

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 20 novembre 2019 Montant demandé : 16010 $

Date de fin du projet : 30 juin 2020 Montant accordé : 15 362 $

Date de dépôt de la demande : 11 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☐ PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☒ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme :	À deux mains / Head & Hands
Adresse :	3465 Benny
Ville : Montréal	Code Postal : H4B2R9
Numéro d'inscription TPS : 1006097266	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité :	131454415120001
Arrondissement :	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
District électoral de Montréal :	Notre-Dame-de-Grâce
Circonscription électorale du Québec :	Notre-Dame-de-Grâce
Circonscription électorale fédérale :	Westmount-Ville Marie
Responsable de l'organisme :	Andrea Clarke
Fonction :	Directrice
Téléphone : 5144810277	Télécopieur : 5144812236
Courriel : admin@headandhands.ca	Site Web : headandhands.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

À deux mains a comme mission de travailler en collaboration avec les jeunes pour promouvoir leur bien-être physique et mental. Notre approche est préventive, inclusive, sans jugement, holistique et vise à offrir un environnement libre de discrimination et accueillant pour les jeunes. Nous visons faciliter le changement social et l'autonomisation des jeunes en tenant compte de leurs besoins au sein de notre communauté et de la société dans son ensemble. À Deux Mains offre une multitude de services sociaux, médicaux et juridiques et nous employons une approche à la santé des jeunes et à leur autonomisation est guidée par les principes de la réduction des méfaits, la prévention, le non-jugement, l'éducation, le soutien holistique, et la confidentialité. Pour une liste complète de nos services, veuillez consulter notre site web.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet :	
Personne responsable du projet : Neil Guilding	
Fonction : Coordinateur Jeunesse 2000	
Téléphone : 5144810277	Télécopieur : 5144812336
Courriel : jeunesse2000@headandhands.ca	
☐ Nouvelle initiative	☒ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	
La programmation du samedi est devenue un élément essentiel de notre offre de service. Non seulement elle offre aux jeunes un espace sécuritaire et accueillant la fin de semaine, mais elle nous permet aussi d'atteindre les jeunes qui ne sont pas toujours en mesure de se rendre au centre pendant la semaine en raison de l'école et de leurs responsabilités à la maison. Le centre est un endroit où les jeunes peuvent bâtir une communauté de paires, et avoir l'appui d'animateurs qui peuvent jouer le rôle de coach, de mentor et de conseiller. De plus, en sachant que le centre offrent des ressources et activités au jeunes entre les age de 12 à 18 ans nous avons collaboré avec le Carrefour Jeunesse Emploi pour ajouter une soiree de programmation soccer pour les individus âgés de 18 à 30 ans. Cela offre une transition de l'espace du centre a un autre espace ou ils peuvent s'intégrer avec des individus de leurs âges et recevoir des ressources approprié en évitant l'isolement en participant dans une activité sportif.	

Contexte du projet Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local
Nos expériences organisationnelles avec des jeunes à risque dans NDG, nous permettent de continuer notre engagement à la réduction de méfaits. Ceci est reflété dans la programmation actuelle à Jeunesse 2000 (J2K), la maison de jeunes de À Deux Mains. Par exemple, des opportunités de performances sont disponibles pour les jeunes qui fréquentent les ateliers de poésie et de rap du centre, et nous pouvons leurs donner un lieu où ils peuvent s'exprimer sans être juger et sans avoir à se soucier de d'autre chose que d'être des jeunes personnes dans leur quartier. De plus, nous contribuons à briser l'isolement sociale des jeunes qui se retrouvent en difficulté d'intégration dans les autres centres ou à l'école, en les permettant d'avoir un endroit sûr où ils/elles peuvent être certain.e.s d'être

reçu.e.s et encadré.e.s par nos animateur.trice.s Finalement, en tant que membre de la table jeunesse, et ayant participé à la rédaction du plan d'action inter-organisme du Conseil Communautaire, nous avons tout intérêt à ce que nos activités soient bien alignés avec celles de nos consoeurs organisationnelles.

Résumé du projet

Le projet Mauve aspire à encourager l'expression artistique des jeunes, créer des liens entre des jeunes de différents milieux, aider les jeunes à trouver leurs voix et leurs aptitudes, prolonger l'accessibilité à un endroit sain et sécuritaire, et créer une image positive de soi à travers d'interactions avec leurs paires et nos intervenant.e.s. Depuis son début, le projet Mauve garda Jeunesse 2000 ouvert pour des heures prolongées les samedis de 13h à 18h. Nous aimerions bonifier la présence des animateur.trice.s lors d'une présence accrue de jeunes. Le projet est basé sur les besoins et les intérêts des jeunes et de plus complimentent les activités existantes du centre. Nous faisons aussi de notre mieux de faire valoir les autres ressources/services d'À Deux Mains pour les jeunes (e.g., en tenant différents ateliers comme l'éducation sexuelle, gestion de colère, etc)

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Encourager des relations solides avec et entre les jeunes à travers.l'expression artistique, physique et culturelle. Déployer des programmes qui sont à l'image des jeunes et qui les engagent à s'impliquer en profondeur, les transmettent un sens d'appartenance aux projets. On anticipe aussi que le projet Mauve nous permettra de renforcer nos liens avec les jeunes les plus marginalisé.e.s de notre communauté et augmentera notre capacité de les encadrer dans un espace sécuritaire.

En ajoutant une autre activité ou les jeunes âgés de 18 à 30 ans peuvent participer à un sport collectif nous souhaitons offrir un environnement de soutien pour les jeunes qui sont hors de l'age de participation du centre mais sont encore en recherche de ressources et d'encadrement. Cela permettra aux jeunes d'avoir accès à un intervenant de milieu pouvant informer les jeunes, et les référer à des ressources disponibles à eux. De plus, rassembler d'autre populations de jeunes pour une activité sportive pourra promouvoir la mixité des jeunes de des quartiers de CDN et NDG.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :

12-17 ans : 100

18-30 ans : 40

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

La clientèle visée: jeunes pouvant vivre une marginalization (défavorisé.s., issu.e.s de communautés culturelles, LGBTQ,etc) de l'arrondissement CDN-NDG âgé.e.s entre 12 et 17 ans. Conforme avec le mandant inclusif et anti-oppressif d'À deux mains, Jeunesse 2000 privilégie un personnel issu de communautés culturelles nous permettant de fournir aux jeunes des modèles positifs pour les jeunes. De plus, le projet encourage la communication et la reconnaissance des enjeux de l'oppression, valorisant l'expérience des jeunes et les encourageants de reconnaître leurs points de similitude. D'ailleurs, les jeunes rendus majeurs sont en manque d'espaces et d'activités à leurs images, ce qui augmente leur risque de vivre du profilage racial et/ou sociale (e.g., accusation de flânage)

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	CDN/NDG
Précisez le quartier ou le secteur :	NDG

Plusieurs arrondissements :	Si on doit se déplacer du quartier, c'est pour des événements très spécifiques et ce, occasionnellement. Exemples : Théâtres, Musée, La Ronde.
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
x	Diversité sociale
x	Loisir culturel
x	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Basketball (drop-in informal)	Novembre 2019 – Mai 2020	3 h/semaine
2. Soccer (drop-in informal)	Novembre 2019 - Mai 2020	2 h/semaine
3. Ateliers de studio - (mixing, beat making, spoken word)	Novembre 2019 – Mai 2020	2-3 h/semaine
4. Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation, et de vivre ensemble (civisme, cuisine, partage d'espace,etc)	Novembre 2019 – Mai 2020	2 h/semaine
5. Interactions sociales informelles (films, jeux vidéo, improvisation musicale,etc)	Novembre 2019 – Mai 2020	3 h/semaine

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)

11

1. Basketball: Cet activité sert d'attrait pour les jeunes qui connaissent déjà J2K, et d'outil de diffusion/rayonnement par les paires. Nous avons comme objectif de recevoir 40 à 50 jeunes pour cette activité, dont 5 à 10% de jeunes qui ne fréquentaient pas antérieurement le centre. De plus, les jeunes peuvent évacuer leur énergie (nous donnant aussi une opportunité d'observer certains interactions sociales qui sont moins évidentes dans d'autres contextes).	Évaluer la qualité des interactions avant et après l'activité; prendre en compte les interactions qui découlent de l'extérieur du centre	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
2. Soccer: Cet activité sert cibler les jeunes qui sont en transition hors de l'age de participation de J2K et de viser une clientèle qui n'est pas rejointe par J2K. C'est aussi un outil de diffusion/rayonnement par les paires. Nous avons comme objectif de recevoir 20 à 30 jeunes par session pour cette activité, dont 20 à 30% de jeunes qui ne fréquentaient pas antérieurement le centre. De plus, cet activité sert à offrir un lieu sécuritaire pour jeunes comme alternative à du flânage et autres comportements antisociaux.	Évaluer la qualité des interactions avant et après l'activité; prendre en compte les interactions qui découlent de l'extérieur du centre	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
3. Ateliers de studio: Cet activité permet aux jeunes de développer leurs aptitudes d'expression de soi, en plus de préparer des pièces pour des présentations communautaires estivales. Nous visons l'élaboration de 2 présentations et la participation d'au moins 5 jeunes. Idéalement, une présentation en automne pour lancer l'année scolaire serait envisagé. Dans le cadre du projet, une participation régulière et continue aux ateliers de poésie, de rap et d'instruments de musique sera visée. Nous aimerions voir 30 à 40 jeunes, dont au moins 50% seraient des participants réguliers.	Autonomie des jeunes dans le studio de musique; Évolution de la qualité des oeuvres produits par les jeunes	# de présentations communautaires, Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
4. Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation et de vivre ensemble: Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation et de vivre ensemble: Nous réfléchissons beaucoup à comment soutenir les jeunes lorsqu'il y a des moments intenses dans leur vie ou leurs communautés. Au-delà l'aide à la création de C.V., et apprendre comment créer des repas et collations saines, nous voulons développer le sens de civisme et une meilleure compréhension des enjeux liés au partage d'espace.	Co-création avec les jeunes d'une énoncé de valeurs fondamentales du centre Changement des habitudes de malbouffe au centre (Demandes pour des collations santé)	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s, # de jeunes qui participeront à l'élaboration de l'énoncé de valeurs, et des divers ateliers

5. Interactions sociales informelles (films, jeux vidéo, improvisation musicale,etc): L'ambiance décontractée demeure un élément important de l'espace, et nous visons offrir des activités qui s'alignent avec les intérêts des jeunes et qui les aident à briser leur isolation, renforçant leur tissu social.	Diversité d'activités disponibles aux jeunes, Évaluation de l'intérêt des jeunes pour lesdites activités, nouvels amitiés crées entre les jeunes	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s, # d'activités proposés par les jeunes (et non les animateurs), # d'interventions auprès de jeunes qui sont isolés

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

		Autres partenaires financiers (Obligatoire)		Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	À deux mains	CJE	
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordinateur Jeunesse 2000 24.17 $ Taux hor. x 5 Heures/semaine + 14.50 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines =		$4,601		$4,601
Titre : Animateur.trice 18,07$ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 17.34 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines =	$5,505			$5,505
Titre : Animateur.trice 18,07$ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 17.34 $ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines =	$5,505			$5,505
Titre: Intervenant services spécialisés Jeunes CJE 21,58$ Taux hor. x 3 Heures/semaine + 7.77$ Avantages. sociaux/sem. x 34 Semaines =			$ 2,465	$2,465
Titre: Moniteur.trice Honoraire: 2x $1,250 pour 2 moniteur.trice.s	$2,500			$2,500
SOUS-TOTAL SECTION A	**$13,510**	**$4,601 $**	**$2,465**	**20,576**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement :achat d'équipement de studio		$	$	
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$1,500	$2,000	$	$3,500
Photocopies, publicité	$	$600	$	$600
Déplacement	$	$150	$	$150
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$350	$	$350
SOUS-TOTAL SECTION B	**$1,500**	**$3,100**	**$**	**$4,600**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			

14

Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$1,000	$2,000	$	$3000
SOUS-TOTAL SECTION C	**$1,000**	**$2,000**	**$**	**$3800**
Total des contributions	**$16,010**	**$9,701**	**$2,465**	**$28,176**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Carrefour Jeunesse Emploi NDG Jonathan Platt, 514-482-6665 ext. 217 Hans, 514-482-6665	Références et appui pour la recherche d'emploi Utilisation de l'espace Rep NDG
Loisirs sportifs NDG Claudine Perreault, (514) 481-4634	Utilisation de l'espace de gym Trenholme
Table Concertation jeunesse	Offre des opportunités de partage et d'entraide entre organismes travaillant avec les jeunes du quartier. Rétroaction sur l'impact des activités

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines)	34
Date de début du projet (format : AAAA-MM-JJ) (format : 2019-11-20)	
Date de remise du rapport d'étape	18 janvier 2019 (le cas échéant)

Date de fin de projet 2020-06-30
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet) 2019-07-30

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Neil Guilding	Fonction : Coordonnateur de programme Jeunesse 2000
Date : 9/10/2019	Signature

18

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE DE LOISIR DE CÔTE-DE-NEIGE (CELO),** personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 5347, Chemin de la Côte-de-Neige, Montréal, Québec, H3T 1Y4, agissant et représentée par Madame Claude Lavoie, Directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : R119767895
N° d'inscription T.V.Q. : 1006184509
N° d'inscription d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour offrir aux résidents de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de la direction culture, sports, loisirs et développement social;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de douze mille dix-neuf dollars (12 019 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un seul versement.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 6 juin 2020.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5347, Chemin de la Côte-de-Neige, Montréal, Québec, H3T 1Y4 et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville
La Ville fait élection de domicile au domicile au 5160 boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 20

CENTRE COMMUNAUTAIRE ET DE LOISIR DE LA CÔTE-DES-NEIGES (CELO)

Par : _____
Claude Lavoie, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4e jour de novembre 2019 (Résolution……..).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges

Titre du projet : Mon Centre, j'y suis, j'y reste!

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 17 janvier 2020
Date de fin du projet : 6 juin 2020

Montant demandé : 12 019 $
Montant accordé : 12 019 $

Date de dépôt de la demande : 27 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans** **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
- ☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME 12019

Nom légal de votre organisme : Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	
Adresse : 5347, chemin de la Côte-des-Neiges	
Ville : Montréal	Code Postal : H3T 1Y4
Numéro d'inscription TPS : R119767895	Numéro d'inscription TVQ : 1006184509
Numéro de charité : 119767895RR0001	
Arrondissement : Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce	
District électoral de Montréal : Côte-des-Neiges	
Circonscription électorale du Québec : Outremont	
Circonscription électorale fédérale : Outremont	
Responsable de l'organisme : Claude Lavoie	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514 733 1478 poste 212	Télécopieur :
Courriel : direction.generale@cclcdn.qc.ca	Site Web : www.celocdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Sa mission est d'offrir aux résidents de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire. Le Centre offre des activités à caractère physique et sportif, socioculturel pour tous les groupes d'âges, des sorties en plein-air ou socioculturelles, une halte-garderie, de l'aide aux devoirs, un répit de 24 heures pour les familles en difficulté, des activités de francisation des nouveaux arrivants, de rapprochement interculturel et d'intégration à la société québécoise.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Mon Centre, j'y suis, j'y reste
Personne responsable du projet : Monique Gohler
Fonction : Coordonnatrice du milieu de vie jeunesse
Téléphone : 514 733 1478 poste 222 Télécopieur :
Courriel : ljclcdn.qc.ca
☐ Nouvelle initiative ☒ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction
Notre vision étant que les jeunes en viennent à utiliser leur temps libre en pratiquant des activités socio-culturelles, il est important de maintenir une offre d'activités variées et abordables qui susciteront leur intérêt et maintiendront leur motivation, particulièrement pour les 10-16 ans qui souvent délaissent les lieux de loisir au profit des réseaux sociaux. Pour y parvenir, le maintien du nouveau passeport jeunesse qui donne accès à une panoplie d'activités gratuites est cruciale d'où la nécessité de reconduire ce projet qui nous permet de soutenir une partie du salaire des animateurs.

Contexte du projet **Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local**
L'adolescence en général est une période de vie difficile pour les jeunes pendant laquelle ils se cherchent, souvent perdent intérêt à tout et sont portés à s'isoler. Par ailleurs, la venue des réseaux sociaux accentue ces comportements en les rendant encore plus passif. C'est un défi de les intéresser à autre chose, de les faire bouger, de les amener à se dépasser, d'autant que nous vivons dans une ère d'individualisme. Par ailleurs, nos jeunes doivent en plus composer avec leur réalité d'enfants issus de l'immigration, avec les chocs culturels qui teintent leurs relations avec leurs parents, avec la nécessité de s'adapter et s'intégrer à la société qui les entoure, ce qui n'est pas non plus évident. En plus, les jeunes qui sont peu fortunés n'ont pas les moyens d'explorer différents champs d'activités. C'est un obstacle supplémentaire à leur participation.

Résumé du projet
Le projet consiste à donner la possibilité à des jeunes de 10 à 25 ans de pouvoir toucher à plusieurs disciplines culturelles gratuites, de vérifier et valider leurs goûts et aptitudes à travers ces disciplines. Ils pourront aussi créer des liens avec des jeunes de communautés culturelles diverses et de différents groupes d'âges. Ainsi les 12-18 ans seront en contact avec des plus vieux de 18 à 25 ans qui agiront à titre de mentor et faciliteront leur intégration dans le groupe, particulièrement dans les activités de danses urbaines dans lesquelles le Centre excelle et dont les animateurs rayonnent à travers la ville. Les jeunes qui ne veulent pas s'insérer dans un groupe structuré auront l'alternative de participer au drop in afin d'éviter qu'ils ne traînent dans les lieux publics ou commerciaux et seront invités petit à petit, grâce au travail des animateurs en place, à s'insérer dans des activités conçues pour eux en tenant compte de leur intérêt.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
- Intéresser et motiver des jeunes de 10-17 ans à la pratique de loisir culturel structuré - Prévenir les comportements à risque de certains jeunes (18-30) en leur donnant une alternative au loisir structuré. - Donner un défi aux jeunes pour leur permettre de repousser leurs limites.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Environ 150 jeunes de 10 à 25 ans, provenant à 90% de communautés culturelles, 50% de garçons et 50% de filles et dont une bonne partie provient de familles à faible revenu. **Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :** 12-17 ans : environ 100 jeunes 18-30 ans : environ 50 jeunes *Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?*

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
	Diversité sociale
X	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1.Théâtre / Improvisation (12 à 17 ans)	3h / sem	21 sem
2.Céramique pour les 10-12 ans et 12-18 ans (1 atelier par groupe d'âge)	2h / sem par groupe	21 sem
3.Musique pour les 10-18 ans (5 niveaux de guitare et 2 niveaux piano)	1,5 h / sem par groupe	21 sem
4.Danses urbaines (popping et break dance) pour les 10-25 ans	2h / sem popping 3,5/ sem break dance	21 sem
5. Drop in pour les 12-16 ans (2 plages horaire)	9h / sem au total	21 sem

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Maintien du nombre de jeunes de 10 à 17 ans et de 18 à 26 ans dans nos programmes jeunesse		Statistique sur les cartes de membres
2. Découverte par les jeunes de leur potentiel à travers les activités culturelles	Témoignages des jeunes Participation des jeunes à des événements publics	Nombre de présences dans les activités culturelles et du taux de persévérance des jeunes dans ces activités
3. Création du sentiment d'appartenance au Celo, particulièrement chez les jeunes plus à risque.	Témoignages des jeunes Observation de la participation des jeunes dans le programme jeunesse	Taux de persévérance des jeunes dans les activités.

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	CCLCDN			
A – Personnel lié au projet					
Titre : Animateurs spécialistes 25,06 $ Taux hor. **x** 23 Heures/semaine **+** 86,81 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines **=**	7 958 $	6423 $	$	$	14 381 $
Titre : Animateurs généralistes 16,42 $ Taux hor. **x** 18 Heures/semaine **+** 42,86 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines **=**	4 061 $	3046 $	$	$	7 107 $
Titre : Coordonnatrice du projet 22,28 $ Taux hor. **x** 21 Heures/semaine **+** 67,84 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines **=**	0 $	11250 $	$	$	11 250 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**12 019 $**	**20 719 $**	**$**	**$**	**32 738 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation (PIANOS)	$	2 300 $	$	$	2 300 $
Photocopies, publicité	$	250 $	$	$	250 $
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**$**	**2 550 $**	**$**	**$**	**2 550 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions	**12 019 $**	**23 269 $**	**$**	**$**	**32 588 $**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
École secondaire LaVoie Table Jeunesse	Référencement

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 21 semaines
Date de début du projet 2020-01-17 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape
Date de fin de projet 2020-06-06
Date de remise du rapport final 2020-07-06 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Claude Lavoie	Fonction : Directrice générale
Date : 2019-09-27	Signature

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB DE PLEIN AIR NDG INC.,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 6720, Avenue Terrebonne, Montréal (Québec) H4B 1B9, agissant et représentée par Margaret Ford, présidente dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription T.P.S. : N/D
N° d'inscription T.V.Q. : N/D
N° d'inscription d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission dont la mission s'inscrit dans les principes des centres communautaires pour la réalisation de leur mission globale en matière de loisirs communautaires, d'activités physiques et de saines habitudes de vie afin d'offrir une offre de service de qualité, diversifiée, accessible et sécuritaire;

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de la direction culture, sports, loisirs et développement social

2.7 « **Unité administrative** » : Direction culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—–Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la

Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de sept mille cinq cent quatorze dollars (7 514 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un seul versement.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mai 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6720, Avenue Terrebonne, Montréal (Québec) H4B 1B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la présidente. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au domicile au 5160 boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 20

CLUB DE PLEIN AIR NDG INC.

Par : _____
Margaret Ford, présidente

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4e jour de novembre 2019 (Résolution…….).

ANNEXE 1 PROJET

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Club de plein air NDG

Deleted:

Titre du projet : Aventures en plein air les ados de NDG

Deleted:

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 5 novembre 2019
Date de fin du projet : 31 mai 2019
Montant demandé : 7814 $
Montant accordé : 7514 $
Date de dépôt de la demande : 27 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

- 1 -

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Deleted: ☐

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « Informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
- ☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme co-assurée.
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Deleted:

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : CLUB DE PLEIN AIR NDG
Adresse : 6720 rue de Terrebonne
Ville : Montréal Code Postal : H4B 1B9
Numéro d'inscription TPS : Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité :
Arrondissement : CDN NDG
District électoral de Montréal : LOYOLA
Circonscription électorale du Québec : NDG
Circonscription électorale fédérale : NDG
Responsable de l'organisme : Margaret Ford
Fonction : Présidente
Téléphone : 514-948-7797 Télécopieur :
Courriel : mford.benny@gmail.com Site Web : www.centrobenny.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Notre organisation a pour mission de promouvoir la santé et la forme physique par le biais de sports, de loisirs, d'activités culturelles et de programmes de leadership en plein air. Notre organisation bénévole à but non lucratif organise des programmes de loisirs en plein air et de leadership en plein air à NDG, au Benny Centre / Parc, depuis 1976. (Twitter – Benny Centre@benny_ndg.) Les programmes et activités actuels comprennent le leadership en plein air, la randonnée pédestre, le cyclisme, le canoë-kayak, le camping toute l'année, le ski de fond, la raquette, le patinage artistique et la photographie en extérieur. Les jeunes participants déterminent les différentes activités de chaque session. Dans la mesure du possible, nous soutenons également d'autres groupes communautaires de NDG dans leurs activités de plein air.

Formatted: Font color: Text 1
Formatted: Font color: Text 1
Formatted: Font color: Text 1
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Formatted: English (CAN)
Field Code Changed
Formatted: English (CAN)
Deleted:
Formatted: English (CAN)
Formatted: English (CAN)
Deleted:

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Plaisir en plein air avec les adolescents NDG
Personne responsable du projet : Margaret Ford
Fonction : Responsable des activités en plein air
Téléphone : 514-946-7797 Télécopieur :
Courriel : mford.bennv@gmail.com
x☐ Nouvelle initiative ☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

Contexte du projet Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local
Les avantages santé et les avantages sociaux des activités de plein air pour les adolescents sont bien documentés. (Rapport Au Québec, Sur bouge en plein air page 7). Le développement d'un programme d'initiation à l'aventure en plein air quatre saisons dans les parcs montréalais est une priorité pour Montréal. (Plan d'action en plein air pour l'île de Montréal page 9) Chaque saison, nous recevons de nombreuses demandes d'organisations et de particuliers souhaitant avoir accès à des activités de plein air. Ce projet nous permettra d'offrir de nouvelles expériences de plein air à 75 jeunes de NDG

Deleted:

Résumé du projet
Voir SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES. Notre projet organisera 2 types d'activités de plein air impliquant 75 jeunes de NDG, encourageant la participation des communautés culturelles et des nouveaux immigrants: 1) À l'automne 2019, l'hiver 2020 et le printemps 2020, nous offrirons un programme saisonnier de 5 semaines à 10 jeunes recrutés dans les communautés culturelles de NDG. 2) Au cours de l'hiver 2020, nous proposerons 3 activités hivernales d'une journée à 15 jeunes recrutés dans des centres communautaires de NDG et des communautés culturelles.

Formatted: Font: Bold
Formatted: Space Before: 0 pt
Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, … + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 1.27 cm + Indent at: 1.9 cm

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
1. En recrutant 10 jeunes de différentes communautés culturelles à NDG au cours des saisons d'automne, d'hiver et de printemps, les jeunes de la région apprendront à identifier, planifier et préparer leurs activités de plein air en intégrant les principes Sans trace. Leurs activités comprendront la randonnée, le ski de fond, la raquette, le patinage, le vélo et le canoë. 2. Pendant 4 semaines au Benny Park, présentez une nouvelle activité de plein air à 3 groupes de 15-20 jeunes de NDG, encourageant la participation de nouveaux immigrants et de jeunes de différentes communautés culturelles et centres communautaires de NDG.

Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, … + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 0.63 cm + Indent at: 1.27 cm

Mise à jour 20/06/2019 - 4 -

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) : 12-17 ans : √ 18-30 ans : *Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?*

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

	Arrondissement(s)
Un seul arrondissement ou ville reconstituée;	√
Précisez le quartier ou le secteur :	
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

Deleted:

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
√	Diversité sociale
	Loisir culturel
√	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

Deleted:

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. AUTOMNE 2019 Rendre les activités de plein air automnales, telles que la randonnée, accessibles aux 10 adolescents immigrants de NDG (Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
2. HIVER 2020Rendre les activités de plein air hivernales, telles que le ski de fond, la raquette et le patinage, accessibles aux 10 adolescents immigrants de NDG. (Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
3. PRINTEMPS 2020 Rendre les activités de plein air printanières, telles que, la randonnée, le canoë-kayak ou le vélo, accessibles à 10 adolescents immigrants de NDG. (Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
4. HIVER 2020 Au parc Benny en janvier/février, initiez 3 groupes de 15-20 jeunes aux activités d'hiver en plein air tels que le ski de fond, la raquette ou le patin. (Activité choisie par les adolescents)	4 semaines	6 heures

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	Quantitatifs (indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. 1. PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES Au cours des programmes d'automne 2019, d'hiver 2020 et du printemps 2020, offrez un minimum de 2 activités de plein air différentes à 30 jeunes de NDG âgés de 12 à 17 ans. Recruter 60% des participants issus des communautés culturelles de NDG et 25% des participants de jeunes femmes.	30 participants à 4 activités de plein air. 15 semaines d'activités sur 3 saisons 60% participants	Chaque participant remplira une enquête de satisfaction à la fin du projet.
2. PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES (cont'd) Les participants à ce programme seront en mesure d'identifier, d'organiser et de planifier une activité en plein air axée sur le développement des compétences individuelles, leur sécurité personnelle, la préparation de leur équipement et la mise en œuvre des principes du programme No Trace.		
3. 2. JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE En janvier / février 2020, à Benny Park, 3 groupes de 15 à 20 jeunes par session participeront à une journée hivernale en plein air, comprenant une séance d'habiletés personnelles, des vêtements d'hiver appropriés, la préparation et l'utilisation du matériel. Les activités peuvent inclure le ski de fond, la raquette, le patinage et les jeux d'hiver. Les participants choisiront leurs activités de plein air.	Au moins 30 jeunes de NDG participeront aux activités de plein air hivernales à Parc Benny.	Chaque participant remplira une enquête de satisfaction à la fin du projet.

Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	CPA NDG	Jeunesse Benny		
A – Personnel lié au projet					
Titre : Animateur (rice) en plein air, 16.00 $ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 600 $ Avantages. sociaux/sem. x 19 Semaines =	2932 $	$	$	$	$
Titre : Animateur (rice) en plein air, 16.00 $ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 600 $ Avantages. sociaux/sem. x 19 Semaines =	2932 $	$	$	$	$
Titre : Valeur bénévoles, 12.50 $ Taux hor. x 61 Heures/semaine + $ Avantages. sociaux/sem. x Semaines =	$	463 $	300 $	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	5864 $	463 $	300 $	$	6627 $
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	(environ 20%)				
Équipement : achat ou location	$	1560 $	2580 $	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	500 $	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	1440 $	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	750 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	1250 $	3000 $	2580 $	$	6830 $
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	(maximum 10%)				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	700 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	700 $	0 $	0	$	700
Total des contributions	7814 $	3463 $	2880 $	$	14157 $

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
JEUNESSE BENNY	Prêt d'equipment et expertise
CONSEIL COMMUNAUTAIRE NDG (Si le projet est accepté)	Diffusion d'information Identification de jeunes potentiels parmi les groupes de NDG
2 CENTRES COMMUNAUTAIRES de NDG (Si le projet est accepté)	Diffusion d'information Participation potentielle d'un groupe d'adolescents de leur centre.
TABLE JEUNESSE NDG (Si le projet est accepté)	Diffusion d'information Participation potentielle d'un groupe d'adolescents de leur centre.

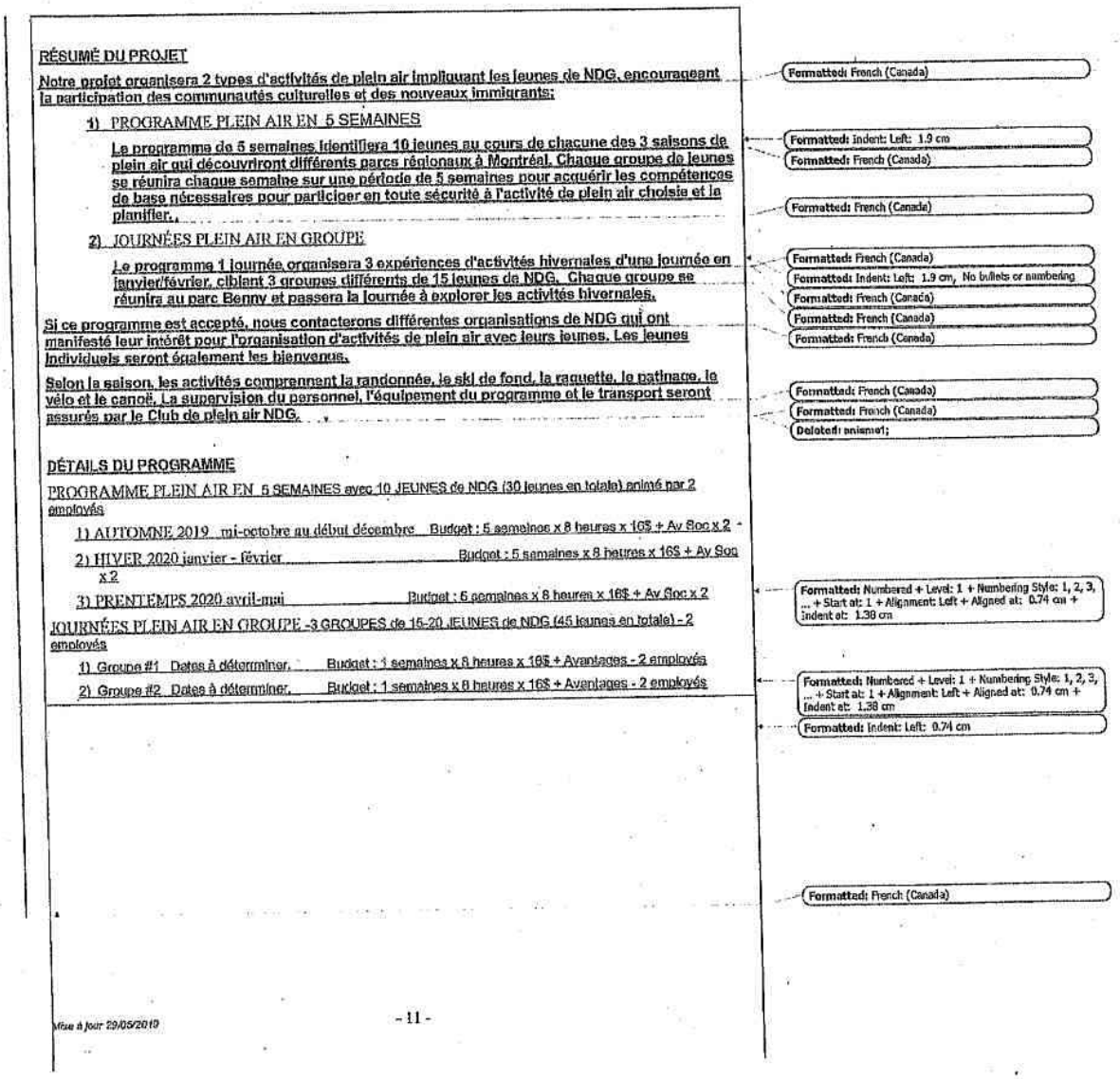
Deleted:
Deleted:
Formatted: French (Canada)

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 19
Date de début du projet 2019-10-21 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 2020-01-31
Date de fin de projet 2020-05-31
Date de remise du rapport final 2020-06-30 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

- 9 -



RÉSUMÉ DU PROJET

Notre projet organisera 2 types d'activités de plein air impliquant les jeunes de NDG, encourageant la participation des communautés culturelles et des nouveaux immigrants:

1) PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES

Le programme de 5 semaines identifiera 10 jeunes au cours de chacune des 3 saisons de plein air qui découvriront différents parcs régionaux à Montréal. Chaque groupe de jeunes se réunira chaque semaine sur une période de 5 semaines pour acquérir les compétences de base nécessaires pour participer en toute sécurité à l'activité de plein air choisie et la planifier.

2) JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE

Le programme 1 journée organisera 3 expériences d'activités hivernales d'une journée en janvier/février, ciblant 3 groupes différents de 15 jeunes de NDG. Chaque groupe se réunira au parc Benny et passera la journée à explorer les activités hivernales.

Si ce programme est accepté, nous contacterons différentes organisations de NDG qui ont manifesté leur intérêt pour l'organisation d'activités de plein air avec leurs jeunes. Les jeunes individuels seront également les bienvenus.

Selon la saison, les activités comprennent la randonnée, le ski de fond, la raquette, le patinage, le vélo et le canoë. La supervision du personnel, l'équipement du programme et le transport seront assurés par le Club de plein air NDG.

DÉTAILS DU PROGRAMME

PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES avec 10 JEUNES de NDG (30 jeunes en totale) animé par 2 employés

1) AUTOMNE 2019 mi-octobre au début décembre Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

2) HIVER 2020 janvier - février Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

3) PRENTEMPS 2020 avril-mai Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE -3 GROUPES de 15-20 JEUNES de NDG (45 jeunes en totale) - 2 employés

1) Groupe #1 Dates à déterminer. Budget : 1 semaines x 8 heures x 16$ + Avantages - 2 employés

2) Groupe #2 Dates à déterminer. Budget : 1 semaines x 8 heures x 16$ + Avantages - 2 employés

Mise à jour 29/05/2019

- 11 -

Formatted: French (Canada)

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Margaret Ford	Fonction : Présidente
Date : 2020-09-27	Signature : Margaret Ford

Deleted:
Deleted:
Deleted:

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

N^{o} d'inscription TPS : 121364749
N^{o} d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale, (constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38)) dont l'adresse principale est le 6767, Chemin de la Côte-de-Neige, Montréal, Québec, H3S 2B6, agissant et représentée par Madame Terri Ste-Marie, directrice générale, dûment autorisé(e) aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

N^{o} d'inscription T.P.S. : R119767895
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1006184509
N^{o} d'inscription d'organisme de charité : 119767895RR0001

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour offrir aux résidents de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de la direction culture, sports, loisirs et développement social

2.7 « **Unité administrative** » : Direction culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de dix mille quarante-six dollars (10 046 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un seul versement.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S 2B6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 20

PRÉVENTION CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Terri Ste-Marie, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4e jour de novembre 2019 (Résolution……..).

ANNEXE 1
PROJET

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Prévention CDN-NDG

Titre du projet : Sensibiliser aux violences sexuelles

Réservé à l'administration	
Date de début du projet : 15 novembre 2019 Date de fin du projet : 30 juin 2020	Montant demandé : 10 046 $ Montant accordé : 10 046 $
Date de dépôt de la demande :	

1

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	*Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « Informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande
Lettres patentes de votre organisme (charte)
La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée.**
Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	
Adresse : 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598	
Ville : Montréal	Code Postal : H3S 2T6
Numéro d'inscription TPS : /13747 0019 RT0001	Numéro d'inscription TVQ : /1009346712DQ0001
Numéro de charité : 137470019RR0001	
Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	
District électoral de Montréal : Darlington (6767 Côte-des-Neiges et École La Voie – où aura lieu le projet)	
Circonscription électorale du Québec : Mont-Royal – Outremont (6767 Côte-des-Neiges) / D'Arcy-McGee (École La Voie – où aura lieu le projet)	
Circonscription électorale fédérale : Outremont (6767 Côte-des-Neiges) / Mont-Royal (École La Voie – où aura lieu le projet)	
Responsable de l'organisme : Terri Ste. Marie	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-736-2732 poste 22	Télécopieur : 514-736-2734
Courriel : terriprevndg@gmail.com	Site Web : preventioncdnndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? OUI	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Notre mission est d'offrir aux citoyens et citoyennes des quartiers Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce notre expertise et les outils nécessaires à l'amélioration de leur qualité de vie en matière de sécurité urbaine, d'environnement et autres enjeux sociaux. Nous offrons des services personnalisés de proximité aux résidents en allant les rencontrer là où ils vivent, travaillent, et s'amusent. Nous gérons plus de 25 programmes, divisés en six départements, tous mis en œuvre selon l'analyse comparée selon les sexes: Tandem CDN-NDG (sécurité urbaine, Ville de Montréal), Éco-Quartier NDG (environnement, Ville de Montréal), Intervention communautaire (travailleurs et travailleuses de rue et de milieu dans CDN, NDG et Outremont, auprès des jeunes (12-25) et des aîné.e.s), Genres et Égalité (incluant le volet de prévention des violences et de l'exploitation sexuelle, le projet Intimid'action et le projet Cultivons la culture du consentement), Arts urbains (prévention du graffiti, Festival Hip Hop You Don't Stop) et Démarche de revitalisation du secteur Fielding-Walkley (incluant la co-gestion du centre communautaire Walkley).

Le projet que l'on propose s'inscrit dans le département Genres et Égalité. Il comprend le projet Intimid'action, projet s'intéressant à la question de l'intimidation analysée selon le genre et auprès de jeunes de 12 à 17 ans. Le département inclut aussi le projet Cultivons la culture du consentement : vers un changement systémique en matière de harcèlement sexuel dans les écoles, projet ayant pour objectif de cerner les besoins de la communauté (jeunes, intervenant.e.s scolaires et communautaires, parents) quant au harcèlement sexuel, de créer des outils pour y répondre et de les mettre en place dans plusieurs milieux. Finalement, le département accueille le projet de prévention des violences sexuelles et de l'exploitation sexuelle (ateliers dans les écoles et les milieux communautaire et travail de milieu au sein de l'école La Voie).

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Travail de milieu en prévention des violences sexuelles	
Personne responsable du projet : Fanny Lavigne	
Fonction : Travailleuse de milieu	
Téléphone : 514-915-3996 / 54-736-2732 poste 24 Télécopieur : /	
Courriel : fannyprevndg@gmail.com	
X Nouvelle initiative	Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Plusieurs intervenant.e.s dans CDN-NDG ont remarqué diverses formes de violence dans les relations amoureuses chez les jeunes, comme le sexting, le partage des photos intimes sans consentement.

Une travailleuse de milieu a donc été implantée à l'école La Voie depuis 5 ans pour créer et consolider des relations de confiance avec les jeunes filles, faire de l'écoute active, des suivis et du référencement ainsi qu'organiser et animer des activités et ateliers pour les sensibiliser. Elle est maintenant une ressource digne de confiance et bien implantée dans l'école, tant auprès des élèves que du personnel enseignant et des intervenant.e.s.Ces moments de partage avec les jeunes donnent souvent lieu à des discussions, parfois formelles et entamées par la travailleuse de milieu, mais aussi parfois informelles et entamées par les jeunes, sur diverses thématiques liées à l'exploitation et aux violences sexuelles. En effet, nous avons des discussions franches, ouvertes et sans jugement sur l'intimidation, le harcèlement sexuel, le consentement, l'objectivation et l'hypersexualisation des femmes dans la musique en plus de parler de la glorification de certains modes de vie (criminalité, consommation, violence, sexualité, etc.) dans les vidéo-clips, etc. Par ces moments, nous travaillons à donner la parole aux jeunes et à développer leur esprit critique. À force de discussion et d'échange, la travailleuse de milieu voit une évolution et des changements dans les opinions des jeunes. En prenant le temps d'être présente au quotidien et de s'asseoir et discuter avec eux et elles, la travailleuse de milieu tisse des liens de confiance et confirment aux jeunes qu'elle est une ressource et qu'elles et ils peuvent venir la voir en cas de besoin, ce qu'elles et ils font d'ailleurs. De plus, le local est aussi un lieu de rencontres individuelles où les jeunes qui ont besoin d'aide viennent se confier sur les difficultés et problèmes dans leur famille, avec leurs ami.e.s, leurs questionnements sur leur identité et orientation sexuelle, sur leurs relations amoureuses, sur la sexualité, etc. Ces interventions sont importantes et surviennent parce que les jeunes décident de faire confiance à la travailleuse de milieu, parce qu'ils et elles ont appris à la connaître au quotidien. Dès lors, ces jeunes ciblé.e.s par la travailleuse de milieu et l'école développent, dans un lieu qui se veut sécuritaire, des outils et facteurs de protection.

Résumé du projet

Dans le cadre du travail de milieu, nous remarquons plusieurs difficultés récurrentes vécues par les jeunes. Nous travaillons ainsi sur les thématiques suivantes : les agressions à caractère sexuel, le consentement, la cyberviolence et le cybersexisme, l'égalité entre les genres et les stéréotypes genrés, le harcèlement et cyberharcèlement sexuel, le harcèlement de rue, le partage de photos intimes sans consentement.

Notre projet veut permettre la bonification du travail de milieu en mettant l'accent sur des activités qui vont développer la participation citoyenne des élèves (ateliers, discussions informelles de milieu, midis-discussions, midis-conférence, midis-débats, projet en collaboration avec le Conseil Jeunesse de CDN-NDG, etc.).
À la suite de ces différents ateliers, les jeunes de l'école La Voie en collaboration avec les membres du Conseil jeunesse de CDNNDG organiseront un événement ouvert aux jeunes du quartier en vue d'un partage de connaissances et de mobilisation avec les acteurs jeunesse afin de dégager des pistes de réflexions.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Le travail de milieu au quotidien dans l'école veut permettre d'outiller les jeunes vulnérables en développant un attachement sain et positif à l'école, développer de la solidarité et de l'empathie entre les filles, apprendre à reconnaître ce qu'est une relation saine versus une relation violente et malsaine, consentement, image corporelle positive, saine estime de soi, expression de soi et de ses limites, connaissance des ressources, avoir des modèles positifs, etc. Plus encore, en bonifiant l'offre de service du travail de milieu, nous avons pour objectif de faire découvrir aux élèves de l'école l'importance et l'impact de la participation citoyenne et du développement de l'esprit critique. Pour ce faire, nous voulons notamment monter un projet avec le Conseil jeunesse de CDN-NDG et le conseil d'élèves de l'école, faire participer les élèves à des conférences, discussions et débats durant l'heure du dîner et bonifier le travail de milieu quotidien au sein de l'école.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Selon le Profil sociodémographique de la Ville de Montréal 2014, il s'agit de l'arrondissement le plus populeux (165 000 habitants) et le plus jeune (31% des gens ont moins de 25 ans) de la ville de Montréal. De plus, il est composé d'une forte population immigrante, soit 76% des personnes sont elles-mêmes nées hors du pays ou ont un parent qui est né hors du Canada. En effet, la plupart des jeunes sont issus de familles immigrantes, monoparentales pour certaines, avec des difficultés d'adaptation et/ou d'intégration et les parents ne possèdent pas tous les outils ou ressources nécessaires pour renforcer l'éducation familiale et académique de leurs enfants.

12-17 ans : Élèves de l'école La Voie (Jeunes de 12 à 17 ans). Comme nous sommes dans l'école depuis 5 ans, nous n'avons pas de problème de recrutement puisque nous sommes une ressource bien implantée et connue et nous faisons une tournée dans toutes les classes de l'école en début d'année pour rappeler les services aux élèves.

18-30 ans : Pas dans les activités mais nous espérons en rejoindre lors de l'événement.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	Côte-des-Neiges
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
X	Diversité sociale
	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Midis-discussions, midis-conférences, midis-débats : pour favoriser le développement de l'esprit critique chez les jeunes et leur capacité de s'exprimer et de prendre la parole sur des enjeux qui touchent le genre et l'égalité.	33 semaines (nov à juin)	
2. Projet en partenariat avec le Conseil Jeunesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce :	Plusieurs rencontres pour organiser l'événement.	1er déc. au 10 mai.
3. Un événement sera organisé hors les murs de l'école pour partager les réflexions avec le plus grand nombre de jeunes de l'arrondissement.	Une demi-journée d'événement en mai.	Un événement en mai

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Bonification du travail de milieu : Notre projet permettra d'augmenter le nombre d'heures de travail de milieu au sein de l'école La Voie. Nous pourrons ainsi ouvrir le local des loisirs pendant plus d'heures pour les élèves (plus de moments durant les récréations, les heures de dîner et après l'école) et dédier plus de temps aux projets au sein de l'école (ateliers dans les classes, midis-discussions, activités spéciales, etc.)	De nouveaux et nouvelles élèves fréquentent le local des loisirs et les activités organisées par la travailleuse de milieu.	Nombre de dîner/ récréation et d'heures après l'école où le local des loisirs est ouvert aux élèves, nombre d'activités dans l'école.
2. Augmentation de l'esprit critique et de la capacité de prise de parole des jeunes de l'école La Voie via les activités formelles sur l'heure du diner à l'école (discussions, débats, conférences) et les activités informelles liées au travail de milieu (discussions quotidiennes avec les élèves par exemple). Nous souhaitons rejoindre environ 200 jeunes via ces activités	Plus grande implication des élèves dans la préparation, l'organisation et la réalisation des activités liées à la participation citoyenne	Nombre d'élèves qui participent aux activités, nombre d'élèves sensibilisé.e.s aux activités, nombre de partenaires impliqués
3. Travailler en collaboration avec les membres du Conseil jeunesse de CDNNDG pour réaliser un événement jeunesse sur les questions de genre et d'égalité.	Nombre de participants lors de l'événement	Nombre de jeunes de l'école La Voie impliqués dans l'organisation de l'événement. Qualité de la collaboration avec les membres du Conseil jeunesse.

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	Prévention CDN-NDG	École La Voie	Ministère de la sécurité publique du Qc.	
A – Personnel lié au projet					
Travailleuse de milieu (La Voie 19 $ Taux hor. x 9 Heures/semaine + 18,25% $ Avantages. sociaux/sem. x 33 Semaines (15 nov-30 juin)	6673$ $	0	$	12431$	$
	$ $	$	$	$	$
Titre : Encadrement hebdo / Comité de suivi 30 $ Taux hor. x 2 Heures/ semaine + 18,25% $ Avantages. sociaux/sem. x 31 Semaines =	$ $	2200 $	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**6673 $**	**2200 $**	**0 $**	**$**	**$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	450 $	200 $	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1768 $	$	800 $	$	$
Photocopies, publicité	150 $	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	300 $	700 $	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**2368 $**	**500 $**	**1500 $**	**$**	**$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1005 $ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**1005 $**	**0 $**	**0 $**	**$**	**$**

10

Total des contributions	10046 $	2700 $	1500 $	$	$

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

11

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
École La Voie (6755 rue Lavoie, 514-736-3500) Lucien Fortin, directeur (fortinl@csdm.qc.ca)	Bureau dans l'école pour le travail de milieu, temps de classe pour des ateliers et formations, participation à des rencontres avec l'équipe-école, arrimage de l'intervention, référencement, suivis, implication auprès du conseil étudiant et dans les activités de l'école.
Prévention CDN-NDG Terri Ste. Marie (directrice générale)	Une collaboration importante s'effectue entre les différentes programmes et projets de l'organisme. Pour celui-ci, nous travaillerons de près avec la travailleuse de rue de CDN pour effectuer des suivis avec les jeunes autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs de l'école.
Conseil jeunesse de CDNNDG	Collaboration à l'organisation de l'événement et mobilisation des jeunes pour participer à l'événement.

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 33 semaines
Date de début du projet : 2019-11-15 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape :
Date de fin de projet : 2020-06-30
Date de remise du rapport final : 2020-07-31 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Terri Ste. Marie	Fonction : Directrice générale
Date : le 15 octobre, 2019	Signature T. Ste Marie

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PROGRAMME D'INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES 12-30 ANS
(PIMJ 2019)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE,** personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **WESTHAVEN ELMHURST COMMUNITY RECREATION ASSOCIATION**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38, dont l'adresse principale est le 7405, avenue Harley, Montréal, Québec, H4B 1L5, agissant et représentée par Renate Betts, coordonnatrice, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 141179424
Numéro d'inscription TVQ : 1006091861
Numéro d'organisme de charité : N/A

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la présente convention (ci-après la « **Convention** ») s'inscrit dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021) (ci-après le « **MIDI** ») (ci-après l' « **Entente** »);

ATTENDU QUE le MIDI et la Ville ont convenu que cette dernière assumerait la gestion de l'Entente;

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme un centre communautaire avec le désir de renforcer l'inclusion sociale et l'engagement communautaire en offrant des activités artistiques et sportives après l'école pour les jeunes de 5 à 18 ans.

ATTENDU QUE dans le cadre de l'Entente, l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet dans le cadre du PIMJ 2019, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente Convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente Convention, prévoir les conditions qui s'y rattachent; (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule, l'Annexe 1 et l'Annexe 2 font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : les normes de visibilité mentionnées à l'article 4.4 de la présente Convention;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectués, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Directrice de la direction culture, sports, loisirs et développement social

2.7 « **Unité administrative** » : Direction culture, sports, loisirs et développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet (ci-après le « **Projet** »).

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, l'aide financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville et de celle du MIDI, conformément aux dispositions concernant le Protocole de visibilité et d'affaires publiques (ci-après les « **Normes de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MIDI par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable et par le MIDI;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MIDI aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville, le MIDI et leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du MIDI, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention. Les pièces justificatives originales et les registres afférents à la présente Convention devront être conservés par l'Organisme pour une période d'au moins six (6) ans après la Date de terminaison ou jusqu'au règlement des litiges et réclamations, s'il y a lieu, selon la plus tardive des deux dates;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $) et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à l'échéance de la présente Convention, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

4.9 Communications des informations

L'Organisme doit fournir, sur demande, tous les rapports, comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de réclamation;

L'Organisme autorise la Ville à transmettre au MIDI une copie de la présente Convention ainsi que, sur demande, toute information, financière ou autre, ou tout document concernant l'Organisme ou la présente Convention;

4.10 Clauses particulières

4.10.1 conserver son statut d'organisme sans but lucratif pendant toute la durée de la présente Convention. Par conséquent, l'Organisme s'engage à aviser la Ville dans les dix (10) jours de la perte de son statut d'organisme sans but lucratif;

4.10.2 respecter les dispositions de la Charte de la langue française applicables et promouvoir l'usage du français auprès de sa clientèle et de ses employés et avoir un message d'accueil en français;

4.10.3 à la demande de la Ville, participer à un processus d'assurance qualité.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cinq mille huit cent quatre-vingt-dix dollars (5 890 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme un seul versement.

L'Organisme s'engage à respecter les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

5.5 Respect des obligations

Aucun versement fait à l'Organisme ne constitue une reconnaissance du fait que ce dernier a respecté ses obligations en vertu de la présente Convention.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme fait défaut de respecter l'une ou plusieurs des obligations prévues à la présente Convention, après que la Ville l'ait avisée par écrit de remédier dans un délai de trente (30) jours, à un ou plusieurs défauts;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales;

7.1.5 si l'Organisme a, directement ou par l'entremise de ses représentants, présenté des renseignements faux, trompeurs ou incomplets à la Ville ou au MIDI.

7.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès que la Ville a connaissance de l'événement;

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme et même réviser le niveau de sa contribution financière.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 juin 2020.
Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.4, 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7, 4.8, 4.10 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de minimum de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville et au MIDI, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

L'Organisme s'engage à obtenir de tous tiers, tous les droits de propriété intellectuelle requis pour donner plein effet à la licence concédée à la Ville en vertu du premier paragraphe de cet article.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 7405, avenue Harley, Montréal, Québec, H4B 1L5 et tout avis doit être adressé à l'attention de la coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, Secrétaire d'arrondissement

Le .....e jour de 20

WESTHAVEN COMMUNITY ASSOCIATION **ELMHURST RECREATION**

Par : _____
Renate Betts, Coordonatrice

Cette Convention a été approuvée par le Conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 4e jour de novembre 2019 (Résolution……..).

ANNEXE 1
PROJET

Montréal

PROGRAMME INTERVENTION DE MILIEU POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Westhaven Elmhurst Community Recreation Association

Titre du projet : Arts à Westhaven

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 10 janvier 2020 Montant demandé : 5890 $

Date de fin du projet : 30 juin 2020 Montant accordé : 5890 $

Date de dépôt de la demande : 27 septembre 2019

1

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☐ PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☐ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Westhaven Elmhurst Community Recreaction Association	
Adresse : 7405 Harley ave	
Ville : Montreal	Code Postal : Quebec
Numéro d'inscription TPS : 1411 794 24 RT 0001	Numéro d'inscription TVQ : 100 609 1861
Numéro de charité : n/a	
Arrondissement : CDN- NDG	
District électoral de Montréal : Loyola	
Circonscription électorale du Québec : NDG	
Circonscription électorale fédérale : NDG-Westmount	
Responsable de l'organisme : Renate Betts	
Fonction : Coordinatrice	
Téléphone : (514) 872-6134	Télécopieur :
Courriel : westhavenrecreation@gmail.com	Site Web : www.westhavenrecreation.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? Oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Declaration de mission

Pour aider la communauté local a repondre a leur besoin recreational :

1. Etablir des programmes qui correspondent à la communauté démographique et obtenir les informations sur les services et activités disponible.

2. Unir la communauté autour des problèmes et préoccupations commune.

3. Travailler en partenariat avec la communauté et les organismes de santé ainsi que tous les niveaux de gouvernement.

4. Aider à maintenir la qualité de service reçus.

5. Encourager les parents et les citoyens de la communauté à être plus impliqués dans les activités offert par le centre.

6. Continuer à s'assurer d'avoir un environnement sain pour la communauté.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet :	
Personne responsable du projet : Renate Betts	
Fonction : Coordinatrice	
Téléphone : 514 872-6134	Télécopieur :
Courriel : westhavenrecreation@gmail.com	
☐ Nouvelle initiative - Oui	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Le secteur Westhaven dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CdN-NdG), est considéré comme étant une de zones de pauvreté, d'exclusion, d'isolement social et de manque d'accès aux services,ce qui nuit à la convivialité et au vivre-ensemble.

76 % de la population de l'arrondissement CdN-NdG a des liens récents avec l'immigration. 51% de la population du district électoral de Loyola où se trouve Westhaven, est issu de l'immigration, 52% sont de la première génération 25% de la deuxième génération. 45% de sa population s'identifie comme minorité visible et 26% de sa population sont des nouveaux arrivants.

A Notre-Dame-de-Grâce (NDG), plus particulièrement à la partie ouest où se trouve le Centre communautaire Westhaven, il y a un manque d'offre culturelle, surtout dans le domaine des arts visuels. Il n'y a pas d'offre de loisir culturel pour tous les habitants du quartier : la programmation des centres communautaires est composée pour des activités sportives et d'aide au devoir et les entreprises privées offrant des activités en loisir culturel sont dans la partie sud-est de l'arrondissement qui a un revenu plus grand, ce qui n'est pas accessible aux personnes avec un revenu bas et qui sont géographiquement loin de leur lieu de résidence. Les habitants de Westhaven ont besoin d'avoir accès aux loisirs culturels, mais surtout de se voir reflétés dans sa diversité ethnoculturelle avec des animateurs issus de l'immigration récente.

Des priorités d'interventions retenues par l'arrondissement CdN-NdG que notre projet envisage sont de favoriser l'intégration sociale et de développer des activités en lien avec la pratique artistique amateur. Par rapport à la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal, le projet Arts à Westhaven, favorise l'accès à la culture et aux loisirs.

En plus, une des recommandations du Plan directeur, Culture, sports et loisirs en réflexion de l'arrondissement CdN-NdG est d'améliorer l'accessibilité à la culture, notamment en :

développant une offre de service novatrice qui tient compte de la diversité linguistique des résidants et du profil sociodémographique et ethnoculturel de l'arrondissement CDN—NDG.

Résumé du projet

Arts à Westhaven vise donner des ateliers d'arts plastiques aux jeunes de 12 à 17 ans qui fréquentent le Service de halte-accueil pour adolescents une fois par semaine. Pendant les ateliers, nous explorerons l'identité personnelle, l'identité collective, les traditions de leurs pays d'origine et les traditions québécoises. Nous voulons donner aux gens des outils pour reconnaître leurs sentiments et leur donner une façon de communiquer entre eux à travers la création artistique.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

- Permettre aux adolescentes de Westhaven de participer à des activités de loisir culturel
- Montrer aux participants différentes techniques artistiques comme le collage, la peinture et le papier mâché.
- Promouvoir l'égalité, l'équité et la diversité.
- Développer des compétences interculturelles chez les jeunes.
- Aider les adolescents à exprimer leur créativité, leurs expériences et leurs sentiments.
- Aider les participants à accroître leur sentiment d'appartenance au quartier et à la société québécoise.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

12-17 ans : 40 jeunes issus de communautés culturelles, 25 femmes, 15 hommes

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

Notre projet a pour but d'intervenir auprès des adolescents qui assistent au Service de halte-accueil pour adolescent.es, afin de développer leurs compétences interculturelles et artistiques. La clientèle du Centre Westhaven est composée de Canadiens de première et deuxième générations, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Asie. Pour ce faire, nous organiserons des ateliers artistiques qui montreront aux participants techniques et esthétiques de différentes origines. Les activités viseront à créer la réflexion et le dialogue à travers l'approche de la Philosophie pour enfants, reconnue par l'UNESCO, pour favoriser le développement d'aptitudes Savoir Être et Vivre Ensemble. « Cette approche enseigne aux participants à raisonner par eux-mêmes, à gérer leurs émotions, à développer leur créativité et à faire preuve d'empathie et d'ouverture.

Apprendre à développer une pensée critique, leur permettra de s'épanouir en tant que personne et de contribuer à des relations plus sensées, plus respectueuses et plus pacifiques. » (UNESCO, 2016).

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	Westhaven
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
x	Diversité sociale
x	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. 24 Ateliers artistiques pour les adolescents qui fréquent le programme Centre Westhaven	2h	Chaque semaine
2.		
3.		
4.		

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
Les participants seront formés sur les quatre techniques artistiques et sur l'art et les traditions des quatre groupes ethnoculturelles présents sur le territoire de Westhaven	Qualité d'œuvres conçues par les participants au début et à la fin du projet	30 ateliers 40 jeunes 10 oeuvres crées par participant 4 techniques artistiques 4 groupes ethnoculturels
Les participants seront capables de transiter des connaissances et informations sur les cultures (Savoirs) vers un dialogue constructif à travers la curiosité, l'ouverture et la pensée critique (Savoir-s'engager)	Les participants comprennent les différences culturelles Type d'interaction des participants	40 jeunes Assiduité des participant aux activités

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	Centre Westhaven			
A – Personnel lié au projet					
Titre : Coordonateur $ Taux hor. 20 x 1 Heures/semaine + $ Avantages. sociaux/sem. x 28 Semaines =	790 $	$	$	$	790 $
Titre : Animateur/médiateur interculturel $ Taux hor. 50 x 3 Heures/semaine + $ Avantages. sociaux/sem. x 24 Semaines =	3600 $	$	$	$	3828 $
Titre : $ Taux hor. x Heures/semaine + $ Avantages. sociaux/sem. x Semaines =	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**4390 $**	**$**	**$**	**$**	**4390 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	400$	$	$	$	400 $
Photocopies, publicité	$	100 $	$	$	100 $
Déplacement	100 $	$	$	$	100 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	500 $	$	$	500 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$

11

SOUS-TOTAL SECTION B	**500 $**	**600 $**	**$**	**$**	**1100 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	500 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**500 $**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions	**5890 $**	**600$**	**$**	**$**	**1100 $**

Mise à jour 29/05/2019

12

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
PAAL Partageons le monde 4610 Grand Boulevard apt 3 Montréal H4B 2X9	Impartition des ateliers artistiques interculturels

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines)	25 semaines
Date de début du projet (format : AAAA-MM-JJ)	2019-01-10
Date de remise du rapport d'étape	2020-03-31
Date de fin de projet	2020-06-30
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)	2020-07-20

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

PAAL Partageons le monde, est un organisme de bienfaisance basé à Montréal qui a comme mission le développement des compétences interculturelles et la sensibilisation du public à la diversité culturelle, à l'égalité et à l'inclusion. Le tout, dans une optique de prévention du racisme et de cohésion sociale, en offrant des activités de médiation interculturelle par l'entremise des ateliers qui explorent l'art, la culture, la langue et les traditions de différents groupes ethniques composant la société canadienne.

PAAL oeuvre à ce que les habitants de la Ville de Montréal enrichissent leurs compétences en communications interculturelles, qu'ils profitent de la richesse culturelle de la ville, qu'ils augmentent leur sensibilité à la diversité culturelle qui les entoure et qu'ils parviennent à une plus grande ouverture sur le monde, exempt de peur vis-à-vis de l'autre. PAAL désire être reconnu comme un acteur de transition vers une Ville de Montréal plus empathique, inclusive, égalitaire et juste.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Renate Betts	Fonction : Coordinatrice

Date : 27-09-2019	Signature

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ ET D'AFFAIRES PUBLIQUES

Dans le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques, l'Organisme s'engage à respecter les obligations de la Ville comme si elles étaient les siennes.

Le présent protocole de visibilité et d'affaires publiques fait partie intégrante de l'entente signée entre le MIDI et la Ville. Ce protocole a pour but d'établir les modalités de visibilité entre le MIDI et la Ville.

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville s'engage à :

- placer la signature institutionnelle du MIDI, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, et à mentionner de la manière appropriée dans toute communication écrite, électronique, audiovisuelle ou publique qu'une contribution financière est accordée par le MIDI et, le cas échéant, à afficher dans ses locaux tout document attestant cette contribution;

- faire approuver par la représentante ou le représentant désigné par le MIDI, avant leur réalisation finale, tous les outils de communication et de promotion faisant mention de la collaboration du MIDI;

Dans le cas où une activité publique serait organisée dans le cadre de l'entente, la Ville s'engage à :

- inviter une représentante ou un représentant du MIDI à toutes les activités publiques relatives à l'entente et aux projets qui en découlent, à mentionner la contribution du MIDI et à inviter la représentante ou le représentant à prononcer une allocution.

OBLIGATIONS DU MINISTRE

Le MINISTRE s'engage à :

- fournir à la Ville tous les éléments de communication et de promotion (signature institutionnelle, enrouleur, bannière, etc.) nécessaires à la réalisation du présent protocole de visibilité;

- fournir à la Ville et à son graphiste toutes les explications relatives au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1191247008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 50 831 $ (taxes incluses si applicable) à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

PIMJ Balises CDNNDG 2019.doc
Annexe 1 CELO.pdf
Annexe 1 Club de Plein Air NDG Inc..pdf
Annexe 1 Prévention CDN-NDG.pdf
Annexe 1 Westhaven Elmhurst Community Recreation Association.pdf
Annexe 1 A deux mains Inc.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michaelle RICHÉ
Conseillère en développement communautaire

Tél : 514-872-6086
Télécop. : 514-872-4585

Programme d’intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans (PIMJ)



Balises normatives et administratives

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Édition 2019

Appel à solution édition 2019

Le présent document énonce les objectifs, critères d'admissibilité et procédures mis de l'avant par l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce afin d'assurer la clarté et la transparence du déploiement du programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12 à 30 ans (PIMJ) sur son territoire pour 2019.

Contexte du programme

Le programme d'intervention de milieu auprès des jeunes de 12 à 30 ans s'inscrit dans le cadre des interventions municipales en matière de jeunesse et du plan d'action 2017 de la Politique de l'enfant.

L'intervention de milieu auprès des jeunes de 12 à 30 ans est une approche concertée et intégrée qui vise à mobiliser les acteurs d'un secteur donné dans le but d'implanter des projets et des activités structurants et dynamiques dans les milieux de vie.

Objectif du programme

Offrir aux jeunes de 12 à 30 ans des activités de qualité, diversifiées, accessibles et adaptées à leurs besoins, en complémentarité et en concertation avec les milieux de vie, de façon à favoriser **leur plein épanouissement, établir une action harmonisée en relations interculturelles et de prévention des problématiques sociales**.

Clientèles visées

Le programme s'adresse aux jeunes de 12 à 30 ans et plus particulièrement **aux jeunes issus des minorités visibles, nouveaux arrivants et immigrants de 2e génération.**

Il est important de distinguer, lorsque cela est possible, les catégories d'âge rejointes à travers le projet, soit les jeunes de 12 à 17 ans et les jeunes de 18 à 30 ans. Par exemple, si un projet concerne les 16 à 24 ans, il convient de le mentionner dans le formulaire de demande de soutien financier et de cocher les deux (2) cases correspondantes aux deux (2) tranches d'âge (12 à 17 ans et 18 à 30 ans).

Nombre de jeunes de 10 à 20 ans sur le territoire, par quartier			
	NDG	**CDN**	**Arrondissement**
10 à 14 ans	3 310 – 4,9 %	4 750 – 4,8 %	8 060 – 4,8 %
15 à 19 ans	3 455 – 5,2 %	5 795 – 5,8 %	9 245 – 5,6 %
20 à 24 ans	4 780 – 7,1 %	10 425 – 10,5 %	15 210 – 9,1 %
25 à 29 ans	5 035 – 7,5 %	9 100 – 9,1 %	14 135 – 8,5 %
10 à 29 ans	*16 580 – 24,76 %*	*30 070 – 30,2 %*	*46 650 – 28,0 %*
Population totale	66 975	99 540	166 515

PAQUIN, Christian (2018). *Portrait statistique : Population du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce*, Montréal, Ville de Montréal.

Répartition des minorités visibles, 2016						
	Quartier de CDN		**Quartier de NDG**		**Arrondissement**	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Total	96 935	100,0	66 180	100,0	163 115	100,0
Minorités visibles	52 780	54,4	23 510	35,5	76 290	46,8

PAQUIN, Christian (2018). *Portrait statistique : Population du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce*, Montréal, Ville de Montréal.

L'analyse différenciée selon les sexes Plus (L'ADS +)

L'arrondissement a été choisi pour expérimenter cette approche au cours des deux prochaines années, ce faisant, il encourage les organismes avec lesquels il collabore à prendre en compte celle-ci dans leurs projets.

L'ADS+ est un outil d'analyse qui aide dans la prise de décision et qui permet à la Ville de Montréal d'être plus accessible, sécuritaire et inclusive. Cette analyse peut s'appliquer à tous les domaines d'affaires de la Ville. Elle sert à prendre en compte, dans la conception et la mise en œuvre de politiques publiques, projets ou autres initiatives, les besoins propres des personnes en raison de :

- leur sexe
- leur classe sociale
- leur situation de handicap
- leur âge
- leur origine ethnique
- leur orientation sexuelle
- leur identité de genre

Pour en savoir plus, visionnez cette courte vidéo :
https://www.youtube.com/watch?v=cuun97dCu5E&feature=youtu.be

Priorités d'interventions retenues par l'arrondissement

Le financement accordé par l'arrondissement doit servir à soutenir la réalisation de projets locaux qui répondent aux besoins des jeunes âgés de 12 à 30 ans, dans un esprit de collaboration et de concertation avec les acteurs du milieu. Pour répondre aux particularités locales, l'arrondissement sollicite des projets répondant à des besoins identifiés, mais non comblés ou partiellement comblés dans les domaines d'intervention suivants :

- Favoriser l'intégration sociale;
- Accroître l'accès aux activités physiques dans les parcs en hiver;
- Développer des activités en lien avec la pratique artistique amateur;
- Stimuler la participation citoyenne.

Budget

L'arrondissement dispose pour 2019 d'un budget total de **50 831 $**.

Organismes et projets admissibles

Le projet a fait l'objet d'une analyse partagée des besoins et des priorités au sein de la concertation locale (tables enfance, jeunesse, famille) et répond aux orientations du programme PIMJ.

De plus, le projet doit :

- S'adresser directement aux jeunes âgés de 12 à 17 ans et/ou de 18 à 30 ans de CDN-NDG;
- Se dérouler sur le territoire de l'arrondissement;
- Être réalisé par le demandeur (qui doit être un organisme invité par l'arrondissement);

- Respecter les orientations générales ainsi que les balises normatives et administratives du guide du demandeur et du cadre de référence;
- Présenter un budget plausible qui comprend des dépenses pertinentes pour le projet.

Critères d'exclusion

- Toute demande provenant d'un organisme qui n'a pas reçu cette invitation par l'arrondissement;
- Le projet est déjà financé par l'arrondissement ou la Ville de Montréal;
- Le projet dédouble un projet déjà soutenu par l'arrondissement ou la Ville de Montréal;
- Le soutien financier se substitue aux programmes réguliers du demandeur.

Processus de dépôt et obligations

La DCSLDS lance un appel à solution du 13 août au 10 septembre 2019 auprès d'organismes invités qui interviennent auprès de la clientèle visée. **La date limite de dépôt des dossiers est le mardi 10 septembre 2019.**

Toute demande doit être faite par écrit en utilisant le formulaire *Demande de soutien financier, édition 2019.* Seule une demande écrite et dûment signée sera considérée.

Les demandes **ne respectant pas les balises normatives et administratives, incomplètes, non signées, non datées ou reçues après la fermeture de la période de l'appel, ne seront pas traitées.**

La demande doit être envoyée uniquement par courrier électronique à : appeldeprojet_pol_2018@ville.montreal.qc.ca.

Processus d'octroi

Le processus menant à l'obtention d'une aide financière prévoit cinq (5) phases principales :

1. le dépôt du formulaire *Demande de soutien financier Édition 2019;*
2. l'appréciation des projets par un comité formé de membres de l'équipe de la DCSLDS;
3. le choix des projets;
4. l'approbation du conseil d'arrondissement;
5. la signature d'une entente de financement. Cette d'entente précisera les obligations des parties ainsi que les modalités de versement de l'aide financière consentie.

Critères d'appréciation

- Les objectifs visés sont concrets et respectent les orientations du cadre de référence;
- Les activités proposées sont concrètes et ont un impact direct sur la clientèle visée;
- Le projet ne dédouble pas un projet déjà financé par l'arrondissement ou la Ville de Montréal;
- Le projet présente un budget plausible;
- Le projet comprend des dépenses pertinentes au projet;
- Le soutien financier accordé au projet ne doit pas se substituer aux programmes réguliers de l'organisme.

Date de début et fin des projets

Aucun projet ne peut débuter avant l'approbation du conseil d'arrondissement. De plus, il doit être terminé au plus tard le **30 juin 2020.**

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges

Titre du projet : Mon Centre, j'y suis, j'y reste!

Réservé à l'administration	
Date de début du projet :	Montant demandé :
Date de fin du projet :	Montant accordé :
Date de dépôt de la demande :	

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :

☒ **PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans**

PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021

Montréal

Immigration, Diversité et Inclusion
Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
- ☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Centre Communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges	
Adresse : 5347, chemin de la Côte-des-Neiges	
Ville : Montréal	Code Postal : H3T 1Y4
Numéro d'inscription TPS : R119767895	Numéro d'inscription TVQ : 1006184509
Numéro de charité : 119767895RR0001	
Arrondissement : Côte-des-Neiges/Not5re-Dame-de-Grâce	
District électoral de Montréal : Côte-des-Neiges	
Circonscription électorale du Québec : Outremont	
Circonscription électorale fédérale : Outremont	
Responsable de l'organisme : Claude Lavoie	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514 733 1478 poste 212	Télécopieur : nil
Courriel : direction.generale@cclcdn.qc.ca	Site Web : www.celocdn.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Sa mission est d'offrir aux résidents de Côte-des-Neiges un milieu de vie rassembleur, harmonieux, participatif visant l'épanouissement personnel et le développement collectif par le loisir, l'éducation populaire et l'action communautaire.

Le Centre offre des activités à caractère physique et sportif, socioculturel pour tous les groupes d'âges, des sorties en plein-air ou socioculturelles, une halte-garderie, de l'aide aux devoirs, un répit de 24 heures pour les familles en difficulté, des activités de francisation des nouveaux arrivants, de rapprochement interculturel et d'intégration à la société québécoise.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Mon Centre, j'y suis, j'y reste

Personne responsable du projet : Monique Gohler

Fonction : Coordonnatrice du milieu de vie jeunesse

Téléphone : 514 733 1478 poste 222 Télécopieur : nil

Courriel : ljclcdn.qc.ca

☐ Nouvelle initiative ☒ Reconduction de projet

Motifs de la reconduction

Notre vision étant que les jeunes en viennent à utiliser leur temps libre en pratiquant des activités socio-culturelles, il est important de maintenir une offre d'activités variées et abordables qui susciteront leur intérêt et maintiendront leur motivation, particulièrement pour les 10-16 ans qui souvent délaissent les lieux de loisir au profit des réseaux sociaux. Pour y parvenir, le maintien du nouveau passeport jeunesse qui donne accès à une panoplie d'activités gratuites est cruciale d'où la nécessité de reconduire ce projet qui nous permet de soutenir une partie du salaire des animateurs.

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

L'adolescence en général est une période de vie difficile pour les jeunes pendant laquelle ils se cherchent, souvent perdent intérêt à tout et sont portés à s'isoler. Par ailleurs, la venue des réseaux sociaux accentue ces comportements en les rendant encore plus passif. C'est un défi de les intéresser à autre chose, de les faire bouger, de les amener à se dépasser, d'autant que nous vivons dans une ère d'individualisme. Par ailleurs, nos jeunes doivent en plus composer avec leur réalité d'enfants issus de l'immigration, avec les chocs culturels qui teintent leurs relations avec leurs parents, avec la nécessité de s'adapter et s'intégrer à la société qui les entoure, ce qui n'est pas non plus évident. En plus, les jeunes qui sont peu fortunés n'ont pas les moyens d'explorer différents champs d'activités. C'est un obstacle supplémentaire à leur participation.

Résumé du projet

Le projet consiste à donner la possibilité à des jeunes de 10 à 25 ans de pouvoir toucher à plusieurs disciplines culturelles gratuites, de vérifier et valider leurs goûts et aptitudes à travers ces disciplines. Ils pourront aussi créer des liens avec des jeunes de communautés culturelles diverses et de différents groupes d'âges. Ainsi les 12-18 ans seront en contact avec des plus vieux de 18 à 25 ans qui agiront à titre de mentor et faciliteront leur intégration dans le groupe, particulièrement dans les activités de danses urbaines dans lesquelles le Centre excelle et dont les animateurs rayonnent à travers la ville. Les jeunes qui ne veulent pas s'insérer dans un groupe structuré auront l'alternative de participer au drop in afin d'éviter qu'ils ne traînent dans les lieux publics ou commerciaux et seront invités petit à petit, grâce au travail des animateurs en place, à s'insérer dans des activités conçues pour eux en tenant compte de leur intérêt.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

- Intéresser et motiver des jeunes de 10-17 ans à la pratique de loisir culturel structuré
- Prévenir les comportements à risque de certains jeunes (18-30) en leur donnant une alternative au loisir structuré.
- Donner un défi aux jeunes pour leur permettre de repousser leurs limites.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Environ 150 jeunes de 10 à 25 ans, provenant à 90% de communautés culturelles, 50% de garçons et 50% de filles et dont une bonne partie proviennent de familles à faible revenu. **Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :** 12-17 ans : environ 100 jeunes 18-30 ans : environ 50 jeunes *Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?*

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-des-Neiges / Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
	Diversité sociale
X	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1.Théâtre / Improvisation (12 à 17 ans)	3h / sem	21 sem
2.Céramique pour les 10-12 ans et 12-18 ans (1 atelier par groupe d'âge)	2h / sem par groupe	21 sem
3.Musique pour les 10-18 ans (5 niveaux de guitare et 2 niveaux piano)	1,5 h / sem par groupe	21 sem
4.Danses urbaines (popping et break dance) pour les 10-25 ans	2h / sem popping 3,5/ sem bd	21 sem
5. Drop in pour les 12-16 ans (2 plages horaire)	9h / sem au total	21 sem

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Maintien du nombre de jeunes de 10 à 17 ans et de 18 à 26 ans dans nos programmes jeunesse		Statistique sur les cartes de membres
2. Découverte par les jeunes de leur potentiel à travers les activités culturelles	Témoignages des jeunes Participation des jeunes à des événements publics	Nombre de présences dans les activités culturelles et du taux de persévérance des jeunes dans ces activités
3. Création du sentiment d'appartenance au Celo, particulièrement chez les jeunes plus à risque.	Témoignages des jeunes Observation de la participation des jeunes dans le programme jeunesse	Taux de persévérance des jeunes dans les activités.

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	CCLCDN			
A – Personnel lié au projet					
Titre : Animateurs spécialistes 25,06 $ Taux hor. **x** 23 Heures/semaine + 86,81 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines =	7 958 $	6423 $	$	$	14 381 $
Titre : Animateurs généralistes 16,42 $ Taux hor. **x** 18 Heures/semaine + 42,86 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines =	4 061 $	3046 $	$	$	7 107 $
Titre : Coordonnatrice du projet 22,28 $ Taux hor. **x** 21 Heures/semaine + 67,84 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 21 Semaines =	0 $	11250 $	$	$	11 250 $
SOUS-TOTAL SECTION A	**12 019 $**	**20 719 $**	**$**	**$**	**32 738 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation (PIANOS)	$	2 300 $	$	$	2 300 $
Photocopies, publicité	$	250 $	$	$	250 $
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**$**	**2 550 $**	**$**	**$**	**2 550 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions	**12 019 $**	**23 269 $**	**$**	**$**	**32 588 $**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
École secondaire LaVoie Table Jeunesse	Référencement

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 21 semaines
Date de début du projet 2020-01-17 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape
Date de fin de projet 2020-06-06
Date de remise du rapport final 2020-07-06 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Claude Lavoie	Fonction : Directrice générale
Date : 2019-09-27	Signature

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Club de plein air NDG

Deleted:

Titre du projet : Aventures en plein air les ados de NDG

Deleted:

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 5 novembre 2019
Date de fin du projet : 31 mai 2019
Montant demandé : 7814 $
Montant accordé : 7514 $
Date de dépôt de la demande : 27 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Deleted: ☐

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande.
L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

- ☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)
- ☐ La déclaration de l'inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)
- ☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme
- ☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours
- ☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)
- ☐ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville
- ☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée.**
- ☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

Deleted:

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : CLUB DE PLEIN AIR NDG
Adresse : 6720 rue de Terrebonne
Ville : Montréal Code Postal : H4B 1B9
Numéro d'inscription TPS : Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité :
Arrondissement : CDN NDG
District électoral de Montréal : LOYOLA
Circonscription électorale du Québec : NDG
Circonscription électorale fédérale : NDG
Responsable de l'organisme : Margaret Ford
Fonction : Présidente
Téléphone : 514-946-7797 Télécopieur :
Courriel : mford.benny@gmail.com Site Web : www.centrebenny.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)
Notre organisation a pour mission de promouvoir la santé et la forme physique par le biais de sports, de loisirs, d'activités culturelles et de programmes de leadership en plein air. Notre organisation bénévole à but non lucratif organise des programmes de loisirs en plein air et de leadership en plein air à NDG, au Benny Centre / Parc, depuis 1976. (Twitter – Benny Centre@benny_ndg.) Les programmes et activités actuels comprennent le leadership en plein air, la randonnée pédestre, le cyclisme, le canoë-kayak, le camping toute l'année, le ski de fond, la raquette, le patinage artistique et la photographie en extérieur. Les jeunes participants déterminent les différentes activités de chaque session. Dans la mesure du possible, nous soutenons également d'autres groupes communautaires de NDG dans leurs activités de plein air.

Formatted: Font color: Text 1
Formatted: Font color: Text 1
Formatted: Font color: Text 1
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Formatted: English (CAN)
Field Code Changed
Formatted: English (CAN)
Deleted:
Formatted: English (CAN)
Formatted: English (CAN)
Deleted:

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Plaisir en plein air avec les adolescents NDG
Personne responsable du projet : Margaret Ford
Fonction : Responsable des activités en plein air
Téléphone : 514-946-7797 Télécopieur :
Courriel : mford.benny@gmail.com
√☐ Nouvelle initiative ☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

Contexte du projet Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local
Les avantages santé et les avantages sociaux des activités de plein air pour les adolescents sont bien documentés. (Rapport Au Québec Sur bouge en plein air page 7).
Le développement d'un programme d'initiation à l'aventure en plein air quatre saisons dans les parcs montréalais est une priorité pour Montréal. (Plan d'action en plein air pour l'île de Montréal page 9)
Chaque saison, nous recevons de nombreuses demandes d'organisations et de particuliers souhaitant avoir accès à des activités de plein air. Ce projet nous permettra d'offrir de nouvelles expériences de plein air à 75 jeunes de NDG [illegible]

Deleted:

Résumé du projet
Voir SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.
Notre projet organisera 2 types d'activités de plein air impliquant 75 jeunes de NDG, encourageant la participation des communautés culturelles et des nouveaux immigrants:
1) À l'automne 2019, l'hiver 2020 et le printemps 2020, nous offrirons un programme saisonnier de 5 semaines à 10 jeunes recrutés dans les communautés culturelles de NDG.
2) Au cours de l'hiver 2020, nous proposerons 3 activités hivernales d'une journée à 15 jeunes recrutés dans des centres communautaires de NDG et des communautés culturelles.

Formatted: Font: Bold
Formatted: Space Before: 0 pt
Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, … + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 1.27 cm + Indent at: 1.9 cm

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)
1. En recrutant 10 jeunes de différentes communautés culturelles à NDG au cours des saisons d'automne, d'hiver et de printemps, les jeunes de la région apprendront à identifier, planifier et préparer leurs activités de plein air en intégrant les principes Sans trace. Leurs activités comprendront la randonnée, le ski de fond, la raquette, la patinage, le vélo et le canoé.
2. Pendant 4 semaines au Benny Park, présentez une nouvelle activité de plein air à 3 groupes de 15-20 jeunes de NDG, encourageant la participation de nouveaux immigrants et de jeunes de différentes communautés culturelles et centres communautaires de NDG.

Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, … + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 0.63 cm + Indent at: 1.27 cm

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles **Caractéristiques :** nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*
Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) : 12-17 ans : √ 18-30 ans : *Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?*

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	√
Précisez le quartier ou le secteur :	
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

Deleted:

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
√	Diversité sociale
	Loisir culturel
√	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

Deleted:

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1.AUTOMNE 2019.Rendre les activités de plein air automnales, telles que la randonnée, accessibles aux 10 adolescents immigrants de NDG .(Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
2. HIVER 2020Rendre les activités de plein air hivernales, telles que le ski de fond, la raquette et le patinage, accessibles aux 10 adolescents immigrants de NDG. (Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
3. PRINTEMPS 2020. Rendre les activités de plein air printanières, telles que, la randonnée, le canoë-kayak ou le vélo, accessibles à 10 adolescents immigrants de NDG. (Activité choisie par les adolescents)	5 semaines	6 heures
4.HIVER 2020 Au parc Benny en janvier/février, initiez 3 groupes de 15-20 jeunes aux activités d'hiver en plein air tels que le ski de fond, la raquette ou le patin. (Activité choisie par les adolescents)	4 semaines	6 heures

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. 1. PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES Au cours des programmes d'automne 2019, d'hiver 2020 et du printemps 2020, offrez un minimum de 2 activités de plein air différentes à 30 jeunes de NDG âgés de 12 à 17 ans. Recruter 60% des participants issus des communautés culturelles de NDG et 25% des participants de jeunes femmes.	30 participants à 4 activités de plein air. 15 semaines d'activités sur 3 saisons 60% participants	Chaque participant remplira une enquête de satisfaction à la fin du projet.
2. PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES (cont'd) Les participants à ce programme seront en mesure d'identifier, d'organiser et de planifier une activité en plein air axée sur le développement des compétences individuelles, leur sécurité personnelle, la préparation de leur équipement et la mise en œuvre des principes du programme No Trace.		
3. 2. JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE En janvier / février 2020, à Benny Park, 3 groupes de 15 à 20 jeunes par session participeront à une journée hivernale en plein air, comprenant une séance d'habiletés personnelles, des vêtements d'hiver appropriés, la préparation et l'utilisation du matériel. Les activités peuvent inclure le ski de fond, la raquette, le patinage et les jeux d'hiver. Les participants choisiront leurs activités de plein air.	Au moins 30 jeunes de NDG participeront aux activités de plein air hivernales à Parc Benny.	Chaque participant remplira une enquête de satisfaction à la fin du projet.

Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt
Formatted: Font: 12 pt

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	CPA NDG	Jeunesse Benny		
A – Personnel lié au projet					
Titre : Animateur (rice) en plein air 16.00 $ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 600 $ Avantages. sociaux/sem. x 19 Semaines =	2932 $ $	$	$	$	$
Titre : Animateur (rice) en plein air 16.00 $ Taux hor. x 8 Heures/semaine + 600 $ Avantages. sociaux/sem. x 19 Semaines =	2932 $ $	$	$	$	$
Titre : Valeur bénévoles 12.50 $ Taux hor. x 61 Heures/semaine + $ Avantages. sociaux/sem. x Semaines =	$ $	463 $	300 $	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	5864 $	463 $	300 $	$	6627 $
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	1560 $	2580 $	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	500 $	$	$	$	$
Photocopies, publicité	$	$	$	$	$
Déplacement	$	1440 $	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	750 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	1250 $	3000 $	2580 $	$	6830 $
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	700 $ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	700 $	0 $	0	$	700
Total des contributions	7814 $	3463 $	2880 $	$	14157 $

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
JEUNESSE BENNY	Prêt d'équipment et expertise
CONSEIL COMMUNAUTAIRE NDG (Si le projet est accepté)	Diffusion d'information Identification de jeunes potentiels parmi les groupes de NDG
2 CENTRES COMMUNAUTAIRES de NDG (Si le project est accepté)	Diffusion d'information Participation potentielle d'un groupe d'adolescents de leur centre.
TABLE JEUNESSE NDG (Si le projet est accepté)	Diffusion d'information Participation potentielle d'un groupe d'adolescents de leur centre.

Deleted:
Deleted:
Formatted: French (Canada)

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 19
Date de début du projet 2019-10-21 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape 2020-01-31
Date de fin de projet 2020-05-31
Date de remise du rapport final 2020-06-30 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:
Deleted:

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

RÉSUMÉ DU PROJET

Notre projet organisera 2 types d'activités de plein air impliquant les jeunes de NDG, encourageant la participation des communautés culturelles et des nouveaux immigrants:

1) PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES

Le programme de 5 semaines identifiera 10 jeunes au cours de chacune des 3 saisons de plein air qui découvriront différents parcs régionaux à Montréal. Chaque groupe de jeunes se réunira chaque semaine sur une période de 5 semaines pour acquérir les compétences de base nécessaires pour participer en toute sécurité à l'activité de plein air choisie et la planifier.

2) JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE

Le programme 1 journée organisera 3 expériences d'activités hivernales d'une journée en janvier/février, ciblant 3 groupes différents de 15 jeunes de NDG. Chaque groupe se réunira au parc Benny et passera la journée à explorer les activités hivernales.

Si ce programme est accepté, nous contacterons différentes organisations de NDG qui ont manifesté leur intérêt pour l'organisation d'activités de plein air avec leurs jeunes. Les jeunes individuels seront également les bienvenus.

Selon la saison, les activités comprennent la randonnée, le ski de fond, la raquette, le patinage, le vélo et le canoë. La supervision du personnel, l'équipement du programme et le transport seront assurés par le Club de plein air NDG.

DÉTAILS DU PROGRAMME

PROGRAMME PLEIN AIR EN 5 SEMAINES avec 10 JEUNES de NDG (30 jeunes en totale) animé par 2 employés

1) AUTOMNE 2019 mi-octobre au début décembre Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

2) HIVER 2020 janvier - février Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

3) PRENTEMPS 2020 avril-mai Budget : 5 semaines x 8 heures x 16$ + Av Soc x 2

JOURNÉES PLEIN AIR EN GROUPE -3 GROUPES de 15-20 JEUNES de NDG (45 jeunes en totale) - 2 employés

1) Groupe #1 Dates à déterminer. Budget : 1 semaines x 8 heures x 16$ + Avantages - 2 employés

2) Groupe #2 Dates à déterminer. Budget : 1 semaines x 8 heures x 16$ + Avantages - 2 employés

Formatted: French (Canada)
Formatted: Indent: Left: 1.9 cm
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Formatted: Indent: Left: 1.9 cm, No bullets or numbering
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Formatted: French (Canada)
Deleted: anisme1;
Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, ... + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 0.74 cm + Indent at: 1.38 cm
Formatted: Numbered + Level: 1 + Numbering Style: 1, 2, 3, ... + Start at: 1 + Alignment: Left + Aligned at: 0.74 cm + Indent at: 1.38 cm
Formatted: Indent: Left: 0.74 cm
Formatted: French (Canada)

Formatted: French (Canada)

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Margaret Ford	Fonction : Présidente
Date : 2020-09-27	Signature Margaret Ford

Deleted:
Deleted:
Deleted:

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Prévention CDN-NDG

Titre du projet : Sensibiliser aux violences sexuelles

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 15 novembre 2019
Date de fin du projet : 30 juin 2020

Montant demandé : 10 046 $
Montant accordé : 10 046 $

Date de dépôt de la demande :

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans **PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021**	*Immigration, Diversité et Inclusion* Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

Lettres patentes de votre organisme (charte)

La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée.**

Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	
Adresse : 6767 Chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 598	
Ville : Montréal	Code Postal : H3S 2T6
Numéro d'inscription TPS : /13747 0019 RT0001	Numéro d'inscription TVQ : /1009346712DQ0001
Numéro de charité : 137470019RR0001	
Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	
District électoral de Montréal : Darlington (6767 Côte-des-Neiges et École La Voie – où aura lieu le projet)	
Circonscription électorale du Québec : Mont-Royal – Outremont (6767 Côte-des-Neiges) / D'Arcy-McGee (École La Voie – où aura lieu le projet)	
Circonscription électorale fédérale : Outremont (6767 Côte-des-Neiges) / Mont-Royal (École La Voie – où aura lieu le projet)	
Responsable de l'organisme : Terri Ste. Marie	
Fonction : Directrice générale	
Téléphone : 514-736-2732 poste 22	Télécopieur : 514-736-2734
Courriel : terriprevndg@gmail.com	Site Web : preventioncdnndg.org
Votre organisme est-il à but non lucratif? OUI	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Notre mission est d'offrir aux citoyens et citoyennes des quartiers Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce notre expertise et les outils nécessaires à l'amélioration de leur qualité de vie en matière de sécurité urbaine, d'environnement et autres enjeux sociaux. Nous offrons des services personnalisés de proximité aux résidents en allant les rencontrer là où ils vivent, travaillent, et s'amusent. Nous gérons plus de 25 programmes, divisés en six départements, tous mis en œuvre selon l'analyse comparée selon les sexes: Tandem CDN-NDG (sécurité urbaine, Ville de Montréal), Éco-Quartier NDG (environnement, Ville de Montréal), Intervention communautaire (travailleurs et travailleuses de rue et de milieu dans CDN, NDG et Outremont, auprès des jeunes (12-25) et des aîné.e.s), Genres et Égalité (incluant le volet de prévention des violences et de l'exploitation sexuelle, le projet Intimid'action et le projet Cultivons la culture du consentement), Arts urbains (prévention du graffiti, Festival Hip Hop You Don't Stop) et Démarche de revitalisation du secteur Fielding-Walkley (incluant la co-gestion du centre communautaire Walkley).

Le projet que l'on propose s'inscrit dans le département Genres et Égalité. Il comprend le projet Intimid'action, projet s'intéressant à la question de l'intimidation analysée selon le genre et auprès de jeunes de 12 à 17 ans. Le département inclut aussi le projet Cultivons la culture du consentement : vers un changement systémique en matière de harcèlement sexuel dans les écoles, projet ayant pour objectif de cerner les besoins de la communauté (jeunes, intervenant.e.s scolaires et communautaires, parents) quant au harcèlement sexuel, de créer des outils pour y répondre et de les mettre en place dans plusieurs milieux. Finalement, le département accueille le projet de prévention des violences sexuelles et de l'exploitation sexuelle (ateliers dans les écoles et les milieux communautaire et travail de milieu au sein de l'école La Voie).

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet : Travail de milieu en prévention des violences sexuelles	
Personne responsable du projet : Fanny Lavigne	
Fonction : Travailleuse de milieu	
Téléphone : 514-915-3996 / 54-736-2732 poste 24 Télécopieur : /	
Courriel : fannyprevndg@gmail.com	
X Nouvelle initiative	Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Plusieurs intervenant.e.s dans CDN-NDG ont remarqué diverses formes de violence dans les relations amoureuses chez les jeunes, comme le sexting, le partage des photos intimes sans consentement.

Une travailleuse de milieu a donc été implantée à l'école La Voie depuis 5 ans pour créer et consolider des relations de confiance avec les jeunes filles, faire de l'écoute active, des suivis et du référencement ainsi qu'organiser et animer des activités et ateliers pour les sensibiliser. Elle est maintenant une ressource digne de confiance et bien implantée dans l'école, tant auprès des élèves que du personnel enseignant et des intervenant.e.s.Ces moments de partage avec les jeunes donnent souvent lieu à des discussions, parfois formelles et entamées par la travailleuse de milieu, mais aussi parfois informelles et entamées par les jeunes, sur diverses thématiques liées à l'exploitation et aux violences sexuelles. En effet, nous avons des discussions franches, ouvertes et sans jugement sur l'intimidation, le harcèlement sexuel, le consentement, l'objectivation et l'hypersexualisation des femmes dans la musique en plus de parler de la glorification de certains modes de vie (criminalité, consommation, violence, sexualité, etc.) dans les vidéo-clips, etc. Par ces moments, nous travaillons à donner la parole aux jeunes et à développer leur esprit critique. À force de discussion et d'échange, la travailleuse de milieu voit une évolution et des changements dans les opinions des jeunes. En prenant le temps d'être présente au quotidien et de s'asseoir et discuter avec eux et elles, la travailleuse de milieu tisse des liens de confiance et confirment aux jeunes qu'elle est une ressource et qu'elles et ils peuvent venir la voir en cas de besoin, ce qu'elles et ils font d'ailleurs. De plus, le local est aussi un lieu de rencontres individuelles où les jeunes qui ont besoin d'aide viennent se confier sur les difficultés et problèmes dans leur famille, avec leurs ami.e.s, leurs questionnements sur leur identité et orientation sexuelle, sur leurs relations amoureuses, sur la sexualité, etc. Ces interventions sont importantes et surviennent parce que les jeunes décident de faire confiance à la travailleuse de milieu, parce qu'ils et elles ont appris à la connaître au quotidien. Dès lors, ces jeunes ciblé.e.s par la travailleuse de milieu et l'école développent, dans un lieu qui se veut sécuritaire, des outils et facteurs de protection.

Résumé du projet

Dans le cadre du travail de milieu, nous remarquons plusieurs difficultés récurrentes vécues par les jeunes. Nous travaillons ainsi sur les thématiques suivantes : les agressions à caractère sexuel, le consentement, la cyberviolence et le cybersexisme, l'égalité entre les genres et les stéréotypes genrés, le harcèlement et cyberharcèlement sexuel, le harcèlement de rue, le partage de photos intimes sans consentement.

Notre projet veut permettre la bonification du travail de milieu en mettant l'accent sur des activités qui vont développer la participation citoyenne des élèves (ateliers, discussions informelles de milieu, midis-discussions, midis-conférence, midis-débats, projet en collaboration avec le Conseil Jeunesse de CDN-NDG, etc.).
À la suite de ces différents ateliers, les jeunes de l'école La Voie en collaboration avec les membres du Conseil jeunesse de CDNNDG organiseront un événement ouvert aux jeunes du quartier en vue d'un partage de connaissances et de mobilisation avec les acteurs jeunesse afin de dégager des pistes de réflexions.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Le travail de milieu au quotidien dans l'école veut permettre d'outiller les jeunes vulnérables en développant un attachement sain et positif à l'école, développer de la solidarité et de l'empathie entre les filles, apprendre à reconnaître ce qu'est une relation saine versus une relation violente et malsaine, consentement, image corporelle positive, saine estime de soi, expression de soi et de ses limites, connaissance des ressources, avoir des modèles positifs, etc. Plus encore, en bonifiant l'offre de service du travail de milieu, nous avons pour objectif de faire découvrir aux élèves de l'école l'importance et l'impact de la participation citoyenne et du développement de l'esprit critique. Pour ce faire, nous voulons notamment monter un projet avec le Conseil jeunesse de CDN-NDG et le conseil d'élèves de l'école, faire participer les élèves à des conférences, discussions et débats durant l'heure du dîner et bonifier le travail de milieu quotidien au sein de l'école.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Selon le Profil sociodémographique de la Ville de Montréal 2014, il s'agit de l'arrondissement le plus populeux (165 000 habitants) et le plus jeune (31% des gens ont moins de 25 ans) de la ville de Montréal. De plus, il est composé d'une forte population immigrante, soit 76% des personnes sont elles-mêmes nées hors du pays ou ont un parent qui est né hors du Canada. En effet, la plupart des jeunes sont issus de familles immigrantes, monoparentales pour certaines, avec des difficultés d'adaptation et/ou d'intégration et les parents ne possèdent pas tous les outils ou ressources nécessaires pour renforcer l'éducation familiale et académique de leurs enfants.

12-17 ans : Élèves de l'école La Voie (Jeunes de 12 à 17 ans). Comme nous sommes dans l'école depuis 5 ans, nous n'avons pas de problème de recrutement puisque nous sommes une ressource bien implantée et connue et nous faisons une tournée dans toutes les classes de l'école en début d'année pour rappeler les services aux élèves.

18-30 ans : Pas dans les activités mais nous espérons en rejoindre lors de l'événement.

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	Côte-des-Neiges
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
X	Diversité sociale
	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Midis-discussions, midis-conférences, midis-débats : pour favoriser le développement de l'esprit critique chez les jeunes et leur capacité de s'exprimer et de prendre la parole sur des enjeux qui touchent le genre et l'égalité.	33 semaines (nov à juin)	
2. Projet en partenariat avec le Conseil Jeunesse de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce :	Plusieurs rencontres pour organiser l'événement.	1er déc. au 10 mai.
3. Un événement sera organisé hors les murs de l'école pour partager les réflexions avec le plus grand nombre de jeunes de l'arrondissement.	Une demi-journée d'événement en mai.	Un événement en mai

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
1. Bonification du travail de milieu : Notre projet permettra d'augmenter le nombre d'heures de travail de milieu au sein de l'école La Voie. Nous pourrons ainsi ouvrir le local des loisirs pendant plus d'heures pour les élèves (plus de moments durant les récréations, les heures de dîner et après l'école) et dédier plus de temps aux projets au sein de l'école (ateliers dans les classes, midis-discussions, activités spéciales, etc.)	De nouveaux et nouvelles élèves fréquentent le local des loisirs et les activités organisées par la travailleuse de milieu.	Nombre de dîner/ récréation et d'heures après l'école où le local des loisirs est ouvert aux élèves, nombre d'activités dans l'école.
2. Augmentation de l'esprit critique et de la capacité de prise de parole des jeunes de l'école La Voie via les activités formelles sur l'heure du diner à l'école (discussions, débats, conférences) et les activités informelles liées au travail de milieu (discussions quotidiennes avec les élèves par exemple). Nous souhaitons rejoindre environ 200 jeunes via ces activités	Plus grande implication des élèves dans la préparation, l'organisation et la réalisation des activités liées à la participation citoyenne	Nombre d'élèves qui participent aux activités, nombre d'élèves sensibilisé.e.s aux activités, nombre de partenaires impliqués
3. Travailler en collaboration avec les membres du Conseil jeunesse de CDNNDG pour réaliser un événement jeunesse sur les questions de genre et d'égalité.	Nombre de participants lors de l'événement	Nombre de jeunes de l'école La Voie impliqués dans l'organisation de l'événement. Qualité de la collaboration avec les membres du Conseil jeunesse.

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	Prévention CDN-NDG	École La Voie	Ministère de la sécurité publique du Qc.	
A – Personnel lié au projet					
Travailleuse de milieu (La Voie 19 $ Taux hor. **x** 9 Heures/semaine **+** 18,25% $ Avantages. sociaux/sem. **x** 33 Semaines (15 nov-30 juin)	6673$ $	0	$	12431$	$
	$ $	$	$	$	$
Titre : Encadrement hebdo / Comité de suivi 30 $ Taux hor. **x** 2 Heures/ semaine **+** 18,25% $ Avantages. sociaux/sem. **x** 31. Semaines **=**	$ $	2200 $	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**6673 $**	**2200 $**	**0 $**	**$**	**$**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	450 $	200 $	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	1768 $	$	800 $	$	$
Photocopies, publicité	150 $	$	$	$	$
Déplacement	$	$	$	$	$
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	300 $	700 $	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION B	**2368 $**	**500 $**	**1500 $**	**$**	**$**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	1005 $ $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**1005 $**	**0 $**	**0 $**	**$**	**$**

Total des contributions	10046 $	2700 $	1500 $	$	$

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
École La Voie (6755 rue Lavoie, 514-736-3500) Lucien Fortin, directeur (fortinl@csdm.qc.ca)	Bureau dans l'école pour le travail de milieu, temps de classe pour des ateliers et formations, participation à des rencontres avec l'équipe-école, arrimage de l'intervention, référencement, suivis, implication auprès du conseil étudiant et dans les activités de l'école.
Prévention CDN-NDG Terri Ste. Marie (directrice générale)	Une collaboration importante s'effectue entre les différentes programmes et projets de l'organisme. Pour celui-ci, nous travaillerons de près avec la travailleuse de rue de CDN pour effectuer des suivis avec les jeunes autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs de l'école.
Conseil jeunesse de CDNNDG	Collaboration à l'organisation de l'événement et mobilisation des jeunes pour participer à l'événement.

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines) 33 semaines
Date de début du projet : 2019-11-15 (format : AAAA-MM-JJ)
Date de remise du rapport d'étape :
Date de fin de projet : 2020-06-30
Date de remise du rapport final : 2020-07-31 (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Terri Ste. Marie	Fonction : Directrice générale
Date : le 15 octobre, 2019	Signature T. Ste Marie

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : Westhaven Elmhurst Community Recreation Association

Titre du projet : Arts à Westhaven

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 10 janvier 2020

Date de fin du projet : 30 juin 2020

Montant demandé : 5890 $

Montant accordé : 5890 $

Date de dépôt de la demande : 27 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☐ PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☐ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☐ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☐ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☐ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☐ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☐ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme :	Westhaven Elmhurst Community Recreaction Association		
Adresse :	7405 Harley ave		
Ville :	Montreal	Code Postal :	Quebec
Numéro d'inscription TPS :	1411 794 24 RT 0001	Numéro d'inscription TVQ :	100 609 1861
Numéro de charité :	n/a		
Arrondissement :	CDN- NDG		
District électoral de Montréal :	Loyola		
Circonscription électorale du Québec :	NDG		
Circonscription électorale fédérale :	NDG-Westmount		
Responsable de l'organisme :	Renate Betts		
Fonction :	Coordinatrice		
Téléphone :	(514) 872-6134	Télécopieur :	
Courriel :	westhavenrecreation@gmail.com	Site Web :	www.westhavenrecreation.org
Votre organisme est-il à but non lucratif?	Oui		

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

Declaration de mission

Pour aider la communauté local a repondre a leur besoin recreational :

1. Etablir des programmes qui correspondent à la communauté démographique et obtenir les informations sur les services et activités disponible.

2. Unir la communauté autour des problèmes et préoccupations commune.

3. Travailler en partenariat avec la communauté et les organismes de santé ainsi que tous les niveaux de gouvernement.

4. Aider à maintenir la qualité de service reçus.

5. Encourager les parents et les citoyens de la communauté à être plus impliqués dans les activités offert par le centre.

6. Continuer à s'assurer d'avoir un environnement sain pour la communauté.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet :	
Personne responsable du projet : Renate Betts	
Fonction : Coordinatrice	
Téléphone : 514 872-6134	Télécopieur :
Courriel : westhavenrecreation@gmail.com	
☐ Nouvelle initiative - Oui	☐ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	

Contexte du projet
Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local

Le secteur Westhaven dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CdN-NdG), est considéré comme étant une de zones de pauvreté, d'exclusion, d'isolement social et de manque d'accès aux services,ce qui nuit à la convivialité et au vivre-ensemble.

76 % de la population de l'arrondissement CdN-NdG a des liens récents avec l'immigration. 51% de la population du district électoral de Loyola où se trouve Westhaven, est issu de l'immigration, 52% sont de la première génération 25% de la deuxième génération. 45% de sa population s'identifie comme minorité visible et 26% de sa population sont des nouveaux arrivants.

A Notre-Dame-de-Grâce (NDG), plus particulièrement à la partie ouest où se trouve le Centre communautaire Westhaven, il y a un manque d'offre culturelle, surtout dans le domaine des arts visuels. Il n'y a pas d'offre de loisir culturel pour tous les habitants du quartier : la programmation des centres communautaires est composée pour des activités sportives et d'aide au devoir et les entreprises privées offrant des activités en loisir culturel sont dans la partie sud-est de l'arrondissement qui a un revenu plus grand, ce qui n'est pas accessible aux personnes avec un revenu bas et qui sont géographiquement loin de leur lieu de résidence. Les habitants de Westhaven ont besoin d'avoir accès aux loisirs culturels, mais surtout de se voir reflétés dans sa diversité ethnoculturelle avec des animateurs issus de l'immigration récente.

Des priorités d'interventions retenues par l'arrondissement CdN-NdG que notre projet envisage sont de favoriser l'intégration sociale et de développer des activités en lien avec la pratique artistique amateur. Par rapport à la Politique de l'enfant de la Ville de Montréal, le projet Arts à Westhaven, favorise l'accès à la culture et aux loisirs.

En plus, une des recommandations du Plan directeur, Culture, sports et loisirs en réflexion de l'arrondissement CdN-NdG est d'améliorer l'accessibilité à la culture, notamment en :

développant une offre de service novatrice qui tient compte de la diversité linguistique des résidants et du profil sociodémographique et ethnoculturel de l'arrondissement CDN—NDG.

Résumé du projet

Arts à Westhaven vise donner des ateliers d'arts plastiques aux jeunes de 12 à 17 ans qui fréquentent le Service de halte-accueil pour adolescents une fois par semaine. Pendant les ateliers, nous explorerons l'identité personnelle, l'identité collective, les traditions de leurs pays d'origine et les traditions québécoises. Nous voulons donner aux gens des outils pour reconnaître leurs sentiments et leur donner une façon de communiquer entre eux à travers la création artistique.

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

- Permettre aux adolescentes de Westhaven de participer à des activités de loisir culturel
- Montrer aux participants différentes techniques artistiques comme le collage, la peinture et le papier mâché.
- Promouvoir l'égalité, l'équité et la diversité.
- Développer des compétences interculturelles chez les jeunes.
- Aider les adolescents à exprimer leur créativité, leurs expériences et leurs sentiments.
- Aider les participants à accroître leur sentiment d'appartenance au quartier et à la société québécoise.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

12-17 ans : 40 jeunes issus de communautés culturelles, 25 femmes, 15 hommes

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

Notre projet a pour but d'intervenir auprès des adolescents qui assistent au Service de halte-accueil pour adolescent.es, afin de développer leurs compétences interculturelles et artistiques. La clientèle du Centre Westhaven est composée de Canadiens de première et deuxième générations, d'Afrique, d'Europe de l'Est et d'Asie. Pour ce faire, nous organiserons des ateliers artistiques qui montreront aux participants techniques et esthétiques de différentes origines. Les activités viseront à créer la réflexion et le dialogue à travers l'approche de la Philosophie pour enfants, reconnue par l'UNESCO, pour favoriser le développement d'aptitudes Savoir Être et Vivre Ensemble. « Cette approche enseigne aux participants à raisonner par eux-mêmes, à gérer leurs émotions, à développer leur créativité et à faire preuve d'empathie et d'ouverture.

Apprendre à développer une pensée critique, leur permettra de s'épanouir en tant que personne et de contribuer à des relations plus sensées, plus respectueuses et plus pacifiques. » (UNESCO, 2016).

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	Côte-de-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Précisez le quartier ou le secteur :	Westhaven
Plusieurs arrondissements :	
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
x	Diversité sociale
x	Loisir culturel
	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. 24 Ateliers artistiques pour les adolescents qui fréquent le programme Centre Westhaven	2h	Chaque semaine
2.		
3.		
4.		

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)
Les participants seront formés sur les quatre techniques artistiques et sur l'art et les traditions des quatre groupes ethnoculturelles présents sur le territoire de Westhaven	Qualité d'œuvres conçues par les participants au début et à la fin du projet	30 ateliers 40 jeunes 10 oeuvres crées par participant 4 techniques artistiques 4 groupes ethnoculturels
Les participants seront capables de transiter des connaissances et informations sur les cultures (Savoirs) vers un dialogue constructif à travers la curiosité, l'ouverture et la pensée critique (Savoir-s'engager)	Les participants comprennent les différences culturelles Type d'interaction des participants	40 jeunes Assiduité des participant aux activités

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

Postes budgétaires		Autres partenaires financiers (Obligatoire)			Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	Centre Westhaven			
A – Personnel lié au projet					
Titre : Coordonateur $ Taux hor. 20 **x** 1 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 28 Semaines **=**	790 $	$	$	$	790 $
Titre : Animateur/médiateur interculturel $ Taux hor. 50 **x** 3 Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** 24 Semaines **=**	3600 $	$	$	$	3828 $
Titre : $ Taux hor. **x** Heures/semaine **+** $ Avantages. sociaux/sem. **x** Semaines **=**	$	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION A	**4390 $**	**$**	**$**	**$**	**4390 $**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**				
Équipement : achat ou location	$	$	$	$	$
Fournitures de bureau, matériel d'animation	400$	$	$	$	400 $
Photocopies, publicité	$	100 $	$	$	100 $
Déplacement	100 $	$	$	$	100 $
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	500 $	$	$	500 $
Assurance (frais supplémentaires)	$	$	$	$	$

191/218

SOUS-TOTAL SECTION B	**500 $**	**600 $**	**$**	**$**	**1100 $**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**				
Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	500 $	$	$	$	$
SOUS-TOTAL SECTION C	**500 $**	**$**	**$**	**$**	**$**
Total des contributions	**5890 $**	**600$**	**$**	**$**	**1100 $**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
PAAL Partageons le monde 4610 Grand Boulevard apt 3 Montréal H4B 2X9	Impartition des ateliers artistiques interculturels

SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines)	25 semaines
Date de début du projet (format : AAAA-MM-JJ)	2019-01-10
Date de remise du rapport d'étape	2020-03-31
Date de fin de projet	2020-06-30
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet)	2020-07-20

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

PAAL Partageons le monde, est un organisme de bienfaisance basé à Montréal qui a comme mission le développement des compétences interculturelles et la sensibilisation du public à la diversité culturelle, à l'égalité et à l'inclusion. Le tout, dans une optique de prévention du racisme et de cohésion sociale, en offrant des activités de médiation interculturelle par l'entremise des ateliers qui explorent l'art, la culture, la langue et les traditions de différents groupes ethniques composant la société canadienne.

PAAL oeuvre à ce que les habitants de la Ville de Montréal enrichissent leurs compétences en communications interculturelles, qu'ils profitent de la richesse culturelle de la ville, qu'ils augmentent leur sensibilité à la diversité culturelle qui les entoure et qu'ils parviennent à une plus grande ouverture sur le monde, exempt de peur vis-à-vis de l'autre. PAAL désire être reconnu comme un acteur de transition vers une Ville de Montréal plus empathique, inclusive, égalitaire et juste.

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Renate Betts	Fonction : Coordinatrice

Date : 27-09-2019	Signature

Montréal

PROGRAMME
INTERVENTION DE MILIEU
POUR LES JEUNES DE 12 À 30 ANS

ÉDITION 2019

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER

Nom de l'organisme : À deux mains / Head & Hands

Titre du projet : Projet Mauve

197/218

Réservé à l'administration

Date de début du projet : 20 novembre 2019 Montant demandé : 16010 $

Date de fin du projet : 30 juin 2020 Montant accordé : 15 362 $

Date de dépôt de la demande : 11 septembre 2019

Lorsque vous complétez ce formulaire, veuillez considérer que certains lecteurs ne connaissent ni votre organisme ni votre projet

Demande de soutien financier déposée dans le cadre du :	
☐ PROGRAMME JEUNESSE D'INTERVENTION DE MILIEU – CLIENTÈLE DES 12-30 ans PROGRAMME FINANCÉ DANS LE CADRE DE L'ENTENTE ENTRE LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION ET LA VILLE DE MONTRÉAL POUR 2018-2021	Montréal Immigration, Diversité et Inclusion Québec

Tous les renseignements demandés dans ce formulaire sont nécessaires à l'étude de votre demande. L'utilisation du formulaire est obligatoire.
Si l'espace prévu s'avère insuffisant, veuillez utiliser la section « informations supplémentaires» à la fin du formulaire.

Documents à joindre à la demande

☒ Lettres patentes de votre organisme (charte)

☐ La déclaration de l'Inspecteur général des institutions financières attestant que votre organisme est immatriculé et qu'il n'est pas en défaut de déposer une déclaration annuelle (certificat d'attestation)

☒ Le rapport d'activité ou le rapport annuel de votre organisme

☒ Le rapport financier de la dernière année et vos prévisions budgétaires pour l'année en cours

☒ Le budget détaillé du projet global (identifier, s'il y a lieu, les dépenses assumées par les autres partenaires financiers)

☒ Une résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer une convention avec la Ville

☒ Dans les dix jours suivant la signature d'une convention, ou avant cette date, nous exigerons une copie de votre police d'assurance responsabilité civile accordant une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles et les dommages matériels et dans laquelle la Ville est désignée comme **co-assurée**.

☐ Tout autre document pertinent au projet (lettre d'intention, dépliant, revue de presse, etc.)

SECTION 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME

Nom légal de votre organisme : À deux mains / Head & Hands	
Adresse : 3465 Benny	
Ville : Montréal	Code Postal : H4B2R9
Numéro d'inscription TPS : 1006097266	Numéro d'inscription TVQ :
Numéro de charité : 131454415120001	
Arrondissement : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	
District électoral de Montréal : Notre-Dame-de-Grâce	
Circonscription électorale du Québec : Notre-Dame-de-Grâce	
Circonscription électorale fédérale : Westmount-Ville Marie	
Responsable de l'organisme : Andrea Clarke	
Fonction : Directrice	
Téléphone : 5144810277	Télécopieur : 5144812236
Courriel : admin@headandhands.ca	Site Web : headandhands.ca
Votre organisme est-il à but non lucratif? oui	

Mission de l'organisme (Activités régulières offertes par l'organisme)

À deux mains a comme mission de travailler en collaboration avec les jeunes pour promouvoir leur bien-être physique et mental. Notre approche est préventive, inclusive, sans jugement, holistique et vise à offrir un environnement libre de discrimination et accueillant pour les jeunes. Nous visons faciliter le changement social et l'autonomisation des jeunes en tenant compte de leurs besoins au sein de notre communauté et de la société dans son ensemble. À Deux Mains offre une multitude de services sociaux, médicaux et juridiques et nous employons une approche à la santé des jeunes et à leur autonomisation est guidée par les principes de la réduction des méfaits, la prévention, le non-jugement, l'éducation, le soutien holistique, et la confidentialité. Pour une liste complète de nos services, veuillez consulter notre site web.

SECTION 2 – PRÉSENTATION DU PROJET

Titre du projet :	
Personne responsable du projet : Neil Guilding	
Fonction : Coordinateur Jeunesse 2000	
Téléphone : 5144810277	Télécopieur : 5144812336
Courriel : jeunesse2000@headandhands.ca	
☐ Nouvelle initiative	☒ Reconduction de projet
Motifs de la reconduction	
La programmation du samedi est devenue un élément essentiel de notre offre de service. Non seulement elle offre aux jeunes un espace sécuritaire et accueillant la fin de semaine, mais elle nous permet aussi d'atteindre les jeunes qui ne sont pas toujours en mesure de se rendre au centre pendant la semaine en raison de l'école et de leurs responsabilités à la maison. Le centre est un endroit où les jeunes peuvent bâtir une communauté de paires, et avoir l'appui d'animateurs qui peuvent jouer le rôle de coach, de mentor et de conseiller. De plus, en sachant que le centre offrent des ressources et activités au jeunes entre les age de 12 à 18 ans nous avons collaboré avec le Carrefour Jeunesse Emploi pour ajouter une soiree de programmation soccer pour les individus âgés de 18 à 30 ans. Cela offre une transition de l'espace du centre a un autre espace ou ils peuvent s'intégrer avec des individus de leurs âges et recevoir des ressources approprié en évitant l'isolement en participant dans une activité sportif.	

Contexte du projet Décrivez la situation problématique constatée dans le milieu et le lien avec le plan d'action local
Nos expériences organisationnelles avec des jeunes à risque dans NDG, nous permettent de continuer notre engagement à la réduction de méfaits. Ceci est reflété dans la programmation actuelle à Jeunesse 2000 (J2K), la maison de jeunes de À Deux Mains. Par exemple, des opportunités de performances sont disponibles pour les jeunes qui fréquentent les ateliers de poésie et de rap du centre, et nous pouvons leurs donner un lieu où ils peuvent s'exprimer sans être juger et sans avoir à se soucier de d'autre chose que d'être des jeunes personnes dans leur quartier. De plus, nous contribuons à briser l'isolement sociale des jeunes qui se retrouvent en difficulté d'intégration dans les autres centres ou à l'école, en les permettant d'avoir un endroit sûr où ils/elles peuvent être certain.e.s d'être

reçu.e.s et encadré.e.s par nos animateur.trice.s Finalement, en tant que membre de la table jeunesse, et ayant participé à la rédaction du plan d'action inter-organisme du Conseil Communautaire, nous avons tout intérêt à ce que nos activités soient bien alignés avec celles de nos consoeurs organisationnelles.

Résumé du projet

Le projet Mauve aspire à encourager l'expression artistique des jeunes, créer des liens entre des jeunes de différents milieux, aider les jeunes à trouver leurs voix et leurs aptitudes, prolonger l'accessibilité à un endroit sain et sécuritaire, et créer une image positive de soi à travers d'interactions avec leurs paires et nos intervenant.e.s. Depuis son début, le projet Mauve garda Jeunesse 2000 ouvert pour des heures prolongées les samedis de 13h à 18h. Nous aimerions bonifier la présence des animateur.trice.s lors d'une présence accrue de jeunes. Le projet est basé sur les besoins et les intérêts des jeunes et de plus complimentent les activités existantes du centre. Nous faisons aussi de notre mieux de faire valoir les autres ressources/services d'À Deux Mains pour les jeunes (e.g., en tenant différents ateliers comme l'éducation sexuelle, gestion de colère, etc)

Objectif(s) du projet (Objectif réaliste et à court terme, tenant compte de la durée du projet)

Encourager des relations solides avec et entre les jeunes à travers l'expression artistique, physique et culturelle. Déployer des programmes qui sont à l'image des jeunes et qui les engagent à s'impliquer en profondeur, les transmettent un sens d'appartenance aux projets. On anticipe aussi que le projet Mauve nous permettra de renforcer nos liens avec les jeunes les plus marginalisé.e.s de notre communauté et augmentera notre capacité de les encadrer dans un espace sécuritaire.

En ajoutant une autre activité ou les jeunes âgés de 18 à 30 ans peuvent participer à un sport collectif nous souhaitons offrir un environnement de soutien pour les jeunes qui sont hors de l'age de participation du centre mais sont encore en recherche de ressources et d'encadrement. Cela permettra aux jeunes d'avoir accès à un intervenant de milieu pouvant informer les jeunes, et les référer à des ressources disponibles à eux. De plus, rassembler d'autre populations de jeunes pour une activité sportive pourra promouvoir la mixité des jeunes de des quartiers de CDN et NDG.

Clientèle(s) visée(s) : Jeunes, jeunes défavorisés, jeunes issus de communautés culturelles
Caractéristiques : nombre, âge, sexe et mode de recrutement *(compléter en annexe si nécessaire)*

Pour l'âge (merci de distinguer les 12-17 ans et les 18-30 ans) :

12-17 ans : 100

18-30 ans : 40

Dans quelle mesure ce projet rejoint les jeunes des communautés culturelles ou membres des minorités visibles et/ou est en lien avec l'interculturalisme?

La clientèle visée: jeunes pouvant vivre une marginalization (défavorisé.s., issu.e.s de communautés culturelles, LGBTQ,etc) de l'arrondissement CDN-NDG âgé.e.s entre 12 et 17 ans. Conforme avec le mandant inclusif et anti-oppressif d'À deux mains, Jeunesse 2000 privilégie un personnel issu de communautés culturelles nous permettant de fournir aux jeunes des modèles positifs pour les jeunes. De plus, le projet encourage la communication et la reconnaissance des enjeux de l'oppression, valorisant l'expérience des jeunes et les encourageants de reconnaître leurs points de similitude. D'ailleurs, les jeunes rendus majeurs sont en manque d'espaces et d'activités à leurs images, ce qui augmente leur risque de vivre du profilage racial et/ou sociale (e.g., accusation de flânage)

SECTION 3 - LIEU DE DÉROULEMENT DU PROJET

Arrondissement(s)	
Un seul arrondissement ou ville reconstituée:	CDN/NDG
Précisez le quartier ou le secteur :	NDG

Plusieurs arrondissements :	Si on doit se déplacer du quartier, c'est pour des événements très spécifiques et ce, occasionnellement. Exemples : Théâtres, Musée, La Ronde.
À l'échelle métropolitaine ☐	

SECTION 4 – DOMAINES D'ACTIVITÉS CIBLÉS PAR LE PROJET

(Description des domaines d'activités dans le document de présentation du PIMJ (pages 5 à 8))	
x	Diversité sociale
x	Loisir culturel
x	Activités physiques, sportives et de plein air
	Environnement et développement durable

SECTION 5 – ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S) ET/OU SERVICES OFFERTS

Activité ou service	Durée	Fréquence
1. Basketball (drop-in informal)	Novembre 2019 – Mai 2020	3 h/semaine
2. Soccer (drop-in informal)	Novembre 2019 - Mai 2020	2 h/semaine
3. Ateliers de studio - (mixing, beat making, spoken word)	Novembre 2019 – Mai 2020	2-3 h/semaine
4. Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation, et de vivre ensemble (civisme, cuisine, partage d'espace,etc)	Novembre 2019 – Mai 2020	2 h/semaine
5. Interactions sociales informelles (films, jeux vidéo, improvisation musicale,etc)	Novembre 2019 – Mai 2020	3 h/semaine

SECTION 6 – RÉSULTATS ATTENDUS

Résultats concrets, indiquant que les objectifs du projet seront atteints	**Moyens de mesure utilisés pour évaluer l'atteinte de ces résultats**	
	Qualitatifs (Indicateurs d'impact pour mesurer le changement projeté)	**Quantitatifs** (Indicateurs d'efforts déployés en matière d'activités)

207/218

1. Basketball: Cet activité sert d'attrait pour les jeunes qui connaissent déjà J2K, et d'outil de diffusion/rayonnement par les paires. Nous avons comme objectif de recevoir 40 à 50 jeunes pour cette activité, dont 5 à 10% de jeunes qui ne fréquentaient pas antérieurement le centre. De plus, les jeunes peuvent évacuer leur énergie (nous donnant aussi une opportunité d'observer certains interactions sociales qui sont moins évidentes dans d'autres contextes).	Évaluer la qualité des interactions avant et après l'activité; prendre en compte les interactions qui découlent de l'extérieur du centre	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
2. Soccer: Cet activité sert cibler les jeunes qui sont en transition hors de l'age de participation de J2K et de viser une clientèle qui n'est pas rejointe par J2K. C'est aussi un outil de diffusion/rayonnement par les paires. Nous avons comme objectif de recevoir 20 à 30 jeunes par session pour cette activité, dont 20 à 30% de jeunes qui ne fréquentaient pas antérieurement le centre. De plus, cet activité sert à offrir un lieu sécuritaire pour jeunes comme alternative à du flânage et autres comportements antisociaux.	Évaluer la qualité des interactions avant et après l'activité; prendre en compte les interactions qui découlent de l'extérieur du centre	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
3. Ateliers de studio: Cet activité permet aux jeunes de développer leurs aptitudes d'expression de soi, en plus de préparer des pièces pour des présentations communautaires estivales. Nous visons l'élaboration de 2 présentations et la participation d'au moins 5 jeunes. Idéalement, une présentation en automne pour lancer l'année scolaire serait envisagé. Dans le cadre du projet, une participation régulière et continue aux ateliers de poésie, de rap et d'instruments de musique sera visée. Nous aimerions voir 30 à 40 jeunes, dont au moins 50% seraient des participants réguliers.	Autonomie des jeunes dans le studio de musique; Évolution de la qualité des oeuvres produits par les jeunes	# de présentations communautaires, Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s
4. Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation et de vivre ensemble: Aptitudes de vie dans le cadre de prévention de l'intimidation et de vivre ensemble: Nous réfléchissons beaucoup à comment soutenir les jeunes lorsqu'il y a des moments intenses dans leur vie ou leurs communautés. Au-delà l'aide à la création de C.V., et apprendre comment créer des repas et collations saines, nous voulons développer le sens de civisme et une meilleure compréhension des enjeux liés au partage d'espace.	Co-création avec les jeunes d'une énoncé de valeurs fondamentales du centre Changement des habitudes de malbouffe au centre (Demandes pour des collations santé)	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s, # de jeunes qui participeront à l'élaboration de l'énoncé de valeurs, et des divers ateliers

5. Interactions sociales informelles (films, jeux vidéo, improvisation musicale,etc): L'ambiance décontractée demeure un élément important de l'espace, et nous visons offrir des activités qui s'alignent avec les intérêts des jeunes et qui les aident à briser leur isolation, renforçant leur tissu social.	Diversité d'activités disponibles aux jeunes, Évaluation de l'intérêt des jeunes pour lesdites activités, nouvels amitiés crées entre les jeunes	Feuille de présence tenu par les animateur.trice.s, # d'activités proposés par les jeunes (et non les animateurs), # d'interventions auprès de jeunes qui sont isolés

SECTION 7- SOUTIEN FINANCIER DU PROJET

		Autres partenaires financiers (Obligatoire)		Budget total
	Programme municipal d'Intervention de Milieu	À deux mains	CJE	
A – Personnel lié au projet				
Titre : Coordinateur Jeunesse 2000 24.17 $ Taux hor. **x** 5 Heures/semaine + 14.50 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 34 Semaines =		$4,601		$4,601
Titre : Animateur.trice 18,07$ Taux hor. **x** 8 Heures/semaine + 17.34 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 34 Semaines =	5181 ~~$5,505~~ 4626 555			$5,505
Titre : Animateur.trice 18,07$ Taux hor. **x** 8 Heures/semaine + 17.34 $ Avantages. sociaux/sem. **x** 34 Semaines =	5181 ~~$5,505~~			$5,505
Titre: Intervenant services spécialisés Jeunes CJE 21,58$ Taux hor. **x** 3 Heures/semaine + 7.77$ Avantages. sociaux/sem. **x** 34 Semaines =			$ 2,465	$2,465
Titre: Moniteur.trice Honoraire: 2x $1,250 pour 2 moniteur.trice.s	$2,500			$2,500
SOUS-TOTAL SECTION A	**$13,510**	**$4,601 $**	**$2,465**	**20,576**
B – Frais supplémentaires d'activités générés par le projet	**(environ 20%)**			
Équipement :achat d'équipement de studio		$	$	
Fournitures de bureau, matériel d'animation	$1,500	$2,000	$	$3,500
Photocopies, publicité	$	$600	$	$600
Déplacement	$	$150	$	$150
Locaux, conciergerie ou surveillance	$	$	$	$
Assurance (frais supplémentaires)	$	$350	$	$350
SOUS-TOTAL SECTION B	**$1,500**	**$3,100**	**$**	**$4,600**
C – Frais supplémentaires d'administration générés par le projet	**(maximum 10%)**			

Frais administratifs du projet (comptabilité, secrétariat, poste, messagerie, collecte de données, compilation, analyse)	$1,000	$2,000	$	$3000
SOUS-TOTAL SECTION C	**$1,000**	**$2,000**	**$**	**$3600**
Total des contributions	**$16,010**	**$9,701**	**$2,465**	**$28,176**

SECTION 8 – CONTRIBUTION DES PARTENAIRES ASSOCIÉS AU PROJET (à compléter obligatoirement)

Nom et coordonnées du partenaire	Type de soutien (autre que financier)
Carrefour Jeunesse Emploi NDG Jonathan Platt, 514-482-6665 ext. 217 Hans, 514-482-6665	Références et appui pour la recherche d'emploi Utilisation de l'espace Rep NDG
Loisirs sportifs NDG Claudine Perreault, (514) 481-4634	Utilisation de l'espace de gym Trenholme
Table Concertation jeunesse	Offre des opportunités de partage et d'entraide entre organismes travaillant avec les jeunes du quartier. Rétroaction sur l'impact des activités

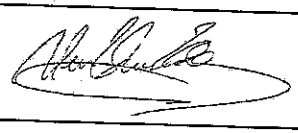
SECTION 9 – ÉCHÉANCIER

Durée du projet (nombre de semaines)	34
Date de début du projet (format : AAAA-MM-JJ) (format : 2019-11-20)	
Date de remise du rapport d'étape	18 janvier 2019 (le cas échéant)

Date de fin de projet 2020-06-30
Date de remise du rapport final (délai maximal de 30 jours après la date de fin du projet) 2019-07-30

SECTION 10 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR L'ORGANISME

Nom : Neil Guilding	Fonction : Coordonnateur de programme Jeunesse 2000
Date : 9/10/2019	Signature 

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1191247008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Accorder un soutien financier totalisant la somme de 50 831 $ (taxes incluses si applicable) à différents organismes, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI-Ville (2018 - 2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1191247008 CDN.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

GDD 1196243010

Accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 27 696 $ aux organismes désignés dans le sommaire décisionnel, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'édition 2019 du Programme d'intervention de milieu pour les jeunes 12-30 ans et dans le cadre de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des immigrants conclue entre le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et la Ville de Montréal - MIDI - Ville (2018 - 2021). Approuver les projets de convention à cet effet.

Imputation de la dépense

Imputation budétaire	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet	Montant 2019	Total
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	À deux mains Inc.	Projet MAUVE	9 885.97 $	15 362.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	À deux mains Inc.	Projet MAUVE	5 476.03 $	
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges (CELO)	Mon centre, j'y suis j'y reste	7 740.24 $	12 019.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Centre communautaire de loisir de la Côte-des-Neiges (CELO)	Mon centre, j'y suis j'y reste	4 278.76 $	

2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Club de plein air NDG Inc.	Aventures en plein air pour les ados de NDG	4 839.02 $	7 514.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Club de plein air NDG Inc.	Aventures en plein air pour les ados de NDG	2 674.98 $	
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Westhaven Elmurst community recreation association	Arts à Westhaven	3 793.16 $	5 890.00 $
2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Westhaven Elmurst community recreation association	Arts à Westhaven	2 096.84 $	
2101.0014000.100097.07289.61900.016491.0000.003144.051181.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Crédits associés à des revenus dédiés*Binam - Entente métropole Ville-Midi*Autres - activités culturelles*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Programme de subventions Montréal inclusif*PIMJ*Général*	Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Sensibiliser aux violences sexuelles	6 469.62 $	10 046.00 $

2101.0010000.101272.05803.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal*Budget régulier*Programme intervention de milieu*Développement social*Contribution à d'autres organismes*Autres organismes**Général*Général*Général*	Prévention Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Sensibiliser aux violences sexuelles	3 576.38 $	
TOTAL				**50 831.00 $**	**50 831.00 $**

SDIS	18 103.00 $
BINAM	32 728.00 $

CE DOSSIER SERA PRÉSENTÉ SÉANCE TENANTE

POINT 20.08 – 1195284016

Accorder une contribution financière aux Carrefour jeunesse emploi Côte-des-Neiges et Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce, totalisant 20 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la réalisation du projet-pilote « Brigade neige », pour la période du 5 novembre 2019 au 30 avril 2020, et approuver les projets de convention à cette fin.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197838038

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier une entente de principe avec la Commission scolaire de Montréal qui viserait à intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde.

IL EST RECOMMANDÉ DE :
Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier une entente de principe avec la Commission scolaire de Montréal qui viserait à intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:29

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197838038**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier une entente de principe avec la Commission scolaire de Montréal qui viserait à intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal loue des locaux au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc et connus sous le nom de Centre communautaire Walkley pour la réalisation d'une offre de services de loisir aux jeunes, aux familles et aux aînés du secteur nord-est du district de Loyola Le propriétaire souhaite transformer l'immeuble dans un horizon de 3 à 5 ans. Il a accepté de conclure une prolongation de bail jusqu'au 30 septembre 2020 (sommaire 1195323010 soumis pour approbation par le conseil à cette même séance), mais au terme de cette entente d'autres solutions devront être trouvées.
De plus, le déficit de classes ou la modification de la vocation de certaines écoles en raison des nombreux besoins pour la clientèle scolaire des Commissions scolaires de Montréal (CSDM) et de la Commission scolaire English de Montréal (CSEM) ont également causé le déménagement des activités d'un autre organisme du secteur Loyola, soit l'Association pour le développement jeunesse de Loyola.

Dans ce contexte, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est à la recherche de solutions durables et de qualité pour maintenir ces services importants pour la population. Le défi est grand en raison de la rareté d'immeubles locatifs et du déficit d'installations municipales de qualité dans ce secteur.

En août 2019, la DCSLDS a été informée que le gouvernement du Québec avait autorisé le financement du projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde, située au 5350, avenue Rosedale, à proximité du parc Gilbert-Layton et à environ 600 m du Centre communautaire Walkley.

Dans le contexte de la signature de l'Entente Réflexe Montréal entre le gouvernement du

Québec et la Ville de Montréal, les commissions scolaires doivent travailler de pair avec la Ville à la planification des nouveaux projets de construction ou d'agrandissement des d'installations collectives. C'est dans ce contexte que des représentants de l'arrondissement et de la CSDM se sont rencontrés à trois (3) reprises depuis le mois d'août afin de discuter de la faisabilité d'intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'École Les-Enfants-du-Monde.

Les deux (2) parties souhaitent donc poursuivre les discussions pour valider la faisabilité du projet et définir les principes qui pourraient être à la base d'une entente entre la Ville et la CSDM en vue de sa réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Recommandations soumises au conseil d'arrondissement à cette séance du conseil :
1195323010 : Approuver le projet de première convention de prolongation du bail par lequel la Ville loue de Harvey Wolfe, Mark Shapiro, Barry Shapiro, Stanley Hitzig, 6253652 Canada inc., Katalin Papp et Roy Salomon, des locaux d'une superficie de 9 334 pi², au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc, à des fins d'activités communautaires et de loisirs pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre - Dame-de-Grâce, pour un terme d'une année, à compter du 1er octobre 2019, pour une dépense totale de 207 659,68 $, incluant toutes taxes applicables. Bâtiment 8029.

1197606001 : Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 million $ du surplus libre de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la : rénovation et l'agrandissement de l'école des Enfants du Monde.

CA19 270035 - 1191572001 : Approuver les ententes entre la Ville de Montréal et la Commission scolaire de Montréal (CSDM) ainsi que la Commission scolaire English-Montréal (CSEM), régissant le partage des installations et des équipements scolaires et municipaux. Mandater le directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier et convenir des deux conventions d'utilisation.

DESCRIPTION

Compte tenu de l'échéancier et du budget prévus à la convention de réalisation qui lie la CSDM et le Ministère de l'Éducation et de l'Engeignement supérieur (MEES) pour la réalisation du projet à l'École Les-Enfants-du-Monde, il est nécessaire de poursuivre les discussions afin de définir les grands principes qui pourraient être à la base de ce projet conjoint. Entre autres, les parties devront convenir :
- Des conditions de succès pour obtenir l'adhésion des divers acteurs;
- De la portée de l'entente;
- De leurs apports respectifs à la réalisation du projet;
- Des conditions de réalisation;
- Des obligations des parties;
- De la gestion du projet;
- Du modèle juridique applicable.

Il est donc nécessaire de mandater la DCSLDS pour mener ces discussions avec la CSDM. Sur réception de la résolution, la DCSLDS demandera le soutien du Service des affaires juridiques de la Ville. Aussi, la DCSLDS collabore déjà étroitement avec la Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement pour la réalisation de ce projet.

JUSTIFICATION

- L'arrondissement et la CSDM ont avantage à unir leurs efforts afin de planifier des infrastructures de qualité respectant leur capacité d'investissement;
- La réalisation de ce projet permettrait de planifier les ressources en tenant compte des besoins communs et complémentaires des parties pour le bénéfice de la population;
- L'école est située à proximité de l'ancien centre, d'un parc, d'aires de jeux, de terrains sportifs et d'un pavillon;
- L'offre de services du centre communautaire comprend un camp de jour, des activités après-écoles, etc. qui présentent un avantage pour les familles dont les enfants fréquentent l'école;
- Un tel projet serait novateur et pourrait faire figure de modèle dans la planification des infrastructures;
- Ce projet soutient l'atteinte des objectifs de l'entente Réflexe Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permets l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les (4) quatre piliers : soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans son Plan local de développement durable 2019-2022.

Ce projet s'inscrit dans la Priorité 3 (Assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé, du Plan local de développement durable de l'arrondissement (2019-2022).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans une optique de développement social, assurer le maintien et améliorer l'offre de services sportive, récréative et communautaire dans le district de Loyola. Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans sa Déclaration pour un arrondissement en santé et soutiennent le «vivre ensemble» par la participation et l'ouverture de ces organismes à faire vivre différentes expériences aux citoyens de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communication conjointe avec la CSDM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Approbation de l'entente de principe par le conseil d'arrondissement et le conseil des commissaires de la CSDM;
- Réalisation de l'entente de principes.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Amar BENSACI, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Marie-Claude OUELLET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
April LÉGER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Amélie FRANCK, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Patricia ARCAND, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Michelle DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Michelle DESJARDINS, 29 octobre 2019
Hélène BROUSSEAU, 29 octobre 2019
Guylaine GAUDREAULT, 29 octobre 2019
Patricia ARCAND, 28 octobre 2019
April LÉGER, 28 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon LÉVEILLÉ
Adjointe de direction

Tél : 514 868-5024
Télécop. : 514 872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-28

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 868-5024
Télécop. : 514 872-4585

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.01

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1195265014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Division des communications
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

Il est recommandé:
D'accepter l'offre du conseil de la ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:45

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1195265014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Division des communications
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accepter l'offre du conseil de la Ville d'offrir aux conseils d'arrondissement, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la fourniture de services 311, sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés.

CONTENU

CONTEXTE

Historiquement, le 311 a été mis en service à la Ville de Montréal en décembre 2007. Depuis, la responsabilité de cette activité représentant annuellement environ 1 million d'appels de citoyens a été assumée en mode partagée entre une unité centrale et l'ensemble des arrondissements. Les centres d'appels 311 en arrondissements répondent donc aux appels téléphoniques des citoyens qui leur sont destinés, ainsi qu'à une partie des appels non reconnus (citoyens n'ayant choisi aucun arrondissement en particulier), de jour, du lundi au vendredi, entre 8 h 30 et 17 h.
Il y a quelques années, la Direction générale a mis en place un projet de réingénierie des processus du 311 afin de réviser l'ensemble de l'offre de services et ses modalités d'affaires.

Conformément à la vision stratégique de l'organisation comme ville intelligente, les modes de fonctionnement du centre de services 311 sont largement basés sur les meilleures pratiques 311 des villes nord-américaines, notamment une expérience client respectant le parcours du citoyen, une plus grande transparence dans le traitement des requêtes, la résolution des demandes lors du premier appel et une qualité de services plus uniforme sur l'ensemble des moyens d'accès offerts aux citoyens via le 311.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 1020 - 21 août 2017 - Offrir aux conseils d'arrondissement la fourniture du service 311 sur l'ensemble des plages horaires, soit les jours ouvrables, les soirs, les fins de semaine et les jours fériés, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

DESCRIPTION

À la Ville de Montréal, chaque instance décisionnelle est présentement responsable de répondre aux questions des citoyens en fonction des compétences qui lui sont dévolues. L'intégration progressive de la prise des appels téléphoniques et des courriels de jour par la Ville-centre s'effectue suite à l'offre de services du conseil municipal à chacun des arrondissements, conformément à l'article 85 de la *Charte de la Ville de Montréal.*

Les modalités de l'offre de services sont les suivantes :

- Maintien de l'horaire de services de l'unité centrale : transfert de la prise des appels téléphoniques de jour, jusque-là traités par les arrondissements, et des courriels, du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h. Cette nouvelle responsabilité s'ajoutera à la couverture centrale actuelle, laquelle se situe entre 17 h et 20 h 30 la semaine et les samedis, dimanches et jours fériés de 9 h à 17 h;
- Dans l'attente d'une révision du cadre administratif du 311 par sa réingénierie, le service continuera d'être offert conformément aux normes de qualité en matière de téléphonie, tel que défini dans l'encadrement administratif Gestion du Réseau Accès Montréal (C-OG-SDG-D-07-001).

JUSTIFICATION

En composant le 311, les citoyens continueront donc de recevoir des services complets de 8 h 30 à 20 h 30, du lundi au vendredi, et de 9 h à 17 h, les samedis, dimanches et jours fériés, 365 jours par année. Pour signaler un problème nécessitant une intervention rapide pour des travaux publics ou d'entretien (bris, pannes, etc.), le service continuera également d'être offert aux citoyens 24 heures par jour à chaque jour de l'année. Cela correspond donc pour les résidents et les résidentes de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce à des heures prolongées et un service accru.
Les effectifs de prise d'appels 311 et des courriels des arrondissements seront intégrés progressivement en un seul cadre d'activités. Le regroupement de la main-d'oeuvre permettra d'optimiser l'utilisation des ressources, une agilité dans les opérations et d'offrir aux citoyens des niveaux de services plus uniformes, de même qu'une gestion flexible des ressources.

Des ententes devront être convenues concernant les modalités du transfert d'activités menant à la prise en charge par l'unité centrale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers reliés à ce transfert d'activités seront présentés ultérieurement à un conseil d'arrondissement par le biais d'un dossier décisionnel.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Guylaine GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Marion ANGELY, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Manon PROVOST
Chargée de secrétariat

Tél : 514-868-3196
Télécop. : 514-868-3572

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-21

Sonia BEAUCHEMIN
C/D Communications et Relations avec les citoyens

Tél : 514-872-0710
Télécop. : 514-868-3572

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.02

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194570010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'approuver, tel que soumis, le calendrier et le lieu des séances ordinaires pour l'année 2020.

DATES
Lundi 3 février
Mercredi 11 mars
Lundi 6 avril
Lundi 4 mai
Lundi 1 juin
Lundi 22 juin
Mardi 8 septembre
Lundi 5 octobre
Lundi 2 novembre
Lundi 7 décembre

Toutes les séances ordinaires se tiennent à 19 heures.

Les séances ordinaires et extraordinaires se tiendront à la salle du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, située au rez-de-chaussée du 5160, boulevard Décarie, Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:46

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194570010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 319 de la *Loi sur les cités et villes* permet au conseil d'arrondissement de fixer les dates des séances du conseil par résolution. Cet article précise également que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier des séances ordinaires pour cette année en fixant le jour et l'heure du début de chacune d'elles.
L'arrondissement ayant maintenant une salle du conseil fixe située au 5160, boulevard Décarie, rez-de-chaussée, les séances ordinaires et extraordinaires de 2020 se tiendront dorénavant à cet endroit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· CDN/NDG - 1, Règlement sur la régie interne du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.
· 1184570009 - Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2019.

DESCRIPTION

Au cours de l'année 2020, le conseil tiendra ses séances ordinaires à 19 h aux dates suivantes :

DATES
Lundi 3 février
mercredi 11 mars
Lundi 6 avril
Lundi 4 mai
Lundi 1 juin
Lundi 22 juin
Mardi 8 septembre
Lundi 5 octobre
Lundi 2 novembre
Lundi 7 décembre

JUSTIFICATION

Les fêtes importantes en 2020 qui doivent être prises en considération dans l'adoption du calendrier sont les suivantes :
· 1 et 2 janvier : Fériés (Fête du Jour de l'an);
· 9 et 10 mars : Pourim
· Vendredi 10 avril : Vendredi saint;
· Lundi 13 avril : Lundi de Pâques;
· 9 avril au 16 avril 2018 : Pessa'h;
· 29 et 30 mai : Chavouot;
· Lundi 18 mai : Journée nationale des patriotes;
· Mercredi 24 juin : Fête nationale du Québec;
· Mercredi 1 juillet : Fête du Canada;
· Lundi 7 septembre : Fête du travail;
· 19 et 20 septembre : Roch Hachana;
· 2 au 9 octobre : Souccot;
· 11 octobre : Simchat Torah;
· Lundi 12 octobre : Fête de l'Action de grâce;
· Mercredi 23 décembre : début du congé de Noël.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le calendrier et le lieu des séances ordinaires du conseil d'arrondissement pour l'année 2020 feront l'objet d'un avis public, conformément à l'article 320 de la *Loi sur les cités et villes* . Cet avis sera diffusé sur le site Internet de l'arrondissement et affiché au bureau d'arrondissement, au bureau Accès Montréal de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Sans objet

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux articles 319 et 320 de la *Loi sur les cités et villes* et à l'article 17 de la *Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec.*

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-09

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.03

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194570014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier le lieu de la tenue de la séance ordinaire du lundi 2 décembre 2019 afin qu'elle se tienne dans la nouvelle salle du conseil au 5160, boulevard Décarie.

IL EST RECOMMANDÉ:
De modifier le lieu de la tenue de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce du lundi 2 décembre 2019, 19 heures, afin qu'elle se tienne dans la nouvelle salle du conseil au rez-de-chaussée du 5160, boulevard Décarie à Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:39

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194570014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Modifier le lieu de la tenue de la séance ordinaire du lundi 2 décembre 2019 afin qu'elle se tienne dans la nouvelle salle du conseil au 5160, boulevard Décarie.

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 319 de la Loi sur les cités et villes, le conseil a fixé par résolution, le 5 novembre 2018, la date et les lieux des séances ordinaires du conseil d'arrondissement. Compte tenu du fait que les travaux d'aménagement de la nouvelle salle fixe du conseil d'arrondissement vont bon train, la séance du 2 décembre 2019, qui devait se tenir au Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce au 6400, avenue de Monkland, pourra se tenir dans la nouvelle salle.

Il y a lieu, en conséquence, d'adopter une résolution modifiant le lieu de la séance du 2 décembre 2019 afin qu'elle se tienne dans la salle du conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, située au rez-de-chaussée du 5160, boulevard Décarie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA18 170294 - 1184570009 -Approuver le calendrier des séances ordinaires et les lieux des séances ordinaires et extraordinaires du conseil d'arrondissement pour 2019.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.04

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197606001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 million $ du surplus libre de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école Les-Enfants-du-Monde.

IL EST RECOMMANDÉ :

Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 million $ du surplus libre de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école des Enfants du Monde.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-30 11:04

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197606001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 million $ du surplus libre de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école Les-Enfants-du-Monde.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, la Ville de Montréal loue des locaux au 6650, chemin de la Côte-Saint-Luc et connus sous le nom de Centre communautaire Walkley pour la réalisation d'une offre de services de loisir aux jeunes, aux familles et aux aînés du secteur nord-est du district de Loyola Le propriétaire souhaite transformer l'immeuble dans un horizon de 3 à 5 ans. Il a accepté de conclure une prolongation de bail jusqu'au 30 septembre 2020, mais au terme de cette entente d'autres solutions devront être trouvées.
Dans ce contexte, l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce est à la recherche de solutions durables et de qualité pour maintenir ces services importants pour la population. Le défi est grand en raison de la rareté d'immeubles locatifs et du déficit d'installations municipales de qualité dans ce secteur.

En août 2019, la DCSLDS a été informée que le gouvernement du Québec avait autorisé le financement du projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde, située au 5350, avenue Rosedale, à proximité du parc Gilbert-Layton et à environ 600 m du Centre communautaire Walkley.

Dans le contexte de la signature de l'Entente Réflexe Montréal entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal, les commissions scolaires doivent travailler de pair avec la Ville à la planification des nouveaux projets de construction ou d'agrandissement des d'installations collectives. C'est dans ce contexte que des représentants de l'arrondissement et de la CSDM se sont rencontrés à trois (3) reprises depuis le mois d'août afin de discuter de la faisabilité d'intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'École Les-Enfants-du-Monde.

Les deux parties souhaitent donc poursuivre les discussions pour valider la faisabilité du projet et définir les principes qui pourraient être à la base d'une entente entre la Ville et la CSDM en vue de sa réalisation.

C'est dans ce contexte qu'il est recommandé d'affecter la somme de 3,2 millions de dollars à même son surplus libre pour la réalisation de ce projet conjoint avec la CSDM.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Recommandation soumise au conseil d'arrondissement à cette même séance :
1197838038 - Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social pour négocier une entente de principe avec la Commission scolaire de Montréal qui viserait à intégrer des locaux communautaires au projet d'agrandissement et de rénovation de l'école Les-Enfants-du-Monde.

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce affectera, suite à la résolution du présent dossier, une somme de 3,2 millions $ à même son surplus libre pour la réalisation de ce projet conjoint avec la CSDM.
Les informations budgétaires et comptables sont inclus dans la certification de fonds de la direction des services administratifs et du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Patricia ARCAND)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lila BENTALHA
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1197606001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 million $ du surplus libre de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école Les-Enfants-du-Monde.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1197606001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E
Tél : 514-868-3488

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-3511
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

GDD 1197606001

Ce dossier vise à :

- Approuver l'affectation d'une somme de 3,2 millions $ du surplus libre de l'Arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour le projet conjoint avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM) visant la rénovation et l'agrandissement de l'école les Enfants du Monde.

Une somme de 3,2 millions $ sera donc réservée au surplus libre de l'Arrondissement pour ce projet à partir du compte suivant :

2406.000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.000

Les modalités de versement seront autorisées ultérieurement selon l'avancement du projet lors d'une prochaine séance au conseil d'arrondissement.

Des écritures de journal seront donc effectuées ultérieurement lors de l'approbation des modalités de versement.

PROVENANCE	**2020**
2406.000000.000000.00000.31025.000000.0000. 000000.000000.00000.000	3 200 000 $
Entité : AF - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce Objet : Surplus de gestion affecté - Autres fins	
Total	**3 200 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.05

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1193930002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Mandater le service des affaire juridiques afin de prendre toutes les mesures nécessaires y compris recours devant la Cour supérieure pour faire démolir l'immeuble incendié situé a 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

Il est recommandé :
De mandater le service des affaire juridiques afin de prendre toutes les mesures nécessaires y compris recours devant la Cour supérieure pour faire démolir l'immeuble incendié situé a 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-23 15:09

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193930002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Mandater le service des affaire juridiques afin de prendre toutes les mesures nécessaires y compris recours devant la Cour supérieure pour faire démolir l'immeuble incendié situé a 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

CONTENU

CONTEXTE

5557 chemin de la Côte-des-Neiges : l'immeuble de 3 étages a été incendié en octobre 2017. Après 6 avis de réparer dont le dernier de le réhabilité ou de le démolir, et 5 constats d'infractions, l'immeuble est toujours en place et en très mauvais état. L'immeuble constitue une nuisance sur l'artère commerciale ainsi qu'un risque pour la sécurité du public puisqu'il n'est pas protégé des intempéries et se dégrade de jour en jour.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le Conseil d'arrondissement mandate, par la présente, le Service des affaires juridiques pour prendre toutes les mesures nécessaires y compris recours devant la Cour supérieure pour faire démolir l'immeuble incendié situé au 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

JUSTIFICATION

Ce mandat permettra de sécuriser le secteur du bâtiment 5557, chemin de la Côte-des-Neiges.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandre PAUL-HUS, Service des affaires juridiques

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Steve DESJARDINS
Chef de division - permis et inspections

Tél : 514 872-6270
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.06

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1198241006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald.

IL EST RECOMMANDÉ :
De demander au Comité exécutif d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:25

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1198241006**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet visé par la présente autorisation consiste en l'installation d'une conduite d'égout unitaire d'un diamètre de 375 mm avec l'ensemble des composantes décrites dans le plan n° 18017G001, préparé par monsieur Sébastien Hervieu, ingénieur de la firme Mesar Ingénieurs-Conseils, daté du mois d'octobre 2019.
En effet, la propriétaire du lot # 4 682 120, Mme. Amalia Dinut, a sollicité l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour la construction d'un nouvel égout unitaire sur l'avenue Isabella entre les avenues Macdonald et Clanranald. L'installation d'une conduite d'égout sur la rue Isabella est liée à la construction d'un immeuble sur ce terrain non desservi au niveau des égouts. La nouvelle conduite d'égout du présent projet se raccordera sur le réseau d'égout de l'avenue Macdonald. Le réseau d'égout de l'avenue Macdonald est en partie sur le territoire de la Ville de Montréal et sur le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc. L'Arrondissement a informé la Ville de Côte-Saint-Luc de toutes les étapes de la conception, soit en transmettant les plans et devis. La Ville de Côte Saint-Luc a demandé d'être informée avant le début des travaux de construction, mais aucun commentaire n'a été soulevé de leur côté relativement aux plans et devis.

Le demandeur, dans le cas présent représenté par la firme Mesar Ingénieurs-Conseils, doit transmettre une demande d'autorisation au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC) pour l'installation d'une conduite d'égout unitaire d'un diamètre de 375 mm avec l'ensemble des composantes raccordées aux réseaux municipaux, en vertu de l'article 32, concernant l'application du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) (mise à jour 1 septembre 2019).

À ce titre, l'article 32.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) stipule que :

« Outre les exigences établies par tout règlement du gouvernement, le demandeur d'une autorisation relative à une installation de gestion ou de traitement des eaux qui n'est pas exploitée par une municipalité ou qui est exploitée par une municipalité à l'extérieur des

limites de son territoire doit soumettre à l'appui de sa demande un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité sur le territoire de laquelle l'installation est située attestant que cette municipalité ne s'objecte pas à la délivrance de l'autorisation pour le secteur desservi par cette installation.

Si la municipalité s'objecte à la délivrance de l'autorisation, le ministre doit tenir une enquête et permettre aux intéressés de présenter leurs observations avant de prendre sa décision ».

Afin de permettre au demandeur d'obtenir l'autorisation du MELCC, le greffier de la Ville de Montréal doit émettre un certificat de non-objection par lequel la Ville déclare qu'elle ne s'oppose pas au projet. Le certificat de non-objection peut être émis en considérant que le raccordement répond aux normes en vigueur au moment de son émission.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le sommaire décisionnel # 1198241007 pour offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la coordination et de la réalisation des travaux pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal, est prévu à la même séance du conseil, soit le 4 novembre 2019. Ce dernier dossier (1198241007) devra être approuvé préalablement à l'approbation du présent sommaire 1198241006.

DESCRIPTION

Il est recommandé d'autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau d'égout unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, selon l'ensemble des composantes décrites dans le plan n° 18017G001.
Les travaux touchant les réseaux municipaux se résument aux items suivants :

Une conduite d'égout unitaire raccordée à la conduite unitaire existante, située à l'intersection des avenues Isabella et Macdonald.

JUSTIFICATION

La réalisation du présent projet ne contrevient pas à la réglementation en vigueur de la Ville de Montréal.
Afin de permettre d'obtenir l'autorisation du MELCC, le greffier de la Ville doit émettre un certificat de non-objection par lequel la Ville de Montréal atteste qu'elle ne s'objecte pas à la délivrance du certificat d'autorisation par le MELCC pour le projet en question.

À cet effet, dans le cadre du présent projet, ce dossier relève de la compétence du conseil municipal de la Ville de Montréal.

De plus, tel que demandé en vertu de l'article 32.3 de la Loi, le libellé de cette formalité est résumé à l'article 2.4 du formulaire de demande d'autorisation auprès du MELCC :

« La demande d'autorisation contient :

- *une copie dûment certifiée de la résolution du conseil d'administration mandatant le signataire à soumettre cette demande au MELCC*
- *un certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité attestant que la municipalité ne s'oppose pas à la délivrance de l'autorisation »*

Pour ce qui est de la conformité de la présente demande, d'un point de vue technique, le Service de l'eau aura à se prononcer sur la conformité de la demande, en vertu de la réglementation qui s'applique au niveau du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et des plans directeurs de la Ville de Montréal. Les plans et devis 100 % transmis par la firme Mesar Ingénieurs-Conseils ont fait l'objet de revue et d'analyse par la Direction des réseaux d'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non applicable

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le certificat de non-objection visé par le présent dossier est requis par l'article 32.3 du *guide (L.R.Q., c. Q-2) de la Loi sur la qualité de l'environnement.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'émission de la lettre de non-objection par le greffier de la Ville de Montréal soutiendra la demande d'autorisation des travaux d'infrastructures soumise par la firme Mesar Ingénieurs -Conseils au MELCC. L'autorisation du MELCC permettra à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de réaliser les travaux d'installation d'une nouvelle conduite d'égout en vue de desservir l'immeuble qui sera construit au lot #4 682 120 et de les réaliser dans le respect de l'échéancier général de la construction.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Construction de la nouvelle conduite d'égout unitaire : Printemps / Été : 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La réalisation des travaux de conception de la gestion des eaux pluviales doit impérativement respecter les normes et les règlements en vigueur de la Ville de Montréal. Les travaux indiqués dans ce sommaire décisionnel doivent être réalisés conformément aux directives du service de l'Eau de la Ville de Montréal. Il est à noter que monsieur Yves Faucher de la Direction de l'Épuration des Eaux Usées (DÉEU) prendra en charge le dossier pour la suite du processus au MELCC soit l'obtention de l'autorisation en vertu de l'article 32, concernant l'application du paragraphe 3 du premier alinéa de l'article 22, et que l'étude de conformité soit complétée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Yves FAUCHER, Service de l'eau
Steve DESJARDINS, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Hermine Nicole NGO TCHA, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure junior

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1198241006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Autoriser le greffier à émettre une attestation de non-objection à la délivrance, par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC), d'une demande d'autorisation en vertu de l'article 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald.

Demande d'attestation de non-objection

18017PCorA001_DemandeNonObjectionCDNNDG.pdf

Plan civil signé et scellé (pour soumission)

18017G001-ISABELLA(V1-R0_F1).pdf

Plans d'architecture du bâtiment projeté (avancement 90%)

1901_190912_arch MAJ permis.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure junior

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

MESAR
INGÉNIEURS-CONSEILS

4500, rue Charles-Malhiot
Trois-Rivières (Québec) G9B 0V4
Téléphone : 819 376-7771
www.mesar.qc.ca

Trois-Rivières, le 18 octobre 2019

VILLE DE MONTRÉAL
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce
5160, boul. Décarie, bureau 600
Montréal (Québec) H3X 2H9

RÉFÉRENCES **:** V/N° PROJET :
N/N° PROJET : CC18017

OBJET **:** Demande d'attestation de non-objection

Madame, Monsieur,

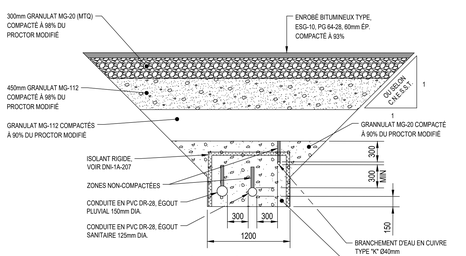
Dans le cadre du branchement d'un bâtiment résidentiel qui sera construit entre les numéros civiques 5544 et 5570 de l'avenue Isabella, il est nécessaire de réaliser une extension du réseau d'égout dans cette avenue dont le plan vous est fourni ci-joint. Cette extension doit au préalable être autorisée par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques.

Nous vous demandons de bien vouloir nous fournir une attestation de non-objection de la part de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, qui est l'une des pièces constitutives de la demande d'autorisation au MELCC.

Restant à votre disposition pour toute question, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

MESAR BÂTIMENTS & INFRASTRUCTURES
Par : Sébastien Hervieu, ing.

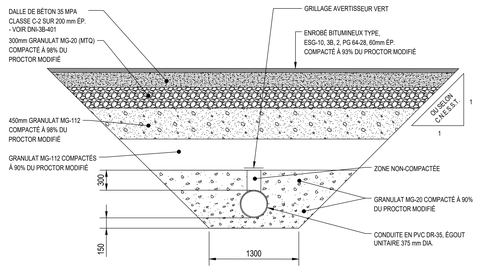
p. j. Plan 18017G001 – Ém. 0



TRANCHÉE ENTRÉE DU GARAGE

COUPE "A–A"

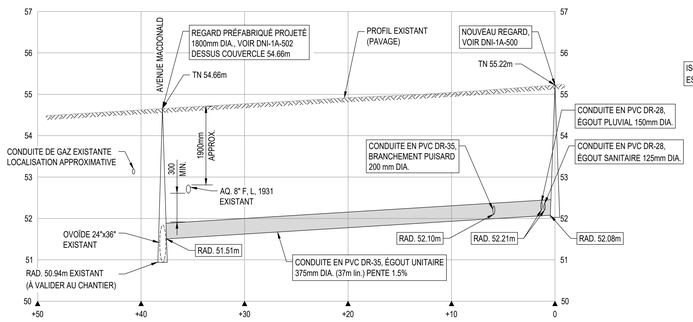
ÉCH. : 1 : 30

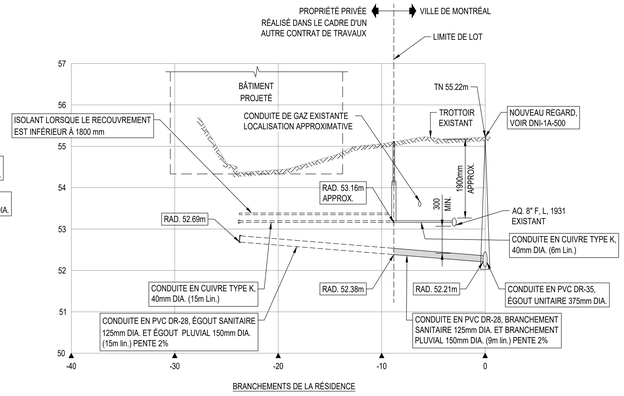


TRANCHÉE SOUS CHAUSSÉE

COUPE "B–B"

ÉCH. : 1 : 30





PROFIL

ÉCH. : 1 : 200 HORIZ.
ÉCH. : 1 : 50 VERT.

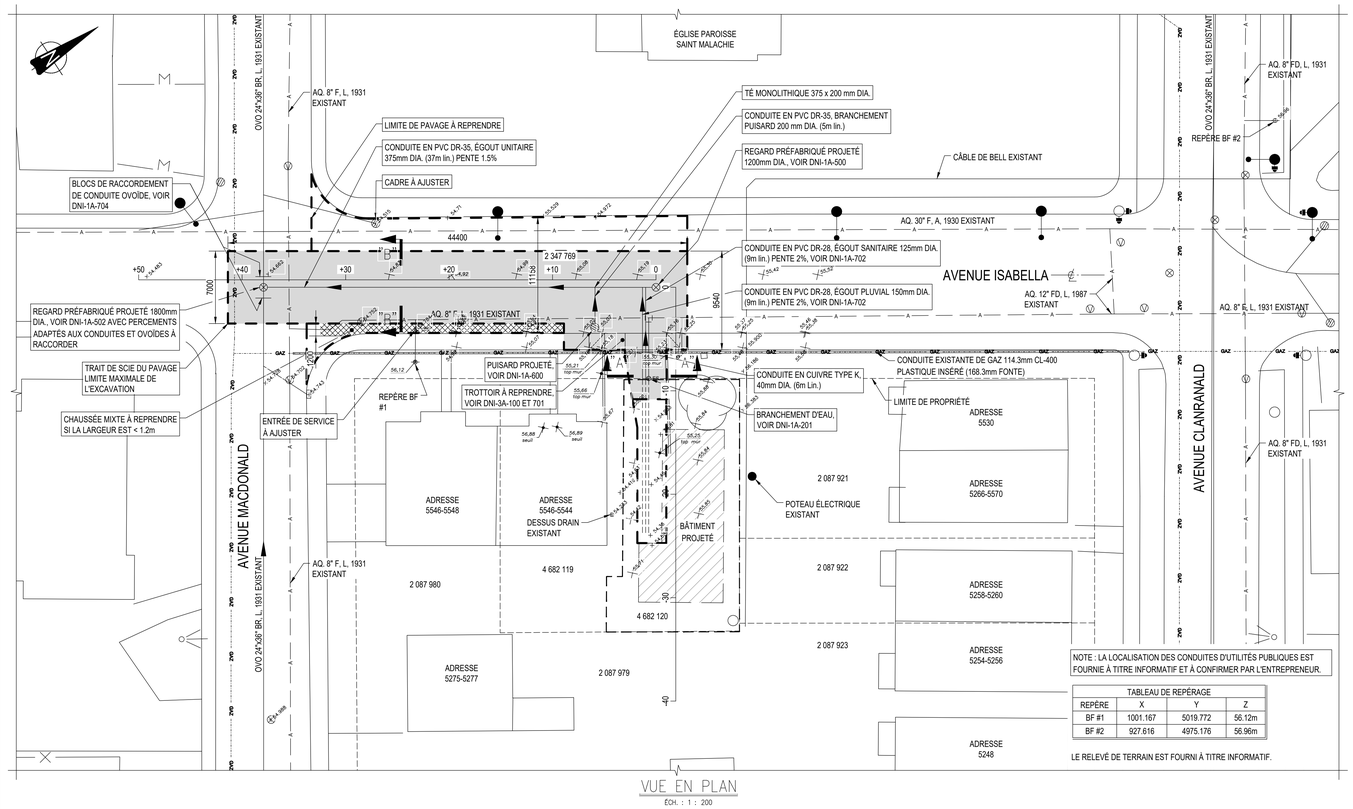


TABLEAU DE REPÉRAGE			
REPÈRE	X	Y	Z
BF #1	1001.167	5019.772	56.12m
BF #2	927.616	4975.176	56.96m

VUE EN PLAN

ÉCH. : 1 : 200

= ARBRE / ARBUSTRE / DIAMÈTRE
= ARBRE CONIFÈRE
= ARBRE FEUILLU
= BOÎTE DE VANNE
= BORNE-FONTAINE
= BOUCHE À CLÉ
= CABINE TÉLÉPHONIQUE
= ENTRÉE DE SERVICE
= ESCALIER
= FEU CIRCULATION DOUBLE
= FEU CIRCULATION SIMPLE
= HAUBAN
= INTERFACE BELL
= LAMPADAIRE DOUBLE
= LAMPADAIRE SIMPLE
= POTEAU ÉLECTRIQUE
= POTEAU ÉLECT. + LAMP.
= PUISARD DE RUE
= PUISARD DE TROTTOIR
= REGARD AQUEDUC PRINCIPAL
= REGARD AQUEDUC SECONDAIRE
= REGARD BELL
= REGARD COMMISSION ÉLECTRIQUE
= REGARD ÉGOUT
= REGARD GAZ
= REGARD HYDRO-QUÉBEC
= PETIT REGARD HQ
= REGARD INTERCEPTEUR
= RÉVERBÈRE
= VANNE BORNE-FONTAINE
= VANNE DE GICLEUR
= VOUTE TRANSFO. HQ
= VOUTE TRANSFO. HQ ANCIENNE
= AQUEDUC
= BOISÉ
= CLÔTURE
= CONDUITE DE GAZ
= CONDUIT(S) ÉLECTRIQUE(S)
= CONDUIT(S) TÉLÉCOMMUNICATION(S)
= ÉGOUT COMBINÉ
= ÉGOUT PLUVIAL
= ÉGOUT SANITAIRE
= FOSSÉ
= HAIE
= LIMITE CADASTRALE
= MURET
= PROFIL DU ROC
= SURFACE DU TERRAIN
= TALUS
4 862 119 = No DE CADASTRE

ANNOTATION DES CONDUITES D'AQUEDUC :
MATÉRIAU : F = FONTE GRISE, FD = FONTE DUCTILE
JURIDICTION : L = LOCALE, A = AGGLOMÉRATION

ANNOTATION DES CONDUITES D'ÉGOUT :
FORME : OVO = OVOÏDE
MATÉRIAU : BR = BRIQUE
JURIDICTION : L = LOCALE

NOTE(S) PARTICULIÈRE(S) :

UTILITÉ(S) PUBLIQUE(S)

INFO-EXCAVATION:
BELL : 514-870-1237
C.S.E.M. : 514-868-3686
GAZ MÉTRO : 514-598-3583
HYDRO-QUEBEC : 514-385-8888, #5118
S.T.M. : XXX
VIDÉOTRON : XXX
CIRCULATION : 514-872-6594

ÉMIS POUR SOUMISSION
2019-10-18
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE:

VOIR REPÈRES LOCAUX BF #1 ET BF #2 SUR VUE EN PLAN

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Plan de localisation



Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.
4. LA DISTANCE HORIZONTALE PAROI À PAROI ENTRE LA CONDUITE D'EAU ET UN REGARD D'ÉGOUT DOIT ÊTRE DE 300 mm MIN.
5. LA DISTANCE HORIZONTALE PAROI À PAROI ENTRE LA CONDUITE D'EAU ET UNE CONDUITE D'ÉGOUT DOIT ÊTRE DE 600 mm MIN.

Références

N°. de plan:	Description:
EGO-AQU_SQRC-500-31H05-005-7559	-

Émission(s)

Em.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
0	2019-10-18	ÉMIS POUR SOUMISSION	S.P.	S.H.
C	2019-09-23	ÉMIS POUR COMMENTAIRES (100%)	S.P.	S.H.
B	2019-06-07	ÉMIS POUR COMMENTAIRES (90%)	S.P.	S.H.
A	2019-04-05	ÉMIS POUR COMMENTAIRES (70%)	S.P.	S.H.

Montréal
Service des infrastructures, de la voirie et du transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

MESAR INGÉNIEURS-CONSEILS
MESAR BÂTIMENTS & INFRASTRUCTURES
5055, boulevard des Sciences, Montréal (Québec) H1J 3A9
Téléphone : 514 259-0701, Télécopieur : 514 352-0616
Membre du Groupe MESAR
www.mesar.qc.ca
N/Réf. 18017G001.dwg

Intervenants

Relevé de terrain :	DENIS TURCOTTE	2019-03-18
Dessiné par :	STÉPHANE PELLERIN, dess.	2019-10-18
Préparé par :	SÉBASTIEN HERVIEU, ing.	2019-10-18
Responsable du projet (ville de Montréal) :	FARID OUARET, ing.	
Responsable du projet (consultant) :	SÉBASTIEN HERVIEU, ing.	

Égout Aqueduc

Ingénieur(e) :
SÉBASTIEN HERVIEU, ing.

Sceau de l'ingénieur(e) :
2019-10-18

Original signé le :

PROJET :

AVENUE ISABELLA
DE L'AVENUE MACDONALD
À L'AVENUE CLANRANALD

ARRONDISSEMENT(S) : CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

NATURE DES TRAVAUX :
CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE CONDUITE D'EGOUT SUR UNE SECTION DU TRONCON DE L'AVENUE ISABELLA ENTRE L'AVENUE MACDONALD ET L'AVENUE CLANRANALD

TITRE DU PLAN :
TRAVAUX PROJETÉS
VUE EN PLAN, PROFILS, COUPES ET LÉGENDE
CIVIL

(SI) DIMENSIONS EN MILLIMÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : 1:200
sauf indication contraire
Ø,5 Ø,25 Ø Ø,5 1 (metre)

Plan no :	Feuillet :	Émission :	Soumission :
18017G001	1	0	CDN-NDG-20-AOP-TP-001

Cartouche révisé le : 2015-11-13

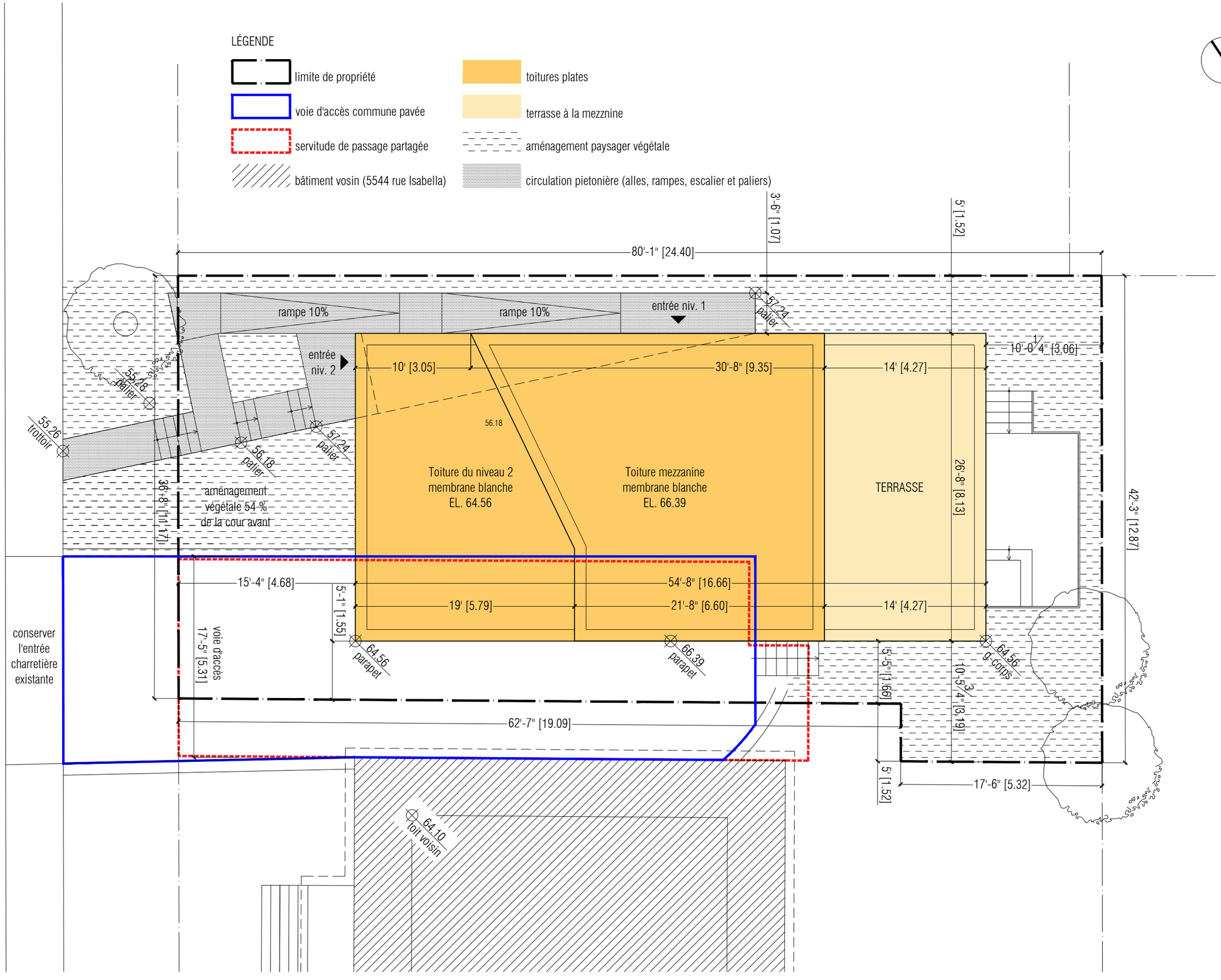
est ARCH-I-TEC-TURE-

nouveau bâtiment à deux logements

lot 4-682-120, av. Isabella, Montréal, QC H3X 1R7

dessins d'architecture pour permis de construction / CCU (rev.1)

12 sept. 2019



client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

titre
Plan d'implantation

échelle **1/8"=1'-0"** conçu / dessiné **ft**

émis pour **permis de constr. / CCU**

date **2019/09/12**

feuille **A01** révision **1**



vue aériennes de l'ouest



vue du nord-ouest, façade avant



vue du nord, au niveau de la rue



vue du sud-est, façade arrière

client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision
0 2019/04/16 permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

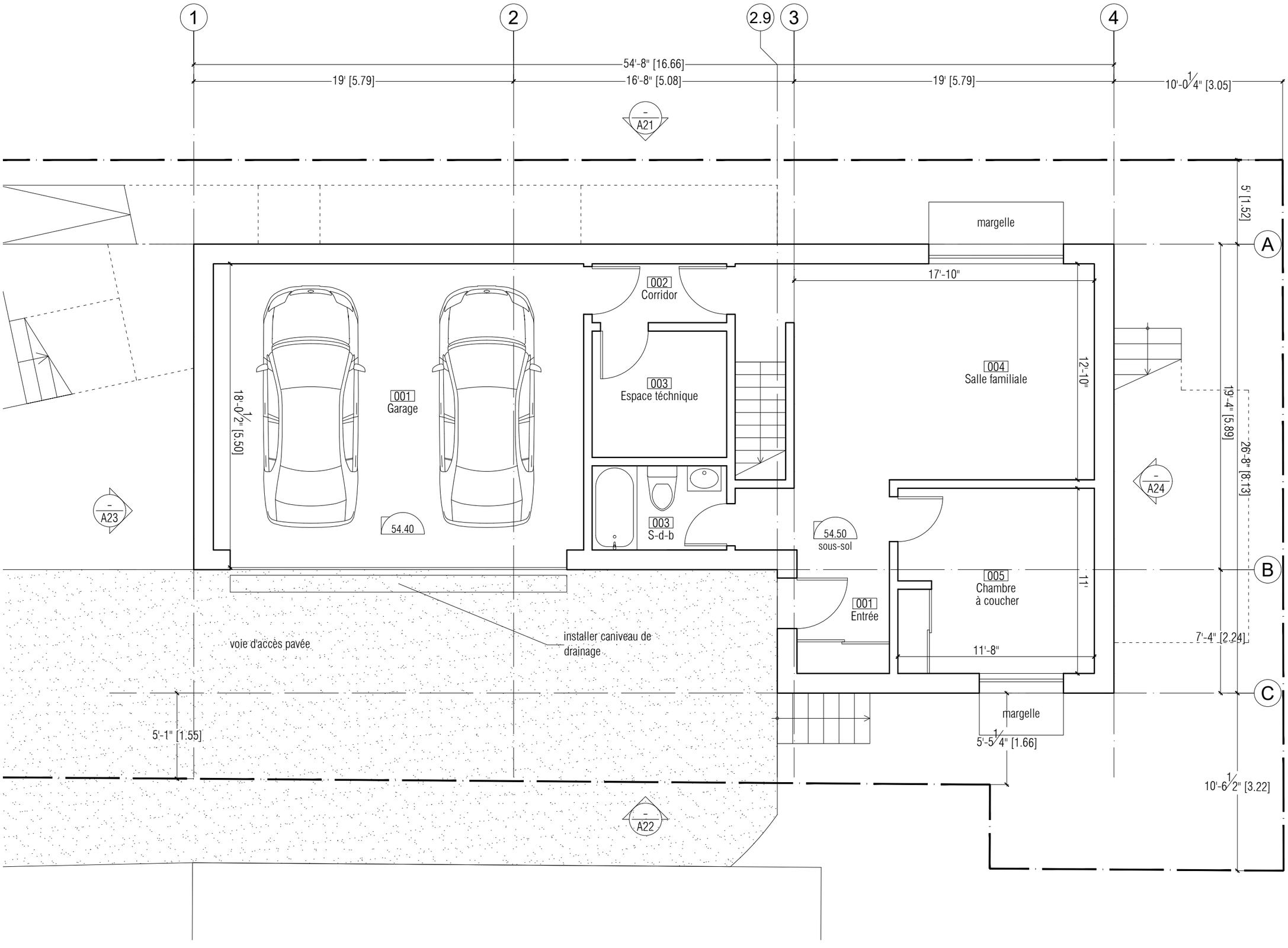
titre
Rendus

échelle **n/a**
conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/09/12

feuille **A05**
révision **0**



client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

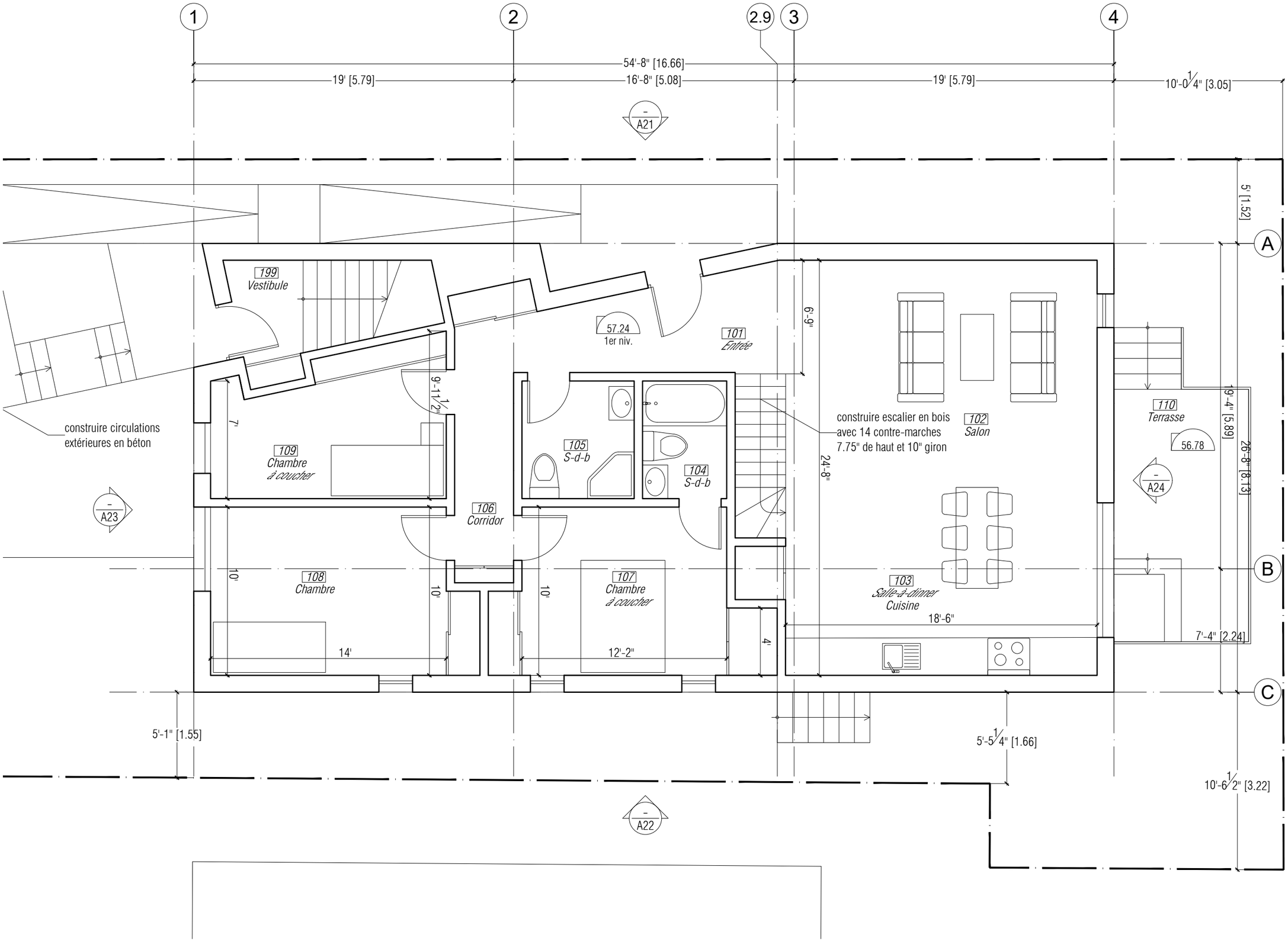
titre
Plan du sous-sol

échelle **3/16"=1'-0"** conçu / dessiné **ft**

émis pour **permis de constr. / CCU**

date **2019/09/12**

feuille **A10** révision **1**



client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

Dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

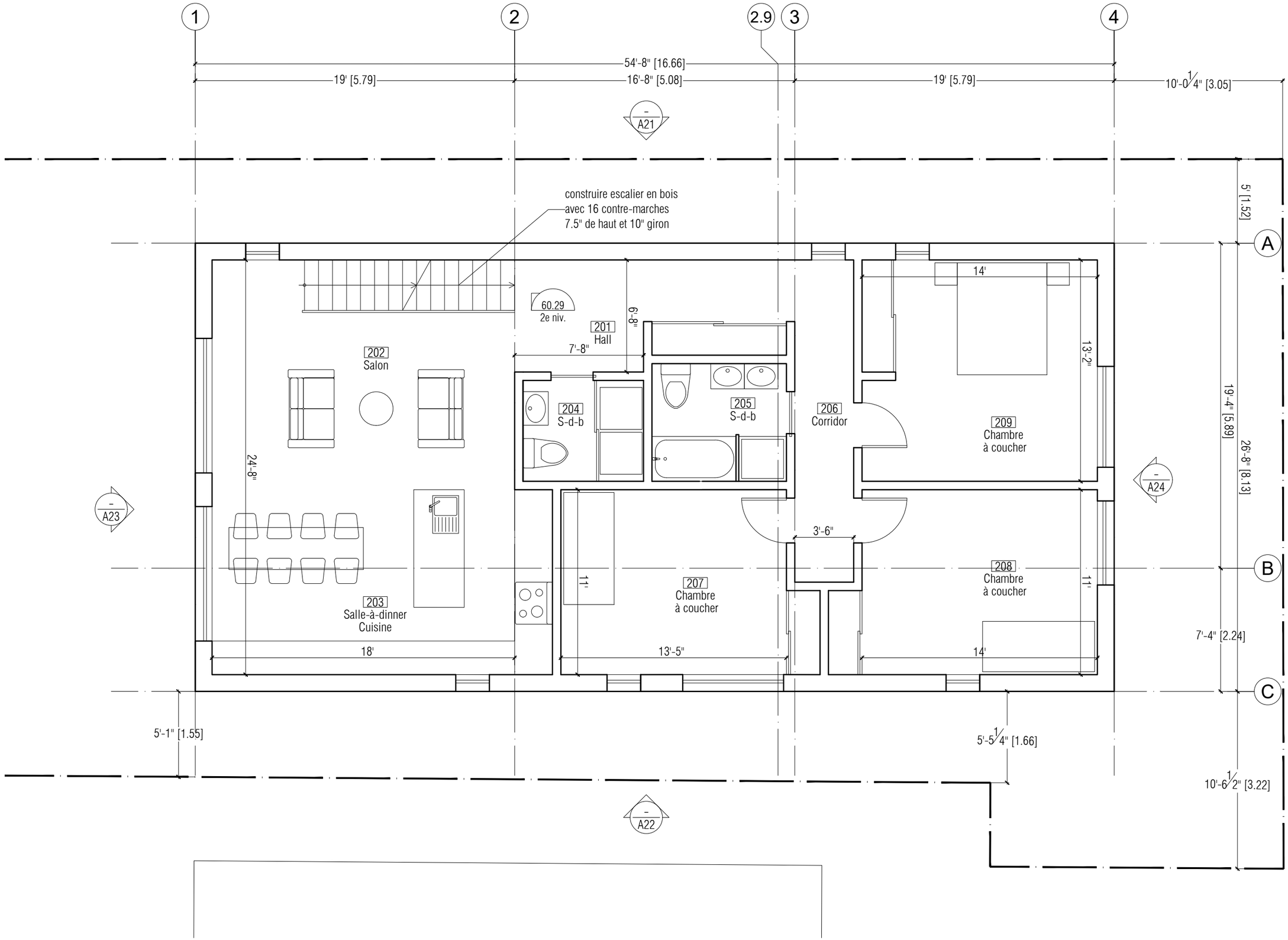
titre
Plan du niveau 1

échelle **3/16"=1'-0"** conçu / dessiné **ft**

émis pour **permis de constr. / CCU**

date **2019/09/12**

feuille **A11** révision **1**



client

Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture

est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

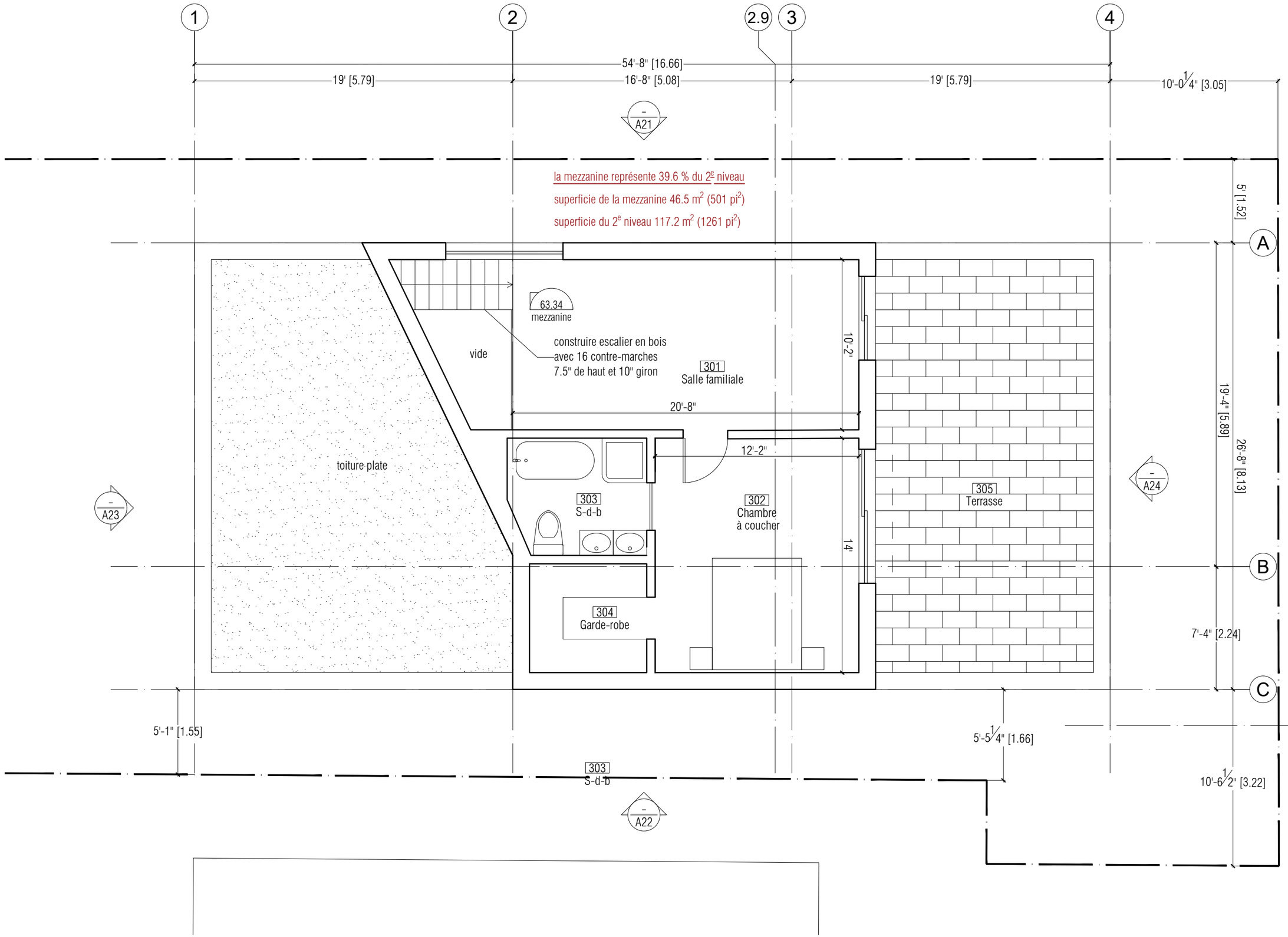
titre
Plan du niveau 2

échelle **3/16"=1'-0"** conçu / dessiné **ft**

émis pour **permis de constr. / CCU**

date **2019/09/12**

feuille **A12** révision **1**



client

Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture

est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

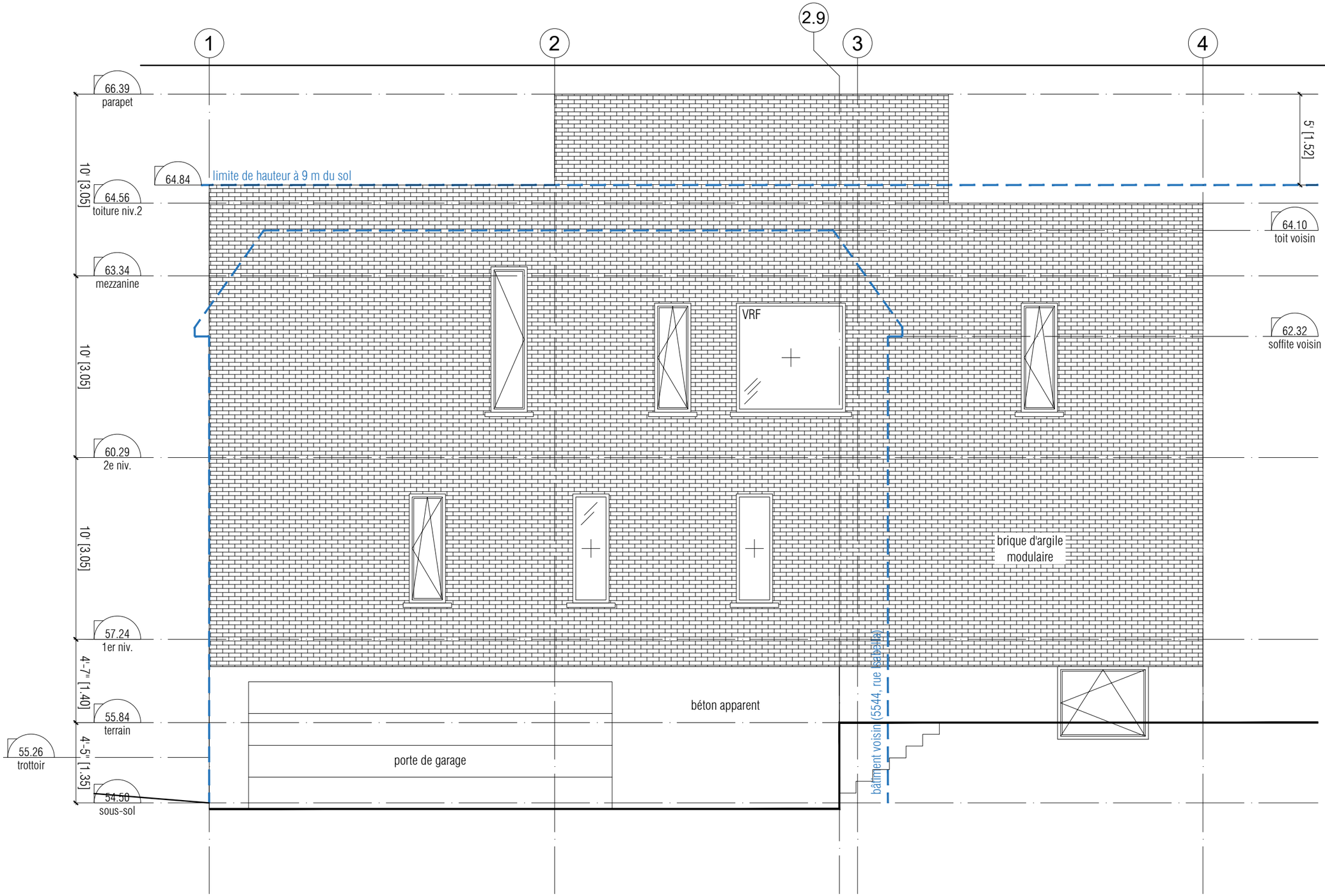
titre
Plan de la mezzanine

échelle **3/16"=1'-0"**
conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/09/12

feuille **A13**
révision **1**



VRF - verre scellé double 60min résistance au feu

client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

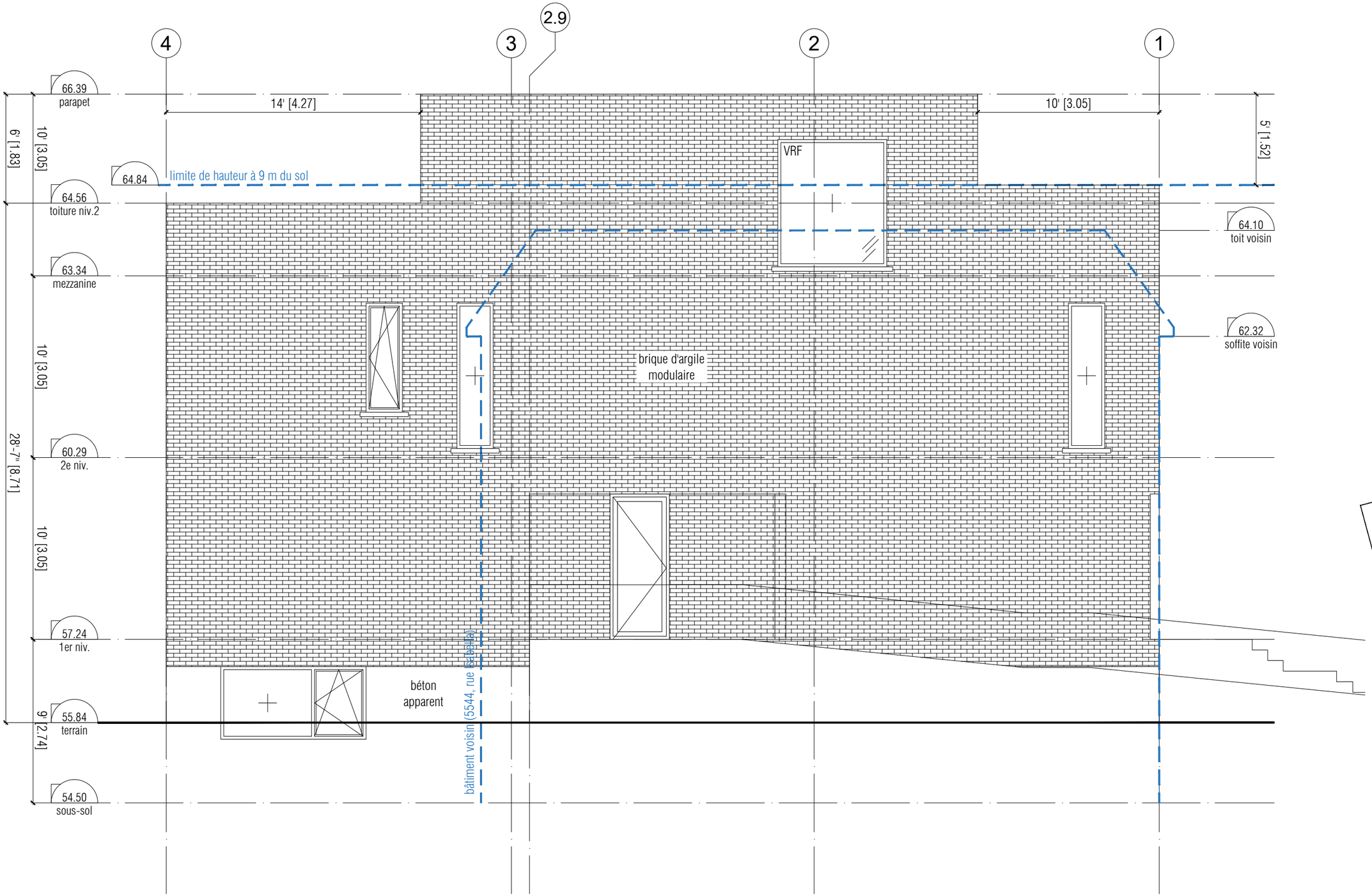
titre
Façade sud

échelle **3/16"=1'-0"** conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/09/12

feuille **A21** révision **1**



VRF - verre scellé double 60min résistance au feu

client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

Dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

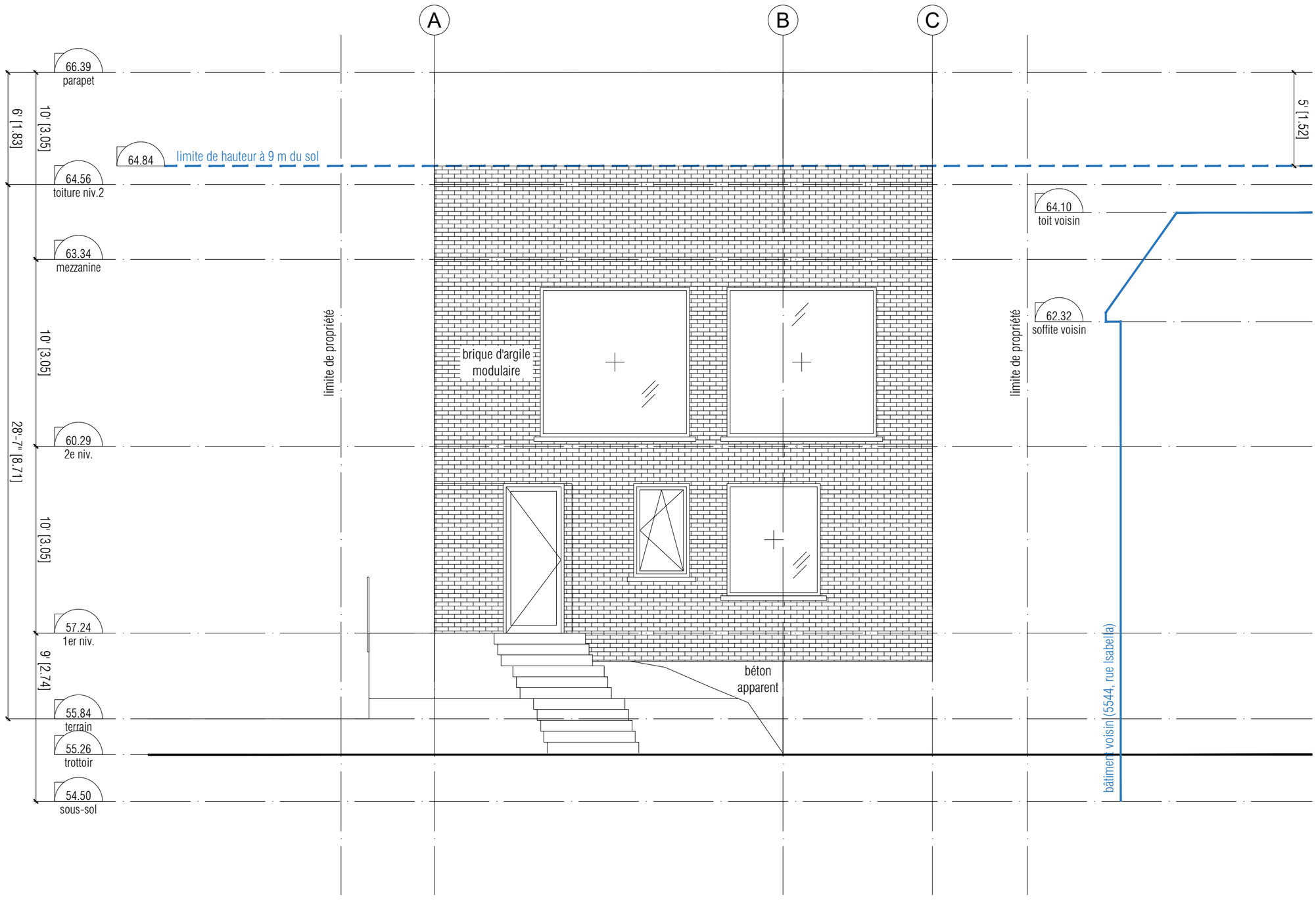
titre
Façade nord

échelle **3/16"=1'-0"**
conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/09/12

feuille **A22**
révision **1**



VRF - verre scellé double 60min résistance au feu

client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision

0	2019/04/16	permis de construction / CCU
1	2019/09/12	permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

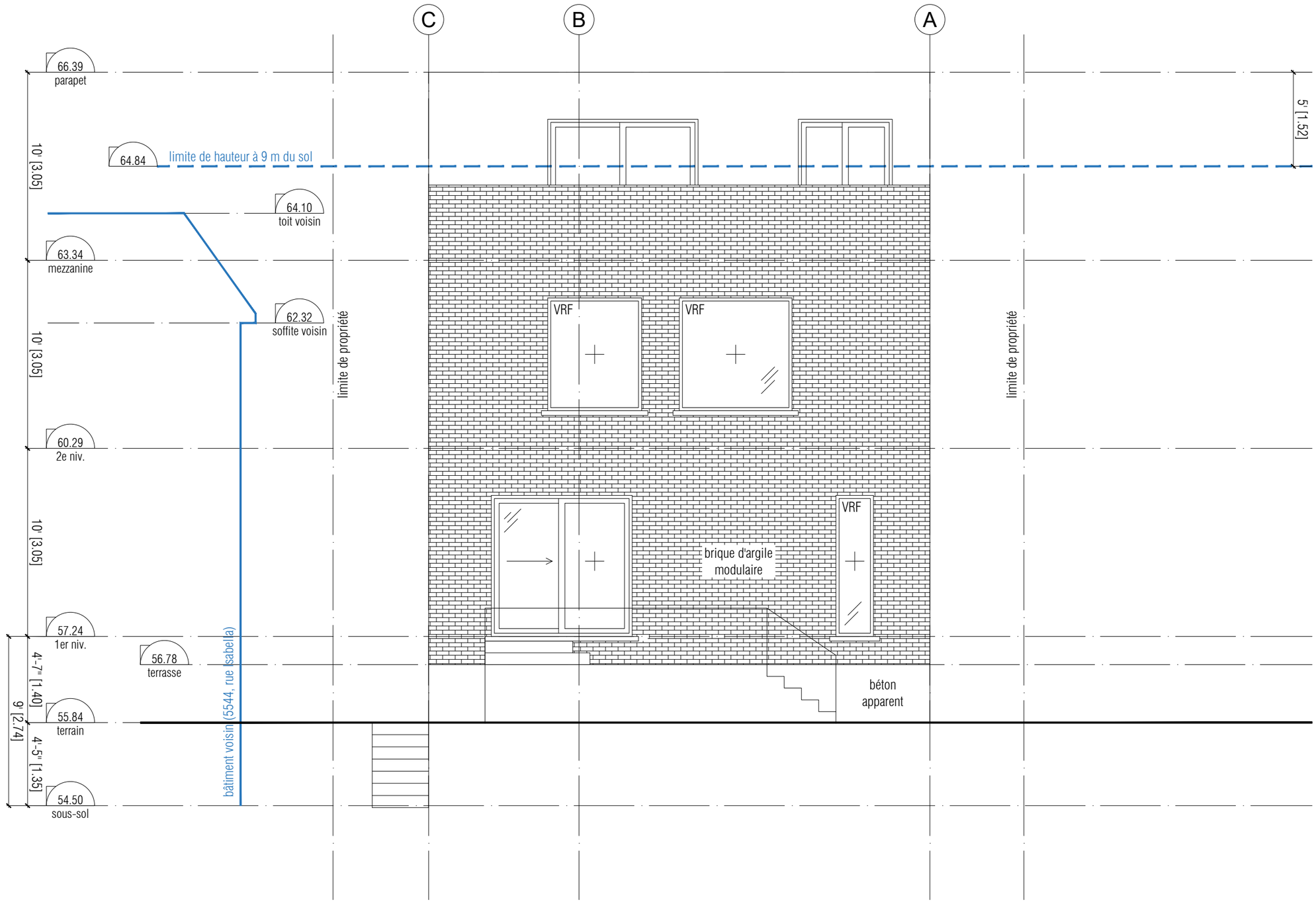
titre
Façade ouest

échelle **3/16"=1'-0"**
conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/04/16

feuille **A23**
révision **1**



VRF - verre scellé double 60min résistance au feu

client
Mme. Amalia Dinut
4912, Circle Rd
Montréal (Québec) H3W 1Z7
514 655 0728
amaliadinut@gmail.com

architecture
est ARCH-I-TEC-TURE-
306-2325, rue du Centre
Montréal QC H3K1J6
1 (438) 396-2200
www.estarchitecture.ca

révision
0 2019/04/16 permis de construction / CCU

dessins préliminaires
NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

projet
bâtiment résidentiel multi-logements
rue Isabella, Montréal

no
1901

titre
Façade est

échelle **3/16"=1'-0"**
conçu / dessiné **ft**

émis pour
permis de constr. / CCU

date
2019/09/12

feuille **A24**
révision **0**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 30.07

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1198241007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la coordination et de la réalisation des travaux pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la coordination et de la réalisation des travaux pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:24

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198241007**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception, de la coordination et de la réalisation des travaux pour l'installation d'un réseau de drainage unitaire sur l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, appartenant au réseau artériel en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce a été sollicité par la propriétaire du lot # 4 682 120, Madame Amalia Dinut, pour la construction d'un nouvel égout unitaire sur la rue Isabella entre Macdonald et Clanranald (lot 2 347 769). Ce projet est lié à la construction d'un immeuble sur un terrain non desservi au niveau des égouts. La nouvelle conduite d'égout du présent projet se raccordera sur le réseau d'égout de l'avenue Macdonald.
Il a été entendu avec la Direction des réseaux d'eau (DRE) que l'Arrondissement prendra en charge la coordination et la réalisation des travaux. Or, tous les frais liés à la réalisation et la surveillance des travaux seront à la charge de la propriétaire, Mme Amalia Dinut.

À cet effet, la promotrice immobilière a engagé le consultant Mezar Ingénieurs-Conseils pour concevoir les plans et devis du projet de construction de l'égout unitaire sur l'avenue Isabella. Ceux-ci seront préparés par l'ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), M. Sébastien Hervieu.

L'avenue Isabella entre les avenues Macdonald et Clanranald appartient au réseau artériel de la Ville de Montréal. Par conséquent, l'Arrondissement souhaite offrir au Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, la prise en charge de la coordination et de la réalisation des travaux d'installation d'un réseau de drainage unitaire sur une partie du tronçon de l'avenue Isabella (lot 2 347 769), à l'est de l'avenue Macdonald, dans le cadre de la soumission CDN-NDG-20-AOP-TP-001 de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

La réalisation du projet qui sera pris en charge par l'Arrondissement consiste à construire une nouvelle conduite d'égout combiné sur l'avenue Isabella entre Macdonald et Clanranald,

soit une rue appartenant au réseau artériel de la Ville de Montréal.
Les travaux incluent notamment les interventions suivantes :

1. L'installation d'un nouveau réseau de drainage unitaire;
2. Le branchement au réseau d'égout de l'avenue Macdonald;
3. La réfection de coupe de la tranchée centrale;
4. L'ajout d'un puisard et d'un regard sur l'avenue Isabella;
5. L'ajout d'un regard sur la rue Macdonald;
6. Un planage de la couche d'asphalte aux abords de la tranchée centrale;
7. La pose de revêtement bitumineux en pleine largeur sur l'avenue Isabella, à l'est de l'avenue Macdonald (jusqu'au lot 4 682 120).

Le consultant doit soumettre à la Ville de Montréal les documents d'appel d'offres incluant le plan civil, les devis de voirie, égout/aqueduc et maintien et gestion de la mobilité, l'estimation des coûts, l'étude géotechnique et la caractérisation des sols.

JUSTIFICATION

L'autorisation de prendre en charge le présent projet permettra à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de réaliser les travaux d'installation d'une nouvelle conduite d'égout en vue de desservir l'immeuble qui sera construit au lot #4 682 120 et de les réaliser dans le respect de l'échéancier général de la construction.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La propriétaire du lot 4 682 120 prendra en charge le financement de la réalisation des travaux d'installation d'une nouvelle conduite d'égout ainsi que tous les travaux de construction connexes. Elle devra également financer la surveillance des travaux qui sera prise en charge par l'Arrondissement, notamment, le contrôle qualitatif et le suivi de la gestion de sols contaminés qui seront mandatés à un Laboratoire.
Ainsi, Mme Amalia Dinut devra déposer les sommes nécessaires sous forme de chèque pour couvrir les frais relatifs au projet après signature de l'entente (Travaux / Surveillance / Contrôle qualitatif / frais administratifs SÉAO, Journaux, etc.) ainsi qu'un chèque de dépôt de garantie (montant environ de 35 % à 50 % de la valeur de la somme des coûts de l'enveloppe budgétaire pour couvrir les incidences).

Toutefois, étant donné que le tronçon de rue Isabella concerné par les travaux avait fait l'objet d'un projet de réfection routière (PRR) en 2017, et dans le contexte de respecter le moratoire de 5 ans pour un PRR, l'Arrondissement a demandé à la propriétaire d'inclure dans ce projet le planage de la couche d'asphalte aux abords de la tranchée centrale. En effet, cela permettra de paver la section des travaux en pleine largeur de sorte qu'il n'y ait pas de joint longitudinal dans la chaussée. Par conséquent, la Ville de Montréal prendra en charge le financement de ces coûts supplémentaires.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet est assujetti à une demande d'autorisation du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les Changements Climatiques (MELCC) en vertu de l'article 32 du *guide (L.R.Q., c. Q-2) de la Loi sur la qualité de l'environnement.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La construction d'une nouvelle conduite d'égout permettra de desservir l'immeuble qui sera construit au lot 4 682 120 en 2020 et de respecter l'échéancier général établi entre l'Arrondissement et la promotrice immobilière, Mme Dinut.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Non applicable

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Demande de certificat de non-objection du greffier en vertu de l'article 32.3 : En cours
Demande d'autorisation du MELCC en vertu de l'article 32 de la LQE : Décembre 2019 - Février 2020
Appel d'offres public : Mars 2020
Octroi du contrat : Avril 2020
Travaux d'installation d'une nouvelle conduite d'égout : Mai 2020 - Juillet 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Geneviève REEVES, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau

Lecture :

Jean CARRIER, 28 octobre 2019
Hermine Nicole NGO TCHA, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Karine YAACOUB
Ingénieure junior

Tél : 514 531-6195
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-18

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1198236002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant l'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance établissant l'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:40

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1198236002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant l'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough.

CONTENU

CONTEXTE

Suite à la construction de l'annexe Place Borden de l'école primaire Marc-Favreau et à son ouverture, la direction de l'école a transmis à la Division des études techniques de l'arrondissement une demande afin d'implanter une nouvelle zone scolaire. Ce bâtiment se situe au 4635 place Borden.
Afin de desservir la nouvelle annexe, une nouvelle zone scolaire doit être implantée sur une distance d'environ 230 mètres sur l'avenue Borden et sur Place Borden, entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough.

Ces mesures auront pour effet d'améliorer la sécurité des élèves qui fréquentent le centre et qui transitent par cet endroit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les changements suivants doivent être effectués :

- Installer la signalisation de zone scolaire sur l'avenue Borden.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts à défrayer pour l'installation des panneaux de signalisation selon les taux demandés par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement 26 (Rosemont/Petite-Patrie).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Assurer une qualité de vie et la sécurité dans les milieux résidentiels et scolaires.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance : CA - 4 novembre 2019

- Entrée en vigueur de l'ordonnance
- Création d'un ordre de travail

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au meilleur de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simon L LEFEBVRE
agent(e) technique en circulation & stationnement - tp - hdu

Tél : 514 872 9597
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936



ordonnance juridique.pdf Annexe 1.JPG

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphe 9)

Ordonnance N^{O} OCA19 170XX (C-4.1)
Relative à l'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough

À la séance ordinaire du 4 novembre 2019, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

- L'implantation d'une zone scolaire sur l'avenue Borden entre l'avenue Somerled et l'avenue Bessborough

De conserver toute autre réglementation en vigueur.

ANNEXE 1
Plan de la zone scolaire proposée

GDD 1198236002

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 4 NOVEMBRE 2019

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves


avenue Somerled
avenue Bessborough
avenue Borden
place Borden
Annexe Borden
Nouvelle zone scolaire proposée

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1190235003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, à l'intersection de l'avenue Grey.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, à l'intersection de l'avenue Grey.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:43

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1190235003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, à l'intersection de l'avenue Grey.

CONTENU

CONTEXTE

La Division des études techniques de l'arrondissement a reçu des requêtes proposant l'ajout d'un panneau de signalisation d'arrêt permanent sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine à l'intersection avec l'avenue Grey. Cette requête a été émise suite à l'ajout temporaire d'un signal d'arrêt sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, lors de travaux en 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La Division des études techniques a procédé à l'analyse de la demande conformément aux normes de justification de panneaux d'arrêts du Ministère des Transports du Québec.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (C-4.1), l'arrondissement peut, par ordonnance, déterminer les directions des voies et les manœuvres obligatoires ou interdites. Nous avons vérifié les six critères du MTQ pour l'installation de panneaux d'arrêt toutes directions, ainsi que le temps nécessaire pour traverser l'intersection à pied, pour mieux comprendre le fonctionnement de l'intersection.

Selon les critères du MTQ, l'installation de panneaux d'arrêts toutes directions n'est pas justifiée étant donné que les critères 1 et 3 ne sont pas rencontrés.

Malgré que les critères #1 et #3 ne soient pas satisfaits pour cette intersection, ceux-ci ne représentent pas les facteurs les plus importants de l'analyse. Toutefois, ils sont à considérer puisque, entre autres, le critère #1 concernant le rapport des débits entrants est problématique. Ceci aura pour conséquence de ralentir la circulation sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine qui a déjà un débit journalier moyen annuel (DJMA) élevé. Le critère #3 de proximité avec les autres modes de gestion des intersections à proximité n'est, par contre, pas problématique dans cette situation considérant la vitesse des automobilistes et

les distances entre les intersections.

Le critère le plus important concerne l'analyse d'accident. En effet, les 9 accidents qui se sont produits dans les 5 dernières années, dont au moins 7 potentiellement liés au manque de visibilité, représentent une grande problématique. Malgré que la visibilité ait été améliorée par le marquage des zones de dégagement 5 mètres et le déplacement d'une haie dans le quadrant sud-est de l'intersection, celle-ci ne sera jamais idéale à cause de la pente sur Grey et de l'angle de l'intersection. Un prolongement de la zone de dégagement au coin sud-est de l'intersection pourrait améliorer la visibilité, mais l'ajout d'un signal d'arrêt sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine viendrait assurer des créneaux sécuritaires pour les usagers qui proviennent de l'avenue Grey.

Par conséquent, nous sommes d'avis que l'ajout d'un signal d'arrêt toute direction est la meilleure option pour sécuriser cette intersection accidentogène.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Coûts à défrayer pour l'installation des tiges, bollards, panneaux de signalisation et marquage temporaire requis selon les taux demandés par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'arrondissement 26 (Rosemont - La-Petite-Patrie).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Réduction des accidents.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Des panneaux indiquant la signalisation à venir seront installés à l'intersection Côte-Saint-Antoine / Grey, où les panneaux d'arrêt seront implantés, 30 jours précédant leur implantation;
Des panonceaux de signalisation indiquant « nouvelle signalisation » seront installés une fois les panneaux d'arrêt implantés et devront demeurer en place pendant 30 jours;
L'ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans sur le site internet de l'arrondissement, conformément à l'article 361 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) et au Règlement sur la publication des avis publics de l'arrondissement (RCA19 17311).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance : CA - 4 novembre 2019
Entrée en vigueur de l'ordonnance: mi-novembre 2019;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal TROTTIER
Chef de division - Études techniques

Tél : 514 872-4452
Télécop. : 514 872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Pierre P BOUTIN
Directeur des travaux publics

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphe 3˚)

Ordonnance numéro OCA19 170XX (C-4.1) relative à l'implantation d'un arrêt obligatoire sur l'avenue xxxxxxxx

À la séance ordinaire du 4 novembre 2019, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'installation d'un panneau d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine à l'intersection de l'avenue Grey;

2. De conserver toute autre réglementation en vigueur.

_____

GDD 119XXXXXXX

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE 4 NOVEMBRE 2019.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1190235003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance établissant l'implantation de panneaux d'arrêt toutes directions sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine, à l'intersection de l'avenue Grey.



Côte-St-Antoine et Grey Version Finale.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal TROTTIER
Chef de division - Études techniques

Tél : 514 872-4452
Télécop. : 514 872-0918

CD NDG
attachant

Justification d'ajout d'un panneau d'arrêt

Analyse de l'intersection des rues
Côte-St-Antoine et Grey

17 Octobre 2019

Rédigé par Jérémy Garneau

Table des matières

Contexte *3*
Évaluation des critères du MTMDET *4*
Évaluation de critères additionnels *7*
Présence d'institutions **7**
Analyse d'accidents (2014-2019) **7**
Présence d'aménagements cyclables **9**
Recommandations *10*

Contexte

La division des études techniques de l'arrondissement a reçu une requête citoyenne proposant l'ajout permanent d'un panneau de signalisation d'arrêt sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine à l'intersection avec l'avenue Grey (voir image 1 et 2). Cette requête à été émise suite à l'ajout temporaire d'un signal d'arrêt sur Côte-Saint-Antoine lors de travaux. Étant une intersection accidentogène avec une visibilité réduite, cet ajout a été bien apprécié par les citoyens qui proposent maintenant de rendre l'ajout permanent. Pour évaluer cette proposition, les normes du MTMDET seront vérifiées, des comptages seront effectués et les caractéristiques de l'intersection seront observées. Le but de ce rapport est d'analyser l'intersection du chemin Côte-Saint-Antoine et de l'avenue Grey puis d'émettre des recommandations quant aux mesures qui pourraient être implantées afin de remédier aux problématiques concernant celle-ci. Ce rapport est divisé en trois sections : l'évaluation des critères du MTMDET, l'évaluation de critères additionnels et nos recommandations.

Image 1 : Schéma SIGS de l'intersection et des rues avoisinantes



Image 2 : Image de l'approche Est de l'intersection



Évaluation des critères du MTMDET

Cette section du rapport évalue si les critères établis par le MTMDET (Tome V, Chapitre 2, p.3-4) sont respectés à cette intersection afin de déterminer si l'ajout d'un signal d'arrêt est possible. Six critères seront évalués : le rapport des débits entrants, la vitesse pratiquée, la proximité aux autres signaux, la visibilité, la présence de terre-plein et le nombre de voies.

1. Rapport des débits entrants

Le rapport entre le débit entrant de la route la plus achalandée et le débit entrant de la route secondaire pendant les heures de pointes doit être inférieur ou égal à 2,3 afin de ne pas forcer les véhicules de la route la plus achalandée à s'arrêter et créer de la congestion alors qu'il n'y a que très peu de véhicules qui fréquentent la route secondaire et qui profiterait du nouvel aménagement.

Pour ce scénario, la route la plus achalandée est le chemin de la Côte-Saint-Antoine (CSA) et la route secondaire est l'avenue Grey. Les rapports de débits sont illustrés dans le tableau ci-dessous (Tableau 1).

Tableau 1 : Rapports des débits entrants

Heures de pointes	Débit CSA (véh/h)	Débit Grey (véh/h)	Ratio (CSA/Grey)
8h30-9h30	602	83	7,3
16h30-17h30	758	84	9,0

On note que les rapports de débits sont significativement supérieurs à 2,3 pour les deux heures de pointes. **Cette condition n'est pas satisfaite.**

2. Vitesse pratiquée

Le 85^{e} percentile des vitesses pratiquées sur chacune des approches de l'intersection ne doit pas être supérieur à 70km/h afin de ne pas créer de manœuvres de freinage dangereuses.

Les données de vitesses observées ne sont pas disponibles pour cette intersection. Cependant, la limite de vitesse est de 40km/h sur le chemin de la Côte-Saint-Antoine et de seulement 30km/h sur l'avenue Grey. Il est donc raisonnable d'assumer que le 85^{e} percentile de la vitesse pratiquée est inférieur à 70km/h. **Cette condition est satisfaite.**

3. Proximité aux autres signaux

Il ne peut y avoir sur la route la plus achalandée de signaux d'arrêt à moins de 150 mètres de l'intersection afin de ne pas causer d'arrêts trop fréquents pour les automobilistes. Ceci à aussi pour but ne de pas créer de la frustration pour les automobilistes qui se traduirait par le risque de non respect

de certains signaux et une plus grande agressivité au volant. Les feux de circulation ne peuvent se situer à moins de 250 mètres de l'intersection sur la route la plus achalandée afin de ne pas distraire les automobilistes avec des signaux distants plus illuminés que le signal d'arrêt et les mener potentiellement à manquer le signal d'arrêt. Ce scénario est d'autant plus fréquent la nuit.

L'intersection en question se trouve à 95 mètres à l'Ouest du feu de circulation sur l'avenue Claremont et à 92 mètres à l'Est du signal d'arrêt sur l'avenue Vendôme (voir Image 3). Les deux signalisations ne respectent pas les distances suggérées par le MTMDET.

Image 3 : Distances par rapport aux autres signalisations

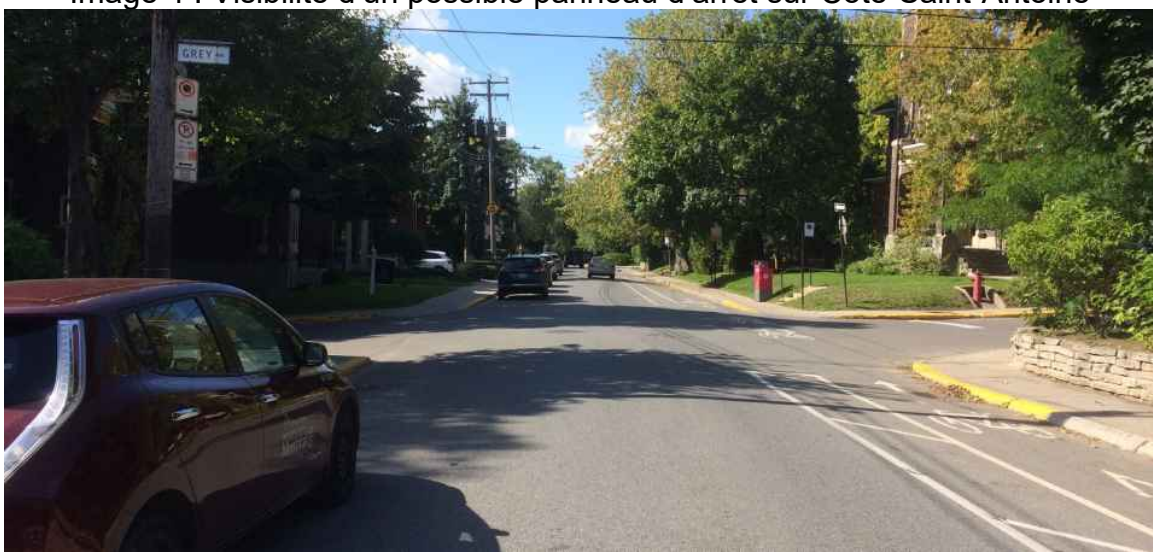


La proximité du feu de circulation sur Claremont est acceptable puisque le feu se situe avant l'arrêt et donc ne distrait pas les automobilistes. La proximité de l'arrêt suivant, sur l'avenue de Vendôme, est aussi non réglementaire. Avec l'ajout de l'arrêt sur l'avenue Grey, les automobilistes provenant de l'avenue Claremont devront passer un feu de circulation ainsi que deux signaux d'arrêt, tout cela en 187 mètres. Cette proximité risque de causer de la frustration pour les automobilistes. Cependant, la vitesse de l'approche est seulement de 40km/h et donc une telle proximité est acceptable. **Cette condition n'est pas satisfaite mais n'est pas problématique pour cette intersection.**

4. Visibilité du nouveau signal d'arrêt

Lorsqu'il y a un risque qu'à l'approche d'un carrefour un véhicule arrêté ou stationné bloque la vue d'un éventuel panneau « Arrêt » à droite et qu'il est impossible d'installer un signal avancé d'arrêt et également impossible de placer un panneau « Arrêt » à gauche lorsque la circulation s'effectue dans le même sens, il faut que l'arrêt et le stationnement soient interdits en bordure de chacune des approches de l'intersection.

Image 4 : Visibilité d’un possible panneau d’arrêt sur Côte-Saint-Antoine



Il y a un dégagement de 7,5 mètres sur le chemin de la Côte-St-Antoine au coin Sud-est et le stationnement est interdit au coin Nord-est. Cela atténue le risque qu'un véhicule arrêté ou stationné bloque la vue d'un éventuel panneau "Arrêt" (voir Image 4) à cette intersection. **Cette condition est satisfaite.**

5. Présence de terre-plein

Les chemins publics à quatre voies contiguës doivent être pourvus d’un terre-plein surélevé aux approches de l’intersection. Ce dernier permet l’installation d’un signal d’arrêt qui est visible pour les automobilistes empruntant la voie de circulation de gauche.

Cette intersection n’a pas quatre voies contiguës et donc un terre-plein surélevé à cette intersection n’est pas requis. **Cette condition est satisfaite.**

6. Nombre de voies

Aucune des approches ne peut compter plus de deux voies par sens afin d’éviter la présence de certaines manœuvres de virage dangereuses.

Cette intersection ne compte qu’un sens unique avec une voie de circulation sur l’avenue Côte-Saint-Antoine et qu’une voie de circulation dans les deux directions de l’avenue Grey. **Cette condition est satisfaite.**

Selon les normes du MTMDET, les critères #1 et #3 ne sont pas satisfaits. Le critère #1 est problématique puisque les rapports de débits aux heures de pointe sont largement supérieurs au rapport recommandé. Par contre, le critère #3 n’est pas problématique puisque le feu de circulation est avant l’intersection et la vitesse de circulation est seulement de 40km/h.

Évaluation de critères additionnels

Présence d'institutions

La présence d'institutions génère une grande quantité de déplacement de toutes sortes. Il est donc recommandé de sécuriser les intersections à proximité afin que les déplacements puissent se faire en toute quiétude.

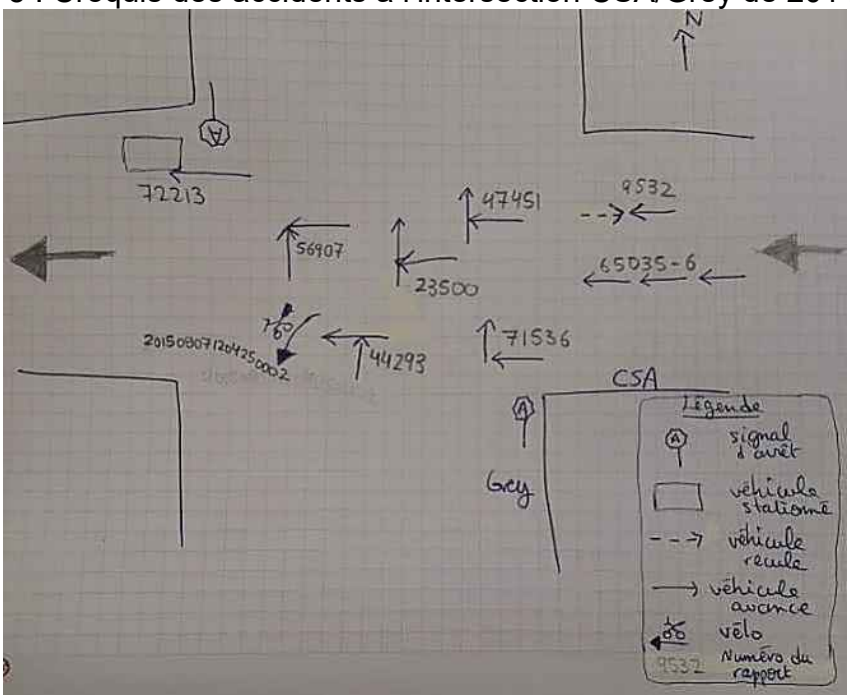
L'intersection en question n'a pas d'institutions avoisinantes. **Ce critère ne contribue pas à l'ajout d'un signal d'arrêt.**

Analyse d'accidents (2014-2019)

L'analyse d'accident est cruciale à la justification d'un ajout d'un signal d'arrêt. Celle-ci détermine non seulement le nombre d'accident dans les cinq dernières années, mais nous donne aussi de l'information sur leurs causes. Il est donc possible de déterminer si l'ajout d'un signal d'arrêt pourrait diminuer en théorie la quantité d'accidents à l'intersection en question.

Dans les cinq dernières années, il y a eu 9 accidents à l'intersection des rues Côte-Saint-Antoine et Grey; cette intersection est problématique (voir image 5).

Image 5 : Croquis des accidents à l'intersection CSA/Grey de 2014-2019



De ces accidents, 5 étaient à angle droit, ce qui peut être attribué au manque de visibilité des automobilistes en provenance des deux approches et à la configuration de l'intersection. Parmi ceux-ci, seulement deux seuls rapports d'accidents ont une description détaillée de l'accident. La première description mentionne que l'automobiliste sur l'avenue Grey s'est engagé dans l'Intersection

même si un automobiliste venant du chemin de la Côte-Saint-Antoine n'avait pas d'arrêt et avait priorité. L'automobiliste sur Côte-Saint-Antoine l'a donc percuté. La deuxième description mentionne qu'un automobiliste provenant de l'avenue Grey a été percuté par un automobiliste qui circulait sur Côte-Saint-Antoine alors que le premier automobiliste tentait de voir si la voie était libre sur Côte-Saint-Antoine. La visibilité est donc une importante problématique de l'intersection (voir images 6-7-8 ci-dessous).

Images 6-7-8 : Visibilité des approches Est, Sud et Nord de l'intersection







Comme il est possible de l'observer avec les images 6-7-8, la visibilité est réduite pour toutes les approches. Le cas le plus alarmant est l'approche Est. En effet, les véhicules arrivant de l'approche Est à 40km/h ne peuvent pas voir si un automobiliste s'engage par l'approche Sud avant d'être dans une situation dans laquelle ils ne peuvent plus s'arrêter pour laisser passer le véhicule venant du Sud. Ceci est en partie une conséquence de la pente sur Grey et de l'angle réduit de l'intersection qui n'est pas à 90 degrés (voir image 1). Des mesures ont été prises pour augmenter la visibilité à l'intersection. Au coin le plus problématique, le coin Sud-est, la présence de dégagements de 5 et 7,5 mètres sur Grey et Côte-St-Antoine respectivement et le déplacement d'une haie améliorent la visibilité. Cependant, elle demeure fortement problématique.

On ne peut savoir si tous les autres accidents ont été causés par le manque de visibilité, mais il est possible que 7 accidents dans les 5 dernières années en soient une conséquence. Suite aux récentes améliorations de la visibilité à l'intersection, il est évident qu'améliorer seulement la visibilité ne sera pas suffisant pour sécuriser l'intersection. L'ajout d'un signal d'arrêt toute direction atténue la problématique de visibilité et serait donc une solution à cette intersection accidentogène. **Ce critère contribue à l'ajout d'un signal d'arrêt.**

Présence d'aménagements cyclables

La présence d'un aménagement cyclable ajoute un enjeu supplémentaire à la dynamique de l'intersection. Si celui-ci n'est pas sécuritaire, le risque d'accident impliquant des cyclistes pourrait être problématique.

Le chemin de la Côte-Saint-Antoine est doté d'une bande cyclable unidirectionnelle dans le sens de la circulation depuis 2019. Par conséquent, des données d'accidents ne sont pas encore disponibles et il est difficile d'évaluer le niveau de sécurité de cette bande cyclable. **Ce critère contribue à l'ajout d'un signal d'arrêt.**

Recommandations

En conclusion, après avoir analysé les critères du MTMDET ainsi que d'autres critères spécifiques à cette intersection, **l'ajout d'un panneau d`arrêt est justifié.**

Malgré que les critères #1 et #3 ne sont pas satisfaits pour cette intersection, ceux-ci ne représentent pas les facteurs les plus importants de l'analyse. Toutefois, ils sont à considérer puisque, entre autre, le critère #1 est problématique. En effet, le rapport entre le débit entrant par Côte-Saint-Antoine et le débit entrant par Grey est beaucoup trop élevé. Ceci aura pour conséquence de ralentir la circulation sur Côte-Saint-Antoine qui a déjà un débit journalier moyen annuel (DJMA) élevé. Le critère #3 de proximité avec les autres signaux n'est par contre pas problématique dans cette situation considérant la vitesse des automobilistes et les distances entre les signaux.

Le critère le plus important de cette analyse est l'analyse d'accident. En effet, les 9 accidents dans les 5 dernières années, incluant au moins 7 potentiellement liés au manque de visibilité, représentent une grande problématique. Cependant, malgré que la visibilité ait été améliorée dans les dernières années, celle-ci ne sera jamais idéale à cause de la pente sur Grey et de l'angle réduit de l'intersection. Un prolongement du dégagement au coin Sud-est de l'intersection pourrait améliorer la visibilité, mais l'ajout d'un signal d'arrêt éliminerait la problématique de visibilité.

Par conséquent, malgré que l'ajout d'un signal d'arrêt ralentisse la circulation sur Côte-Saint-Antoine, cet ajout est la meilleure option pour sécuriser cette intersection accidentogène. L'ajout d'un arrêt réduirait considérablement les accidents à angles droits à cette intersection qui en compte 5 dans les 5 dernières années et qui peuvent mener à des blessures graves. Finalement, cet ajout soutient le principe de Vision Zéro de la Ville de Montréal qui exprime qu'«il est inacceptable que des personnes soient tuées ou gravement blessées lorsqu'elles se déplacent dans le réseau routier»[1].

[1] Ville de Montréal. « Vision zéro. » Ville.montreal.qc.ca. https://ville.montreal.qc.ca/visionzero/ (accédé le 15 Octobre 2019)

NOTE

POINT 40.03 – 197838036

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics » pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Veuillez prendre note qu'un événement sera ajouté à la liste des événements. La liste modifiée vous sera remise séance tenante.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.03

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197838036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics » pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 12:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197838036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics » pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement. Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170259 : Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévu pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 octobre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyens montréalais. Ces événements contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ils permettent aux citoyens de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;

2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour être reconnus et obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur la liste en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Permet l'application de la Politique de développement durable de la Ville de Montréal en y intervenant sur les quatre piliers, soit le sport, le loisir, le développement social et la culture.
Ces activités permettent de réaliser certains objectifs poursuivis par l'arrondissement dans son Plan local de développement durable 2019-2022.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour les organismes et les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux au besoin.
Selon le cas, les organisateurs annonceront leur événement dans les quotidiens, le journal de quartier, les réseaux sociaux, et ce, après autorisation de leur publicité par les responsables de la DCSLDS de l'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe I seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbation des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage.
Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Sonia GAUDREAULT
Directrice

Tél : 514 872-6364
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1197838036

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture_des sports et des loisirs
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics » pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

LISTE

Liste finale des événements au CA du 4 novembre 2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

April LÉGER
Chef de section sports loisirs dév. social

Tél : 514 872-0322
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Liste finale des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019

Événements	Requérant	Endroit	Date	Occupation	Vente	Camion bouffe de rue	Demande de permis d'alcool	Consommation d'alcool	Bruit	Véhicule hyppomobile	Nombre éventuel de participant	Fermeture de rue	Statue
Une marche, deux parcours. À la mémoire des femmes de Polytechnique. Marcher, Commémorer, rassembler.	Fédération des femmes du Québec	Place du 6 décembre 1989	30-nov-19	15:00 à 16:00	Non	Non	Non	Non	15:00 à 16:00	Non	Variable	N/A	Accepté sous condition

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(R.R.V.M., chapitre B-3, article 20)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 4 novembre 2019, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019** (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)
Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 4 novembre 2019 le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019 (voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 4 novembre 2019, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019,** (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : **Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019**, (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.04

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197078004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 6 014 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs.

IL EST RECOMMANDÉ:
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 014 000 $ pour la réalisation de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:33

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197078004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 6 014 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 6 014 000 $ dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI).
Ce règlement d'emprunt permettra de couvrir les investissements planifiés dans la programmation au PTI 2020-2021-2022 pour les travaux de réfection routière, de réfections mineures de trottoirs, de réfection de puisards de rues et d'achat de mobilier urbain sur rues. Les investissements liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 7 octobre 2019: CA19 170247: Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2020 -2021-2022 et son financement.
Le 15 janvier 2018: CA18 170016: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020, un règlement autorisant un emprunt de 7 157 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection routière, de ruelles, de pistes cyclables et de réparations mineures de trottoirs.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt à portée globale d'une valeur de 6 014 000 $, afin de financer des travaux de réfection routière et de réparations mineures de trottoirs sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce. Les principales activités sont les honoraires professionnels, le planage, la réhabilitation des chaussées, la reconstruction des trottoirs, la réfection de puisards, le revêtement des chaussées, l'achat de mobilier sur rues et autres activités reliées à la réalisation des travaux de réfection routière.
Ce règlement n'est pas soumis à l'approbation des personnes habiles à voter (article 148 de la *Charte de la Ville de Montréal*)

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement d'emprunt est la première étape essentielle pour la réalisation des projets d'immobilisation. Il permettra de débuter le processus administratif, d'enclencher le processus d'appels d'offres et par la suite, l'octroi de contrats pour réaliser les travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le PTI 2020-2021-2022 relié au programme de réfection routière, à la réfection mineure de trottoirs et à la réfection des puisards de rues est réparti comme suit:

	2020	**2021**	**2022**	**TOTAL**
PTI	2 600 000 $	2 600 000 $	2 600 000$	**7 800 000 $**

Financement requis:

Règlements d'emprunt antérieurs actifs	
(RCA18 17309, CA18 170016), montant de 7 157 000$	7 157 000 $
Portion utilisée	(5 113 000) $
Budgets antérieurs reportés	(258 000) $
Solde disponible (A)	1 786 000 $
PTI planifié pour les années 2020, 2021 et 2022 (B)	7 800 000 $
Total du financement additionnel requis(B-A)	**6 014 000 $**

Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement selon les modalités prévues à l'article 4 du règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement;

- Adoption du PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal;

- Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires Municipales;

- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;

- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette.
La Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA19 17XXX RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 014 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉFECTION ROUTIÈRE ET DE RÉPARATIONS MINEURES DE TROTTOIRS

VU les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4)

ATTENDU QUE l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

À la séance du X XXX 201X, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Un emprunt de 6 014 000 $ est autorisé pour le financement des travaux de réfection routière, de réparations mineures de trottoirs, de réfection de puisards et d'achat de mobilier urbain sur rues dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant. Cet emprunt comprend notamment le remplacement de mobilier sur rues.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication, laquelle ne peut être antérieure à la date d'adoption par le conseil municipal du PTI 2020-2021-2022, comportant la dépense financée par le présent règlement.

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE X XXX 201X.

_____

La mairesse d’arrondissement,
Sue Montgomery

Le secrétaire d’arrondissement ,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197078005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 2 709 000$ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

IL EST RECOMMANDÉ:
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 2 709 000 $ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:34

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1197078005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 2 709 000$ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 2 709 000 $ dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI).
Ce règlement d'emprunt permettra de couvrir les investissements planifiés dans la programmation au PTI 2020-2021-2022 pour les nouveaux projets de réaménagement dans les divers parcs de l'arrondissement. Les investissements liés à ce règlement débuteront en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 7 octobre 2019: CA19 170247: Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2020 -2021-2022 et son financement.
Le 15 janvier 2018: CA18 170015: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020, un règlement autorisant un emprunt de 2 731 000 $ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

Le 5 décembre 2016: CA16 170344: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2017-2019, un règlement autorisant un emprunt de 1 435 000 $ pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement à portée globale (parapluie) d'une valeur de 2 709 000 $ afin de financer tous les types de travaux de réaménagements des parcs incluant les honoraires professionnels, les modules de jeux et de jeux d'eau, la réfection des toitures et chalets de parcs, le mobilier urbain, les terrains sportifs et la décontamination des sols.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal (article 148), ce règlement n'a pas a être soumis à l'approbation préalable des personnes habiles à voter (tenue d'un registre).

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement d'emprunt est la première étape essentielle pour la réalisation des projets d'immobilisations.
Il permettra d'enclencher le processus d'appels d'offres suite à l'adoption du PTI 2020-2021 -2022 et par la suite de procéder à l'octroi de contrats pour réaliser les travaux de réaménagements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le PTI 2020-2021-2022 relié au programme de réaménagement dans divers parcs locaux est réparti comme suit:

	2020	**2021**	**2022**	**TOTAL**
PTI	1 365 000 $	1 085 000 $	1 000 000$	**3 450 000 $**

Financement requis:

Règlements d'emprunt antérieurs actifs	
(RCA18 17291, CA18 170015), montant de 2 731 000$ 2 731 000 $	
Portion utilisée (180 000) $	
(RCA16 17274, CA16 170344), montant de 1 435 000$ 1 435 000 $ Portion utilisée (598 000) $ Budgets antérieurs reportés (2 647 000) $	
Solde disponible (A) 741 000 $	
PTI planifié pour les années 2020, 2021 et 2022 (B) 3 450 000 $ **Total du financement additionnel requis(B-A) 2 709 000 $**	

Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder 20 ans. Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, selon les modalités prévues à l'article 4 du règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement;

- Adoption du PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal;

- Approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires Municipales;

- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;

- Appels d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme aux normes et procédures de la Ville quant à sa politique de capitalisation et à sa politique de gestion de la dette.
La Direction des services administratifs et du greffe de l'arrondissement certifie que le présent dossier respecte les conditions énoncées à l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA19 17XXX RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 709 000 $ POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DANS DIVERS PARCS DE L'ARRONDISSEMENT

VU les articles 146.1 et 148 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

ATTENDU QUE l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations relativement à un objet prévu au programme d'immobilisations de l'arrondissement ;

À la séance du X XXX 201X le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Un emprunt de 2 709 000 $ est autorisé pour la réalisation de travaux de réaménagement dans divers parcs de l'arrondissement.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, l'achat de mobilier urbain et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication, laquelle ne peut être antérieure à la date d'adoption par le conseil municipal du PTI 2020-2021-2022, comportant la dépense financée par le présent règlement.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE X XXX 201X.

La mairesse d’arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d’arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.06

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1197078006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 6 267 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

IL EST RECOMMANDÉ:
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 6 267 000 $ pour la réalisation de travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:35

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1197078006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2020-2022, un règlement autorisant un emprunt de 6 267 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire a pour but d'adopter un règlement d'emprunt de 6 267 000 $ dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI 2020-2021-2022) pour des travaux de protection et mise aux normes de bâtiments.
Ce règlement permettra de réaliser dans l'ensemble du parc immobilier de l'arrondissement les travaux de maintien de l'actif immobilier (réfection et protection d'immeubles).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le 7 octobre 2019: CA19 170247: Approuver le Programme triennal d'immobilisations 2020 -2021-2022 et son financement.
Le 15 janvier 2018: CA18 170017: Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020, un règlement autorisant un emprunt de 7 239 000 $ pour des travaux de réfection et de protection d'immeubles à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

DESCRIPTION

Le présent sommaire a pour but de faire adopter un règlement d'emprunt d'une valeur de 6 267 000 $ afin de réaliser tous les types de travaux concernant la réfection et la mise aux normes des bâtiments de l'arrondissement.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal (article 148), ce règlement d'emprunt doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter.

JUSTIFICATION

L'adoption du règlement d'emprunt constitue l'étape essentielle pour la réalisation de ces projets d'immobilisations. Il permettra de débuter le processus administratif et d'enclencher le processus d'appels d'offres et par la suite, l'octroi de contrats pour réaliser les travaux reliés au programme de réfection de bâtiments.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le PTI 2020-2021-2022 relié au programme de réfection de bâtiments est réparti comme suit:

	2018	2019	2020	TOTAL
PTI - Parcs	2 365 000$	2 645 000$	2 730 000$	**7 740 000$**

Financement requis:

Règlements d'emprunt antérieurs actifs	
(RCA18 17293, CA18 170017), montant de 7 239 000 $	7 239 000 $
Portion utilisée	(3 564 000) $
Budgets antérieurs reportés	(2 202 000) $
Solde disponible (A)	1 473 000 $
PTI planifié pour les années 2020, 2021 et 2022 (B)	7 740 000 $
Total du financement additionnel requis(B-A)	**6 267 000 $**

Le terme de l'emprunt ne devra pas excéder 20 ans.

Les dépenses relatives à ce règlement d'emprunt seront à la charge des citoyens de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce selon les modalités prévues à l'article 4 du règlement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Présentation de l'avis de motion au conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019;
- Adoption du règlement d'emprunt au conseil d'arrondissement;
- Adoption du PTI 2020-2021-2022 par le conseil municipal;
- Parution de l'avis public pour la tenue de registre;
- Tenue du registre;
- Approbation du règlement d'emprunt par le Ministère des Affaires Municipales;
- Avis public d'entrée en vigueur du règlement d'emprunt;
- Appel d'offres et octroi de contrats.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Julie FARALDO BOULET, 21 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Patricia ARCAND
Conseillère en gestion des ressources financières C/E

Tél : 514 868-3488
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Guylaine GAUDREAULT
directeur(trice) - serv. adm. en arrondissement

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA19 170XX RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 6 267 000 $ POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION ET DE PROTECTION D'IMMEUBLES

VU l'article 146.1 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU le paragraphe 2° du deuxième alinéa de l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

ATTENDU QUE l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations prévues au programme triennal d'immobilisations de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

À la séance du XX XXXX 20XX, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Un emprunt de 6 267 000 $ est autorisé afin de financer des travaux de réfection et de protection d'immeubles.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt contracté en vertu du présent règlement, il est imposé et il sera prélevé, chaque année, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de l'arrondissement, une taxe spéciale à un taux suffisant pour assurer le remboursement de la totalité de l'emprunt, répartie en fonction de la valeur foncière de ces immeubles telle que portée au rôle d'évaluation foncière en vigueur chaque année.

Cette taxe sera prélevée de la manière et aux dates fixées pour le prélèvement de la taxe foncière générale.

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication, laquelle ne peut être antérieure à la date d'adoption par le conseil municipal du PTI 2020-2021-2022, comportant la dépense financée par le présent règlement.

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXX 2019.

La mairesse d’arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d’arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.07

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194570012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

ATTENDU QUE l'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) prévoit que le conseil municipal peut approuver le budget d'une société de développement commerciale, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.
ATTENDU QUE le conseil municipal lors de son assemblée du 25 août 2003 a adopté le *Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissements de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial* (03-108).

ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement lors de son assemblée du 27 juin 2017 a autorisé la constitution de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges.

IL EST RECOMMANDÉ :

De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente il sera adopté un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194570012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 458.25 de la Loi des cités et villes mentionne que lors d'une assemblée générale convoquée spécialement à cette fin, une société de développement commercial (SDC) adopte son budget. L'article 458.27 précise que le conseil municipal peut l'approuver, après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption, et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170330 - 13 décembre 2017 - Adoption du *Règlement RCA17 17286 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1 er janvier au 31 décembre 2018*

CA18 170336 – 3 décembre 2018 - Adoption du *Règlement RCA18 17307 portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.*

DESCRIPTION

Le 18 octobre 2019, à l'assemblée générale du budget, la SDC Expérience Côte-des-Neiges a adopté son budget pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020.
Pour les locaux situés au rez-de-chaussée, les cotisations seront basées sur la superficie du

local avec un minimum de 399,00$ et un maximum de 1499,00$. Les locaux situés aux étages se verront imposer une cotisation fixe de 299,00$.

JUSTIFICATION

L'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* prévoit que le conseil d'arrondissement peut approuver le budget adopté par la SDC après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption et peut décréter, par règlement, une cotisation dont il détermine le mode de calcul et le nombre de versements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Dépôt de l'avis de motion: 4 novembre 2019;
- Adoption du Règlement: 2 décembre 2019
- Imposition des cotisations pour l'année 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 458.27 de la *Loi sur les cités et villes* . (RLRQ,chapitre C-19).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre BOUDREAULT
Commissaire au developpement economique

Tél : 514 868-3711
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-17

Stephane P PLANTE
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 872-6339
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1194570012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Adopter un règlement portant sur l'approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges et imposant une cotisation pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AG - 1194570012 - Expérience Côte-des-Neiges 2020.docAnnexe A.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-22

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal évaluation et transacations financières

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT PORTANT APPROBATION DU BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2020 ET IMPOSANT UNE COTISATION

Vu l'article 458.27 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19);

Vu le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (03-108);

À la séance du 2 décembre 2019, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Aux fins du présent règlement :

1° le mot « local » signifie toute partie d'une unité d'évaluation d'un immeuble non résidentiel ou d'un immeuble résidentiel visé à l'article 244.31 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, c. F-2.1) qui fait l'objet d'un bail non résidentiel distinct auquel est partie le propriétaire, est destinée à faire l'objet d'un tel bail, est occupée à des fins non résidentielles de façon exclusive par le propriétaire ou est destinée à être ainsi occupée par lui;

2° le mot « Ville » signifie la Ville de Montréal;

3° la superficie d'un établissement d'entreprise est égale à la superficie de tout local qu'il occupe dans un même immeuble plus ou moins 5 %;

2. Le budget de fonctionnement de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, qui figure à l'annexe A, est approuvé.

3. Aux fins de ce budget, il est imposé à tout membre de cette société qui occupe ou tient un établissement d'entreprise une cotisation au taux de 0,664468 $ le pied carré, multiplié par la superficie de cet établissement, toutefois, la cotisation imposée ne peut être inférieure à 399,00 $ ni supérieure à 1 499,00 $.

À la cotisation doivent être ajoutées la T.P.S. et la T.V.Q.

4. Malgré l'article 3 lorsque l'établissement d'entreprise est situé ailleurs qu'au rez-de-chaussée d'un immeuble, la cotisation imposée est de 299,00 $ à laquelle cotisation doivent être ajoutées T.P.S. et la T.V.Q.

5. Lorsqu'un membre occupe dans un même immeuble, aux fins d'un même établissement d'entreprise, plusieurs locaux faisant l'objet de baux distincts, la cotisation prévue aux articles 3 et 4 n'est facturée qu'une seule fois pour l'ensemble des locaux occupés par ce membre aux fins de cet établissement d'entreprise.

6. Toute demande de correction de la superficie de l'établissement d'entreprise doit être formulée au Service des finances de la Ville au plus tard 60 jours après l'expédition du compte de cotisation 2020.

7. La cotisation est perçue selon les modalités qui suivent :

1° eu égard à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de cotisation, les dispositions relatives à l'intérêt et à la pénalité sur les arrérages de taxes prévues au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville, s'appliquent;

2° eu égard au mode de paiement :

a) si le montant dû est inférieur à 300,00 $: en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

b) si le montant dû est de 300,00 $ ou plus, au choix du débiteur :

i) soit en un versement unique, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville;

ii) soit en deux versements égaux, le premier, au plus tard le 30e jour qui suit l'expédition du compte par la Ville, et le second, au plus tard le 90e jour qui suit le dernier jour où peut être fait le premier versement.

Lorsque le jour mentionné au paragraphe 2 du premier alinéa survient un jour non ouvrable, le versement doit être fait au plus tard le premier jour ouvrable qui le suit.

8. Lorsque la correction d'une donnée servant de base au calcul de la cotisation entraîne une correction du montant de la cotisation imposée à un membre pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2020, le membre dont la cotisation est ainsi corrigée doit payer un supplément de cotisation à la Ville ou, selon le cas, celle-ci doit effectuer un remboursement de cotisation à ce membre.

Aucun supplément de cotisation n'est exigé d'un membre et aucun remboursement n'est effectué par la Ville lorsque la cotisation imposée est corrigée d'un montant de moins de 50,00 $, excluant la T.P.S. et la T.V.Q.

ANNEXE A
SDC EXPÉRIENCE CÔTE-DES-NEIGES – BUDGET 2020

GDD1194570012

BUDGET 2020

REVENUS	fixes	variables
Cotisations des membres	150 000,00 $	
Contribution Arrondissement	60 000,00 $	
Contribution Ville Mtl		60 000,00 $
Contribution fédéral		17 000,00 $
Commandites		20 000,00 $
Excédent budgétaire 2018		35 000,00 $
Total	**342 000,00 $**	

DÉPENSES	
Soutien aux membres	65 000,000 $
Promotion des commerçants	
Réseautage - représentation	
Formations	
Projets de développement et chargés de projets	180 000,00 $
Mobilité	
Site internet	
Programmation événementielle	
Développement numérique	
Programme d'achat local	
Décorations hivernales	
Aménagements urbain	
Frais de fonctionnement	54 000,00 $
RH /directrice générale	
Frais assemblées générales	
Loyer	
Services professionnels et assurances	
Téléphone et internet	
Fournitures et autres dépenses	
Mauvaises créances	8 000,00 $
Fond de roulement	35 000,00 $

TOTAL BUDGET	342 000,00 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.08

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020).

IL EST RECOMMANDÉ :
De donner un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance du conseil d'arrondissement ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement sur les tarifs (exercice financier 2020).

De déposer le projet de règlement.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:31

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1194570013**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, la Direction des travaux publics ainsi que la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises ont proposé des modifications au règlement sur les tarifs pour l'exercice financier 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution CA18 170337 : Le 3 décembre 2018, le conseil d'arrondissement adoptait, tel que soumis, le Règlement RCA18 17308 sur les tarifs (exercice financier 2019).

DESCRIPTION

Les tableaux des modifications sont annexés en pièces jointes.

JUSTIFICATION

Les justifications sont détaillées aux tableaux des modifications sous la rubrique "Commentaires".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt de l'avis de motion à la séance du 4 novembre 2019;
Adoption du règlement à la séance du 2 décembre 2019;

Parution de l'avis public d'entrée en vigueur sur le site Internet de l'arrondissement;
Entrée en vigueur du règlement 1er janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194570013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020).

Tableaux des modifications :

Tarifs 2020 TP.pdf Tarifs 2020 DAUSE.pdf Tarifs 2020 DCSLDS.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 868-4358
Télécop. : 514 868-3538

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
CHAPITRE II ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS		
4. Aux fins du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :	**4.** Aux fins du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :	
1º pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : **26,00 $**	1º pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : **27,00 $**	Tarifs majorés en tenant compte de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de 2% et arrondi au dollar près. Ce commentaire s'applique à l'ensemble des modifications apportées dans ce document.
2º pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé : a) chaussée en enrobé bitumineux i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré **64,00 $** ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré **105,00 $** b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré **191,00 $** c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré **139,00 $** d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré **67,00 $** e) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré **144,00 $** f) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré **268,00 $**	2º pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé : i) chaussée en enrobé bitumineux i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré **65,00 $** ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré **107,00 $** j) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré **195,00 $** k) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré **142,00 $** l) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré **68,00 $** m) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré **147,00 $** n) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré **273,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
g) bordure de béton, le mètre linéaire **134,00 $** h) gazon, le mètre carré **21,00 $**	o) bordure de béton, le mètre linéaire **137,00 $** p) gazon, le mètre carré **21,00 $**	
4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé : a) excavation de moins de 2 m de profondeur **227,00 $** b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique **67,00 $** c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire i) sans tirants, le long de la voie publique **165,00 $** ii) avec tirants, par rangée de tirants **165,00 $**	4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé : d) excavation de moins de 2 m de profondeur **232,00 $** e) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique **68,00 $** f) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire iii) sans tirants, le long de la voie publique **168,00 $** iv) avec tirants, par rangée de tirants **168,00 $**	
22. Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 : 1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **4,50 $** 2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **8,50 $**	**22.** Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 : 1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **5,00 $** 2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : **9,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
41. Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu : 1° délivrance de l'autorisation : **36,00 $** 2° ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : **124,00 $**	**41.** Aux fins du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu : 1° délivrance de l'autorisation : **37,00 $** 2° ouverture du dossier et étude du parcours prescrit : **126,00 $**	
42. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu : 1° délivrance du permis : **39,00 $** 2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour : **36,00 $** 3° place de stationnement avec parcomètre ou borne : a) loyer i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour **27,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour **31,00 $** iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour **23,00 $** b) en compensation des travaux suivants i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs **45,00 $** ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire **6,50 $** iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) **45,00 $** iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire **6,50 $** v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double **129,00 $** vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire **75,00 $** vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement **278,00 $**	**42**. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu : 1° délivrance du permis : **40,00 $** 2° loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour : **37,00 $** 3° place de stationnement avec parcomètre ou borne : a) loyer i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour **28,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour **32,00 $** iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour **23,00 $** b) en compensation des travaux suivants i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs **60,00 $** ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire **5,00 $** iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places) **60,00 $** iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire 5**,00 $** v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double **200,00 $** vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire **75,00 $** vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement **270,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	44. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial, il sera perçu pour un permis de stationnement réservé aux véhicules des membres d'une société de développement commercial : 240,00 $	Ajout
50. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après : 1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine : a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton i) sur une longueur de 8 m ou moins **479,00 $** ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres **62,00 $** b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir i) en enrobé bitumineux, le mètre carré **134,00 $** ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré **283,00 $** iii) servant de piste cyclable, le mètre carré **149,00 $** 2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir : a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1° b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire **211,00 $**	**50.** Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après : 1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine : a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton i) sur une longueur de 8 m ou moins **489,00 $** ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres **63,00 $** b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir i) en enrobé bitumineux, le mètre carré **137,00 $** ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré **289,00 $** iii) servant de piste cyclable, le mètre carré **152,00 $** 2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir : a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1° b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire **215,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
51. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir : 1° dans l'axe du drain transversal **1597,00 $** 2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout **5 821,00 $** Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.	**51.** Pour le déplacement d'un puisard de trottoir : 1° dans l'axe du drain transversal **1628,00 $** 2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout **5 937,00 $** Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.	
52. Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu : 1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville : **2 651,00 $** 2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal : **6 542,00 $**	**52.** Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu : 1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville : **2 704,00 $** 2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal : **6 673,00 $**	
53. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements : 1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure **: 83,00 $** 2° pour l'exécution des travaux : a) sans camion nacelle, l'heure **186,00 $** b) avec camion nacelle, l'heure **242,00 $** c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure **129,00 $** d) pour le déchiquetage des souches, l'heure **355,00 $** 3° pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires. Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.	**53.** Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements : 1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure **: 85,00 $** 2° pour l'exécution des travaux : a) sans camion nacelle, l'heure **190,00 $** b) avec camion nacelle, l'heure **247,00 $** c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure **132,00 $** d) pour le déchiquetage des souches, l'heure **362,00 $** 3° pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires. Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
54. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu : 1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : **3 091,00 $** 2° pour tout autre type de fosse d'arbre : **2020,00 $** Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 88 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 53.	**54.** Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu : 1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : **3 152,00 $** 2° pour tout autre type de fosse d'arbre : **2060,00 $** Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 88 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 53.	
60. Pour l'enlèvement par l'arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant : 1° minimum : **260,00 $** 2° pour chaque heure supplémentaire : **260,00 $**	**60.** Pour l'enlèvement par l'arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant : 1° minimum : **265,00 $** 2° pour chaque heure supplémentaire : **265,00 $**	
74. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : **6,50 $**	**74.** Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : **7,00 $**	
75. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : **50,00 $**	**75.** Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : **51,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
89. Pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible : 1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : **1 340,00 $** 2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : **1 340,00 $**	**89.** Pour l'application de l'article 22 du Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible : 1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : **1 367,00 $** 2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : **1 367,00 $**	
90. Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu : 1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public : a) aux fins d'une occupation temporaire **39,00 $** b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente **93,00 $** 2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : **567,00 $**	**90.** Aux fins du Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu : 1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public : a) aux fins d'une occupation temporaire **40,00 $** b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente **95,00 $** 2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : **578,00 $**	
91. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour : 1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : **47,00 $** 2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est : a) de moins de 50 m2 **57,00 $** b) de 50 m2 à moins de 100 m2 **72,00 $** c) de 100 m2 à moins de 305 m2 : **61,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 100 m2; d) de 300 m2 et plus : **310,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 300 m2;	**91**. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour : 1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : **48,00 $** 2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est : a) de moins de 50 m2 **58,00 $** b) de 50 m2 à moins de 100 m2 **73,00 $** c) de 100 m2 à moins de 305 m2 : **62,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 100 m2; d) de 300 m2 et plus : **316,00 $** plus **2,00 $** du mètre carré supérieur à 300 m2;	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure **27,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure **31,00 $** f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 42 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public. 3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe A du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **67,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **227,00 $** c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **223,00 $**, plus **325,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **330,00 $** 4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **34,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **103,00 $**	e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure **28,00 $** ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure **32,00 $** f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 42 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public. 3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe A du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **68,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **231,00 $** c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **227,00 $**, plus **332,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **337,00 $** 4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° : a) si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m **35,00 $** b) si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m **105,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **102,00 $**, plus **102,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **103,00 $** 5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : **34,00 $**	c) si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : **104,00 $**, plus **104,00 $** par tranche de 3 m; d) si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes **105,00 $** 5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : **35,00 $**	
93. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 92 est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre; 2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre. Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation; 2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement. Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de **93,00 $.**	**93.** Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 92 est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre; 2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre. Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit : 1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation; 2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement. Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de **95,00 $.**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS 2020
Modifications proposées par la Direction des travaux publics

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
94. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations : 1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1); 2° minimum : **15,00 $** 3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : **73,00 $**	**94.** Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations : 1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1); 2° minimum : **15,00 $** 3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : **74,00 $**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
CHAPITRE II ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS		
5. Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 646,00 $; 2° pour la dérogation : a) par logement visé 54,00 $; b) maximum par immeuble 2 690,00 $.	**5.** Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu **pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 770,00 $.** ~~1° pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 646,00 $;~~ ~~2° pour la dérogation :~~ ~~a) par logement visé 54,00 $;~~ ~~b) maximum par immeuble 2 690,00 $.~~	Seul les duplex peuvent bénéficier de la dérogation selon le règlement. Il s'agit du montant facturé pour 2 logements. Le montant représente également l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
6. Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public **:** 3 230,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure : 1 035,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 9, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**6.** Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public **: 3 295,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure : **1 056,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 9, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
7. Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale : 1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot 592,00 $; b) chaque lot additionnel contigu 88,00 $; 2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot 324,00 $;	**7.** Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale : 1° avec création ou fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot **604,00 $;** b) chaque lot additionnel contigu **90,00 $;** 2° sans création ni fermeture de rues ou de ruelles : a) premier lot **330,00 $;**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) chaque lot additionnel contigu 88,00 $. 3° un tarif additionnel de 324,00 $ lorsque le projet d'opération cadastrale entraîne des frais de parc ou la cession de terrains à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055). 4° un tarif additionnel de **330,00 $** lorsque la demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale mais qui, sans cette rénovation cadastrale aurait occasionné des frais de parc ou la cession de terrain à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 2 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).	b) chaque lot additionnel contigu **90,00 $.** ~~3° un tarif additionnel de **330,00 $** lorsque le projet d'opération cadastrale entraîne des frais de parc ou la cession de terrains à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 3 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).~~ ~~4° un tarif additionnel de **330,00 $** lorsque la demande de permis de construction relative à la mise en place d'un nouveau bâtiment sur un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale mais qui, sans cette rénovation cadastrale aurait occasionné des frais de parc ou la cession de terrain à des fins de parc ou de terrains de jeux, en application de l'article 2 du *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal* (17-055).~~	Remplacé par 7.1 dans un souci de simplification et car ces tarifs sont exigés en vertu du règlement sur les frais de parc et non pas en vertu de celui sur les opérations cadastrales.
	7.1 Aux fins du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal (17-055), pour l'étude d'une demande de permis de lotissement ou de construction visée par ledit règlement, en plus de tous autres tarifs prévus, il sera perçu : 330,00$.	Remplace le paragraphe 3° et 4° de l'article 7 dans un souci de simplification et car ces tarifs sont exigés en vertu du règlement sur les frais de parc et non pas en vertu de celui sur les opérations cadastrales. Le montant représente également l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
8. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai : a) dans un secteur autre que l'arrondissement historique et naturel du mont Royal 108,00 $; b) dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal 215,00 $;	**8.** Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai : ~~a) dans un secteur autre que l'arrondissement historique et naturel du mont Royal~~ **150,00 $;** ~~b) dans l'arrondissement historique et naturel du mont Royal~~ **~~219,00 $;~~**	1° Uniformité du coût pour les deux secteurs.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
2° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : 270,00 $;	2° pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation : **275,00 $;**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
3° pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :	3° pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :	
a) par enseigne	a) par enseigne	
i) par mètre carré de superficie 16,50 $;	~~i) par mètre carré de superficie **17,00 $;**~~	
ii) minimum 270,00 $;	~~ii) minimum~~ **275,00 $;**	Tarif fixe représentant la réalité des demandes.
b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier :	b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier :	
i) par structure 538,00 $;	i) par structure **550,00 $;**	
ii) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par mètre carré de superficie 11,50 $;	~~ii) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe i), par mètre carré de superficie **12,00 $;**~~	Tarif fixe représentant la réalité des demandes.
4° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne :	4° pour l'étude d'une demande de permis d'antenne :	
a) par emplacement 325,00 $;	b) ~~par emplacement~~ **332,00 $;**	
b) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne 160,00 $;	~~c) en sus du tarif fixé au sous-paragraphe a), par antenne **164,00 $;**~~	
5° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) : 270,00 $;	5° pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) : **275,00 $;**	
6° Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé :	6° Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé :	
a) pour un bâtiment résidentiel	a) pour un bâtiment résidentiel	
i) par 1 000 $ de travaux 9,80 $;	iii) par 1 000 $ de travaux **9,80 $;**	Équivalent du règlement central sur les tarifs 2020.
ii) minimum 143,00 $;	iv) minimum **146,00 $;**	
b) pour bâtiment autre que décrit en a)	b) pour bâtiment autre que décrit en a)	
i) par 1 000 $ de travaux 9,80 $;	i) par 1 000 $ de travaux **9,80 $;**	
ii) minimum 423,00 $;	iii) minimum **431,00 $;**	
7° Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles provincial : 418,00 $.	7° Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles provincial : **418,00 $.**	

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
9. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : 14 540,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage : 1 035,00 $; Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de 21 530,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**9.** Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu : 1° pour l'étude d'une demande de modification de zonage : **14 830,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage : **1 056,00 $;** Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de **21 960,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 11, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
10. Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition : 1° qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public : 646,00 $; 2° d'une dépendance accessoire à l'habitation : 0,00 $; 3° autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public : 5 280,00 $.	**10.** Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition : 1° qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public : **659,00 $;** 2° d'une dépendance accessoire à l'habitation : 0,00 $; 3° autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public : **5 385,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
11. Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (L.R.Q., c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation : 1° visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication :	**11.** Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (L.R.Q., c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation : 1° visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication :	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
2 690,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° : 1 035,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**2 744,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° : **1 056,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 12, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	
12. Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : 1 035,00 $. Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**12.** Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : **1 056,00 $.** Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 13 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
13. Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) : 1° projet particulier d'occupation : 7 530,00 $; 2° projet particulier de construction ou de modification : a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins 7 530,00 $; b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2 25 450,00 $; c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2 50 225,00 $; d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2 71 770,00 $;	**13.** Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) : 1° projet particulier d'occupation : **7 680,00 $;** 2° projet particulier de construction ou de modification : a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins **7 680,00 $;** b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2 **25 959,00 $;** c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2 **51 223,00 $;** d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2 **73 205,00 $;**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
3° pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution : 16 160,00 $; 4° pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : 1 035,00 $; 5° aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes : a) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs; b) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès; 6° en plus des tarifs prévus au Règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : a) par 1 000 $ de travaux 2,00 $; b) maximum 20 700,00 $; Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de 21 530,00 $.	3° pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution : **16 483,00 $;** 4° pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : **1 055,00 $;** 5° aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes : c) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs; d) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès; 6° en plus des tarifs prévus au Règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble : a) par 1 000 $ de travaux 2,00 $; b) maximum **21 114,00 $;** Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de **21 960,00 $.**	

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social. Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 21 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	
14. Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : 4 845,00 $.	**14.** Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : **4 942,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
15. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), concernant des travaux extérieurs dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 5 000,00 $: 212,00 $.	**15.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) **ou du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)**, il sera perçu **:** ~~, pour l'étude d'une demande de permis pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276)), concernant des travaux extérieurs dont l'estimation de la valeur des travaux projetés est supérieure à 5 000,00 $: 212,00 $.~~	Il est proposé de regrouper et de simplifier les articles 15, 16 et 17.

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	1° pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux extérieurs de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif ou d'un immeuble situé dans un secteur significatif : 216,00 $;	Contenu anciennement prévu à l'article 15 et 16. Il est proposé d'appliquer ce tarif minimal pour toutes les demandes de travaux extérieurs sur un immeuble significatif ou dans un secteur significatif. Donc, plus d'exclusion pour les travaux de moins de 5 000$ puisque ces travaux doivent également faire l'objet d'une approbation en vertu de la même procédure. Par ailleurs, il est de plus en plus rare que la valeur des travaux soient inférieur à 5 000$. Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
	2° pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'agrandissement ou de nouvelle construction : 805,00 $;	Contenu anciennement prévu à l'article 16. Il est proposé de fusionner le tarif pour les agrandissements et les nouvelles constructions. Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
	3° pour l'étude d'une demande de permis dans tous autres cas visés par lesdits règlements : 539,00 $;	Contenu anciennement prévu à l'article 17. Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
	Si plus d'un tarif est applicable en vertu du premier alinéa, seul le tarif le plus élevé sera perçu.	Contenu anciennement prévu à l'article 17.
16. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un immeuble significatif ou un projet situé dans un des secteurs significatifs soumis **à des normes et** des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-	~~**16.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour un immeuble significatif ou un projet situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes et des critères (articles 93 et 107 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-~~	Contenu intégré à l'article 15 pour simplifier la compréhension.

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
276)), 1° pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: 528,00 $; 2° pour un projet d'agrandissement situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: 528,00 $; 3° pour une nouvelle construction située dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 100 000 $: 790,00 $.	~~276)),~~ ~~1° pour un projet de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: 528,00 $;~~ ~~2° pour un projet d'agrandissement situé dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 50 000 $: 528,00$;~~ ~~3° pour une nouvelle construction située dans un des secteurs significatifs soumis à des normes ou à des critères dont l'estimation de la valeur des travaux extérieurs projetés est supérieure à 100 000 $: 790,00 $.~~	
17. En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour travaux non conformes à une ou des dispositions normatives visées par un ou plusieurs des articles suivants : 22, 23, 28, 28.1, 28.2, 28.3, 45.2, 48.1, 67, 69, 70, 70.1, 88, 106, 122.5.1 et 544 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 528,00 $. Le tarif prévu à l'article 17 ne s'applique pas lorsque des frais ont déjà été perçus en vertu des articles 15 et 16.	~~**17.** En plus des tarifs prévus au *Règlement sur les tarifs* adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de permis pour travaux non conformes à une ou des dispositions normatives visées par un ou plusieurs des articles suivants : 22, 23, 28, 28.1, 28.2, 28.3, 45.2, 48.1, 67, 69, 70, 70.1, 88, 106, 122.5.1 et 544 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) **: 528,00 $.**~~ ~~Le tarif prévu à l'article 17 ne s'applique pas lorsque des frais ont déjà été perçus en vertu des articles 15 et 16.~~	Contenu intégré à l'article 15 pour simplifier la compréhension.
18. Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : 11,25 $.	**18.** Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : **11,50 $;**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
19. Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande :	**19.** Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande :	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
1 560,00 $. Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec ou de tout autre programme municipal ayant les mêmes objectifs.	**1 592,00 $.** Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec ou de tout autre programme municipal ayant les mêmes objectifs.	
20. Aux fins du *Règlement sur le logement* (R.R.V.M., c. L-1), en application de l'article 8 dudit règlement, il sera perçu pour l'étude d'une demande de mesure différente : 270,00 $.	~~**20.** Aux fins du *Règlement sur le logement* (R.R.V.M., c. L-1), en application de l'article 8 dudit règlement, il sera perçu pour l'étude d'une demande de mesure différente : **275,00 $.**~~	Règlement de juridiction de la Ville centre.
21. Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage: 1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : 3 230,00 $; 2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel: 1 035,00 $. Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 13 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	**21.** Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage: 1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : **3 295,00 $;** 2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel: **1 055,00 $.** Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 9, 11, 12 ou 13 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION III AUTRES SERVICES		
59. Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité,*	**59.** Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité,*	Les montants représentent l'augmentation de 2 %

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
l'entretien et la sécurité des logements (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu : 1° lorsque l'inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l'heure : 97,00 $; 2° lorsque l'inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail : a) minimum (3 heures) 290,00 $; b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives 97,00 $; Pour une inspection aux fins de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis : 1° pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : 155,00 $; 2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux : 155,00 $; 3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : 155,00 $.	*l'entretien et la sécurité des logements* (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu : 1° lorsque l'inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l'heure : **99,00 $;** 2° lorsque l'inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail : a) minimum (3 heures) **296,00 $;** b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives **99,00 $;** Pour une inspection aux fins de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis : 1° pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : **158,00 $;** 2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux : **158,00 $;** 3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : **158,00 $.**	suggérée par la Ville centre. Inclus les taxes (services taxables) Inclus les taxes (services taxables)
61. Pour la recherche d'un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : 36,00 $.	**61.** Pour la recherche d'un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : **37,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
63. Pour une recherche de plan de construction sur microfilm, il sera perçu : 50,00 $.	**63.** Pour une recherche de plan de construction ~~sur microfilm~~, il sera perçu **:** **51,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
CHAPITRE VIII FOURNITURES DE DOCUMENTS		
SECTION I		

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (exercice financier 2019)
Modifications proposées par la Direction de l'aménagement urbain et services aux entreprises

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLÉMENTÉS		
71. Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 54,00 $.	**71.** Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : **55,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
73. Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : 11,25 $.	**73.** Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : **11,50 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION II CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES		
78. Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : 320,00 $.	**78.** Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : **326,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
SECTION III EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES		
79. Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu : 1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (R.R.Q., c. A-2.1, r. 1.1); 2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 108,00 $; 3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A). 160,00 $.	**79.** Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu : 1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (R.R.Q., c. A-2.1, r. 1.1); 2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : **110,00 $;** 3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A). **163,00 $.**	Les montants représentent l'augmentation de 2 % suggérée par la Ville centre.
82. Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu :	**82.** Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu :	Les montants représentent l'augmentation de 2 %

Texte actuel (2019)	Texte proposé (2020) (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction délivrés à l'arrondissement : a) pour l'année 215,00 $; b) pour un mois 19,50 $; 2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de l'arrondissement : a) pour l'année 215,00 $; b) pour un mois 19,50 $.	1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction, **de transformation et des certificats d'occupation** délivrés **par** ~~à~~ l'arrondissement : a) pour l'année **220,00 $;** b) pour un mois **20,00 $;** 2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de l'arrondissement : a) pour l'année **220,00 $;** b) pour un mois **20,00 $.**	suggérée par la Ville centre.

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
CHAPITRE III ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS		
SECTION I BIBLIOTHÈQUES		
23. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu : 1º résidant ou contribuable de Montréal : 0,00 $ 2º non-résidant de Montréal a) enfant de 13 ans et moins 44,00 $ b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $ c) personne âgée de 65 ans et plus 56,00 $ d) employé de la Ville de Montréal 0,00 $ e) autre 88,00 $ Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu : 1º enfant de 13 ans et moins : 2,00 $ 2º personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans : 2,00 $ 3º autre : 3,00 $	**21.** Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu : 1º résidant ou contribuable de Montréal : 0,00 $ 2º non-résidant de Montréal a) enfant de 13 ans et moins 44,00 $ b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise 0,00 $ c) personne âgée de 65 ans et plus 56,00 $ d) employé de la Ville de Montréal 0,00 $ e) autre 88,00 $ Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu : 1º enfant de 13 ans et moins : 2,00 $ 2º personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans : 2,00 $ 3º autre : 3,00 $	*Afin de respecter la tarification du Réseau des bibliothèques, il n'y a aucune augmentation ni indexation tarifaire dans les bibliothèques.*

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.	Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.	
24. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :	**22.** Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :	
1º prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque :	1º prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque :	
a) livres et autres articles 0,00 $	a) livres et autres articles 0,00 $	
2º mise de côté ou réservation d'un titre, par titre :	2º mise de côté ou réservation d'un titre, par titre :	
a) enfant de 13 ans et moins 0,00 $	a) enfant de 13 ans et moins 0,00 $	
b) autres, à toute bibliothèque du réseau 0,00 $	b) autres, à toute bibliothèque du réseau 0,00 $	
3º à titre de compensation :	3º à titre de compensation :	
a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté	a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté	
i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller	i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller	
• enfant de 13 ans et moins 0,00 $	• enfant de 13 ans et moins 0,00 $	
• personne âgée de 65 ans et plus 0,10 $	• personne âgée de 65 ans et plus 0,10 $	
• autres 0,25 $	• autres 0,25 $	
ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre 1,00 $	ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre 1,00 $	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place 1,00 $	iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place 1,00 $	
iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $	iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $	
	v) service de photocopies et impression • **photocopieur 0,15 $/ page** • **impression (à partir de postes Internet) 0,25 $/page**	
b) pour la perte d'un article emprunté	b) pour la perte d'un article emprunté	
i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $	i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $	
ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $	ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $	
• enfant de 13 ans et moins 7,00 $	• enfant de 13 ans et moins 7,00 $	
• autres :	• autres :	
• pour un livre de poche 7,00 $	• pour un livre de poche 7,00 $	
• pour un autre article 15,00 $	• pour un autre article 15,00 $	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
c) pour dommage à un article emprunté i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b) ii) sans perte de contenu • enfant de 13 ans et moins 2,00 $ • autres 2,00 $ Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres. Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.	c) pour dommage à un article emprunté i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b) ii) sans perte de contenu • enfant de 13 ans et moins 2,00 $ • autres 2,00 $ Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville. Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres. Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
SECTION II MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES		
25. Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles : 1° Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures : a) salle d'exposition 37,00 $ b) salle de spectacle 62,00 $ c) scène extérieure 37,00 $ d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). 2° Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire, il sera perçu, par jour de location : a) salle d'exposition 37,00 $ b) salle de spectacle 62,00 $ c) scène extérieure 37,00 $ d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c)	**23.** Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles : 1° Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures : a) salle d'exposition ~~37,00 $~~ **38,00 $** b) salle de spectacle ~~62,00 $~~ **63,00 $** c) scène extérieure ~~37,00 $~~ **38,00 $** d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c). 2° Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire, il sera perçu, par jour de location : a) salle d'exposition ~~37,00 $~~ **38,00 $** b) salle de spectacle ~~62,00 $~~ **63,00 $** c) scène extérieure ~~37,00 $~~ **38,00 $** d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c)	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas.	Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas.	
3° Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations :	3° Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations :	
a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps	a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps	
b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %)	b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %)	
Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : 27,00 $	Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : ~~27,00 $~~ **28,00 $**	
26. Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles :	**24.** Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles :	
1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $	1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $	
2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2,00 $	2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2,00 $	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
SECTION III CENTRES COMMUNAUTAIRES**, PAVILLONS ET CENTRES SPORTIFS**		
27. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires et des pavillons, il sera perçu : 1° gymnase simple : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $ ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 52,00 $	**25.** Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires ~~et~~**,** des pavillons et **centres sportifs**, il sera perçu, **l'heure** : 1° gymnase simple : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $ ~~ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 52,00 $~~ **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 15,00 $** **iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 62,00 $	**iv)** par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services **en culture,** sport et loisir dans l'arrondissement ~~62,00 $~~ **30,00 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	**v)** par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 62,00 $	**vi)** par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 62,00 $	
vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 78,00 $	**vii)** par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) ~~78,00 $~~ **80,00 $**	
b) taux réduit	b) taux réduit	
i) compétition de niveau provincial 28,00 $	i) compétition de niveau provincial 28,00 $	
ii) compétition de niveau national 55,00 $	ii) compétition de niveau national 55,00 $	
iii) compétition de niveau international 83,00 $	iii) compétition de niveau international 83,00 $	
c) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)	c) frais de montage, **de démontage et période de relâche** des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) **20,00 $**	
d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel	d) ~~détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations~~ : **frais surveillance ou d'entretien des locaux et installations** : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs	Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs **selon le besoin**	
2° gymnase double :	2° gymnase double :	
a) taux de base pour les activités offertes	a) taux de base pour les activités offertes	
i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	
ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans le programme 103,00 $	~~ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans le programme 103,00 $~~ **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 30,00$** **iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement à une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 124,00 $	**iv)** par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en **culture,** sport et loisir dans l'arrondissement ~~124,00 $~~ **60,00 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	**v)** par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 124,00 $	**vi)** par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 124,00 $	
vi) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités régulières 0,00 $	~~vi) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités régulières 0,00 $~~	
vii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités non régulières 103,00 $	~~vii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement pour la tenue d'activités non régulières 103,00 $~~	
	vii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 160,00 $	
viii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vii) 155,00 $	~~viii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vii) 155,00 $~~	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) taux réduit i) compétition de niveau provincial 42,00 $ ii) compétition de niveau national 83,00 $ iii) compétition de niveau international 124,00 $ c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance de la piste et des installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs 3° salle : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	b) taux réduit i) compétition de niveau provincial 42,00 $ ii) compétition de niveau national 83,00 $ iii) compétition de niveau international 124,00 $ c) frais de montage, de démontage et ~~de surveillance~~ **période de relâche** des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) **20,00 $** d) ~~détails des frais de montage, de démontage et de surveillance de la piste et des installations :~~ **frais surveillance ou d'entretien des locaux et installations** : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs **selon le besoin** 3° salle : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $	~~ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $~~ **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 6,00$** **iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $**	
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25,00 $	**iv)** par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en **culture,** sport et loisir dans l'arrondissement ~~25,00 $~~ **12,50 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	**v)** par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 30,00 $	**vi)** par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement ~~30,00 $~~ **25,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 32,00 $	**vii)** par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) ~~32,00 $~~ **34,00 $**	
b) frais de montage et de démontage des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)	b) frais de montage ~~et~~**,** de démontage **et période de relâche** des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) **20,00 $**	
c) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs	c) ~~détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations :~~ **frais surveillance ou d'entretien des locaux et installations** : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs **selon le besoin**	
	4° locaux d'appoint liés à la location de plateaux sportifs 0,00 $	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique. **Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.**	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
SECTION IV ARÉNAS		
28. Pour l'usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la location d'une surface de glace, l'heure : a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l'arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse 80,00 $ b) hockey mineur et ringuette i) entraînement 32,00 $ ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey 0,00 $ iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal 32,00 $ iv) série éliminatoire des ligues municipales 0,00 $ v) organismes mineurs non montréalais 80,00 $	**26.** Pour l'usage des arénas, il sera perçu : 1° pour la location d'une surface de glace, l'heure : a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l'arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse ~~80,00 $~~ **85,00 $** b) hockey mineur et ringuette **pour mineurs** i) entraînement 32,00 $ ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey 0,00 $ iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal **et reconnu par l'arrondissement** 32,00 $ **iv) organisme non affilié à une association régionale de Montréal mais non reconnu par l'arrondissement 50,00 $** **v)** série éliminatoire des ligues municipales 0,00 $ **vi)** organismes mineurs non montréalais ~~80,00 $~~ **85,00 $** **c) hockey mineur et ringuette (demi glace) pour mineurs**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	i) entraînement 16,00 $	
	ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey 0,00 $	
	iii) série éliminatoire des ligues municipales 0,00 $	
c) patinage artistique, entraînements 32,00 $	**d)** patinage artistique, entraînements 32,00 $	
i) clubs montréalais 32,00 $	i) clubs montréalais 32,00 $	
ii) organismes mineurs non-montréalais 80,00 $	ii) organismes mineurs non-montréalais ~~80,00 $~~ **85,00 $**	
d) initiation au patinage du « Programme Canadien de Patinage », pour les enfants de 17 ans et moins 0,00 $	**e)** initiation au patinage du « Programme Canadien de Patinage », pour les enfants de 17 ans et moins 0,00 $	
e) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus 85,00 $	**f)** initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus ~~85,00 $~~ **90,00 $**	
f) programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement 0,00 $	**g)** programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement 0,00 $	
g) institution d'enseignement public ou privé	**h)** institution d'enseignement public ou privé	
i) avec entente, selon l'entente	i) avec entente, selon l'entente	
ii) sans entente 80,00 $	ii) sans entente 80,00 $	
h) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes 85,00 $	**i)** organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes ~~85,00 $~~ **90,00 $**	
i) équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération, sauf pour la période du 1er mai au 1er août	**j)** équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération, sauf pour la période du 1er mai au ~~1er août~~ **15 août**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
i) lundi au vendredi de 8 h à 17 h 85,00 $	i) lundi au vendredi de 8 h à 17 h ~~85,00 $~~ **90,00 $**	
ii) toute autre situation 175,00 $	ii) toute autre situation ~~175,00 $~~ **180,00 $**	
j) équipe ou club pour adultes, du 1er mai au 1er août	**k)** équipe ou club pour adultes, du 1er mai au ~~1er août~~ **15 août**	
i) sans glace	i) sans glace	
• affilié à une fédération 65,00 $	• affilié à une fédération 65,00 $	
• non affilié à une fédération 70,00 $	• non affilié à une fédération 70,00 $	
k) organisme pour mineurs	**l)** organisme pour mineurs	
i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace 32,00 $	i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace 32,00 $	
ii) non montréalais, sans glace 64,00 $	ii) non montréalais, sans glace 64,00 $	
l) partie bénéfice 85,00 $	**m)** partie bénéfice ~~85,00 $~~ **90,00 $**	
m) gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage	**n)** gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage	
i) taux de base 205,00 $	i) taux de base 205,00 $	
ii) taux réduit	ii) taux réduit	
• compétition locale ou par association régionale 41,00 $	• compétition locale ou par association régionale 41,00 $	
• compétition par fédération québécoise ou canadienne 81,00 $	• compétition par fédération québécoise ou canadienne 81,00 $	
• compétition internationale 122,00 $	• compétition internationale 122,00 $	
n) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure 32,00 $	**o)** dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure 32,00 $	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
o) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation	**p)** dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation	
	q) frais de montage, de démontage et période de relâche des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphe n)	
	i) pour un organisme pour mineurs de glace affilié à une association régionale de Montréal 0,00 $	
	ii) pour toute autre situation 32,00 $	
2° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :	2° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :	
a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $	a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $	
b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche	b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche **du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce**	
i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $	i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $	
ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 3,00 $	ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans ~~3,00 $~~ **0,00 $**	
iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $	iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $	
	c) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril	
	i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $	
	ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 3,00 $	
	iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $ b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus 8,00 $ iii) détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $	3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée : a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $ b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche **du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce** i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $ ii) personne âgée de 18 ans et plus ~~8,00 $~~ **0,00 $** iii) détenteur de la carte Accès Montréal ~~5,50 $~~ **0,00 $** **c) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi d'octobre au deuxième dimanche d'avril** **i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $** **ii) personne âgée de 18 ans et plus 8,00 $** **iii) détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $**	
4° pour la location d'une salle, l'heure : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	4° pour la location d'une salle, l'heure : a) taux de base pour les activités offertes i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $ **ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 6,00$**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $	
ii) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $	**iv)** par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $	
iii) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en sport et loisir dans l'arrondissement 25,00 $	**v)** par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en **culture,** sport et loisir dans l'arrondissement ~~25,00 $~~ **12,50 $**	
iv) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	**vi)** par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
v) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 30,00 $	**vii)** par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement ~~30,00 $~~ **25,00 $**	
vi) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) 32,00 $	**viii)** par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à ~~v)~~ **vi)** ~~32,00 $~~ **34,00 $**	
vii) local d'appoint lié à une réservation de glace 0,00 $	**ix)** local d'appoint lié à une réservation de glace 0,00 $	
5° pour la location de locaux d'entreposage :	5° pour la location de locaux d'entreposage :	
a) équipe ou club pour adultes	a) équipe ou club pour adultes	
i) par semaine 30,00 $	i) par semaine ~~30,00 $~~ **35,00 $**	
ii) par mois 55,00 $	ii) par mois ~~55,00 $~~ **60,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) organisme pour mineurs de glace reconnu i) du 1er septembre au 31 mars • par semaine 13,00 $ • par mois 25,00 $ ii) du 1er avril au 31 août 0,00 $	b) organisme pour mineurs de glace reconnu i) du 1er septembre au 31 mars • par semaine 13,00 $ • par mois 25,00 $ ii) du 1er avril au 31 août 0,00 $	
6° frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu au sous-paragraphes i) et ii) du sous-paragraphe m) du paragraphe 1° et du paragraphe 4° :	~~6° frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu au sous-paragraphes i) et ii) du sous-paragraphe m) du paragraphe 1° et du paragraphe 4° :~~ **6° pour la location de la dalle de patinoire entre le 15 avril et le 1er août pour des fins d'entreposage en vue d'un événement sportif reconnu par la Ville de Montréal, il sera perçu par jour : 115,00 $**	
a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location	~~a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location~~	
b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location	~~b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) pour un minimum de quatre heures par jour de location~~	
c) l'évaluation du personnel requis est établie, par l'arrondissement, en fonction de la complexité	~~c) l'évaluation du personnel requis est établie, par l'arrondissement, en fonction de la complexité~~	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
technique des demandes de location. Un minimum d'un responsable technique et d'un surveillant d'installation est obligatoire par période de location	~~technique des demandes de location. Un minimum d'un responsable technique et d'un surveillant d'installation est obligatoire par période de location~~ **7° frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs, selon le besoin**	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique. **27. Pour l'usage des patinoires extérieures, il sera perçu :** **1° pour la location de la patinoire Bleu Blanc Bouge au parc de la Confédération, pour la période de la mi-novembre au 31 mars, l'heure:** **a) organisme hockey mineur, patin artistique ou ringuette reconnu et affilié à une association régionale de Montréal 0,00 $** **b) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement 0,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	c) activité organisée en collaboration ou par la Fondation du Canadien de Montréal pour l'enfance 0,00 $ **d) équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération** **i) lundi au dimanche 150,00 $** **e) institution d'enseignement public ou privé** **i) avec entente, selon l'entente** **ii) sans entente 80,00 $** **2° pour la location de la patinoire Bleu Blanc Bouge au parc de la Confédération, pour la période de la mi-avril au 31 octobre, l'heure:** **a) équipe ou club pour adultes** • **affilié à une fédération 65,00 $** • **non affilié à une fédération 70,00 $** **b) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $** **c) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou à une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	d) activité organisée en collaboration ou par la Fondation du Canadien de Montréal pour l'enfance 0,00 $ **e) institution d'enseignement public ou privé** **i) avec entente, selon l'entente** **ii) sans entente 80,00 $** **3° pour le patinage libre, le hockey libre, le basketball libre à titre de droit d'entrée 0,00 $** **4° pour la pratique de sports de glace en dehors des heures accessibles au public, pour un groupe de 12 personnes et plus pour une patinoire extérieure autre que la patinoire Bleu Blanc Bouge du parc de la Confédération 0,00 $** Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
SECTION V PARCS ET TERRAINS DE JEUX		
29. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle, le baseball ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu : 1° sans assistance payante : a) permis saisonnier i) équipe de Montréal 214,00 $ ii) équipe de l'extérieur de Montréal 428,00 $ iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal • pour les entraînements 0,00 $ • pour le calendrier de compétitions ou d'initiation 0,00 $ • séries éliminatoires des ligues municipales 0,00 $ • permis pour tournoi 0,00 $	**28.** Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle, le baseball**, le cricket** ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu : 1° sans assistance payante : a) permis saisonnier i) équipe de Montréal ~~214,00 $~~ **219,00 $** ii) équipe de l'extérieur de Montréal ~~428,00 $~~ **438,00 $** iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal • pour les entraînements 0,00 $ • pour le calendrier de compétitions ou d'initiation 0,00 $ • séries éliminatoires des ligues municipales 0,00 $ • permis pour tournoi 0,00 $	*L'indexation des tarifs pour les terrains sportifs extérieurs a été déterminée conformément à l'augmentation des tarifs proposée par la Concertation du comité du soutien aux associations sportives régionales sur la tarification des arrondissements de territoire de Montréal-Concordia.*

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas 20 semaines. b) permis de location de terrains naturels ou à surface mixte pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) 33,00 $ ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) 64,00 $ iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure • pratique régulière 33,00 $ • compétition de niveau provincial, national ou international 64,00 $	Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas 20 semaines. b) permis de location de terrains naturels ~~ou à surface mixte~~ pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) ~~33,00 $~~ **34,00 $** ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) ~~64,00 $~~ **65,00 $** iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure • pratique régulière ~~33,00 $~~ **34,00 $** • compétition de niveau provincial, national ou international ~~64,00 $~~ **68,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement 0,00 $ d) permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-nique 0,00 $ 2° Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée : a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0,00 $ b) avec assistance payante, par partie 510,00 $ c) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) d) détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des terrains et installations $: selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement 0,00 $ d) permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-nique 0,00 $ 2° Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée : a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0,00 $ b) avec assistance payante, par partie 510,00 $ c) frais de montage ~~et~~**,** de démontage ~~et de surveillance des locaux~~ **et période de relâche** des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphe b), il sera perçu, l'heure **20,00 $** d) ~~détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des terrains et~~ **frais de surveillance ou d'entretien des locaux et** installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs**, selon le besoin** **3° pour le soccer libre à titre de droit d'entrée 0,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
30. Pour la location d'un terrain synthétique de soccer ou de balle par un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure	**29.** Pour la location d'un terrain synthétique de soccer ~~ou de balle par~~ un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure	
1° équipe de Montréal : 107,00 $	1° équipe de Montréal : ~~107,00 $~~ **109,00 $**	
2° équipe de l'extérieur de Montréal : 214,00 $	2° équipe de l'extérieur de Montréal : ~~214,00 $~~ **218,00 $**	
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu**, l'heure** :	
a) pratique régulière 107,00 $	a) pratique régulière ~~107,00 $~~ **109,00 $**	
b) compétition de niveau provincial, national, et international 214,00 $	b) compétition de niveau provincial, national, et international ~~214,00 $~~ **219,00 $**	
c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	
	5° par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure, il sera perçu, l'heure : 65,00 $	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	~~Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.~~	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
	Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
31. Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer ou de balle par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :	**30.** Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer ~~ou de balle~~ par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :	
1° équipe de Montréal : 80,00 $	1° équipe de Montréal : ~~80,00 $~~ **82,00 $**	
2° équipe de l'extérieur de Montréal : 158,00 $	2° équipe de l'extérieur de Montréal : ~~158,00 $~~ **164,00 $**	
3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	3° institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :	
a) pratique régulière 80,00 $	a) pratique régulière ~~80,00 $~~ **82,00 $**	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) compétition de niveau provincial, national et international 158,00 $ c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	b) compétition de niveau provincial, national et international ~~158,00 $~~ **162,00 $** c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	
	5° par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure, il sera perçu, l'heure : 45,00 $	
Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.	~~Les frais perçus par l'Association des sports de balle de Montréal (A.S.B.M.) pour les permis de location émis en vertu du sous-paragraphe b) du paragraphe 4° demeurent à l'association.~~	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
32. Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :	**31.** Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :	
1° taux de base : 203,00 $	1° taux de base : 203,00 $	
2° taux réduit :	2° taux réduit :	
a) compétition de niveau provincial 41,00 $	a) compétition de niveau provincial 41,00 $	
b) compétition de niveau national 81,00 $	b) compétition de niveau national 81,00 $	
c) compétition de niveau international 122,00 $	c) compétition de niveau international 122,00 $	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
33. Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc, il sera perçu, l'heure :	**32.** Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc, il sera perçu, l'heure :	
1° détenteur de la carte Accès Montréal :	1° détenteur de la carte Accès Montréal :	
a) enfant de 17 ans et moins	a) enfant de 17 ans et moins	
i) location avant 18 h 3,00 $	i) location avant 18 h **pour toute situation autre que celle**s **prévues aux paragraphes iii) à vi)** 3,00 $	
ii) location après 18 h 8,00 $	ii) location après 18 h 8,00 $	
	iii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $	
	iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $	*Pour la différence d'horaire entre, soit de 9 h à 16 h Martin-Luther King et et de 9 h à 13 h Somerled, est causée par un achalandage beaucoup plus élevé à Somerled , ce qui nécessite la présence d'un employé plus tôt pour assurer la répartition équitable des terrains.*

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
b) personne âgée de 18 à 54 ans i) en tout temps 8,00 $	**v) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $** **vi) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $** b) personne âgée de 18 à 54 ans i) en tout temps **pour toute situation autre que celles prévues aux paragraphes ii à v)** 8,00 $ **ii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $** **iii) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $** **iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $** **v) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $**	
c) personne âgée de 55 ans et plus	c) personne âgée de 55 ans et plus	

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
i) location avant 18 h 5,00 $	i) location avant 18 h **pour toute situation autre que celles prévues aux paragraphes iii à vi)** 5,00 $	
ii) location après 18 h 8,00 $	ii) location après 18 h 8,00 $	
	iii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $	
	iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $	
	v) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $	
	vi) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $	
d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de location 38,00 $	d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de location 38,00 $	
e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72,00 $	e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72,00 $	
2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12,00 $	2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12,00 $	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	33. Pour la cotisation à titre de membre de Tennis Montréal inc., ainsi que les activités adultes du même organisme, selon les termes de la convention de partenariat avec Tennis Montréal inc., il sera perçu : **1° résidant de la Ville de Montréal :** **a) enfant de 17 ans et moins 0,00 $** **b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 15,00 $** **c) personne âgée de 55 ans et plus 10,00 $** **d) bénéficiaire de la Sécurité du revenu 0,00 $** **2° non résidant de la Ville de Montréal :** **a) enfant de 17 ans et moins 15,00 $** **b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 30,00 $** **c) personne âgée de 55 ans et plus 30,00 $** **3° Une ristourne de 5,5 % provenant des activités adultes de Tennis Montréal inc. sera perçue selon les termes de la convention avec Tennis Montréal inc.**	
34. Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0,00 $	**34.** Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0,00 $	
SECTION VI PISCINES		
35. Pour la location d'une piscine, il sera perçu : 1° piscines intérieures : a) l'heure	**35.** Pour la location d'une piscine, il sera perçu : 1° piscines intérieures : a) l'heure	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
i) taux de base 163,00 $ ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal 82,00 $ iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $	i) taux de base ~~163,00 $~~ **165,00 $** ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal ~~82,00 $~~ **85,00 $** iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $ **iv) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 45,00$** **v) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente** **vi) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 85,00 $**	
2° piscines extérieures, droit d'entrée : 0,00 $	2° piscines extérieures, droit d'entrée : 0,00 $	
3° pataugeoires extérieures, droit d'entrée : 0,00 $	3° pataugeoires extérieures, droit d'entrée : 0,00 $	
4° piscine NDG (Décarie), droit d'entrée : 0,00 $	4° piscine NDG (Décarie), droit d'entrée : 0,00 $	
Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
	Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes Montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.	
SECTION VII GRATUITÉS		
36. Le patinage libre dans un aréna visé à l'article 28 et la location d'un tennis extérieur visé à l'article 33 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville. La clientèle adulte visée au sous-paragraphe i) (i) du paragraphe 1° de l'article 28, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra, par ordonnance, disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon les disponibilités dans les plages horaires si son contrat dispose d'au moins 30 séances pour une plage horaire donnée. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale d'un tarif visé aux sections II à V du présent chapitre pour une catégorie de contribuable qu'il définit.	**36.** Le patinage libre dans un aréna **ou une patinoire** extérieure visé ~~à~~ aux ~~l'~~article**s** 28 **et 29** et la location d'un tennis extérieur **visé** à l'article ~~33~~ **34** sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville. La clientèle adulte visée au sous-paragraphe ~~i) (i)~~ **j) ii)** du paragraphe 1° de l'article 28, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra, par ordonnance, disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon les disponibilités dans les plages horaires si son contrat dispose d'au moins ~~30~~ **25** séances pour une plage horaire donnée. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale d'un tarif visé aux sections II à VI du présent chapitre pour une catégorie de contribuable qu'il définit. **Lorsque la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social agit comme promoteur d'un événement ou d'une activité, la tarification prévue aux sections III à VI.**	*Réviser/valider la formulation du texte de ce paragraphe (Lorsque la Direction de la culture, …) qui s'applique à l'ensemble des articles sports et loisirs des sections III et IV.*

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS
Modifications proposées par la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social

Texte actuel	Texte proposé (Les modifications proposées sont en caractère gras)	Commentaires
37. Les tarifs prévus aux sections II à V du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.	**37.** Les tarifs prévus aux sections ~~II à V~~ **III à VI** du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.	

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA19 173XX RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (EXERCICE FINANCIER 2020)

VU l'article 145 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4);

VU les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

À sa séance du XX XXXXX 2019, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent, lorsque exigibles, la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), à moins d'indication contraire à cet effet.

2. À moins d'indication contraire dans un règlement applicable aux tarifs établis en vertu du présent règlement, toute somme exigible est payable avant la délivrance du bien ou du service requis ou s'il s'agit d'une activité, avant la participation à cette activité sous réserve de l'impossibilité de l'arrondissement de percevoir le tarif exigible avant l'événement occasionnant la délivrance du bien, du service ou le début de l'activité.

Dans le cas où l'arrondissement n'a pas été en mesure de percevoir le tarif fixé au préalable, la personne responsable du paiement est tenue de l'acquitter dans les 30 jours suivant la réception d'une facture à cet effet.

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS

3. Aux fins du *Règlement sur les cabines téléphoniques extérieures et les postes de téléphone* (R.R.V.M., c. C-1), il sera perçu, plus les taxes applicables :

1° pour l'occupation du domaine public par un téléphone public : 390,00 $

2° pour l'étude d'une demande d'installation ou de remplacement d'un téléphone public : 265,00 $

3° pour la délivrance du permis : 39,00 $

4. Aux fins du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'excaver sur le domaine public, selon les dimensions de l'excavation, le mètre carré : 27,00 $

2° pour la réfection du domaine public dans les cas où elle est effectuée par la Ville, à la suite d'une excavation sur le domaine public ou sur le domaine privé :

a) chaussée en enrobé bitumineux

i) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er avril et le 30 novembre, le mètre carré 65,00 $

ii) si la réfection doit avoir lieu entre le 1er décembre et le 31 mars, le mètre carré 107,00 $

b) chaussée en enrobé bitumineux et béton, le mètre carré 195,00 $

c) chaussée ou trottoir en pavé de béton, le mètre carré 142,00 $

d) trottoir en enrobé bitumineux, le mètre carré 68,00 $

e) trottoir en enrobé bitumineux pour piste cyclable, le mètre carré 147,00 $

f) trottoir ou ruelle en béton, le mètre carré 273,00 $

g) bordure de béton, le mètre linéaire 137,00 $

h) gazon, le mètre carré 21,00 $

3° pour la réparation du domaine public adjacent à l'excavation : les tarifs prévus aux sous-paragraphes a) à h) du paragraphe 2°;

4° pour l'inspection du domaine public, lors d'une excavation sur le domaine privé :

a) excavation de moins de 2 m de profondeur 232,00 $

b) excavation de 2 m à 3 m de profondeur, le mètre linéaire au long de la voie publique 68,00 $

c) excavation de plus de 3 m de profondeur, le mètre linéaire

i) sans tirants, le long de la voie publique 168,00 $

ii) avec tirants, par rangée de tirants 168,00 $

Le paiement anticipé et le dépôt en garantie qui doivent accompagner la demande de permis sont estimés selon le tarif prévu au premier alinéa.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à la Commission des services électriques de la Ville de Montréal et à Hydro-Québec.

5. Aux fins du *Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divise* (R.R.V.M., c. C-11), il sera perçu pour l'étude d'une demande de dérogation à l'interdiction de convertir, incluant l'avis public : 770,00 $.

6. Aux fins du *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), il sera perçu :

1°	pour l'étude d'une demande d'approbation d'une dérogation mineure, incluant l'avis public :	3 295,00 $
2°	pour l'étude préliminaire d'une demande de dérogation mineure :	1 056,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 10, 12, 13, 14 ou 19 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

7. Aux fins du *Règlement sur les opérations cadastrales* (R.R.V.M., c. 0-1), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'approbation d'un projet d'opération cadastrale :

1°	avec création ou fermeture de rues ou de ruelles :	
	a) premier lot	604,00 $
	b) chaque lot additionnel contigu	90,00 $
2°	sans création ni fermeture de rues ou de ruelles :	
	a) premier lot	330,00 $
	b) chaque lot additionnel contigu	90,00 $

8. Aux fins du Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de Montréal (17-055), pour l'étude d'une demande de permis de lotissement ou de construction visée par ledit règlement, en plus de tous autres tarifs prévus, il sera perçu : 330,00$.

9. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu :

1°	pour l'étude d'une demande de permis d'abattage ou de rehaussement d'un arbre ou pour un travail de remblai ou de déblai :	150,00 $
2°	pour l'étude d'une demande de certificat d'occupation :	275,00 $
3°	pour l'étude d'une demande de permis d'enseigne ou d'enseigne publicitaire :	
	a) par enseigne	275,00 $
	b) par enseigne publicitaire de type module publicitaire et panneau-réclame autoroutier	
	i) par structure	550,00 $
4°	pour l'étude d'une demande de permis d'antenne :	332,00 $
5°	pour l'étude d'une demande de permis de café-terrasse, en plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018) :	275,00 $
6°	Pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'aménagement paysager, il sera exigé :	
	a) pour un bâtiment résidentiel	
	i) par 1 000 $ de travaux	9,80 $
	ii) minimum	146,00 $
	b) pour bâtiment autre que décrit en a)	
	i) par 1 000 $ de travaux	9,80 $
	ii) minimum	431,00 $
7°	Pour l'étude d'une demande de permis d'installation de piscine visée par le *Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles* (RLRQ, c. S-3.1.02) :	418,00 $

10. Aux fins du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu :

1°	pour l'étude d'une demande de modification de zonage :	14 830,00 $
2°	pour l'étude préliminaire d'une demande de modification de zonage :	1 056,00 $

Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, le tarif du paragraphe 1° est majoré de 21 960 $.

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 12, 13, 14 ou 19 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

11. Aux fins du *Règlement régissant la démolition des immeubles* (RCA02 17009), l'étude visant une demande de certificat d'autorisation de démolition :

1°	qui n'est pas assujettie à une autorisation du comité ni ne doit faire l'objet d'un affichage ou d'un avis public :	659,00 $
2°	d'une dépendance accessoire à l'habitation :	0,00 $
3°	autre que celles décrites aux paragraphes 1° et 2° incluant un affichage et un avis public :	5 385,00 $

12. Aux fins de la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (RLRQ, c. C-8.2), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation :

1°	visant la construction, l'agrandissement ou l'occupation d'un bâtiment à des fins de centre de la petite enfance ou de garderie au sens de cette Loi, incluant les frais de publication :	2 744,00 $
2°	pour l'étude préliminaire d'une demande décrite au paragraphe 1° :	1 056,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2°, du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 10, 13, 14 ou 19 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

13. Aux fins de réalisation d'un projet relatif à l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), il sera perçu pour l'étude préliminaire d'une demande : 1 056,00 $

Le tarif prévu au premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 10, 12, 14 ou 19 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

14. Aux fins du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu (incluant les avis publics) :

1°	projet particulier d'occupation :	7 680,00 $
2°	projet particulier de construction ou de modification :	
	a) d'une superficie de plancher de 500 m^2 ou moins	7 680,00 $
	b) d'une superficie de plancher de plus de 501 m^2 à 10 000 m^2	25 959,00 $
	c) d'une superficie de plancher de 10 001 m^2 à 25 000 m^2	51 223,00 $
	d) d'une superficie de plancher de plus de 25 000 m^2	73 205,00 $
3°	pour l'étude d'un projet de modification à un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble déjà autorisé par résolution :	16 483,00 $
4°	pour l'étude préliminaire d'une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble :	1 055,00 $
5°	aux fins du présent article, la superficie du projet servant à établir les frais d'étude équivaut au total des superficies suivantes :	
	a) la superficie de plancher du bâtiment incluant la superficie de plancher correspondant à une aire destinée à de l'équipement mécanique, à un escalier, à un ascenseur ou une canalisation verticale, calculée depuis l'extérieur des murs	
	b) la superficie d'une aire de chargement extérieur et d'une aire de stationnement, incluant les dégagements et les voies d'accès	
6°	en plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (RCA07 17121) pour l'étude d'une demande de permis visée par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble :	
	a) par 1 000 $ de travaux	2,00 $
	b) maximum	21 114,00 $

Lorsqu'une modification au Plan d'urbanisme est impliquée, les tarifs des paragraphes 1°, 2° et 3° sont majorés de 21 960,00 $.

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque le requérant est un organisme à but non lucratif ayant signé une entente de partenariat avec la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Le tarif prévu au paragraphe 4° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 10, 12, 13 ou 19 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

15. Aux fins des règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement, incluant le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017), il sera perçu pour un projet pour lequel la tenue d'un scrutin référendaire s'avère nécessaire, en plus des tarifs déjà prévus : 4 942,00 $

16. En plus des tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal à l'égard du *Règlement sur la construction et la transformation des bâtiments* (11-018), aux fins du Titre VIII du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) ou du *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux extérieurs de transformation ou de remplacement d'une caractéristique architecturale d'un immeuble significatif ou d'un immeuble situé dans un secteur significatif : 216,00 $

2° pour l'étude d'une demande de permis pour des travaux d'agrandissement ou de nouvelle construction : 805,00 $

3° pour l'étude d'une demande de permis dans tous autres cas visés par lesdits règlements : 539,00 $

Si plus d'un tarif est applicable en vertu du premier alinéa, seul le tarif le plus élevé sera perçu.

17. Aux fins du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu pour un nouvel exemplaire de certificat d'occupation : 11,50 $

18. Aux fins du *Règlement sur les exemptions en matière d'unité de stationnement* (5984), il sera perçu pour l'étude de la demande : 1 592,00 $

Le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas lorsque l'étude de la demande a été déposée par un organisme admissible qui a reçu de la part de la Société d'habitation du Québec, par l'intermédiaire de son mandataire, la Ville de Montréal, la confirmation d'une aide financière (engagement conditionnel) dans le cadre du programme Accèslogis Québec ou de tout autre programme municipal ayant les mêmes objectifs.

19. Aux fins du *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097), il sera perçu, pour l'étude d'une demande d'autorisation, incluant l'avis public et l'affichage :

1° pour l'étude d'une demande d'usage conditionnel : 3 295,00 $

2° pour l'étude préliminaire d'une demande d'usage conditionnel : 1 055,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa est soustrait du tarif exigé pour l'étude d'une demande non préliminaire mentionnée au présent article ainsi qu'aux articles 6, 10, 12, 13 ou 14 en découlant, si cette demande est déposée dans un délai de 6 mois suivant la date à laquelle l'étude préliminaire est produite.

20. Aux fins du *Règlement sur l'enlèvement et le déblaiement de la neige* (RCA06 17104), il sera perçu pour la délivrance du permis de dépôt de neige visé à l'article 4 :

1º pour les bâtiments résidentiels de moins de 9 logements, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : 5,00 $

2º pour les bâtiments résidentiels de 9 logements et plus, les établissements commerciaux, industriels, et institutionnels, par mètre carré de surface à déneiger sur le terrain privé, pour une superficie maximale de 750 mètres carrés, comprenant également l'emprise excédentaire de la voie publique, soit la partie de la voie publique qui est située entre le bord de la chaussée ou du trottoir et la limite des propriétés riveraines : 9,00 $

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES

21. Pour un abonnement annuel donnant accès à une bibliothèque de l'arrondissement, il sera perçu :

1º	résidant ou contribuable de Montréal :	0,00 $
2º	non-résidant de Montréal :	
	a) enfant de 13 ans et moins	44,00 $
	b) étudiant âgé de plus de 13 ans, fréquentant à plein temps une institution d'enseignement montréalaise	0,00 $
	c) personne âgée de 65 ans et plus	56,00 $
	d) employé de la Ville de Montréal	0,00 $
	e) autre	88,00 $

Pour le remplacement d'une carte d'abonné perdue, il sera perçu :

1º	enfant de 13 ans et moins :	2,00 $
2º	personne âgée de 65 ans et plus et étudiant âgé de plus de 13 ans :	2,00 $
3º	autre :	3,00 $

Pour les bibliothèques informatisées, l'abonnement annuel court à partir de la date d'abonnement.

22. Pour le prêt et la mise de côté de livres ou d'autres articles et à titre de compensation pour perte, retard et dommages, il sera perçu :

1º	prêt de livres ou d'autres articles aux abonnés d'une bibliothèque :	
	a) livres et autres articles	0,00 $
2º	mise de côté ou réservation d'un titre, par titre :	
	a) enfant de 13 ans et moins	0,00 $
	b) autres, à toute bibliothèque du réseau	0,00 $
3º	à titre de compensation :	
	a) pour le retard à retourner à la bibliothèque un article emprunté	

i) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article autre qu'un best-seller

- enfant de 13 ans et moins — 0,00 $
- personne âgée de 65 et plus — 0,10 $
- autres — 0,25 $

ii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un best-seller, sans excéder un montant total égal au coût d'achat originel du livre — 1,00 $

iii) pour chaque jour ouvrable survenant après la date limite fixée pour le retour d'un article prêté à une bibliothèque externe au réseau ou d'un article réservé à la consultation sur place — 1,00 $

iv) pour chaque document en retard de plus de 31 jours, et dont le retard a été facturé à l'abonné, il sera perçu : le prix d'achat du document en retard, tel qu'inscrit dans la base de donnée du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $

v) service de photocopies et impression

- photocopieur — 0,15 $/page
- impression (à partir de postes Internet) — 0,25 $/page

b) pour la perte d'un article emprunté

i) le prix d'achat tel qu'inscrit dans la base de données du réseau des bibliothèques auquel s'ajoute 5,00 $

ii) en l'absence d'inscription dans la base de données du réseau des bibliothèques, les prix suivants auxquels s'ajoutent 5,00 $

- enfant de 13 ans et moins — 7,00 $
- autres :

  pour un livre de poche — 7,00 $

  pour un autre article — 15,00 $

c) pour dommage à un article emprunté

i) s'il y a perte totale ou partielle du contenu, le tarif fixé au sous-paragraphe b)

ii) sans perte de contenu

- enfant de 13 ans et moins — 2,00 $

- autres 2,00 $

Le tarif maximum applicable à un enfant de 13 ans et moins ou à une personne âgée de 65 ans et plus en vertu du sous-paragraphe i) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3º du premier alinéa est de 2,00 $ par document, et pour toute autre personne visée au sous-paragraphe a) de cet alinéa, de 3,00 $ par document.

Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité promotionnelle gérée par la Ville.

Les tarifs fixés au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'appliquent pas dans le cas d'une activité gérée par la Ville qui vise à favoriser le retour des livres.

Les frais facturés à une bibliothèque de l'arrondissement par une autre institution doivent être acquittés par l'usager auquel un service est rendu à sa demande.

SECTION II
MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES

23. Pour la location des locaux et des installations des maisons de la culture, des espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce ou des autres installations culturelles :

1º Pour les demandes individuelles et/ou corporatives, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de 4 heures :

a) salle d'exposition 38,00 $

b) salle de spectacle 63,00 $

c) scène extérieure 38,00 $

d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c).

2º Pour les organismes sans but lucratif de l'arrondissement à vocation communautaire, il sera perçu, par jour de location :

a) salle d'exposition 38,00 $

b) salle de spectacle 63,00 $

c) scène extérieure 38,00 $

d) frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a), b) et c)

Dans le cas d'un organisme à vocation culturelle reconnu ou, ayant une entente avec l'arrondissement, les tarifs prévus aux sous-paragraphes a), b) et c) ne s'appliquent pas.

3° Détails des frais de montage, de démontage et de surveillance des locaux et des installations :

a) frais du personnel technique : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %) - un minimum de deux techniciens est obligatoire en tout temps

b) frais de surveillance : selon le taux horaire prévu à la convention collective, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %)

Pour la location d'un kiosque, il sera perçu, l'heure : 28,00 $

24. Réservation par Internet et manutention pour les événements d'une maison de la culture, dans les espaces culturels du Centre culturel de Notre-Dame-de-Grâce et autres installations culturelles :

1° frais de réservation par Internet de billets d'un événement, par billet : 2,00 $

2° frais de manutention pour livraison de billets, par billet : 2,00 $

SECTION III
CENTRES COMMUNAUTAIRES, PAVILLONS ET CENTRES SPORTIFS

25. Pour la location des locaux et des installations des centres communautaires, des pavillons et centres sportifs, il sera perçu, l'heure :

1° gymnase simple :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 15,00 $

iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles — 0,00 $

iv) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement — 30,00 $

v) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention

vi) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement — 62,00 $

vii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à v) — 80,00 $

b) taux réduit

i) compétition de niveau provincial — 28,00 $

ii) compétition de niveau national — 55,00 $

iii) compétition de niveau international — 83,00 $

c) frais de montage, de démontage et période de relâche des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) — 20,00 $

d) frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs selon le besoin

2° gymnase double :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente — 0,00 $

ii)	par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement	30,00 $
iii)	par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement à une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles	0,00 $
iv)	par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement	60,00 $
v)	par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
vi)	par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement	124,00 $
vii)	par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vi)	160,00 $
b)	taux réduit	
i)	compétition de niveau provincial	42,00 $
ii)	compétition de niveau national	83,00 $
iii)	compétition de niveau international	124,00 $
c)	frais de montage, de démontage et période de relâche des locaux et installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b)	20,00 $
d)	frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs selon le besoin	
3°	salle :	
a)	taux de base pour les activités offertes	

i)	par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente	0,00 $
ii)	par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement	6,00 $
iii)	par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles	0,00 $
iv)	par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement	12,50 $
v)	par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention	
vi)	par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement	25,00 $
vii)	par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vi)	34,00 $
b)	frais de montage et de démontage et période de relâche des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a)	20,00 $
c)	frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs selon le besoin	
4°	locaux d'appoint liés à la location de plateaux sportifs	0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION IV
ARÉNAS

26. Pour l'usage des arénas, il sera perçu :

1° pour la location d'une surface de glace, l'heure :

a) école de hockey autre que celle gérée par un organisme reconnu par l'arrondissement, école de ringuette, de patinage artistique ou de vitesse	85,00 $
b) hockey mineur et ringuette pour mineurs	
i) entraînement	32,00 $
ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey	0,00 $
iii) organisme non affilié à une association régionale de Montréal et reconnu par l'arrondissement	32,00 $
iv) organisme non affilié à une association régionale de Montréal mais non reconnu par l'arrondissement	50,00 $
v) série éliminatoire des ligues municipales	0,00 $
vi) organismes mineurs non montréalais	85,00 $
c) hockey mineur et ringuette (demi-glace) pour mineurs	
i) entraînement	16,00 $
ii) organisme affilié à une association régionale de Montréal pour leur calendrier de compétitions ou d'initiation au hockey	0,00 $
iii) série éliminatoire des ligues municipales	0,00 $
d) patinage artistique, entraînements	32,00 $

i) clubs montréalais	32,00 $
ii) organismes mineurs non-montréalais	85,00 $
e) initiation au patinage du « Programme Canadien de Patinage », pour les enfants de 17 ans et moins	0,00 $
f) initiation au patinage, pour les personnes âgées de 18 ans et plus	90,00 $
g) programme de sport-étude et concentration sport (étudiant résidant seulement) ou Centre national d'entraînement	0,00 $
h) institution d'enseignement public ou privé	
i) avec entente, selon l'entente	
ii) sans entente	80,00 $
i) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement et offrant des activités aux adultes	90,00 $
j) équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération, sauf pour la période du 1er mai au 15 août	
i) lundi au vendredi de 8 h à 17 h	90,00 $
ii) toute autre situation	180,00 $
k) équipe ou club pour adultes, du 1er mai au 15 août	
i) sans glace	
• affilié à une fédération	65,00 $
• non affilié à une fédération	70,00 $
l) organisme pour mineurs	
i) affilié à une association régionale de Montréal, sans glace	32,00 $
ii) non montréalais, sans glace	64,00 $
m) partie bénéfice	90,00 $
n) gala sportif et compétition, incluant locaux d'appoint et locaux d'entreposage	
i) taux de base	205,00 $
ii) taux réduit	
• compétition locale ou par association régionale	41,00 $
• compétition par fédération québécoise ou canadienne	81,00 $

- compétition internationale 122,00 $

o) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme qui bénéficie d'une gratuité d'utilisation sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, il sera perçu, de l'heure 32,00 $

p) dans la situation où une période a été réservée, mais non utilisée par un organisme ou un club, sans avoir été annulée dans un délai de 4 jours, l'organisme ou le club sera facturé selon le tarif établi lors de la réservation

q) frais de montage, de démontage et période de relâche des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphe n)

i) pour un organisme pour mineurs de glace affilié à une association régionale de Montréal 0,00 $

ii) pour toute autre situation 32,00 $

2° pour le patinage libre, à titre de droit d'entrée :

a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $

b) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 0,00 $

iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $

c) lundi au vendredi après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans à 54 ans 3,00 $

iii) personne âgée de 55 ans et plus 0,00 $

3° pour le hockey libre, à titre de droit d'entrée :

a) lundi au vendredi avant 18 h 0,00 $

b) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche du premier samedi après la fête du Travail au dernier dimanche avant l'Action de grâce

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans et plus 0,00 $

iii) détenteur de la carte Accès Montréal 0,00 $

c) lundi au vendredi, après 18 h, samedi et dimanche, du premier samedi après l'Action de grâce au deuxième dimanche d'avril

i) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

ii) personne âgée de 18 ans et plus 8,00 $

iii) détenteur de la carte Accès Montréal 5,50 $

4° pour la location d'une salle, l'heure :

a) taux de base pour les activités offertes

i) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

ii) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement 6,00 $

iii) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $

iv) par un organisme sans but lucratif reconnu, mais pour des activités non prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 20,00 $

v) par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services culture, sport et loisir dans l'arrondissement 12,50 $

vi) par une institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, selon la convention

vii) par une institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement 25,00 $

viii) par une personne physique ou morale autre que celles énumérées aux sous-paragraphes i) à vii) 34,00 $

ix) local d'appoint lié à une réservation de glace 0,00 $

5° pour la location de locaux d'entreposage :

a) équipe ou club pour adultes

i) par semaine 35,00 $

ii) par mois 60,00 $

b) organisme pour mineurs de glace reconnu

i) du 1er septembre au 31 mars

- par semaine 13,00 $
- par mois 25,00 $

ii) du 1er avril au 31 août 0,00 $

6° pour la location de la dalle de patinoire entre le 15 avril et le 1er août pour des fins d'entreposage en vue d'un événement sportif reconnu par la Ville de Montréal, il sera perçu par jour : 115,00 $

7° frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs, selon le besoin

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

27. Pour l'usage des patinoires extérieures, il sera perçu :

1° pour la location de la patinoire Bleu Blanc Bouge au parc de la Confédération, pour la période de la mi-novembre au 31 mars, l'heure:

a) organisme hockey mineur, patin artistique ou ringuette reconnu et affilié à une association régionale de Montréal 0,00 $

b) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement 0,00 $

c) activité organisée en collaboration ou par la Fondation du Canadien de Montréal pour l'enfance 0,00 $

d) équipe ou club pour adultes affilié ou non à une fédération

i) lundi au dimanche 150,00 $

e) institution d'enseignement public ou privé

i) avec entente, selon l'entente

ii) sans entente 80,00 $

2° pour la location de la patinoire Bleu Blanc Bouge au parc de la Confédération, pour la période de la mi-avril au 31 octobre, l'heure:

a) équipe ou club pour adultes

- affilié à une fédération 65,00 $
- non affilié à une fédération 70,00 $

b) par un organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente 0,00 $

c) par un organisme sans but lucratif comme les clubs et associations sportifs reconnus par l'arrondissement ou à une association régionale montréalaise pour la tenue d'activités régulières ou ponctuelles 0,00 $

d) activité organisée en collaboration ou par la Fondation du Canadien de Montréal pour l'enfance 0,00 $

e) institution d'enseignement public ou privé

i) avec entente, selon l'entente

ii) sans entente 80,00 $

3° pour le patinage libre, le hockey libre, le basketball libre à titre de droit d'entrée 0,00 $

4° pour la pratique de sports de glace en dehors des heures accessibles au public, pour un groupe de 12 personnes et plus pour une patinoire extérieure autre que la patinoire Bleu Blanc Bouge du parc de la Confédération 0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION V
PARCS ET TERRAINS DE JEUX

28. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, le football, la balle-molle, le baseball, le cricket ou tout autre sport d'équipe reconnu par une association régionale du territoire Montréal-Concordia et ayant une entente avec la Ville de Montréal, excluant les tournois, il sera perçu :

1° sans assistance payante :

a) permis saisonnier

i) équipe de Montréal 219,00 $

ii) équipe de l'extérieur de Montréal 438,00 $

iii) permis de location de terrains ou permis saisonnier pour un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour le sport mineur à Montréal

- pour les entraînements 0,00 $
- pour le calendrier de compétitions ou d'initiation 0,00 $
- séries éliminatoires des ligues municipales 0,00 $
- permis pour tournoi 0,00 $

Le permis saisonnier est octroyé à une équipe appartenant à une ligue ou un club affilié à une association régionale, comportant plus de quatre équipes, ou à un organisme de régie reconnu par l'arrondissement. À l'exception d'un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement pour du sport mineur montréalais, le permis d'utilisation est valable pour une joute par équipe par semaine selon la discipline sportive et pour une période d'utilisation définie à l'émission du permis n'excédant pas 20 semaines.

b) permis de location de terrains naturels ou à surface mixte pour une organisation autre qu'un organisme de régie ou organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure

i) pour des équipes de sport de Montréal (mineurs ou adultes) 34,00 $

ii) pour des équipes de sport de l'extérieur de Montréal (mineurs ou adultes) 65,00 $

iii) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente

iv) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure

- pratique régulière 34,00 $
- compétition de niveau provincial, national ou international 68,00 $

c) permis pour un tournoi organisé par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement 0,00 $

d) permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-niques 0,00 $

2° Pour l'obtention d'un permis d'utilisation pour une activité organisée :

a) par un organisme de régie ou un organisme sans but lucratif reconnu par l'arrondissement et lié par une entente 0,00 $

b) avec assistance payante, par partie 510,00 $

c) frais de montage, de démontage et période de relâche des installations en sus du tarif prévu aux sous-paragraphes a) et b) 20,00 $

d) frais de surveillance ou d'entretien des locaux et installations : selon le taux horaire prévu aux conventions collectives, plus avantages sociaux (selon le pourcentage en vigueur établi annuellement par la Ville de Montréal), plus frais d'administration (15 %). L'évaluation du personnel requis est établie par l'arrondissement en fonction de l'activité, de sa durée, du nombre de participants et de spectateurs, selon le besoin

3° pour le soccer libre à titre de droit d'entrée 0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

29. Pour la location d'un terrain synthétique de soccer par un organisme autre qu'un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu, l'heure :

1°	équipe de Montréal :	109,00 $
2°	équipe de l'extérieur de Montréal :	218,00 $
3°	institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	
4°	institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu, l'heure :	
	a) pratique régulière	109,00 $
	b) compétition de niveau provincial, national, et international	219,00 $
	c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement	0,00 $
5°	par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure, il sera perçu, l'heure :	65,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

30. Pour la location d'un mini-terrain ou demi-terrain synthétique de soccer par une instance non affiliée à un organisme de régie ou un organisme reconnu par l'arrondissement, il sera perçu l'heure :

1 °	équipe de Montréal :	82,00 $
2°	équipe de l'extérieur de Montréal :	164,00 $
3°	institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente;	

4° institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement, il sera perçu :

a) pratique régulière 82,00 $

b) compétition de niveau provincial, national et international 162,00 $

c) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $

5° par un organisme sans but lucratif non reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement, pour une clientèle mineure, il sera perçu, l'heure : 45,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

31. Pour la location d'une piste d'athlétisme extérieure, il sera perçu, l'heure :

1° taux de base : 203,00 $

2° taux réduit :

a) compétition de niveau provincial 41,00 $

b) compétition de niveau national 81,00 $

c) compétition de niveau international 122,00 $

d) permis pour un tournoi organisé par un organisme reconnu par l'arrondissement 0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

32. Pour la location d'un tennis extérieur dans un parc, il sera perçu, l'heure :

1° détenteur de la carte Accès Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins

i) location avant 18 h pour toute situation autre que celles prévues aux paragraphes iii) à vi) 3,00 $

ii) location après 18 h 8,00 $

iii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $

v) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $

vi) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

b) personne âgée de 18 à 54 ans

i) en tout temps pour toute situation autre que celles prévues aux paragraphes ii à v) 8,00 $

ii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

iii) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $

iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $

v) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus

i) location avant 18 h pour toute situation autre que celles prévues aux paragraphes iii à vi) 5,00 $

ii) location après 18 h 8,00 $

iii) du lundi au vendredi entre le 1er samedi de mai au 3e vendredi de juin de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

iv) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Martin-Luther-King 0,00 $

v) du lundi au vendredi entre le 3e samedi de juin au vendredi avant la fête du Travail de 9 h à 13 h à l'exception des jours fériés pour les terrains du parc Somerled 0,00 $

vi) du lundi au vendredi entre le 1er samedi septembre au 2e lundi d'octobre de 9 h à 16 h à l'exception des jours fériés 0,00 $

d) carnet-rabais de 6 billets donnant droit à 6 heures de location 38,00 $

e) carnet-rabais de 12 billets donnant droit à 12 heures de location 72,00 $

2° non-détenteur de la carte Accès Montréal : 12,00 $

33. Pour la cotisation à titre de membre de Tennis Montréal inc., ainsi que les activités adultes du même organisme, selon les termes de la convention de partenariat avec Tennis Montréal inc., il sera perçu :

1° résidants de la Ville de Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins 0,00 $

b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 15,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus 10,00 $

d) bénéficiaire de la Sécurité du revenu ou détenteur d'une attestation d'identité et de résidence émise par Médecin du Monde Canada 0,00 $

2° non résidant de la Ville de Montréal :

a) enfant de 17 ans et moins 15,00 $

b) personne âgée de 18 ans à 54 ans 30,00 $

c) personne âgée de 55 ans et plus 30,00 $

3° Une ristourne de 5,5 % provenant des activités adultes de Tennis Montréal inc. sera perçue selon les termes de la convention avec Tennis Montréal inc.

34. Pour la location d'un jardinet ou d'un demi-jardinet réservé aux résidants, il sera perçu, par saison : 0,00 $

SECTION VI
PISCINES

35. Pour la location d'une piscine, il sera perçu :

1°	piscines intérieures :	
	a) l'heure	
	i) taux de base	165,00 $
	ii) taux réduit pour tout groupe de Montréal	85,00 $
	iii) organisme sans but lucratif reconnu et lié par une entente avec l'arrondissement pour les activités aquatiques prévues au plan d'action ou dans la programmation annexé à cette entente	0,00 $
	iv) par un organisme sans but lucratif reconnu et non lié par une entente avec l'arrondissement, mais ayant son siège social et offrant des services en culture, sport et loisir dans l'arrondissement	45,00 $
	v) institution scolaire publique ou privée liée par une entente avec l'arrondissement, le tarif est celui établi dans les protocoles d'entente	
	vi) institution scolaire publique ou privée non liée par une entente avec l'arrondissement	85,00 $
2°	piscines extérieures, droit d'entrée :	0,00 $
3°	pataugeoires extérieures, droit d'entrée :	0,00 $
4°	piscine NDG (Décarie), droit d'entrée :	0,00 $

Sur toute location à un organisme œuvrant en sports et en loisirs auprès des personnes handicapées et accrédité dans le cadre de la Politique de reconnaissance des organismes PANAM, une réduction de 35 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

Sur toute location à un organisme reconnu par la Ville dans le cadre de sa politique de reconnaissance et de soutien des organismes Montréalais, une réduction de 25 % des tarifs fixés au présent article s'applique.

SECTION VII
GRATUITÉS

36. Le patinage libre dans un aréna ou une patinoire visé aux articles 26 et 27 et la location d'un tennis extérieur visé à l'article 32 sont gratuits pour des événements spéciaux et des activités promotionnelles gérés par la Ville.

La clientèle adulte visée au sous-paragraphe j) et (ii) du paragraphe 1° de l'article 26, déjà sous contrat et ayant payé à l'avance la première période de jeu de la saison à venir, pourra, par ordonnance, disposer gratuitement d'une période de jeu supplémentaire selon les disponibilités dans les plages horaires si son contrat dispose d'au moins 25 séances pour une plage horaire donnée.

Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale d'un tarif visé aux sections II à VI du présent chapitre pour une catégorie de contribuable qu'il définit.

Lorsque la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social agit comme promoteur d'un événement ou d'une activité, la tarification prévue aux sections III à VI ne s'applique pas.

37. Les tarifs prévus aux sections II à VI du présent chapitre ne s'appliquent pas à une personne accompagnant une ou plusieurs personnes handicapées, détentrice d'une vignette d'accompagnement touristique et de loisir (VATL) pour lesquelles ce soutien est nécessaire.

CHAPITRE IV
ACCÈS À CERTAINS SITES

38. Le tarif pour le déversement de la neige aux endroits désignés à cette fin par la Ville, est prévu au règlement sur les tarifs adopté par le conseil municipal.

CHAPITRE V
CIRCULATION ET STATIONNEMENT

39. Aux fins du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1), pour une autorisation prescrivant le parcours d'un véhicule hors normes, il sera perçu :

1°	délivrance de l'autorisation :	37,00 $
2°	ouverture du dossier et étude du parcours prescrit :	126,00 $

40. Aux fins de ce règlement, pour le stationnement réservé, il sera perçu :

1°	délivrance du permis :	40,00 $
2°	loyer d'une place de stationnement sans parcomètre ou borne, par jour :	37,00 $
3°	place de stationnement avec parcomètre ou borne :	
	a) loyer	
	i) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,00 $ l'heure, par jour	28,00 $
	ii) lorsque le tarif au parcomètre ou borne est de 2,50 $ l'heure, par jour	32,00 $
	iii) en sus des tarifs fixés aux sous-paragraphes i) et ii), par jour	23,00 $
	b) en compensation des travaux suivants	
	i) pour la pose d'une housse supprimant l'usage d'un premier parcomètre à un ou deux compteurs	60,00 $
	ii) pour la pose de chaque housse supplémentaire	5,00 $
	iii) pour la pose d'une housse sur un panonceau de type simple (1 place) ou double (2 places)	60,00 $
	iv) pour la poste de chaque housse supplémentaire	5,00 $
	v) pour l'enlèvement d'un parcomètre à un ou deux compteurs ou pour l'enlèvement d'un panonceau simple ou double	200,00 $
	vi) pour l'enlèvement de chaque parcomètre ou panonceau supplémentaire	75,00 $
	vii) pour l'enlèvement d'une borne de paiement	270,00 $

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre ou borne est utilisée dans le cadre de travaux exécutés pour l'un des organismes ou corporations énumérés ci-après, le tarif prévu au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° du premier alinéa ne s'applique pas, soit :

1° Bell Canada;

2° Hydro Québec;

3° Gaz Métropolitain;

4° Commission des services électriques de Montréal;

5° Ministère des Transports du Québec;

6° Société de transport de Montréal.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa et au sous-paragraphe iii) du sous-paragraphe a) du paragraphe 3° de cet alinéa ne s'appliquent pas dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film ou pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées par la Ville.

Dans le cas où une place de stationnement contrôlée par parcomètre ou borne est utilisée dans le cadre d'une occupation temporaire du domaine public, ou dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou de travaux dont la Ville assume entièrement les coûts, le tarif prévu au premier alinéa ne s'applique pas.

41. Aux fins du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (chapitre C-4.1), il sera perçu, pour un permis de stationnement réservé aux résidants :

1° vignette délivrée entre le 1er janvier et le 31 mars, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) véhicule de promenade électrique (100% électrique)	50,00 $
b) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure à 2 litres	75,00 $
c) véhicule de promenade de cylindrée égale ou inférieure à 1.6 litres ou véhicule pour personne à mobilité réduite	75,00 $
d) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure de 3 litres	90,00 $
e) véhicule de promenade de cylindrée égale ou inférieure à 2.2 litres	90,00 $
f) véhicule de promenade hybride de cylindrée de plus que 3 litres	120,00 $
g) véhicule de promenade de cylindrée de plus que 2.2 litres	120,00 $

2° vignette délivrée entre le 1er avril et le 30 juin, valide jusqu'au 30 septembre de la même année :

a) véhicule de promenade électrique (100% électrique)	25,00 $
b) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure à 2 litres	37,50 $
c) véhicule de promenade de cylindrée égale ou inférieure à 1.6 litres ou véhicule pour personne à mobilité réduite	37,50 $
d) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure de 3 litres	45,00 $

e) véhicule de promenade de cylindrée égale ou inférieure à 2.2 litres 45,00 $

f) véhicule de promenade hybride de cylindrée de plus que 3 litres 60,00 $

g) véhicule de promenade de cylindrée de plus que 2.2 litres 60,00 $

3° vignette délivrée entre le 1er juillet et le 31 décembre, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante :

a) véhicule de promenade électrique (100% électrique) 50,00 $

b) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure à 2 litres 75,00 $

c) véhicule de promenade de cylindrée égale ou inférieure à 1.6 litres ou véhicule pour personne à mobilité réduite 75,00 $

d) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure de 3 litres 90,00 $

e) véhicule de promenade hybride de cylindrée égale ou inférieure à 2.2 litres 90,00 $

f) véhicule de promenade hybride de cylindrée de plus que 3 litres 120,00 $

g) véhicule de promenade de cylindrée de plus que 2.2 litres 120,00 $

4° Toute vignette supplémentaire délivrée pour la même adresse en vertu des paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 41 : le tarif initialement prévu pour la vignette auquel est ajouté un montant de 120 $.

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas aux permis de stationnement dans les zones réservées aux résidants pour des véhicules utilisés par des intervenants offrant des services à des fins de soins à domicile rattachés à l'un ou l'autre des établissements visés par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, chapitre S-4.2).

42. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage (OCA10 17012 (C-4.1)), édictée en vertu de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1), il sera perçu, pour un permis de stationnement réservé aux véhicules d'auto-partage :

1° délivré avant le 1er juillet de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de la même année : 1 354,00 $

2° délivré après le 30 juin de l'année courante, valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante : 1 354,00 $

43. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement sur rue réservé aux visiteurs, il sera perçu, pour un permis de stationnement sur rue réservé aux visiteurs : le tarif initialement prévu aux paragraphes 1°, 2° et 3° de l'article 41 auquel est ajouté un montant de 120 $.

44. Aux fins de l'ordonnance établissant les conditions de délivrance des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial, il sera perçu pour un permis de stationnement réservé aux véhicules des membres d'une société de développement commercial : 240,00 $

45. Sous réserve des articles 41 et 42 et des résolutions du conseil d'arrondissement, les tarifs du stationnement fixés par les résolutions du comité exécutif de l'ancienne Ville de Montréal s'appliquent.

46. Le tarif applicable pour l'usage d'une place de stationnement, située sur une voie locale, contrôlé soit par un parcomètre, une borne, un horodateur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé est établi comme suit, pour la période du lundi au vendredi de 9 h à 21 h, le samedi de 9 h à 18 h et le dimanche de 13 h à 18 h :

1° dans la zone délimitée par un trait noir discontinu sur le plan joint au présent règlement comme annexe A et intitulé « Zones tarifaires » : 2,50 $/h

2° dans la zone délimité par un trait noir double sur le dit plan « Zone tarifaires » : 2,00 $/h

CHAPITRE VI
UTILISATION DE BIENS DE LA VILLE

47. Pour l'utilisation des appareils de pesée, il sera perçu, la pesée : 7,00 $

48. Pour la location d'un drapeau, d'une banderole ou d'une bannière, il sera perçu, par jour : 16,88 $

CHAPITRE VII
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN

49. Pour la construction ou l'élimination d'un bateau de trottoir en application des règlements, il sera perçu les montants ci-après :

1° construction d'un bateau de trottoir donnant accès à une propriété riveraine :	
a) si la dénivellation est pratiquée par sciage d'une bordure en béton	
i) sur une longueur de 8 m ou moins	489,00 $
ii) sur une longueur de plus de 8 m, pour chaque mètre linéaire en sus des premiers 8 mètres	63,00 $
b) si la dénivellation est pratiquée par démolition-reconstruction d'un trottoir	
i) en enrobé bitumineux, le mètre carré	137,00 $
ii) en béton, incluant le caniveau et l'arrière du trottoir, le mètre carré	289,00 $
iii) servant de piste cyclable, le mètre carré	152,00 $
2° élimination du bateau par reconstruction du trottoir :	
a) construction du trottoir : les montants fixés aux sous-paragraphes i) à iii) du sous-paragraphe b) du paragraphe 1°	
b) réfection de la bordure en béton, le mètre linéaire	215,00 $

50. Pour le déplacement d'un puisard de trottoir :

1° dans l'axe du drain transversal :	1 628,00 $
2° pour la relocalisation d'un puisard dans l'axe de la conduite d'égout :	5 937,00 $

Pour l'application du présent article, la facturation est faite au dixième de mètre carré.

51. Pour le déplacement d'un lampadaire, dans les limites de la Ville, il sera perçu :

1° pour un lampadaire relié au réseau de la Ville :	2 704,00 $
2° pour un lampadaire relié au réseau de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal :	6 673,00 $

52. Pour les travaux de taille, d'élagage ou d'abattage des arbres ou d'arbustes effectués par la ville en application des règlements :

1° pour la préparation du chantier et la surveillance, l'heure : 85,00 $

2° pour l'exécution des travaux :

a) sans camion nacelle, l'heure 190,00 $

b) avec camion nacelle, l'heure 247,00 $

c) pour le ramassage et la disposition des rejets ligneux, l'heure 132,00 $

d) pour le déchiquetage des souches, l'heure 362,00 $

3° pour le transport : le coût horaire de la main-d'œuvre requise et de la location des équipements nécessaires.

Le tarif prévu au présent article s'ajoute à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville et abattu à la suite de dommages subis par accident ou autrement.

53. Pour la condamnation ou le déplacement d'une fosse d'arbre public, lors des travaux, il sera perçu :

1° pour un emplacement d'arbre situé dans une fosse continue : 3 152,00 $

2° pour tout autre type de fosse d'arbre : 2 060,00 $

Les tarifs prévus au premier alinéa s'ajoutent à toute compensation exigible pour la perte d'un arbre appartenant à la Ville prévue à l'article 86 et à tout tarif relatif à l'abattage des arbres prévu à l'article 52.

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS

54. Pour la pose de barricades, en application des règlements, il sera perçu, pour chaque panneau de 0,0929 m^2 (1 pi^2) : 7,52 $

SECTION III
AUTRES SERVICES

55. Pour l'assermentation d'une personne, sauf lorsque cette assermentation est requise pour des activités de la Ville, il sera perçu : 5,00 $

56. Pour la célébration du mariage civil ou de l'union civile, il sera perçu, plus les taxes applicables, le tarif prévu à l'article 25 du *Tarif judiciaire en matière civile* (RLRQ, c. T-16, r. 10).

57. Pour une inspection aux fins du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096) et du *Règlement sur le certificat d'occupation et certains permis* (R.R.V.M., c. C-3.2), il sera perçu :

1° lorsque l'inspection est continuée sur place dans le prolongement des heures régulières de travail, l'heure : 99,00 $

2° lorsque l'inspection est commencée en dehors des heures régulières de travail :

a) minimum (3 heures) 296,00 $

b) pour chaque heure supplémentaire après 3 heures consécutives 99,00 $

Pour une inspection aux fins de l'application du *Règlement sur la salubrité, l'entretien et la sécurité des logements* (03-096), lorsque le contrevenant ne s'est pas conformé à la liste des travaux à exécuter à l'intérieur des délais accordés dans un premier avis de non-conformité qui lui a été émis :

1° pour l'inspection relative aux travaux énumérés au premier avis de non-conformité : 158,00 $

2° pour tout avis de non-conformité supplémentaire émis à l'égard des mêmes travaux : 158,00 $

3° pour toute inspection relative aux travaux énumérés à un avis de non-conformité supplémentaire : 158,00 $

58. Pour l'enlèvement par l'arrondissement ou par son mandataire des graffitis et des tags et la remise du terrain et du bâtiment en bon état, il sera perçu au contrevenant :

1° minimum : 265,00 $

2° pour chaque heure supplémentaire : 265,00 $

59. Pour la recherche d'un titre de propriété, par cadastre, il sera perçu : 37,00 $

60. Pour l'inspection et la surveillance des épreuves d'étanchéité lors de l'installation d'un réservoir d'hydrocarbure, il sera perçu : 375,00 $

61. Pour une recherche de plan de construction, il sera perçu : 51,00 $

62. Pour le service de photocopie ou d'impression, il sera perçu, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

63. Pour le service de photocopie ou d'impression d'un plan de construction, il sera perçu, le plan, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

64. Pour la prise d'une photographie pour l'obtention de la carte Accès Montréal, il sera perçu, par photo : 3,00 $

65. Pour la reproduction d'un document sur support cassette, il sera perçu, par cassette : 12,00 $

66. Pour la reproduction d'un document sur support CD Rom, il sera perçu, par CD Rom : 12,25 $

CHAPITRE VIII
FOURNITURES DE DOCUMENTS

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLEMENTÉS

67. Aux fins du *Règlement sur le contrôle des animaux* (16-060), il sera perçu les tarifs prévus au règlement sur les tarifs adopté par le conseil de la Ville de Montréal.

68. Aux fins du *Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public* (R.R.V.M., c. E-7.1), il sera perçu pour une carte d'identité d'artisan, d'artiste ou de représentant : 36,00 $

69. Aux fins du *Règlement sur le numérotage des bâtiments* (R.R.V.M., c. N-1), il sera perçu pour l'attribution d'un numéro municipal à un bâtiment : 55,00 $

70. Pour un procès-verbal d'alignement et niveau, il sera perçu : 0,00 $

71. Pour le remplacement d'un permis perdu, détruit ou endommagé et pour un exemplaire additionnel d'un permis en vigueur, il sera perçu : 11,50 $

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES

72. Pour la fourniture d'un certificat attestant l'horaire des feux de circulation ou la signalisation des rues, il sera perçu, la page : 7,00 $

73. Pour une compilation de statistiques relatives à la circulation, il sera perçu : 51,00 $

74. Pour la fourniture d'un rapport d'accident, il sera perçu, l'exemplaire, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

75. Pour la fourniture du certificat de conformité requis aux fins du *Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement*, (RLRQ c. Q-2, r.3), il sera perçu : 214,00 $

76. Pour la fourniture d'une lettre d'attestation de l'historique d'un bâtiment, il sera perçu : 326,00 $

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

77. Pour la fourniture d'extraits du registre des permis de l'arrondissement, il sera perçu :

1° minimum : 96,00 $

2° en sus du minimum, les 1 000 inscriptions : 8,00 $

78. Pour la fourniture de copies de règlement, il sera perçu :

1° les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour de l'annexe A du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) : 110,00 $

3° le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), auquel sont joints les règlements modificateurs, la codification administrative ainsi que la copie-papier et la version électronique sur CD-Rom des plans à jour du règlement (annexe A) : 163,00 $

79. Pour la fourniture de documents de l'arrondissement, il sera perçu, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

Malgré le premier alinéa, une personne à qui le droit d'accès à un document ou à un renseignement personnel est reconnu en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, chapitre A-2.1), est exemptée du paiement des frais de transcription, de reproduction et de transmission prévus à ce règlement, jusqu'à concurrence de 20 pages.

80. Pour la fourniture d'extraits de rôles, il sera perçu au propriétaire ou au locataire du terrain ou du bâtiment visé par la demande, les tarifs prévus à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1).

Pour toute autre personne requérant les services d'un agent de communication sociale dans un bureau Accès Montréal ou au bureau d'arrondissement pour la fourniture d'un extrait de rôle d'évaluation ou d'un rôle de perception des taxes, il sera perçu par transaction : 5,00 $

81. Pour la fourniture des abonnements suivants, il sera perçu :

1° abonnement à la liste mensuelle des permis de construction, de transformation et des certificats d'occupation délivrés par l'arrondissement :

a) pour l'année 220,00 $

b) pour un mois 20,00 $

2° abonnement à la liste mensuelle des bâtiments vacants de l'arrondissement :

a) pour l'année 220,00 $

b) pour un mois 20,00 $

82. Pour la fourniture de plans de la Ville, cartes de l'arrondissement ou autres, il sera perçu :

1° pour un plan en noir et blanc : 5,00 $

2° pour la publication spéciale de la carte couleur de l'arrondissement (11″ X 17″) : 10,00 $

3° pour un plan couleur grand format de tous les arrondissements de la Ville depuis sa fusion, avec légende détaillée et renseignements complémentaires : 34,00 $

4° pour la carte « Montréal à la carte » : 15,00 $

83. Pour la fourniture d'agrandissements de microfilms, il sera perçu :

1° sur papier 10″ X 13″ : 10,00 $

2° sur papier 20″ X 24″ : 18,00 $

3° sur transparent 12″ X 12″ : 10,00 $

4° sur transparent 24″ X 24″ : 19,00 $

84. Pour la fourniture de documents d'archives, il sera perçu :

1° photocopie de documents, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° photocopie à partir d'un microfilm, la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c.

A-2.1, r. 1.1);

3° copie d'un microfilm, N & B, 16 mm, la bobine : 26,00 $

4° copie d'un microfilm, N & B, 35 mm, la bobine : 41,75 $

5° copie d'une microfiche, moins de 100, la copie (minimum 5,00 $) : 2,80 $

6° copie d'une microfiche, 100 et plus, la copie : 2,00 $

85. Pour les frais de transmission de tout document de l'arrondissement, il sera perçu :

1° document émanant des bibliothèques de l'arrondissement :

a) par courrier 3,00 $

b) par télécopieur 4,00 $

2° document relatif aux taxes émanant du Service des finances : 6,90 $

3° pour tout autre document, les frais de poste, de messagerie et de télécopie seront perçus selon le coût encouru.

CHAPITRE IX
COMPENSATIONS

86. Pour l'application de l'article 22 du *Règlement sur la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12.2), la compensation exigible :

1° pour un arbre de 4 à 10 cm de diamètre mesuré à 1,40 m du sol, est de : 1 367,00 $

2° pour un arbre de plus de 10 cm mesuré à 1,40 m du sol, elle est déterminée d'après les normes établies par la Société internationale d'arboriculture du Québec (S.I.A.Q.) mais ne peut être inférieure à : 1 367,00 $

CHAPITRE X
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC

87. Aux fins du *Règlement sur l'occupation du domaine public* (R.R.V.M., c. O-0.1), il sera perçu :

1° pour la délivrance d'un permis d'occupation du domaine public :

a) aux fins d'une occupation temporaire 40,00 $

b) aux fins d'une occupation périodique ou permanente 95,00 $

2° pour les frais d'études techniques relatives à une demande d'autorisation pour une occupation périodique ou permanente du domaine public : 578,00 $

88. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour une occupation temporaire du domaine public, par jour :

1° à l'arrière du trottoir et sur une surface non pavée ou dans une ruelle : 48,00 $

2° sur une chaussée ou un trottoir, lorsque la surface occupée est :

a) de moins de 50 m^2 58,00 $

b) de 50 m^2 à moins de 100 m^2 73,00 $

c) de 100 m^2 à moins de 305 m^2 : 62,00 $ plus 2,00 $ du mètre carré supérieur à 100 m^2

d) de 300 m^2 et plus : 316,00 $ plus 2,00 $ du mètre carré supérieur à 300 m^2

e) lorsque la surface occupée comporte une place de stationnement dont l'usage est contrôlé par un parcomètre, une borne, un horodateur, un distributeur ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le tarif exigé ou lorsque l'occupation du domaine public entraîne la suppression de l'usage d'une telle place de stationnement, les tarifs prévus aux paragraphes a) à d) sont majorés en y ajoutant, par jour, par place de stationnement

i) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,00 $ l'heure 28,00 $

ii) lorsque le tarif au parcomètre est de 2,50 $ l'heure 32,00 $

f) les tarifs prévus au sous-paragraphe b) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 39 s'ajoutent à ceux prévus au sous-paragraphe e) lorsque les travaux qui y sont prévus sont exécutés à l'occasion de l'occupation du domaine public

3° sur une rue indiquée au plan qui figure à l'annexe 1 du *Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale* (02-003), une rue sur laquelle est établi une piste cyclable ou un circuit d'autobus de la Société de transport de Montréal, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° :

a)	si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m	68,00 $
b)	si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m	231,00 $
c)	si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 227,00 $, plus 332,00 $ par tranche de 3 m	
d)	si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes	337,00 $

4° sur une rue autre que celles mentionnées au paragraphe 3°, en plus du tarif fixé au paragraphe 2° :

a)	si la largeur totale occupée est d'au plus 3 m	35,00 $
b)	si la largeur totale occupée est de 3 m à 6 m	105,00 $
c)	si la largeur totale occupée est de plus de 6 m : 104,00 $, plus 104,00 $ par tranche de 3 m	
d)	si l'occupation visée aux sous-paragraphes a) à c) entraîne la fermeture temporaire de la rue à la circulation, en plus du tarif fixé à ces sous-paragraphes	105,00 $

5° sur une ruelle, si l'occupation visée entraîne la fermeture temporaire de la ruelle à la circulation en plus du tarif fixé au paragraphe 1° : 35,00 $

89. Aux fins de ce règlement, il sera perçu, pour une occupation périodique ou permanente du domaine public, 15 % de la valeur de la partie du domaine public occupée.

90. Pour une occupation périodique, le prix du droit d'occuper le domaine public déterminé en application de l'article 89 est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation jusqu'au 31 octobre;

2° pour tout exercice subséquent, en un seul versement visant tous les jours depuis le 1er mai jusqu'au 31 octobre.

Pour une occupation permanente, ce prix est payable comme suit :

1° pour l'exercice financier durant lequel l'occupation commence, en un seul versement visant tous les jours de cet exercice à compter du premier jour de l'occupation;

2° Le tarif pour l'occupation permanente du domaine public, pour un exercice financier postérieur à l'exercice financier au cours duquel l'occupation commence, est perçu suivant les modalités de perception de la taxe foncière prévue au règlement annuel sur les taxes adopté par le conseil de la Ville de Montréal, eu égard notamment au nombre de versements, aux dates d'exigibilité et aux délais de paiement.

Le prix minimum à payer par exercice financier pour une occupation visée au présent article est de 95,00 $.

91. Aux fins de ce règlement, il sera perçu pour la délivrance d'un extrait du registre des occupations :

1° la page, le tarif prévu à l'article 9 du *Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1, r. 1.1);

2° minimum : 15,00 $

3° lors du changement de titulaire d'un permis relatif à une même occupation périodique ou permanente : 74,00 $

92. Le tarif prévu aux articles 90 et 91 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé pour un tournage de film;

2° pour des activités culturelles ou promotionnelles gérées par la Ville;

3° dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de la Ville ou dont la Ville assume entièrement les coûts;

4° dans le cadre de travaux exécutés pour l'un des organismes ci-après :

a) Commission des services électriques de Montréal

b) Ministère des Transports du Québec

c) Société de transport de Montréal

93. Le coût de la réparation du domaine public endommagé par suite d'une occupation du domaine public est, lorsqu'il est nécessaire d'en faire la réfection au sens du *Règlement sur les excavations* (R.R.V.M., c. E-6), établi selon le tarif prévu au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 4 du présent règlement.

94. Le tarif prévu à l'article 90 ne s'applique pas :

1° dans les cas où le permis est accordé aux fins d'un stationnement en façade autorisé par les règlements d'urbanisme applicables à l'arrondissement;

2° dans les cas où le *Règlement sur l'occupation du domaine public* (R.R.V.M., c. O-0.1) dispense de l'obtention d'un permis d'occupation.

95. Le cas échéant, les tarifs prévus au présent règlement entrent en vigueur au fur et à mesure que les parcomètres, bornes, horodateurs ou tout autre appareil ayant pour fonction de recevoir le paiement du tarif exigé sont modifiés afin de percevoir les nouveaux tarifs.

CHAPITRE XI
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

96. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou des contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement.

97. Pour tout service rendu par l'arrondissement ou pour toute facturation devant être produite par l'arrondissement, lorsque le tarif n'est pas spécifiquement mentionné dans le présent règlement, le tarif applicable sera celui prévu aux règlements tarifant ledit service rendu adoptés par la Ville de Montréal.

CHAPITRE XII
DISPOSITIONS FINALES

98. Le *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019)* (RCA18 17308) et ses amendements cessent d'avoir effet à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ANNEXE A (Article 46)
Tarif proposé des parcomètres de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

GDD 11945700XX

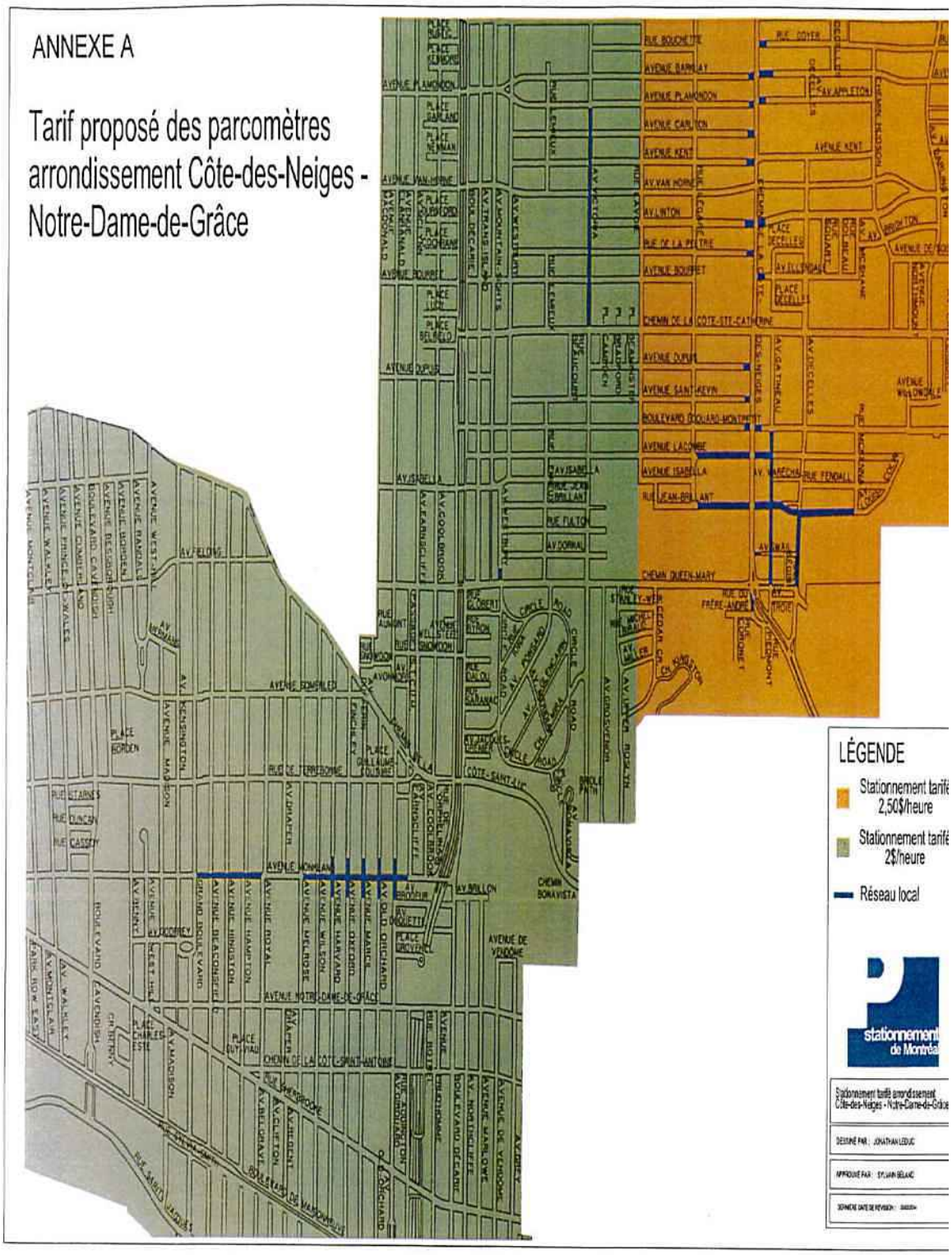
ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2019.

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

ANNEXE A

Tarif proposé des parcomètres arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce



RÈGLEMENT SUR LES TARIFS (RCA19 173XX)

CHAPITRE I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES 1

CHAPITRE II
ÉTUDES DE PROJETS RÉGLÉMENTÉS, AUTORISATIONS ET PERMIS 1

CHAPITRE III
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS 9

SECTION I
BIBLIOTHÈQUES 9

SECTION II
MAISONS DE LA CULTURE ET INSTALLATIONS CULTURELLES 11

SECTION III
CENTRE COMMUNAUTAIRES 12

SECTION IV
ARÉNAS 16

SECTION V
PARCS ET TERRAINS DE JEUX 22

SECTION VI
PISCINES 28

SECTION VII
GRATUITÉS 29

CHAPITRE IV
ACCÈS À CERTAINS SITES 29

CHAPITRE V
CIRCULATION ET STATIONNEMENT 30

CHAPITRE VI
UTILISATION DE BIENS DE LA VILLE 34

CHAPITRE VII
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS 34

SECTION I
TRAVAUX RELATIFS AU DOMAINE PUBLIC OU AU MOBILIER URBAIN 34

SECTION II
TRAVAUX RELATIFS À DES BIENS PRIVÉS 36

SECTION III
AUTRES SERVICES 36

CHAPITRE VIII
FOURNITURE DE DOCUMENTS 37

SECTION I
LICENCES ET AUTRES ARTICLES RÉGLÉMENTÉS 38

SECTION II
CERTIFICATS, RAPPORTS ET COMPILATIONS DE DONNÉES OU DE STATISTIQUES 38

SECTION III
EXTRAITS DE REGISTRE, ABONNEMENTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES 39

CHAPITRE IX
COMPENSATIONS 41

CHAPITRE X
UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC 42

CHAPITRE XI
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES 45

CHAPITRE XII
DISPOSITIONS FINALES 46

ANNEXE A (Article 45) 47

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.09

2019/11/04 19:00

Dossier # : 1193558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD) a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 octobre 2019, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement a été tenue le 16 octobre 2019, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le second projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:42

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE ADDENDA au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Compte-rendu de l'assemblée publique de consultation

Compte-rendu Ass16-10-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558051

Projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558039

Projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD). - Dossier décisionnel 1193558056.

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 16 octobre 2019, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- M. Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

Assistance : 6 personnes

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce les dossiers à l'ordre du jour.

2. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions des projets sont assujetties.

3. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages.

Le projet vise la démolition du bâtiment de trois étages situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de six étages.

La propriété est située dans un secteur où la hauteur est limitée à 6 étages ou 20 m et où les usages commerciaux de faible intensité commerciale et habitation sont autorisés. La propriété n'est pas située dans un secteur patrimonial et n'est pas identifiée comme immeuble significatif. Elle n'a pas de valeur architecturale particulière et ne fait l'objet d'aucune protection patrimoniale.

L'interface avec l'espace public n'est pas optimale et ne participe pas à l'animation de la rue. Un rapport démontre l'état de délabrement du bâtiment.

Le bâtiment est implanté en mode jumelé avec le bâtiment adjacent et inséré entre deux bâtiments de trois étages.

Lors de la demande de démolition du bâtiment, une étude sur son état a été exigée par l'arrondissement. L'analyse sur l'état du bâtiment réalisé, par Geniex Construction Ingénierie inc., a relevé plusieurs défectuosités et problèmes structuraux. Ces non-conformités sont, pour la plupart, dues à des rénovations réalisées par des personnes qui n'avaient pas les connaissances nécessaires pour réaliser des travaux de structures. Des directives ont été données pour solidifier et sécuriser la structure du bâtiment.
À ceci, il faut ajouter qu'il y a eu des dommages importants au bâtiment à la suite d'un incendie, lequel n'avait pas été déclaré au propriétaire. Selon le rapport, cet incendie a atteint l'intégrité structurale du bâtiment.

Compte tenu de ces éléments, le bâtiment est économiquement non viable et il est recommandé de le démolir.

Principales dérogations demandées :

- autoriser la démolition du bâtiment (pas de comité de démolition);
- déroger à l'article 24***** du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui énonce les règles d'insertion pour un bâtiment jumelé à un autre bâtiment jumelé;
- déroger à l'article 560 du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui exige un minimum de 8 unités de stationnement pour la nouvelle construction : le Bureau technique n'a pas d'objection à ce que le projet déroge au règlement, par contre, les futurs résidants n'auront pas droit à des vignettes SRRR puisque sur le chemin de la Côte-des-Neiges il y a seulement des parcomètres;
- soumettre la nouvelle construction à un PIIA;

M. Credico explique dans le détail la règle d'insertion à laquelle le projet déroge.

Compte tenu de la proximité du bâtiment à la station de métro Côte-des-Neiges, l'arrondissement jugeait acceptable de réduire le nombre minimal d'unités de stationnement. Toutefois, il n'y aurait pas de possibilité d'obtenir des vignettes sur rue car celles-ci n'existent pas sur le chemin de la Côte-des-Neiges.

M. Credico présente les parcelles de terrain faisant l'objet d'une servitude de passage et de cour commune, lesquelles ne sont donc pas constructibles. Il présente également le plan des étages, les élévations, les coupes et les perspectives préliminaires.

En ce qui a trait à l'aménagement paysager, un arbre mort devra être abattu et l'aménagement paysager présenté est préliminaire et fera l'objet d'une révision architecturale, tout comme l'architecture du bâtiment.

M. Credico présente les conclusions de l'étude d'ensoleillement.

L'étude archéologique a démontré qu'il y avait un potentiel de trouver des vestiges datant des débuts de la colonisation. La principale zone visée est celle de la servitude qui ne fera pas l'objet de travaux. Le PPCMOI prévoit une procédure dans l'éventualité où des vestiges étaient découverts.

M. Credico présente les articles susceptibles d'approbation référendaire, soit les articles 2*, 13 et 14.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

- Considérant que le bâtiment a subi des dommages importants à sa structure et qu'il a été démontré qu'il est difficilement récupérable ;

- Considérant que l'analyse urbaine a démontré qu'un bâtiment d'une hauteur de six étages s'intègre au gabarit des bâtiments les plus représentatifs de la rue ;

- Considérant que le projet proposé permet de densifier le site qui est situé à ± 460 mètres d'une station de métro (Côte-des-Neiges) en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme – soutenir une urbanisation qui favorise l'utilisation du transport collectif) ;

- Considérant qu'un bâtiment de six étages est conforme à la grille des usages et normes (mais dérogatoire aux règles d'insertion) ;

- Considérant que le projet répond aux critères d'analyse pour autoriser un PPCMOI ;

- Considérant que le requérant devra contribuer un montant d'environ 32 000$ pour le logement social conformément à la Politique sur le logement social de l'arrondissement ;

- Considérant que le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a fait une recommandation favorable pour la réalisation du projet lors de sa séance du 14 août 2019.

La direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la demande de PPCMOI.

* Note de la division du greffe : l'article 24 aurait dû se lire comme étant l'article 27. La règle relative expliquée par M. Credico lors de la présentation est bien celle de l'article 27 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement* (01-276). De plus, une erreur cléricale s'est glissée dans la présentation des articles susceptibles d'approbation référendaire. L'article 3, plutôt que l'article 2 du PPCMOI, aurait dû être présenté. Les articles susceptibles d'approbation référendaire seront spécifiés à l'avis public pour les demandes de participation à un référendum (pétitions), lequel sera publié sur le site internet de l'arrondissement à la suite de l'adoption du projet en deuxième lecture.

4. Période de questions et commentaires

Un citoyen demande de quelle façon le revêtement et la hauteur du bâtiment proposé s'intégreront aux bâtiments voisins.

M. Credico indique que l'architecture sera revue par le CCU. L'une des recommandations du CCU lors de l'avis pour le projet particulier était de présenter d'autres couleurs de revêtement. Il explique que la règlementation prévoit un maximum de six étages, mais que des normes d'insertion prévoient qu'il aurait dû être de 3 étages puisque les bâtiments voisins sont de trois étages. Considérant la volonté de densification près de stations de métro, l'arrondissement juge acceptable la hauteur proposée.

M. Arseneault indique qu'une hauteur de six étages est acceptable en termes de densification.

5. Présentation par Monsieur Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements

Le projet est situé aux 2795 et 2825, chemin Bates, le long de la voie ferrée. Plusieurs changements ont eu lieu et sont en cours dans ce secteur, notamment la venue d'une station du REM. Des projets de densification et de revitalisation ont vu le jour dans les arrondissements voisins.

M. Lavoie présente des images du secteur et des projets qui ont été développés au cours des derniers mois à l'arrondissement. Le projet visé se situe dans un secteur mixte.

M. Lavoie aborde d'entrée de jeu la justification de la démolition des bâtiments. Les deux bâtiments à l'étude ont été conçus pour des usages commerciaux et industriels et qui ont une facture qui répondait à ces usages. Avec la proximité du REM, il y a une volonté de transformer ces bâtiments pour un usage résidentiel. Or, la conception actuelle des bâtiments le permet difficilement. M. Lavoie présente les éléments justifiant la demande de démolition des bâtiments actuels :

- La structure du bâtiment actuel permet difficilement d'augmenter le nombre d'étages;
- La structure est plus difficilement compatible avec la nouvelle vocation souhaitée;
- Le nouveau bâtiment sera reculé par rapport à la voie ferrée;
- Le nouveau bâtiment sera mieux construit pour limiter la propagation du bruit et des vibrations;
- Le nouveau bâtiment permettra d'assurer l'accessibilité universelle.

Le projet proposé vise donc leur démolition et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant six étages et environ 102 logements.

Le projet de remplacement proposé a les caractéristiques suivantes :

- Taux d'implantation : 58 %
- Densité : 3.4
- Nombre de logements : 102
- 6 étages résidentiels
- Une mezzanine
- Un stationnement souterrain de 1 niveau – 51 cases en plus de stationnement pour vélo et de cases pour les voitures de location de courte durée.

M. Lavoie présente l'implantation du bâtiment proposé, son alignement, ses façades ainsi qu'une perspective. La nouvelle proposition inclut des mesures de protection contre les accidents ferroviaires.

Principales dérogations demandées :

	Norme actuelle	Norme souhaitée
Usages	H.5-6	H.7 + C.2 (location auto court terme)
Hauteur en mètres	20 m	± 21,6 m
Hauteur (étages)	5	6
Alignement de construction	Entre 4,4 et 4,6 m	4,2 m

Hauteur d'une clôture	Max. 2 m	Env. 2,2 m

M. Lavoie souligne que le promoteur devra remettre une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

Attendu que le CCU a émis un avis favorable au projet préliminaire en 2018;
Attendu que le projet permet la mise en valeur d'un terrain actuellement sous-utilisé;
Attendu que le projet s'inscrit dans un secteur en plein redéveloppement qui bénéficiera, avec l'ouverture de la station du REM Canora, d'un accès rapide au centre-ville et à tous ses services;
Attendu que le projet permettra une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial;

La DAUSE émet un avis favorable au projet particulier.

Les articles 9, 10, 11, 13 et 27 du projet de résolution sont susceptibles d'approbation référendaire.

6. Période de questions et commentaires

Une citoyenne s'enquiert du projet en construction à l'ouest du bâtiment visé pour évaluer son intégration. Elle s'inquiète également du faible nombre d'espaces de stationnement étant donné les problématiques actuelles de stationnement sur le chemin Bates. Elle souligne par ailleurs que la ruelle à l'arrière du 2795, chemin Bates, s'apparente davantage à un boisé qu'à une ruelle, et demande si celui-ci sera conservé.

M. Lavoie donne le détail du projet adjacent, lequel est de même nature, et explique les principales dérogations demandées pour le projet visé. Il confirme que la bande en friche demeurera telle qu'elle car elle appartient à une diversité de propriétaires qui ne souhaitent pas qu'elle soit construite à court terme.

En ce qui a trait au stationnement dans le secteur, M. Arseneault indique que la citoyenne peut s'adresser à l'élu du secteur et rappelle que le règlement sur la circulation et le stationnement est en cours de modification.

7. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de règlement RCA19 17320 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Le projet de règlement vise à interdire :

- l'usage « hôtel-appartement » dans les zones 0212 et 0840, lesquelles sont davantage des zones résidentielles;
- l'usage « hôtel » dans les zones 0220, 0257, 0303, 0595, 0778, 0843, 0857 et 0921, lesquelles sont plutôt commerciales;
- les usages « hôtel-appartement » et « hôtel » dans les zones 0185, 0668, 0710, 0732, 0737, 0786 et 0856.

M. Credico présente les zones concernées par le projet de règlement.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- Il existe actuellement une demande pour de nouveaux projets hôteliers à proximité du centre-ville, des corridors autoroutiers et de l'aéroport;
- Le secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce (NDG), composé du secteur commercial de la rue Saint-Jacques, ainsi que des quartiers Westhaven et Saint-Raymond, fait actuellement l'objet d'une vaste démarche de planification visant à définir l'avenir de ce secteur;
- Il est opportun de limiter temporairement le redéveloppement de ce secteur avant que la planification de celui-ci soit terminée;
- La transformation d'habitation en commerce hôtelier peut avoir un impact significatif sur les logements disponibles;
- Les outils règlementaires ne sont pas actuellement en place afin d'encadrer convenablement de nouveaux projets hôteliers.

L'article 1 du projet de règlement est susceptible d'approbation référendaire.

8. Période de questions et commentaires

M. Sylvain Gariépy, représentant le propriétaire du bâtiment situé au 5610, rue Saint-Jacques demande des précisions sur l'aspect temporaire de la modification réglementaire. Il explique qu'en 2018, des discussions ont eu lieu avec l'arrondissement pour le développement du site et qu'un dossier préliminaire a été présenté au printemps 2019. Le requérant a de nouveau rencontré l'arrondissement à l'été 2019 afin de présenter l'état d'avancement du dossier et faire état des démarches pour attirer une grande bannière hôtelière. L'annonce de l'avis de motion pour retirer l'usage «hôtel» ou «hôtel-appartement» a été un choc, car il y avait des discussions en cours. Il suggère de plutôt adopter un règlement de contrôle intérimaire et demande au conseil d'arrondissement de ne pas adopter le règlement car il faudra de nouveau une modification réglementaire susceptible d'approbation référendaire pour autoriser de nouveau ces usages. Il se questionne sur le fait de ne cibler que l'usage « hôtel » et « hôtel-appartement » étant donné les discussions passées avec l'arrondissement.

M. Credico explique que la modification réglementaire est permanente, mais que l'arrondissement est en réflexion sur l'avenir de ce secteur.

M. Arseneault s'est dit rassuré d'entendre l'idée d'une bannière et indique que le conseil d'arrondissement veut s'assurer que l'urgence de développer ne contrevient pas à la réflexion sur le développement du quartier.

9. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 h 30.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921, situées dans le secteur commercial de la rue Saint-Jacques, ainsi que dans les quartiers Saint-Raymond et Westhaven.
Le conseil d'arrondissement peut procéder à une telle modification selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent projet de règlement consiste à :

· Interdire l'usage « hôtel-appartement » dans les zones 0212 et 0840;

· Interdire l'usage « hôtel » dans les zones 0220, 0257, 0303, 0595, 0778, 0843, 0857 et 0921;

· Interdire les usages « hôtel-appartement » et « hôtel » dans les zones 0185, 0668, 0710, 0732, 0737, 0786 et 0856.

L'article 1 de ce projet de règlement est une disposition propre à un règlement susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

· Il existe actuellement une demande pour de nouveaux projets hôteliers à proximité du centre-ville, des corridors autoroutiers et de l'aéroport;

· Le secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce (NDG), composé du secteur commercial de la rue Saint-Jacques, ainsi que des quartiers Westhaven et Saint-Raymond, fait actuellement l'objet d'une vaste démarche de planification visant à définir l'avenir de ce secteur;

· Il est opportun de limiter temporairement le redéveloppement de ce secteur avant que la planification de celui-ci soit terminée;

· La transformation d'habitation en commerce hôtelier peut avoir un impact significatif sur les logements disponibles;

· Les outils règlementaires ne sont pas actuellement en place afin d'encadrer convenablement de nouveaux projets hôteliers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion sur le site internet et tenue d'une assemblée publique de consultation conformément aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Procédure d'adoption :

· 7 octobre 2019 : Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
· Octobre 2019 : Assemblée publique de consultation sur le projet de règlement;
· 4 novembre 2019 : Adoption du second projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
· Novembre 2019 : Possibilité de demander la tenue d'un registre demandant la tenue d'un référendum
· 2 décembre 2019 : Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement
· Hiver 2020 : Procédure référendaire, le cas échéant, ou certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Daniel AUBÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-19

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Plan des zones visées

1193558056_Zones_Visées.pdf

Plan des zones visées et contiguës

1193558056_Zones_Visées_Contigues.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

Plan pour publication

Zones visées - Dossier 1193558056



Préparé par : Sébastien Manseau, conseiller en aménagement

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-09-20

Plan pour publication

Zones visées et contiguës - Dossier 1193558056

Page 1 de 3



Préparé par : Sébastien Manseau, conseiller en aménagement

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-09-20

Plan pour publication

Zones visées et contiguës - Dossier 1193558056

Page 2 de 3



Préparé par : Sébastien Manseau, conseiller en aménagement

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-09-20

Plan pour publication

Zones visées et contiguës - Dossier 1193558056

Page 3 de 3



Préparé par : Sébastien Manseau, conseiller en aménagement

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-09-20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193558056

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir les documents joints.

FICHIERS JOINTS

2019-09-24 Regl. interdisant hotels-appartements et hotels.doc

1193558056_Annexe_V01.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel AUBÉ
Avocat
Tél : 514 872-7051

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-25

Jean-Philippe GUAY
Avocat chef de division
Tél : 514 872-6887
Division : Division Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) AFIN D'INTERDIRE LES USAGES « HÔTELS-APPARTEMENTS » ET « HÔTELS » DANS LES ZONES 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 ET 0921.

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Les feuillets des zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 de l'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) sont modifiés tel qu'illustré sur les extraits joints en annexe 1 au présent règlement.

ANNEXE 1
EXTRAITS DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONES 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 ET 0921)

_____

GDD : 1193558056

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0185**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

1.2 Les usages "hôtel-appartement" et "hôtel" sont spécifiquement interdits.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établisse-ment.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élé-vation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0212**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel-appartement" est spécifiquement interdit.

2. Malgré les dispositions générales de la section I du chapitre II du titre II et les articles 24 à 27, un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce dont la hauteur minimale déroge à celle prescrite peut être autorisé conformément au titre VIII, selon les critères prévues à l'article 668.2.

3. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

0220

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
I.4	Industrie	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.6	Commerces lourds	B
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	4.5
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

7. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette fin est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

8. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

9. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
- aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

10. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

11. Un usage de la catégorie I.4 doit respecter les exigences suivantes :

- les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
- aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain.

12. Toutes les opérations doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. Toutefois, une aire d'entreposage extérieur est autorisée.

13. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0257**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4.1	Restaurant rapide	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6	Commerces lourds	B
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
I.2	Industrie légère	C
C.8	Débit de boissons alcooliques et salle d'amusement	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Malgré les dispositions générales de la section I du chapitre II du titre II et les articles 24 à 27, un bâtiment conçu pour l'usage carburant de la famille commerce dont la hauteur minimale déroge à celle prescrite peut être autorisé conformément au titre VIII, selon les critères prévues à l'article 668.2.

4. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

5. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

6. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette in est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

7. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

8. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

9. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

10. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :
   - aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain;
   - toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

11. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0303**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4.1	Restaurant rapide	-
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.6	Commerces lourds	B
C.7	Commerces de gros et entreposage	B
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
I.2	Industrie légère	C
C.8	Débit de boissons alcooliques et salle d'amusement	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.6.

5. L'étalage extérieur de véhicules automobiles est autorisé dans une cour avant lorsque l'espace utilisé à cette in est aménagé conformément aux articles 586 à 589.

6. Un établissement de jeux récréatifs est autorisé à l'extérieur dans une cour ou sur un terrain non bâti.

7. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

8. Une aire d'entreposage extérieur est autorisée pour un usage de la catégorie C.7. Toutefois, l'entreposage extérieur de matériaux en vrac ou de produits usagés, à l'exclusion d'un véhicule, est interdit pour un usage de la catégorie C.7.

9. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes :
   - aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain;
   - toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

10. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Zone **0595**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;

2º La vente de carburant;

3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles;

4º Hôtel.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0668**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1,2	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;

2º La vente de carburant;

3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles

4º Hôtel-appartement.

5º Hôtel.

4. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

5. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

6. Un usage de la catégorie C.4 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0710**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1,2	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

1.1 Les usages "hôtel-appartement" et "hôtel" sont spécifiquement interdits.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élé-vation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0732**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1,2	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º carburant;

2º pièces et accessoires d'automobile;

4º Hôtel-appartement.

5º Hôtel.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0737**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Règles d'insertion	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Sur le chemin Upper-Lachine, un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques et qu'au rez-de-chaussée d'un bâtiment adjacent, le local ayant une façade sur une de ces voies publiques ne soit pas occupé par un usage de la famille habitation.

1.1 Les usages "hôtel-appartement" et "hôtel" sont spécifiquement interdits.

2. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

3. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

4. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

5. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

6. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0778**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º La vente ou la location de véhicules automobiles;

2º La vente de carburant;

3º La vente de pièces et d'accessoires automobiles;

4º Hôtel.

4. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

5. Aucun établissement ne peut apposer une enseigne sur un mur opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, ou implanter une enseigne au sol exposant une face du côté opposé à la rue Saint-Jacques ou au boulevard Sainte-Anne-de-Bellevue, à moins que cet établissement ne soit implanté sur un lot transversal donnant à la fois sur ces deux voies publiques. Malgré toute réglementation existante, tout établissement possédant une telle enseigne, doit être conforme à la présente disposition dans un délai ne dépassant pas 36 mois à compter du 29 juillet 2003.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0786**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	B
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	2	3
Hauteur (m)	-	11

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

2. Les usages suivants sont spécifiquement interdits :

1º carburant;

2º pièces et accessoires d'automobile;

3º Hôtel-appartement.

4º Hôtel.

3. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

4. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée, au rez-de-chaussée et au niveau immédiatement supérieur au rez-de-chaussée.

5. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

6. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

7. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Zone **0840**

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	85
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	3	-
Marge arrière (m)	4	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	23

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel-appartement" est spécifiquement interdit.

2. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
3. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
4. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0843**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.6	Commerces lourds	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	-
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	1,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	4	12,5

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un usage de la catégorie C.6 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

4. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.6, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

5. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

6. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

7. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

8. Le nouvel occupant d'un établissement dont l'usage dérogatoire est protégé par droits acquis doit respecter une superficie maximale d'enseigne de 2 m².

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0856**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.2	Commerces et services en secteur de faible intensité commerciale	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un restaurant doit être situé à une distance minimale de 25 m d'un autre restaurant situé dans une zone où un usage de la catégorie C.2A, C.2B ou C.4A est autorisé. Cette distance minimale ne s'applique pas à un bâtiment ayant une superficie de plancher supérieure à 10 000 m², ou à un restaurant ayant une superficie de plancher inférieure à 50 m².

1.1 Les usages "hôtel-appartement" et "hôtel" sont spécifiquement interdits.

2. Un usage de la catégorie C.2 est seulement autorisé au rez-de-chaussée et aux niveaux inférieurs au rez-de-chaussée.

3. La superficie de plancher occupée par un usage spécifique de la catégorie C.2 ne doit pas excéder 200 m² par établissement. Toutefois, la superficie de plancher occupée par les usages épicerie ou pharmacie ne doit pas excéder 1 000 m² par établissement.

4. Un usage additionnel de la catégorie C.2 peut être implanté sans limite de superficie de plancher, à l'exception des usages suivants dont la superficie de plancher ne doit pas excéder 200 m² par établissement :

- atelier d'artiste et d'artisan;
- laboratoire;
- salle de billard;
- services personnels et domestiques;
- soins personnels.

5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élé-vation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0857**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.4	Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale	C
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
C.8	Débit de boissons alcooliques et salle d'amusement	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un café terrasse en plein-air est autorisé, aux conditions du chapitre III du titre IV, s'il est rattaché à un restaurant ou à un débit de boissons alcooliques.

3. Un local situé au rez-de-chaussée doit être occupé par un usage autorisé de la famille commerce ou par un usage autorisé de la famille équipements collectifs et institutionnels. Cette exigence ne s'applique pas à un local qui est adjacent uniquement à une façade faisant face à un tronçon de voie publique sur lequel est autorisée, comme catégorie d'usages principale, une catégorie d'usages de la famille habitation.

Annexe A.3 - Grille des usages et des spécifications

Zone **0921**

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe d'occupation
C.7	Commerces de gros et entreposage	A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
H	Habitation	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-
-	-	-

Attention : En plus des catégories d'usages ci-haut, certains usages sont spécifiquement autorisés ou interdits dans cette zone. Se référer aux dispositions particulières ci-dessous.

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	-	3
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	-	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	3	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	-	-
Hauteur (m)	7	16

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. Un bâtiment peut être implanté sur la limite arrière du terrain.

1.1 L'usage "hôtel" est spécifiquement interdit.

2. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes :
   - les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques;
   - aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain;
   - aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
3. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
4. Malgré l'article 458, une enseigne au sol peut avoir une hauteur maximale de 9 m.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.10

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1193558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201 a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 septembre 2019, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement a été tenue le 18 septembre 2019, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE le second projet de règlement a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 octobre 2019 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, 6 demandes ont été reçues;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:39

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE ADDENDA au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

Compte-rendu de l'assemblée publique de consultation

Final compte-rendu Règl 319.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201 - Dossier décisionnel 1193558012.

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 18 septembre 2019, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée;
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
- M. Sébastien Manseau, conseiller en aménagement;
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste.

Assistance : 11 personnes

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30.

---

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce le dossier à l'ordre du jour.

2. Présentation par Monsieur Sébastien Manseau, conseiller en aménagement, du Projet de règlement RCA19 17319 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201 - Dossier décisionnel 1193558012.

M. Manseau présente le contexte du projet de règlement et les trois lots visés par la modification réglementaire. Un changement de zonage a été adopté en 2005 car l'arrondissement prévoyait un développement résidentiel dans ce secteur à la suite du déménagement de la cour de voirie, le prolongement du chemin Bates et un projet de gare dans ce secteur. Or, le déménagement de la cour de voirie n'ayant jamais eu lieu, le secteur n'a jamais fait l'objet d'une requalification complète.

Les modifications proposées par le règlement sont les suivantes :

- Restaurer les usages qui étaient en vigueur avant 2005, soit du commerce de gros et d'entreposage (C.7) et industrie légère (I.2);
- Retirer l'obligation de prévoir des mesures pour atténuer les impacts de la Cour de voirie;
- Retirer la norme minimale pour la marge arrière et réduire la norme minimale pour la hauteur.

M. Manseau présente les modifications proposées aux dispositions réglementaires particulières, soit :

L'ajout des dispositions suivantes :

1.1. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz, ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.
1.2. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.
1.3. L'usage spécifique « ateliers municipaux » de la catégorie E.7(1) est spécifiquement autorisé.
1.4. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes : aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz, ne doit être perceptible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

Le retrait des dispositions suivantes :

2. La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m^2 par établissement.
3. La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m^2 par établissement.
4. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.
5. La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) est favorable au projet pour les raisons suivantes :

- La construction d'habitations dans la zone 0201 n'est plus judicieuse compte tenu de la proximité de la voie ferrée et des activités de la cour de voirie;
- Le retour des usages commerciaux et industriels autorisés de plein droit favorisera l'occupation des bâtiments existants, ainsi que le maintien et la création d'activités économiques;
- Toutes les nouvelles activités commerciales et industrielles devront être réalisées à l'intérieur des bâtiments et ne causer aucun risque et aucune nuisance à l'extérieur des limites de leur terrain.

3. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions du projet sont assujetties.

4. Période de questions et commentaires

Mme Ève Torres, représentante de la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, indique que bien que l'organisme soit généralement favorable au développement résidentiel, celui-ci voit d'un bon œil le retour à un zonage commercial, puisque le secteur visé, enclavé, ne semble pas propice à de l'habitation et que les résidents du secteur ont besoin d'emplois de proximité. De plus, ne sachant quel type d'habitation ne pourrait être implanté, l'organisme craint un embourgeoisement si le zonage résidentiel est maintenu.

M. Arseneault explique que la requalification du secteur qui avait été planifiée ne s'est pas réalisée : une partie a été réalisée, mais pas l'entièreté. Pour le moment, on veut s'assurer qu'on ne pose pas davantage de problèmes pour ce secteur.

M. Brian Fahey, urbaniste-conseil et représentant des propriétaires d'un immeuble situé dans cette zone, indique qu'il est favorable à la position de l'arrondissement. Le fait de restaurer l'usage commercial va favoriser le maintien des bâtiments actuels où les activités seront compatibles avec le milieu environnant.

M. Richard Lieberman demande si certains projets immobiliers ont été déposés et se questionne sur l'avantage de modifier le zonage pour le secteur. Il mentionne qu'un développeur était prêt à procéder avec un projet résidentiel si le zonage était maintenu et demande si cette information pourrait changer l'opinion du conseil.

M. Arseneault indique que le conseil n'a pas d'opinion à ce moment, mais que la recommandation de la direction de l'aménagement urbain se base sur le fait que la requalification n'a pas eu lieu, malgré le changement de zonage adopté il y a une quinzaine d'années. Il mentionne qu'à sa connaissance, un projet était en conception, mais qu'aucune demande n'avait été déposée officiellement.

M. Scott Hays, copropriétaire d'un bâtiment du secteur, explique le projet commercial que son groupe souhaite réaliser. Il rappelle que toutes les activités doivent être réalisées dans les édifices, limitant les impacts et que le groupe a l'intention de maintenir la servitude actuelle. Il appuie la recommandation de la direction.

M. David Tock, propriétaire du 3205, chemin Bedford, explique les activités qui ont cours dans l'édifice depuis 16 ans, ainsi que des changements qui pourraient être amenés, et indique qu'il n'y a jamais eu de problématique avec le voisinage. En ce sens, il appuie la modification proposée par l'arrondissement.

M. Ian Wetherly, conseiller chez Kruger qui occupe le 2285, chemin Bedford, appuie le changement de zonage.

5. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 h 00.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193558012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de la planification du secteur « Bates / de Courtrai », l'arrondissement a remplacé, en 2005, le zonage commercial et industriel applicable à la zone 0201 en zonage résidentiel. L'objectif était, après le départ de la cour de voirie Darlington qui est adjacente, de développer de l'habitation sur les trois propriétés (3025, chemin Bates, 3195 et 3025, chemin Bedford). En ce sens, l'aménagement d'une nouvelle gare et le prolongement du chemin Bates étaient souhaités.
Or, les projets de gare, de prolongement du chemin Bates et de relocalisation de la cour Darlington ne sont plus envisagés. D'ailleurs, l'arrondissement procède à des investissements visant à maintenir ses activités à la cour Darlington. La transformation à des fins résidentielles des propriétés de la zone 0201, situées entre la cour de voirie et la voie ferrée, n'est donc plus judicieuse.

Il est proposé de modifier le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage industriel de la zone 0201, tel qu'il était en vigueur avant 2005. Le conseil d'arrondissement peut procéder à une telle modification selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

22 juin 2005 (CA) : Dépôt de la planification détaillée du secteur « Bates / de Courtrai » au conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (dossier 1053886014).

- **15 novembre 2005 (CA) :** Adoption du règlement RCA05 17076 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de redéfinir les paramètres de la zone 0234 et d'ajouter trois zones à même la zone 0201, d'attribuer pour certaines ou toutes ces zones des normes de hauteur en étages et en mètres, des catégories d'usages, des taux d'implantation minimaux et maximaux et de densités minimales et maximales, ainsi que d'exiger le dépôt d'un PIIA pour un bâtiment dans la zone 0201, dans un secteur

nord-est du quartier Côte-des-Neiges - Secteur des chemins Bates et Bedford (dossier 1053886011).

- **10 juillet 2018 (CA) :** Accorder à Construction Morival ltée le contrat de 1 378 667,87 $, taxes incluses, pour les travaux de réhabilitation de la cour de services de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au 6960, avenue de Darlington, et autoriser une dépense à cette fin de 1 508 667,87 $, incluant les taxes et les frais accessoires (11 soumissionnaires) - Appel d'offres public CDN-NDG-18-AOP-TP-017 (dossier 1187060002).

- **9 janvier 2019 (CE) :** Approuver l'acte de cession par lequel 9028-3870 Québec inc. cède ses droits à la Ville de Montréal pour la Cour Darlington, située au 6960, avenue de Darlington, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, pour la somme symbolique de 1$, tel que convenu à la convention de propriété superficiaire, signée le 29 novembre 1996 (dossier 1176037010).

DESCRIPTION

Le présent projet de règlement consiste à restaurer les paramètres de zonage commercial et industriel qui étaient en vigueur avant la modification de 2005. Plus précisément :

- Remplacer la catégorie d'usage principale « 8 à 36 logements - H.5-6 » par « Commerce de gros et entreposage - C.7A »;

- Autoriser la catégorie d'usage « Industrie légère - I.2C »;

- Autoriser l'usage spécifique « ateliers municipaux » de la catégorie « Équipements de transport et de communication et infrastructures - E.7(1) »;

- Réduire à 2 la hauteur minimale en nombre d'étages;

- Réduire à 0 la marge minimale arrière;

- Abroger les dispositions particulières suivantes, associées à la catégorie d'usage « 8 à 36 logements - H.5-6 » :
-
    - « La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m^2 par établissement. »;

    - « La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m^2 par établissement. »;

    - « La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement. »;

    - « La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement. »;

- Prescrire la disposition particulière suivante, associée à la catégorie « Industrie légère - I.2C » : « Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes : aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doivent être perceptibles hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment. »;

- Prescrire les dispositions particulières suivantes, associées à la catégorie « Commerce de gros et entreposage - C.7A » :
  - « Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doivent être perceptibles hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain. »;
  - « Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment. »

- Ne plus exiger la construction d'un ouvrage visant à atténuer les bruits et poussières de la cour de voirie.

Ce projet de règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- La construction d'habitations dans la zone 0201 n'est plus judicieuse compte tenu de la proximité de la voie ferrée et des activités de la cour de voirie;

- Le retour des usages commerciaux et industriels autorisés de plein droit favorisera l'occupation des bâtiments existants, ainsi que le maintien et la création d'activités économiques;

- Toutes les activités commerciales et industrielles devront être réalisées à l'intérieur des bâtiments et ne causer aucun risque et aucune nuisance à l'extérieur des limites de leur terrain.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s’applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Diffusion sur le site internet et tenue d’une assemblée publique de consultation conformément aux obligations de la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme (RLRQ., c. A-19.1).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Procédure d'adoption :

- 3 septembre 2019 : Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d’arrondissement;
- 18 ou 19 septembre 2019 : Assemblée publique de consultation sur le projet de règlement;
- 7 octobre 2019 : Adoption du second projet de règlement par le conseil d’arrondissement;
- Octobre 2019 : Début de la procédure référendaire;
- 4 novembre 2019 : Adoption du règlement par le conseil d’arrondissement
- Novembre 2019 : Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l’aménagement et l’urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sabrina GRANT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-04-01

Hélène BENOÎT
Conseillère en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514-872-9773
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2019-06-04

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

Illustration de la zone visée

1193558012_Zone_Visée.pdf

Illustration de la zone visée et de ses zones contiguës

1193558012_Zone_Contigues.pdf1193558012_Zone_Contigues_Grand_format.pdf

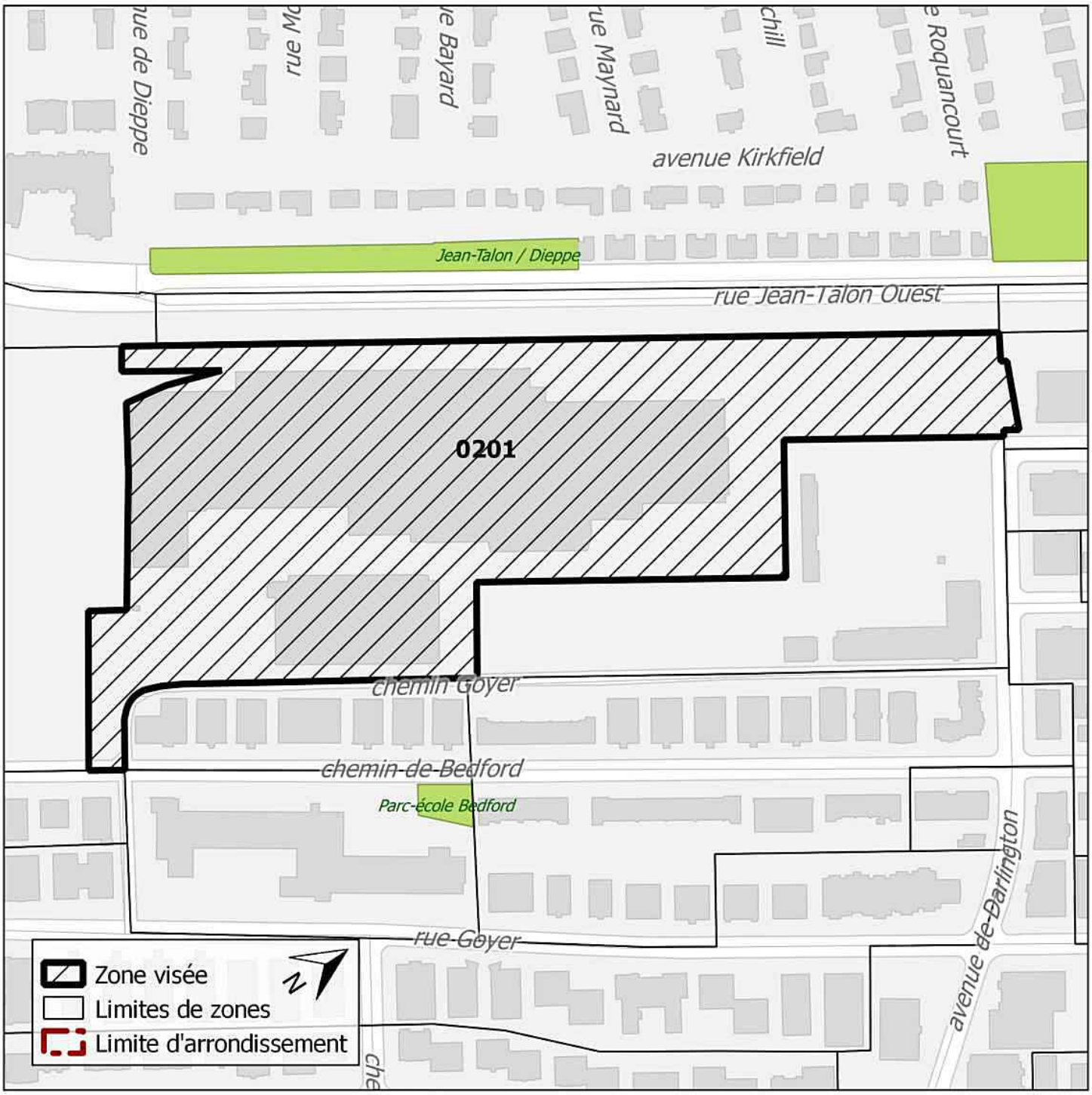
RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien MANSEAU
conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

Plan pour publication

Zone visée - Dossier 1193558012

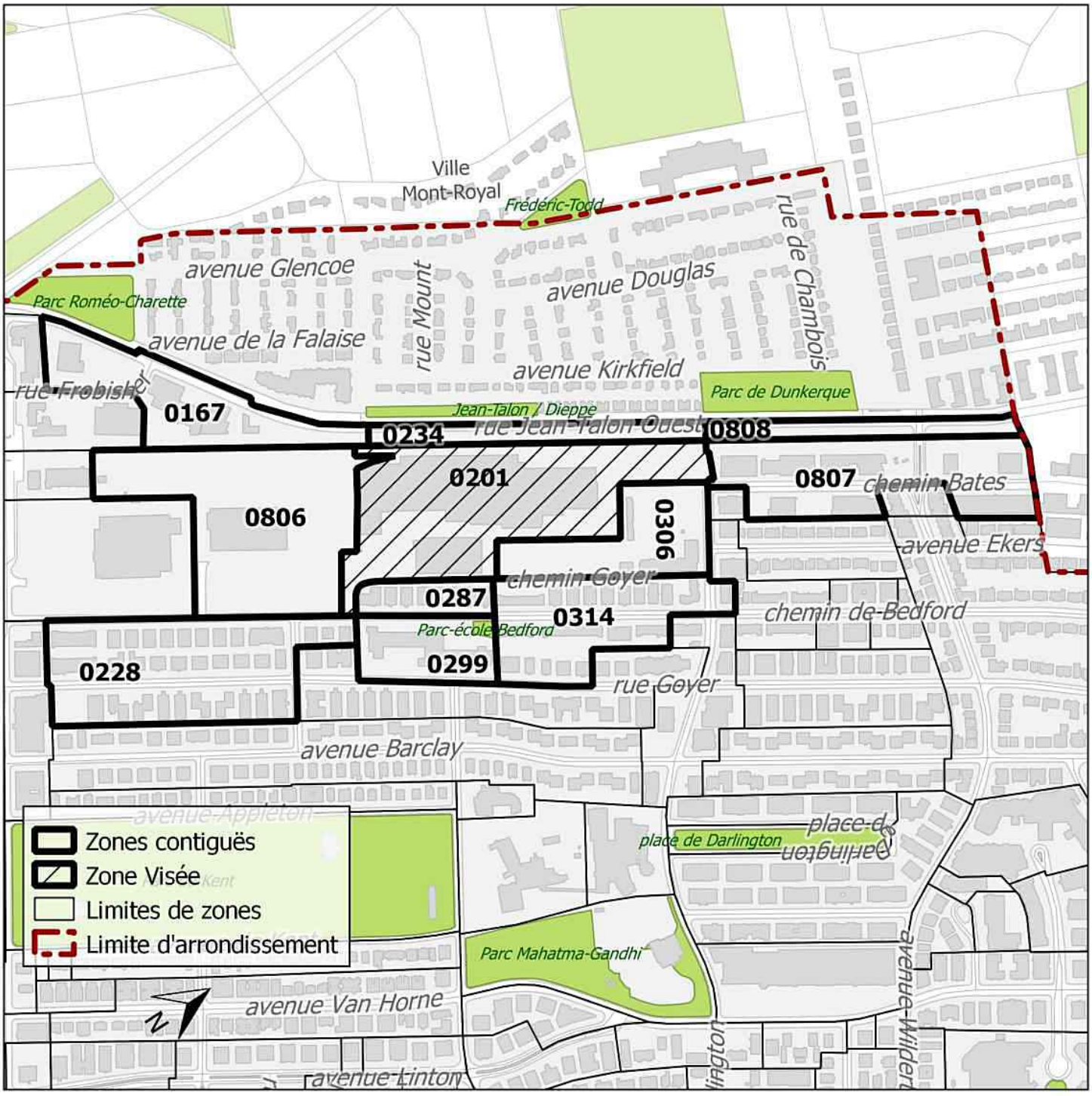


Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-03-28

Plan pour publication

Zones visées et contiguës - Dossier 1193558012



Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG

2019-03-28


Ville
Mont-Royal
Frédéric-Todd
Parc Roméo-Charette
rue de Mulberry
avenue Glenwood
rue de Bernières
avenue de la Falaise
rue de Carpiquet
avenue Glencoe
avenue de Dieppe
rue Mount
rue Bayard
rue Maynard
chemin Churchill
avenue Douglas
rue de Roquancourt
rue de Tilly
rue de Chambois
chemin Canora
avenue Lockhart
avenue Trenton
avenue Brookfield
avenue Kirkfield
Parc de Dunkerque
Jean-Talon / Dieppe
rue Frobisher
rue Jean-Talon Ouest
0167
0234
0808
0201
0807
chemin Bates
0306
0806
avenue Ekers
chemin Goyer
0287
chemin de Bedford
Parc-école Bedford
0314
0299
0228
rue Goyer
avenue Barclay
avenue-Appleton
place de Darlington
Parc de Kent
avenue-de-Kent
Parc Mahatma-Gandhi
avenue-Van-Horne
chemin Hudson
avenue de Darlington
avenue Wilderton
chemin Hillsdale
place Northcrest
avenue du Boisé
rue Wilderton
Crescent
avenue Linton
de Brighton
chemin de la Côte des Neiges
Plan de consultation
Zones visées et contiguës
Dossier 1193558012
Zone Visée
Zones contigues
Limites de zones
Limite d'arrondissement
N
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises - CDN-NDG
2019-03-28

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1193558012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin de restaurer le zonage commercial et industriel de la zone 0201.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir documents ci-joints.

FICHIERS JOINTS

2019-06-05 - REG - CDN - zone 0201.doc2019-05-31 - Annexe 1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sabrina GRANT
Avocate, droit public et législation
Tél : 514-872-6872

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-06-05

Sabrina GRANT
Avocate
Tél : 514-872-6872
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCAXX XXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276) AFIN DE RESTAURER LE ZONAGE COMMECIAL ET INDUSTRIEL DE LA ZONE 0201.

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À la séance du _____, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. La section I du chapitre I du titre III du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) est abrogée.

2. L'annexe A.3 intitulée « Grille des usages et des spécifications » de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur l'extrait joint en annexe 1 au présent règlement.

_____

ANNEXE 1
EXTRAIT DE L'ANNEXE A.3 INTITULÉE « GRILLE DES USAGES ET DES SPÉCIFICATIONS » (ZONE 0201)

_____

GDD : 1193558012

CATÉGORIES D'USAGES

CATÉGORIE D'USAGES PRINCIPALE		Classe
~~H.5-6~~ C.7	~~8 à 36 logements~~ Commerces de gros et entreposage	~~-~~ A
AUTRE(S) CATÉGORIE(S) D'USAGES		
I.2	Industrie légère	C
-	-	-
-	-	-
-	-	-

NORMES PRESCRITES

DENSITÉ	Min	Max
Densité / ISP	1,2	4
IMPLANTATION		
Mode(s) d'implantation	Isolé, jumelé, contigu	
Taux d'implantation (%)	35	70
Marge avant (m)	-	-
Marge latérale (m)	2,5	-
Marge arrière (m)	~~3~~ -	-
HAUTEUR		
Hauteur (étage)	~~3~~ 2	4
Hauteur (m)	-	14

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

1. L'alignement de construction doit faire l'objet d'une approbation en vertu du titre VIII selon les critères énoncés aux articles 668 et 668.3.

1.1. Un usage de la catégorie C.7 doit respecter les exigences suivantes : les activités ne doivent pas présenter de risque pour l'environnement, tels des émanations, des explosions ou des déversements toxiques; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain.

1.2. Toutes les opérations d'un usage de la catégorie C.7, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur d'un bâtiment.

1.3. L'usage spécifique «ateliers municipaux» de la catégorie E.7(1) est spécifiquement autorisé.

1.4. Un usage de la catégorie I.2 doit respecter les exigences suivantes : aucune matière explosive ou pouvant présenter des dangers d'émanations toxiques ne doit être utilisée; aucune vibration et aucune émission d'odeur, de poussière, de bruit, de vapeur, de gaz ne doit être perceptible hors des limites du terrain; aucune lumière éblouissante ne doit être visible hors des limites du terrain; toutes les opérations, y compris l'entreposage, doivent être réalisées à l'intérieur du bâtiment.

2. ~~La superficie maximale d'une enseigne autorisée est de 1 m² par établissement.~~

3. ~~La superficie maximale d'une enseigne autorisée pour un établissement dérogatoire protégé par droits acquis est de 2 m² par établissement.~~

4. ~~La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à un étage ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher de l'étage situé immédiatement au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.~~

5. ~~La hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ayant une hauteur supérieure à 2 étages ne doit pas dépasser une élévation supérieure à 1 m au-dessus du plancher du deuxième étage situé au-dessus du rez-de-chaussée, sauf devant la façade d'un établissement.~~

6. L'architecture d'un bâtiment doit faire l'objet d'une approbation en vertu du titre VIII selon les critères énoncés aux articles 668 et 668.4.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.11

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1196954007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020.

ATTENDU QUE le projet de règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020 a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 octobre 2019, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);
ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:29

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196954007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur la taxe relative aux services pour l'exercice financier 2020.

CONTENU

CONTEXTE

Afin de pouvoir continuer d'assurer le niveau et la qualité des services aux citoyens, l'arrondissement doit prélever sur tout immeuble imposable de l'arrondissement une taxe relative aux services.

En 2020, l'arrondissement prévoit financer 9 326 500 $ de son budget de fonctionnement total par l'adoption du présent règlement de taxation locale en vertu de l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal.

Selon le calendrier adopté par la Ville, le règlement sur la taxe locale doit être adopté au plus tard le 1 décembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Règlement RCA18 17305 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2019) adopté le 5 novembre 2018 par la résolution CA18 170299 (1186954004)

Règlement RCA17 17288 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2018) adopté le 13 décembre 2017 par la résolution CA17 170288 (1176954007)

Règlement RCA16 17272 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2017) adopté le 5 décembre 2016 par la résolution CA16 170310 (1166954005)

Règlement RCA15 17257 sur la taxe relative aux services (exercice financier 2016) adopté le 7 décembre 2015 par la résolution CA15 170359 (1156954003)

DESCRIPTION

Afin de conserver un budget de fonctionnement qui permet de faire face à ses obligations et engagements, ainsi que de maintenir le niveau de service à ses citoyens, l'arrondissement de CDN-NDG compte imposer en 2020, une taxe locale correspondant à 4.36 ¢ par 100 $ d'évaluation pour tous les immeubles imposables situés sur son territoire. Ce taux

d'imposition représente une augmentation de 2% par rapport à la taxe locale de 2019.

Comme il s'agit d'une taxe annuelle, le règlement doit être adopté à chaque année pour l'exercice financier à venir.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis publics publiés par le bureau d'arrondissement, tel que requis.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Pour l'année d'imposition 2020, voici les étapes subséquentes:

☐ Publication d'un avis de motion.

☐ Dépôt de l'avis de motion à la séance du Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 7 octobre 2019.

☐ Publication d'un avis sur le règlement de taxation locale.

☐ Adoption du règlement de taxation locale par le Conseil d'arrondissement - séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 4 novembre 2019.

☐ Publication de l’avis de promulgation et d’entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme à l'article 146 de la *Charte de la Ville de Montréal* qui permet au conseil d'arrondissement d'imposer une taxe sur tout ou partie des immeubles imposables situés dans l'arrondissement dans le but de maintenir le niveau de ses services.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lucie BÉDARD_URB, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Pierre P BOUTIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia GAUDREAULT, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Sonia BEAUCHEMIN, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
Mélanie BEAUDOIN, Service des finances
Nathalie HAMEL, Service des finances
Patrice DOR, Service des finances
Sophie CHAMARD, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diego Andres MARTINEZ
Conseiller en gestion des ressources financières
Arrondissement CDN-NDG

Tél : 514-868-3814
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514-868-3644
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA19 173XX **RÈGLEMENT SUR LA TAXE RELATIVE AUX SERVICES (EXERCICE FINANCIER 2020)**

VU l'article 146 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

VU la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., chapitre F-2.1);

ATTENDU la réforme du financement des arrondissements :

À la séance du XX XXXXX 2019, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Il est imposé et il sera prélevé, sur tout immeuble imposable porté au rôle de l'évaluation foncière et situé dans l'arrondissement, une taxe spéciale relative aux services, au taux de 4.36¢ / 100 $ appliqué sur la valeur imposable de l'immeuble.

2. Les dispositions du règlement annuel de la Ville sur les taxes qui sont relatives aux intérêts et à la pénalité exigibles sur les arrérages de taxes, au mode de paiement et aux dates d'exigibilité de la taxe foncière générale, au supplément de taxe payable à la suite d'une modification du rôle de l'évaluation foncière et au montant exigible d'un versement échu, s'appliquent, aux fins du prélèvement de la taxe prévue à l'article 1, telles qu'établies pour l'exercice financier visé à l'article 3.

3. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2020 et prend effet à compter du 1er janvier 2020 sous réserve de l'adoption, par le conseil municipal, du budget d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce tel que dressé par son conseil.

1196954007

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2019.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.12

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-112 visant à autoriser la démolition du bâtiment et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 octobre 2019, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 8 octobre 2019 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 16 octobre 2019, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 39 387.00 $ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-112 visant à autoriser la démolition du bâtiment existant et la construction d'un bâtiment de 6 étages/20 m situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique au territoire formé du lot 2 173 127 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment de 6 étages est autorisée aux conditions prévues à la présente résolution.

3. À ces fins, il est notamment permis de déroger aux articles 27 2° et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

4. Tous travaux d'excavation qui doit avoir lieu dans la portion non construite du terrain, tel qu'illustré à la figure 5.1 jointe à l'annexe C, doivent être supervisés par un archéologue.

CHAPITRE III
CONDITIONS

SECTION I
CONDITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX DE DÉMOLITION DES FONDATIONS DU BÂTIMENT EXISTANT ET DES TRAVAUX D'EXCAVATION

5. Les travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment doivent être précédés d'un inventaire archéologique préalable. Cet inventaire doit être réalisé dans l'emprise des travaux prévus dans la zone identifiée à la figure 5.1 jointe à l'annexe C de la présente résolution, par un expert en archéologie.

6. Les travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment doivent, dans la zone identifiée à figure 5.1 jointe à l'annexe C de la présente résolution, doivent être surveillés par un expert en archéologie.

7. En vertu de l'article 74 de la Loi sur le patrimoine culturel, quiconque découvre un bien ou un site archéologique doit en aviser le ministre (ministère de la Culture et des Communications du Québec) sans délai.

8. À la suite de l'inventaire archéologique et de la surveillance des travaux de démolition des fondations du bâtiment existant et les excavations pour la construction du nouveau bâtiment, l'expert doit faire un rapport archéologique. Une copie de ce rapport doit être transmise à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

SECTION II
CONDITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION

9. La démolition du bâtiment portant le numéro civique 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et sis sur le lot 2 647 913 du cadastre du Québec est autorisée.

10. La demande d’autorisation de démolition doit être déposée en même temps que la demande de permis de construction pour le nouveau bâtiment tel qu’identifié sur le plan intitulé « Perspectives et plans » joint en annexe B à la présente résolution.

11. Préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation pour la démolition du bâtiment, le requérant doit produire une lettre de garantie bancaire irrévocable à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions imposées et l'exécution du programme de réutilisation du sol dégagé. La garantie monétaire doit être égale à 25% de la valeur du bâtiment existant et du terrain au rôle d'évaluation foncière.

La garantie doit demeurer en vigueur jusqu'à la fin des travaux de construction et d’aménagement paysager visés à la présente résolution.

Si les travaux ne sont pas réalisés conformément à la présente résolution, l’arrondissement peut réaliser la garantie bancaire.

12. Le certificat d'autorisation pour la démolition du bâtiment est délivré au même moment que le permis de construction du projet de remplacement.

SECTION III
CADRE BÂTI

13. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages / 20 mètres.

14. Une partie du toit doit être prévu pour l'aménagement d'une terrasse accessible aux résidants. Cette terrasse doit être étudiée en révision architecturale en fonction des critères des articles 16 et 18 de la présente résolution.

SECTION IV
STATIONNEMENT

15. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable, un minimum de 4 unités de stationnement est exigé.

SECTION V
OBJECTIFS ET CRITÈRES D’AMÉNAGEMENT, D’ARCHITECTURE ET DE DESIGN

16. Aux fins de la délivrance des permis de construction ou de transformation impliquant un agrandissement ou une modification de l’apparence extérieure, de l’alignement de construction, de l’implantation ou de l’aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères énoncés à l'article 668 du règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), les objectifs et critères de la présente section s’appliquent.

Les objectifs d’aménagement sont les suivants :

1° accroître la présence de la végétation sur le site;
2° favoriser une facture architecturale contemporaine;
3° créer un milieu de vie et des espaces à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les lieux de rencontres;
4° minimiser les impacts du nouveau développement sur l'ensoleillement des bâtiments voisins;

5° favoriser l’intégration dans le milieu d’insertion.

17. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural ainsi que l’aménagement des espaces libres doivent respecter les principes et le caractère général des constructions et des aménagements extérieurs illustrés sur les plans intitulés « Plans », joints en annexe B à la présente résolution.

SOUS-SECTION I
ARCHITECTURE D’UN BÂTIMENT

18. Les critères permettant d’évaluer l’atteinte des objectifs sont les suivants :

1° les caractéristiques architecturales doivent permettre de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;
2° l'effet de masse du bâtiment doit être atténué par la variation des volumes et de la matérialité;
3° le rez-de-chaussée du bâtiment doit favoriser un lien avec le domaine public et contribuer à l’animation de la rue;
4° les matériaux employés doivent présenter des qualités de durabilité.

SOUS-SECTION II
AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS

19. Les critères permettant d’évaluer l’atteinte des objectifs sont les suivants :

1° toutes les cours et la terrasse au toit doivent être pourvues d'un aménagement paysager composé de végétaux. La présence de verdure doit être largement privilégiée à celle d’un revêtement minéral;
2° le verdissement du terrain, et particulièrement de la cour avant, doivent être maximisé;
3° le long du chemin de la Côte-des-Neiges, les aménagements doivent contribuer à l'attrait des piétons vers l'intérieur du bâtiment;
4° les équipements techniques et mécaniques situés sur un toit doivent être dissimulés derrière des écrans architecturalement liés au bâtiment ou recevoir un traitement qui favorise leur intégration aux bâtiments ;
5° un équipement d’éclairage extérieur doit être conçu de manière à minimiser l’éblouissement et l’impact de la dispersion lumineuse vers le ciel et sur les propriétés adjacentes.

SOUS-SECTION III
L’ALIGNEMENT DE CONSTRUCTION

20. Les critères permettant d’évaluer l’atteinte des objectifs sont les suivants :

1° l’alignement de construction doit assurer le respect du caractère de l'ensemble des bâtiments du milieu d’insertion;
2° le bâtiment et les aménagements extérieurs doivent contribuer à l’encadrement de la rue.

SECTION VI
DÉLAIS DE RÉALISATION

21. Les travaux de démolition doivent débuter dans les 36 mois suivants l’entrée en vigueur de la présente résolution. En cas de non-respect de ce délai, l'autorisation faisant

l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

22. Si les travaux de construction ne débutent pas dans les 6 mois suivants la fin des travaux de démolition, le terrain doit être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

23. Les travaux de construction du bâtiment doivent débuter dans les 60 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

En cas de non-respect du délai prévu au premier alinéa, l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution devient nulle et sans effet.

24. Les travaux d'aménagement paysager doivent être réalisés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction du bâtiment.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ **« TERRITOIRE D'APPLICATION »**

ANNEXE B
PLAN INTITULÉ **« PERSPECTIVES ET PLANS »**

ANNEXE C
PLAN INTITULÉ **« FIGURE 5.1 »**

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:41

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Lors L'assemblée publique de consultation publique a eu lieu le 16 octobre 2019 il y a eu deux erreurs cléricales qui se sont glissées dans la présentation du dossier.

- La présentation électronique illustrait que le projet particulier visait à déroger à l'article 24 du règlement d'urbanisme (01-276) alors qu'elle aurait dû lire que le projet particulier déroge à l'article 27 du règlement d'urbanisme (01-276).
- Lors de la présentation des articles du PP-1112 qui sont susceptibles d'une procédure d'approbation référendaire, la présentation illustrait l'article 2 plutôt que l'article 3.

À cet égard, les articles susceptibles d'approbation référendaire seront spécifiés à l'avis public pour les demandes de participation à un référendum (pétitions), lequel sera publié sur le site internet de l'arrondissement à la suite de l'adoption du projet en deuxième lecture.

De plus, l'arrondissement a également communiqué avec le citoyen qui était présent lors de l'assemblée publique de consultation et qui a posé des questions concernant ce projet. L'arrondissement l'a informé des erreurs cléricales qui s'étaient introduites dans la présentation et l'a informé que ces erreurs ne modifiaient pas le projet particulier PP-112.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

514 872-9387
Tél :
Télécop. : 514 868-3538

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).



Final_compte-rendu Ass16-10-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558051

Projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558039

Projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD). - Dossier décisionnel 1193558056.

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 16 octobre 2019, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- M. Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

Assistance : 6 personnes

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce les dossiers à l'ordre du jour.

2. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions des projets sont assujetties.

3. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages.

Le projet vise la démolition du bâtiment de trois étages situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de six étages.

La propriété est située dans un secteur où la hauteur est limitée à 6 étages ou 20 m et où les usages commerciaux de faible intensité commerciale et habitation sont autorisés. La propriété n'est pas située dans un secteur patrimonial et n'est pas identifiée comme immeuble significatif. Elle n'a pas de valeur architecturale particulière et ne fait l'objet d'aucune protection patrimoniale.

L'interface avec l'espace public n'est pas optimale et ne participe pas à l'animation de la rue. Un rapport démontre l'état de délabrement du bâtiment.

Le bâtiment est implanté en mode jumelé avec le bâtiment adjacent et inséré entre deux bâtiments de trois étages.

Lors de la demande de démolition du bâtiment, une étude sur son état a été exigée par l'arrondissement. L'analyse sur l'état du bâtiment réalisé, par Geniex Construction Ingénierie inc., a relevé plusieurs défectuosités et problèmes structuraux. Ces non-conformités sont, pour la plupart, dues à des rénovations réalisées par des personnes qui n'avaient pas les connaissances nécessaires pour réaliser des travaux de structures. Des directives ont été données pour solidifier et sécuriser la structure du bâtiment.
À ceci, il faut ajouter qu'il y a eu des dommages importants au bâtiment à la suite d'un incendie, lequel n'avait pas été déclaré au propriétaire. Selon le rapport, cet incendie a atteint l'intégrité structurale du bâtiment.

Compte tenu de ces éléments, le bâtiment est économiquement non viable et il est recommandé de le démolir.

Principales dérogations demandées :

- autoriser la démolition du bâtiment (pas de comité de démolition);
- déroger à l'article 24***** du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui énonce les règles d'insertion pour un bâtiment jumelé à un autre bâtiment jumelé;
- déroger à l'article 560 du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui exige un minimum de 8 unités de stationnement pour la nouvelle construction : le Bureau technique n'a pas d'objection à ce que le projet déroge au règlement, par contre, les futurs résidants n'auront pas droit à des vignettes SRRR puisque sur le chemin de la Côte-des-Neiges il y a seulement des parcomètres;
- soumettre la nouvelle construction à un PIIA;

M. Credico explique dans le détail la règle d'insertion à laquelle le projet déroge.

Compte tenu de la proximité du bâtiment à la station de métro Côte-des-Neiges, l'arrondissement jugeait acceptable de réduire le nombre minimal d'unités de stationnement. Toutefois, il n'y aurait pas de possibilité d'obtenir des vignettes sur rue car celles-ci n'existent pas sur le chemin de la Côte-des-Neiges.

M. Credico présente les parcelles de terrain faisant l'objet d'une servitude de passage et de cour commune, lesquelles ne sont donc pas constructibles. Il présente également le plan des étages, les élévations, les coupes et les perspectives préliminaires.

En ce qui a trait à l'aménagement paysager, un arbre mort devra être abattu et l'aménagement paysager présenté est préliminaire et fera l'objet d'une révision architecturale, tout comme l'architecture du bâtiment.

M. Credico présente les conclusions de l'étude d'ensoleillement.

L'étude archéologique a démontré qu'il y avait un potentiel de trouver des vestiges datant des débuts de la colonisation. La principale zone visée est celle de la servitude qui ne fera pas l'objet de travaux. Le PPCMOI prévoit une procédure dans l'éventualité où des vestiges étaient découverts.

M. Credico présente les articles susceptibles d'approbation référendaire, soit les articles 2*, 13 et 14.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

- Considérant que le bâtiment a subi des dommages importants à sa structure et qu'il a été démontré qu'il est difficilement récupérable ;

- Considérant que l'analyse urbaine a démontré qu'un bâtiment d'une hauteur de six étages s'intègre au gabarit des bâtiments les plus représentatifs de la rue ;

- Considérant que le projet proposé permet de densifier le site qui est situé à ± 460 mètres d'une station de métro (Côte-des-Neiges) en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme – soutenir une urbanisation qui favorise l'utilisation du transport collectif) ;

- Considérant qu'un bâtiment de six étages est conforme à la grille des usages et normes (mais dérogatoire aux règles d'insertion) ;

- Considérant que le projet répond aux critères d'analyse pour autoriser un PPCMOI ;

- Considérant que le requérant devra contribuer un montant d'environ 32 000$ pour le logement social conformément à la Politique sur le logement social de l'arrondissement ;

- Considérant que le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a fait une recommandation favorable pour la réalisation du projet lors de sa séance du 14 août 2019.

La direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la demande de PPCMOI.

* Note de la division du greffe : l'article 24 aurait dû se lire comme étant l'article 27. La règle relative expliquée par M. Credico lors de la présentation est bien celle de l'article 27 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement* (01-276). De plus, une erreur cléricale s'est glissée dans la présentation des articles susceptibles d'approbation référendaire. L'article 3, plutôt que l'article 2 du PPCMOI, aurait dû être présenté. Les articles susceptibles d'approbation référendaire seront spécifiés à l'avis public pour les demandes de participation à un référendum (pétitions), lequel sera publié sur le site internet de l'arrondissement à la suite de l'adoption du projet en deuxième lecture.

4. Période de questions et commentaires

Un citoyen demande de quelle façon le revêtement et la hauteur du bâtiment proposé s'intégreront aux bâtiments voisins.

M. Credico indique que l'architecture sera revue par le CCU. L'une des recommandations du CCU lors de l'avis pour le projet particulier était de présenter d'autres couleurs de revêtement. Il explique que la règlementation prévoit un maximum de six étages, mais que des normes d'insertion prévoient qu'il aurait dû être de 3 étages puisque les bâtiments voisins sont de trois étages. Considérant la volonté de densification près de stations de métro, l'arrondissement juge acceptable la hauteur proposée.

M. Arseneault indique qu'une hauteur de six étages est acceptable en termes de densification.

5. Présentation par Monsieur Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements

Le projet est situé aux 2795 et 2825, chemin Bates, le long de la voie ferrée. Plusieurs changements ont eu lieu et sont en cours dans ce secteur, notamment la venue d'une station du REM. Des projets de densification et de revitalisation ont vu le jour dans les arrondissements voisins.

M. Lavoie présente des images du secteur et des projets qui ont été développés au cours des derniers mois à l'arrondissement. Le projet visé se situe dans un secteur mixte.

M. Lavoie aborde d'entrée de jeu la justification de la démolition des bâtiments. Les deux bâtiments à l'étude ont été conçus pour des usages commerciaux et industriels et qui ont une facture qui répondait à ces usages. Avec la proximité du REM, il y a une volonté de transformer ces bâtiments pour un usage résidentiel. Or, la conception actuelle des bâtiments le permet difficilement. M. Lavoie présente les éléments justifiant la demande de démolition des bâtiments actuels :

- La structure du bâtiment actuel permet difficilement d'augmenter le nombre d'étages;
- La structure est plus difficilement compatible avec la nouvelle vocation souhaitée;
- Le nouveau bâtiment sera reculé par rapport à la voie ferrée;
- Le nouveau bâtiment sera mieux construit pour limiter la propagation du bruit et des vibrations;
- Le nouveau bâtiment permettra d'assurer l'accessibilité universelle.

Le projet proposé vise donc leur démolition et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant six étages et environ 102 logements.

Le projet de remplacement proposé a les caractéristiques suivantes :

- Taux d'implantation : 58 %
- Densité : 3.4
- Nombre de logements : 102
- 6 étages résidentiels
- Une mezzanine
- Un stationnement souterrain de 1 niveau – 51 cases en plus de stationnement pour vélo et de cases pour les voitures de location de courte durée.

M. Lavoie présente l'implantation du bâtiment proposé, son alignement, ses façades ainsi qu'une perspective. La nouvelle proposition inclut des mesures de protection contre les accidents ferroviaires.

Principales dérogations demandées :

	Norme actuelle	Norme souhaitée
Usages	H.5-6	H.7 + C.2 (location auto court terme)
Hauteur en mètres	20 m	± 21,6 m
Hauteur (étages)	5	6
Alignement de construction	Entre 4,4 et 4,6 m	4,2 m

Hauteur d'une clôture	Max. 2 m	Env. 2,2 m

M. Lavoie souligne que le promoteur devra remettre une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

Attendu que le CCU a émis un avis favorable au projet préliminaire en 2018;
Attendu que le projet permet la mise en valeur d'un terrain actuellement sous-utilisé;
Attendu que le projet s'inscrit dans un secteur en plein redéveloppement qui bénéficiera, avec l'ouverture de la station du REM Canora, d'un accès rapide au centre-ville et à tous ses services;
Attendu que le projet permettra une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial;

La DAUSE émet un avis favorable au projet particulier.

Les articles 9, 10, 11, 13 et 27 du projet de résolution sont susceptibles d'approbation référendaire.

6. Période de questions et commentaires

Une citoyenne s'enquiert du projet en construction à l'ouest du bâtiment visé pour évaluer son intégration. Elle s'inquiète également du faible nombre d'espaces de stationnement étant donné les problématiques actuelles de stationnement sur le chemin Bates. Elle souligne par ailleurs que la ruelle à l'arrière du 2795, chemin Bates, s'apparente davantage à un boisé qu'à une ruelle, et demande si celui-ci sera conservé.

M. Lavoie donne le détail du projet adjacent, lequel est de même nature, et explique les principales dérogations demandées pour le projet visé. Il confirme que la bande en friche demeurera telle qu'elle car elle appartient à une diversité de propriétaires qui ne souhaitent pas qu'elle soit construite à court terme.

En ce qui a trait au stationnement dans le secteur, M. Arseneault indique que la citoyenne peut s'adresser à l'élu du secteur et rappelle que le règlement sur la circulation et le stationnement est en cours de modification.

7. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de règlement RCA19 17320 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Le projet de règlement vise à interdire :

- l'usage « hôtel-appartement » dans les zones 0212 et 0840, lesquelles sont davantage des zones résidentielles;
- l'usage « hôtel » dans les zones 0220, 0257, 0303, 0595, 0778, 0843, 0857 et 0921, lesquelles sont plutôt commerciales;
- les usages « hôtel-appartement » et « hôtel » dans les zones 0185, 0668, 0710, 0732, 0737, 0786 et 0856.

M. Credico présente les zones concernées par le projet de règlement.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- Il existe actuellement une demande pour de nouveaux projets hôteliers à proximité du centre-ville, des corridors autoroutiers et de l'aéroport;
- Le secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce (NDG), composé du secteur commercial de la rue Saint-Jacques, ainsi que des quartiers Westhaven et Saint-Raymond, fait actuellement l'objet d'une vaste démarche de planification visant à définir l'avenir de ce secteur;
- Il est opportun de limiter temporairement le redéveloppement de ce secteur avant que la planification de celui-ci soit terminée;
- La transformation d'habitation en commerce hôtelier peut avoir un impact significatif sur les logements disponibles;
- Les outils règlementaires ne sont pas actuellement en place afin d'encadrer convenablement de nouveaux projets hôteliers.

L'article 1 du projet de règlement est susceptible d'approbation référendaire.

8. Période de questions et commentaires

M. Sylvain Gariépy, représentant le propriétaire du bâtiment situé au 5610, rue Saint-Jacques demande des précisions sur l'aspect temporaire de la modification réglementaire. Il explique qu'en 2018, des discussions ont eu lieu avec l'arrondissement pour le développement du site et qu'un dossier préliminaire a été présenté au printemps 2019. Le requérant a de nouveau rencontré l'arrondissement à l'été 2019 afin de présenter l'état d'avancement du dossier et faire état des démarches pour attirer une grande bannière hôtelière. L'annonce de l'avis de motion pour retirer l'usage «hôtel» ou «hôtel-appartement» a été un choc, car il y avait des discussions en cours. Il suggère de plutôt adopter un règlement de contrôle intérimaire et demande au conseil d'arrondissement de ne pas adopter le règlement car il faudra de nouveau une modification réglementaire susceptible d'approbation référendaire pour autoriser de nouveau ces usages. Il se questionne sur le fait de ne cibler que l'usage « hôtel » et « hôtel-appartement » étant donné les discussions passées avec l'arrondissement.

M. Credico explique que la modification réglementaire est permanente, mais que l'arrondissement est en réflexion sur l'avenir de ce secteur.

M. Arseneault s'est dit rassuré d'entendre l'idée d'une bannière et indique que le conseil d'arrondissement veut s'assurer que l'urgence de développer ne contrevient pas à la réflexion sur le développement du quartier.

9. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 h 30.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Le propriétaire de l'immeuble situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges a déposé une demande pour démolir le bâtiment et construire un bâtiment de 6 étages. Cet immeuble est vacant depuis approximativement 18 mois.
Ce projet comporte certaines dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) qui seront décrites plus bas dans le présent sommaire.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Propriété
Le site qui fait l'objet de la présente demande est situé sur le chemin de la Côte-des-Neiges près de l'intersection du chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Le terrain est bordé de part et d'autre par des bâtiments d'une hauteur de 3 étages et à l'est par un secteur résidentiel de forte densité (12 logements et plus). À l'ouest, sur le chemin de la Côte-des-Neiges, on retrouve l'hôpital général juif.

Le terrain est occupé par un bâtiment vacant de 3 étages. L'empreinte au sol du bâtiment existant est d'environ 258.8 m^2 pour un taux d'implantation d'approximativement 49%. Celui-ci est implanté en mitoyenneté avec le terrain situé au sud et qui borde l'intersection chemin de la Côte-des-Neiges et le chemin de la Côte-Sainte-Catherine.

Finalement, la propriété est située dans un secteur où la hauteur est limitée à 6 étages / 20 m et où les usages commerciaux de faible intensité commerciale et habitation sont

autorisés. La propriété n'est pas située dans un secteur patrimonial et n'est pas identifiée comme immeuble significatif.

Il est important de noter que le terrain est greffé d'une servitude de passage et de cours commune avec les propriétés adjacentes. Cette servitude limite de façon importante le développement de la propriété.

Projet
Le projet vise principalement a démolir le bâtiment existant et de construire, en lieu et place, un bâtiment résidentiel mixte (commerce au rez-de-chaussée) comprenant approximativement 30 logements d'une hauteur de 6 étages / 20 m.

Il est important de noter qu'au début des discussions avec le requérant, le projet devait accueillir un hôtel. Cependant, le projet a évolué et le nouveau bâtiment aura une vocation résidentielle mixte.

Dérogations demandées
Les principales dérogations demandées au règlement d'urbanisme 01-276 sont les suivantes:

- déroger à la règle d'insertion qui limite la hauteur de bâtiment à 3 ou 4 étages même si le règlement permet d'atteindre une hauteur de 6 étages / 20 m. ;
- déroger au nombre d'unités de stationnement minimum requis de 8 unités pour permettre une aire de stationnement de 4 unités.

Sur ce dernier point, il est important de noter que la propriété est située à environ 460 m. de la station de métro Côte-des-Neiges. Ainsi, en permettant de densifier le site et de réduire les exigences en matière de stationnement on soutient une urbanisation qui favorise l'utilisation du transport collectif tel que proposé par l'action 3.2 le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

De plus, le bureau technique de l'arrondissement nous a informé qu'il n'a pas d'objection à ce que le promoteur réduise de moitié le nombre d'unités de stationnement minimum exigé. Par contre, il soulève que les futurs résidents du bâtiment ne pourront pas demander de vignette de stationnement réservé sur rue pour résidents (SRRR). En effet, le stationnement sur rue, sur le chemin de la Côte-des-Neiges, est régi par des parcomètres.

La démolition sera autorisée par le projet particulier et des critères seront également prévus afin de permettre l'étude du projet de remplacement en révision architecturale (PIIA).

Démolition
Pour autoriser la démolition, la direction a exigé au requérant de réaliser une expertise sur l'état du bâtiment. L'expertise a relevé les éléments suivants:

- la structure de bois du toit, de la façade et du 2e et 3e étage a subi des dommages significatifs dû à un incendie ;
- aux mêmes endroits on a constaté la présence de parasites qui consomment le bois ;
- des travaux de rénovation majeurs ont été réalisés par des personnes ne possédant pas les connaissances des normes de construction de base ;
- plusieurs éléments structuraux ont été retirés (sans être remplacés) et causés le déplacement de la structure de bois. À cet égard, une directive a été émise afin de mettre en place des supports temporaires pour soutenir le 2e et 3e étage du bâtiment.

Considérant l'état du bâtiment, l'expertise recommande la démolition du bâtiment. Cette analyse a été réalisée par la firme d'ingénierie Géniex.

- **Étude d'ensoleillement**

L'étude d'ensoleillement permet de visualiser les effets des ombres causées par le nouveau bâtiment sur les sites environnants. Principalement, l'étude démontre que:

- les impacts liés aux ombres affectent les propriétés voisines principalement en avant-midi aux équinoxes (21 mars et 21 septembre), surtout dans les parties hautes des bâtiments ;
- les impacts liés aux ombres n'ont pratiquement aucun impact sur les propriétés voisines au solstice d'été (21 juin) ;
- les impacts liés aux ombres ont les mêmes impacts qu'un bâtiment de 20 m sur les propriétés voisines.

En résumé, l'ombrage causé par le bâtiment proposé (hauteur de 20 m) n'est pas anormal.

Étude sur le potentiel archéologique
Les extraits suivants proviennent de l'étude sur le potentiel archéologique réalisée par Archéotec inc., consultants en archéologie.

"Depuis au moins le 17e siècle, un bâtiment occupe le terrain à l'étude. Chaque fois qu'il est remplacé, il est rebâti en bois. Le plus récent est démoli entre 1912 et 1940. En 1940, il n'y a aucun édifice sur ce terrain, car ce n'est qu'en 1944 que l'édifice actuel est construit. Entre 1944 et aujourd'hui, cet édifice a occupé le terrain octroyé en 1698 à Pierre Martin dit Ladouceur, sans jamais altéré la portion arrière du terrain"

Conclusion et recommandations
"(...) La présence de maisons et dépendances pour le bétail et le blé ou les pommes, et la grange (ou étable) demeurent en place au moins jusqu'en 1912 (...). La maison construite en bois demeure en bois jusqu'à la construction de l'édifice actuelle en 1944."

"(...) Les fondations de maisons mises au jour sous la chaussée par les archéologues près de la rue Lacombe fournissent une preuve que le bâti localisé en bordure du chemin avant le vingtième siècle peut désormais se trouver sous la chaussée. Cependant, la cour, à travers le temps, est toujours restée libre de construction.

C'est pourquoi il est recommandé une supervision archéologique des excavations dans la portion non construite (principalement où se trouve la servitude de passage et de cour commune). La portion du terrain dont les excavations devront être supervisées par un archéologique sont en gris sur la figure 5.1 de l'étude."

La portion du terrain dont les excavations devront être supervisées par un archéologue est indiqué à la figure 5.1 de l'étude qui est jointe en annexe au présent sommaire.

Politique locale pour le logement abordable, social et familial
Dans le cadre de la nouvelle politique locale sur le logement abordable, social et familial, le requérant devra fournir une compensation financière. Comme le nouveau bâtiment va créer 30 nouveaux logements, le montant de la contribution est équivalent à 15% de la superficie brute de plancher résidentiel divisé par 90 m^2.

Le bâtiment proposé a une superficie de plancher estimée à 1 688 m^2. La contribution financière pour ce projet est donc évaluée à 39 387.00$. Le requérant devra donc fournir

une traite bancaire au montant de la contribution financière 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le présent projet particulier.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la demande de projet particulier pour les raisons suivantes:

- le bâtiment a subi des dommages importants à sa structure et il a été démontré qu'il est difficilement récupérable ;
- l'analyse urbaine a démontré qu'un bâtiment d'une hauteur de 6 étages s'intègre au gabarit des bâtiments les plus représentatifs de la rue ;
- le projet proposé permet de densifier le site qui est situé à approximativement 460 m d'une station de métro en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme - soutenir une urbanisation qui favoriser l'utilisation du transport collectif) ;
- la construction d'un bâtiment de 6 étages est conforme à la grille des usage et normes (mais dérogatoire aux règles d'insertion de hauteur) ;
- le projet répond aux critères d'analyse pour autoriser un PPCMOI ;
- le requérant devra contribuer un montant d'environ 40 000$ pour le logement social conformément à la politique sur le logement social et abordable de l'arrondissement;
- lors de sa séance du 14 août 2019, le CCU a émis une recommandation favorable à la demande de projet particulier accompagnée des conditions suivantes:
    - fournir des unités de stationnement pour vélo selon un ratio de 1 unité par logement ;
    - ajouter au chapitre du PIIA du PPCMOI des dispositions relatives à un aménagement plus verdoyant de la cour avant ;
    - proposer des variations quant à la matérialité ou l'expression volumétrique du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière du projet résidentiel lié au logement social d'un montant de 39 387.00$ sera déposée dans le compte suivant: 2101.0000000.000000.00000.21197.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S.O.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

9 octobre 2019 Publication d'un avis et affichage sur le site pour annoncer l'assemblée publique de consultation;
16 octobre 2019 Assemblée publique de consultation

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 octobre 2019 Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement
9 octobre 2019 Publication d'un avis et affichage sur le site pour annoncer l'assemblée publique de consultation
16 octobre 2019 Assemblée publique de consultation

4 novembre 2019 Adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement
2 décembre 2019 Adoption de la résolution autorisant le projet particulier
Décembre 2019 Certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-24

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement
Tél : 514-872-2345
Approuvé le : 2019-09-24

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
Séance publique du mercredi 14 août 2019, à 18 h 30
5160, boulevard Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du compte rendu

3.1 5713, chemin de la Côte-des-Neiges - Projet particulier

Délibérations du comité

Le comité soutient la recommandation de la Direction. Néanmoins, les membres se questionnent sur le caractère monolithique du bâtiment. Ils proposent d'ajouter au Projet particulier une disposition de PIIA relative à l'ajout d'espace dédié à des plantations en cour avant tout en y intégrant l'accès pour personne à mobilité réduite. De plus, Le CCU propose que l'administration amène le requérant à envisager des variations dans la matérialité du projet et/ou dans l'expression volumétrique, afin de réduire le caractère monolithique du bâtiment.

Recommandation du comité

Le comité recommande d'autoriser la demande à la condition formulée par l'administration, de fournir des unités de stationnement pour vélo, selon un ratio de 1 unité par logement et d'ajouter au chapitre du PIIA du PPCMOI des dispositions relatives à l'aménagement plus verdoyant de la cour avant et à des variations quant à la matérialité ou l'expression volumétrique du bâtiment.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558051

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A: 1193558051_Annexe A.pdf

ANNEXE B: ANNEXE_B.pdf

ANNEXE C: figure_5.1.pdf

ÉTUDE SUR LE POTENTIEL ARCHÉOLOGIQUE:

Etude de Potentiel Archeologique - Archeotec inc. (1).pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

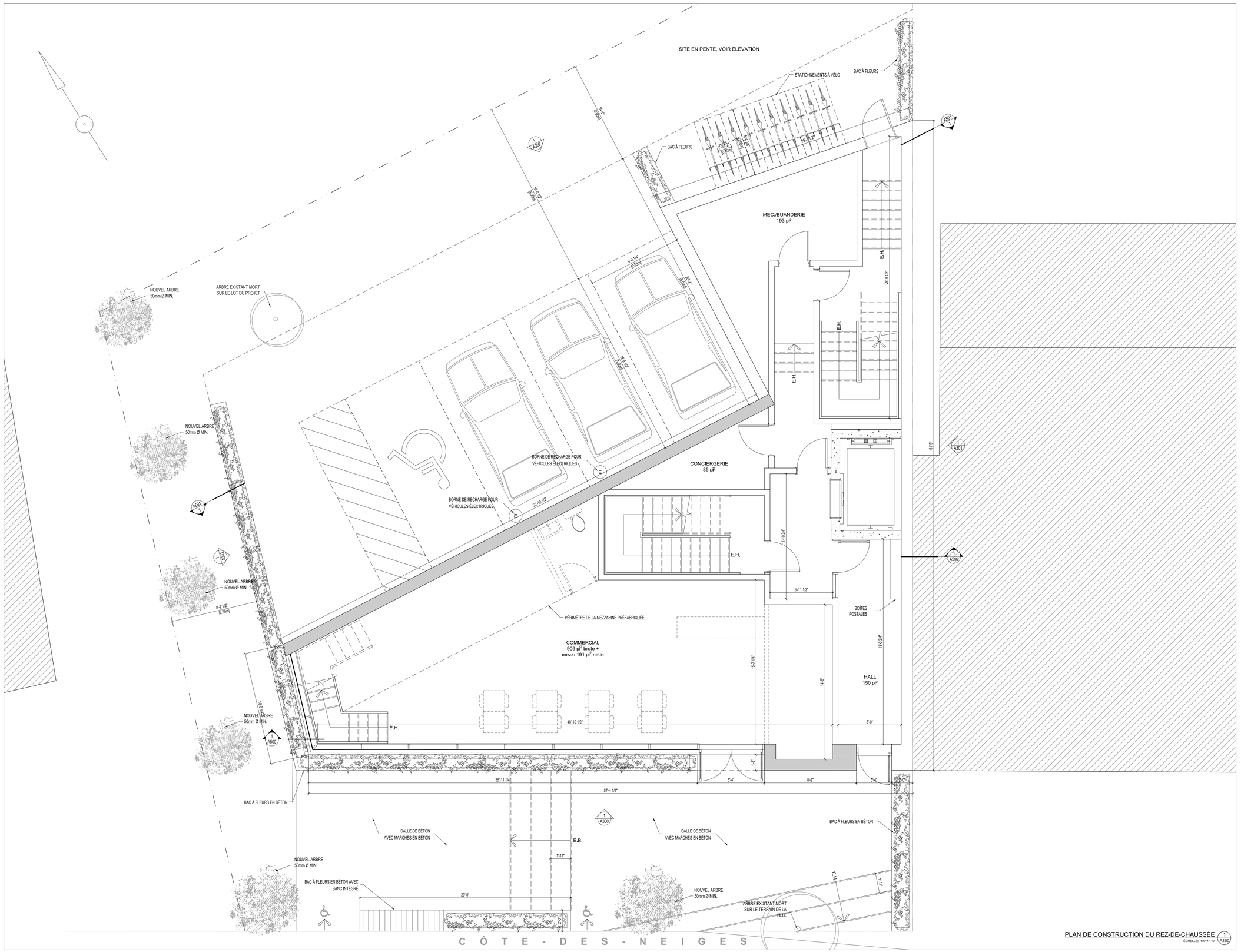
Dino CREDICO
Conseiller en aménagement

Tél : 514 868-4463
Télécop. : 000-0000

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1193558051





PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE — ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0" (1 A100)

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev., 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.

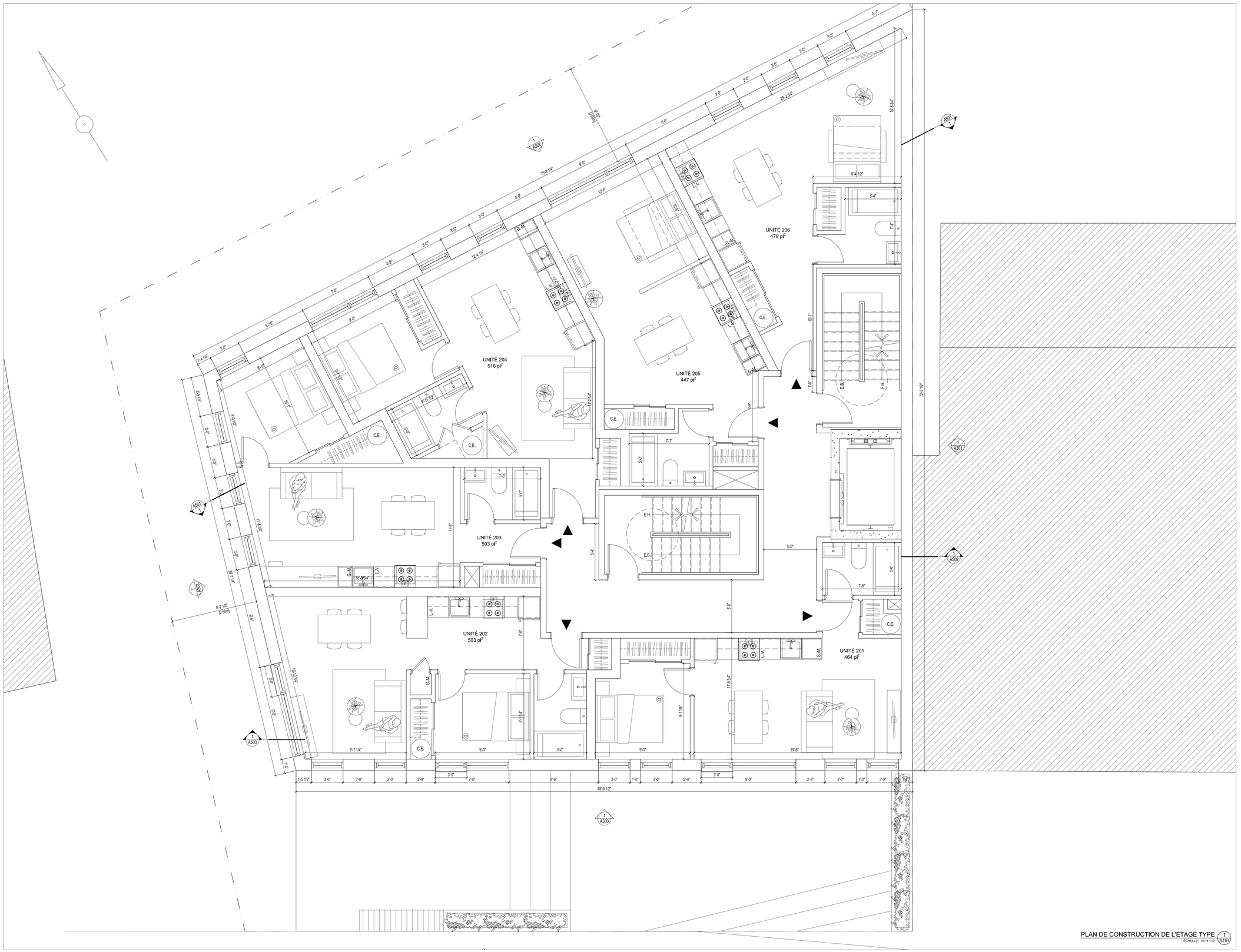
5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION DU REZ-DE-CHAUSSÉE

DESSINÉ PAR: MGC
DERNIÈRE MODIFICATION: 2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE
PAGE: A100
FICHIER: mca-1823



calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev, 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.

5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
PLAN DE CONSTRUCTION DE L'ÉTAGE TYPE (2 À 6)

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
MGC	2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A101
FICHIER: mca-1823	



ÉLÉVATION DE CONSTRUCTION DE LA FAÇADE AVANT 1 / A300
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce architecture workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 288 0099 | ARCHITECTUREWORKSHOP.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec — 3986 MARK CALCE ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

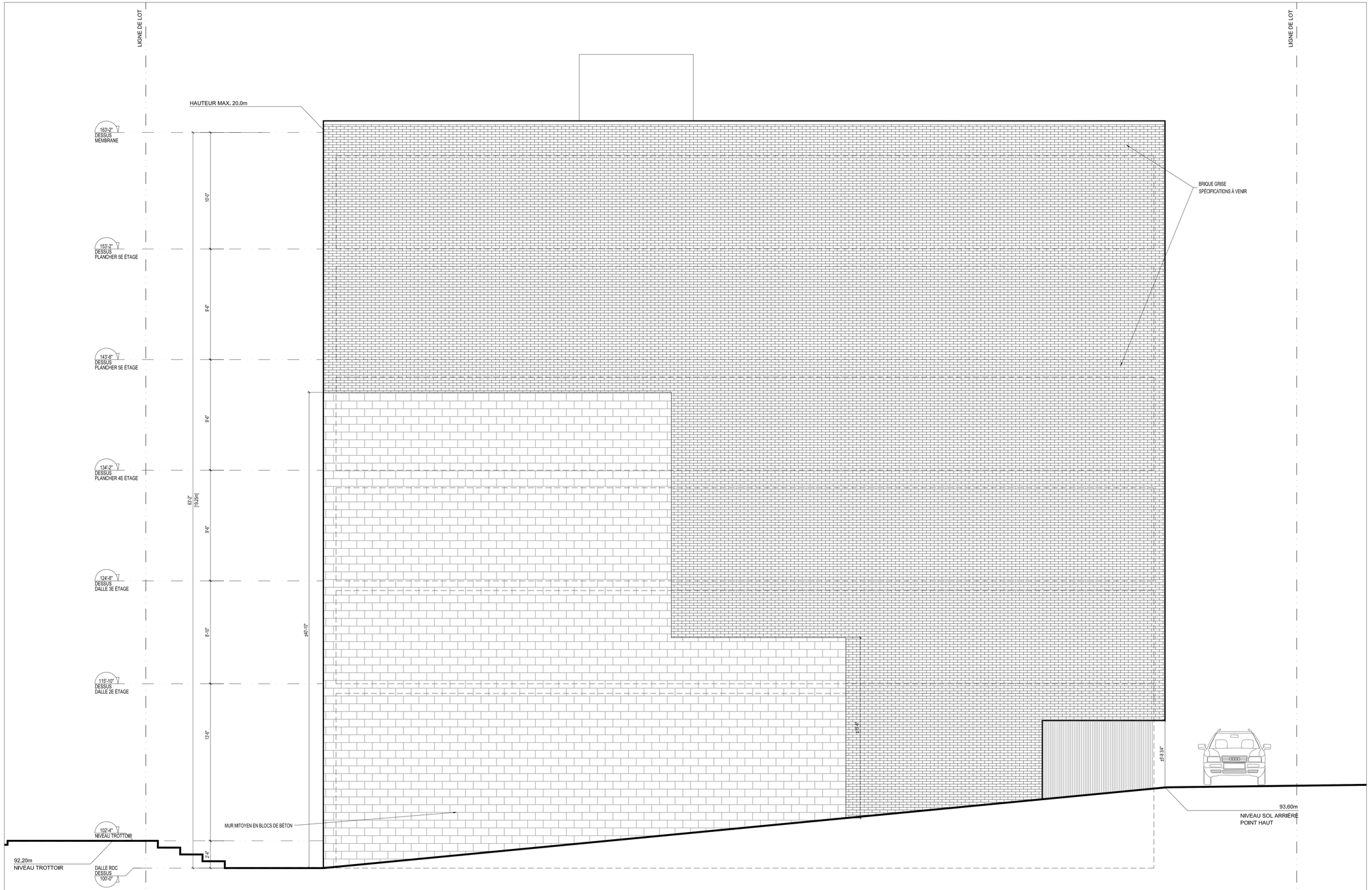
NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev. 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.
5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATIONS DE CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR: MGC
DERNIÈRE MODIFICATION: 2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE
PAGE: A300
FICHIER: mca-1823



ÉLÉVATION DE CONSTRUCTION DE LA FAÇADE LATÉRALE SUD (1 / A301)
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev, 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.

5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATIONS DE CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
MGC	2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A301
FICHIER: mca-1823	



ÉLÉVATION DE CONSTRUCTION DE LA FAÇADE ARRIÈRE (1/A302)
ÉCHELLE: 1/4"=1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev, 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.

5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATIONS DE CONSTRUCTION

DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
MGC	2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A302
FICHIER: mca-1823	



ÉLÉVATION DE CONSTRUCTION DE LA FAÇADE LATÉRALE NORD (1/A303)
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

calce
architecture
workshop

Mark Calce MOAQ
6560 AVENUE ESPLANADE | BUREAU 106
MONTRÉAL | QUÉBEC | H2V 4L5
514 **288 0099** | ARCHITECTURE**WORKSHOP**.CA

SCEAU:

Ordre des architectes du Québec
3986
MARK CALCE
ARCHITECTE

NOTES:
1- L'ENTREPRENEUR GÉNÉRAL DEVRA VÉRIFIER TOUTES LES DIMENSIONS ET CONDITIONS EXISTANTES CRITIQUES RELATIVES AU PROJET AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DEVRA INFORMER L'ARCHITECTE DE TOUTES ERREURS, OMISSIONS ET/OU ÉLÉMENTS INCOMPATIBLES AVEC LES TRAVAUX DÉCRITS SUR LES PLANS.
2 - AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE DIRECTEMENT SUR LES PLANS.
3 - LA CONSTRUCTION DEVRA ÊTRE EXÉCUTÉE SELON LES NORMES DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC ÉDITION EN COURS

ÉMISSIONS:

NO.	DESCRIPTION	VERIFIÉ PAR	DATE EMISSION
08			
07			
06			
05			
04			
03			
02			
01	POUR PERMIS DÉMOLITION Rev, 1	MCA	2019-08-08
00	POUR PERMIS DÉMOLITION	MCA	2019-06-14

CLIENT:
9373-2634 Quebec Inc.

5713 Chemin de la Côte des Neiges
MONTRÉAL, QUÉBEC
H3S 1Y7

PROJET:
5713 Côte-des-neiges

MONTRÉAL, QUÉBEC

DESSIN:
ÉLÉVATIONS DE CONSTRUCTION

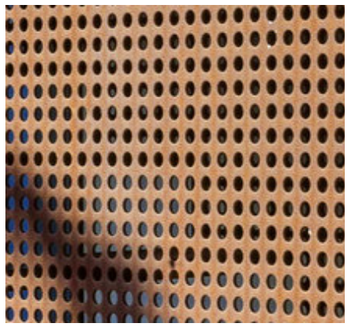
DESSINÉ PAR:	DERNIÈRE MODIFICATION:
MGC	2019-08-08
ÉCHELLE: INDIQUÉE	PAGE: A303
FICHIER: mca-1823	



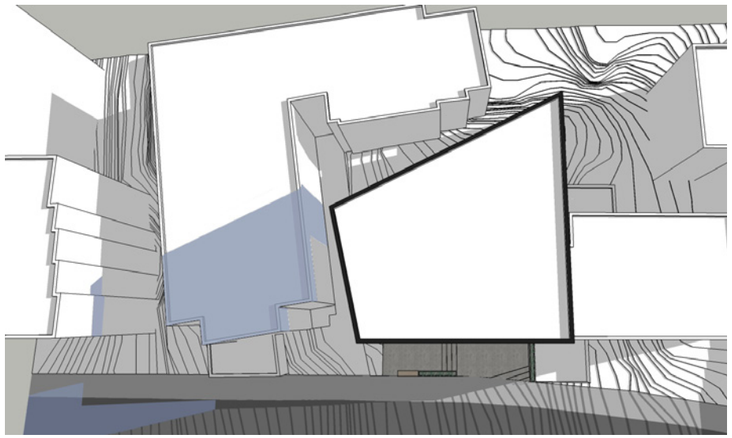
Matérialité



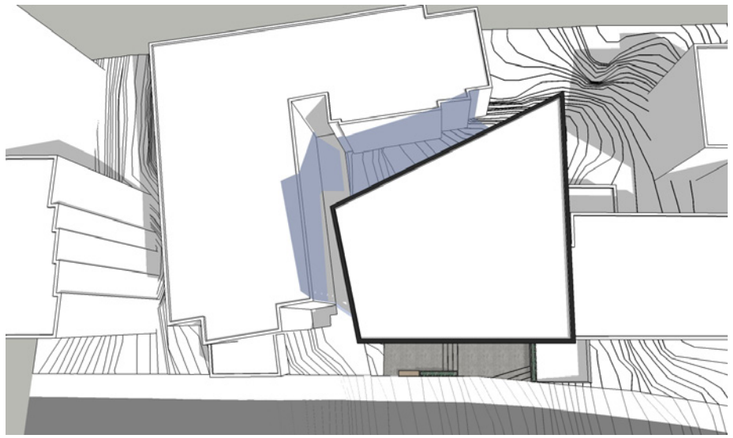




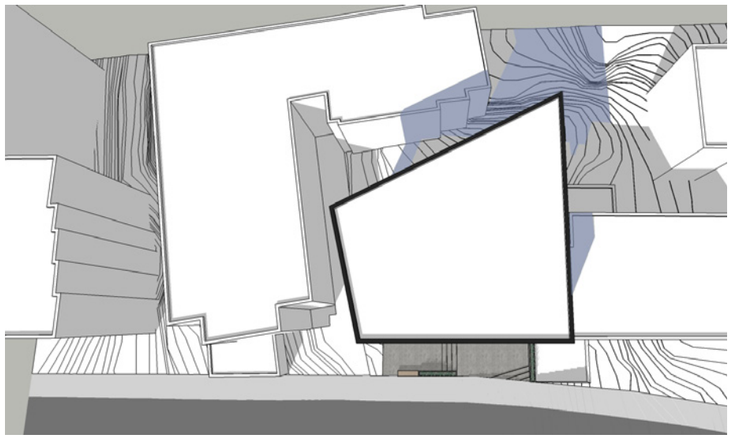
Équinoxe vernal - 20 mars



9:00



12:00



16:00

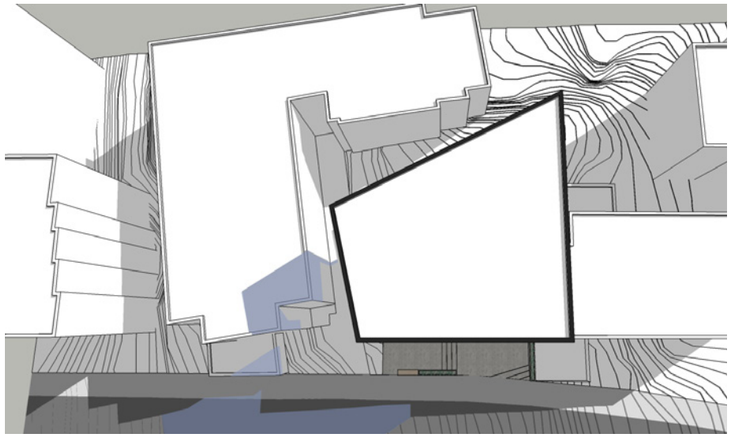
Légende

Ombre portée actuelle

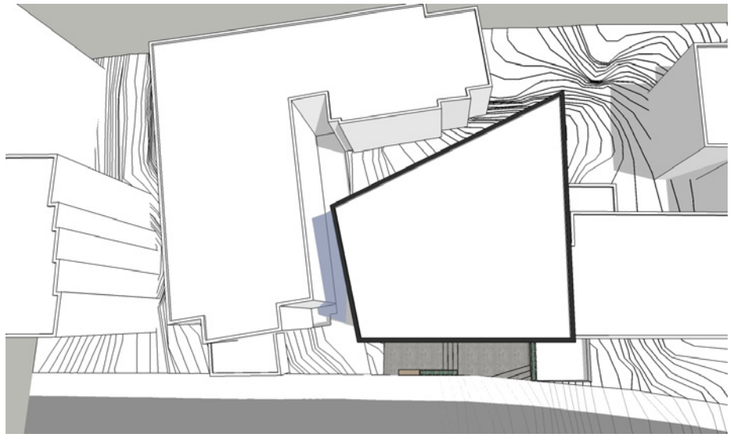
Ombre ajoutée par le projet proposé de 6 étages

À noter que l'étude d'ensoleillement a été réalisée en plan perspective pour montrer les façades des bâtiments voisins et que la distance entre les bâtiments est diminuée par ce point de vue en comparaison à la réalité.

Solstice d'été - 21 juin



9:00



12:00



16:00

Légende

Ombre portée actuelle

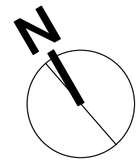
Ombre ajoutée par le projet proposé de 6 étages

À noter que l'étude d'ensoleillement a été réalisée en plan perspective pour montrer les façades des bâtiments voisins et que la distance entre les bâtiments est diminuée par ce point de vue en comparaison à la réalité.


Buanderie Nettoyeur CDN







Légende

ARBRE
CONIFÈRE
FEUILLUS
GRIMPANT
VIVACE
ANNUELLE
QUANTITÉ-CODE
CLÉ D'IDENTIFICATION
LIGNE DE PROPRIÉTÉ

Note à l'entrepreneur
L'entrepreneur devra faire une demande de repérage auprès de INFO-EXCAVATION, avant le début des travaux. L'entrepreneur devra exécuter tous les travaux selon les normes du Bureau de Normalisation du Québec (BNQ) et selon le code du bâtiment en vigueur.

L'entrepreneur devra faire les vérifications de toutes les dimensions avant la réalisation du projet et contacter l'architecte paysagiste pour signaler toutes omissions ou ambiguités au projet. L'architecte paysagiste n'est pas responsable de la qualité d'exécution des travaux réalisés pas l'entrepreneur.

Note au propriétaire
Le propriétaire à la responsabilité de faire approuver le ou les plans par la municipalité, il devra se procurer les permis de constructions nécessaires. Le propriétaire du projet à la responsabilité d'approuver le choix des matériaux à l'aide d'échantillons.

Note réalisation

Engazonnement
L'engazonnement sera à refaire suite aux travaux, l'entrepreneur devra installer du gazon en plaque cultivé (pâturin du Kentucky no.1) sur 6 pouces de terreau à engazonnement (composé en majeure partie de sable et de limon avec 4 à 7% de matière organique, ph entre 6 et 7) selon les normes du BNQ en vigueur. Le mélange no 1 (3100) de la cie Savaria est recommandé, l'équivalent peut être accepté.

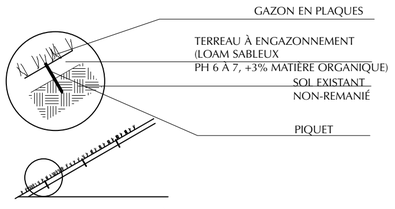
Plantation en bacs

Au fond des bacs, il est important de prévoir des trous ou espace de drainage régulier au 18 @ 24 po (voir architecte pour détail de construction)
Les bacs devront être rempli avec terreau de plantation, soit un loam sableux ayant un PH de 6.5 et un taux un matière organique entre 10 et 20%.
Le mélange no 2 (3125) de la cie Savaria est recommandé, l'équivalent peut être accepté.

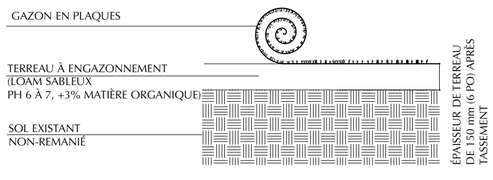
Finition
Aucun paillis de cèdre ne devra être prévu sur le dessus des bacs de plantation. Un apport de compost forestier ou autre pourra être fait à chaque printemps (mai).

Irrigation
Un système d'irrigation est recommandé pour l'ensemble des plantations.
Il est important d'irriguer également l'arbre en façade.
Une proposition pour le système d'irrigation devra être fait par l'entrepreneur paysagiste.

6.0 POSE DU GAZON EN PLAQUES

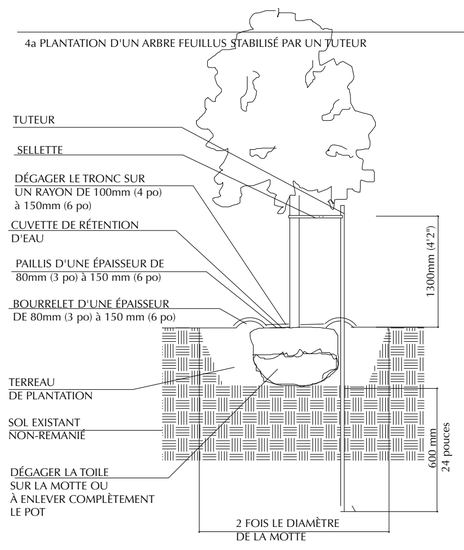


POSE SUR LES PENTES DE 3:1 À 2:1



RÉF. BNQ 0605-100/2001

4a PLANTATION D'UN ARBRE FEUILLUS STABILISÉ PAR UN TUTEUR



Note: Le tuteur doit être placé du côté des vents dominants et à une distance du tronc suffisante pour ne pas briser les racines.

RÉF. BNQ 0605-100/2001

LISTE DE VÉGÉTAUX

CATÉGORIE	QUANTITÉ	CODE	NOM LATIN	CALIBRE
ARBRES	***6***			
	1	Agbp	Ginkgo biloba 'Princeton Sentry'	50 mm
	2	Aceo	Celtis occidentalis	50 mm
	3	Aara	Acer rubrum 'Armstrong'	50 mm
ARBUSTES	***9***			
	9	Fswg	Spiraea japonica 'White Gold'	40 cm
GRIMPANTES	***1***			
	1	Gct	Clematis tangutica	1 Gal
VIVACES	***59***			
	18	Vcaf	Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'	2
	3	Vhpm	Hemerocallis 'Pardon Me'	2
	24	Vphf	Phalaris arundinacea 'Feesey Form'	2
	5	Vsea	Sedum acre	SP3
	9	Vseau	Sedum spectabilis 'Autumn Joy'	2
TOTAL	***75***			

Note: SP3= 4 po (9 cm) SP5= 2 litres (15 cm) 2= 2 gallons

Source, Plan implantation

Calce architecture Workshop
2019-06-14

No	Date	Émission
001	12 oaût 2019	pour permis

Sceau

ASSOCIATION DES ARCHITECTES PAYSAGISTES DU QUÉBEC
Martine Boudreault
356

Architecte paysagiste

L'espace Paysage
signé Martine Boudreault
T.450.447.2180 mboudreault@lespacepaysage.ca

Droit d'auteur
Ce dessin est sujet au droit d'auteur, il ne peut être reproduit pour quelques intentions ou usages que ce soit, il ne peut être utilisé uniquement avec l'apposition de la signature et du sceau.

www.lespacepaysage.ca

Conception
Martine Boudreault

Vérifié par
Martine Boudreault

Client
9373-2634 Québec inc.

Projet
5713 Cote des Neiges
Montréal

Titre
Plan d'aménagement paysager

Dessin
Plan de plantation

Échelle
0'-1/8"=1'0"

Date
12 août 2019

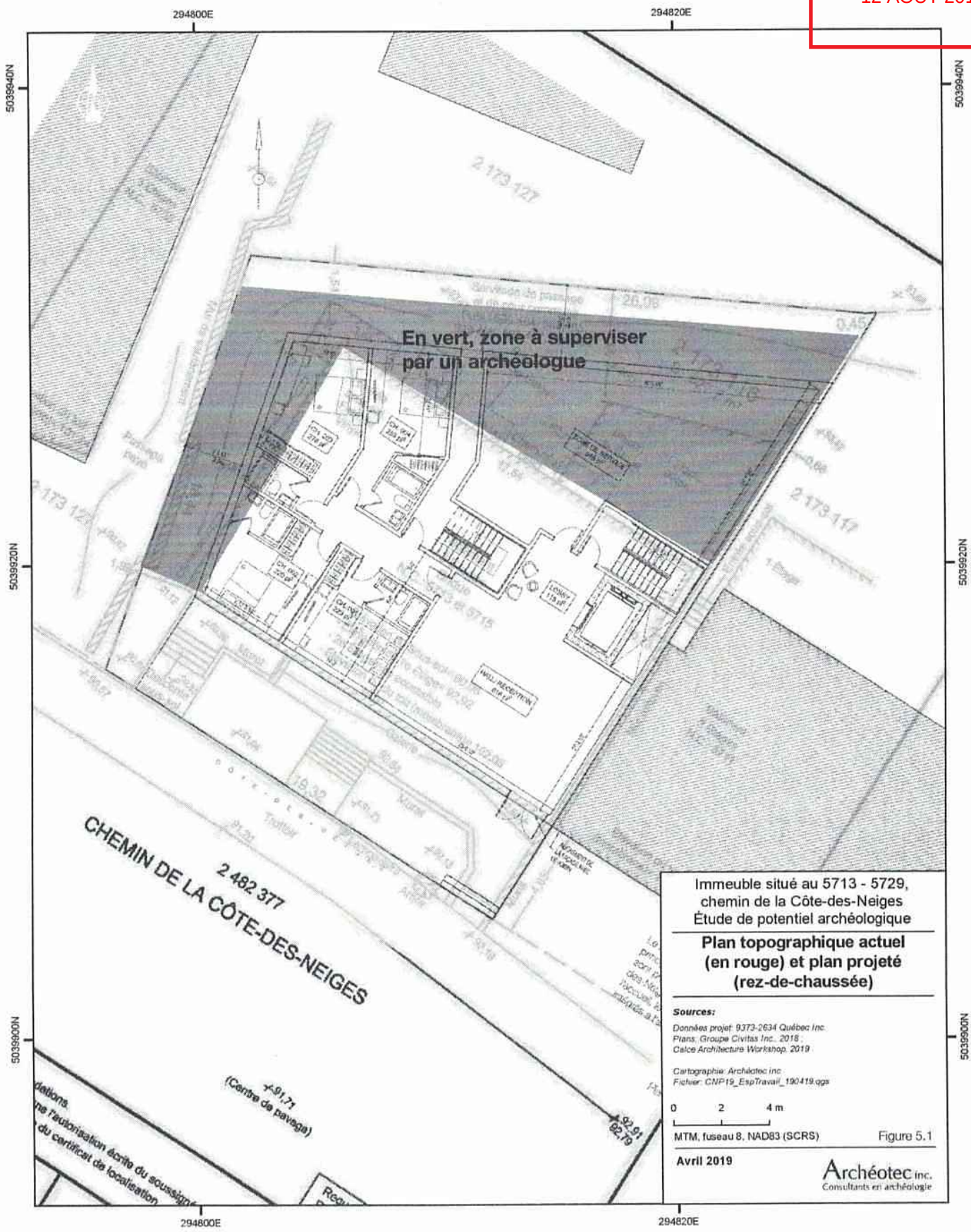
Feuille
1 de 1

ANNEXE C - FIGURE 5.1

Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

12 AOÛT 2019

CDN-NDG



Immeuble situé au 5713 – 5729 chemin de la Côte-des-Neiges



Étude de potentiel archéologique

Avril 2019

Archéotec inc.
Consultants en archéologie

Fonctions et attributions

Archéotec inc.

Direction des travaux	Daniel Chevrier
Recherche et analyse documentaire	Sylvie Dionne Daniel Chevrier Hélène Buteau
Rédaction	Daniel Chevrier Hélène Buteau
Cartographie	Maximilien Laly
Édition	Hélène Buteau

Page couverture: Chemin de la Côte-des-Neige.
Image Google et Archéotec

Les Entreprises Archéotec inc.

Fondée en 1977, la société Archéotec inc. (**www.archeotec.ca**) met sur pied des recherches, réalise des études archéologiques et effectue des recherches au terrain partout au Québec depuis 40 ans. Au fil des décennies, Archéotec a développé des expertises de pointe destinées à favoriser la recherche en archives, à colliger des données d'analyse, et à apporter une précision accrue des positionnements planimétrique et altimétrique.

Les Entreprises Archéotec inc.
8548, rue Saint-Denis Montréal H2P 2H2
Téléphone **514. 381.5112**
Fax 514.381.4995
www.archeotec.ca

Archéotec inc.
Consultants en archéologie

Table des matières

1. Contexte de l'étude de potentiel archéologique 5

2. Le patrimoine à proximité de l'aire d'étude 7

2.1 Le patrimoine construit 7

2.2 Le patrimoine archéologique 10

3. Le chemin de la côte des Neiges à travers le temps 11

3.1 Topographie originelle et préhistoire 11

3.2 Pendant les XVII[e] et XVIII[e] siècles 13

3.2.1 Installation des concessionnaires 13

Pierre Martin dit Ladouceur 15

Le terrain à l'étude en 1778 16

Le ruisseau Notre-Dame des Neiges ou Rimbault 16

3.3 Le XIX[e] siècle sur la terre de Martin dit Ladouceur 21

3.3.1 Le village 21

3.3.2 Le lot n° 47 23

3.3.3 Moulin et tannerie 27

4. Le XX[e] siècle 29

5. Conclusion, recommandations archéologiques 33

6. Médiagraphie 35

6.1 Liste des abbréviations 35

6.2 Ouvrages, études, thèses, rapports, articles 35

6.3 Documents notariés 36

6.4 Documents cartographiques 36

Liste des figures

Figure 1.1 Plan de localisation du terrain à l'étude 6
Figure 2.1 Patrimoine bâti et archéologique 9
Figure 3.1 Profil du chemin Côte-des-Neiges 11
Figure 3.1 Plan brouillon des concessions de Côte des Neiges. 14
Figure 3.2 Détail du plan de 1700 montrant la côte des Neiges 15
Figure 3.3 Côte-des-Neiges, Montréal. Vers 1845 21
Figure 3.4 La vue vers le sud, aujourd'hui 21
Figure 2.5 Le terrain à l'étude en 1866 22
Figure 3.5 Plan polyphasé de 1870 22
Figure 3.6 Plan polyphasé de 1878 24
Figure 3.7 Plan polyphasé de 1879 25
Figure 4.1 Cour arrière de l'édifice à l'étude 29
Figure 4.2 Plan polyphasé 1912 30
Figure 4.3 Plan polyphasé de 1940 31
Figure 4.4 Plan polyphasé de 1954 32
Figure 5.1 Plan topographique actuel (en rouge) et plan projeté (rez-de-chaussée. 34

Liste des tableaux

Tableau 3.1 Événements des XVII[e] et XVIII[e] siècles revus par les actes notariés 17
Tableau 3.2 Événements du XIX[e] siècle revus par les actes notariés 26

Liste des figures hors texte

Figure hors texte. Propriété de John Leeming, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC, 1859 20
Figure hors texte. Bétail sur le chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC, vers 1900 28



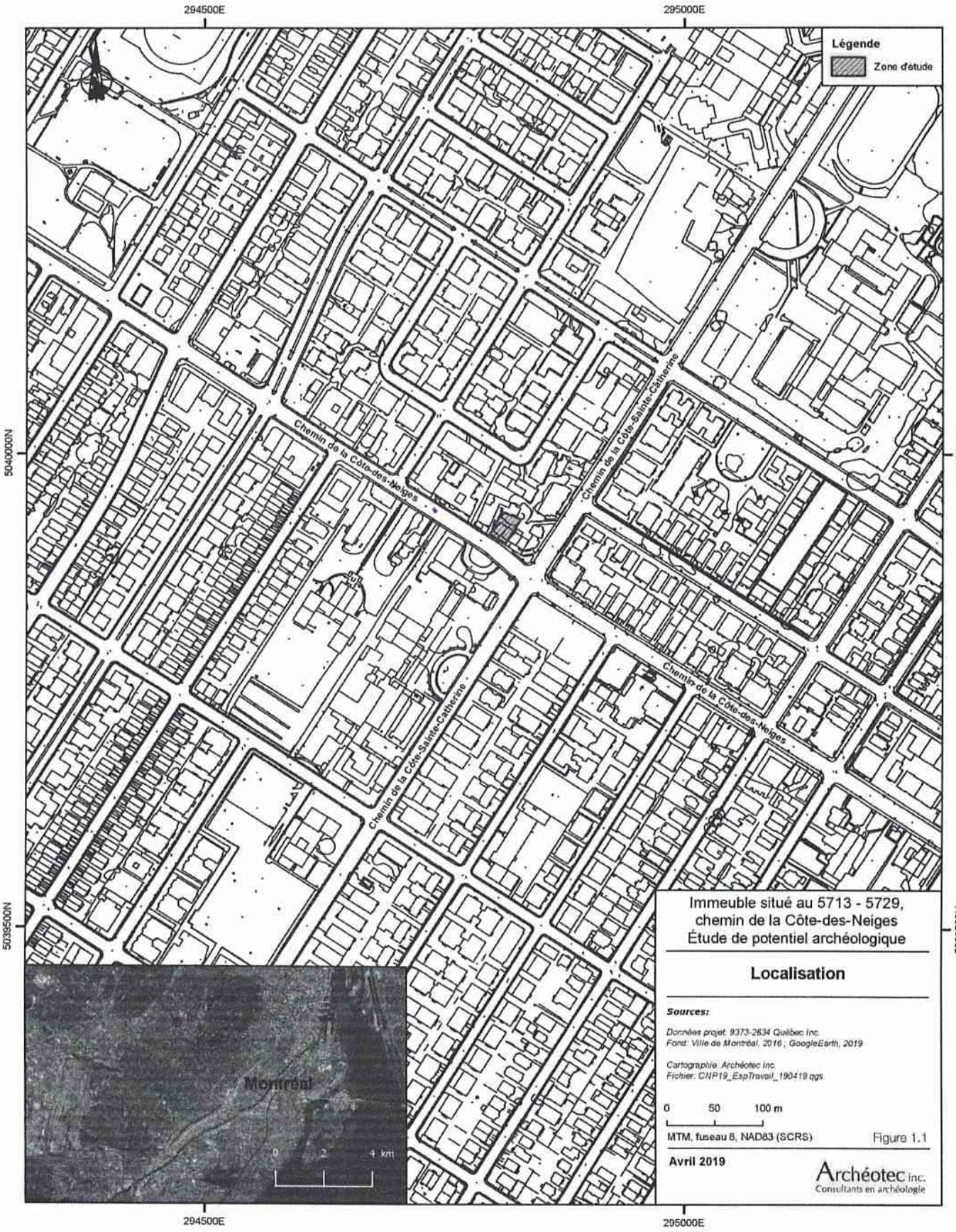
1. Contexte de l'étude de potentiel archéologique

L'immeuble situé au 5713 – 5729 Chemin de la Côte-des-Neiges doit être remplacé. Le terrain se trouve immédiatement au nord de l'intersection du chemin de la Côte-des-Neiges et du chemin de la Côte-Sainte-Catherine (figure 1.1). Le propriétaire de l'immeuble désire obtenir une étude du potentiel archéologique de ce terrain. Une évaluation sommaire du potentiel archéologique montre qu'il pourrait subsister des éléments de la présence de bâtiments historiques érigés sur cet espace au moins à partir de 1731.

La présente étude de potentiel archéologique du terrain 2 173 116 vise à identifier et à localiser aussi précisément que les documents anciens le permette, les activités anthropiques perceptibles à travers les documents anciens et plus récents. Depuis sa création officielle en 1698, la dite Côte des Neiges est reconnue pour ses caractéristiques géographiques et ses sols agricoles.

- Le ruisseau Notre-Dame des Neiges coulait dans cet espace avant les premières constructions. Il traversait le terrain à l'étude dans un axe est-ouest. Le tracé du chemin de la Côte-des-Neiges correspond aussi à un sentier traversant le mont Royal par un col et se dirigeant vers la Rivière des Prairies.
- Des fermes avec maisons et dépendances sont installées avant 1731 sur le terrain à l'étude. La famille de Pierre Martin dit Ladouceur y avait alors construit une maison, une grange et une étable. Des vergers sont aménagés.
- Plusieurs bâtiments bordent ce chemin en 1781 sur le terrain à l'étude.
- La vocation agricole se transforme graduellement en vocation résidentielle au cours du dix-neuvième siècle. Plusieurs bâtiments sont présents en 1866 et en 1879.
- La construction de grands bâtiments au vingtième siècle a sans doute éliminé plusieurs éléments plus anciens, mais leur nature et étendue restent à apprendre.

Il y a donc lieu d'acquérir, par une recherche historique et géographique, les différentes informations sur l'occupation et les bâtiments à travers le temps, afin d'identifier la nature et l'étendue du potentiel archéologique que recèlent ces terrains. L'examen des données géomorphologiques permettent également de positionner avec précision ces éléments anthropiques ainsi que le ruisseau.


294500E
295000E
5040000N
5039500N
Légende
Zone d'étude
Chemin de la Côte-des-Neiges
Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Chemin de la Côte-des-Neiges
Chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal
0 2 4 km
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Localisation
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Fond: Ville de Montréal, 2016 ; GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 50 100 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 1.1
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

2. Le patrimoine à proximité de l'aire d'étude

2.1 Le patrimoine construit

Pour localiser les différents éléments de patrimoine bâti situé à proximité du terrain à l'étude, il faut consulter la figure 2.1.

1 Église Côte-des-Neiges Presbyterian, 3435, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Cette église est construite vers 1888 (RPCQ*)

2 Chapelle des Sœurs de Sainte-Croix (partie du Pensionnat Notre-Dame de Sainte Croix), 5790, chemin de la Côte-des-Neiges. Cette chapelle a été construite en 1928 (RPCQ)

3 Église de Notre-Dame-des-Neiges, 5366, chemin de la Côte-des-Neiges. Cette église a été construite en 1939

4 Maison du 3351, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Cette maison a été construite en 1900 (Rôle d'évaluation foncière)

5 Hôpital Sainte-Justine, 3175, chemin de la Côte-Sainte-Catherine. Cet hôpital a été construit en 1950 (RPCQ)

6 Maison Fendall, 5333, avenue Decelles. Cette maison a été construite en 1910 (Rôle d'évaluation foncière)

7 Maison Roy, 3600, avenue Kent. Cette maison a été construite en 1828 (photo de la page suivante) (Rôle d'évaluation foncière)

8 Poste d'incendie n° 27, 5353, avenue Gatineau. Ce poste a été construit en 1908 (Rôle d'évaluation foncière)

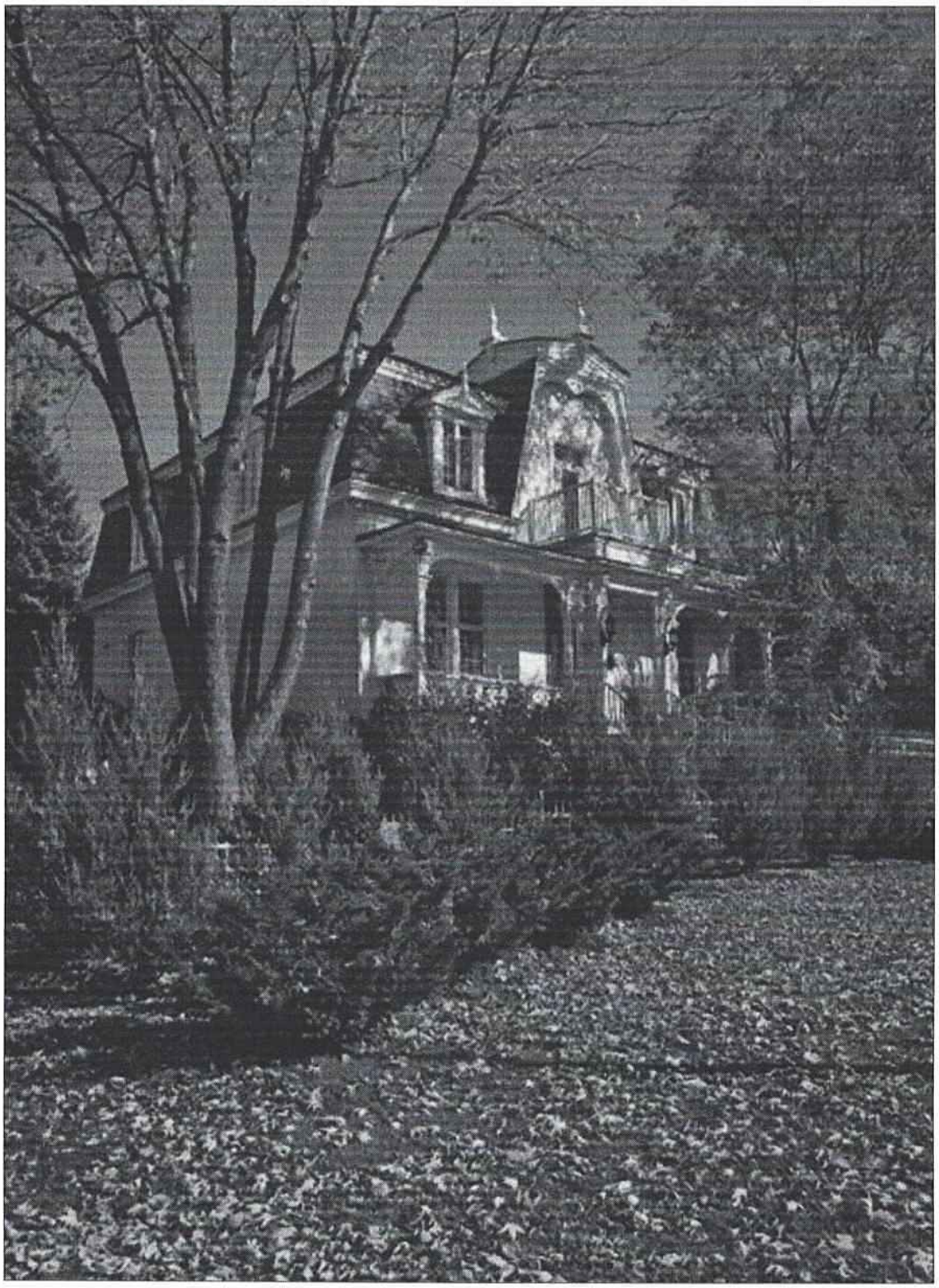
9 Immeuble Félix-Gohier, 5390, avenue Decelles. Cet immeuble a été construit en 1922 (Rôle d'évaluation foncière)

10 Église de Saint-Pascal-Baylon, 6570, chemin de la Côte-des-Neiges. Cette église a été construite en 1917 (RPCQ)

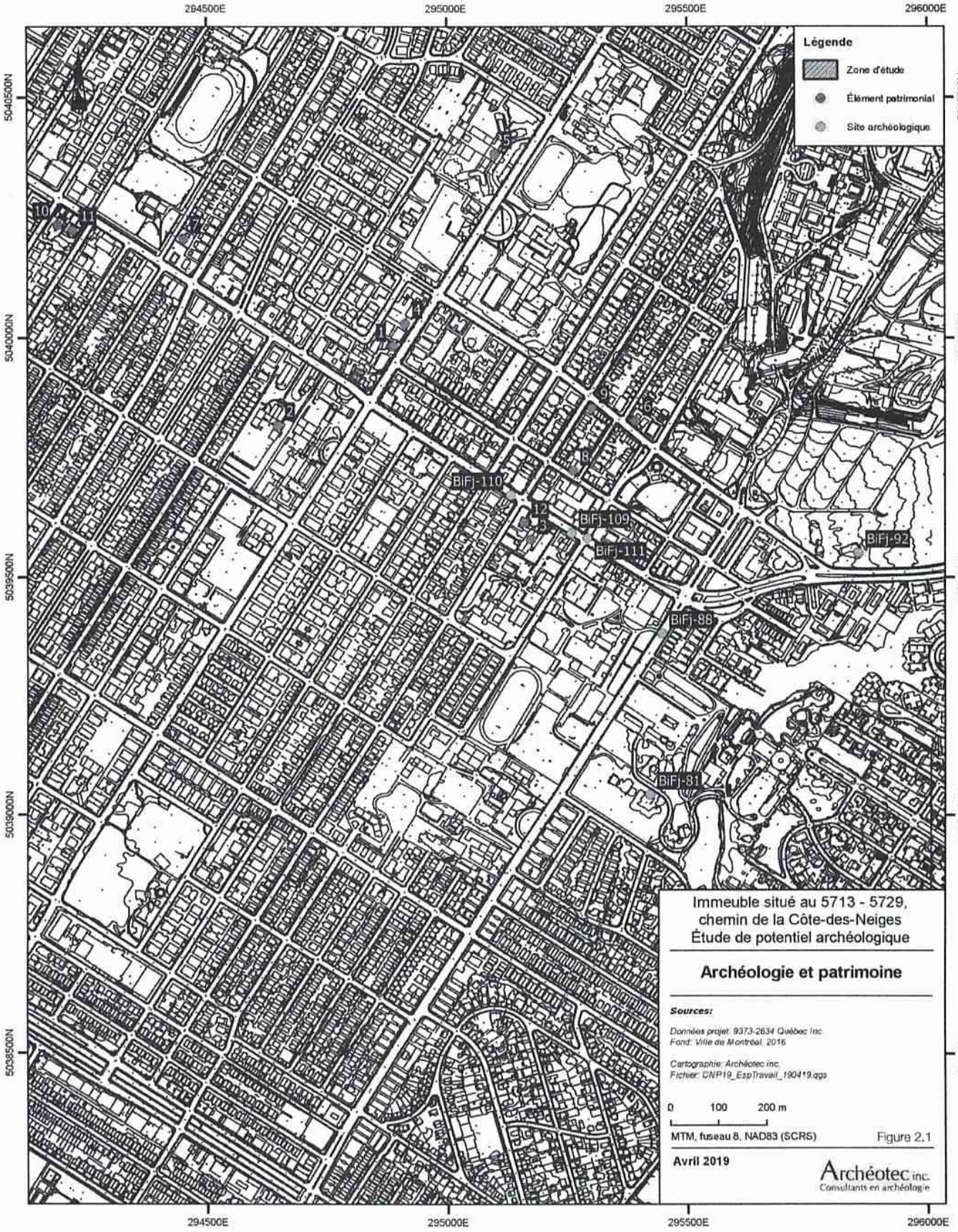
11 Presbytère de Saint-Pascal-Baylon, 6570, chemin de la Côte-des-Neiges. Ce presbytère a été construit en 1917 (RPCQ)

12 Presbytère de Notre-Dame-des-Neiges, 5366, chemin de la Côte-des-Neiges. Ce presbytère a été construit en 1925 (RPCQ)

* RPCQ Répertoire du Patrimoine Culturel du Québec



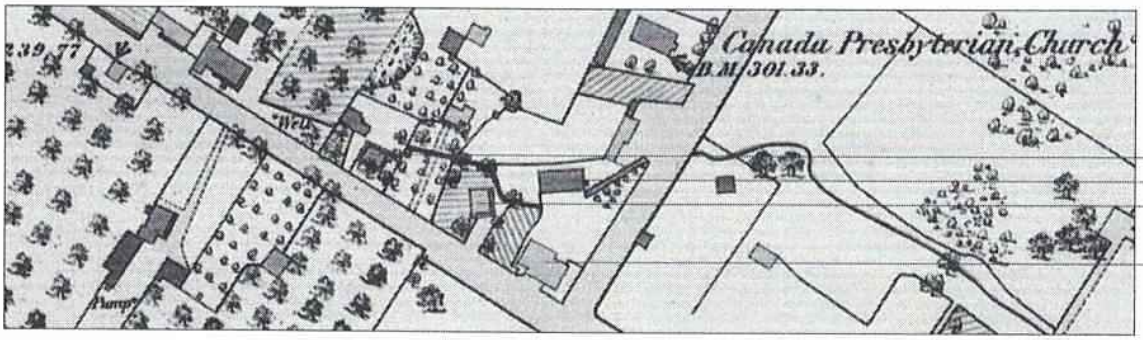
Maison Roy. Autrefois la façade donnait sur le chemin Côte des Neiges et aujourd'hui, elle est répertoriée sur la rue Kent, car il y a un garage en façade. Image Montréal IMTL.org


294500E
295000E
295500E
296000E
5040500N
5040000N
5039500N
5039000N
5038500N
Légende
Zone d'étude
Élément patrimonial
Site archéologique
BiFj-110
BiFj-109
BiFj-111
BiFj-92
BiFj-88
BiFj-81
Immeuble situé au 5713 - 5729, chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Archéologie et patrimoine
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Fond: Ville de Montréal, 2016
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 100 200 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 2.1
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

2.2 Le patrimoine archéologique

L'étude de potentiel archéologique, réalisée par Archéotec en 2004, couvre l'entier du chemin Côte-des-Neiges. On y indique, pour le terrain à l'étude, la présence d'une maison, d'une grange et d'une étable dès la fin du dix-septième siècle, et un moulin s'ajoute en 1718. Il est certain que le lot appartenant aux seigneurs de l'île sur lequel était bâti un moulin se situait sur un lot d'un arpent de superficie ajouté au lot de Pierre Martin dit Ladouceur pour l'emplacement d'un moulin à farine :

> *« Qu'au dessus est le nommé Ladouceur qui possède trois arpents de terre de front sur lad(e) profondeur, chargés des mêmes cens et rentes, lequel a maison, grange, étable et trente deux arpents de terre labourable. Sur laquelle terre lesd. seigneurs ont à eux appartenant un arpent de terre en superficie sur lequel il y a un moulin à eau faisant farine construit en pierre »*
>
> Aveu et dénombrement 1731



La localisation du bâti à travers le temps dans l'étude de potentiel archéologique de 2004 s'est avérée juste et certains d'entre ces éléments anthropiques ont été découverts au cours d'interventions archéologiques ultérieurs à l'étude. Il semble donc, ainsi qu'il est mentionné dans l'étude, que le chemin ait réellement été élargi et que les façades se trouvent sous la chaussée actuel.

D'ailleurs, plusieurs sites archéologiques sont connus pour le chemin de la Côte-des-Neiges, notamment dans sa partie sud-est (figure 2.1).

Dans la section sud-est du chemin Côte-des-Neiges, quelques sites archéologiques sont recensés: BiFj-92, BiFj-81, BiFj-88, BiFj-109, BiFj-110, BiFj-111

3. Le chemin de la côte des Neiges à travers le temps

Le parcours théorique, dans le temps, du chemin de la côte des Neiges contribue à une meilleure compréhension des éléments qui ont touché le secteur à l'étude: autant les éléments disparus que ceux qui sont encore en place.

3.1 Topographie originelle et préhistoire

Côte des Neiges présente un profil et une surface accidentée. Les difficultés physiques qu'elle impose à l'utilisateur par la succession inégale des dénivelés de ses étroites terrasses ont fait d'elle un endroit boudé par les premiers occupants qui lui ont d'abord préféré les côtes verdoyantes et ondulées des premières concessions bordant le fleuve Saint-Laurent (figure 3.1). La topographie, reproduite par les procédés modernes d'informatique, montre un espace au relief découpé par un ruisseau prenant origine dans les monts du côté sud et aboutissant, après plusieurs kilomètres de course, dans la rivière des Prairies.

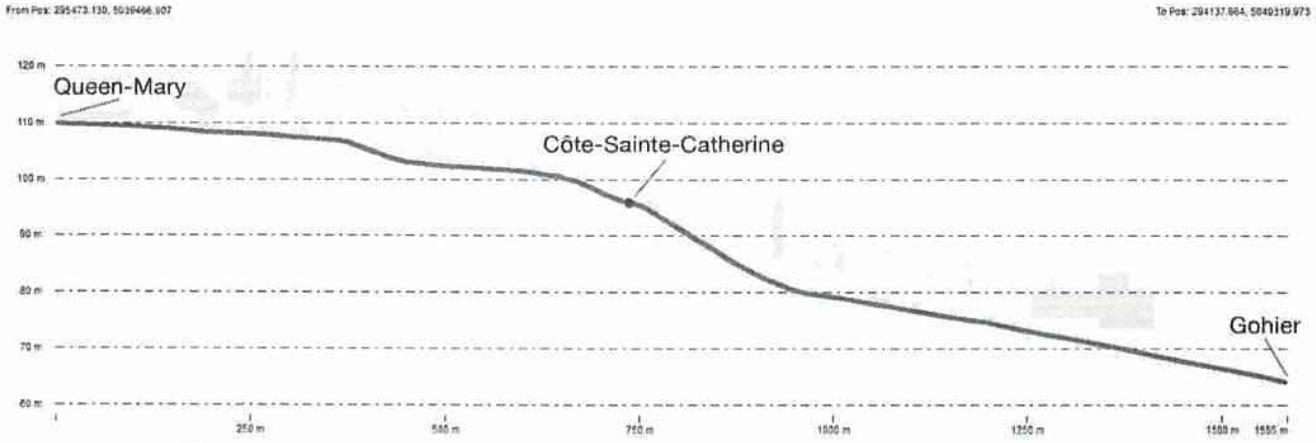


Figure 3.1 Profil du chemin Côte-des-Neiges
Archéotec inc. 2019

L'altitude de la côte est supérieure à 50 mètres (au-dessus du niveau de la mer) au niveau du boul. Jean-Talon, atteint 96 mètres à la hauteur du chemin Côte-Sainte-Catherine et dépasse 110 mètres au niveau de l'avenue Queen-Mary. Par conséquent, l'aire était dégagée des eaux de la mer de Champlain depuis quelques siècles au moment où les premières populations humaines ont occupé cette partie de l'île de Montréal, puisque le niveau de 25 m fut exondé il y a environ 8000 ans. Pour évaluer les possibilités d'occupation amérindienne de la côte des Neiges, il faut d'abord distinguer les modalités de l'utilisation du territoire des groupes iroquoiens de celles des groupes qui les ont précédés. En effet, l'économie horticole des groupes iroquoiens les incitait à s'installer dans des espaces où des clairières pouvaient facilement être ouvertes et où des ruisseaux permettaient l'approvisionnement en eau. Par exemple, le site Dawson sis dans le secteur des rues Sherbrooke et Mansfield se trouve à une altitude d'environ 50 mètres au-dessus de la mer et se profile sur le piémont du versant sud du mont Royal; de plus, à cet endroit, l'angle du talus de la terrasse de la rue Sherbrooke permet une perspective en surplomb sur les rives laurentiennes. Un environnement similaire existait de part et d'autre du ruisseau Notre-Dame-des-Neiges entre le replat de la Côte Sainte-Catherine et l'avenue Queen-Mary. Même si ce ruis-

seau n'était pas navigable, il recueillait suffisamment d'eau de pluie, d'eau de fonte des neiges et d'eau de source pour être actif toute l'année. Bien qu'on ne sache rien de l'état de ses rives et de la forme de sa vallée, ce ruisseau ne devait pas être très encaissé puisque les occupants du régime français ont réussi à le canaliser par endroits. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un torrent (c'est-à-dire un cours d'eau très actif au printemps et à sec le reste de l'année) mais d'un ruisseau dont le débit suivait les fluctuations saisonnières et qui devait couler en cascades en fonction des seuils de la roche (calcaire) en place. Avant les aménagements du vingtième siècle, les dépôts meubles semblent avoir été peu épais dans l'aire d'étude. Par exemple, sur l'avenue Queen-Mary près de l'avenue Côte-des-Neiges, on compte moins de deux mètres de dépôts; près de l'avenue Lacombe on compte environ huit mètres; et sur le chemin de la Côte-Sainte-Catherine près de Decelles, les dépôts meubles sont négligeables. On peut supposer que ce cours d'eau a peu modifié sa configuration naturelle pendant le régime français et pendant les siècles qui ont précédé. Par ailleurs, il apparaît certain, bien qu'il n'y ait encore aucun indice archéologique à cet égard, que le col de Notre-Dame-des-Neiges fut utilisé par la plupart des groupes amérindiens ayant occupé l'île de Montréal. En effet, d'une part, on sait que les carrières de cornéenne visibles le long de l'actuel chemin Camilien-Houde furent exploitées par des groupes amérindiens il y a plus de 3000 ans. D'autre part, le versant méridional du mont Royal immédiatement au sud-ouest du col de Notre-Dame-des-Neiges a accueilli un nombre indéterminé de sépultures. Il en est de même au nord-est du mont Royal dans le secteur des rues Laurier et de Côte-Sainte-Catherine. Plus près du terrain à l'étude, une sépulture fut mise au jour dans le chemin Queen-Mary près du collège Notre-Dame. Pour des groupes de chasseurs, l'environnement de l'aire d'étude est propice à une occupation hivernale et à une exploitation en toutes saisons. La présence de vergers dans l'aire d'étude au cours du régime français indique que l'ensoleillement et le drainage étaient adéquats. La présence des sommets protégeait l'aire d'étude des vents du Nord. La forêt abritait une faune diversifiée dont sûrement une population de cerfs de Virginie. Sans qu'il soit possible de circonscrire une ou des zones à potentiel archéologique amérindien, on peut tout de même affirmer que le segment de l'avenue Côte-des-Neiges entre l'avenue Côte-Sainte-Catherine et l'avenue Queen-Mary présente un bon potentiel archéologique.

3.2 Pendant les XVII[e] et XVIII[e] siècles

Ce sont les Sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal, qui requièrent les services de l'arpenteur Gédéon de Catalogne pour ouvrir la côte des Neiges à la concession (figure 2.1). Nous sommes en 1698 et aussitôt les concessionnaires se déclarent intéressés, bien que les exigences soient très nombreuses et strictes. Ainsi, ceux qui font la demande pour obtenir une concession, doivent se conformer à l'obligation de ne faire aucune vente d'eau-de-vie aux Amérindiens. Cette exigence retardera l'attribution d'un terrain à la côte pour certaines personnes très en vue !

Tout est très rapide. Nulle part ne sont mentionnées les raisons véritables de cet empressement à s'installer à la côte des Neiges. Il apparaît cependant, sous l'éclairage des événements qui se sont déroulés à ce jour sur ce site privilégié, une aptitude affirmée des Sulpiciens pour le développement via l'horticulture, la culture et l'agriculture puisse avoir été à l'origine de cette popularité.

3.2.1 Installation des concessionnaires

C'est sans doute animés de ce sentiment que les Sulpiciens veillent à développer une aire de Montréal, pourtant éloignée de la ville et à la configuration singulière. En effet, tout en paliers, traversé par un ruisseau ponctué de cascades, appuyé sur des montagnes et limité au nord par une crête constituée par la rue Jean-Talon aujourd'hui, l'endroit n'invitait pas de premier abord à l'installation des familles. Les Sulpiciens, eux, avaient pourtant retenu le sol riche, les versants de montagne si propices à la culture notamment de vergers, l'accès facile à l'eau fraîche. Dès les débuts, pour accommoder les premiers concessionnaires, ils font ouvrir un chemin du Roy dont ils entretiennent la chaussée. Ils font construire, à une date non connue par les documents, mais que nous pouvons situer après 1702 et avant 1707, un moulin banal mu par l'eau. Peu de temps après, avant 1712, ils font construire un autre moulin à farine un peu plus au nord, sur un arpent qu'ils s'étaient réservé après l'abolition de la commune.

Une décennie plus tard environ, ils en feront construire un autre, encore plus au nord, cette fois sur la profondeur du lot afin d'utiliser la puissance du ruisseau dont le parcours oblique vers l'ouest à cet endroit. Ils encouragent l'élevage par l'aménagement d'une commune en arrête centrale du front des lots. Aujourd'hui, à la lumière des documents, il est facile de voir dans l'ouverture de la côte des Neiges, un projet réfléchi où se profilent les intérêts les plus ambitieux. Trente-sept lots seront disponibles aux concessionnaires. Ces lots, disposés de part et d'autre de la commune, auront un front dont la largeur fluctue vraiment avec le temps. L'arpenteur Gédéon de Catalogne avait d'abord pensé accorder deux arpents de front pour tous les lots, mais il fait exception au départ avec le sien (trois arpents) et ceux d'autres personnes. En revanche, au début du moins, les lots ont à peu près tous 20 arpents de profondeur. Certains lots, comme celui qui est accordé plus tard à Rigaud de Vaudreuil, sont appuyés à la montagne et présentent donc une superficie irrégulière. Les limites est et ouest de la côte des Neiges seront conséquemment les rues Victoria et Westbury aujourd'hui.

La première personne à recevoir un lot dans lequel se trouve aujourd'hui le terrain 2 173 116 se nomme Pierre Martin dit Ladouceur. On ignore aujourd'hui s'il a construit une maison et aménagé son terrain dès 1698, mais il est fort possible qu'il y ait, sur ce lot et dès la fin du dix-septième siècle, des bâtiments y soient construits. Au départ, Ladouceur devait recevoir 2 arpents sur vingt, mais il semble qu'au cours des ans, un arpent se soit ajouté aux deux de front.

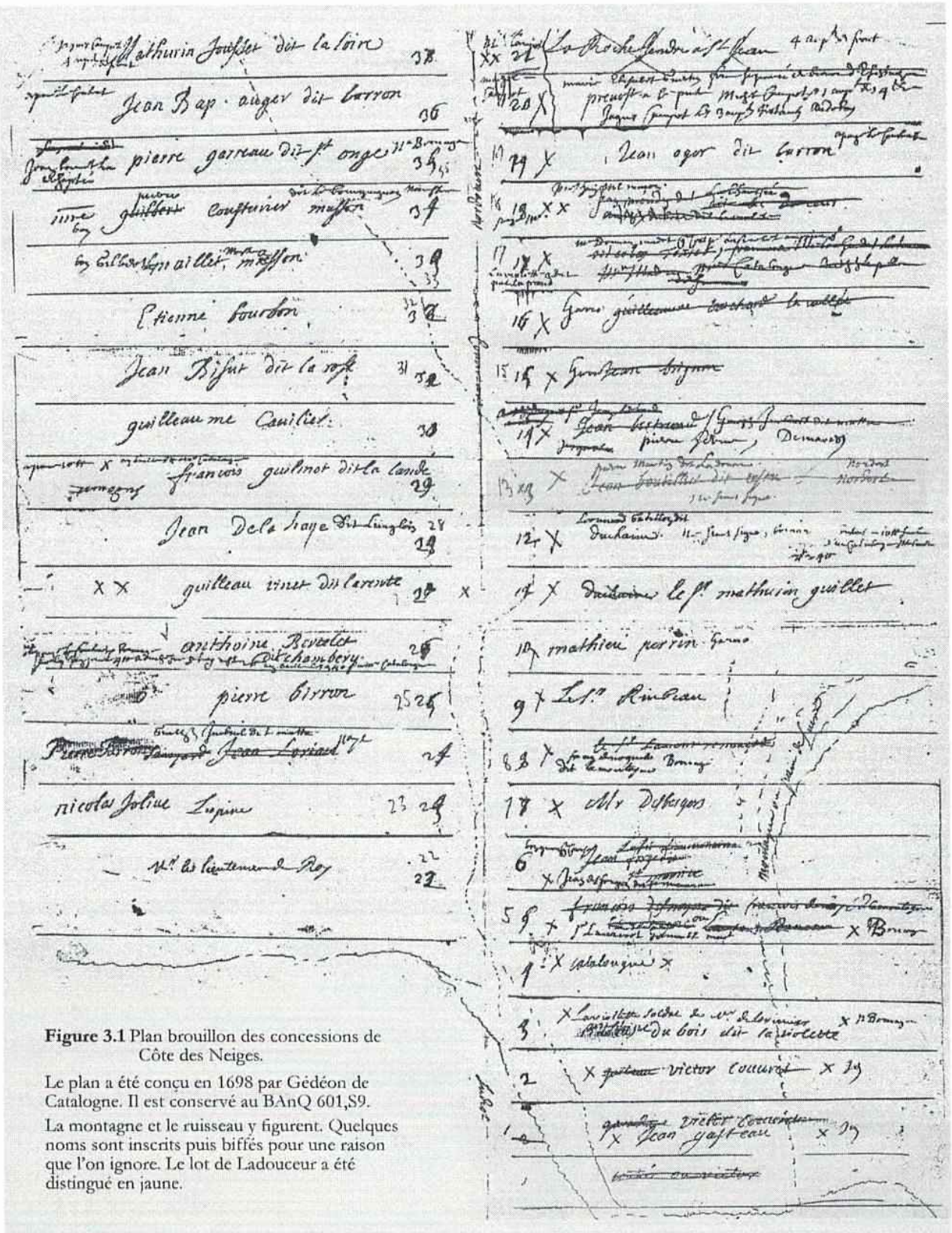


Figure 3.1 Plan brouillon des concessions de Côte des Neiges.

Le plan a été conçu en 1698 par Gédéon de Catalogne. Il est conservé au BAnQ 601,S9.

La montagne et le ruisseau y figurent. Quelques noms sont inscrits puis biffés pour une raison que l'on ignore. Le lot de Ladouceur a été distingué en jaune.

Pierre Martin dit Ladouceur

Né en 1666, en France, à Bergerac dans le Périgord, Pierre Martin dit Ladouceur a fait carrière en tant que soldat et c'est à ce titre qu'il arrive en Nouvelle-France. Il appartenait au régiment de Carignan plus précisément dans la compagnie de Jacques DeNoré Dumesnil. À trente ans, le 12 septembre 1696, il épouse à Montréal, une jeune fille de vingt ans, Marie-Anne Limousin Beaufort. Ensemble, ils ont onze enfants. Il semble qu'en se mariant, il devient cultivateur et c'est probablement pour cette raison qu'il reçoit une terre sur la côte des Neiges deux années plus tard.

Martin dit Ladouceur meurt en 1742, à l'âge de 76 ans. Marie-Anne lui survit pendant quelques années et meurt en 1750. Elle avait alors 74 ans. En 1731, alors que les seigneurs de l'île de Montréal procède à un Aveu et dénombrement (recensement), c'est Ladouceur qui est propriétaire du lot 13 (figure 2.2). À ce moment, nous apprenons que la famille possède une maison, une grange, une étable et trente-deux arpents de terre labourable.

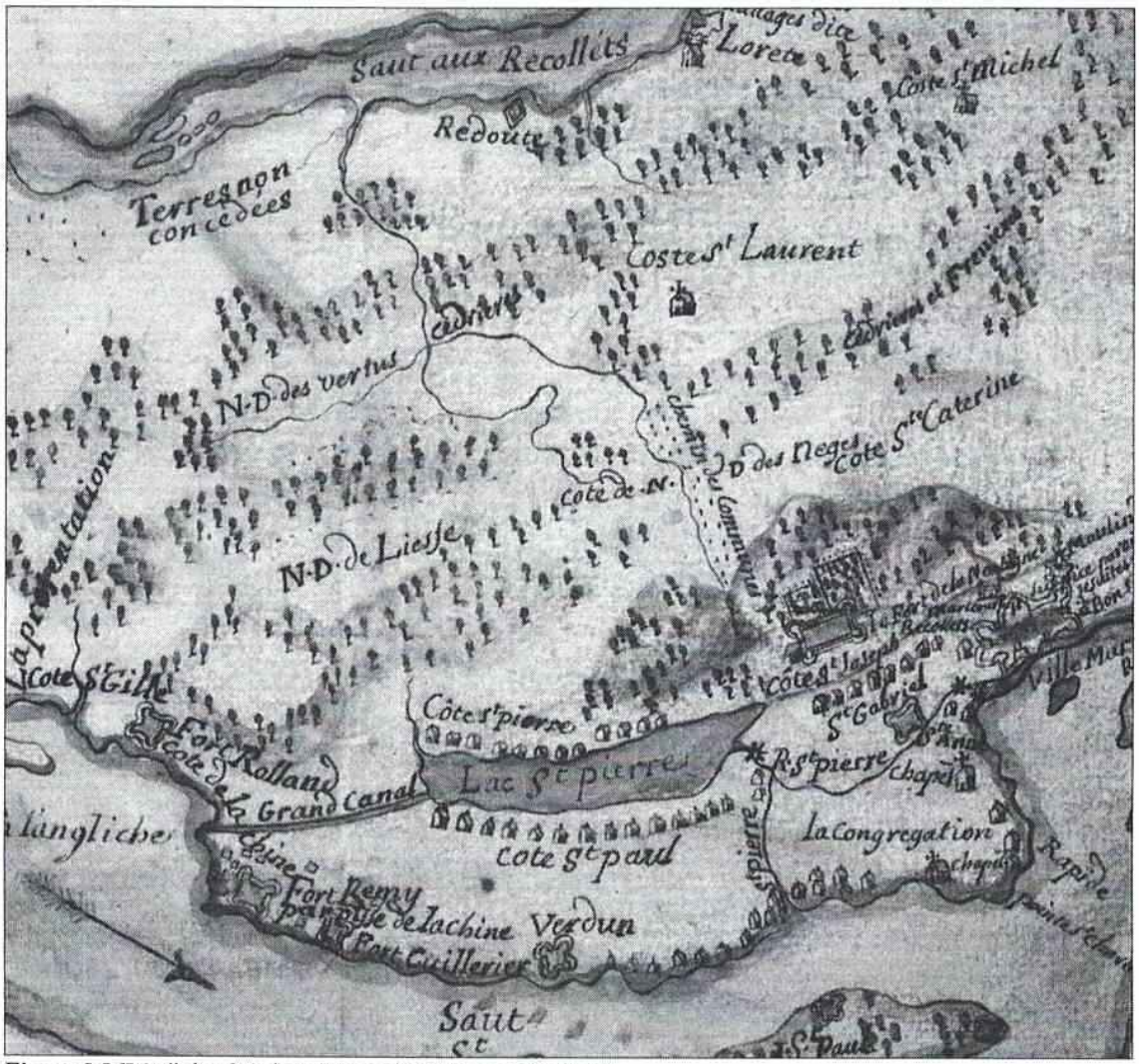


Figure 3.2 Détail du plan de 1700 montrant la côte des Neiges

Plan anonyme conservé en France, Château de Vincennes. La position approximative du terrain de Ladouceur est indiquée par un triangle jaune.

« Qu'au dessus est le nommé Ladouceur qui possède trois arpents de terre de front sur lad(e) profondeur, chargés des mêmes cens et rentes, lequel a maison, grange, étable et trente deux arpents de terre labourable.

Sur laquelle terre lesd. seigneurs ont à eux appartenant un arpent de terre en superficie sur lequel il y a un moulin à eau faisant farine construit en pierre ».

Mathieu et Laberge 1991

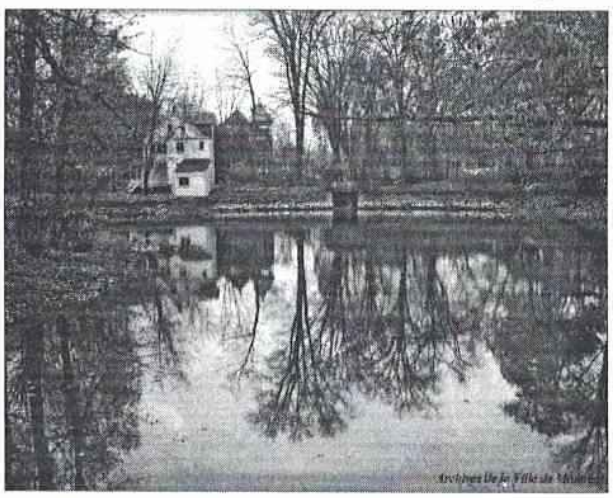
Ce texte renseigne sur le fait que sur un arpent reçu plus tard par Ladouceur, les seigneurs de l'île de Montréal ont fait construire, en pierre, un moulin à eau faisant farine. C'est probablement pour cette raison que Ladouceur reçoit deux arpents en front en 1698 et qu'il en possède trois à au dix-huitième siècle. Il est possible que les Sulpiciens, seigneurs de l'île, lui aient donné la responsabilité de gestion du moulin.

Le terrain à l'étude en 1778

Le terrain à l'étude appartient au fils de Pierre Martin dit Ladouceur, car celui-ci meurt en 1769. Il s'agit de Jean-Baptiste Martin dit Ladouceur qui a à ce moment 57 ans. Il s'est marié à 22 ans avec Marie-Anne Gauthier. Il semble avoir hérité de toute la terre, soit 3 arpents en front sur la commune et sur le ruisseau sur 20 arpents en profondeur. Le moulin se dresse encore sur cette terre, alors que sur les deux autres arpents, il y a encore une maison, une grange et une étable (tableau 3.1).

Jusqu'à cette date, la principale activité agricole de l'endroit est associée à l'exploitation de vergers. À la côte des Neiges, les vergers y sont en effet immenses et occupent une grande partie des terres. Mais la fin du dix-huitième siècle, ainsi que le dix-neuvième, les tanneries se développent sur la côte.

C'est sur l'Aveu et dénombrement de 1781 qui révèle pour la première fois la présence de tanneries sur la côte des Neiges. Il semble bien que les tanneurs sont également agriculteurs. Avant la fin du dix-huitième siècle, cinq tanneries sont en opération le long du ruisseau de la côte des Neiges, le ruisseau Rimbault. Pour les opérations de tannage, des matières de base, telles les écorces de chêne et le crottin de poules, assez faciles à obtenir dans la campagne, à la côte des Neiges, sont nécessaires. Il faut de plus remplir à l'occasion les bassins d'eau fraîche pour le rinçage. L'eau est très présente à la côte des Neiges.



Le ruisseau Notre-Dame des Neiges ou Rimbault

Ce ruisseau coule de la montagne, traverse la côte, et se jette finalement dans la rivière des Prairies dans le quartier Ahuntsic. Le ruisseau porte aujourd'hui ce nom en raison de la fin de son parcours qui traverse les terres de Pierre Raimbault, important propriétaire foncier à Saint-Laurent.

Depuis les années 60, il est entièrement canalisé et la seule partie visible est sont embouchure (photo ci-contre, Archives de la Ville de Montréal).

Tableau 3.1 Événements des XVII[e] et XVIII[e] siècles revus par les actes notariés

No Terrier de l'Île / No Terrier du Village; No Cadastre Village de Côte-des-Neiges	Références: (Notaire, No minute) ou autres Date Type d'acte	1re partie	2e partie	Mesures Limites Bâtiments	Remarques:
No 902 du Terrier de l'Île	A. Adhémar dit Saint-Martin 3 mai 1698 Concession	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, demeurant à Ville Marie	Terre de 40 arpents en superficie: 2 arpents de front sur 20 arpents de profondeur «Tennant d'un bout sur le devant avec une ligne qui court Nordouest et sépare ladite concession des terres destinées pour servir de Commune aux habitans [...] d'un costé une ligne qui court Nordest et sépare ladite concession de celle de Léonnard Gatillon dit Duchesne, d'autre bout par derrière et d'un costé aux lignes [...] quy séparent ladite concession des terres de Messieurs Les Seigneurs non concédées»	Ledit preneur acceptant le droit de commune.
No 901 du Terrier de l'Île	A. Adhémar dit Saint-Martin 29 février 1700 Vente	Gédéon de Catalogne, officier dans les troupes du détachement de la marine, agissant comme procureur d'Antoine LEPELLE DES-MARES, habitant de Champlain	Pierre MARTIN dit LADOUCEUR et Léonnard GATILLON dit DUCHESNE, habitants de la Côte Notre Dame des Neiges	Terre de 40 arpents en superficie: 2 arpents de front sur 20 arpents de profondeur «Tenant la totalitté de ladite concession d'un bout pardevant à une ligne qui sépare les terres de ladite concession dans celles de ladite Commune, d'autre bout par derrière aux terres de Messieurs Les Seigneurs de cette Isle non concédées, d'un costé aux terres de Pierre Garro Xaintonge, et d'autre part à celles dudit Pierre Martin...»	De plus, lesdits Martin et Gatillon ont fait les échanges qui en suivent: ledit Martin cède à titre d'échange audit Gatillon un arpent de terre de front sur 21 arpents de profondeur faisant la moitié de sa concession du côté dudit Gatillon. Celui-ci en contre échange lui cède sa part reçue de la concession ci-dessus de Monsieur de Catalogne. Comme ledit Martin s'est fait bâtir une maison sur l'arpent de terre de front délaissé à Gatillon, celui-ci lui promet de lui fournir un charpentier pendant deux journées. De cet accord, il en résulte que Martin (n° 901 et 902 ptie) et Gatillon (n° 902 ptie et 903) ont chacun une concession de 3 arpents de front sur le chemin du Roi.
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	A. Adhémar dit Saint-Martin, n° 5816 18 sept. 1701 Marché de charpenterie	Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, habitant de la Côte Notre Dame des Neiges	Étienne Trutteau, charpentier, demeurant à Longueuil	Une maison de 25 pieds de long sur 20 pieds de large, de pièces sur pièces, avec 2 portes et 4 fenêtres ainsi qu'une lucarne au comble. La maison sera couverte de planches.	Ledit Trutteau promet de faire tous les ouvrages de charpenterie qui seront nécessaires pour construire une maison sur la concession dudit Martin, lequel sera tenu de fournir le bois et de le traîner sur place.
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	P. Raimbault, n° 2268 23 février 1718 Échange	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, habitant de la Côte Notre Dame des Neiges	«à prendre quinze pieds au delà des dalles du moulin à eau que [...] les seigneurs y ont fait bâtir, du côté du nort jusqu'au grand chemin de ladite côte, et quinze pieds au delà du bâtiment dudit moulin du côté du nort ou nort ouest jusqu'à l'habitation de deffunt Duchesne...» «tout le terrain qui se trouve sur la devanture de l'habitation dudit Martin...», «tenant du côté du nort et nort est à l'habitation dudit Martin du côté du sud ouest au grand chemin de ladite côte, et du côté du sud est audit Duchesne en tirant une ligne depuis ledit bâtiment dudit moulin, quinze pieds plus au nort en allant audit chemin sur le Rhumb de Vent sud-ouest». Un moulin à eau	En contre échange, le Séminaire a concédé audit Martin une terre non concédée au bout de la terre déjà acquise par ledit Martin à la Côte Notre Dame de Liesse.

No Terrier de l'Île / No Terrier du Village; No Cadastre Village de Côte-des-Neiges	Références: (Notaire, No minute) ou autres Date Type d'acte	1re partie	2e partie	Mesures Limites Bâtiments	Remarques:
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	Aveu et dénombrement 1731	LADOUCEUR		3 x 21 arpents Maison, grange et étable	32 arpents de terre labourable.
Terrier	C.-C.-J. Porlier, n° 326 27 juillet 1737 Vente	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Pierre HAY, demeurant à la Côte de Notre Dame des Neiges	«[...] quinze pieds au dela du [piquest] et desdits pilliez et autant au dessous de ladite maison allant en droite ligne audit chemin du bout d'en haut ladite chaussée jusqu'au susdit chemin» Un terrain situé sur la devanture de la terre du nommé Ladouceur, père «plus un terrain au dessus pris sur la devanture de la terre voisine appartenante à la veuve Duchesne sur lequel il y a une chaussée pour réserver les eaux pour le susdit moulin». «une grande maison de pierre couverte de planche dans laquel il y avoit un moulin à eau faisant farine et servant de logement au meunier», avec une grange de bois aussi couverte de planches.	«... sont construits sur le même terrain plusieurs pilliez de pierre portant des dales de bois par où couloient les eaux qui faisoient tourner ledit moulin». Les seigneurs se réservant le droit de moulin à farine sans que ledit Hay puisse rétablir ledit droit, «luy abandonnant néantmoins l'arbre et la roue dudit moulin et tous autres travaux.»
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	J.-B. Adhémar dit Saint-Martin, n° 8668 5 mai 1743 Bail à ferme et à loyer	Marie Anne LIMOUSIN veuve de Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, demeurant à la Côte des Neiges	Jean MARTIN dit LADOUCEUR, habitant, demeurant à ladite Côte des Neiges	3 arpents de front sur 21 arpents de profondeur «tenant sur le devant à la ligne qui sépare les habitations de ladite côte par derrière au Sieur Guy marchand d'un costé au nommé Lamouche et d'autre costé à la veuve Duchesne». Une grange	Bail pour une année, à la charge par le preneur d'ensemencer la terre «sans deteriorer ny désaisonner cercler couper et engranger lesdits grains dans la grange qui est sur ladite terre et iceux battus estre partagé par égale moitié après que la bailleresse aura préalablement pris six minots de blé et trois minots de poix pour la semence qu'elle avance comme aussy la moitié des fruits du vergé...».
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	L.-C. Danré de Blanzy, 31 juillet 1743 Inventaire des biens	Marie Anne LIMOUSIN, veuve de Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, vivant habitant de la Côte des Neiges		3 arpents de front sur 21 arpents de profondeur «tenant la totalité de la terre d'un bout pardevant au chemin de Roy par derrière aux terres Ste Catherine d'un costé à la veuve Dubuisson et de l'autre costé à Lamouche». «avec une vieille maison de pièces sur pièces couverte de vieilles planches cheminée de pierre tombant en ruines une grange en poteaux et une étable vieille de pièces sur pièces»	«sur laquelle il y a un verger complanté d'arbres fruitiers».
No 901 du Terrier de l'Île	J.-B. Adhémar dit Saint-Martin, n° 9499 13 juillet 1746 Vente	Marie Anne LIMOUSIN, veuve de défunt Pierre MARTIN dit LADOUCEUR, demeurant à la Côte des Neiges	Jean Baptiste MARTIN dit LADOUCEUR, son fils, habitant, demeurant à la Côte des Neiges	1 1/2 arpent de terre de front sur 21 arpents de profondeur Tenant sur le devant au chemin de Roy qui sépare les habitants de ladite côte, par derrière au Sieur Guy, d'un côté à ladite veuve et d'autre côté au nommé Lamouche. Avec les bâtiments	Titre: appartient à la veuve l'arpent et demi avec les bâtiments à cause de la communauté de biens qui a existé entre elle et ledit défunt Ladouceur. «Et comme ladite Marie Anne Limousin est d'un âge très avancé et hors d'estat de pouvoir travailler estant affligé de la vue et voulant s'assurer une rente certaine pour subvenir à sa nourriture» elle laisse à son fils le prix de la vente à la charge de la nourrir, la loger et l'entretenir.

No Terrier de l'Île / No Terrier du Village; No Cadastre Village de Côte-des-Neiges	Références: (Notaire, No minute) ou autres Date Type d'acte	1re partie	2e partie	Mesures Limites Bâtiments	Remarques:
Terrier	P. Panet de Méru, n° 4546 11 mai 1776 Vente	Pierre HAY, tanneur, et Félicité Berthelet, son épouse, demeurant à la Côte des Neiges	Joseph TOURNEUR, tanneur, et Monique Bazinet, son épouse, demeurant à la Côte des Neiges	Emplacement de 1 arpent en «quarré». «d'un côté à Pierre Sarrazin et d'autre côté à Jacques Ladouceur d'un bout par devant au chemin du Roy et par derrière audit Ladouceur» «avec une maison dessus construite Tannerie en dépendante...»	«avec les ustensils et ferrures de la tannerie consistant en une chaudière quatre cuves de [...] et le bassin...». Titre: Le terrain appartient au vendeur par acte de partage passé entre lui et ses cohéritiers devant le notaire Panet de Méru, 17 juillet 1761(?).
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	S. Sanguinet, n° 1356 25 février 1779 Donation	Jean-Baptiste MARTIN dit LADOUCEUR et Marie-Anne Gauthier, son épouse, demeurant à la Côte des Neiges	François MARTIN, leur fils, demeurant à la Côte des Neiges	Une terre de 3 arpents de front sur 21 arpents de profondeur ou environ. «Tenant pardevant au Chemin du Roy par derrière à M. Guy d'un costé à Antoine Lamouche et de lautre costé à Pierre Sarazin» «avec une maison de bois une grange un étable construit dessus...»	Il est précisé qu'il y a un verger sur cette propriété. Lors de cette donation, Raymond Martin, frère de François, obtiendra entre autres, une terre de 5 arpents de front à la Côte des Neiges. Les deux frères devront payer à leurs parents une rente et pension viagère. Après le décès des donateurs, François et Martin se partageront par moitié tous les biens meubles et immeubles de leurs parents.
Nos 901 et 902 (ptie) du Terrier de l'Île	Aveu et dénombrement 1781	Jean Baptiste MARTIN		3 x 20 arpents Maison, grange et étable.	3 arpents de verger, 40 arpents de terre labourable.
Terrier	S. Sanguinet, n° 2360 3 août 1784 Vente	Joseph TOURNEUR, et Monique Bazinet, son épouse, demeurant à la Côte des Neiges	Jean BIZET, Maître tanneur, demeurant à la Côte des Neiges	Emplacement de «5 perches et 7 pieds de front sur le Chemin du Roy sur 1 arpent de profondeur de long de la Veuve Sarazin et étant irrégulier du côté du vendeur cependant allant en profondeur 86 pieds en ligne directe et le restant de la profondeur en se fermant et rétrécissant pendant 8 perches et 7 pieds en allant joindre la ligne de la veuve Sarazin suivant la clôture qui y est actuellement...» «Tenant la totalité dudit terrain pardevant au Chemin du Roy par derrière et d'un côté audit vendeur et de l'autre côté à la Veuve Sarazin»	Le vendeur se réservant «la levée du jardinage et des pommes pour cette année seulement...». Titre: Le morceau de terre appartenant aux vendeurs «avec une plus grande quantité par acquisition qu'ils en ont faite de Pierre Hay.»
Terrier	J. Papineau, n° 1303 26 mai 1789 Vente	Joseph TOURNEUR, demeurant à la Côte des Neiges	Louis Gabriel et Raphaël DAVID, frères, fils de Jean Baptiste David, habitant, demeurant à St-Michel	Emplacement «d'environ un demi arpent en superficie» «tenant pardevant au chemin de roy par derrière au moulin, d'un côté Jean Baptiste Bizet, d'autre côté à Ladouceur auquel ledit emplacement aboutit aussi en partie par derrière.» Maison et tannerie dessus construites	Titre: Emplacement acquis avec plus grande étendue de Pierre Hay par contrat passé devant le notaire Panet, le 11 mai 1776. «Lesdits acquéreurs seront obligés d'entretenir les contracts de vente que ledit Joseph Tourneur a ci-devant fait du moulin ci-devant mentionné et du terrain de Jean Baptiste Biset, et souffrir les servitudes qui sont stipulées auxdits contracts.»



Figure hors texte. Propriété de John Leeming, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC, 1859
William Notman (1826-1891)
Vers 1859, 19e siècle
Sels d'argent sur papier monté sur carton - Papier albuminé
8 x 17 cm
N-0000.120.14
© Musée McCord

3.3 Le XIX[e] siècle sur la terre de Martin dit Ladouceur

Sur la côte des Neiges, au dix-neuvième siècle s'opère un développement économique basé sur les tanneries. Aux cinq tanneries construites le long du chemin de la côte des Neiges en 1781, d'autres se sont ajoutées et, en 1831, entre la rue Jean-Talon et le chemin Queen-Mary, 54 tanneries sont construites en bordure du ruisseau Notre-Dame des Neiges. Parmi ce nombre, seulement 38 ont pu être localisées par l'examen des documents. Il n'y a aucune certitude en ce qui concerne la présence d'une tannerie sur le site à l'étude. Le moulin existe encore, alors que le nombre de tanneries dépasse la cinquantaine. L'aquarelle de la figure 3.3 montre le carrefour formé par les chemins Côte des Neiges et Côte Sainte-Catherine. L'artiste regarde vers le sud ce qui n'informe pas sur le site à l'étude, situé au nord du chemin Côte-Sainte-Catherine, mais donne un aperçu de la configuration de la côte des Neiges à cette époque, soit vers 1845. Les quelques maisons et bâtiments qui bordaient naguère la commune ont finalement formé un village, le *French Village*, disaient les anglophones qui fréquentaient de plus en plus l'endroit pour y respirer l'air pur de la campagne et pratiquer les sports d'hiver. La figure 3.4 montre la même vue que sur la figure 3.3, aujourd'hui.



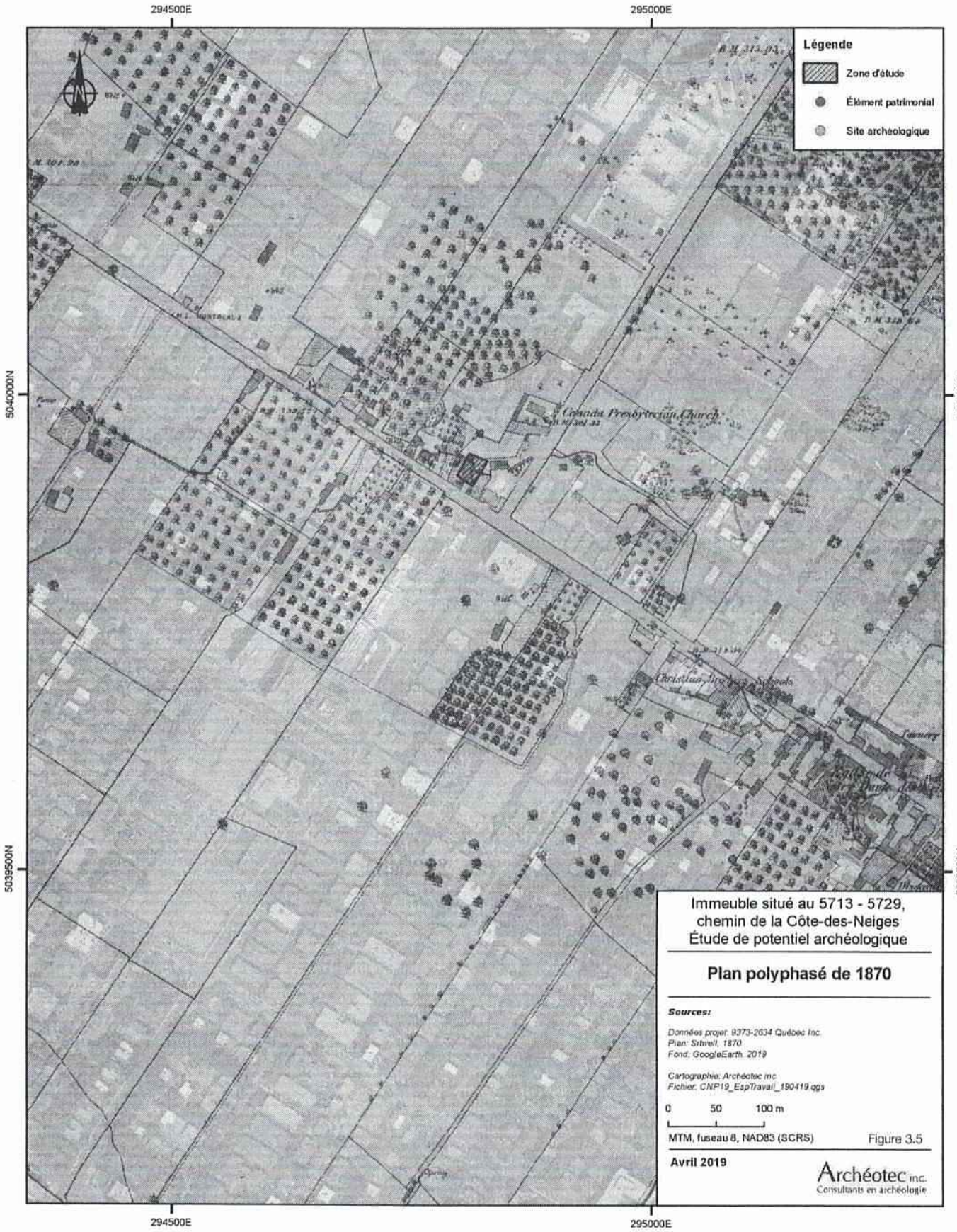
Figure 3.3 Côte-des-Neiges, Montréal. Vers 1845
Aquarelle 17.5 cm 25 cm
Musée national des beaux-arts du Québec © Musée national des beaux-arts du Québec (56.343), Jean-Guy Kérouac (photographe), © Héritage Montréal



Figure 3.4 La vue vers le sud, aujourd'hui
Google Maps

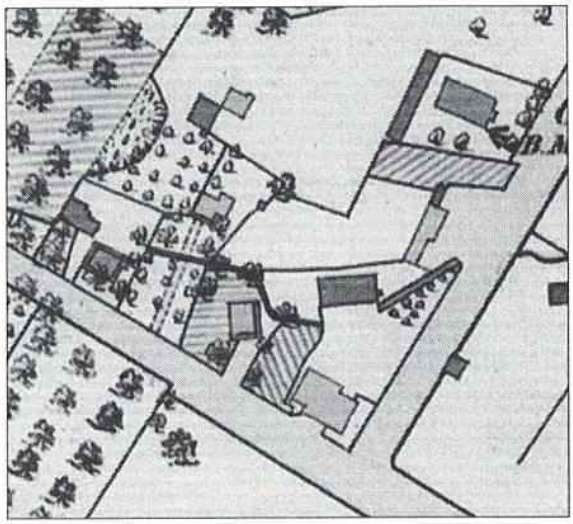
3.3.1 Le village

Si la côte des Neiges avait adopté, au dix-huitième siècle, un rôle de producteur fruitier., au dix-neuvième siècle, cette vocation adopte une tangente industrielle. Les paysages créés par ces immenses vergers disparaissent peu à peu, remplacées par les résidences d'été. La côte des


294500E
295000E
5040000N
5039500N
Légende
Zone d'étude
Élément patrimonial
Site archéologique
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1870
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plan: Sitwell, 1870
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 50 100 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 3.5
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

Neiges figure d'autre part parmi les endroits à fréquenter pour les touristes qui visitent Montréal et pour les vacances de fin de semaine des Montréalais. Quelques hôtels accueillent ces derniers pour des fins de semaine ou des séjours prolongés, surtout pour les sports d'hiver. L'hôtel Bellevue, l'hôtel Lumkin et le Mount Pleasant Hotel sur l'actuel Queen-Mary, recevaient les touristes. Ils visitaient le village de Côte-des-Neiges pour son caractère authentiquement français. L'hôtel Bellevue est acquis, en 1869, par les frères de Sainte-Croix pour en faire un collège : le collège Notre-Dame. L'air de la ville étant devenu plutôt malsain, il fallait éloigner les écoles de cette pollution pour permettre aux collégiens de se faire une santé à la côte des Neiges. Jusqu'en 1840 au moins, les seuls bâtiments connus pour le terrain à l'étude sont la maison, la grange et l'étable.

Il existe en 1870 (figure 3.5) un grand nombre de puits, de réservoirs et de sources qui témoignent de l'époque déjà ancienne pendant laquelle sur les versants du mont Royal ruisselaient nombre de cours d'eau dont le ruisseau Notre-Dame des Neiges. Déjà, au cours des années 1870, le terrain suit, au nord, le parcours du ruisseau et adopte une configuration semblable à celle d'aujourd'hui. Bien qu'il ait été canalisé, le ruisseau suit son parcours originel.



Le terrain à l'étude englobe l'étable construite par Martin dit Ladouceur, ainsi que de ce qui pourrait être des potagers ou des enclos pour le bétail. À proximité de ce terrain on observe, en examinant le détail du plan de 1870 ci-contre la maison, la grange, le moulin et la maison. Quelques arbres, sans doute des arbres fruitiers, bordent l'allée et limitent le terrain.

En élargissant le chemin, il est fort possible que les fondations ou les traces de ce bâti soit découvertes.

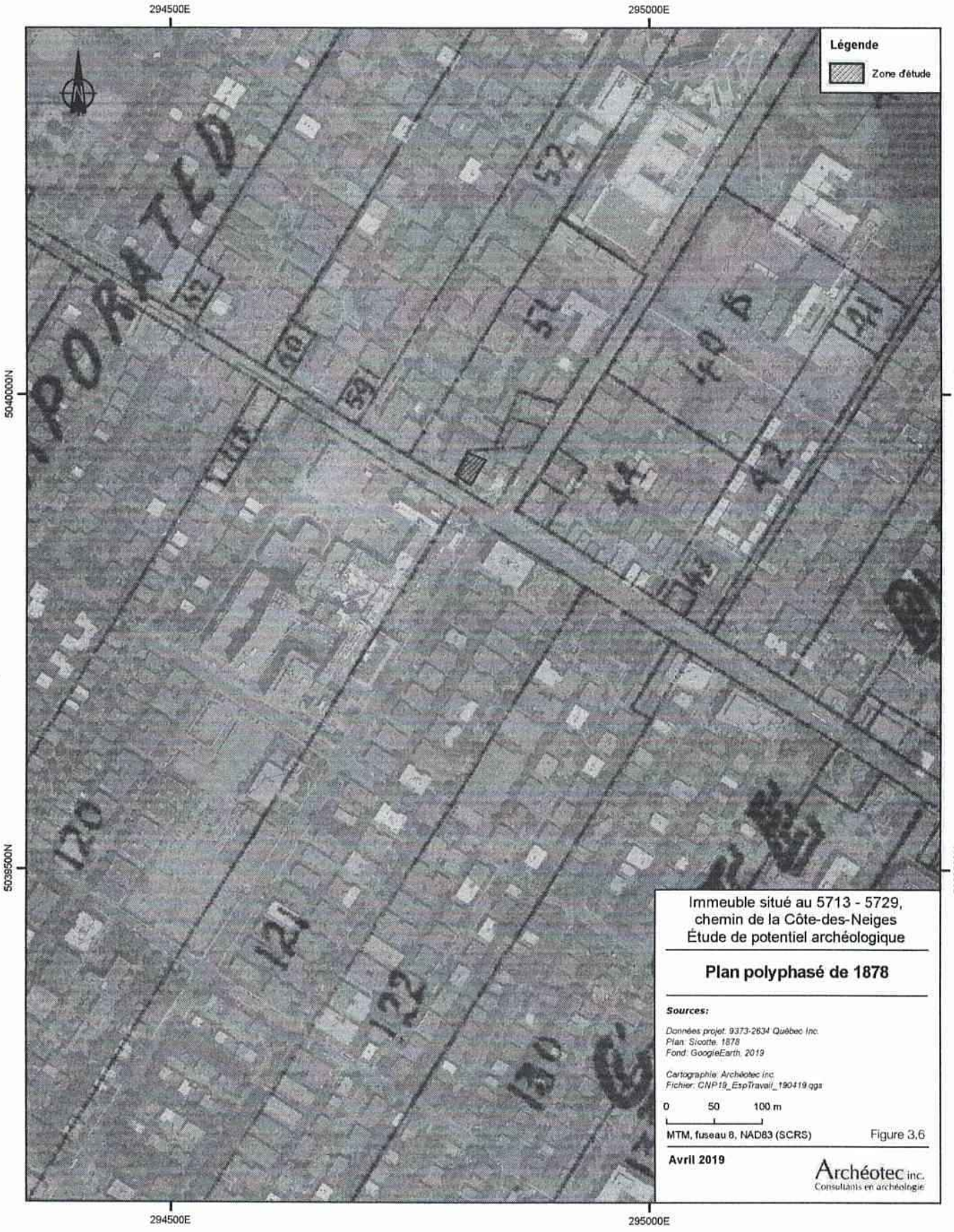
3.3.2 Le lot n° 47

Quelques années plus tard, sur le plan de 1878 (figure 3.6), la configuration du terrain reste très semblable à 1870, et il devient clair que la partie nord du terrain épouse la forme du ruisseau Raimbault. Cette forme du terrain persiste sur le plan de 1879 (figure 3.7).

Il faut remarquer que les noms de certains propriétaires des terrains sont encore français, mais certains noms sont anglais. Ainsi, le plan de 1879, à la figure 3.7, n'indique pas le propriétaire du terrain à l'étude, mais autour, les noms sont inscrits: Desmarchais, Sarrazin, Côté, sont assurément francophones, mais il n'en est pas de même pour Leslie, qui est sans doute anglophone. Le *French Village* perd peu à peu son identité du régime français.

Le lot n° 47 est passé à d'autres familles. D'abord les Durand dit Desmarchais, puis les Lauzon. Il y a une tannerie sur la terre concédée autrefois à Pierre Martin dit Ladouceur (tableau 3.2).

Le ruisseau, canalisé, passe toujours sur la terre. La figure 3.5 montre un bâti toujours plus dense, mais les champs et les vergers sont encore très nombreux.


294500E
295000E
5040000N
5039500N
Légende
Zone d'étude
PORATZD
52
51
50
49
48
47
46
45
44
43
42
41
120
121
122
130
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1878
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plan: Sicotte, 1878
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 50 100 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 3.6
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

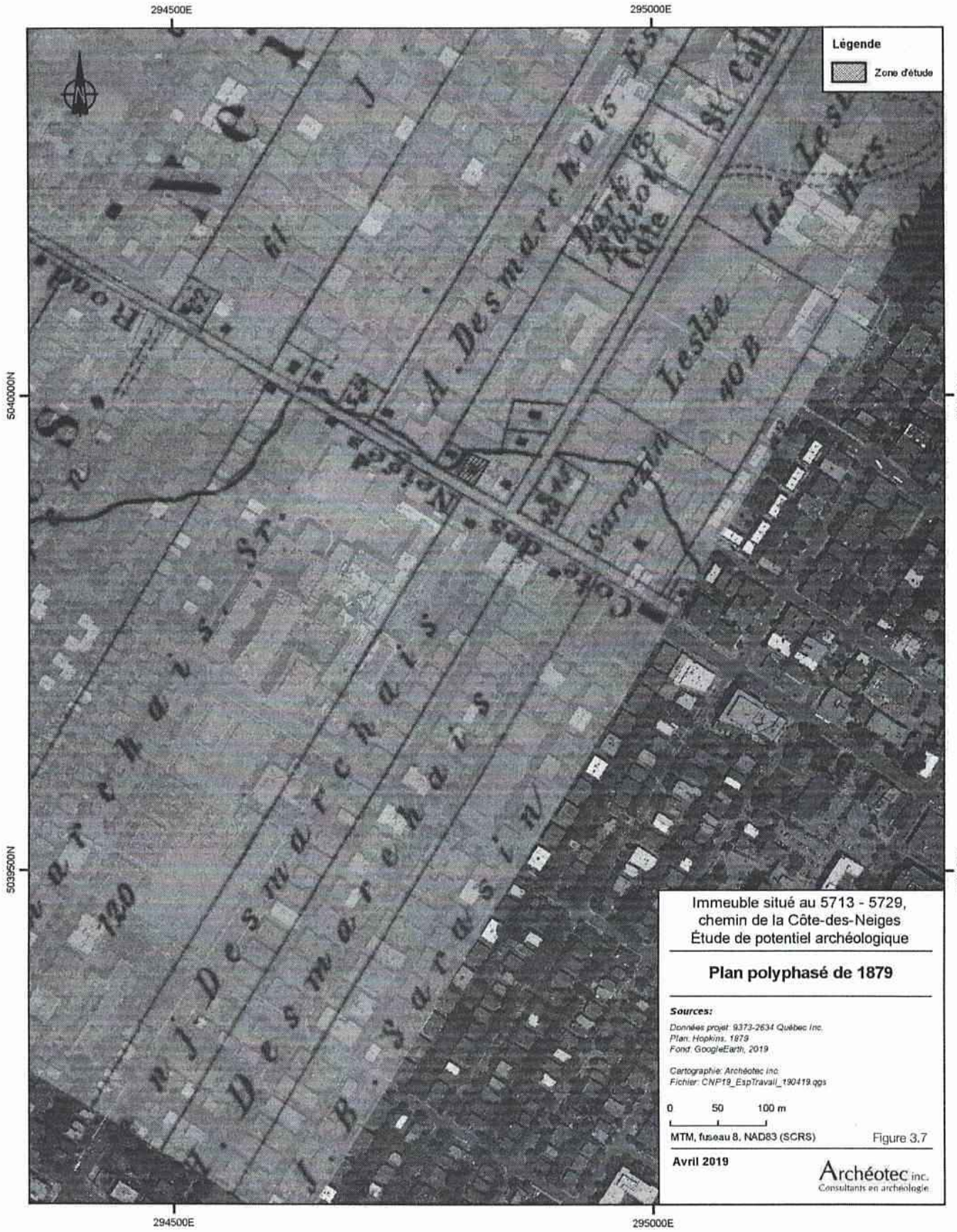

294500E
295000E
5040000N
5039500N
Légende
Zone d'étude
A. Desmarchais
Lestie
40 B
Côte des Neiges
St. Jacques
J. B. Desmarchais
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1879
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plan: Hopkins, 1879
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 50 100 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 3.7
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

Tableau 3.2 Événements du XIX[e] siècle revus par les actes notariés

Terrier	J. Desautels, n° 2837 5 oct. 1816 Vente	Laurent COUVRETTE, maître tanneur, demeurant à la Côte des Neiges, et Josephte Pépin, son épouse	John OGILVY, écuyer, demeurant à la Côte des Neiges	Un morceau de terre contenant 5 perches et 7 pieds de front, sur 1 arpent de profondeur «du côté joignant Nicolas Sarrazin, et étant irrégulier du côté opposé, ayant cependant 86 pieds de profondeur, en ligne droite et le restant de la profondeur se rétrécissant, pendant 8 perches et 7 pieds en allant joindre la ligne côté de Nicolas Sarrazin». «une maison en bois et autres bâtiments»	Le vendeur cède à l'acquéreur le droit de l'eau et de servitude que le sieur Pascal Parsillier dit Lachapelle a acquis sur le terrain de Nicolas Sarrazin, par contrat passé devant le notaire Chaboillez, le 2 octobre 1801. Titres: Emplacement appartenant au vendeur pour l'avoir acquis de Pascal Parsillier par contrat passé devant le notaire P. Lukin, le 9 septembre 1806, et audit Parsillier par vente que lui en a faite Urbain Descary par contrat passé devant le notaire L. Chaboillez, le 22 août 1801 et audit Descary par vente que lui en a faite le nommé Bizette par contrat passé devant L. Chaboillez, le 25 juin 1799.
Terrier	T. Barron, n° 4233 9 avril 1825 Vente	François LAUZON, marchand tanneur, demeurant à la Côte de Notre Dame des Neiges	François Eusèbe LAUZON, son fils, aussi tanneur, demeurant à la Côte des Neiges	«Un morceau de terre contenant 5 perches et 7 pieds de front prenant du chemin de Roy de la dite Côte sur 1 arpent de profondeur joignant le Chemin de ligne qui conduit de Ste Catherine à la dite Côte des Neiges et ayant environ 86 pieds de profondeur en droite ligne joignant Michel Boudrias au bout du côté desquels ledit morceau de terre est d'une forme irrégulière et va en rétrécissant jusqu'au bout de sa profondeur qui se termine audit chemin de ligne». «avec une maison de bois et autres bâtiments dessus construits»	«ensemble le droit de servitude et de prendre de l'eau sur le terrain dudit Nicolas Sarrasin tel qu'établi par acte passé entre lui et Paschal Parsillier dit Lachapelle» devant le notaire Chaboillez, le 2 octobre 1801. Titre: ledit morceau de terre appartient au vendeur en vertu de la vente et adjudication par décret qui lui en a été faite par Frédérick William Ermatinger, shérif, le 8 février 1822.
Terrier	B. Doucet, n° 15107 15 février 1820 Vente	Michel BOUDRIAS, tanneur, demeurant à la Côte des Neiges, et son épouse, Marie Josephte Deguire dite Cadotte	François Eusèbe LAUZON, marchand tanneur, de la Côte des Neiges	Un emplacement de 40 pieds de large sur le chemin, «sur la profondeur qui peut se trouver depuis le Chemin du Roi à aller à un pied au delà d'un grand ruisseau de 3 pieds de large qui se trouve sur ledit terrain et qui le traverse dans toute sa largeur, la largeur duquel terrain se continuera être la même c'est à dire de 40 pieds jusqu'à la moitié de sa longueur environ [...] et ensuite va en diminuant jusqu'à son extrême profondeur où la largeur se réduit à 30 pieds de large...» «Joignant d'un côté et par derrière aux vendeurs et d'autre côté à l'acquéreur et pardevant au Chemin du Roi». «avec une écurie et autres bâtisses dessus construites»	Titre: Le terrain appartient au vendeur pour l'avoir acquis de Michel Boudrias, par acte passé devant le notaire Barron, le 30 décembre 1825. Et ledit Michel Boudrias l'avait acquis de Jean Decary par acte passé devant le notaire Chaboillez, le 10 septembre 1808.
Cadastre du Village de Côte-des-Neiges, établi le 25 novembre 1872					
Nos 901 et 902 Terrier de l'Île	J. Bonin, n° 1248 5 juin 1873 Commutation	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Syndics de l'Église Presbytérienne du Canada, de la Côte des Neiges	Terrain irrégulier contenant «un demi arpent en superficie» «borné en front par le chemin conduisant à la Côte Ste Catherine, derrière et d'un côté au N.E. à Pierre Durand dit Desmarchais et de l'autre côté au terrain ou au Ruisseau (connu sous la désignation de droit de moulin)». «sans bâtisse»	Titres: «appartenant aux dits requérants pour l'avoir eu de Thérèse Fleurant veuve de feu Léon Leduc par acte de vente reçu le 24 octobre dernier devant Me Brodie notaire; et le dit Léon Leduc l'avait acquis de Pierre Durand dit Desmarchais le 22 décembre 1845, par acte de vente reçu devant Me Decelles notaire».

Parties Nos 901 et 902 Terrier de l'Île / No 51 Village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal	J. Bonin, n° 1433 6 juin 1874 Commutation	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Pierre DURAND dit DESMARCHAIS, fils de Pierre, cultivateur de la Côte des Neiges	1 arpent et 9 perches de front sur 5 arpents de profondeur, plus ou moins «borné en front par le chemin de la Côte des Neiges, en profondeur par D. Lorn McDougall, d'un côté par Augustin Desmarchais, et de l'autre côté par Augustin Desmarchais, et l'autre côté par le chemin de la Côte Ste Catherine» «avec une maison et autres bâtisses dessus érigées»	«À retrancher comme non compris en la présente commutation les emplacements désignés aux dits plan et Livre de Renvoi sous les Nos 47, 48, 49 et 50 appartenant aux héritiers Lauzon, à Madame veuve Léon Leduc, à l'Église Presbytérienne et à Roger Marshall.» Titre:»Le dit terrain appartient au dit requérant pour l'avoir eu avec plus grande étendue par héritage de son père et par partage avec son frère François le 23 février 1850 (T. Doucet, notaire)
Nos 57A et 58 Terrier du Village / No 47 Village incorporé de la Côte des Neiges, paroisse de Montréal	E. Lafleur, n° 5678 11 déc. 1888 Commutation	Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal	Héritiers de feu François Eusèbe LAUZON, en son vivant, tanneur de la Côte des Neiges	Terrain de figure irrégulière et contenant 27,675 pieds en superficie, plus ou moins «borné en front par le Chemin de la Côte Ste Catherine, en profondeur par Pierre Desmarchais, d'un côté partie par ce dernier et autre partie par veuve Léon Leduc ou leurs représentants et de l'autre côté par le chemin de la Côte des Neiges» «avec maison et autres bâtisses dessus érigées»	«Le dit terrain a été dernièrement vendu par les requérants à Hormidas DURAND dit Desmarchais.»

3.3.3 Moulin et tannerie

Suivant le terrier de l'Île de Montréal, les seigneurs ont fait construire un moulin à eau en pierre avant 1718, sur la devanture de la terre de trois arpents de front (Nos 901 et 902 ptie) appartenant à Pierre Martin dit Ladouceur. L'emplacement du moulin, mesurant un arpent en superficie (aveu et dénombrement de 1731) occupe une partie des terres No 901 et No 902. Ce moulin aurait été en fonction pendant presque vingt ans, c'est-à-dire jusqu'en juillet 1737, au moment où le Séminaire vend l'emplacement à Pierre Hay, tanneur. On apprend dans cet acte de vente que le moulin à eau faisant farine, est une grande maison en pierre servant aussi de logement pour le meunier et que le ruisseau a été aménagé à cet effet, c'est-à-dire des piliers de pierre supportant des dalles de bois par où coulaient les eaux faisant actionner le moulin.

Le 11 mai 1776, soit presque quarante années plus tard, Pierre Hay, tanneur, fils de Pierre Hay (décédé en 1760) vend l'emplacement avec une maison et tannerie, à Joseph Tourneur, aussi tanneur.

Le 26 mai 1789, treize années plus tard, Joseph Tourneur, vend aux frères David l'emplacement mesurant un demi arpent en superficie sur lequel sont la maison et la tannerie. D'un côté, le long de la propriété de la veuve Sarrazin, se trouve l'emplacement de Jean-Baptiste Bizet (mesurant 5 pieds et 7 perches de front sur le chemin du Roi).

Il semble bien d'après ces données que le moulin devenu plus tard une tannerie aurait occupé la zone à l'étude lot 47 (ptie).



Figure hors texte. Bétail sur le chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal, QC, vers 1900
Wallis & Shepherd
Vers 1900, 19e siècle ou 20e siècle
Plaque sèche à la gélatine
6 x 8 cm
MP-0000.27.69
© Musée McCord

4. Le XX^{e} siècle

Depuis au moins le dix-septième siècle, un bâtiment occupe le terrain à l'étude. Chaque fois qu'il est remplacé, il est rebâti en bois. Le plus récent est démoli entre 1912 (figure 4.2) et 1940 (figure 4.3). En 1940, il n'y a aucun édifice sur ce terrain, car ce n'est qu'en 1944 que l'édifice actuel est construit. Entre 1944 et aujourd'hui, Cet édifice a occupé le terrain octroyé en 1698 à Pierre Martin dit Ladouceur, sans jamais altéré la portion arrière du terrain (figure 4.1).

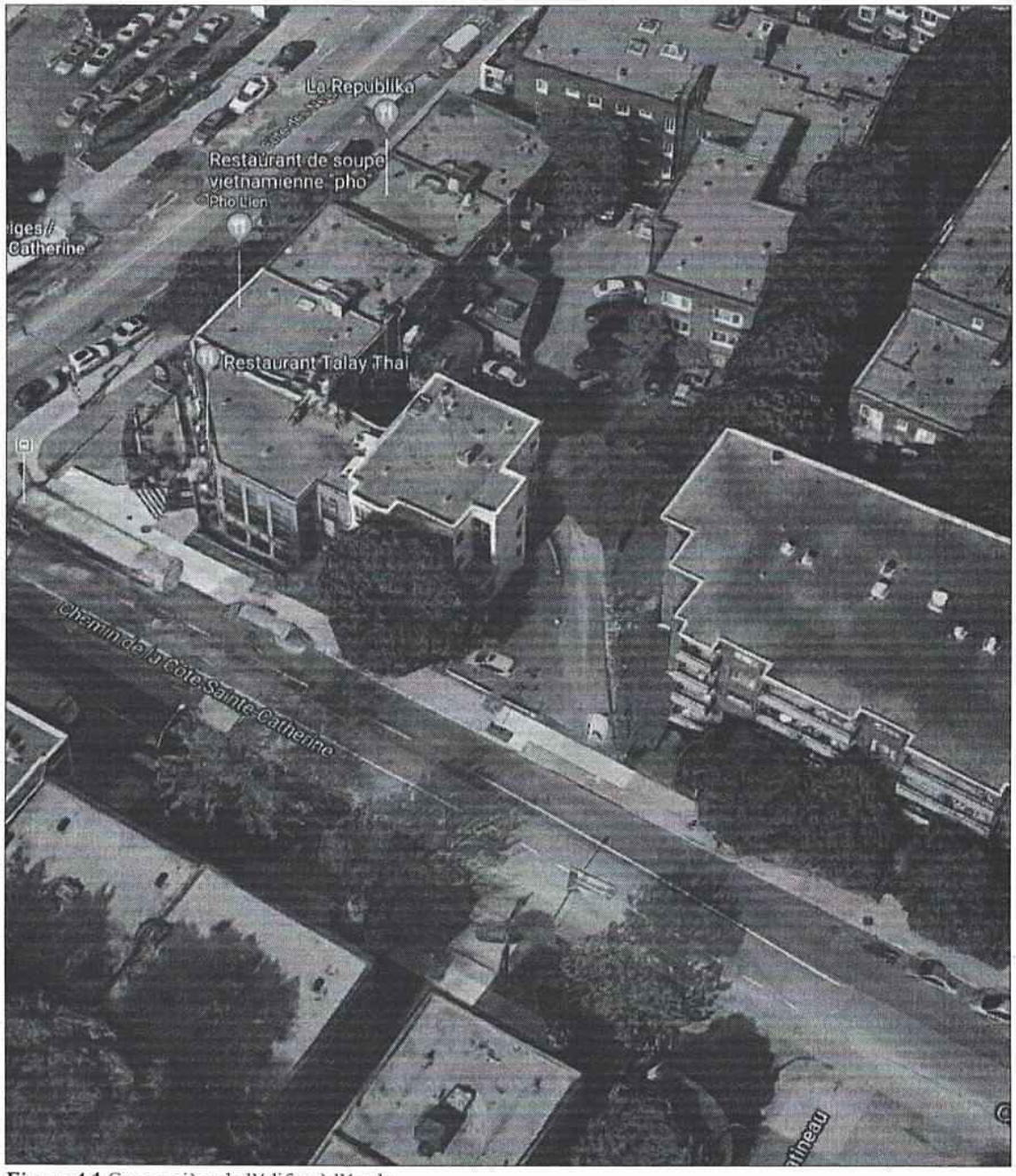
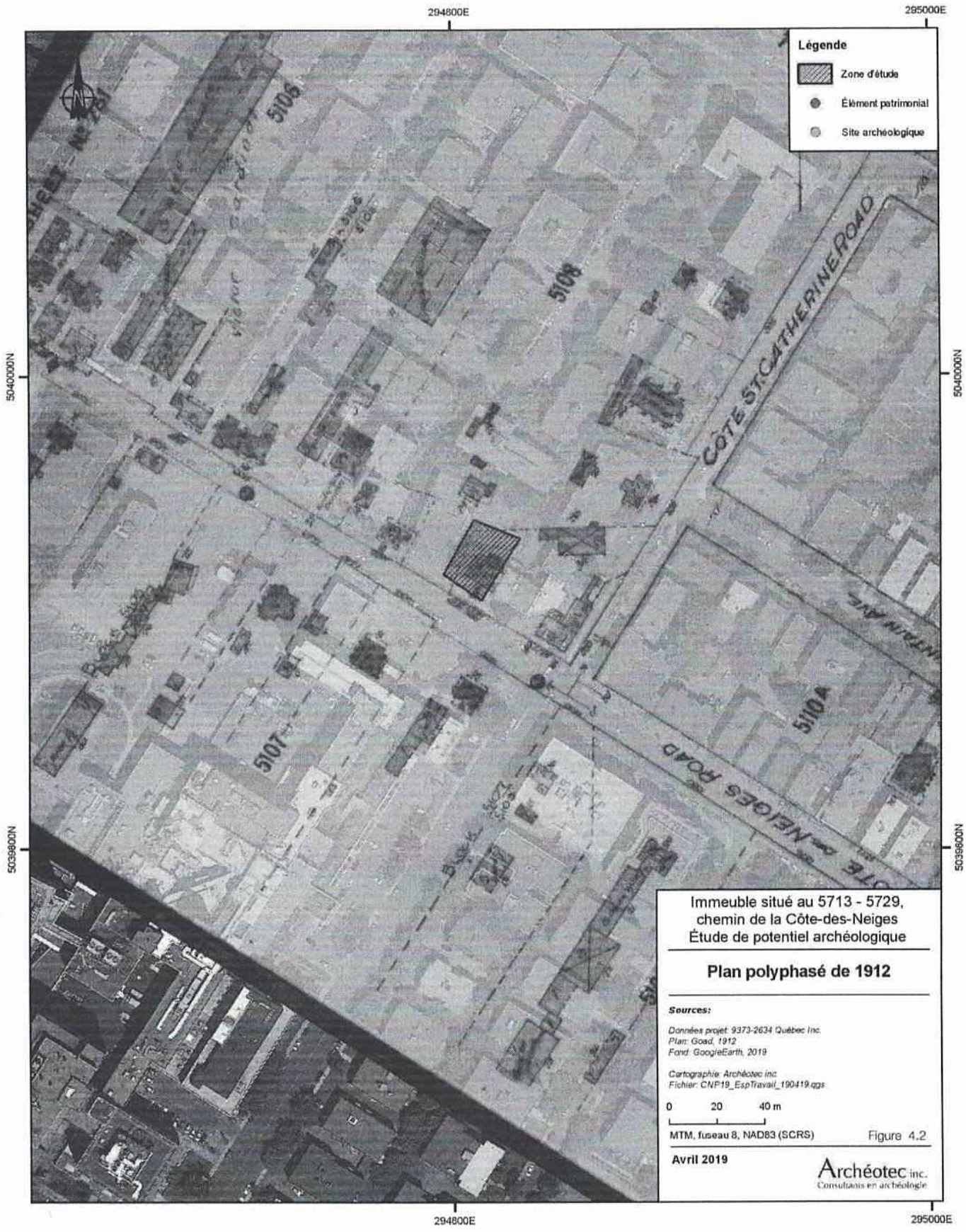
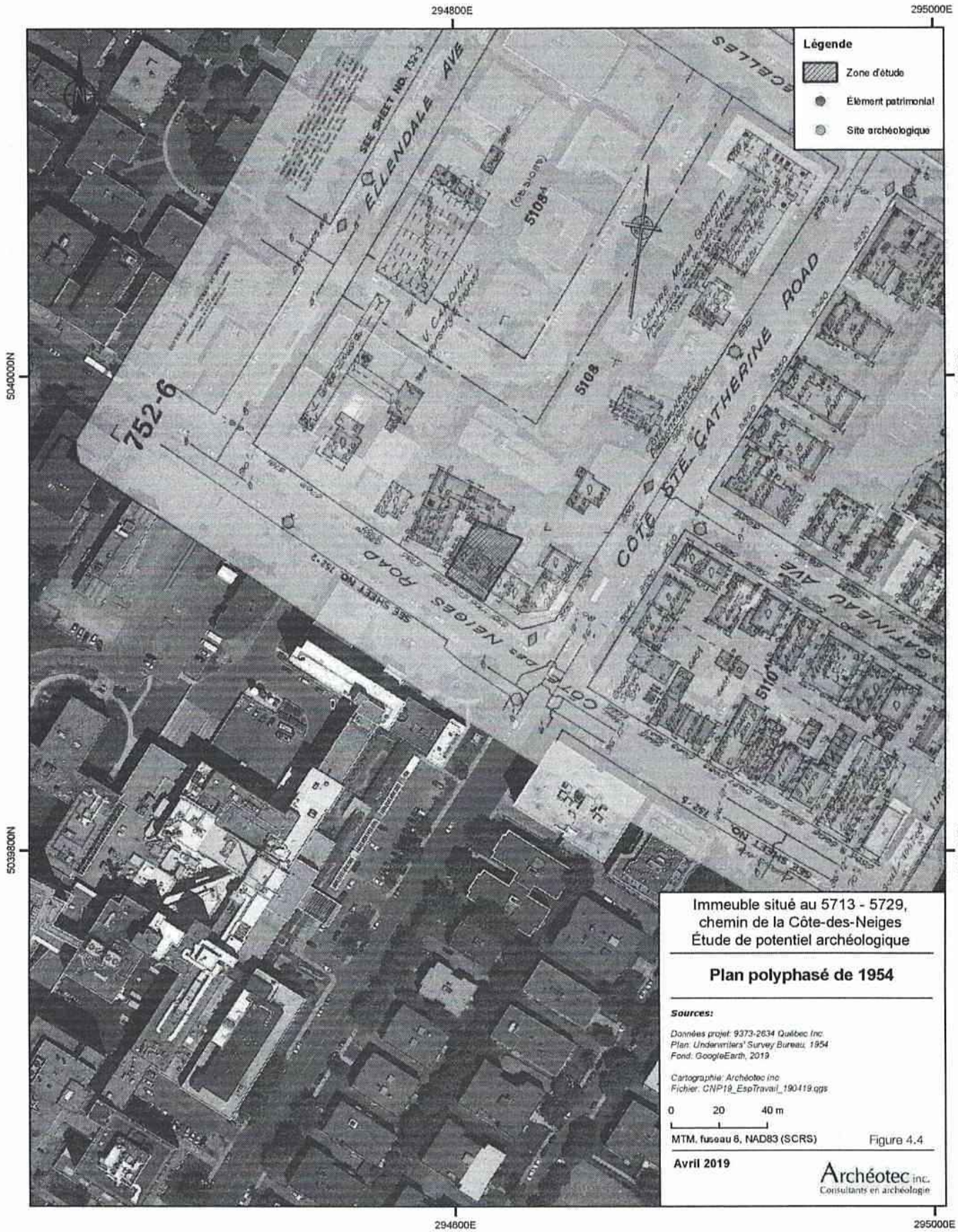


Figure 4.1 Cour arrière de l'édifice à l'étude


294800E
295000E
5040000N
5039800N
Légende
Zone d'étude
Élément patrimonial
Site archéologique
5105
5108
5107
5110A
CÔTE STCATHERINE ROAD
CÔTE DES NEIGES ROAD
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1912
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plan: Goad, 1912
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 20 40 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 4.2
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie


294800E
295000E
5040000N
5039800N
Légende
Zone d'étude
Élément patrimonial
Site archéologique
5106
5108
5104
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1940
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plan: Underwriters' Survey Bureau, 1940
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 20 40 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 4.3
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie


294800E
295000E
5040000N
5039800N
Légende
Zone d'étude
Élément patrimonial
Site archéologique
752-6
ELLENDALE AVE
CÔTE STE-CATHERINE ROAD
GATINEAU AVE
5108
5110
Immeuble situé au 5713 - 5729,
chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan polyphasé de 1954
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc
Plan: Underwriters' Survey Bureau, 1954
Fond: GoogleEarth, 2019
Cartographie: Archéotec inc
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 20 40 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 4.4
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

5. Conclusion, recommandations archéologiques

À travers le temps, la portion de la côte des Neiges examinée au fil de la présente étude présente d'abord un profil tout à fait rural, avec ses maisons et dépendances pour le bétail et le blé ou les pommes. La grange (ou étable) demeure en place au moins jusqu'en 1912, ce qui n'est pas sans provoquer l'admiration, puisque ce type de bâtiment ne résiste pas longtemps aux intempéries. Elle a sans doute été reconstruite plusieurs fois pendant les décennies de son existence. La maison construite en bois demeure en bois jusqu'à la construction de l'édifice actuelle en 1944.

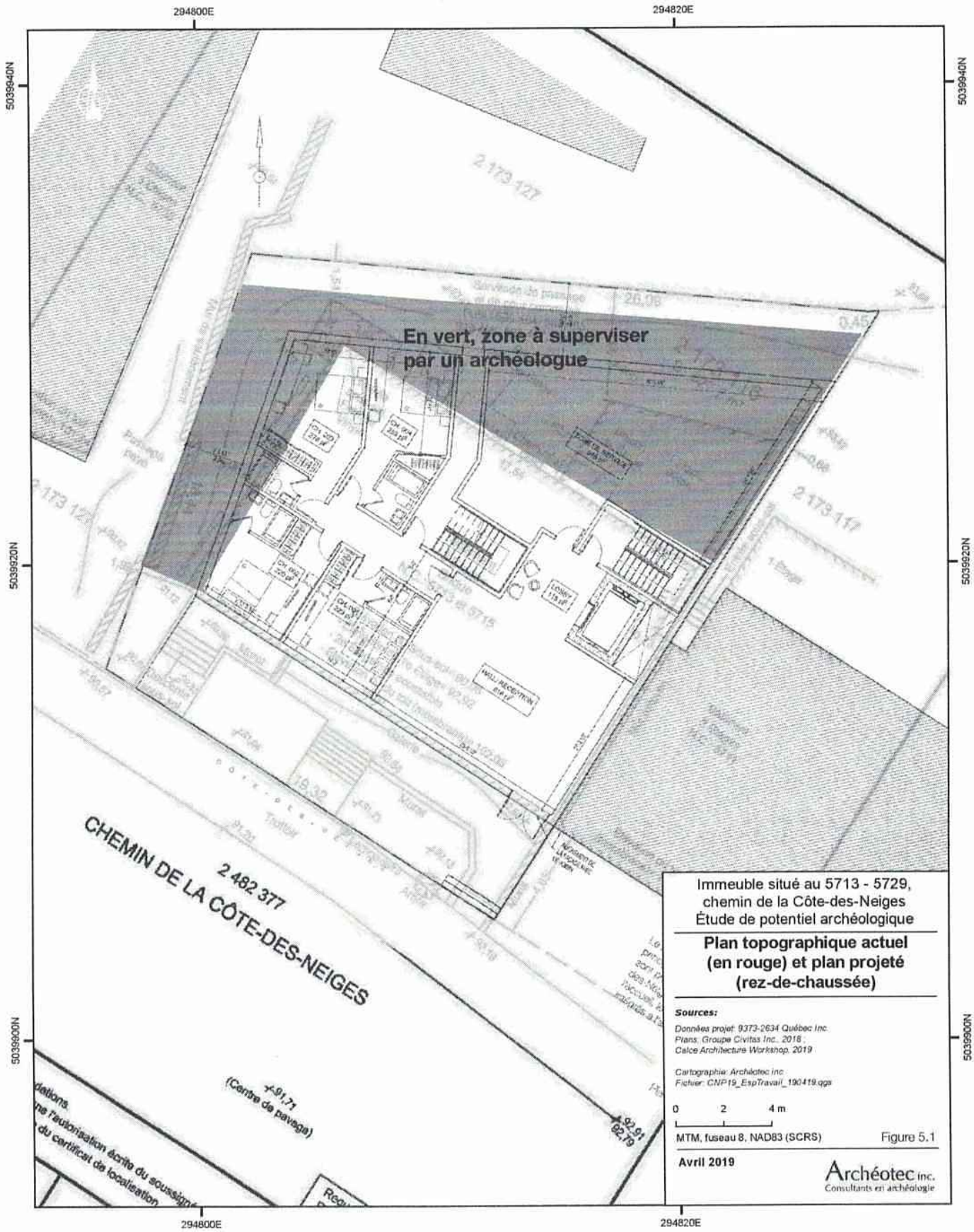
Le terrain adopte un profil plus industriel avec la construction, à proximité, du moulin banal mu par l'eau par les sulpiciens, seigneurs de l'île de Montréal. Plus tard, c'est une tannerie qui remplace le moulin. Malgré cet apport industriel, le site garde son bétail et ses potagers. Le site est arboré.

Le chemin de la Côte-des-Neiges a été élargi, sans doute plusieurs fois, depuis son ouverture en 1698. Les fondations de maisons mises au jour sous la chaussée par les archéologues près de la rue Lacombe fournissent une preuve que le bâti localisé en bordure du chemin avant le vingtième siècle peut désormais se trouver sous la chaussée. Cependant, la cour, à travers le temps, est toujours restée libre de construction.

C'est pourquoi, il est recommandé une supervision archéologique des excavations dans la portion non construite. La figure 5.1 présente cette portion en vert.

Dans la portion nord-est, la supervision permettra d'examiner soigneusement la succession des événements en créant un profil de l'une des parois jusqu'aux sols naturels, et de vérifier la présence d'anciennes dépendances. Dans la portion nord-ouest, des excavations seront nécessaires autour de l'édifice actuel pour sa démolition; un archéologue devra être présent lorsque le mur nord-ouest sera démoli en raison de la présence, du moins jusqu'en 1880, du ruisseau Raimbault en bordure de ce mur.

La portion du terrain dont les excavations devront être supervisées par un archéologue sont en vert sur la figure 5.1.


294800E
294820E
5039940N
5039920N
5039900N
En vert, zone à superviser par un archéologue
CHEMIN DE LA CÔTE-DES-NEIGES
2 482 377
2 173 127
2 173 117
(Centre de pavage)
Immeuble situé au 5713 - 5729, chemin de la Côte-des-Neiges
Étude de potentiel archéologique
Plan topographique actuel (en rouge) et plan projeté (rez-de-chaussée)
Sources:
Données projet: 9373-2634 Québec Inc.
Plans, Groupe Civitas Inc., 2018.
Calce Architecture Workshop, 2019.
Cartographie: Archéotec inc.
Fichier: CNP19_EspTravail_190419.qgs
0 2 4 m
MTM, fuseau 8, NAD83 (SCRS)
Figure 5.1
Avril 2019
Archéotec inc.
Consultants en archéologie

6. Médiagraphie

6.1 Liste des abbréviations

AUDM : Archives de l'Université de Montréal

ANQM : Archives nationales du Québec à Montréal

BAnQ : Bibliothèque nationale du Québec

SDÉU : Service du développement économique et urbain

6.2 Ouvrages, études, thèses, rapports, articles

ARCHÉOTEC inc. 2004. *Programme de renouveau urbain Chemin de la côte des Neiges et ses abords. Étude du potentiel archéologique.* Pour la Ville de Montréal

ARCHÉOTEC inc. 2005 *Site de l'Oratoire Saint-Joseph du Mont-Royal. Phase II et III du projet d'aménagement 2005. Étude du potentiel archéologique et inventaire archéologique exploratoire, site BiFj-81.* Pour le ministère de la Culture et des Communications

ARCHÉOTEC inc. 2005. *Programme de renouveau urbain Chemin de la Côte-des-Neiges et ses abords. Inventaire et supervision archéologiques. Activités 2004-2005. Parc Kent MTL04-04-1, École Notre-Dame des Neiges MTL04-04-2, Intersection Queen-Mary MTL05-04-2.* Pour la Ville de Montréal

ARCHÉOTEC inc. 2006. *Travaux d'aménagement du terrain de l'Oratoire Suint-Joseph du Mont-Royal, phase 1. 3800, chemin QuecnMary,.* Pour l'Oratoire Saint-Joseph Montréal. Site BiFj-51.

ARKÉOS, 2008. *Interventions archéologiques dans les rues cie Montréal, 2004 et 2005, Rue Metcalfc (Bjfj- 1), rue des SoeursGrises (MTL04-25-5), Ille des Récollets (MTLOiJ-25-6), rue Bt-idgG (MTL04-23-2), avenue Savoie (BjFj- 1 11), rue Labelle CMTL04-2S-9),* Parc du Mont Royal

ARKÉOS 2009 *Aménagement du chemin de ceint ~ re du parc. du mont Royal (tronçon 3), chemin de la Côte-des-Neiges: Inventaire et fouille archéologiques aux sites BIF.l-92, BiFj-93, BiFj-94 et MTL09-04-01.*

BEAUGRAND, L., « Carte établie d'après celle de Vachon de Belmont », tirée de L. Beaugrand, *Géographie historique des côtes de l'île de Montréal*, 53, 1984, SDÉU

BENOÎT, Michèle et Roger GRATTON, *Pignon sur rue. Les quartiers de Montréal, « Côte-des- Neiges »*, chap. 7, Montréal, Guérin Éditeur Ltée, 1991, 196-221.

BODSON et FERRON, « Plan du Cimetière Notre-Dame-des-Neiges, avril 1944 », Tiré de *Étude comparative des cimetières Mont Royal et Notre-Dame-des-Neiges, SDÉU*

BROCHU, François 2002 *Historique et façon d'acquérir des droits dans des chemins, cours de formation continue de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec*, janvier 2002.

BURGESS, Joanne 1986 *Work, Family and Community : Montreal Leather Craftsmen, 1790- 1831*, Thèse présentée à l'Université du Québec à Montréal, vol. 2.

CATALOGNE, Gédéon de 1698 *Carte pour la concession de la côte des Neiges*, ANGM, CA601,59

DAGENAIS, André et al., *Album souvenirs, Notre-Dame-des-Neiges, 1901-1951*, Montréal, 1951.

DECHÊNE, Louise *Habitants et marchands de Montréal au XVII[e] siècle*, Montréal, Boréal, 1974, 532.

LINTEAU, Paul-André *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, 613.

MASSICOTTE, E.Z. 1939 « Notre-Dame-des-Neiges » dans *Les Cahiers des Dix*, n° 4, Montréal, p. 141-166.

MATHIEU, Jacques et Alain LABERGE 1991 *L'occupation des terres dans la vallée du Saint-Laurent. Les aveux et dénombrements 1723-1745*, Québec, Septentrion.

PERRAULT, Claude 1969 *Montréal en 1781. Déclaration du fief et seigneurie de l'isle de Montréal au papeir terrier du Domaine de sa Majesté, en la Province de Québec en Canada, faite le 3 février 1781 par Jean Brassier*, p.s.s., Montréal, Payette Radio

PINARD, Guy *Montréal, son histoire son architecture*, vol.6 1995, Méridien

SENÉCAL, E. *Le diocèse de Montréal à la fin du XIXe siècle*, Montréal, Éd. inconnu, 1900, 225, 228, 231.

VACHON DE BELMONT, François 1702 *Description générale de l'île de Montréal*, ANGM, P422 n° 1702

VÉRONNEAU, François, 1989 *Inventaire archéologique des rues et des réseaux souterrains de Montréal,1988 (BjFj-50) Rues de la Commune, Lemoyne, Saint-Jean, Saint-Nicolas et Saint-Sacrement*

6.3 Documents notariés

Adhemar, notaire 1698 Procès-Verbal du bornage de la commune de la côte des Neiges et de quelques terres voisines, dont celles de M. le marquis de Crisaphy et de Jean Gasteau, 18 avril 1698, n° 892-902, AUDM 1M1.62 n° 286, n° 892-902 (B).

Adhemar, notaire 1698a Acte de concession, par Dollier de Casson à Guillaume Vinet dit Larente, d'une terre située dans l'île de Montréal à la côte Notre-Dame-des-Neiges, 30 avril 1698, n° 887, AUDM 1M1.62 bob. 286 n° 887.

Adhemar, notaire 1702 Sans titre,19 juillet 1702, n° 891, AUDM 1M1.62 bob. 286 n° 829 (A).

Adhemar, notaire 1712 Acte de concession par M. de Belmont à Pierre Raimbault d'une terre située dans l'île de Montréal à la Côte-Notre-Dame-des-Neiges, n° 893, AUDM 1M1.62 bob. 286 n° 893.

Basset, Plan et bornage des terres de Desroches, Barsalou, Augé dit Baron et Raimbault situées dans l'île de Montréal à la côte Ste-Catherine du côté de la montagne, 8 mars 1714, AUDM 1M1.62, bob. 286 n° 939

David, Jacques, Vente par Madelaine Arcouet, veuve Dubuisson à messieurs les seigneurs de Montréal, 1 avril décembre 1723, AUDM 1M1.62, bob. 286 n° 903

David, Jacques, Bail d'un moulin à eau de la coste des neiges par Mrs les seigneurs à Pierre Peyman dit Larivière et sa femme, 14 janvier 1724, ANQM bob. 2118

David, Jacques, Bail d'un moulin à eau de la coste des neiges et une terre par Mrs les seigneurs à Pierre Peyman et sa femme, 22 février 1724, ANQM bob. 2118

De Blanzy Danré, L.C., Cession de la moitié d'un moulin, 6 avril 1754, ANQM bob. 2650 De Blanzy Danré, L.C. 1754 Vente de moitié de moulin par Peladeau à La Mouche, 6 avril 1754, ANQM bob. 2650 Hodiesne, G., Cession et abandon d'une moitié d'un moulin à scie par François Boudrias à Paul Levrier et Jean-Baptiste Bouchard, 20 décembre 1758, ANQM bob. 2140

Hodiesne, G., Cession et transport d'une moitié de droit sur un moulin à scie par Antoine Monsion dit la Mouche à Claude Boudria, 20 décembre 1758, ANQM bob. 2140

Le Paillleur, Échange entre les dames religieuses hospitalières de l'Hôtel Dieu avec Antoine Lagevin dit Lacroix, 20 juin 1715, AUDM 1M1.62, bob. 286 n° 881

Porlier, Cyprien, Cession d'une terre à Pierre Hay, 27 juillet 1737, AUDM 1M1.62, bob. 286, n° 881-4.

Raimbault, Séminaire de Saint-Sulpice vs Jean Hurtubise, *Retrait de la terre de defunt Maillet dit Maillet de Hurtebise pour le moulin de Notre Dame des Neiges, 25 mars 1722*, n° 881, AUDM 1M1.62 bob. 286 n° 881-3

Raudot, Ordonnance de l'intendant, 29 juin 1707, AUDM 1M1.12, bob. 236, n° 68.

Raudot, intendant 1707 *Requête des habitants de Notre-Dame-des-Neiges à l'Intendant Raudot concernant les terres défrichées et abandonnées, et l'usage de la commune. Ordonnance de l'Intendant faisant droit à la requête, 29 juin 1707*, AUDM 1M1.12 bob. 236 n° 68.

6.4 Documents cartographiques

Blaiklock, F.W. & J.N. Leclair, Plan of a part of the Incorporated Village of Côte-des-Neiges, 1878, site internet de la BNQ, http://www.bnquebec.ca, SDÉU

Boxer. F. N., Map of the city of Montreal, 1859, site Internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca

Boxer, F. N., Pocket Map of the City of Montreal, 1861, site Internet de la BNQ, http://www. bnquebec.ca

Casgrain, M. B., Plan Officiel de la Paroisse Notre-Dame-des-Neiges, 13 déc. 1930, Archevêché du diocèse de Montréal

De Catalogne, Gédéon, Carte de Gédéon de Catalogne pour la concession de la côte des Neiges, 1698, ANQM CA601, 594

De Granpré, A., Arround Mount Royal Parc - Montreal, 1905, ANQM P20, S4, P224

De Granpré, A., Arround Mount Royal Parc – Westmount, Montreal, Outremont, 1906, ANQM P20, S4

Drummond, William F., Fortification Surveys Montreal, 1866, SDÉU NMC 0044076 ; NMC 0044077

Goad, C.E., Atlas of the City of Montreal, vol. 2, 1913, SDÉU planche 223, « Part of Mount Royal Ward », SDÉU planche 224, « Part of Mount Royal Ward », SDÉU planche 222, « City of Westmount and Mount Royal Ward », SDÉU planche 228, « Mount Royal Ward », SDÉU planche 226, « Mount Royal Ward », site internet de la BNQ, http://www.bnquebec.ca, SDÉU planche 225, « Côte-des-Neiges and Mount Royal Ward », site internet de la BNQ, http:// www.bnquebec.ca, SDÉU planche 229, « Côte-des-Neiges and Mount Royal Ward », site internet de la BNQ, http:// www.bnquebec.ca, SDÉU planche 230, « Côte-des-Neiges Ward », site internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca, SDÉU planche 231, « Côte-des-Neiges Ward », site internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca, SDÉU planche 232, « Côte-des-Neiges Ward », site internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca, SDÉU

Jobin, André, Carte de l'île de Montréal, 1834, SDÉU

Johnston, Plan of Properties proposed to be Acquired by the Corporation of Montreal for a Public Park, 1867, ANQM P20, S4, P171

Hopkins, « Plan of Mount Royal Parc » dans Atlas of the City and Island of Montreal, 1879, SDÉU

Hopkins, « Village of Côte St Louis, St Louis du Mile End, Outremont and Côte des Neiges » dans Atlas of the City and Island of Montreal, 1879, SDÉU Montreal Publishing, Carte de la cité de Montréal, comprenant Westmount, Saint-Laurent, Outremont, Montreal West, Montréal-Nord, Montréal-Est et Pointe-aux-Trembles, 1919, SDÉU

Péladeau, Mre, Plan d'une partie de l'isle de Montréal, 1778, ANQM P548, P2441

Perrault, H. M., Plan of Properties on Mountain, vers 1840, SDÉU

Perrault, H. M., Plan du cimetière Notre-Dame-des-Neiges, 1854, ANQM CA601, S53,SS1, P144.

Perrault, H. M., Plan du cimetière Notre-Dame-des-Neiges dans la paroisse de Montréal, 22 oct. 1854, ANQM CA601, S53,SS1, P175.

Perrault, H. M., Plan d'une propriété appartenant à William Tait, 9 juillet 1870, ANQM CA601, S53, SS1, P669

Perrault, H. M., Plan d'une partie du cimetière de Notre-Dame-des-Neiges, 30 août 1876, ANQM CA601, S53, SS1, P141 ; CA601, S53, SS1, P881

Perrault, H. M., Plan showing Wen Roads Laid Out Through portion of Propery Lying West of Present Mount Royal Cemetery, 24 novembre 1876, ANQM CA601, S53, SS1, P882

Pinsoneault, Arround the Mountain, planche 25, 1907, site internet de la BNQ, http://www. bnquebec.ca

Pinsoneault, Town of Outremont, part of Town of Notre-Dame-des-Neiges, part of the Incorporated Village of Cote des Neiges, planche 26, 1907, site internet de la BNQ, http:// www.bnquebec.ca, SDÉU

Pinsoneault, Town of Notre-Dame-des-Neiges, planche 27, 1907, site internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca, SDÉU

Pinsoneault, Town of Westmount, parts of first, second, third & fourth wars & part of Town of Notre-Dame-des-Neiges, planche 32, 1907, site internet de la BNQ, http://www.bnquebec. ca, SDÉU

Pinsoneault, Part of the Incorpored Village of Côte-des-Neiges, part of Town of Notre- Dame-des-Neiges & part of Town of Notre-Dame-de-Grace, planche 42, 1907

Site internet de la BNQ, http://www.bnquebec.ca, SDÉU P.L. Morin, Carte historique de l'île de Montréal, 1677, SDÉU

Rielle, Map of Montreal, 1904, SDÉU

s.a., Plan du domaine de la montagne, vers 1705, AUDM 1M1.62, bob. 286, n° 892.

s.a., Carte cadastrale de l'île de Montréal, vers 1800, ANQM P20, S5, P86

s.a., Carte de la seigneurie de Montréal, vers 1803, tiré de Plans de paroisse de Montréal 1790-1871, 164.

s.a., Quartier Mont-Royal, 12 jan. 1932, ANQM P20, S5, P300

Underwriters' survey bureau limited, Insurance Plan of the City of Montreal, vol. 7, nov. 1954, SDÉU, nos 749-10, 750-2, 750-3, 750-4, 751-1, 751-2, 751-3, 751-4, 751-5, 751-6, 751-7, 751-8, 751-9, 751-10, 751-11, 751-12, 751-13, 751-14, 751-15, 751-16, 751-17, 751-18, 751-19, 752-2, 752-3, 752-5, 752-6, 752-7, 752-8, 752-9, 753-1, 753-2, 753-3, 753-4, 754-1, 754-2, 755, 756-1, 756-3, 757-1, 757-2, 757-4, 758, 759-1, 759-2, 759-3, 759-4.

Vachon de Belmont, François, Description générale de l'île de Montréal, 1702, ANQM P422, SDÉU

Ville de Montréal, cartes du service d'urbanisme - nov. 1949, SDÉU, 42-60, 48-60, 48-64, 52- 64.

Ville de Montréal, cartes du service d'urbanisme - 6 mars 1956, SDÉU, Secteur du parc Jean-Brillant vers 1964, SDÉU planche 1, « Aménagement projeté », SDÉU planche 2, « Répartition des bâtiments selon l'occupation », SDÉU planche 6, « Côte-des-Neiges », SDÉU planche 7, « Année de construction », SDÉU

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.13

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1193558041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

ATTENDU QUE le requérant s'est engagé à céder par servitude une portion de terrain afin d'aménager un passage piétonnier public pour relier la place de la Savane au parc de la Savane,
IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction d'un bâtiment résidentiel de 8 à 10 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur les lots 2 648 723 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. La démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction en lieu et place d'un bâtiment de 8 à 10 étages sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 34, 52 à 65,

123 et 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s’appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d’autorisation de démolition visant le « Territoire d’application » doit être déposée auprès de la Direction de l’aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l’adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le territoire d’application doit :

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l’exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l’accumulation d’eau.

SECTION IV
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

6. L’usage de la catégorie H.7 est autorisé.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

7. La hauteur maximale du bâtiment est de 10 étages et de 30 m.

8. Aucune construction hors toit abritant une partie d’un logement n'est autorisée.

9. L’implantation du bâtiment est celle présentée au plan de l'annexe B.

10. La densité maximale autorisée est de 4.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

11. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l’objet du permis de construction.

12. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant

la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

13. Un équipement mécanique installé sur un toit doit être dissimulé par un écran architectural.

14. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

15. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

16. Le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé ne doit pas dépasser une (1) unité par deux (2) logements.

17. Le nombre minimal d'unités de stationnement autorisé doit être d'au moins une (1) unité par quatre (4) logements.

18.. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le Territoire d'application.

19. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le Territoire d'application.

SOUS-SECTION V
OBJECTIFS ET CRITÈRES

20. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte -des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

21. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural doivent respecter les principes et le caractère général du projet illustré à l'annexe C de la présente résolution.

22. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte des caractéristiques particulières du terrain, de son milieu d'insertion et de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° privilégier une implantation du bâtiment qui permet de dégager des cours importantes sur chacun des côtés du bâtiment;

2° s'assurer d'une expression claire du parti architectural qui se définit par l'imbrication de deux volumes (un "carré" de huit (8) étages maximum surmonté d'un U inversé de deux (2) étages maximum;

3° démontrer une sobriété du langage architectural qui se réflète par un choix adéquat de matériaux de qualité et une application de ces matériaux cohérente;

4° privilégier une intégration logique, cohérente et la plus discrète possible des saillies à l'architecture du bâtiment;

5° opter pour une signalisation claire et bien hiérarchisée des accès piétons au bâtiment.

23. **Objectif 2 :**
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et multiplient les interactions entre résidents, tout en permettant l'aménagement d'un passage piétonnier public qui relie la place de la Savane au parc de la Savane.

Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à développer une canopée optimale afin que le projet contribue à l'atteinte des objectifs mentionnés dans le Plan local de développement durable;

3° favoriser l'aménagement d'un passage le plus rectiligne possible, libre d'obstacles, et utilisant des matériaux favorisant le passage fréquent de piétons (avec ou sans poussettes);

3° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonnes cyclable et véhiculaire.

24. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « Territoire d'application »

ANNEXE B
PLAN D'IMPLANTATION

ANNEXE D
PERSPECTIVE ET VOLUMÉTRIE GÉNÉRALE DU PROJET

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:34

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1193558041**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant souhaite démolir un bâtiment commercial d'un (1) étage situé au 4986, place de la Savane, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 8 à 10 étages comportant environ 82 logements.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment, à la densité et à l'alignement de construction.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le site
Le site visé par le projet est situé au 4986, place de la Savane, une rue en cul-de-sac. Il s'agit d'un bâtiment de 1 étage commercial, actuellement occupé par une garderie. Le bâtiment est adossé au parc de la Savane.

Le site est localisé dans un secteur de zonage de divers usages commerciaux et industriels (C.6, C.7, I.2, et C.1(2)). La hauteur maximale autorisée est de 16 m et la densité doit être comprise entre 1 et 3. Toutefois, ce bâtiment est situé dans une zone du secteur Le Triangle en plein redéveloppement. Le Plan d'urbanisme permet, dans cette zone, des bâtiments de 2 à 12 étages et une densité pouvant aller jusqu'à 6. De plus, les projets comportant une large part de résidentiel sont encouragés.

Le projet
Le bâtiment ne comportant pas le nombre minimal d'étages requis par le plan d'urbanisme, ni la densité minimale, le projet consiste à démolir le bâtiment. En remplacement, le

requérant souhaiterait construire un bâtiment d'une hauteur variant de 8 à 10 étages. Un volume carré d'une hauteur de 8 étages viendrait s'implanter au centre du terrain. Un volume de 2 étages, placé diagonalement et prenant la forme d'un U inversé, viendrait coiffer les 8 étages. La hauteur en mètres ne dépasserait pas 30 mètres (sans compter les équipements mécaniques). Le taux d'implantation serait d'environ 47%. La densité serait d'environ 4.

Un corridor piétonnier public permettant de relier la place de la Savane au parc de la Savane serait aussi aménagé.

Le stationnement contiendrait deux étages pour offrir un total de 56 unités de stationnement pour voitures. Les stationnements pour vélos seraient également localisés au sous-sol.

Dérogations

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-276) relativement à :

- à la hauteur maximale en mètres et en étages : bâtiment de 8 à 10 étages et de 30 m dans un secteur de 16 m maximum;
- à la densité : densité de 4 au lieu d'être comprise entre 1 et 3
- à l'alignement de construction : le terrain en courbe et l'absence de bâtiments de référence justifie une implantation particulière;
- à l'usage : bâtiment résidentiel comportant environ 82 logements dans un secteur ne permettant que des usages commerciaux lourds ou industriels.

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au Plan d'urbanisme;
- Le bâtiment actuel ne possède qu'un (1) seul étage, ce qui se trouve en deçà du nombre d'étages minimal prescrit au Plan d'urbanisme;
- L'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en pleine transformation;
- Le nouveau projet permettra de s'intégrer au nouvel environnement du secteur Le Triangle;
- Le projet prévoit l'aménagement d'un passage piétonnier public permettant de rejoindre le parc de la Savane à partir de la place de la Savane;
- Lors de sa rencontre du 11 septembre 2019, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable au projet. Les préoccupations énoncées par le CCU lors de cette rencontre ont été intégrées dans la résolution, notamment en ce qui a trait aux nombres d'unités de stationnement dont le maximum autorisé serait de une (1) unité par deux (2) logements, et le nombre minimal abaissé à une (1) unité par quatre (4) logements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien que le projet préliminaire ait été adopté plusieurs mois avant l'adoption du Plan local de développement durable 2019-22, le projet va contribuer à se rapprocher de l'objectif d'augmenter la canopée des nouveaux projets de développement puisque le requérant devra déposer un plan d'aménagement paysager.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation, publication d'avis sur le site de l'arrondissement et installation d'affiche sur le site conformément à la loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

11 septembre 2019	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
4 novembre 2019	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Date à confirmer	Parution de l'avis public et affichage
Date à confirmer	Consultation publique
2 décembre 2019	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Décembre 2018	Avis public
Décembre 2018	Procédure d'approbation référendaire
Date à confirmer	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Février 2020	Délivrance du certificat de conformité et entrée en vigueur

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-Simon LAPORTE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Sébastien MANSEAU
Chef de division - urbanisme

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

ANNEXE A : 1193558041 - Annexe A - Territoire d'application.pdf

ANNEXE B : Plan_implantation.pdf

ANNEXE C : Volumétrie_générale.pdf

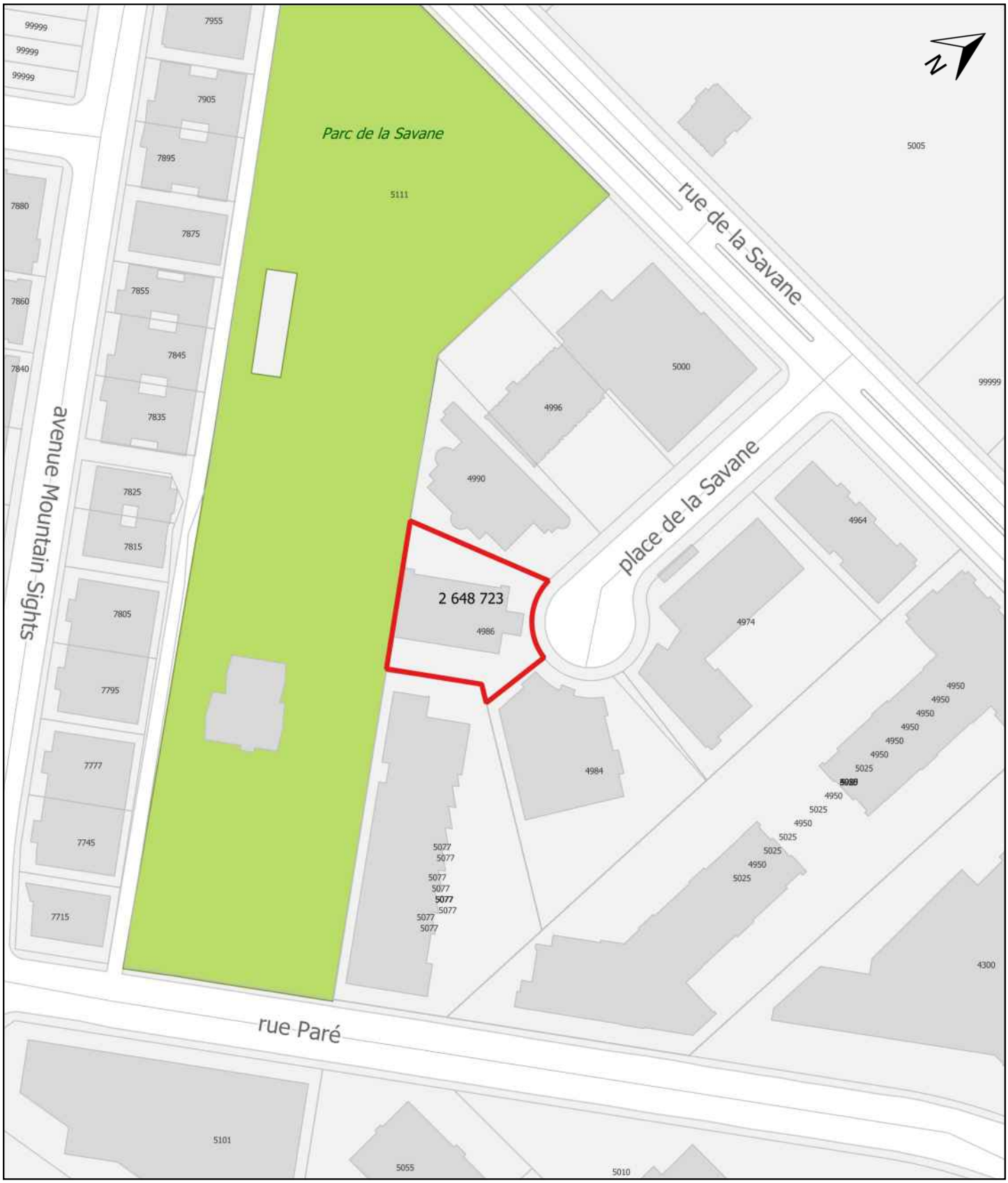
RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

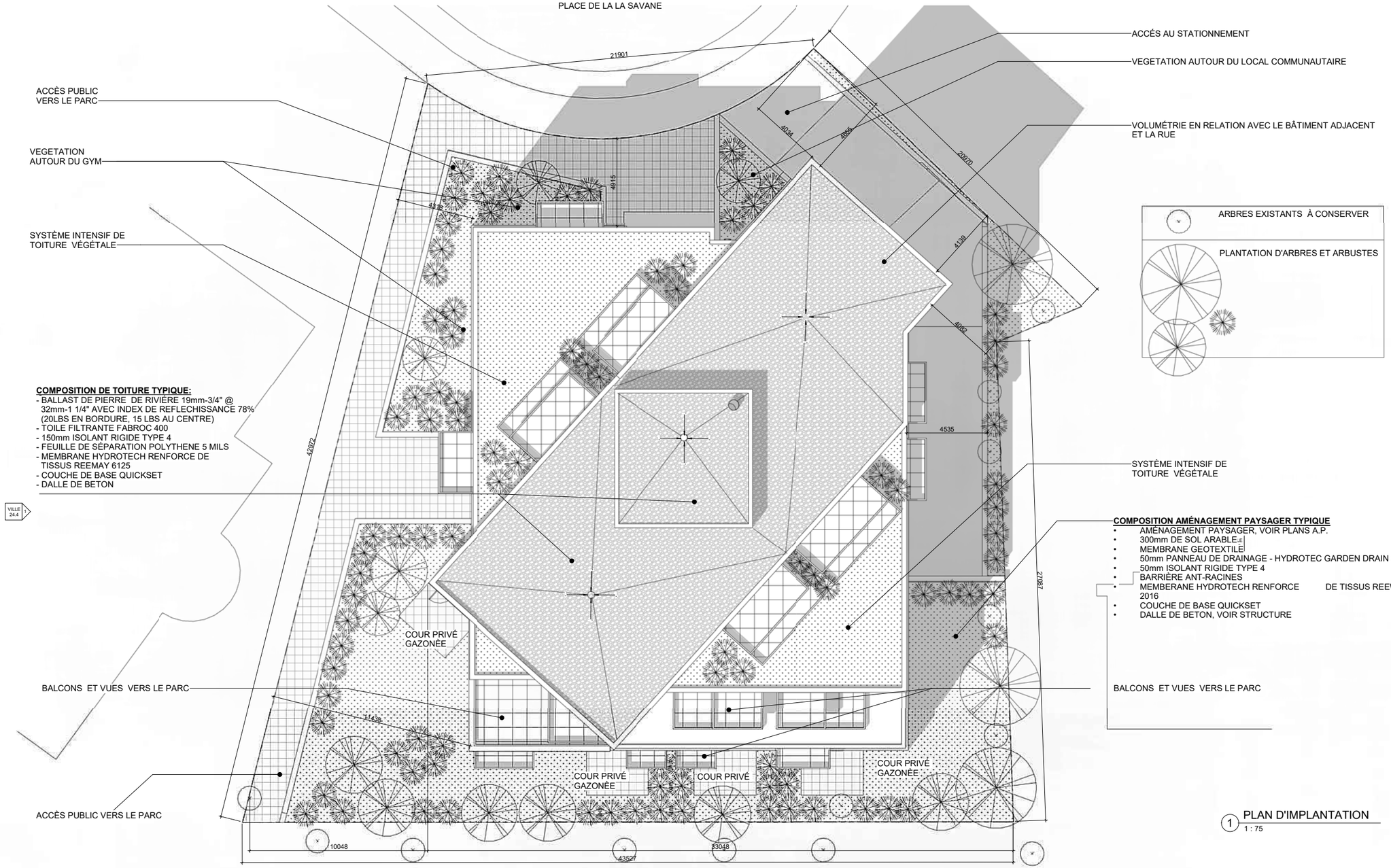
Tél : 514 868-4944
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1193558034



PLAN-IMPLANTATION



1 PLAN D'IMPLANTATION
1 : 75

PROJET RÉSIDENTIEL - DE LA SAVANE

Arrondissement Côte-Des-Neiges, Montréal

Révisé le 10 JUILLET 2019

GeigerHuot architectes

RENDU 3D



PROJET RÉSIDENTIEL - DE LA SAVANE
Arrondissement Côte-Des-Neiges, Montréal

Révisé le 10 JUILLET 2019

GeigerHuot
architectes

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier pour autoriser la démolition du bâtiment situé 4986 place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

2019-09-11_Extrait PV_CCU_4.1_Savane_place_4986.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 11 septembre 2019, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.1 Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 4986, place de la Savane et la construction d'un bâtiment d'au plus 10 étages en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement & Jean-Simon Laporte, architecte

Recommandation du comité

Le comité recommande d'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- Déplacer la salle d'entraînement du côté de l'allée piétonne afin de privilégier la relation de la salle communautaire avec le passage vers le parc
- Déposer un plan d'aménagement paysager comportant un nombre significatif d'arbres permettant de se rapprocher du 40% de canopée recommandée par le Plan local de développement durable;
- Autoriser un maximum d'unités de stationnement d'une case par deux logements;
- Fournir une garantie bancaire pour assurer la réalisation du projet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.14

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1193558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-113 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements a été adopté à la séance ordinaire tenue le 7 octobre 2019, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;
ATTENDU QU'une affiche ou une enseigne a été placée le 10 octobre 2019 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'un avis public a été publié sur le site internet de l'arrondissement et affiché aux bureaux de l'arrondissement le 9 octobre 2019, conformément à l'article 126 de la LAU et conformément au *Règlement sur la publication des avis publics* (RCA19 17311);

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 16 octobre 2019, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à verser à l'arrondissement une contribution financière au montant de 176 524 $ pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

ATTENDU QUE conformément à la politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial le requérant s'engage à déposer une garantie financière au montant de 308 524 $ afin de garantir le versement de la contribution financière ainsi que l'aménagement d'au moins 12 logements abordables pour le projet qui fait l'objet de la présente résolution, sous la forme d'une traite ou d'une

garantie bancaire, au plus tard 10 jours avant l'adoption de la résolution autorisant le projet particulier.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter**,** tel que soumis, le second projet de résolution approuvant le projet particulier visant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2805, chemin Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel de 6 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

SECTION I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété sise sur les lots 2 174 639 et 2 174 640 du cadastre du Québec, tel qu'illustré sur le plan « Territoire d'application » joint en annexe A à la présente résolution.

SECTION II
AUTORISATIONS

2. La démolition des bâtiments existants sis aux 2795 et 2805, chemin Bates et la construction en lieu et place d'un bâtiment de 6 étages sont autorisées conformément aux conditions prévues à la présente résolution.

3. Aux fins de l'article 2, il est notamment permis de déroger aux articles 9, 21.1, 22, 34, 52 à 65, 71 et 123 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276)

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

SECTION III
DISPOSITIONS APPLICABLES À LA DÉMOLITION DU BÂTIMENT EXISTANT

4. Une demande de certificat d'autorisation de démolition visant le « Territoire d'application » doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises dans les 24 mois suivant l'adoption de la présente résolution.

Si ce délai n'est pas respecté, les autorisations prévues à la présente résolution deviennent nulles et sans effet.

5. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition doit accompagner la demande de certificat d'autorisation de démolition. Ce plan doit indiquer la nature et la quantité des matériaux qui devront être réutilisés dans la cadre de la construction du futur bâtiment**.**

6. Dans les 24 mois suivants la date de la délivrance du certificat de démolition, le territoire d'application doit :

1° être débarrassé de tous les débris de constructions, à l'exception des matériaux qui doivent être réutilisés pour la construction selon le plan de gestion des matériaux issus de la démolition;

2° être nivelé de manière à éviter l'accumulation d'eau.

7. Un permis de construction pour un nouveau bâtiment ne peut être délivré si les conditions énoncées à l’article 5 et au paragraphe 1° de l’article 6 ne sont pas respectées.

8. Une garantie monétaire de 100 000 $ doit être fournie préalablement à la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afin d'assurer le respect des conditions énoncées aux articles 5 et 6.

La garantie doit être maintenue en vigueur jusqu'à l’exécution entière des conditions de démolition prévues à la présente résolution, sans quoi les autorisations faisant l'objet de la présente résolution deviennent nulles et sans effets.

SECTION IV
CONDITIONS

SOUS-SECTION I
USAGES

9. En plus des usages autorisés par le Règlement d’urbanisme de l’arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), l’usage de la catégorie H.7 est autorisé.

10. L'usage « Location de véhicules à court terme (moins de 96 heures) » est également autorisé.

Aux fins de l'usage mentionné au premier alinéa, il est possible d'aménager un local d'affaires d'au plus 10m^2 au rez-de-chaussée du bâtiment. L'affichage de cet usage est interdit.

SOUS-SECTION II
CADRE BÂTI

11. La hauteur maximale du bâtiment est de 6 étages et de 24 m incluant la construction hors toit.

12. Une construction hors toit abritant une partie d’un logement et comportant un corridor commun est autorisée sur le toit du bâtiment aux conditions suivantes :

1° cette construction respecte la superficie et les retraits exigés à l’article 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), à l’exception du retrait exigé par rapport au mur arrière situé dans la partie contiguë à la courette, qui est nul;

2° cette construction respecte les hauteurs prescrites à l'article 10 de la présente résolution;

3° cette construction n’abrite que des parties de logements. Celles-ci doivent nécessairement être en lien avec les logements situés immédiatement en dessous.

4° le recul par rapport au plan de façade principal à l’avant doit être d’au moins 4 m.

13. L’implantation du bâtiment est celle présentée au plan de l'annexe B.

14. La localisation du TSS est autorisée derrière le plan de façade principale montrée sur le plan de l'annexe B

15. Les fenêtres donnant sur la marge arrière doivent être à double vitrage respectant au minimum les prescriptions suivantes : 6 mm d'épaisseur – 400 mm d'espace d'air – 6 mm d'épaisseur.

SOUS-SECTION III
AMÉNAGEMENT PAYSAGER ET OCCUPATION DU TOIT

16. Une demande de permis de construction déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée d'un plan d'aménagement paysager préparé par un professionnel en ce domaine, comprenant notamment un tableau de plantation indiquant le nombre, les variétés et les dimensions des végétaux qui seront plantés sur le terrain faisant l'objet du permis de construction.

17. Les travaux d'aménagement paysager doivent être terminés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction autorisés par le permis de construction délivré.

18. Un équipement mécanique installé sur le toit doit être dissimulé par un écran architectural.

19. Tout élément technique tel une chambre annexe ou un espace d'entreposage de déchets et de matières recyclables et compostables doit être situé à l'intérieur d'un bâtiment.

20. Lorsque des équipements destinés à la collecte des ordures ou des matières recyclables sont temporairement déposés à l'extérieur, en vue d'une collecte, un espace spécifique doit leur être dédié. Cet équipement ne peut être situé dans une cour avant.

SOUS-SECTION IV
STATIONNEMENT

21. Le nombre maximal d'unités de stationnement autorisé ne doit pas dépasser une (1) unité par deux (2) logements.

22. Aux fins de l'exercice de l'usage mentionné à l'article 10, le nombre d'unités de stationnement peut être inclus dans le nombre maximal d'unités de stationnement.

23.. Aucun stationnement extérieur n'est autorisé sur le Territoire d'application.

24. Aucun abri temporaire pour automobiles n'est autorisé sur le Territoire d'application.

25. Les stationnements pour vélos doivent être localisés à l'intérieur du bâtiment.

SOUS-SECTION V
CONDITIONS SPÉCIFIQUES ET MESURES DE MITIGATION

26. Des plans et devis présentant les mesures de protection contre les collisions et les déraillements doivent être déposés au soutien d'une demande de permis de construction.

Ces plans et devis doivent être conformes à l'annexe F du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrer des recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795, chemin

Bates, Montréal, QUÉBEC » joint en annexe C à la présente résolution.

27. Un mur anticollision, indépendant de la structure du bâtiment et agissant comme barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment doit être implanté entre la limite d'emprise de la voie ferrée et ce bâtiment.

Ce mur doit être localisé dans les 3 premiers mètres de la limite de propriété de ce bâtiment et peut dépasser une hauteur de 2 m.

28. Une étude détaillée des impacts éoliens et des mesures de mitigation de ces impacts éoliens doit accompagner la demande de permis de construction.

29. Des plans et devis relatifs aux mesures de protection contre le bruit et les vibrations doivent être déposés au soutien d'une demande d'un permis de construction afin de respecter les dispositions des articles 122.10 à 122.14 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et intégrant les recommandations issues du rapport intitulé « Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795 chemin Bates, Montréal, Québec », jointe en annexe C à la présente résolution

SOUS-SECTION VI
OBJECTIFS ET CRITÈRES

30. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction ou de transformation impliquant une nouvelle construction, un agrandissement de plus de 100 m² ou une modification de l'apparence extérieure, de l'implantation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs au bâtiment autorisé par la présente résolution, les objectifs et critères de la présente section s'appliquent en plus de ceux prévus au chapitre III du Titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

31. La construction, la composition volumétrique et le traitement architectural doivent respecter les principes et le caractère général du projet illustré à l'annexe D de la présente résolution.

32. **Objectif 1** :
Favoriser la construction d'un bâtiment d'architecture contemporaine qui tient compte de sa situation dans un secteur à transformer ou à construire.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° s'assurer que les caractéristiques architecturales permettent de bien lire qu'il s'agit d'une construction contemporaine, tant par le design que par les matériaux;

2° démontrer que le choix des matériaux vise un haut niveau de durabilité;

3° privilégier l'utilisation de matériaux de revêtement d'un toit et d'un mur extérieur dans les tons pâles, et en favorisant l'utilisation de végétaux sur les toits, notamment pour les parties accessibles aux occupants;

4° minimiser l'impact des équipements techniques et mécaniques situés sur le toit.

33. **Objectif 2** :
Créer un milieu de vie et des espaces de qualité et à l'échelle humaine qui favorisent et

multiplient les interactions entre résidents.
Les critères permettant d'atteindre cet objectif sont :

1° favoriser la plantation d'arbres à grand déploiement ainsi que la création d'espaces verts et de lieux de détente conviviaux;

2° tendre à positionner les équipements mécaniques de manière à ne pas nuire à l'utilisation du toit par les occupants;

3° tendre à développer une canopée optimale afin que le projet contribue à l'atteinte des objectifs mentionnés dans le Plan local de développement durable;

4° favoriser une gestion des déchets ayant un impact mineur sur les circulations piétonnes cyclable et véhiculaire.

34. À défaut de se conformer aux obligations de la présente résolution, les dispositions pénales du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) s'appliquent.

ANNEXE A
PLAN INTITULÉ « **Territoire d'application** »

ANNEXE B
PLAN D'IMPLANTATION

ANNEXE C
RAPPORT INTITULÉ « **Étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé en bordure de la voie ferrée au 2825 / 2795, chemin Bates, Montréal, Québec »**

ANNEXE D
PERSPECTIVE DU PROJET

GDD :1193558039

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:40

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1193558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)



Final_compte-rendu Ass16-10-2019.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Viviane GAUTHIER
Analyste de dossiers

Tél : 514 872-9387
Télécop. : 514 868-3538

Projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558051

Projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) – dossier 1193558039

Projet de règlement RCA19 17320 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD). - Dossier décisionnel 1193558056.

Procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le mercredi 16 octobre 2019, à 18 h 30, au 5160, boulevard Décarie, 4e étage, Montréal, à laquelle étaient présents :

- M. Christian Arseneault, conseiller municipal – district de Loyola et président de l'assemblée
- Mme Lucie Bédard, directrice de l'aménagement urbain et des services aux entreprises
- M. Dino Credico, conseiller en aménagement
- M. Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement
- Mme Julie Faraldo-Boulet, secrétaire recherchiste

Assistance : 6 personnes

Monsieur Christian Arseneault déclare l'assemblée ouverte à 18 h 30

1. Ouverture de l'assemblée

M. Arseneault souhaite la bienvenue aux personnes qui se sont déplacées pour participer à l'assemblée publique de consultation et annonce les dossiers à l'ordre du jour.

2. Présentation du processus d'approbation référendaire

Mme Faraldo-Boulet présente sommairement le processus d'approbation référendaire auquel certaines dispositions des projets sont assujetties.

3. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170268 approuvant le projet particulier PP-112, autorisant la démolition du bâtiment situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de 6 étages.

Le projet vise la démolition du bâtiment de trois étages situé au 5713, chemin de la Côte-des-Neiges et la construction d'un nouveau bâtiment de six étages.

La propriété est située dans un secteur où la hauteur est limitée à 6 étages ou 20 m et où les usages commerciaux de faible intensité commerciale et habitation sont autorisés. La propriété n'est pas située dans un secteur patrimonial et n'est pas identifiée comme immeuble significatif. Elle n'a pas de valeur architecturale particulière et ne fait l'objet d'aucune protection patrimoniale.

L'interface avec l'espace public n'est pas optimale et ne participe pas à l'animation de la rue. Un rapport démontre l'état de délabrement du bâtiment.

Le bâtiment est implanté en mode jumelé avec le bâtiment adjacent et inséré entre deux bâtiments de trois étages.

Lors de la demande de démolition du bâtiment, une étude sur son état a été exigée par l'arrondissement. L'analyse sur l'état du bâtiment réalisé, par Geniex Construction Ingénierie inc., a relevé plusieurs défectuosités et problèmes structuraux. Ces non-conformités sont, pour la plupart, dues à des rénovations réalisées par des personnes qui n'avaient pas les connaissances nécessaires pour réaliser des travaux de structures. Des directives ont été données pour solidifier et sécuriser la structure du bâtiment.
À ceci, il faut ajouter qu'il y a eu des dommages importants au bâtiment à la suite d'un incendie, lequel n'avait pas été déclaré au propriétaire. Selon le rapport, cet incendie a atteint l'intégrité structurale du bâtiment.

Compte tenu de ces éléments, le bâtiment est économiquement non viable et il est recommandé de le démolir.

Principales dérogations demandées :

- autoriser la démolition du bâtiment (pas de comité de démolition);
- déroger à l'article 24***** du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui énonce les règles d'insertion pour un bâtiment jumelé à un autre bâtiment jumelé;
- déroger à l'article 560 du *Règlement d'urbanisme* (01-276) qui exige un minimum de 8 unités de stationnement pour la nouvelle construction : le Bureau technique n'a pas d'objection à ce que le projet déroge au règlement, par contre, les futurs résidants n'auront pas droit à des vignettes SRRR puisque sur le chemin de la Côte-des-Neiges il y a seulement des parcomètres;
- soumettre la nouvelle construction à un PIIA;

M. Credico explique dans le détail la règle d'insertion à laquelle le projet déroge.

Compte tenu de la proximité du bâtiment à la station de métro Côte-des-Neiges, l'arrondissement jugeait acceptable de réduire le nombre minimal d'unités de stationnement. Toutefois, il n'y aurait pas de possibilité d'obtenir des vignettes sur rue car celles-ci n'existent pas sur le chemin de la Côte-des-Neiges.

M. Credico présente les parcelles de terrain faisant l'objet d'une servitude de passage et de cour commune, lesquelles ne sont donc pas constructibles. Il présente également le plan des étages, les élévations, les coupes et les perspectives préliminaires.

En ce qui a trait à l'aménagement paysager, un arbre mort devra être abattu et l'aménagement paysager présenté est préliminaire et fera l'objet d'une révision architecturale, tout comme l'architecture du bâtiment.

M. Credico présente les conclusions de l'étude d'ensoleillement.

L'étude archéologique a démontré qu'il y avait un potentiel de trouver des vestiges datant des débuts de la colonisation. La principale zone visée est celle de la servitude qui ne fera pas l'objet de travaux. Le PPCMOI prévoit une procédure dans l'éventualité où des vestiges étaient découverts.

M. Credico présente les articles susceptibles d'approbation référendaire, soit les articles 2*, 13 et 14.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

- Considérant que le bâtiment a subi des dommages importants à sa structure et qu'il a été démontré qu'il est difficilement récupérable ;

- Considérant que l'analyse urbaine a démontré qu'un bâtiment d'une hauteur de six étages s'intègre au gabarit des bâtiments les plus représentatifs de la rue ;

- Considérant que le projet proposé permet de densifier le site qui est situé à ± 460 mètres d'une station de métro (Côte-des-Neiges) en accord avec les orientations municipales (action 3.2 du Plan d'urbanisme – soutenir une urbanisation qui favorise l'utilisation du transport collectif) ;

- Considérant qu'un bâtiment de six étages est conforme à la grille des usages et normes (mais dérogatoire aux règles d'insertion) ;

- Considérant que le projet répond aux critères d'analyse pour autoriser un PPCMOI ;

- Considérant que le requérant devra contribuer un montant d'environ 32 000$ pour le logement social conformément à la Politique sur le logement social de l'arrondissement ;

- Considérant que le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a fait une recommandation favorable pour la réalisation du projet lors de sa séance du 14 août 2019.

La direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la demande de PPCMOI.

* Note de la division du greffe : l'article 24 aurait dû se lire comme étant l'article 27. La règle relative expliquée par M. Credico lors de la présentation est bien celle de l'article 27 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement* (01-276). De plus, une erreur cléricale s'est glissée dans la présentation des articles susceptibles d'approbation référendaire. L'article 3, plutôt que l'article 2 du PPCMOI, aurait dû être présenté. Les articles susceptibles d'approbation référendaire seront spécifiés à l'avis public pour les demandes de participation à un référendum (pétitions), lequel sera publié sur le site internet de l'arrondissement à la suite de l'adoption du projet en deuxième lecture.

4. Période de questions et commentaires

Un citoyen demande de quelle façon le revêtement et la hauteur du bâtiment proposé s'intégreront aux bâtiments voisins.

M. Credico indique que l'architecture sera revue par le CCU. L'une des recommandations du CCU lors de l'avis pour le projet particulier était de présenter d'autres couleurs de revêtement. Il explique que la règlementation prévoit un maximum de six étages, mais que des normes d'insertion prévoient qu'il aurait dû être de 3 étages puisque les bâtiments voisins sont de trois étages. Considérant la volonté de densification près de stations de métro, l'arrondissement juge acceptable la hauteur proposée.

M. Arseneault indique qu'une hauteur de six étages est acceptable en termes de densification.

5. Présentation par Monsieur Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement, du projet de résolution CA19 170270 approuvant le projet particulier PP-113, autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements

Le projet est situé aux 2795 et 2825, chemin Bates, le long de la voie ferrée. Plusieurs changements ont eu lieu et sont en cours dans ce secteur, notamment la venue d'une station du REM. Des projets de densification et de revitalisation ont vu le jour dans les arrondissements voisins.

M. Lavoie présente des images du secteur et des projets qui ont été développés au cours des derniers mois à l'arrondissement. Le projet visé se situe dans un secteur mixte.

M. Lavoie aborde d'entrée de jeu la justification de la démolition des bâtiments. Les deux bâtiments à l'étude ont été conçus pour des usages commerciaux et industriels et qui ont une facture qui répondait à ces usages. Avec la proximité du REM, il y a une volonté de transformer ces bâtiments pour un usage résidentiel. Or, la conception actuelle des bâtiments le permet difficilement. M. Lavoie présente les éléments justifiant la demande de démolition des bâtiments actuels :

- La structure du bâtiment actuel permet difficilement d'augmenter le nombre d'étages;
- La structure est plus difficilement compatible avec la nouvelle vocation souhaitée;
- Le nouveau bâtiment sera reculé par rapport à la voie ferrée;
- Le nouveau bâtiment sera mieux construit pour limiter la propagation du bruit et des vibrations;
- Le nouveau bâtiment permettra d'assurer l'accessibilité universelle.

Le projet proposé vise donc leur démolition et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant six étages et environ 102 logements.

Le projet de remplacement proposé a les caractéristiques suivantes :

- Taux d'implantation : 58 %
- Densité : 3.4
- Nombre de logements : 102
- 6 étages résidentiels
- Une mezzanine
- Un stationnement souterrain de 1 niveau – 51 cases en plus de stationnement pour vélo et de cases pour les voitures de location de courte durée.

M. Lavoie présente l'implantation du bâtiment proposé, son alignement, ses façades ainsi qu'une perspective. La nouvelle proposition inclut des mesures de protection contre les accidents ferroviaires.

Principales dérogations demandées :

	Norme actuelle	Norme souhaitée
Usages	H.5-6	H.7 + C.2 (location auto court terme)
Hauteur en mètres	20 m	± 21,6 m
Hauteur (étages)	5	6
Alignement de construction	Entre 4,4 et 4,6 m	4,2 m

Hauteur d'une clôture	Max. 2 m	Env. 2,2 m

M. Lavoie souligne que le promoteur devra remettre une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

Attendu que le CCU a émis un avis favorable au projet préliminaire en 2018;
Attendu que le projet permet la mise en valeur d'un terrain actuellement sous-utilisé;
Attendu que le projet s'inscrit dans un secteur en plein redéveloppement qui bénéficiera, avec l'ouverture de la station du REM Canora, d'un accès rapide au centre-ville et à tous ses services;
Attendu que le projet permettra une contribution d'environ 172 000 $ pour le logement social, abordable et familial;

La DAUSE émet un avis favorable au projet particulier.

Les articles 9, 10, 11, 13 et 27 du projet de résolution sont susceptibles d'approbation référendaire.

6. Période de questions et commentaires

Une citoyenne s'enquiert du projet en construction à l'ouest du bâtiment visé pour évaluer son intégration. Elle s'inquiète également du faible nombre d'espaces de stationnement étant donné les problématiques actuelles de stationnement sur le chemin Bates. Elle souligne par ailleurs que la ruelle à l'arrière du 2795, chemin Bates, s'apparente davantage à un boisé qu'à une ruelle, et demande si celui-ci sera conservé.

M. Lavoie donne le détail du projet adjacent, lequel est de même nature, et explique les principales dérogations demandées pour le projet visé. Il confirme que la bande en friche demeurera telle qu'elle car elle appartient à une diversité de propriétaires qui ne souhaitent pas qu'elle soit construite à court terme.

En ce qui a trait au stationnement dans le secteur, M. Arseneault indique que la citoyenne peut s'adresser à l'élu du secteur et rappelle que le règlement sur la circulation et le stationnement est en cours de modification.

7. Présentation par Monsieur Dino Credico, conseiller en aménagement, du projet de règlement RCA19 17320 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276) afin d'interdire les hôtels-appartements et les hôtels dans les zones 0185, 0212, 0220, 0257, 0303, 0595, 0668, 0710, 0732, 0737, 0778, 0786, 0840, 0843, 0856, 0857 et 0921 (NDG-SUD).

Le projet de règlement vise à interdire :

- l'usage « hôtel-appartement » dans les zones 0212 et 0840, lesquelles sont davantage des zones résidentielles;
- l'usage « hôtel » dans les zones 0220, 0257, 0303, 0595, 0778, 0843, 0857 et 0921, lesquelles sont plutôt commerciales;
- les usages « hôtel-appartement » et « hôtel » dans les zones 0185, 0668, 0710, 0732, 0737, 0786 et 0856.

M. Credico présente les zones concernées par le projet de règlement.

Recommandation de la Direction de l'aménagement et des services aux entreprises

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes :

- Il existe actuellement une demande pour de nouveaux projets hôteliers à proximité du centre-ville, des corridors autoroutiers et de l'aéroport;
- Le secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce (NDG), composé du secteur commercial de la rue Saint-Jacques, ainsi que des quartiers Westhaven et Saint-Raymond, fait actuellement l'objet d'une vaste démarche de planification visant à définir l'avenir de ce secteur;
- Il est opportun de limiter temporairement le redéveloppement de ce secteur avant que la planification de celui-ci soit terminée;
- La transformation d'habitation en commerce hôtelier peut avoir un impact significatif sur les logements disponibles;
- Les outils règlementaires ne sont pas actuellement en place afin d'encadrer convenablement de nouveaux projets hôteliers.

L'article 1 du projet de règlement est susceptible d'approbation référendaire.

8. Période de questions et commentaires

M. Sylvain Gariépy, représentant le propriétaire du bâtiment situé au 5610, rue Saint-Jacques demande des précisions sur l'aspect temporaire de la modification réglementaire. Il explique qu'en 2018, des discussions ont eu lieu avec l'arrondissement pour le développement du site et qu'un dossier préliminaire a été présenté au printemps 2019. Le requérant a de nouveau rencontré l'arrondissement à l'été 2019 afin de présenter l'état d'avancement du dossier et faire état des démarches pour attirer une grande bannière hôtelière. L'annonce de l'avis de motion pour retirer l'usage «hôtel» ou «hôtel-appartement» a été un choc, car il y avait des discussions en cours. Il suggère de plutôt adopter un règlement de contrôle intérimaire et demande au conseil d'arrondissement de ne pas adopter le règlement car il faudra de nouveau une modification réglementaire susceptible d'approbation référendaire pour autoriser de nouveau ces usages. Il se questionne sur le fait de ne cibler que l'usage « hôtel » et « hôtel-appartement » étant donné les discussions passées avec l'arrondissement.

M. Credico explique que la modification réglementaire est permanente, mais que l'arrondissement est en réflexion sur l'avenir de ce secteur.

M. Arseneault s'est dit rassuré d'entendre l'idée d'une bannière et indique que le conseil d'arrondissement veut s'assurer que l'urgence de développer ne contrevient pas à la réflexion sur le développement du quartier.

9. Fin de l'assemblée

L'assemblée est levée à 19 h 30.

Julie Faraldo-Boulet

_____
Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire recherchiste

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1193558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

CONTENU

CONTEXTE

Le requérant souhaite démolir deux bâtiments commerciaux entre 1 et 3 étages sis aux 2795-2825, chemin Bates, en vue d'y construire un bâtiment résidentiel de 6 étages comportant environ 102 logements.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard notamment à l'usage, à la hauteur du bâtiment et à l'alignement de construction, ainsi qu'au Règlement sur les clôtures (R.R.V.M. c. C-5), relativement à la hauteur d'une clôture.

Le projet est admissible à une évaluation, dans le cadre du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le site
Le site visé se trouve à l'extrémité nord-est de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en pleine ébulition avec l'arrivée prochaine d'une station du Réseau électrique métropolitain (REM). Les lots visés sont les suivants : le lot 2 174 639 et le lot 2 174 640.

Le site est localisé dans un secteur de zonage mixte H.5-6, C.2C, et peut donc accueillir des bâtiments résidentiels comportant de 8 à 36 logements ainsi que des commerces et services de faible intensité commerciale.

Le projet

Le projet consiste à démolir les deux bâtiments commerciaux. Le bâtiment situé au 2795, chemin Bates possède actuellement 3 étages et le 2825, chemin Bates est un bâtiment de 1

étage. Le deuxième bâtiment ne possède qu'un seul étage et est donc dérogatoire par rapport au règlement d'urbanisme. Le premier bâtiment (2795, Bates) à démolir comporte une structure de 3 étages qui n'a pas été conçue pour supporter 3 étages supplémentaires. De plus, l'aménagement intérieur, la circulation verticale, la fenestration et les ouvertures dans l'enveloppe de ce bâtiment ont été pensés pour des espaces à bureaux. Le bâtiment ne permet pas non plus l'accessibilité universelle. Finalement, la sécurité ferroviaire n'a pas été prise en compte lors de la construction d'aucun des deux bâtiments.

En remplacement des bâtiments, le promoteur souhaiterait construire un seul bâtiment résidentiel de 6 étages, avec mezzanine, comportant plus de 36 logements (environ 102 logements). La catégorie d'usages souhaitée serait ainsi de H.7 et conserverait aussi la catégorie d'usages C.2C afin de permettre la location temporaire de véhicules de courte durée (afin de favoriser la mutualisation des véhicules et des stationnements).

Le règlement de zonage autorise des bâtiments de 2 à 5 étages, mais le Plan d'urbanisme permet d'autoriser des constructions allant jusqu'à 6 étages.

Dérogations

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme (01-276) relativement à :

- à la hauteur maximale en mètres et en étages : bâtiment de 6 étages et de 24 m (incluant la mezzanine) dans un secteur de 2 à 5 étages et de 20 m;
- à la construction hors toit abritant une partie d'un logement;
- à l'alignement de construction;
- à l'usage : bâtiment résidentiel comportant environ 102 logements dans un secteur de 36 logements maximum;

de même qu'au Règlement sur les clôtures et les haies (R.R.V.M. c. C-5) relativement à :

- la hauteur d'une clôture : mur anticollision d'une hauteur supérieure à 2 m (article 6).

Prescriptions additionnelles

D'autres prescriptions réglementaires supplémentaires sont aussi intégrées dans la résolution :

- un nombre maximal de une (1) case de stationnement par deux (2) unités résidentielles est prescrit;
- les stationnements pour vélos doivent être intégrés à l'intérieur du bâtiment;
- il sera possible de mettre en place un service de location de voitures à court terme (de type auto-partage) afin d'offrir une nouvelle gamme de services de mobilité et réduire, si possible, le taux de possession d'une voiture personnelle;
- une exigence est ajoutée de manière à ce que les fenêtres les plus proches de la voie ferrée aient une meilleure efficacité à réduire le bruit (6 mm–400 mm–6 mm).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises a analysé la demande de projet particulier quant au respect des critères d'évaluation énoncés à l'article 9 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d’un immeuble de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (RCA02 17017). La Direction est favorable à la demande pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au Plan d'urbanisme.
- Les bâtiments posent plusieurs difficultés d'usages et de construction qui plaident en faveur d'un bâtiment de remplacement qui tient compte du milieu d'accueil.
- L'occupation résidentielle du projet est compatible avec le milieu d'insertion qui est en transformation. Divers projets résidentiels sont en cours dans Ville Mont-Royal, à Outremont et plusieurs bâtiments à Montréal présentent une opportunité de conversion à des fins résidentielles, dont le bâtiment visé.
- Le projet permet de mettre en valeur des terrains qui, lors de la l'ouverture de la gare du REM Canora, seront à quelques minutes du centre-ville.
- Les diverses études commandées en relation avec le projet sont concluantes quant à sa faisabilité; afin de respecter les dispositions énoncées dans le Règlement d'urbanisme prévues aux articles 122.10 à 122.13, la construction d'un mur anticollision à la limite arrière de la propriété est prévue.
- Le projet permettra le versement d'une contribution d'environ 175 000 $ pour le logement social en vertu de la Politique locale d'inclusion de logement social et abordable.
- Lors de sa rencontre du 28 août 2019, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable au projet. Les préoccupations énoncées par le CCU lors de cette rencontre ont été intégrées dans la résolution, sauf pour le nombre maximal de stationnement autorisé. Le nombre maximal autorisé est de une (1) case de stationnement par deux (2) unités résidentielles (soit environ 51 cases).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière du projet résidentiel lié au logement social, d'un montant de 176 524 $, sera déposée dans le compte suivant : 2101.0000000.000000.00000.21197.
Les garanties financières liées au logement social et abordable, d'un montant de 308 524 $, seront déposées dans le compte suivant dans le cas de non-respect des engagements : 2101.0000000.000000.00000.21198

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bien que le projet préliminaire ait été adopté plusieurs mois avant l'adoption du Plan local de développement durable 2019-22, le projet va contribuer à se rapprocher de l'objectif d'augmenter la canopée des nouveaux projets de développement puisque le requérant devra déposer un plan d'aménagement paysager .

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

28 août 2019	Présentation au comité consultatif d'urbanisme (CCU)
7 octobre 2019	Adoption du 1er projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Date à confirmer	Parution de l'avis public et affichage
16 octobre 2019	Consultation publique
4 novembre 2019	Adoption du 2e projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)
Novembre 2018	Avis public
Novembre 2018	Procédure d'approbation référendaire
2 décembre 2019	Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)

Décembre 2019	Délivrance du certificat de conformité

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hélène BROUSSEAU, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-25

Lucie BÉDARD_URB
directeur(trice) - amen. urb.& serv. aux entreprises en arrondissement

Tél : 514-872-2345
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1193558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

2019-07-24_CCU_4.5_2795-2805_Bates.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 24 juillet 2019, à 18h30

5160, boul. Décarie, 4e étage, à la salle Est/Ouest

Extrait du procès-verbal

4.5 Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la démolition du bâtiment situé au 2795 et 2825, chemin et Bates et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 102 logements en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Présentation : Nicolas Lavoie, conseiller en aménagement

Le comité recommande d'autoriser la demande aux conditions suivantes :

- réduire le nombre de cases de stationnement proche du minimum requis (1 pour 4 unités = environ 25-30 cases);
- intégrer les stationnements pour vélos au sous-sol;
- établir la largeur de la porte de garage la plus étroite possible.
- opter pour des fenêtres ayant une meilleure efficacité à réduire le bruit (6 mm–400 mm–6 mm);
- intégrer comme critère d'aménagement (PIIA) que la ramure des arbres se rapprochent du le plus possible (40%);
- intégrer comme critère d'aménagement (PIIA) que le requérant prévoit des aires sur son terrain pour le TSS (ailleurs qu'en cour avant) et pour l'entreposage des matières résiduelles et du recyclage.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1193558039

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier autorisant la démolition des bâtiments situés aux 2795 et 2825, chemin Bates, et la construction d'un bâtiment résidentiel comportant 6 étages et environ 102 logements, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

ANNEXE A : 1193558039 - Territoire d'application.pdf

ANNEXE B : 2825 Chemin Bates-Implantation.pdf

ANNEXE C : Étude de viabilité.pdf

ANNEXE D : 2825 Chemin bates-Perspective.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

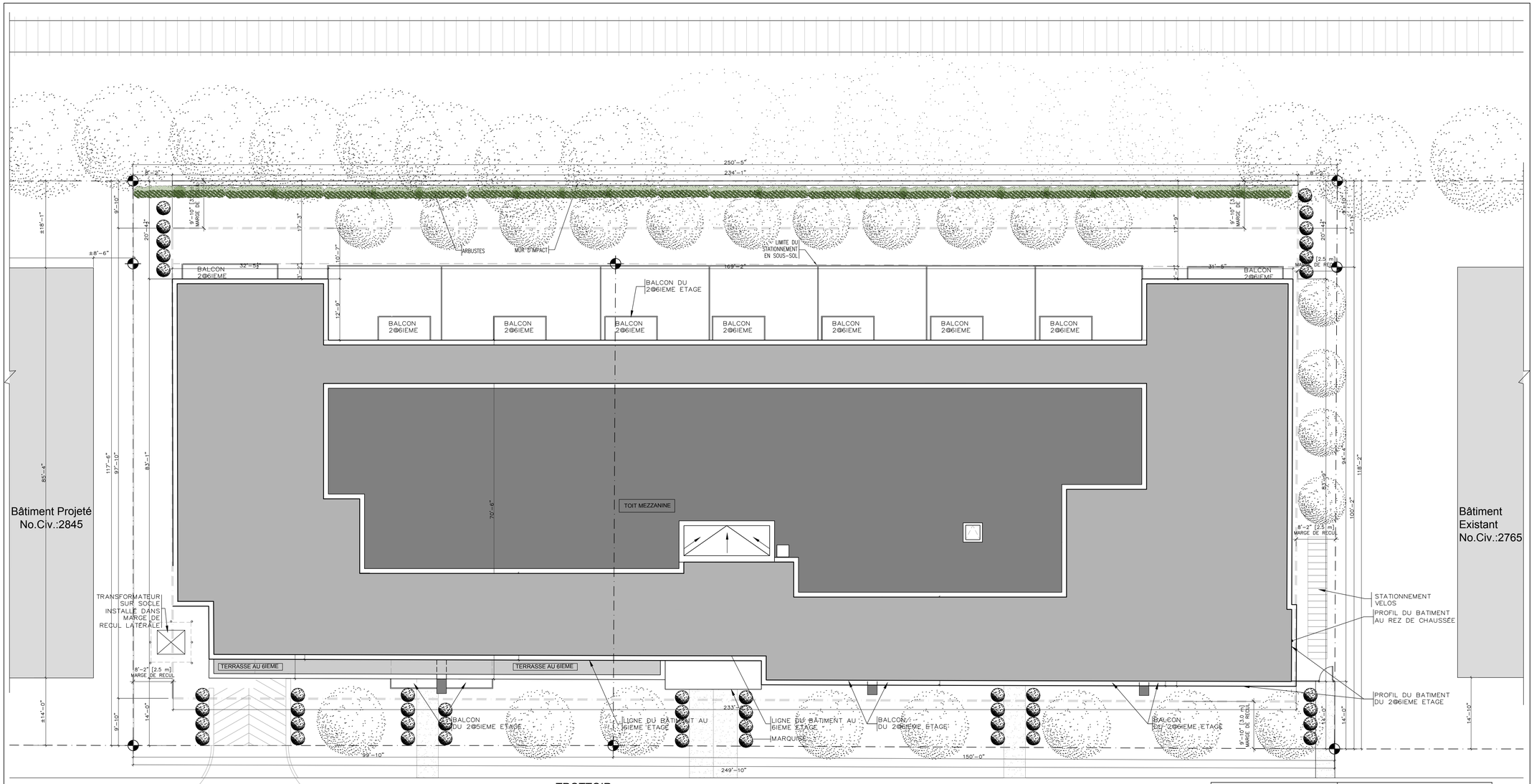
Nicolas LAVOIE
Conseiller(ere) en amenagement

Tél : 514 868-4944
Télécop. :

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1193558039





TROTTOIR

CHEMIN BATES

SENS UNIQUE

1 / A002 PLAN DE SITE
ÉCHELLE: 3/32"=1'-0"

18-07 liste des dessins
Mise à jour 23 SEPTEMBRE 2019
W:\2018\18-07 - 2825 CHEMIN BATES-MONTREAL
Architecture (frw architect)

No du dessin	Titre du dessin	#	Date émission
A-000	Page presentation		02-Apr-19
A-001	Plan de site et vues existantes		02-Apr-19
A-002	plan d'ensemble et zonage		23-Sep-19
A-003	Plan contexte urbain et historique existant		02-Apr-19
A-004	Plan contexte urbain et historique - projet proposé		02-Apr-19
A-005	Elevation chemin Bates - existant		02-Apr-19
A-005.1	Etudes d'ensoleillement-Equinoxe		
A-005.2	Etudes d'ensoleillement-Solstice d'été		
A-005.3	Etudes d'ensoleillement-Solstice d'hiver		
A-099	Plan sous-sol		10-Jul-19
A-100	Plan rez-de-chaussée		10-Jul-19
A-101	Plan 2ieme @ 5ieme etage		02-Apr-19
A-106	Plan 6ieme etage		02-Apr-19
A-107	Plan mezzanine		02-Apr-19
A-200	Elevation chemin Bates		10-Jul-19
A-201	Elevation arrière		02-Apr-19
A-202	Elevation latérale Est		02-Apr-19
A-203	Elevation latérale ouest		10-Jul-19
A-300	coupe scehmatique		10-Jul-19
A-301	coupe scehmatique		10-Jul-19

LISTE DES DESSINS
ÉCHELLE: NA

2 / A002 TABLEAU DE ZONAGE
ÉCHELLE: NA

Projet	2825 et 2795 Chemin Bates	
Dossier	6 étages	
Adresse	2825 et 2795 Chemin Bates	
19 septembre 2019- profondeur 70'-0" avec "U"	Permis-requis	Proposé
REGLEMENTS MUNICIPAUX 01-276 Cotes des Neiges		
Superficie de terrain m2	2735	
Superficie de terrain pc	29433	
Densité de construction min.	1	
Densité de construction max.	4	3.42
Densité en pieds carrés min.	29433	
Densité en pieds carrés max.	117732	
RDC		17025
2ieme		16906
3ieme		16906
4ieme		16906
5ieme		16906
6ieme		16440
Penthouse		6582
Total		107671
Deductions		7000
Superficie pour zonage		100671
Hauteur min. en étages	2	
Hauteur max. en étages	5	
Hauteur max. en étages (plan directeur)	6	6
Hauteur max. en mètres	20 (65.6')	
Mezzanine 40 % en retrait au toit (2m plus haut)		
Secteur significatif soumis a des critères		
Taux d'implantation minimum	35%	
Taux d'implantation maximum	70%	57.84%
Taux d'implantation minimum (pc)	10302	
Taux d'implantation maximum (pc)	20603	17025
Usages permis	H5, H6, C.2c résidentiel 8@12 unités-12@ 36 commerces	Résidentiel
Marge latérale batiment 12.5m à 20m (art. 71)	2.5 m (8.2')	2.5 m (8.2')
Marge arrière batiment jusqu'à 20 m (art. 75)	3 m (9.84')	20'-4 1/2"

W:\2018\18-07 2825 Bates\Working drawings\18-07-dayan_A-000plan ensemble.dwg – 2019.09.23 – 12:57PM – Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
F	23/09/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
E	19/09/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
D	10/07/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
C	02/04/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
B	29/03/2019	RE-ÉMIS POUR APPROBATION
A	29/03/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
no.	date J/M/A	description

ISSUES

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES
370 rue Guy suite 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J 1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title
Projet Residentiel
2825 CHEMIN BATES, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title
PLAN D'ENSEMBLE ET ZONAGE

echelle/scale 3/32"=1'-0"	projet/project no. 18-07
date J/M/A 04/09/2018	revision no.
dessine/drawn MKH/BC/AG	dessin/drawing no. A-002
verifie/checked MR	

ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2825 / 2795 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QUÉBEC



Présenté à :
Immeubles Greenstone inc.
2585 Chemin Bates, Suite #200
Montréal, (Québec) H3S 1A9
Attention : M. Avi Dayan

Préparé par :
Ingénierie RIVVAL
422, 19ème Avenue
Deux-Montagnes, (Québec) J7R 7H5
Courriel : gestionrivval@yahoo.ca

ÉTUDE DE VIABILITÉ POUR UN PROJET DE REDÉVELOPPEMENT D'UN SITE LOCALISÉ EN BORDURE DE LA VOIE FERRÉE AU 2825 / 2795 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QUÉBEC



2019-05-27

Préparé par : _____
Yves Vallières ing.sr
Concepteur Sénior – Génie Ferroviaire

Table des matières

1.0 Introduction 4
2.0 Mise en contexte 5
3.0 Opérations ferroviaires courantes 6
3.1 Description du site existant à démolir 6
3.2 Caractéristiques topographiques 8
3.3 Tracé d'écoulement des eaux actuels du site et drainage 8
3.4 Distance du site par rapport aux infrastructures ferroviaires 9
4.0 Renseignements sur les installations ferroviaires 9
4.1 Informations générales 9
4.2 Géométrie, topographie, alignement, type de voie et présence d'aiguillage 10
4.3 Vitesse permise et conditions d'opération 10
4.4 Historique des déraillements 11
4.5 Occupation des voies et clientèles actuelles et futures prévues 13
4.6 Précisions sur les améliorations ou travaux futurs ou prévus pour le corridor ou toute disposition de protection en vue d'une expansion future 14
5.0 Renseignements sur la construction proposée 14
5.1 Dégagements et marges de recul de l'aménagement proposé par rapport au corridor ferroviaire 14
5.2 Caractéristiques de protection contre les collisions et les déraillements proposées pour la nouvelle construction. 16
5.3 Mesures de mitigation pour atténuer les vibrations 17
5.4 Mesures de mitigation pour atténuer les bruits 18
5.5 Renseignements sur la construction des aménagements 19
6.0 Détermination des dangers et risques des opérations ferroviaires 20
6.1 Sécurité – Volet déraillement 20
6.2 Sécurité – Volet intrusion 23
7.0 Conclusion 24
8.0 Références 24

Annexe A : CV - Yves Vallières ing.sr - Ingénierie RIVVAL inc.

1.0 Introduction

La firme Ingénierie RIVVAL inc. est mandatée par Immeubles Greenstone inc. afin de réaliser une étude de viabilité pour un projet de redéveloppement d'un site localisé au 2825 / 2795 Chemin Bates, Montréal, Québec. Situé immédiatement au sud des voies ferrées du Canadien Pacifique, le site se trouve au sud-ouest du passage à niveau de l'avenue Wilderton. Le projet de redéveloppement comportera des usages uniques résidentiels en bordure du corridor de chemin de fer du Canadien Pacifique.

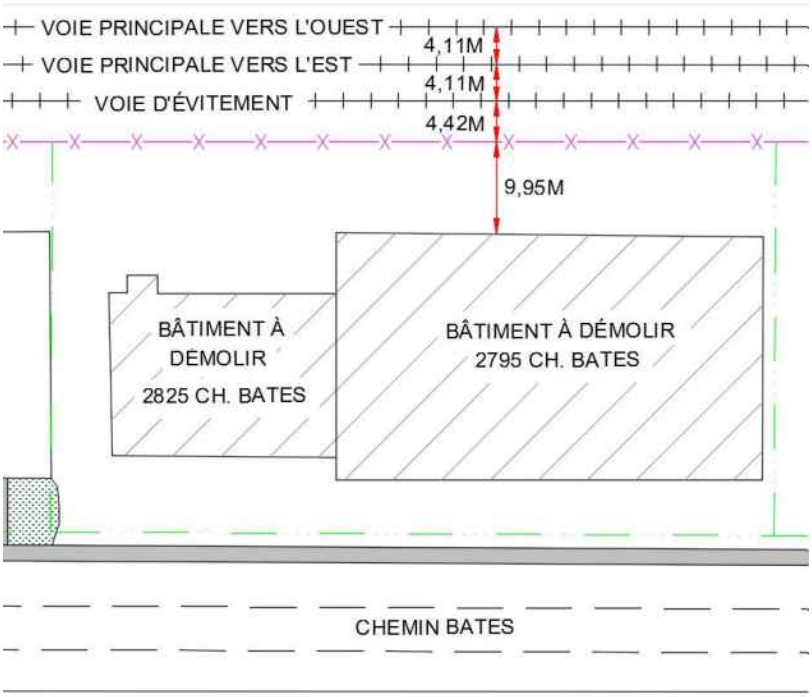


Figure 1. Plan d'ensemble du site existant.

L'étude de viabilité a pour but d'évaluer tout conflit qui pourrait résulter de la proximité entre l'aménagement proposé et le corridor ferroviaire, de même que toute incidence possible sur les activités du chemin de fer attribuable au nouvel aménagement pendant la phase de construction et par la suite. Elle vise aussi à permettre une évaluation des aménagements basée sur les caractéristiques propres au site et, par conséquent, la détermination des mesures d'atténuation appropriées.

Pour ce faire, l'étude de viabilité traitera des éléments suivants :

Section 2.	Mise en contexte
Section 3.	Renseignements sur le site
Section 4.	Renseignements sur les installations ferroviaires
Section 5.	Renseignements sur l'aménagement
Section 6.	Renseignements sur la construction
Section 7.	Détermination des dangers et des risques et recommandations de mesures d'atténuation
Section 8.	Conclusion

2.0 Mise en contexte

De nos jours, de plus en plus d'anciens terrains au passé industriel ou commercial sont redéveloppés selon un autre usage. Dans un contexte de densification des zones urbaines et dans le but de contrer l'étalement urbain, il n'est pas étonnant de constater que plusieurs territoires qui autrefois ne présentaient aucune valeur aux yeux des promoteurs immobiliers fassent aujourd'hui l'objet de projet ambitieux de grande envergure.

Dans ce contexte, la compagnie Immeubles Greenstone inc. souhaite procéder au redéveloppement du site industriel situé au 2825 / 2795 Chemin Bates et y propose entre autres la démolition du bâtiment existant et la construction d'un nouveau bâtiment de 7 étages abritant des condos à vocation résidentielle en bordure de la voie ferrée.

La question du voisinage entre les nouveaux projets et le chemin de fer a fait l'objet de plusieurs rapports au cours des dernières années, notamment le rapport *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* (Réf. 1) paru en mai 2013 pour le compte de La Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et L'Association des Chemins de Fer du Canada (ACFC). Ce rapport se veut un guide sur la manière d'aborder la coexistence des usages qui à priori semblent contradictoires, toujours dans l'optique où les municipalités tendent à vouloir densifier leur territoire. Ce rapport élabore sur les méthodes préférables et les méthodes alternatives de faire cohabiter les chemins de fer et les nouveaux aménagements. Les méthodes standards proposées s'appliquent relativement bien dans de grands espaces, puisqu'on parle ici d'une marge de recul de 30 mètres et de la réalisation d'une berme de 2,5 mètres de hauteur par 15 mètres de largeur. Par ailleurs, le rapport reconnait qu'il peut s'avérer difficile, voire impossible d'aménager de telles mesures de mitigation dans les grands centres urbains. Afin de mettre en contexte la présente étude, voici un extrait du document *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* qui exprime bien la situation du site en question :

> Dans les zones urbaines, en raison de la valeur et de la disponibilité restreinte des terrains, des pressions accrues s'exercent en vue de l'aménagement de terrains plus petits à proximité des corridors ferroviaires. Il est peu probable que de tels emplacements puissent permettre l'installation de berme et de marge de recul standards. (Réf. 1, Page 50)

En effet, dans le cas présent, la dimension du terrain existant vs le positionnement du corridor ferroviaire ne permet pas la mise en place de la marge de recul de 30 mètres et l'implantation de nouveaux bâtiments. Le document note aussi :

> […] il n'est pas vraiment logique de prévoir une marge de recul de 30 mètres dans des secteurs où la profondeur des terrains ne permet pas de l'aménager. Dans de nombreux cas, il peut être plus souhaitable pour les municipalités d'assurer la mise en place de mesures d'atténuation selon une approche adaptée à chaque site, au moyen de l'utilisation de l'outil d'évaluation de la viabilité des aménagements. (Réf. 1, Page 55)

Ainsi, la présente étude de viabilité servira à bien exposer les données relatives au site et aux installations ferroviaires, à cerner les enjeux et à proposer des mesures de mitigations adaptées à la réalité du site qui seront équivalentes aux mesures standards.

3.0 Opérations ferroviaires courantes

3.1 Description du site existant à démolir

Cette propriété abrite présentement un édifice à 1 étage joint à un bâtiment de 3 étages ayant 2 numéros civiques à vocation industriel.



Photo 1. Façade des bâtiments existants du 2825 & 2795 Ch. Bates à démolir.



Photo 2. Arrière du bâtiment existant à démolir.

Un nouvel édifice à condo sera construit ensuite sur le terrain vacant. Le site, d'une superficie de 29 433 m^2, est bordé par de nombreux réseaux de transport (STM, EXO, CP) dont les voies ferrées du Chemin de Fer Canadien Pacifique (CP) au nord.

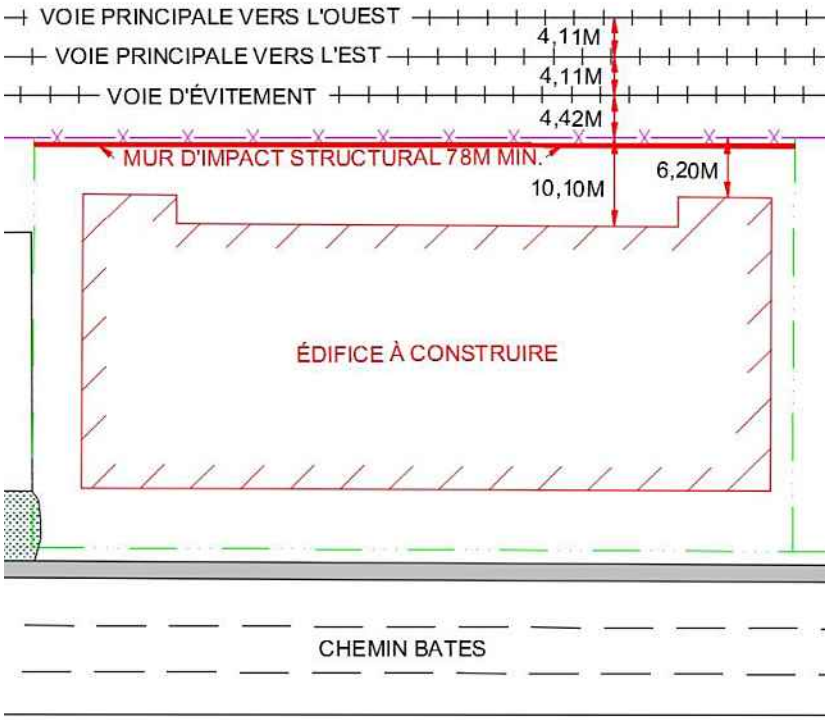


Figure 2. Plan d'ensemble du site proposé au PM 48.71 ADIR.

3.2 Caractéristiques topographiques

Le site est relativement plat, ne présentant qu'une faible variation de niveau de l'ordre de ±400mm sur l'ensemble du site (la topographie devra rester sensiblement la même étant donné la connexion nécessaire à faire avec les rues environnantes).

Par rapport aux voies ferrées, on note que le site est relativement au même niveau que les rails du CP ayant un fossé longitudinal le long du terrain du développeur. De telles élévations locales des rails sont typiques et le fossé assure le bon drainage des voies ferrées.

Le profil de chacune des voies ferrées est relativement plat et de niveau, sans aucun dénivelé. Veuillez-vous référer à la section 4.2 pour obtenir de plus amples renseignements sur la géométrie des voies ferrées.

3.3 Tracé d'écoulement des eaux actuels du site et drainage

Le site est considéré comme étant en entier composé de surfaces imperméables asphaltées ayant des espaces gazonnés de petite dimension en façade, sans rétention effectuée sur le site. En effet, les espaces au sol autour du bâtiment sont majoritairement en asphalte et en pelouse en façade. L'écoulement actuel des eaux de pluie du site, pour les toits, est en totalité acheminé par tuyauterie vers le réseau combiné sanitaire/pluvial de la Ville de Montréal, tandis que les eaux de pluie au sol convergent vers des puisards qui sont raccordés au même réseau combiné de la Ville de Montréal. De plus, il n'y a aucun rejet d'eau du site vers le fossé des voies ferrées à l'arrière du bâtiment.

Le projet proposé ne rejettera pas d'eau de pluie sur le domaine du CP. Les rejets pluviaux seront captés par le réseau pluvial de la municipalité.

Quant à elles, les voies ferrées sont présentement drainées par deux fossés longitudinaux aux limites du corridor de transport. L'eau de surface s'écoule de part et d'autre des voies, et donc en direction des fossés en question, se trouvant à drainer de manière naturelle.

Le nouvel aménagement n'affectera aucunement le drainage de l'emprise ferroviaire comportant trois (3) voies ferrées.

3.4 Distance du site par rapport aux infrastructures ferroviaires

Le site partage sa ligne de lot avec le CP. Sur le terrain du CP, il y a 3 voies ferrées en place, soit une voie d'évitement et deux voies principales. La voie d'évitement est située à une distance de 4,42m de la ligne de lot, tandis que les voies principales sont situées à 8,53m et 12,64m de la ligne d'emprise.

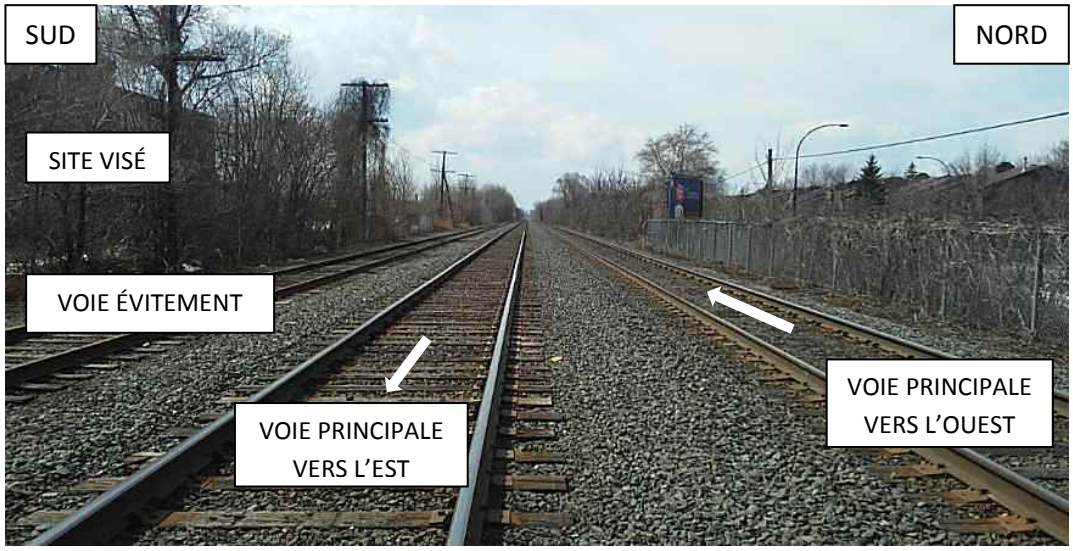


Photo 3. Corridor de transport ferroviaire montrant les deux voies ferrées principales au centre et la voie d'évitement au sud. (Vue regardant vers l'ouest … vers Autoroute Décarie).

4.0 Renseignements sur les installations ferroviaires

4.1 Informations générales

Le terrain est localisé au point milliaire 48.71 de la subdivision Adirondack. La voie principale de la subdivision Adirondack origine de Brookport (± 10 km à l'est de Farnham, Qc) et se termine au point milliaire 49.90 (sous le viaduc Rockland croisant les voies ferrées menant à Outremont). Ce corridor de transport ferroviaire est la propriété du CP, et est aussi utilisée par EXO pour la ligne de transport collectif Lucien L'Allier – Saint-Jérôme.

Au point milliaire 48.71, le corridor ferroviaire comporte 3 voies ferrées, dont deux voies principales et une voie d'évitement ou d'entreposage de matériel roulant ferroviaire. La voie d'évitement est située à une distance de 4,42m de la ligne de lot, tandis que les voies principales sont situées à 8,53m et 12,64m de la ligne d'emprise.

La subdivision Adirondack est une artère importante pour le transport collectif d'EXO et de marchandise. En effet, durant les périodes de pointe (matin et soir) les trains de banlieue de la ligne Lucien L'Allier – Saint-Jérôme d'EXO circulent sur les deux voies principales (les voies les plus éloignées du site). De plus, la subdivision Adirondack, à cet endroit, constitue un lien direct de transport ferroviaire entre le Port de Montréal, la cour de triage St-Luc du CP et toutes les destinations majeures à travers le pays.

4.2 Géométrie, topographie, alignement, type de voie et présence d'aiguillage

- Il y a trois (3) voies ferrées adjacentes à la propriété;
- Toutes les voies sont en alignement tangente et parallèles aux limites sud du site;
- Il y a trois voies adjacentes à la propriété;
- Toutes les voies sont en alignement tangente et parallèles au site;
- La courbe la plus proche est à ±430 mètres à l'est du site;
- L'aiguillage le plus proche se trouve à ±125 mètres à l'est du site;
- La pente des voies ferrées est pratiquement nulle et il n'y a aucun dénivelé de voie, et ce sur une très longue distance de part et d'autre du site en question. La pente la plus forte le long du site est de l'ordre de 0,14%, ce qui est négligeable, et donc à toute fin pratique de niveau;
- Le type de rail est du Long Rails Soudés (LRS) ce qui signifie que le rail est continu sans joints pour les voies principales;
- La voie d'évitement est construite en rails jointés.

4.3 Vitesse permise et conditions d'opération

Les conditions d'opération ferroviaire au point milliaire 48.71 sont :

- Les vitesses d'opérations sont considérées comme étant « moyenne vitesse »
- Vitesse maximum sur voies principales :
- - 30 MPH pour les trains de marchandise ;
- - 55 MPH pour les trains de passager (Transport collectif EXO);
- Vitesse maximum sur voie d'évitement :
- - 10 MPH pour tous les trains et marche à vue signifiant que le train doit s'arrêter à mi-distance de tout obstacle ;
- Il n'y a aucun point d'arrêt officiel du train à proximité ce qui signifie que le mouvement ferroviaire est continu, sans arrêt ;

- Le passage à niveau le plus près est l'Avenue Wilderton croisant à 90° les deux voies ferrées équipées de dispositif de protection automatique complet soit clignotants, cloches, barrières et panneau croix de St-André ;
- La surface de croisement au niveau des voies ferrées est en béton ce qui en fait un des passages à niveau des plus costaud et des mieux protégés dans l'industrie ferroviaire ;
- La condition des deux voies principales est excellente ;
- Des travaux de remplacements des traverses de chemin de fer ont été complétés à l'été 2015.

Au niveau du contrôle de la condition de la voie ferrée des voies principales, l'autorité gouvernementale Transports Canada ordonne que l'autorité ferroviaire ausculte les rails et la géométrie de la plateforme ferroviaire au minimum 2 fois par année à l'aide de véhicules sophistiqués de haute technologie ultrason et magnétique.

Ces contrôles bi-annuels assurent une pérennité et une excellente qualité de la plateforme ferroviaire des voies principales signifiant un niveau de sécurité maximum des opérations ferroviaires minimisant considérablement les probabilités de déraillement.

4.4 Historique des déraillements

Pour le site à l'étude, aucun déraillement n'a été répertorié depuis les 35 dernières années.

D'un point de vue global, nous sommes en mesure d'affirmer que bien que le transport ferroviaire continue de croître, la sécurité des transports montre une tendance à l'amélioration, et ce depuis plusieurs années. En effet, l'association des Chemins de Fer du Canada, Railcan, dans son dernier rapport annuel (2014) (Réf. 3), note que depuis 2004, les accidents ferroviaires à signaler ont diminué de 31.8 % dans l'ensemble, pour les trains de marchandises. Par ailleurs, en 2013 :

> Le nombre d'accidents établi en fonction du volume d'activité des chemins de fer marchandises, ou taux par milliard de tonnes-milles brutes (MTMB) a augmenté, passant du minimum historique de 2.10 en 2012 à 2.17. (Réf. 3, page 3)

Accidents ferroviaires en transport de marchandises

	Accidents de trains de marchandises	MTMB	Taux
2004	1 685	441,47	3,82
2005	1 647	457,95	3,60
2006	1 578	459,63	3,43
2007	1 497	463,36	3,23
2008	1 304	449,92	2,90
2009	1 104	397,29	2,78
2010	1 155	447,05	2,58
2011	1 057	473,31	2,23
2012	1 060	503,88	2,10
2013	1 149	529,56	2,17

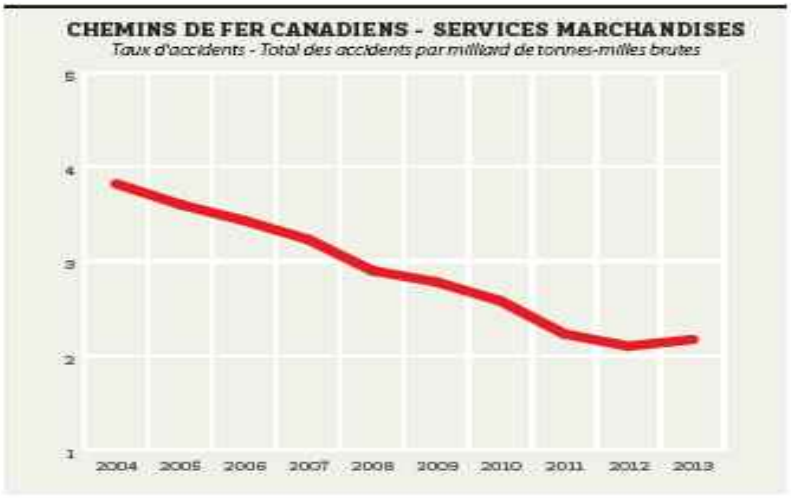


Figure 3. Extrait de *Tendances Ferroviaires 2014* (Ref 3); Accidents Ferroviaires en transport de marchandises

Tiré de son rapport annuel 2014, Railcan note aussi pour les trains de passagers:

> Le taux d'accidents par million de voyageurs/utilisateurs de trains de banlieue a diminué de 2 % entre 2012 et 2013 et s'établit à 0.68. Ce taux, qui est inférieur de 26.3 % à la moyenne de 0.93 des cinq dernières années, est le plus bas jamais enregistré pour les services voyageurs. (Réf 3. Page 5)

Accidents ferroviaires en transport de voyageurs

	Accidents	Voyageurs tr. intervilles	Voyageurs tr. de banlieue	Voyageurs tr. touristiques	Total (en millions)	Taux
2004	70	4 181	54 905	252	59	1,18
2005	77	4 322	58 235	277	63	1,23
2006	64	4 320	60 634	360	65	0,98
2007	72	4 478	63 393	378	68	1,06
2008	71	4 899	67 052	352	72	0,98
2009	73	4 538	65 962	175	71	1,03
2010	67	4 477	68 562	222	73	0,91
2011	74	4 461	68 427	192	73	1,01
2012	52	4 246	70 035	214	74	0,70
2013	51	4 250	70 092	215	75	0,68

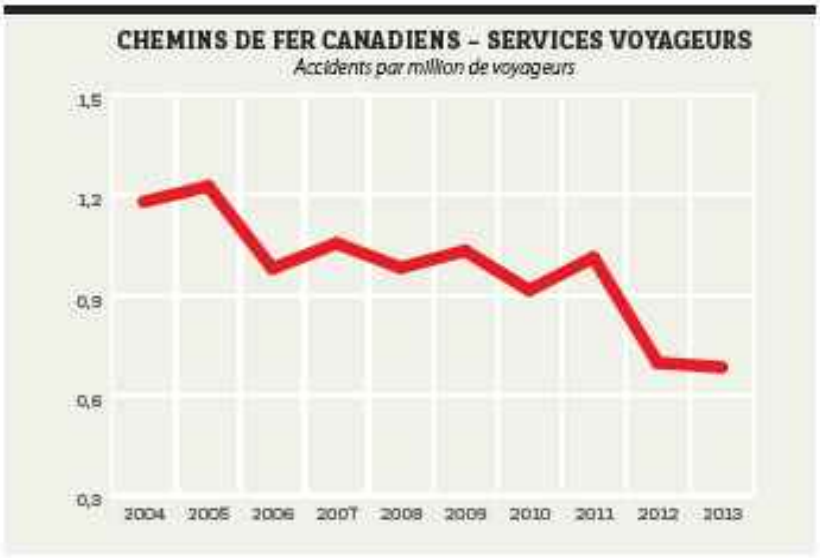


Figure 4. Extrait de *Tendances Ferroviaires 2014* (Réf. 3); Accidents Ferroviaires en transport de voyageurs

4.5 Occupation des voies et clientèles actuelles et futures prévues

Présentement, il y a un trafic ferroviaire quotidien de 9 trains de banlieue d'EXO circulant à une vitesse maximum de 55 MPH sur une ou l'autre des voies principales, surtout durant les heures de pointes des jours de semaine. Le nombre de trains de marchandise est variable selon les activités du Port de Montréal. Il est difficile de prévoir le nombre de trains de marchandise avec précision, mais selon l'information obtenue auprès des représentants du CP, ils considèrent qu'entre 15 et 20 trains par jour circulent sur les voies principales.

Pour ce qui est de la voie d'évitement, aucun horaire fixe ne s'applique à ce type de voie. Elle est utilisée au besoin lorsque disponible. Cette voie est principalement utilisée pour le stationnement de matériels roulants ferroviaires d'entretien et à l'occasion de quelques wagons de marchandises afin d'éviter de nuire au passage des trains de banlieue d'EXO.

4.6 Précisions sur les améliorations ou travaux futurs ou prévus pour le corridor ou toute disposition de protection en vue d'une expansion future

Afin de s'assurer que la voie ferrée ne se dégrade pas avec les années d'opérations, il est impératif que le CP doive effectuer des travaux de mise à niveau de temps à autre. Ces travaux deviennent nécessaires afin de s'assurer que la catégorie de voie reste la même et ainsi continuer d'opérer les trains aux vitesses prescrites. Le CP travaille activement depuis des décennies avec un plan d'intervention de 4 ans. Malheureusement, les représentants du CP n'étaient pas en mesure de nous donner la nature et des précisions sur des plans d'expansion et d'entretien de la voie ferrée au point milliaire 48.71 de la subdivision Adirondack. Par ailleurs, notons que les traverses de chemin de fer déficientes sur les lignes principales furent toutes remplacées durant l'été 2015.

5.0 Renseignements sur la construction proposée

5.1 Dégagements et marges de recul de l'aménagement proposé par rapport au corridor ferroviaire

Tel qu'énoncé dans le document des lignes directrices, les marges de recul servent à instaurer un espace tampon permettant à la fois l'atténuation des nuisances et la mise en place d'une berme de protection. La marge de recul doit être calculée à partir de la ligne de propriété commune jusqu'à la façade des bâtiments. La marge de recul proposée est de 30 mètres :

> Une telle marge assure un espace tampon par rapport aux activités ferroviaires et permet la dissipation des émissions, des vibrations et du bruit associés aux activités ferroviaires de même que la mise en place d'une barrière de sécurité. Page 27, section 3.3

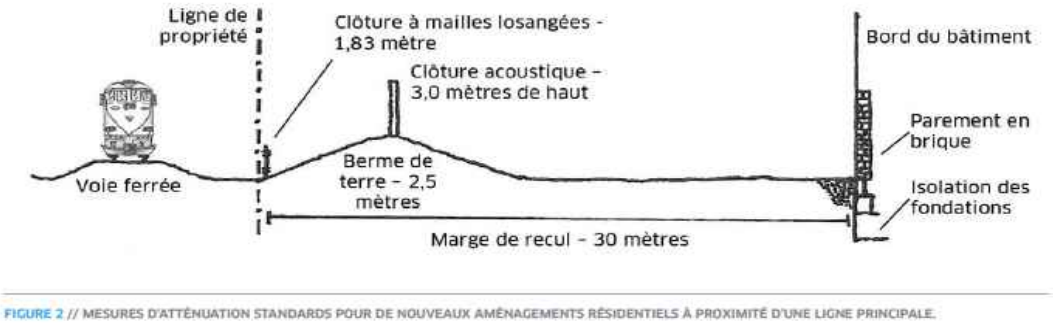


FIGURE 2 // MESURES D'ATTÉNUATION STANDARDS POUR DE NOUVEAUX AMÉNAGEMENTS RÉSIDENTIELS À PROXIMITÉ D'UNE LIGNE PRINCIPALE.

Figure 5. Extrait de *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires,* (Réf. 1*)*; Mesures d'atténuation standards pour de nouveaux aménagements résidentiels à proximité d'une ligne principale.

Cependant, dans le cas de lots qui, de par leur dimension, ne peuvent accommoder une telle distance, tel que mentionné dans les lignes directrices à quelques endroits :

> [...] des marges de recul réduites pourraient être envisagées avec d'autres mesures de sécurité de remplacement » (Réf. 1, page 27)

et

> […] quand les terrains convertis ou intercalaires sont exigus et qu'il est impossible de laisser les marges de recul standards, des marges de recul réduites sont permises dans certains cas (par exemple, quand la voie ferrée est aménagée en tranchée), mais dans la plupart des cas, une autre forme de barrière de sécurité (comme un mur d'impact) sera exigée. (Réf. 1, page 18)

Ainsi, les lignes directrices, reconnaissent que des mesures alternatives permettent d'atteindre le même niveau de sécurité que la berme standard, et montrent aussi les manières alternatives d'y parvenir, soit entre autres par la construction d'un mur de protection :

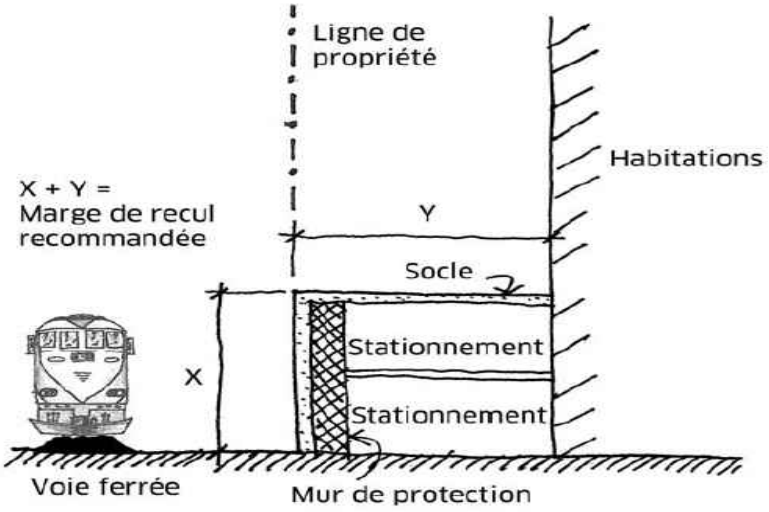


Figure 6. Extrait de *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires,* (Réf. 1*)*; Figure 4 – L'intégration d'un mur de protection dans un aménagement peut permettre de réduire la marge de recul recommandée.

Dans le cas du projet en question, veuillez-vous référer à la figure 2, les marges de reculs sont fixes de 11,89 mètres.

5.2 Caractéristiques de protection contre les collisions et les déraillements proposées pour la nouvelle construction.

En vertu du fait que le projet déroge à la marge de recul de 30 mètres recommandée, un mur de protection structural, conçu par une firme spécialisée sera instauré. Il est recommandé que le mur d'impact/protection soit annexé à la structure principale afin d'assurer l'intégrité et la protection des occupants en cas de déraillement. En vertu de l'aménagement préliminaire fourni par la firme spécialisée d'architectes Ficher Rasmussen Whitefield (voir figure 7 en page 17), nous sommes d'avis qu'un tel mur respecte les intentions souhaitées, soient la protection des individus et bâtiments en cas de déraillement. Par ailleurs, nous tenons à mentionner que notre avis se limite aux intentions du mur et ne se veut aucunement une revue « d'ingénierie » de la conception du mur.

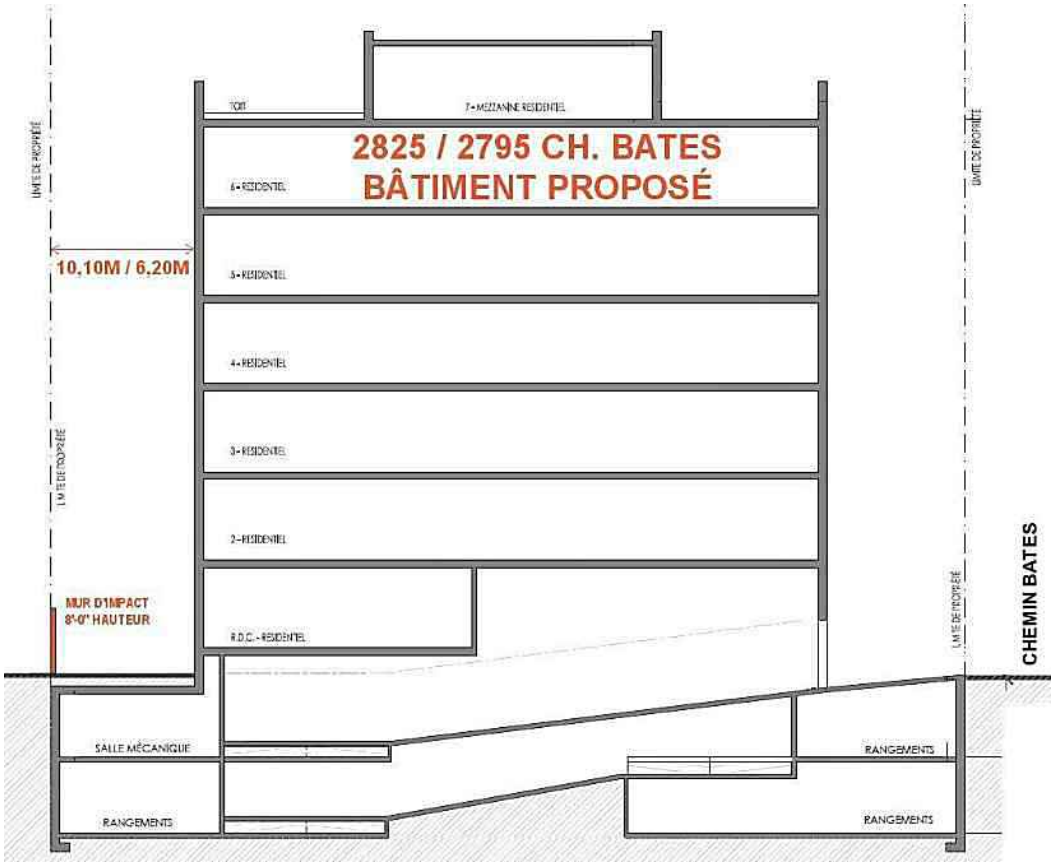


Figure 7. Mur d'impact de 2,44 mètres (8'-0") min. de hauteur en béton armé.

5.3 Mesures de mitigation pour atténuer les vibrations

Les vibrations générées par le passage des trains voyagent à travers le sol et se transmettent au bâtiment. Dépendamment du type de sol de la fondation du chemin de fer et du site visé, l'amplitude des ondes peut soit être amortie ou amplifiée. Selon les informations qui nous ont été fournies, nous comprenons qu'une étude vibratoire est en cours et permettra de déterminer les distances à respecter ou les méthodes d'atténuation à mettre en œuvre, si nécessaire, pour atteindre les niveaux vibratoires exigés par les autorités concernées.

Recommandations :

Suite à la présentation d'étude à cet effet, des recommandations (si requises) de travaux civils aux abords de la limite de propriété seront émises par les experts dans le domaine afin de rencontrer les normes en vigueur. Le promoteur devra suivre ces recommandations. Typiquement, les vibrations sont contrôlées par l'ajout de remblai en matière lâche de type sable fin. D'autres produits spécialisés peuvent aussi être installés à même les murs de fondations des bâtiments pour réduire la transmission des vibrations.

Dans tous les cas, nous recommandons toujours d'effectuer des validations avec les spécialistes ayant fait les études préliminaires afin de valider l'efficacité des mesures proposées.

5.4 Mesures de mitigation pour atténuer les bruits

L'émission de bruit provient principalement lors de passage des trains de passager ou de marchandises sur les voies principales. Compte tenu que les voies principales sont construites avec du Long Rail Soudé (LRS), l'émission du bruit demeure au minimum et la source origine deux endroits, soit le point de contact des roues des wagons avec les rails des voies principales positionné au centre du corridor ferroviaire et la sortie d'échappement de la locomotive (à noter que ce bruit est de très courte durée, 20 à 25 secondes).

Les études sonores réalisées donneront des pistes de solutions techniques qui devront être intégrées et développées tout au long du projet afin d'assurer une protection acoustique adéquate. Le mur de protection structural prévu avec l'ensemble de végétation (arbres, arbustes, etc.) au sommet agira surement comme un écran acoustique pour l'étage du rez-de chaussée.

Par ailleurs, il faut noter que le point faible de tout mur de bâtiment, d'un point de vue acoustique, se situe au niveau des fenêtres. En ce sens, nous recommandons de suivre les recommandations énoncées dans le rapport acoustique qui se résume bien souvent de respecter le pourcentage d'ouverture de fenêtre recommandé par rapport à la superficie de la pièce dans laquelle la fenêtre se trouve, en fonction de l'usage de la pièce. Il faudra aussi respecter les spécifications techniques du verre utilisé, soit un verre double laminé qui rencontre les performances acoustiques requises.

D'autre part, il ne faut pas négliger la composition de l'ossature du bâtiment qui devra être conçu afin de respecter les normes acoustiques en vigueur. Au fur et à mesure que le projet se précisera, nous recommandons de consulter les spécialistes qui pourront valider l'efficacité des mesures proposées.

5.5 Renseignements sur la construction des aménagements

Bien entendu, à cette étape du projet, les détails relatifs à la construction ne sont pas arrêtés. Par ailleurs, un certain nombre de répercussions associées à la construction sur un site situé à proximité d'un corridor ferroviaire doivent être prises en compte dans le cadre de l'évaluation de la viabilité des aménagements.

Pour la démolition du bâtiment existant qui longe le chemin de fer et la construction du mur de protection, l'entrepreneur devra coordonner ses travaux avec les responsables du CP. En effet, si l'entrepreneur planifie l'empiètement sur le terrain du CP, il devra s'assurer de toujours avoir un ou des signaleurs du CP présent lors de ses travaux sur le domaine du CP et, bien important, s'assurer de respecter les normes établies de sécurité du CP. Par ailleurs, étant donné la courte distance (±10,10 / 6,20 mètres) entre la limite d'emprise du CP et le bâtiment à démolir, les travaux risquent d'affecter les opérations ferroviaires. Avant tout travail, le promoteur devra s'assurer de contacter les représentants du CP et communiquer les détails relatifs des travaux pour la préparation d'un plan d'action officiel.

Précisons tout de même les points suivants, relatifs à la construction des nouveaux immeubles proposés. L'entrepreneur devra s'assurer que :

- Il n'y a pas de matériaux qui seront soulevés au-dessus du corridor ferroviaire sauf si un signaleur ferroviaire est présent et l'autorise ;
- Il n'y aura pas besoin de créer des passages ou points d'accès pour les véhicules ;
- Il n'y aura pas d'interruption des activités ferroviaires ;
- Le site sera clôturé en tout temps pour assurer qu'il n'y ait pas d'intrusion sur l'emprise de la voie ferrée ;
- Aucun service public ne traversera l'emprise ferroviaire ;
- Les travaux d'excavation à proximité du corridor ferroviaire seront faits en étroite collaboration avec le CP et avec la présence constante d'un signaleur ferroviaire du CP ;

Pour les travaux de soutènement du sol requis lors de la construction de la salle mécanique et des rangements pouvant empiéter dans le corridor de transport et affecter la stabilité des voies ferrées, des plans d'ingénierie devront être soumis pour approbation au CP ainsi qu'un programme de suivi (monitoring) de tout mouvement au niveau des voies ferrées si l'emprise ferroviaire est affectée afin de contrôler toute érosion possible de la fondation existante durant les travaux d'excavation.

6.0 Détermination des dangers et risques des opérations ferroviaires

6.1 Sécurité – Volet déraillement

Les opérations des trains de marchandise et transport du public doivent toujours être effectuées en toute sécurité et en conformité avec les règlements d'exploitation ferroviaire (REF) en vigueur. Cependant, puisque le mouvement des trains consiste essentiellement au déplacement dynamique d'une masse imposante sur deux rails, il y aura toujours des risques de déraillements d'une partie du convoi ferroviaire associé à son mouvement. Plusieurs facteurs peuvent contribués au déraillement d'un train tel que :

- Condition climatique, condition de la plateforme ferroviaire ;
- Géométrie de la voie ferrée (droite ou courbe), pente de la voie ferrée ;
- Condition du matériel roulant ;
- Facteur humain, facteur naturel ;
- Etc.

Habituellement, un déraillement mineur implique une combinaison de quelques facteurs alors qu'un déraillement majeur implique une combinaison d'une multitude de facteurs; ce qui résulte en catastrophe ferroviaire. D'une approche purement technique, un déraillement survient lorsque les forces du mouvement dynamique du train et celle de la voie ferrée ne sont plus en équilibres.

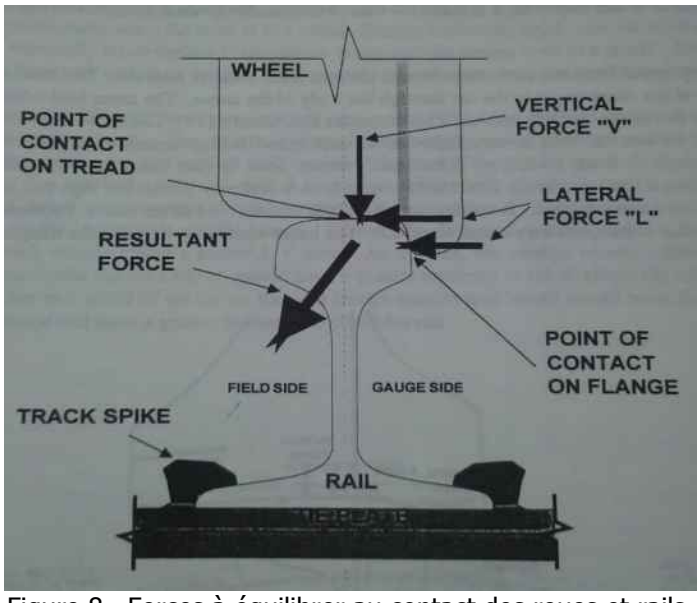


Figure 8. Forces à équilibrer au contact des roues et rails

Afin d'assurer l'équilibre du convoi en tout instant et ainsi pratiquer une gérance du risque de déraillement, l'industrie ferroviaire est règlementée par une série de normes établies par différents organismes (Transports Canada, AREMA, AAR, etc.) qui doivent être mises en place et respectées par les compagnies ferroviaires.

Dans le contexte des voies ferrées appartenant et exploitées par le CP adjacent au site du projet, l'autorité ferroviaire se doit d'appliquer en tout temps les normes en vigueur, normes qui ont été mises à jour à l'aide de plusieurs directives de sécurité par Transports Canada au fil de dernières années.

Tel que mentionné précédemment, la voie en question est en excellente condition et est inspectée deux fois par année, ce qui lui assure de rester en bonne condition. Il n'est pas à l'avantage de la compagnie ferroviaire de ne pas maintenir cette voie en excellente condition car tout arrêt de service est très pénalisant d'un point de vue financier et d'un point de vue des relations publiques.

À la lumière des données exposées dans les sections précédentes, nous pouvons conclure qu'au point milliaire 48.71 de la subdivision Adirondack, les trains d'EXO et du CP circulent sur une voie ferrée très bien entretenue en ligne droite (dans un alignement tangent), à une vitesse maximum de 55 MPH (EXO) et 30 MPH (CP) et ce, sans effectuer d'arrêt. Compte tenu de l'excellente condition des voies principales, nous pouvons affirmer que le risque de déraillement est bien contrôlé et demeure très faible à cet endroit.

Pour la voie d'évitement, la vitesse permise est établie à 10 MPH marche à vue, ce qui élimine tout risque de déraillement *majeur*. Des déraillements *mineurs* causés par les conditions météorologiques excessives, peuvent survenir à l'occasion à très faible fréquence. Il est à noter que l'aiguillage d'entrée le plus rapproché est assez éloigné (±125 mètres) du point milliaire 48.71 ce qui réduit également les probabilités de déraillements *mineurs*.

Également, la probabilité que le CP et/ou EXO utilisent cette voie d'évitement de manière soutenue sur une base régulière est improbable puisque trop courte et spécialement dédiée pour l'entreposage de wagons et des manœuvres des véhicules d'entretien ferroviaire afin d'éviter tout conflit avec le trafic ferroviaire des voies principales. Nous jugeons donc non-pertinent de considérer cette voie lors des analyses sonores et vibratoires.

Recommandations :

La possibilité d'un déraillement mineur provenant de la voie d'évitement est peu probable puisque la vitesse des trains est au minimum et en général ces voies sont sous-utilisées et demeurent en excellente condition sur une très longue période. De plus, advenant un déraillement mineur sur la voie d'évitement, ceux-ci sont du type que les roues tombent du rail et la caisse des wagons demeure en position verticale stable. Finalement, il n'est pas dans l'intérêt de l'autorité ferroviaire de négliger l'entretien des voies d'évitement puisque chaque accident induit un retard très couteux des opérations des trains de passagers et de transport de marchandise comme le déraillement mineur d'équipement d'entretien du CP survenu sur la subdivision Parc à Sainte-Thérèse au début juin 2018.

Quant aux voies principales, la possibilité d'un déraillement de train majeur est toujours possible, mais quasi inexistante compte tenu de la position de celles-ci au centre du corridor, en ligne droite et de niveau, de la très bonne condition de la plateforme ferroviaire en Long Rails Soudés, des vitesses relativement basses sur ce tronçon et de l'absence d'aiguillage à proximité du site.

Par ailleurs, afin d'assurer une protection additionnelle pour le public, nous recommandons de construire un mur d'impact structural en béton armé tel qu'indiqué à la figure 7 de 2,44 mètres (8'-0") minimum de hauteur situé à l'intérieur du terrain du promoteur longitudinal à la ligne de propriété mitoyenne qui agira comme une barrière physique entre la voie ferrée et le bâtiment proposé. Ce mur devra respecter les dimensions et les critères énoncés dans le document des lignes directrices.

Tel que mentionné dans les lignes directrices, nous sommes également d'avis qu'un tel mur de protection offre « […] en cas de déraillement, une résistance suffisante en ce qui a trait aux caractéristiques d'absorption de l'énergie. » Cet ouvrage permettrait d'implanter le bâtiment à l'intérieur de la marge de recul recommandée sans pour autant affecter la sécurité du public. La figure 7 montre l'aménagement du mur d'impact structural permettant de réduire la distance des habitations par rapport à la voie ferrée.

6.2 Sécurité – Volet intrusion

Étant donné la proximité du chemin de fer, le projet se trouve à border directement la limite du corridor de transport ferroviaire et, à cet égard, il importe de considérer les risques d'intrusion sur la propriété du CP et les répercussions possibles.

En général, les ouvertures pratiquées dans les clôtures qui bordent les chemins de fer sont faites afin de raccourcir et faciliter le déplacement des piétons. Bien entendu, il y a toujours la possibilité d'intrusion à des fins de vandalisme. Par ailleurs, des gens avec de telles motivations d'intrusions ont tendance à trouver le moyen d'atteindre leur but, quelles que soient les mesures de mitigation mises en place. Nous considèrerons donc le volet « raccourci » comme étant la principale source de risque d'intrusion.

L'aménagement proposé, de par la position des bâtiments et du mur de protection, vient créer une barrière naturelle tout le long du chemin de fer, ce qui en soit est une très bonne chose pour contrer les risques d'intrusion. En ce sens, il n'y a qu'aux extrémités du lot où des intrusions pourraient survenir. En analysant les environs du site, nous concluons que le risque est très faible que des personnes s'introduisent sur l'emprise du chemin de fer pour la simple raison qu'il n'y a nulle part à aller!

Par ailleurs, l'aménagement devrait tout de même proposer des mesures préventives pour minimiser les risques d'intrusion à cet endroit.

Recommandations :

Tel que mentionné plus haut, l'implantation du mur d'impact à la limite de propriété offre selon nous la meilleure barrière possible pour minimiser les risques d'intrusion.

Nous recommandons de bien clôturer les extrémités du lot jusqu'au mur de protection afin de décourager les intrus potentiels. Idéalement, les clôtures se voudraient en matériel plus résistant que des clôtures normales en maillage métallique.

7.0 Conclusion

L'objectif de la présente étude de viabilité était de faire état des caractéristiques du site situé au 2825 / 2795 Chemin Bates, pour lequel un projet de redéveloppement est proposé de même que les caractéristiques des installations ferroviaires adjacentes au site, dans le but d'émettre des recommandations quant aux mesures d'atténuation des nuisances et risques relatifs à l'implantation de nouveaux développements en bordure de voies ferrées. Ainsi, Ingénierie RIVVAL inc. est mandaté pour étudier les différentes lignes directrices applicables et documents relatifs au projet proposé afin d'émettre ses recommandations.

Suite à la lecture des nombreux documents relatifs au projet, notamment les *Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires* (Réf.1), et fort de notre expérience dans le domaine ferroviaire, nous avons été en mesure de cerner les enjeux et de procéder à des recommandations qui, nous croyons, permettent d'atteindre les objectifs de cohabitation des usages proposés par le nouveau projet.

En ce sens, l'implantation des mesures d'atténuation recommandés par les experts, tant au niveau acoustique que vibratoire, devrait permettre de respecter les niveaux spécifiés. Du point de vue de la sécurité des occupants du site, bien que nous jugions très peu probable la possibilité d'un déraillement de train au site à l'étude, nous sommes d'avis que l'implantation d'un mur de protection structural en béton armé permettra d'absorber efficacement les charges d'impact liées à un déraillement. D'autre part, ce mur de protection structural proposée devrait permettre d'éliminer de manière, somme toute efficace, les risques d'intrusions sur l'emprise ferroviaire.

8.0 Références

Référence #1 : Lignes directrices applicables aux nouveaux aménagements à proximité des activités ferroviaires, pour le compte de La Fédération Canadienne des Municipalités (FCM) et L'Association des Chemins de Fer du Canada (ACFC), paru en mai 2013

Référence #2 : Chemins de fer Canadiens – Tendances Ferroviaires 2015, Association des chemins de fer du Canada

Référence #3 : Train Accident – Cause-Finding Manual – Canadian Pacific Railway, Effective May 1999

Référence #4 : Règlement d'exploitation ferroviaire du Canada – 18 mai 2018

ANNEXE A

CV – M. Yves Vallières ing.sr

Ingénierie RIVVAL inc.

Yves Vallières ing. sr
Concepteur Sénior - Génie Ferroviaire

M. Vallières a débuté sa carrière sur la subdivision Sherbrooke au sein du Service d'ingénierie à Montréal pour le CP, où il était ingénieur responsable de dossiers ayant trait aux estimations et démantèlements des voies ferrées, passage de conduites aériennes et souterraines sous les voies ferrées et également conception et construction d'embranchement industriel pour différentes entreprises dans la province de Québec.

En 1996, son bureau étant localisé à Toronto, M. Vallières dirigeait une équipe multidisciplinaire composée d'ingénieurs et techniciens gérant annuellement une cinquantaine de projets ferroviaires d'entretien des structures et de la voie ferrée sur le territoire délimité par les villes de Niagara Falls, Sudbury, Montréal, Saratoga NY et Philadelphie PA.

M. Vallières a acquis près de 22 ans d'expérience au sein du service de l'ingénierie au Chemin de fer Canadien Pacifique (CP) tant à Montréal, en Ontario que dans le Nord-Est des États Unis. Il a acquis, au fil des années, une expertise unique dans le domaine ferroviaire. Au sein de GENIVAR (aujourd'hui WSP) occupant le poste de Directeur, Voie et Infrastructure de 2005 à 2007, il a dirigé l'équipe ferroviaire et s'est concentré sur la conception et exécution des travaux de 16 km de voie ferrée Classe III pour AMT de Blainville à St-Jérôme et également la direction de différents projets d'envergure dans ce domaine. M. Vallières s'est joint à l'équipe de CANARAIL à l'automne 2007 et il a dirigé un groupe d'ingénieurs œuvrant principalement à la réalisation d'études de capacité de trafic ferroviaire ainsi qu'à la conception de projet ferroviaire (trains légers, portuaires et miniers) tant sur le marché local qu'international.

En octobre 2011 pour une période de 3 ans, M. Vallières accepte de joindre le Groupe SMi afin de gérer deux projets majeurs de transport collectif. Il est notamment responsable de la conception du réseau de voies ferrées du futur Centre d'entretien de Pointe St-Charles pour l'Agence métropolitaine de transport (un projet évalué à 210M$) et de l'approbation du volet ingénierie ferroviaire du futur Centre d'entretien Lachine pour AMT (un projet évalué à 100M$). En juillet 2014, il a également assisté le VP Transports à la préparation de l'offre de services pour l'inspection des ponts et ponceaux sur le réseau de VIA Rail principalement en Ontario et au Québec. Ses responsabilités au sein du Groupe SMi sont de s'assurer notamment du développement des affaires, gérance du département et que les travaux de conception et construction ferroviaires sont en conformité avec les normes ferroviaires en vigueur.

En parallèle, M. Vallières a fondé la firme Ingénierie RIVVAL de la défunte Gestion RIVVAL en 2010 spécialisée en génie ferroviaire lui permettant de concentrer son travail de concepteur ferroviaire au Québec et Canada et aussi explorer différentes facettes du domaine ferroviaire avec les compagnies de chemins de fer d'intérêts locaux.

En septembre 2014, M. Vallières a pris une pause et a accepté en mai 2015 un poste de Directeur, Infrastructure et voie chez STV Canada Consulting Inc. Il était responsable du développement des affaires pour l'ensemble du Canada. En septembre 2015, il a été nommé ingénieur tracé ferroviaire pour l'étue de faisabilité étape 2 du train léger sur rail (TLR) dans la ville d'Ottawa, ON. Il était chargé de veiller à ce que la conception du tracé de la nouvelle voie principale atteignent les plus hauts niveaux de qualité et respectent les normes établies de l'industrie ferroviaire.

À la mi-juillet 2016, alors que l'alignement des voies était complété jusqu'à 90%, M. Vallières a décidé de quitter son poste et de consacrer tout son temps à la croissance de son entreprise d'ingénierie ferroviaire Ingénierie RIVVAL inc. qui livre des projets ferroviaires partout au Canada.

Spécialité

Génie ferroviaire

Années d'expérience

34 ans

Études

Université Wisconsin - Madison
Ingénierie fondamentale et pratiques courantes de conception et construction de chemin de fer et de cour de triage intermodale de marchandise, 2008

Université Wisconsin - Madison
Ingénierie fondamentale de transport de masse – Train rapide léger et train de banlieue, 2010

Université de Sherbrooke,
Baccalauréat en Sciences Appliquées en Génie civil 1986

Collège de Valleyfield, Québec,
Diplôme d'études collégiales en Sciences Pures (DEC), 1981

Langues

Français (Excellent)
Anglais (Très bon)

Associations Professionnelles

AREMA# : 39716
OIQ# : 42706
PEO# : 100159111 (Ontario)
APEGA# : 235497 (Alberta)
APEG# : 40907 (C.B.)

EXPÉRIENCE

STV CANADA CONSULTING INC.

Directeur, Infrastructures ferroviaires

2015-2016 : Responsable de la conception du tracé de plus de 28 km de voie ferrée du nouveau train léger (LRT) à Ottawa, ON pour l'étude d'ingénierie préliminaire Étape 2. Basé à Ottawa, ON et travaillant conjointement avec le groupe de conception des traces de STV Consulting de Chicago and New York, mon rôle est de coordonner le tracé de l'étude de faisabilité avec les autres disciplines (Civil, structure, utilités publiques, gares et conception des quais, etc.) et aussi s'assurer que les livrables des tracés finaux rencontrent un haut niveau de qualités et les normes techniques en vigueur de l'industrie ferroviaire.

GROUPE SMi, 2011 à 2014

Directeur technique, Génie Ferroviaire

- 2013 : AMT : Gérance budgétaire de la mise en service des voitures 3000 (Bombardier).
- 2013 : AMT : Gérance budgétaire de la mise en service des locomotives bi-modes (Bombardier).
- 2011/12/13/14 : Conception du réseau des voies ferrées du futur Centre d'entretien électrifié de Pointe St-Charles à Verdun, Qc.
- 2011/12/13/14 : Gestion de projet (volet ferroviaire) du futur Centre d'entretien de locomotive DMU de Lachine à Lachine, Qc.
- 2012/13 : Société ITUM : Préparation de l'étude d'avant-projet, gérance de projet pour la réhabilitation de 6 voitures touristiques à utiliser sur un circuit touristique de Sept-Îles (PM 0.00) au PM 18.00 à Sept-Îles.
- 2012 : AMT : Étude de faisabilité de la phase 3A - Séquencement du projet du prolongement de la ligne de métro 2 - Orange, Volet TIE.
- 2012/13 : Via Rail Canada : Conception et fabrication d'un prototype de 3 modèles de table pour le réaménagement complet des voitures de Via Rail.
- 2012 : AMT : Revue technique du volet ferroviaire de la conception de la future gare rivières des Prairies du Train de l'est.
- 2012 : AMT : Revue technique du volet ferroviaire de la conception de la future gare Pointe-aux-Trembles du Train de l'est.
- 2012/13 : Via Rail Canada : Conception de 3 nouvelles tables pour le réaménagement complet des voitures de VIA Rail.

CANARAIL, 2007 à 2011

Directeur, Infrastructure ferroviaire

- 2011 : Chemin de fer de l'Outaouais (CCFO) : Identification de 1200 mauvaises traverses pour remplacement sur une distance de 8 km entre le point milliaire 15.60 et 20.50 de la subdivision de Maniwaki.
- 2011 : Consultants CIMA+ : Étude de faisabilité de l'installation d'une ligne d'alimentation électrique (caténaire) pour la future navette aéroportuaire entre l'aéroport Pierre E. Trudeau et la gare Centrale à Montréal.
- 2011 : Chemin de fer Tshiuetin : Étude de prévision financière, sur une base de 15 années, d'investissement capitaux

de l'entretien annuel et des programmes capitaux d'une voie ferrée principale de 200 km appartenant au Chemin de fer Tshiuetin.

- 2011 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Étude comparative des solutions de remplacement suite à la suppression du lien interquai existant à la gare Bois de Boulogne localisé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa de la ligne de train de banlieue Lucien-L'Allier – Saint-Jérôme.
- 2011 : Roche Experts-Conseil, Saguenay : Étude de faisabilité d'aménagement d'un nouveau réseau ferroviaire pour transbordement minier au Port de Saguenay.
- 2011 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Conception d'un passage à niveau piétonnier à la gare de Vimont localisé à l'intersection du boulevard Bellerose de la ligne de train de banlieue Lucien L'Allier – Saint-Jérôme.
- 2011 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Aménagement des voies ferrées et relocalisation des postes d'alimentation électrique des rames au garage de Vaudreuil localisés dans la municipalité de Vaudreuil-Dorion.
- 2011 : Port de Montréal : conception et préparation des dessins et devis pour la décontamination du ballast, remplacement de traverses de bois avec des traverses d'acier, remplacement de rail 100# avec du rail neuf 115# RE, remplacement de traverses d'aiguillage de bois en acier sur une distance de l'ordre d'un kilomètre.
- 2011 : Genivar : Étude de faisabilité – Responsable de la conception de la superstructure du nouveau tramway de la Ville de Montréal.
- 2011 : Chemin de fer de l'Outaouais (CCFO) : Gérance du projet de réhabilitation d'un tronçon de voie ferrée de 30 kilomètres de catégorie 1 – Passager impliquant le remplacement de traverses, rails, ballastage, nivelage et correction de la géométrie de la voie (devers et écartement des rails).
- 2011 : Arcelor Mittal : Projet Baffinland – Responsable du choix des matériaux ferroviaires dans l'étude de faisabilité de la construction d'un nouveau réseau ferroviaire du Port à la mine à la Terre de Baffin, Nunavut, Canada.
- 2010 : Chemin de fer de l'Outaouais (CCFO) : Identification de 5000 mauvaises traverses pour remplacement sur une distance de 30 km entre le point milliaire 2.00 et 20.00 de la subdivision de Maniwaki entre Gatineau et Wakefield, Qc.
- 2010 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Conception de la partie ferroviaire du dépôt temporaire à Delson, Québec sur la subdivision d'Adirondack.
- 2010 : Dillon Consultants, City of Ottawa – Capital Railway – O-Train : Responsable de la conception et préparation des dessins du remplacement de la liaison/communication (crossover) #13-115# RE dans la cour du garage de Walkley.
- 2010 : Responsable de la conception et préparation des dessins du remplacement de 460 mètres de rail jointé 100# REHF avec du nouveau rail soudé 115# RE à la cour du garage de Walkley. Dillon Consultants, City of Ottawa – Capital Railway – O-Train, 2010.
- 2009 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Responsable de l'étude de faisabilité d'une nouvelle gare de triage à Delson.
- 2009 : Agence métropolitaine de transport (AMT) : Responsable de l'étude de faisabilité d'une nouvelle jonction à la jonction Jacques Cartier à Montréal.
- 2009 : Gouvernement du Québec : Responsable de l'inspection de la voie principale du Chemin de fer Québec Central d'une longueur de 80 km.
- 2009 : Chemin de fer Tshiuetin : Responsable de l'inspection de la voie principale du Chemin de fer Tshiuetin d'une longueur de 200 km, située entre Emeril, Labrador et Schefferville.

- 2009 : Port de Trois-Rivières : Responsable de l'étude de faisabilité d'une nouvelle gare de triage au port de Trois-Rivières.
- 2009 : Projet Baffinland – Responsable du volet de validation des composantes des matériaux de la voie ferrée dans le cadre d'un projet de construction de 149 km de chemin de fer minéralier sur l'île de Baffin, Canada.
- 2008 : Port de Montréal : Responsable de la conception et devis du remplacement de 2 liaisons (crossovers) no 8 par 2 liaisons no 12 au Port de Montréal, 2008.

PROJETS INTERNATIONNAUX

MAURITANIE

- 2011 : Société Nationale Industrie Minière (SNIM) : Étude de capacité d'exploitation ferroviaire d'un tronçon de chemin de fer de 695 kilomètres. Coût des travaux : 135 000 $.

JAMAÏQUE

- 2011 : Noranda Jamaïca Partners : Revue technique, inspection de la voie principale d'une longueur de 15 milles entre le port et la mine et préparation d'un rapport technique. Coût des travaux : 35 000 $.

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

- 2011 : Chemin de fer de Boké : Inspection d'un tronçon de chemin de fer minéralier de 123 kilomètres impliquant des ouvrages d'art, aiguillages, voie ferrée simple, passages à niveau et installation de chargement et déchargement du minerai. Coût des travaux : 25 000 $.

ARABIE SAOUDITE

- 2010 : Systra : Inspection de 4 km de voies ferrées et matériel ferroviaire dans la ville de La Mecque. Coût des travaux: 200 000 $.

LIBÉRIA

- 2010 : BHP Biliton : Révision technique et inspection de 263 km de voie ferrée de Port Buchanan à Tocadeh, Libéria. Coût des travaux: 125 000 $.

OUGANDA

- 2009 : Gouvernement de l'Ouganda : Inspection de la voie principale d'une longueur de 505 km entre Tororo et Pakwach située au nord du pays. Coût des travaux : 750 000 $.

ARABIE SAOUDITE

- 2009 : Systra - Gouvernement de l'Arabie Saoudite : Concepteur en chef d'une nouvelle cour d'entretien (Dépôt) desservant le nouveau service de train léger de la ville de la Mecque. Coût des travaux: 600 000 $.

ALGÉRIE

- 2009 : Systra – Ville de Constantine : Responsable de la revue de conception d'une nouvelle ligne de tramway de 15 km. Coût des travaux : 25 000 $.

GENIVAR (MAINTENANT WSP) , 2005-2007

Directeur, Infrastructures ferroviaires

- 2006/07 : Ville de Vaudreuil-Dorion : construction d'un pont à étagement ferroviaire à deux voies principales appartenant au CFCP.
- 2007 : Étude de faisabilité, analyse de risque pour la construction d'un nouveau passage à niveau à Joliette pour les Centres d'Achat Beauward.
- 2007 : Étude de faisabilité, conception d'un embranchement industriel appartenant à Hydro-Québec pour le chargement/déchargement de transformateurs de 200 tonnes à Laval.
- 2007 : Ville de Vaudreuil-Dorion : Étude de faisabilité et conception d'un nouveau passage à niveau pour piste cyclable et piétonnier dans le cadre du projet de l'extension de la rue Des Muguets.
- 2007 : Voie Maritime du St-Laurent, conception du remplacement des traverses de pont ferroviaire à levier dans la municipalité de Kanawake, Québec.
- 2006 : Compagnie Construction Kiewit, Concepteur dans le projet de reconstruction d'une voie ferrée de 16 Km de longueur classe III entre les municipalités de Blainville et St-Jérôme appartenant à l'AMT.
- 2006 : Abitibi Consolidated : inspection de l'embranchement industriel privé de 3 km de voie ferrée appartenant à la société Abitibi-Consolidated à Kénogami, Québec
- 2006 : Ville de Chandler : inspection et reconfiguration de l'embranchement privé appartenant à la ville de Chandler.
- 2006 : Agence Métropolitaine de Transports (AMT) : étude, conception et gérance des travaux de rehaussement de 7 km de voie ferrée au garage Saint-Eustache, Saint-Eustache, Québec.
- 2005/06 : Municipalité de Farnham : Étude de faisabilité et conception préliminaire d'une nouvelle cour de triage dans la région de Farnham, Québec.
- 2005/06 : Usine Mag Alloy localisée à Mengo, Congo : étude d'implantation d'un système de transport de potasse de l'usine de fabrication jusqu'au port de Pointe-Noire, Congo comprenant la conception des embranchements industriels de 8 km de longueur requis à l'usine et port ainsi que les besoins en équipement roulant et le processus de chargement et déchargement de la potasse.
- 2005 : Ville de Vaudreuil-Dorion : construction d'une fondation de chemin de fer de classe V servant à dévier les deux voies principales appartenant au CFCP pour faciliter la construction d'un pont à étagement ferroviaire.

CONGO

- Étude d'implantation d'un système de transport de potasse de l'usine de fabrication jusqu'au port de Pointe-Noire, Congo comprenant la conception des embranchements industriels requis à l'usine et port ainsi que les besoins en équipement roulant et le processus de chargement et déchargement de la potasse. Usine Mag Alloy localisée à Mengo, Congo, 2005-2006. Coût des travaux : 375 000 $.

INGÉNIERIE RIVVAL, 2009 à ce jour

Ingénieur concepteur, Génie Ferroviaire

- 2016/17 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" et d'un devis technique couvrant 4 embranchements privés de 725m de longueur desservant un site de transbordement de chlore chez Axiall à Beauharnois, Qc
- 2016/17 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" et d'un devis technique couvrant 2 embranchements privés de 425 mètres de longueur chacune desservant un site de transbordement de produits chimiques chez Univar à Valleyfield, Qc.
- 2017 : Étude de préfaisabilité pour la construction d'un embranchement privé de 730 mètres de longueur desservant America Railway dans le parc industriel de la ville d'Hannibal, Ohio, USA.
- 2017 : Étude de faisabilité pour la construction d'un embranchement privé desservant les Ciments McInnis au port de Providence, Rhode Island, USA.
- 2017 : Étude de faisabilité pour la construction d'un embranchement privé desservant les Ciments McInnis au port d'Oshawa, ON.
- 2017 : Inspection visuelle en camion rail-route et préparation d'un rapport détaillé de la voie principale de la Société Chemin de Fer de la Gaspésie (SCFG) de Matapédia, Qc à Port Daniel, Qc.
- 2017 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" et d'un devis technique couvrant 2 embranchements privés de 880 mètres de longueur desservant un site de transbordement de produits pétroliers chez Shell Canada Limitée à Montréal-Est, Qc.
- 2016/17 : Gérance de projet, supervision des travaux, conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" et d'un devis technique couvrant 2 embranchements privés de 425 mètres de longueur desservant un site de transbordements de billes de plastique chez Les Plastiques Balcan à Laval, Qc.
- 2016/17 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" et d'un devis technique couvrant un embranchement privé de 275 mètres de longueur desservant un site intermodal chez Transports Guibault, Joliette, Qc.
- 2016 : Étude de faisabilité pour la construction d'un embranchement privé desservant Osisko Mining à Rouyn Noranda, Qc.
- 2016 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" couvrant un embranchement privé de 1200 mètres de longueur desservant un site de transbordement de grain à St-Jean-sur-Richelieu, Qc.
- 2016 : Étude de faisabilité couvrant plusieurs options de tracés de voies ferrées pour la compagnie Pro-Par Inc. à Lennoxville, Qc
- 2016 : Étude de tracé et modification du tracé d'une courbe de 30d de courbure d'un embranchement privé existant chez Acier Leroux, Boucherville, Qc.
- 2016 : Étude de faisabilité couvrant la construction d'un nouvel embranchement de 115 mètres de longueur desservant la compagnie Somavrac au port de Trois-Rivières, Qc.
- 2016 : Conception et préparation d'un cahier de plan "POUR CONSTRUCTION" couvrant 2 embranchements privés de 790 mètres de longueur desservant un site de transbordement de grain chez Aliments Breton Limitée dans la municipalité de Scott, Qc.
- 2016 : Étude de faisabilité et tracé pour l'installation d'un nouveau "diamond" croissant la voie de Sucres Lantic et

Canest au port de Montréal, Qc.

- 2016 : Étude de faisabilité et tracé couvrant la construction d'un embranchement de 370 mètres de longueur à l'usine Taghleaf à Varennes, Qc.
- 2015 : CEPSA : Conception, préparation des plans de construction et surveillance de la construction pour la réparation d'une base de béton pour une balance ferroviaire de wagon à trémies chez CEPSA à Montréal-Est.
- 2016 : NOVA GRAIN : Étude, conception et préparation des plans et devis technique de construction pour l'agrandissement du réseau ferroviaire chez Nova Grain. Étude des manœuvres des trains pour décharger 110 wagons chez Nova Grain.
- 2015 : RIO TINTO FER & TITANE : Formation du groupe d'employés du service d'entretien de la voie ferrée – Maintenance de la voie ferrée – Environnement minier.
- 2015 : RIO TINTO FER & TITANE : Inspection de 27 milles de voie ferrée principale de Havre St-Pierre à la mine TIO au printemps 2015.
- 2015 : RIO TINTO FER & TITANE : Inspection visuelle de 5 ponts ferroviaires miniers de Havre St-Pierre à la mine TIO durant l'hiver 2015.
- 2014 : BOURQUE ACIER ET MÉTAUX : Étude de faisabilité, conception, préparation de plan de construction et surveillance de chantier pour une desserte de 1 km linéaire desservant un site de recyclage de matériau et transfert d'acier dans la municipalité de Brigham, Qc.
- 2014 : GROUPE MONTONI : Étude de faisabilité, conception, préparation de plan de construction et surveillance partielle de chantier pour une desserte de 450 mètres linéaire desservant la compagnie Élopak dans la municipalité de Boisbriand, Qc.
- 2014 : ABI : Inspection détaillée d'un ponceau de béton armé (Concrete Box) d'une dimension de 10' x 12' chez ABi dans la municipalité de Bécancour, Qc.
- 2014 : HUSKY OIL : Revue technique d'une étude de faisabilité pour le réaménagement de 4 Km de voie ferrée chez HUSKY OIL dans la municipalité de Lloydminster, AB.
- 2014 : HUSKY OIL : Préparation d'un cahier de plan de construction et devis technique pour la construction d'une extension d'une voie ferrée de garage de 25 mètres linéaires chez HUSKY OIL dans la municipalité de Prince George, CB.
- 2014 : MÉTAL EXPRESS : Conception et préparation de plan de construction pour une desserte de 350 mètres desservant un site de transfert d'acier dans la municipalité d'Acton-Vale, Qc.
- 2014 : VALERO : Estimation des couts d'un projet de construction d'une voie ferrée additionnelle de déchargement de produit pétrolier de 115 mètres linéaires chez VALERO à Montréal-Est, Qc.
- 2013 : PROPANE DU SUROÎT : Préparation de cahier de plan de construction et devis technique pour la construction d'un site de transfert ferroviaire de gaz propane de douze (12) voies d'entreposage pour PROPANE DU SUROÎT dans la municipalité d'Upton, Qc.
- 2013 : RECO-CHEM : Étude de faisabilité et ingénierie détaillé pour la construction de quatre (4) voies ferrées d'entreposage chez RECO-CHEM à Napierville, Qc.
- 2013 : DEVDEN : Ingénierie détaillé et plan de construction pour une desserte ferroviaire de 250 mètres chez DEVDEN à Bromont, Qc.
- 2013 : CHEMTRADE : Étude de faisabilité pour la construction de deux (2) voies ferrées d'entreposage de 130 mètres chez CHEMTRADE à Montréal-Est, Qc.

- 2012 : ArcelorMittal Mines Canada : Formations condensée de 40 heures « Principes Ferroviaires – Entretien de la voie » à 4 groupes au Centre A.W. Gagné à Sept-Îles, Qc. (Voir fiche projet jointe).
- 2012 : Tshiuetin Railway : Formations condensée de 40 heures « Principes Ferroviaires – Entretien de la voie » au Centre A.W. Gagné à Sept-Îles, Qc.
- 2012 : Tshiuetin Railway : Formations condensée de 40 heures « Principes Ferroviaires – Entretien de la voie » au Centre A.W. Gagné à Sept-Îles, Qc.
- 2012 : CEPSA : Conception détaillée de deux (2) voies d'entreposage de 500 mètres chez CEPSA à Montréal-Est, Qc. (Voir fiche projet jointe).
- 2011 : Propane du Suroît : Conception détaillée d'une nouvelle cour d'entreposage d'une capacité de 80 wagons citernes de gaz propane à Upton, Qc sur le réseau du St-Laurent & Atlantique.
- 2011 : Stablex : Conception d'une voie de contournement de 250 mètres et d'un embranchement privé de 150 mètres chez Stablex à Blainville, Qc.
- 2011 : ArcelorMittal Mines Canada : Formations condensée de 40 heures « Principes Ferroviaires – Entretien de la voie » à 4 groupes au Centre de formation Éducatif L'Abri à Port-Cartier, Qc. 2010 : ArcelorMittal Mines Canada : Formation de 80 heures « Principes Ferroviaires – Entretien de la voie » au Centre de formation Éducatif L'Abri à Port-Cartier, Qc.
- 2010 : Rio Tinto/QNS&L : Formation de 80 heures « Principes Ferroviaires – Agent de la voie » au Centre de formation A.W. Gagné à Sept-Îles, Qc.
- 2010 : Propane du Suroît : Étude et conception d'une nouvelle cour d'entreposage d'une capacité de 80 wagons citernes de gaz propane à Upton, Qc sur le réseau du St-Laurent & Atlantique.
- 2010 : Chemin de fer de l'Outaouais (CCFO) : Inspection d'un pont ferroviaire de type chevalet de bois de 13,7 mètres de longueur localisé au point milliaire 15.80 de la subdivision de Maniwaki à Chelsea, Québec.
- 2010 : Ville d'Ottawa – Capital Railway – O-Train & Dillon consultants : Responsable pour la construction d'un mur de soutènement de 2000 m au point kilométrique 7,60 de la subdivision d'Ellwood.
- 2010 : Ville d'Ottawa – Capital Railway – O-Train & Dillon consultants : Responsable de la conception et préparation des dessins du remplacement du tablier du pont 2,28 de la subdivision d'Ellwood.
- 2010 : Administration portuaire de Montréal (APM) : Port de Montréal – Inspection visuelle du pont ferroviaire de type TPG croisant le boulevard Pie IX au Port de Montréal.
- 2010 : Compagnie de Chemin de fer Outaouais (CCFO) : Responsable de la conception et de la préparation des dessins et des documents d'appel d'offres pour la réparation d'un ponceau en béton à Gatineau, Québec.
- 2010 : Ville d'Ottawa – Capital Railway – O-Train & Dillon consultants : Responsable de la conception et de la préparation des dessins pour le remplacement d'un tablier de pont et la rectification du tracé de la voie aux approches du pont.
- 2009 : Municipalité de Lac-Mégantic : Inspection de la voie ferrée et rapport d'inspection de l'embranchement industriel desservant la compagnie Tafisa et appartenant à la municipalité de Lac-Mégantic, Qc.

GESTION RIVVAL, 2007 à 2009

Ingénieur concepteur, Génie Ferroviaire

- 2009 : Transport Bessette & Boudreau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour la construction d'un embranchement privé de 300 mètres de longueur desservant la compagnie Transport Bessette & Boudreau à Windsor, Québec.
- 2009 : Municipalité de Huntingdon : Étude de faisabilité et conception des voies ferrées pour l'implantation d'un parc industriel dans la municipalité de Huntingdon, Québec.
- 2009 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Étude de faisabilité pour la construction d'une passerelle piétonnière le long du pont ferroviaire de 325 mètres de longueur traversant la rivière Saint-Maurice à Trois-Rivières, Québec.
- 2009 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et assistance à la préparation des dessins de construction pour la construction d'un embranchement privé de 675 mètres de longueur desservant la compagnie Ciment St-Laurent à Joliette, Québec.
- 2009 : BPR : Conception et préparation des dessins et devis de construction pour la construction de l'extension de l'embranchement privé appartenant à la municipalité de Saguenay de 240 mètres de longueur incluant un nouveau passage à niveau publique à Saguenay, Québec.
- 2009 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Inspection visuelle de 80 ponts ferroviaires sur le tronçon de la voie ferrée entre Montréal et Gatineau.
- 2008 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour le remplacement du tablier de 7 portées du pont en treillis (Through Truss) 16.40 STMA croisant la rivière St-Maurice à Shawinigan, Québec.
- 2008 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour le remplacement du tablier de 5 portées du pont en treillis (Through Truss) 102.50 STMA croisant la rivière Batiscan à Batiscan, Québec.
- 2008 : Chemin de fer Montréal-Maine-Atlantique 2008 : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour la construction d'un embranchement privé de 600 mètres de longueur desservant la compagnie Logi-Bel à Lac-Mégantic, Québec.
- 2008 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et étude de faisabilité pour le déplacement d'une voie d'entreposage de 700 mètres de longueur dans la cour de triage de Sainte-Thérèse, Québec.
- 2008/2009 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour la construction d'un embranchement privé de 1 Km de longueur desservant la compagnie Marmen à Cap-de-la-Madeleine, Québec.
- 2008 : Chemin de fer Saint-Laurent & Atlantique : Relevé de mesure, étude de faisabilité du remplacement du pont routier 80.37 de la subdivision Sherbrooke à Durham-Sud, Québec.
- 2008 : Transport Bessette & Boudreau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour la construction d'un embranchement privé de 225 mètres de longueur desservant la compagnie Transport Bessette & Boudreau à Windsor, Québec.
- 2008 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Inspection visuelle de 54 ponts ferroviaires sur le tronçon de la voie ferrée entre Montréal et Trois-Rivières.
- 2008 : Logi-Bel : Étude de faisabilité de l'implantation d'un service de transport ferroviaire desservant la compagnie Tafisa à Lac-Mégantic, Québec.

- 2008 : Chemin de fer Québec-Gatineau : Relevé de mesure, conception et préparation des dessins de construction pour le remplacement du tablier de 4 portées du pont en treillis (Through Truss) 83.50 TRRI croisant la rivière St-Maurice à Trois-Rivières, Québec.
- 2007 : Ville de Montébello : Conception d'un passage à niveau piétonnier croisant la voie principale du Chemin de fer Québec-Gatineau dans la municipalité de Montébello, Québec.

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE, 2005

Spécialiste structure

- Co-président, comité santé et sécurité, Cour de triage St-Luc.

CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE, 2001-2005

Ingénieur/spécialiste structure

- 1985 / 2005 : Inspection visuelle annuelle des infrastructures ferroviaires incluant les ponts ferroviaires et ponceaux sur le territoire du CFCP.
- 2004 : Gérance du projet de construction d'un puits de déchargement pour la société Servichem localisé dans la municipalité de St-Constant.
- 2004 : Gérance du remplacement des 2 portées de 33 mètres de type BDPG de 220 tonnes chacune au pont 105.24 de la subdivision de Winchester dans la municipalité de Kemptville, Ontario.
- 2002 : Conception et gérance du projet pour le remplacement de 240 traverses de pont sur la voie nord du pont 16.00 de la subdivision de Vaudreuil localisé dans la municipalité de Ste-Anne de Bellevue.
- 2001 : Conception et gérance du projet pour le remplacement des traverses du pont levier de la voie maritime du St-Laurent localisé au point milliaire 41.36 de la subdivision Adirondack.
- 2001 : Gérance de la démolition de 4 bâtiments dans la cour de triage de St-Luc à Montréal.

CHEMIN DE FER SAINT-LAURENT ET HUDSON LTÉE, 1996-2001

Ingénieur de projets

- 2000 : Conception et gérance du projet pour l'installation de 8 réchauffeurs d'aiguillage dans la région de Montréal.
- 1999 : Construction d'un « tie-back project » au pont 36.60 Galt dans la municipalité de Campbellville, Ontario.
- 1999 : Gérance du projet de remplacement du pont 4.50 de la subdivision de St-Thomas par un pont en béton précontraint à Beachburg, Ontario.
- 1999 : Gérance du projet de remplacement du pont ferroviaire par 3 ponceaux de 4,5 mètres de diamètre localisé au point milliaire 23.48 de la subdivision de St-Thomas à Belmont, Ontario.
- 1999 : Gérance de la construction d'un système de séparation d'eau/huile usée dans la cour de triage de Windsor à Windsor, Ontario.
- 1999 : Gérance du projet de conversion d'énergie du chauffage à la vapeur au gaz naturel dans la cour de triage de St-Luc.
- 1998 : Gérance du projet de remplacement du pont ferroviaire par 3 ponceaux de 4,5 mètres de diamètre localisé au point milliaire 29.50 de la subdivision de St-Thomas à Belmont, Ontario.

- 1998 : Gérance du projet de remplacement du pont 56.80 de la subdivision Galt dans la municipalité de Galt, Ontario.
- 1998 : Gérance de la construction d'un mur de soutènement de type caisson de 100 mètres au point milliaire 49.90 de la subdivision de Hamilton à Stoney Creek, Ontario
- 1998 : Gérance du remplacement de 1200 traverses sur le pont de type « Gauntlet » au point milliaire 698.97 Freight Main Line localisé dans la municipalité de Wilkes Barre, PA.
- 1998 : Gérance du projet de reconstruction complète du viaduc de la rue Locke localisé au point milliaire 58.35 de la subdivision de Hamilton à Hamilton, Ontario.
- 1998 : Gérance de la modification de l'étang d'épuration de la cour de triage d'Agincourt à Toronto, Ontario.
- 1997 : Gérance de la construction d'une nouvelle « drop table » dans la cour de triage d'Agincourt à Toronto, Ontario.
- 1997 : Gérance du projet de remplacement en entier des traverses au pont 690.00 Freight Main Line à Wilkes Barre, PA, USA.
- 1997 : Gérance de la démolition du bâtiment de réparation mécanique nommé One Spot de dimension de 90 mètres par 125 mètres dans la cour de triage de St-Luc.

- 1996 : Conception et gérance du projet de reconstruction et réaménagement des bureaux dans le bâtiment du bureau général de la cour de triage de Smiths Falls, Ontario.
- 1996 : Gérance et conception de la réparation des arches en blocs de maçonnerie souterraines au terminus Lucien L'Allier localisé à l'ouest du Centre Bell.

CHEMIN DE FER SAINT-LAURENT ET HUDSON LTÉE (DIVISION DE CPR), 1994-1996

Chef de projet

- 1995 : Gérance de la réparation du pilier et appui du pont 22.80 de la subdivision Webbwood dans les environs de Sudbury, Ontario
- 1995 : Gérance de l'installation d'un système de protection sous-marin de 3 piliers au pont 41.90 de la subdivision Adirondack enjambant le fleuve St-Laurent.
- 1995 : Gérance de la construction d'un ensemble de 6 voies ferrées dans la cour intermodale de Vaughan, Ontario.
- 1995 : Gérance de la construction de la première cour intermodale EXPRESSWAY dans la cour de triage de St-Luc à Montréal incluant la construction de deux voies d'embranchement pour les opérations intermodales.
- 1994/95 : Conception et gérance de l'installation d'un système de protection sous-marin de 7 piliers au pont 41.90 de la subdivision Adirondack enjambant le fleuve St-Laurent.
- 1994 : Conception et gérance de la construction des nouveaux bureaux administratifs dans la cour de triage de St-Luc à Montréal, Québec.
- 1994 : Gérance de l'installation de 6 appareils pour freiner les wagons dans la cour de triage de Toronto.

CP RAIL, 1985-1994

Ingénieur adjoint

- 1993 : Gérance du projet de rémédiation du site de la cour de triage de Trois-Rivières suite au déversement de carburant diesel du réservoir principal de la station de ravitaillement.
- 1991 : Gérance du projet de reconstruction de l'embranchement industriel de 2 Km de longueur desservant la voie maritime du St-Laurent suite à la crise d'Oka à l'automne 1991.
- 1991 : Conception et gérance de la construction d'un embranchement industriel desservant la cour à bois de la compagnie Chalifour localisé dans la cour de triage de Québec, Québec.
- 1990 : Conception et gérance du projet pour la construction d'un embranchement privé au port de Trois-Rivières desservant la compagnie Lauralco.
- 1990 : Conception et gérance du projet pour la construction d'une voie de contournement pour Hydro-Québec au point milliaire 2.40 du Trois-Rivières Loop Line dans la ville de Trois-Rivières, Québec.
- 1990 : Conception et gérance de la construction et réaménagement des voies ferrées pour la cour intermodale du CFCP à Ste-Foy, Québec.
- 1990 : Conception et gérance de la construction d'un embranchement industriel desservant la cour à bois de la compagnie Goodfellow à Ste-Foy, Québec.
- 1990 : Conception et gérance de la construction du bureau de triage de la cour de Trois-Rivières, Québec.
- 1989/90 : Gérance du projet de reconstruction d'une portion du toit de la rotonde localisée dans la cour de triage de St-Luc.
- 1989 : Gérance de la construction d'un chemisage en béton à l'intérieur du tunnel de la rue St-Marc à Shawinigan, Québec
- 1989 : Conception et gérance du projet pour la reconstruction des voies ferrées de la cour de triage desservant la compagnie Kruger dans la ville de Trois-Rivières, Québec.
- 1988 : Conception et gérance de la construction des embranchements industriels desservant la cour principale à bois de Goodfellow localisée à Delson, Québec.
- 1988 : Conception et gérance du projet de la construction de l'embranchement industriel de St-Jean d'Iberville localisé au point milliaire 18.50 de la subdivision Adirondack.
- 1988 : Conception et gérance du projet pour l'installation de 6 réchauffeurs d'aiguillage dans la cour de triage de St-Luc.
- 1987 : Conception et gérance du projet pour la construction d'un embranchement privé desservant la compagnie Bestar localisé dans la municipalité de Lac-Mégantic, Québec.
- 1987 : Gérance du projet de construction d'un chemisage de béton autour du pilier central au pont tournant 19.90 de la subdivision Adirondack chevauchant le canal Chambly à St-Jean-sur-Richelieu, Québec.
- 1986 : Gérance du démantèlement des voies ferrées de la cour de triage de Viger localisé au sud de l'hôtel de ville de Montréal, Québec.
- 1985 : Gérance de la construction d'un puits de déchargement pour la compagnie Servichem et Coop Fédérée à Sainte-Catherine, Québec.
- 1985 : Conception et gérance de la construction des embranchements industriels desservant les compagnies Servichem et Coop Fédérée localisées à St-Constant, Québec.

- 1985 : Gérance du remplacement du pont ferroviaire 62.80 de la subdivision de Trois-Rivières à Louiseville, Québec.

CP RAIL, SEPT 1983 - AVRIL 1985

Ingénieur stagiaire

PARCS CANADA, Région Ontario, 1982-1983

Ingénieur stagiaire

PROJETS PRIVÉS

Ingénieur civil

- 2005 : Chemin de fer Montréal-Maine & Atlantique (MMA), étude de faisabilité et conception d'un remplacement d'un pont au PM 7.34 de la subdivision de St-Guillaume dans la région de St-Pie, Québec.
- 1988–1990 : Projet d'implantation du train touristique entre Hull et Wakefield, Québec
- 1987 : Conception, plan et devis pour le programme de réfection de 21 km de voie ferrée entre le chemin Freeman à Gatineau, Québec et la municipalité de Wakefield, Québec sur la subdivision de Maniwaki dans le cadre de l'implantation du train touristique à vapeur Hull-Wakefield.

CONFÉRENCES

1986 : Polytechnique - Université de Montréal, Cours Intermodales: Composantes et opérations

1987 : Université de Sherbrooke, Ponts ferroviaires: Type de structure et Conception

2008 : Colloque Groupe TRAC, Ville de Québec, Exploitation de lignes ferroviaires en conditions climatiques extrêmes.

2009 : Colloque Groupe TRAC, Ville de Québec, Intégration d'un système de tramway en milieu urbain.

2012 : UQUAM, Ville de Montréal, Impact du projet TransQuébec Express dans le plan nord.

2013 : Colloque Groupe TRAC, Ville de Québec, Présentation du projet de train touristique ITUM à Sept-Îles

Janvier 2018

• PROJET RÉSIDENTIEL •

2825 CHEMIN BATES, MONTRÉAL, QUÉBEC



W:\2018\18-07 2825 Bates\Working drawings\18-07-dayan_A-000plan ensemble.dwg — 2019.07.23 — 11:02AM — Plotted by Anna

L'entrepreneur general doit verifier toutes les cotes et dimensions. Toutes les erreurs et omissions devront etre signalees aux architectes. Les dimensions ne doivent pas etre mesurees directement sur ce dessin. Ce dessin ne pourra etre utilise pour la construction qu'apres avoir ete signe par les experts-conseils.
The general contractor shall check and verify all dimensions and report all errors and omissions to the Architects. Do not scale the drawing. This drawing shall not be used for construction purposes until signed by the Consultants.

REVISIONS

no.	date (j/m/a)	description
B	23/07/2019	ÉMIS POUR APPROBATION
A	08/04/2019	ÉMIS POUR APPROBATION

DESSINS EN COURS DE TRAVAIL NE PAS UTILISER POUR CONSTRUCTION

no.	date J/M/A	description

ISSUES

mécanique-électricité:

structure:

design interieur:

sceau:

Ordre des architectes du Québec
3672
MARC RASMUSSEN
ARCHITECTE

FISCHER
RASMUSSEN
WHITEFIELD
ARCHITECTES

370 rue Guy suite 209
MONTRÉAL QUÉBEC H3J 1S6
TEL: (514) 933-4137
WEB SITE: www.frwarchitects.com E-MAIL:marc@frwarchitects.com

titre du projet/project title

Projet Residentiel

2825 CHEMIN BATES, MONTREAL QUÉBEC

titre du dessin/drawing title

echelle/scale N/A	projet/project no. 18-07
date J/M/A 08/08/2019	revision no.
dessine/drawn D	dessin/drawing no. A-000
verifie/checked MR	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.15

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1196880003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale.

ATTENDU QUE le règlement suivant a été précédé d'un avis de motion donné à la séance ordinaire du conseil tenue le 7 octobre 2019, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement modifiant le *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1) pour le territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société commerciale;

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-28 16:36

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1196880003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale.

CONTENU

CONTEXTE

La délivrance de permis de stationnement sur rue, réservé aux résidants (vignettes SRRR), est implantée depuis plusieurs années sur le territoire de l'arrondissement. Ce programme vise à faciliter l'accès, pour les résidants, à des unités de stationnement sur rue dans des secteurs névralgiques.

Suite à la réception, par le bureau des élus, d'une demande des commerçants membre de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges (SDC) à l'effet de pouvoir bénéficier de l'utilisation de vignettes du genre SRRR pour se stationner dans les zones prévues à cette fin, la Division des études techniques a été mandatée pour mettre en place, sous forme de projet pilote, un programme complémentaire qui permettra aux membres de ladite SDC de se procurer une vignette SRRR et ainsi avoir la possibilité de se stationner dans les zones SRRR adjacentes à leurs commerces.

Pour ce faire, le *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c.C-4.1) doit être modifié afin de donner, au Conseil d'arrondissement, les assises réglementaires nécessaires à la mise en place de ce nouveau programme en ajoutant, à l'article 3, un paragraphe précisant que le Conseil peut, par ordonnance, édicter les éléments suivants:

1. les conditions de délivrance et la forme des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale;
2. la désignation des secteurs dans lesquels de tels permis peuvent être accordés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Il est proposé d'ajouter le paragraphe 13 de l'article 3 du règlement R.R.V.M. c.C-4.1

13° Désigner des secteurs dans lesquels des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale peuvent être accordés et établir les conditions de la délivrance et la forme de ces permis.

Il importe d'ajouter que, aux fins de la mise en place de ce programme, les trois dossiers décisionnels suivants devront être présentés au conseil d'arrondissement pour approbation de la recommandation, soit :

Dossier décisionnel	Échéancier
Adoption du Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020) afin de prévoir le tarif à percevoir pour obtenir un permis de stationnement réservé aux membres d'une société de développement commerciale, soit 120 $ annuellement.	• Adoption le 2 décembre 2019 • Entrée en vigueur le 1er janvier 2020
Adoption d'une ordonnance établissant les conditions de délivrance et la forme de ce permis.	• Adoption le 4 novembre 2019 • Entrée en vigueur le 1er janvier 2020
Adoption d'une ordonnance désignant le ou les secteurs où ces permis seront accordés.	• Adoption le 4 novembre 2019 • Entrée en vigueur le 1er janvier 2020

JUSTIFICATION

Donne les assises réglementaires nécessaires à l'adoption, par le conseil d'arrondissement, d'ordonnances relatives aux permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Dépôt de l'avis de motion le 7 octobre 2019
- Adoption le 4 novembre 2019
- Entrée en vigueur le 1er janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La Division des études techniques de l'arrondissement émet des réserves quant à l'implantation d'un tel programme conformément aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-2321
Télécop. : 514-872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-09-25

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

RCA19 173XX **RÈGLEMENT MODIFIANT LE *RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT* (R.R.V.M., C. C-4.1) AFIN D'AJOUTER UN POUVOIR RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE DE PERMIS DE STATIONNEMENT SUR RUE RÉSERVÉ AUX MEMBRES D'UNE SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**

VU l'article 79 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ., chapitre C-47.1);

VU l'article 142 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU l'article 23 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001);

VU l'article 2 du *Règlement du conseil de la Ville sur la délégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement* (08-055);

VU l'article 2 du *Règlement du conseil de la Ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs au réseau de voirie artérielle aux conseils d'arrondissement* (08-055);

À la séance du XX XXXXX 2019, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c. C-4.1) est modifié par l'ajout après le paragraphe 12 º, du paragraphe suivant :

« 13º désigner des secteurs dans lesquels des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de dévelopement commercial peuvent être accordés et établir les conditions de la délivrance et la forme de ces permis. ».

GDD 1196880003

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE ORDINAIRE TENUE LE XX XXXXX 2019

La mairesse d'arrondissement,
Sue Montgomery

La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.16

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1196880004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant les modalités d'émission et d'utilisation de permis de stationnement sur rue destinés aux membres d'une société de développement commerciale.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance déterminant les modalités d'émission et d'utilisation de permis de stationnement sur rue destinés aux membres d'une société de développement commerciale.

De réévaluer le projet après une période d'un an.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:36

Signataire : Stephane P PLANTE

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1196880004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant les modalités d'émission et d'utilisation de permis de stationnement sur rue destinés aux membres d'une société de développement commerciale.

CONTENU

CONTEXTE

La délivrance de permis de stationnement sur rue, réservé aux résidants (vignettes SRRR), est implantée depuis plusieurs années sur le territoire de l'arrondissement. Ce programme vise à faciliter l'accès, pour les résidants, à des unités de stationnement sur rue dans des secteurs névralgiques.

Suite à la réception, par le bureau des élus, d'une demande des commerçants membres de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges (SDC) à l'effet de pouvoir bénéficier de l'utilisation de vignettes du genre SRRR pour se stationner dans les zones prévues à cette fin, la Division des études techniques a été mandatée pour mettre en place, sous forme de projet pilote, un programme complémentaire qui permettra aux membres de ladite SDC de se procurer une vignette SRRR et ainsi avoir la possibilité de se stationner dans les zones SRRR adjacentes à leurs commerces.

Pour ce faire, le *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., c.C-4.1) a été modifié le 7 octobre 2019, afin de donner, au Conseil d'arrondissement, les assises réglementaires nécessaires à la mise en place de ce nouveau programme en ajoutant, à l'article 3, un paragraphe précisant que le Conseil peut, par ordonnance, édicter les éléments suivants :

1. les conditions de délivrance et la forme des permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commerciale;
2. la désignation des secteurs dans lesquels de tels permis peuvent être accordés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170261 (7 octobre 2019) - Adopter un règlement modifiant le Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., c. C-4.1) afin d'ajouter un pouvoir réglementaire en matière de permis de stationnement sur rue réservée aux membres d'une société de développement commerciale.

DESCRIPTION

L'adoption de l'ordonnance a pour objectif de répondre aux besoins des membres de la société de développement commerciale en leur permettant de stationner dans les secteurs de stationnement réservés aux résidents 6 et 39 qui longent le chemin de la Côte-des-Neiges. Un permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial sera ainsi créé et portera le numéro : 826.

Il est à noter que les secteurs SRRR situés à proximité du chemin de la Côte-des-Neiges sont hautement sollicités en demande de stationnement étant donné la présence de nombreux commerces et des institutions universitaires.

Un nombre maximum de 76 vignettes sera émis pour les besoins du projet pilote. La tarification est fixée conformément au règlement sur les tarifs en vigueur.

La Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges sera responsable de déterminer les membres admissibles et d'acheminer la documentation requise à l'arrondissement afin de permettre l'émission des permis de stationnement sur rue réservée aux membres d'une société de développement commercial.

Le permis de stationnement est délivré aux commerçants qui sont membres de la Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges qui opère un commerce sur le chemin de la Côte-des-Neiges, entre le chemin de la Côte-Ste-Catherine et la rue du Frère-André, incluant les secteurs commerciaux des avenues Gatineau, Lacombe et Swail.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Société de développement commerciale Expérience Côte-des-Neiges sera responsable de communiquer aux membres, les modalités de distribution des vignettes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur : janvier 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La Division des études techniques de l'arrondissement émet des réserves quant à l'implantation d'un tel programme conformément aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur à la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Julie FARALDO BOULET, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Agent technique circulation et stationnement

Tél : 514-872-2321
Télécop. : 514-872-0918

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-23

Pierre P BOUTIN
Directeur

Tél : 514 872-5667
Télécop. : 514 872-1936

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1196880004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des études techniques
Objet :	Édicter une ordonnance déterminant les modalités d'émission et d'utilisation de permis de stationnement sur rue destinés aux membres d'une société de développement commerciale.

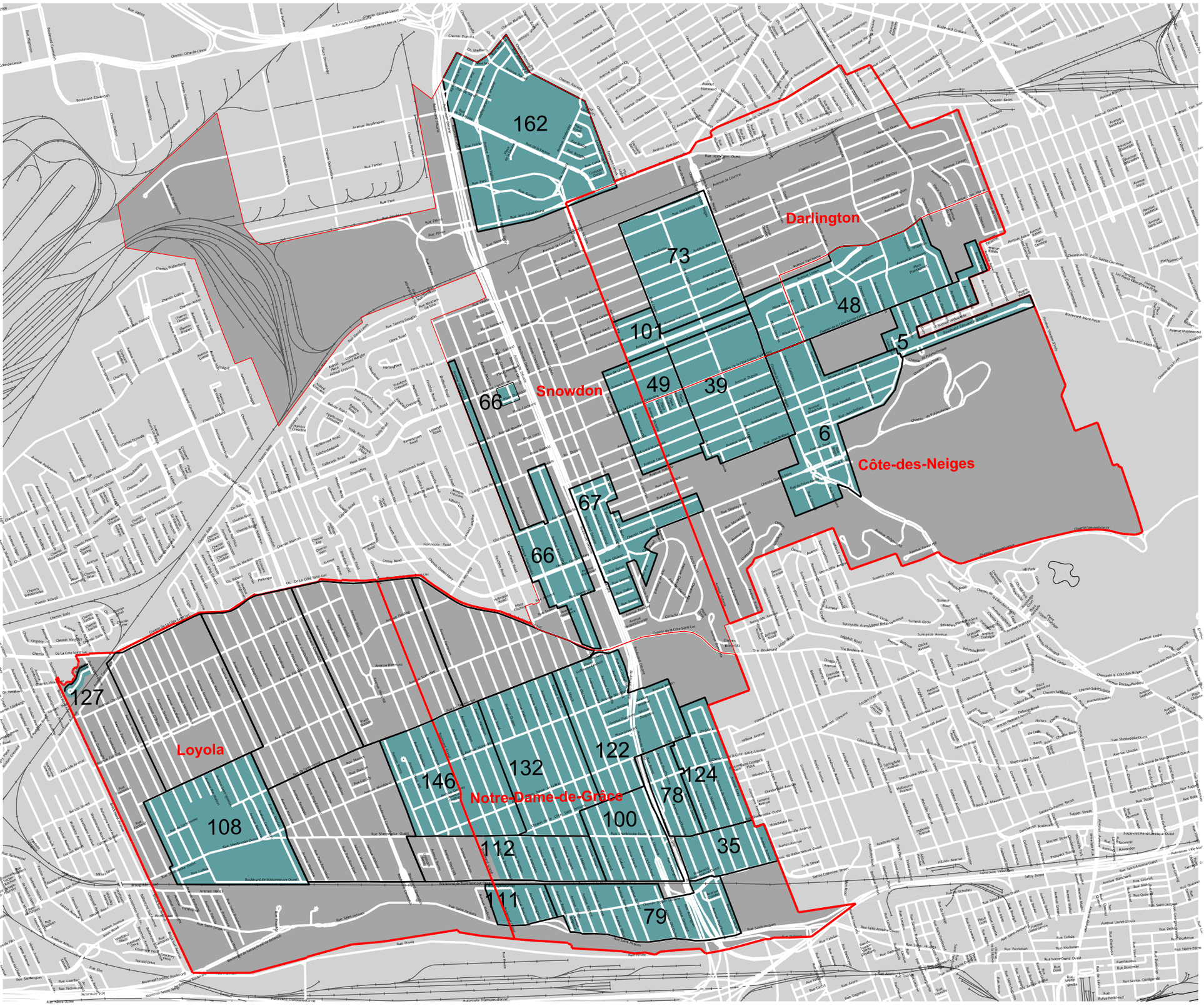
SRRR CDN_NDG.pdfSRRR secteur 06 et 39.pdfFormulaire vignette SDC.CDN.pdf

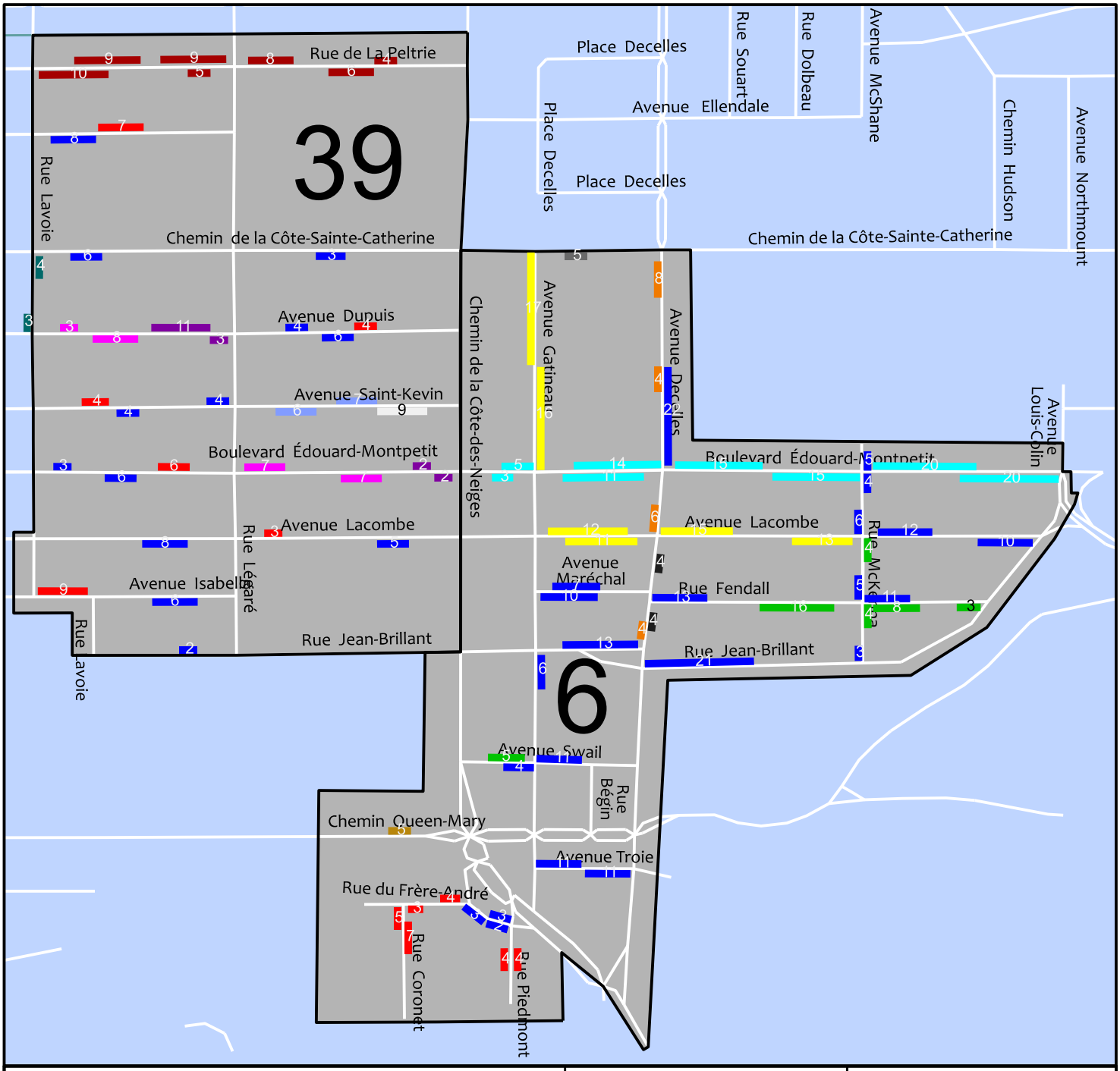
RESPONSABLE DU DOSSIER

Jonathan J LEDUC
Agent technique circulation et stationnement

Tél : 514-872-2321
Télécop. : 514-872-0918

Zone SRRR arrondissement CDN-NDG





- Zone SRRR de 9h à 20h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 9h à 20h du lundi au samedi (secteur 39 ou 49)
- Zone SRRR de 9h à 21h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 9h à 21h
- Zone SRRR de 9h à 23h (secteur 39 ou 06)
- Zone SRRR de 9h à 23h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 9h30 à 23h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 9h à 23h (secteur 5 ou 6)
- Zone SRRR de 9h à 23h du lundi au vendredi
- Zone SRRR de 9h à 23h
- Zone SRRR de 10h à 21h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 16h à 21h
- Zone SRRR de 16h à 20h du lundi au samedi
- Zone SRRR de 16h à 23h (secteur 39 ou 06)
- Zone SRRR de 18h30 à 23h

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SRRR

Accès vignettes commerciales

Direction de la circulation et de l'occupation du domaine public

Nombre de places: 707

Implantation: 01/10/1990

Dernière révision: 23/10/2019

Secteur no: 6 et 39

Préparé par: Jonathan Leduc

Approbation: Pascal Trottier
Chef de Division

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Direction des Travaux publics
Division du Bureau technique
2140, avenue Madison, 3e étage
Montréal (Québec) H4B 2T4
Téléphone (514) 872-4469

Secteur désigné 826

☐	Demande de permis prenant effet le : Année Mois Jour
☐	Changement de véhicule prenant effet le : Année Mois Jour
☐	Cessation de permis prenant effet le : Année Mois Jour

SDC Expérience Côte-des-Neiges, 5450 chemin de la Côte-des-Neiges, bureau #424, H3T 1Y7	Nom du responsable	
	Titre d'emploi	
	Téléphone	
	Télécopieur	

Utilisateur	**Véhicule**
Nom :	Immatriculation :
Prénom :	Marque :
Fonction :	Modèle :
	Année

Déclaration :
Je déclare solennellement que les renseignements inscrits sur ce formulaire sont exacts et j'autorise la Ville de Montréal à les vérifier au besoin.

DATE

Signature de l'utilisateur : _____

Année Mois Jour

L'autorisation confère au titulaire, dans l'exercice de ses fonctions seulement, un privilège de stationnement dans les places de stationnement sur rue réservée aux résidants (S.R.R.R.) aux endroits spécifiés par l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Le détenteur du permis doit respecter les périodes d'arrêt et de stationnement interdit, les rampes d'accès, les bornes-fontaines etc.

Le permis institutionnel peut être révoqué à quiconque outrepasse les prérogatives inhérentes à l'autorisation.

Date de l'autorisation : _____

Signature du responsable : _____

Espace réservé à la Direction des Travaux publics

☐ **Copie conforme du certificat d'immatriculation**

☐ **Copie du certificat d'assurance automobile**

☐ **Approbation :** _____ _____
Nom **Année Mois Jour**



Vignettes sdc OCA19 17XXX-_C-4.1_.pdf

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, paragraphe 13)

Ordonnance numéro OCA19 17XXX-(C-4.1) relative à l'émission de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial

Section 1
Définition

1. Dans la présente ordonnance, l'expression «membre» signifie un membre d'une société de développement commercial au sens de l'article 458.22 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) ou son représentant ou son employé, membre de la Société de développement commercial « Expérience Côte-de-Neiges ». Le territoire de la Société de développement commercial « Expérience Côte-des-Neiges » est celui défini au *Règlement délimitant une zone commerciale portant la désignation «Expérience Côte-des-Neiges »* (RCA17 17277).

Section 2
Secteurs désignés

2. Les membres détenteur de permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial sont autorisés à stationner dans les secteurs 6 et 39. La vignette qui leur sera distribuée porte le nombre 826.

Section 3
Signalisation

3. Les rues ou parties de rues, les jours et heures où des places de stationnement sont réservées aux membres sont indiqués par la signalisation des places de stationnement réservé aux résidants des secteurs existants 6 et 39.

Section 4
Permis

4. La demande de permis doit être faite au moyen du formulaire fourni par l'arrondissement et doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie conforme du certificat d'immatriculation du véhicule dont il sera fait usage aux fins du stationnement réservé;

2° une copie de documents où le requérant est identifié à titre de membre de la Société de développement commerciale « Expérience Côte-des-Neiges », ou une preuve de son lien d'emploi avec le membre soit :

a) une attestation de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges;

b) Un certificat d'occupation ou une attestation que l'activité commerciale est dispensée dans le secteur désigné;

3° une copie conforme du certificat d'assurance de ce véhicule où il est établi que le requérant est le principal conducteur.

5. Le permis est délivré contre paiement du montant fixé à cette fin au règlement annuel sur les tarifs. Une vignette attestant du paiement est remise au requérant.

6. Un nombre maximal de permis égal à 76 sera émis aux membres de la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges qui en font la demande.

7. La vignette doit être collée sur la face extérieure de la vitre arrière du véhicule, du côté du conducteur, en haut et à une distance de 20 à 30 cm du bord de cette vitre. Elle doit être maintenue complètement visible en tout temps.

Dans le cas où le véhicule n'a pas de vitre arrière ou est muni d'un toit rétractable ou amovible ou d'un accessoire qui dissimule ou obstrue la vitre arrière, la vignette doit être collée dans le coin supérieur du pare-brise, du côté du conducteur.

Dans le cas d'une motocyclette ou d'un cyclomoteur, la vignette doit être collée sur le côté du réservoir à gauche du conducteur.

8. Dans le cas où le véhicule visé par un permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial est remplacé, la vignette tenant lieu du permis doit, préalablement à la délivrance du permis relatif au nouveau véhicule, être remise à l'arrondissement.

9. Dans le cas où le véhicule visé par un permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial cesse d'être utilisé par un membre, ce dernier doit retourner à l'arrondissement la vignette tenant lieu du permis pour le véhicule, dans les 3 jours de cette cessation.

Le membre doit également, s'il a cessé d'être le conducteur principal du véhicule visé par le permis, retourner à l'arrondissement la vignette tenant lieu du permis, dans les 3 jours de cette cessation.

10. Le remplacement d'une vignette dans les circonstances prévues à l'article 8 ou d'une vignette perdue ou endommagée est accordé sans frais.

11. Le permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial est incessible et non transférable. Le détenteur du permis ne peut prêter, louer ni céder la vignette qui en tient lieu.

12. Lorsqu'il est émis pour la première fois, le permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial est valide pour la période pour laquelle il est délivré, soit:

1° jusqu'au 30 septembre de l'année en cours :

a) s'il est délivré avant le 1er juillet de la même année;

b) s'il est délivré après le 30 juin de cette même année, lorsque le requérant demande le permis pour cette période de validité;

2° jusqu'au 30 septembre de l'année suivante, s'il est délivré après le 30 juin de l'année en cours.

Le permis de stationnement sur rue réservé aux membres d'une société de développement commercial est renouvelable annuellement, entre le 1er juillet et le 30 septembre, et est alors valide jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

Section 6
Entrée en vigueur

13. La présente ordonnance entre en vigueur conformément à la loi.

Section 7
Annexes

Carte des limites des secteurs SRRR 6 et 39.

La vignette de stationnement réservé aux membres d'une société de développement commerciale numéro 826 donne droit à son détenteur d’utiliser les places de stationnement sur rue réservées aux résidents dans les secteurs 6 et 39 seulement.

La mairesse d’arrondissement,,
Sue Montgomery

La secrétaire d’arrondissement,
Geneviève Reeves

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2019/11/04
19:00

Dossier # : 1194535010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

Il est recommandé :

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2019-10-29 16:28

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1194535010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-10-08

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs et du greffe

Tél : 514 868 3644
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1194535010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tous fonctionnaires ou employés, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044), pour la période du 1er au 30 septembre 2019.



Décisions déléguées Ressources humaines CA novembre (septembre).pdf



Factures non associées à un bon de commande-SEPT.pdf



Liste des bons de commande approuvés-SEPT.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MAJOR
Secrétaire de direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. : 514 872-7474

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
SEPTEMBRE 2019

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
06,0	Déplacement d'un fonctionnaire	1	DSAG	C/M voirie et parcs	14 septembre 2019	Embauche
07,0	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	23	DSAG	Préposé aux travaux	7 septembre 2019	Titularisation
			DSAG	Préposé aux travaux	13 juillet 2019	Titularisation
			DSAG	Maxim'eau	7 septembre 2019	Assignation d'un col bleu
			DSAG	Conseiller en aménagement	5 octobre 2019	Mutation
			DSAG	Bibliotechnicienne	27 juillet 2019	Déplacement
			DSAG	Bibliothecaire	28 septembre 2019	Reembauche
			DSAG	Chauffeur de véhicules	12 septembre 2019	Titularisation
			DSAG	Conseiller en aménagement	28 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Préposé à l'accueil	7 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Préposé l'entretien réseau aquaduc - égouts	13 aout 2019	Titularisation
			DSAG	Agent de liaison	14 sepembre 2019	Déplacement
			DSAG	Préposé à l'accueil	7 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Maxim'eau	14 sepembre 2019	Assignation d'un col bleu
			DSAG	Préposé travaux généraux	12 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Préposé travaux généraux	7 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	24 aout 2019	Déplacement
			DSAG	Préposé aux travaux	7 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Aide-bibliothécaire	24 aout 2019	Déplacement
			DSAG	Préposé aux travaux	27 aout 2019	Embauche

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES - NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RESSOURCES HUMAINES - RÉCAPITULATIF DES DÉCISIONS
SEPTEMBRE 2019

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
			DSAG	Parrainage professionnel niveau collégial	14 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Agent de communications sociales	7 septembre 2019	Embauche
			DSAG	Préposé en charge - entretien du réseau aqueduc et égouts	31 aout 2019	Titularisation
			DSAG	Préposé en charge - entretien du réseau aqueduc et égouts	31 aout 2019	Titularisation
09,0	Résiliation d'un contrat, mise en dispo, mise à pied d'un fonctionnaire par une association accréditée	4	DSAG	Etudiant col blanc	21 aout 2019	Cessation
			DSAG	Etudiant col blanc	14 septembre 2019	Cessation
			DSAG	Etudiant col blanc	14 septembre 2019	Cessation
			DSAG	Etudiant col bleu	24 aout 2019	Cessation
10,0	La résiliation d'un contrat de travail, la mise en disponibilité, la retrogradation ou la mise à pied d'un fonctionnaire ou d'un employé est délégué au directeur d'arrondissement.	1	DSAG	Etudiant col bleu	23 aout 2019	Cessation
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard des dispositions des conventions collectives	1	DSAG	Agent cadre bâti	20 septembre 2019	Imposer 2 jours de suspension evenement survenu le 20 sep 2019
13,0	Abolition, transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2() au fonctionnaire de niveau B Concerné, dans les autres cas.	2	DSAG	.-	.-	Autoriser la réorganisation entre des postes permanents et des banques d'heures aides-bibliothécaires à div. Culture et bibliothèque
			DSAG	Conseiller en gestion ressource financières chef d'équipe	Période 15 mois	Autoriser la création poste temporaire conseiller en gestion ress. Financière chef d'équipe

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour le mois de septembre 2019
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
BEAUCHEMIN, SONIA	08-30-19	MARIE-EVE ROULEAU	Kilométrage juillet 2019	43,56
	09-20-19	PAQUET, SOPHIE	Kilométrage septembre 2019	57,55
	09-10-19	PAPINEAU, LUC	Kilométrage de février à août 2019	119,54
	09-10-19	PAPINEAU, LUC	Stationnement	23,57
	09-10-19	BIASSOU, NEHEMIE	Frais de commission -assermentation	57,75
	09-10-19	PAPINEAU, LUC	Coffret mural pour clés	31,28
	09-20-19	LANDREVILLE, SOPHIE	Kilométrage et stationnement 2019	23,03
				356,28
BEDARD, LUCIE	09-19-19	LAPORTE, JEAN-SIMON	Inscription-colloque	502,46
	09-16-19	MALAKA ACKAOUI	Présence CCU août et septembre 2019	150,00
	09-16-19	BRUCE ALLAN	Présence CCU juillet, août et septembre 2019	300,00
	09-16-19	GENEVIEVE COUTU	Présence CCU juillet, août, septembre 2019	225,00
	09-16-19	KHALIL DIOP	Présence CCU juillet et septembre 2019	150,00
	09-16-19	ISABELLE DUMAS	Présence CCU juillet, août, septembre 2019	300,00
	09-16-19	DJEMILA HADJ-HAMOU	Présence CCU août et septembre 2019	225,00
	09-16-19	MARK CALCE	Présence CCU juillet 2019	75,00
	09-10-19	GOURDE, RICHARD	Stationnement	20,00
	09-16-19	GOURDE, RICHARD	Café et titres de transport (réunion)	49,09
	09-16-19	ELIZA RUDKOWSKA	Présence CCU juillet 2019	75,00
	09-06-19	LEMIEUX, JACQUES	Inscription colloque	418,79
				2490,34
BOUTIN, PIERRE	09-20-19	TROTTIER, PASCAL	Achat d'un placottoire	100,50
				100,50
BROUSSEAU, HELENE	08-28-19	VARIN, BENOIT	Remplacement d'une vitre brisée du cellulaire	41,42
				41,42
CARRIER, RAYMOND	09-09-19	PETITE CAISSE VILLE DE MONTREAL	Petite caisse culture et bibliothéques	188,03
	08-29-19	LEMAIRE, MARC	Matériel couture Fablab	158,12
	09-06-19	LEMAIRE, MARC	Cartouche encre FABLAB	262,38
	09-06-19	SARAH DAY	Exposition « Maman t'aime » à la maison de la Culture NDG	2100,00
	09-06-19	TRADUCTIONS TOM DONOVAN INC.	Service de traduction en anglais pour la programmation culturelle automne 2019 pour le Centre Culturel NDG.	453,97
	09-10-19	TURCOTTE DESIGN INC.	Conception graphique pour la bannière Publicité Sauvage « Gilles Boisvert Serge Lemoyne ».L'influence de New-York dans les années 60	314,96
	09-10-19	COTE, EVE	Achat d'étui pour téléphone Iphone 7	15,86
	09-11-19	LA COMPAGNIE MOBILE HOME	Spectacle « La Quête »	314,96
	09-13-19	SERGIO A. BARRENECHEA G.	Deux spectacles « Impulso Flamenco » à la maison de la Culture CDN	2500,00
	09-11-19	MASAKO MIYAZAKI	Exposition « A piece of stone » à la maison de la Culture CDN	2000,00
	09-11-19	CREATIONS ESTELLE CLARETON	Spectacle « Paysages de papier » à la Maison de la Culture NDG	2414,71
	09-11-19	LES PRODUCTIONS ALIAS PERDU INC.	Spectacle « Libre échange, nouveaux accords » à la maison de la Culture NDG	2099,75
	09-11-19	JEAN-FELIX MAILLOUX ENR.	Spectacle « Éphémère » à la maison de la Culture NDG	1889,77
	09-13-19	LEMAIRE, MARC	Fer à souder et pieces de rechange pour FABLAB	416,99
	09-16-19	LA DANSE SUR LES ROUTES DU QUEBEC	Cotisation annuelle	120,00
	09-16-19	LA DANSE SUR LES ROUTES DU QUEBEC	Frais d'inscription aux rencontres de la DSR	21,00
	09-17-19	LEMAIRE, MARC	Carte Steam et Apple store pour InterFab	300,00
	09-19-19	UNION DES ARTISTES	Déduction à la source et contributions du producteur pour le spectacle « Hommage à Anthony Phelps »	185,00

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
CARRIER, RAYMOND	09-19-19	FELIZ ESTHER CADELINA TUPE	Une présentation et une activité de Médiation dans le cadre du projet « Nandito Taoy/we are her/ nous sommes ici »	800,00
	09-23-19	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES	Participation de Valérie Comte à un congrès de 3 jours 4e édition ASTED	372,71
	09-23-19	FEDERATION DES MILIEUX DOCUMENTAIRES	Participation de Louise Fréchette à un congrès de 3 jours 4e édition ASTED	372,71
				17300,92
CHAMBEROT, ROBERT	08-28-19	RATEAUD, VERONIQUE	Club de lecture	7,93
	09-23-19	GILLES BARBEAU	Contrat de Gilles Barbeau pour l'activité « Curieuses histoires d'apoticaires » à la bibliothèque NDG	150,00
	09-16-19	BELIVEAU, ANNIE	Quincaillerie	14,46
	09-16-19	RATEAUD, VERONIQUE	Papeterie	9,49
	09-16-19	DUVAL, PEARL	Salon de thé	14,23
	09-16-19	MAISON DE THE CAMELLIA SINENSIS	Artistes	419,95
	08-28-19	BELIVEAU, ANNIE	Club de lecture	49,20
	09-23-19	LE CURIEUX INFO INC.	Artistes	393,70
				1058,96
DESJARDINS, STEVE	09-06-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Impression étiquettes	320,21
				320,21
GAUDREAULT, GUYLAINE	09-19-19	ANGELY, MARION	Achat de viénnoiseries pour réunion	114,01
	09-19-19	HARDY, DANIELLE	Achat de café pour réunion	89,67
	09-19-19	IRRIGLOBE INC.	Réparation pièce pour alimenter le wifi	356,96
				560,64
GAUDREAULT, SONIA	09-04-19	COOPERATIVE DE TAXI MONTREAL	Frais de taxi	21,47
	09-06-19	PASKALEVA, RADILENA	Formation- sauveteur national	82,18
	09-06-19	FORTAICH, STEPHANE	Requalification secourisme général	73,49
	09-06-19	CARRIER, RAYMOND	Kilométrage juillet 2019	115,64
				292,78
GAUTHIER, STEPHANE	09-04-19	ASSOCIATION DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES DU QUEBEC	Trousse: « Une naissance, un livre » 2019	521,40
	09-19-19	ASSOCIATION DES PARENTS DE COTE DES NEIGES	Service de garde pour atelier	60,00
	09-19-19	G & L THIVIERGE INC	Travaux de réaménagement de rayonnage bibliothèque Interculturelle	556,43
	09-23-19	PROVENCHER, CLAUDIE	Rouleaux embalage bonbons et citrouille pour avtivité école Lavoie	14,76
	09-17-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires Claudie Provencher	15,22
	09-17-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	Cartes d'affaires Johanne Verville	15,22
	09-06-19	PROVENCHER, CLAUDIE	Matériel pour animation Bibliothèque Interculturelle	101,34
				1284,37
HOOPER, CHANTAL	09-18-19	PRONOVOST, SYLVAIN	Remboursement de l'inscription au programme OPA	115,00
				115,00
LAZZOUZI, SADEK	09-10-19	ENVELOPPE LAURENTIDE INC	Enveloppes	317,06
				317,06
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	08-28-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage avril 2019	70,11
	09-06-19	LAPOSTOLLE, GENEVIEVE	Boîtes rangements aquatique + bouilloire, mini four et grille pain pour cols bleus	264,12
	08-28-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage mai 2019	103,25
	08-28-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage juin 2019	44,55
	08-29-19	PRODUITS SANY	Achat pièces et réparation IMOP Scrubber	169,29
	08-28-19	LAVAGE DE VITRES FUTURE INC.	Lavage de vitres-Aréna Bill Durnan	419,95
	09-06-19	CORPORATION D'URGENCES-SANTE	Ambulance- piscine Parc Kent	135,50
	08-28-19	PAPADAKIS, PANAGIOTA	Kilométrage mars 2019	86,06
				1292,83
OUELLET, MARIE-CLAUDE	09-09-19	GERALDINO, KEVIN	Carte OPUS	52,00
				52,00

Approbateur	Date d'approbation	Nom fournisseur	Description	Montant
REEVES, GENEVIEVE	09-05-19	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	Envoi postal	593,18
	09-11-19	BOSSY-LABELLE INC.	Cartes d'affaires-élus	172,18
				765,36
STINGACIU, IRINEL-MARIA	08-30-19	LAURA BRUNELLE	Ateliers « éveil musical » à la bibliothèque Benny	800,00
	09-20-19	JOEL COUTU	Conférence « ABC for Birdwatching » à la bibliothèque Benny	200,00
	08-30-19	LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC.	Réparation de plusieurs tiroirs multimédia défectueux à la bibliothèque Benny	183,73
	08-30-19	SAVELIOVSKY, DAVID	Achat de base et fil à souder pour réparer des écouteurs, bibliothèque Benny	43,36
	09-11-19	RUSU NELLY	Atelier de feutrage à la bibliothèque Benny	275,00
	08-30-19	KEINER, TANIS	Achat de nourriture pour la fête de la clôture du Club de lecture 2019 à la bibliothèque Benny	59,74
	08-30-19	KEINER, TANIS	Achat pour activités de bricolage et d'ateliers pour la bibliothèque Benny	124,43
	09-30-19	CNESST	Entente corollaire-Chouinard, Claude	1362,17
	09-30-19	CNESST	Entente corollaire-Lachaine, Henriette	224,38
				3272,81

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Listes des bons de commandes approuvés pour le mois de septembre 2019

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbation	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
ANGELY, MARION	1325373	09-03-19	ALERTE COURRIER P.M.E.		524,94	Service - Postal, messagerie
	1343424	09-05-19	BIRON GROUPE SANTE INC.		524,94	Infirmier, infirmier auxiliaire
	1371147	09-26-19	CENTRE D'EVALUATION POUR ALCOOLIQUES ET TOXICOMANES (CEPAT) INC.		4220,50	Médecin
	1318358	09-19-19	DENIS NADEAU		223,10	Conseiller en relation de travail
BAUDIN, CYRIL	1360082	09-16-19	APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES		170,00	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1367417	09-06-19	ATELIER D'USINAGE INNOVA PRECISION 2014		241,42	Équipement sécurité
		09-06-19			116,28	Équipement sécurité
	1370037	09-20-19	GESTIONS JEAN-MARC GAGNE LTEE - CANADIAN TIRE		377,70	Accessoires de sport
	1368033	09-11-19	GIVESCO INC.		83,78	Bois de construction
	1368146	09-11-19	GROUPE BISSONNETTE INC.		1659,48	Huile, graisse et lubrifiant
	1369526	09-18-19	GROUPE YULI INC.		1123,62	Montage et quincaillerie pour signalisation lumineuse et éclairage urbain
	1367398	09-06-19	JEAN GUGLIA & FILS ENR.		1002,02	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1367616	09-09-19	LES INDUSTRIES MC ASPHALT LTEE		986,88	Adhésif, colle
	1370845	09-25-19	MAGASIN MYRLANIE INC. - CANADIAN TIRE		246,70	Électroménager
	1366663	09-06-19	PRODUITS SANY		698,86	Produits d'entretien ménager
	1367420	09-06-19	STELEM		496,59	Système d'alimentation (air-gaz) pour matériel roulant
		09-06-19			2997,39	Outils manuels
	1368145	09-11-19			383,20	Outils à batterie
	1366710	09-06-19	ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.		31,50	Produits pour manutention
		09-03-19		1191511	264,56	Puisard, chambre de vanne, trou d'homme et regard
	1367400	09-06-19	TENAQUIP LIMITED		192,76	Outils électriques
	1369504	09-18-19	VIA PREVENTION		629,92	Service - Formation en développement organisationnel et technique
BEAUCHEMIN, SONIA	1369233	09-17-19	AVEC PLAISIRS		449,45	Service - Traiteur
	1363578	09-17-19	DISTRIBUTIONS LG INC.	1152445	2099,75	Service - Distribution
	1366953	09-04-19	FONDS EINICK GITELMAN		300,00	Breuvage et nourriture
	1367810	09-10-19	JOREL AMTHOR		713,91	Programmeur, analyste
	1367520	09-09-19	LA CENTRALE A IMAGES INC.		1574,81	Service - Photographie
	1370050	09-20-19	LA PRESSE LTEE		4565,66	Service - Agence de publicité, promotion
	1361091	09-24-19	MARGARET SANKEY		524,94	Traducteur
	1354743	09-17-19	TABASKO COMMUNICATIONS INC.		1049,87	Service - Infographie, graphisme
	1354748	09-09-19	THE SUBURBAN NEWSPAPER		1207,36	Service - Placement média d'avis public
	1367534	09-09-19	YANNICK DERY		1826,26	Service - Revue de presse
BEDARD, LUCIE	1369106	09-17-19	BEC FIN INTERNATIONAL INC.		234,12	Service - Traiteur
	1367442	09-06-19	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.		194,50	Service - Traiteur
	1326459	09-17-19	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		3149,62	Service - Postal, messagerie
BOUTIN, PIERRE	1371291	09-27-19	COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL		229,92	Ordinateur et accessoire
	1368150	09-11-19	LOCATION GUAY		20997,50	Location - Véhicule lourd, machinerie lourde et camion avec équipement spécialisé
	1369058	09-17-19	NORDIKEAU INC		8306,61	Service - Inspection de conduites
	1368952	09-16-19	TRANSPORT MOTTILLO ET FILS INC.		22047,37	Entrepreneur en routes et canalisation
CARRIER, RAYMOND	1369653	09-19-19	AUVITEC LTEE		944,89	Location - Équipement de scène
	1367444	09-06-19	EXCELLE MACHINE A COUDRE		1468,78	Matériel artistique
	1320546	09-20-19	L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.		35,70	Service - Infographie, graphisme
	1369564	09-18-19	LES CONSULTANTS OLYMPE INC.	1353377	367,46	Conseiller en ergonomie

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
CARRIER, RAYMOND	1354775	09-17-19	LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.		252,50	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1369103	09-17-19			1298,88	Réparation/Entretien - Équipement de scène
	1367500	09-09-19	LOCATION JEAN LEGARE LTEE		185,75	Service - Déménagement
	1370101	09-23-19			156,36	Service - Déménagement
	1365415	09-03-19	MAGASINS BEST BUY LTEE		40,30	Appareil électronique
	1369097	09-17-19	TECHNIVAPEUR		680,32	Service - Entretien d'immeuble
	1371123	09-26-19			1405,78	Service - Entretien d'immeuble
	1366602	09-03-19	ULINE CANADA CORP		342,24	Équipement de scène
CHAMBEROT, ROBERT	1370204	09-23-19	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		733,30	Matériel artistique
	1369350	09-18-19	BRODART CANADA COMPAGNY		75,12	Fourniture de classement et de rangement
	1369207	09-17-19	LES IMPRESSIONS PLASTIMAX		1918,39	Formulaires
DESJARDINS, STEVE	1368377	09-12-19	ARBO-DESIGN INC.		3149,62	Service - Abattage, émondage, élagage
	1367868	09-10-19	CAPREA EXPERTS IMMOBILIERS INC.	1347295	1023,63	Évaluateur agréé
	1368157	09-11-19	MORNEAU SHEPELL LTD.		1574,82	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1369104	09-17-19	VINACOUSTIK INC.		1207,36	Conseiller - Protection et contrôle de la qualité de l'air
GAUDREAULT, GUYLAINE	1367128	09-05-19	BOUTY INC	1013950	629,78	Chaise et fauteuil ergonomique
	1369117	09-17-19	CARDIN JULIEN INC.		5868,80	Architecte
	1326681	09-26-19	CLEB LABORATOIRE INC.		3359,60	Entrepreneur en bâtiments de tout genre
	1371155	09-26-19	COMPUGEN INC.		855,02	Ordinateur et accessoire
	1367864	09-10-19	LES CONSTRUCTIONS ARGOZY INC.		14330,79	Service - Aménagement paysager
	1369276	09-17-19	ROSE-MARIE GOULET		2270,88	Service - Artiste visuel
	1369113	09-17-19	SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL		1034,13	Logiciel et progiciel
	1369277	09-17-19	VISION SOLAIRE CONSULTANTS INC.		4960,66	Produits d'éclairage
GAUTHIER, STEPHANE	1367451	09-06-19	BRAULT & BOUTHILLIER LTEE		348,61	Matériel artistique
	1370194	09-23-19	ULINE CANADA CORP		279,91	Articles de papeterie
HOOPER, CHANTAL	1359780	09-18-19	ACKLANDS - GRAINGER INC.		358,01	Service - Formation en santé et sécurité
	1369518	09-18-19	ALBERT VIAU DIVISION EMCO CORPORATION		1097,64	Tuyauterie et raccord
	1369942	09-20-19	MINISTRE DES FINANCES		598,44	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1366880	09-04-19	NOVAFOR EQUIPEMENT INC.		501,52	Équipement de sécurité
	1370196	09-23-19	SOCIETE INTERNATIONALE D'ARBORICULTURE QUEBEC INC. (S.I.A.Q.)		881,89	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1369530	09-18-19	STELEM		94,49	Produits de branchement
	1369568	09-18-19	ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1277188	7545,83	Puisard, chambre de vanne, trou d'homme et regard
	1358737	09-05-19	ULINE CANADA CORP		11,16	Service - Transport de colis (Frais de transport)
LIMPERIS, APOSTOLOS MARIO	1339733	09-06-19	BATTERIES NATECH INC.		2015,13	Attache-câble
	1359471	09-09-19	CENTAURECOM INC.		53,55	Vêtements de travail
	1370886	09-25-19	COVER-TECH INC.		3753,30	Équipement et fourniture pour terrain de jeux
	1370641	09-25-19	LES INSTALLATIONS SPORTIVES AGORA INC.		1275,60	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1367307	09-06-19	PRODUITS SANY		259,67	Équipement d'entretien manuel
	1367498	09-09-19			984,68	Réparation/Entretien - Appareil d'entretien
	1370443	09-24-19		1048199	138,10	Produits d'entretien ménager
	1370473	09-24-19		1048199	123,68	Distributeur de produit nettoyant
		09-24-19		1048199	140,15	Produits de papier
	1370474	09-24-19		1048199	531,41	Produits de nettoyage
	1370640	09-25-19	USD GLOBAL INC.		340,17	Équipement d'entretien manuel
OUELLET, MARIE-CLAUDE	1367824	09-10-19	ENGLOBE CORP.		1672,37	Ingénieur civil - Structure de bâtiment
	1369753	09-19-19	GASTIER M.P. INC.		792,20	Entrepreneur en électricité
	1368474	09-12-19	JOYAL GROUPE EXPERT CONSEIL INC		904,42	Pile, batterie
	1368476	09-12-19	PRODUITS SANY		6482,25	Équipement d'entretien manuel
	1369111	09-17-19	SITE INTEGRATION PLUS INC.		6178,46	Porte et fenêtre

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
PLANTE, STÉPHANE	1368180	09-24-19	A.J. JEMMSAU INC.		8150,18	Service - Ébénisterie
	1318368	09-05-19	ARBITRAGE MARCEL MORIN INC.		1811,03	Conseiller en relation de travail
	1320848	09-19-19	BEDARD, LUCIE		529,03	Frais - Dépenses de fonction
	1368099	09-11-19	BOUTY INC	1013950	314,89	Chaise et fauteuil ergonomique
	1361084	09-23-19	DEMANDE SPECIALE S.E.N.C.		472,44	Service - Infographie, graphisme
	1369947	09-20-19	ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC		4199,50	Location - Clôture, barricade
	1366831	09-25-19	GROUPE ALTUS		22808,53	Conseiller en contrôle des coûts
	1368171	09-11-19	INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.		15226,38	Entrepreneur en électricité
	1367383	09-06-19	LAFLEUR & FILS INC.		2429,10	Porte et fenêtre
	1367869	09-10-19	LAVE AUTO 88 INC.		136,36	Service - Lavage de véhicules
	1366911	09-04-19	MAHEU & MAHEU INC.		136,48	Service - Extermination, fumigation
	1370438	09-25-19	PEPINIERE AUCLAIR ET FRERES (1991) INC.		2847,26	Produits horticoles
	1361536	09-26-19	PREVENTION COTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE-GRACE		244,20	Service - Aménagement paysager
	1367160	09-05-19	SITE INTEGRATION PLUS INC.		16115,58	Système de contrôle, de surveillance et d'incendie
	1370873	09-25-19	SOCIETE CANADIENNE DES POSTES		11542,17	Service - Postal, messagerie
	1365446	09-20-19	TEKNION ROY ET BRETON INC.		8804,67	Bureau (Mobilier autoportant)
	1348660	09-03-19	TUYAUX HITECH (HTP) LTEE		36330,34	Tuyau d'aqueduc
POLISENO, MARTIN	1368149	09-11-19	ABC RECREATION QUEBEC INC.		390,55	Isolant thermique et acoustique
	1367381	09-06-19	ACKLANDS - GRAINGER INC.		351,04	Matériel de fixation, clou, vis
	1367396	09-06-19			28,64	Outils manuels
	1370542	09-24-19			121,05	Support, renfort et équerre
	1369247	09-17-19	AIGLON INDIGO		295,20	Produits horticoles
	1369220	09-17-19	ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.		1990,56	Service - Abattage, émondage, élagage
	1368203	09-11-19	ATMOSPHARE INC.		307,78	Corde, chaîne et câble
	1370553	09-24-19	DENDROTIK INC.		408,41	Pesticide et insecticide
	1370562	09-24-19	HILTI CANADA LTEE		247,88	Accessoires et pièces de remplacement pour outil
	1331931	09-24-19	IRRIGLOBE INC.		60,78	Réparation/Entretien - Équipement de sport et terrain de jeux
	1367385	09-06-19	JEAN GUGLIA & FILS ENR.		270,56	Outils manuels
	1366877	09-04-19	LEE VALLEY TOOLS LTD.		407,04	Matériel de fixation, clou, vis
	1368141	09-11-19	LES MATERIAUX DE CONSTRUCTION R. OLIGNY LTEE		708,77	Clôture, barrière, rampe et balustrade
	1370040	09-20-19			458,79	Accessoire de charpente et de clôture
	1352152	09-09-19	LES PEPINIERES JASMIN LTEE		82,68	Produits horticoles
	1367422	09-06-19	NOVAFOR EQUIPEMENT INC.		214,13	Équipement contre les chutes
	1369521	09-18-19			316,98	Équipement de protection
		09-18-19			30,16	Vêtements de travail
	1370538	09-24-19			262,47	Outils manuels
	1370550	09-24-19			377,94	Vêtements de travail
	1371299	09-27-19			23,09	Support, renfort et équerre
	1368170	09-11-19	PLANT PRODUCTS		93,74	Produit d'extermination et de fumigation
	1370532	09-24-19	RUIGROK FLOWERBULBS		1703,95	Produits horticoles
	1370220	09-23-19	SOLUTIONS ALTERNATIVES ENVIRONNEMENT INC		986,88	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1370454	09-24-19			309,71	Service - Formation en développement organisationnel et technique
	1366873	09-04-19	TENAQUIP LIMITED		149,02	Signalisation lumineuse
	1369249	09-17-19			73,83	Crochet, goupille, manille et poulie
	1368143	09-11-19	TESSIER RECREO-PARC INC.		148,03	Équipement et fourniture pour terrain de jeux
	1370557	09-24-19			1098,17	Équipement et fourniture pour terrain de jeux
REEVES, GENEVIEVE	1367411	09-06-19	AVEC PLAISIRS		188,75	Service - Traiteur
	1370841	09-25-19			188,75	Service - Traiteur
	1369960	09-20-19	BOO! DESIGN INC.		1648,30	Service - Impression
	1366652	09-03-19	COMAQ, CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX AGREES DU QUEBEC		593,18	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1326579	09-03-19	LES TRADUCTIONS TERRY KNOWLES INC.		2099,75	Service - Rédaction, révision
STINGACIU, IRINEL-MARIA	1321102	09-26-19	R.M. LEDUC & CIE INC.		314,96	Articles, accessoires et équipement de bureau

Dernier Approbateur	Numéro bon commande	Date d'approbatio	Nom fournisseur	Numéro de l'entente	Montant de l'engagement	Description
STINGACIU, IRINEL-MARIA	1320960	09-17-19	ROULEAUX DE PAPIER & RUBANS J.L. INC.		327,25	Articles de papeterie
	1366600	09-03-19	TECHNOLOGIES STAY CONNECTED INC.		309,71	Spécialiste Internet/Web
TROTTIER, PASCAL	1370270	09-23-19	ASSOCIATION QUEBECOISE DES TRANSPORTS		1368,72	Frais - Inscription pour colloque, conférence, séminaire et congrès
	1366925	09-04-19	S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.		651,14	Couvre-sol
					325907,77	